



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité  
parlementaire  
p. 03-05

Salle des séances  
plénières  
p. 06-07

Nouvelles  
lois  
p. 08

Séances  
publiques  
p. 08-78

Questions  
au Gouvernement  
p. 78-99

2021-2022

# N013

CHAMBRE  
DÉPUTÉS



## Sommaire

|  |          |
|--|----------|
| Actualité parlementaire .....                | p. 03-05 |
| Salle des séances plénières .....            | p. 06-07 |
| Nouvelles lois .....                         | p. 08    |
| Séances .....                                | p. 08-78 |
| 38 <sup>e</sup> séance du mardi 8 mars 2022  | p. 08-44 |
| 40 <sup>e</sup> séance du jeudi 10 mars 2022 | p. 44-78 |
| Questions au Gouvernement .....              | p. 78-99 |

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**  
Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

**Impression :**  
Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**  
15/11/2022

**Concept et layout :**  
brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg





Visite du Président du Parlement fédéral de Somalie

## Une Somalie en paix est à la base de tout progrès



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de l'accueil de la délégation somalienne à la gare centrale de Luxembourg

Le Président du Parlement fédéral de Somalie, M. Sheikh Aden Mohamed Nur, a été reçu le 21 octobre 2022 à la Chambre des Députés pour un échange de vues avec le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, et les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

« La stabilité et la paix sont les prémisses indispensables à tout progrès pérenne pour la Somalie », a souligné le Président du Parlement somalien à plusieurs reprises. Les députés luxembourgeois, conscients que la Somalie souffre toujours des conséquences d'une guerre civile et continue à faire face à un nombre important de crises, ont tenu à féliciter les représentants somaliens de la transition politique réussie à la suite des récentes élections, et la désignation d'une femme, Mme Saadia Samatar, en tant que première Vice-Présidente du Parlement fédéral de Somalie.

### Le Parlement somalien vise des pactes de coopération et d'amitié avec d'autres parlements

Interrogé sur les objectifs de la visite de la délégation somalienne, M. Sheikh Aden Mohamed Nur a tenu à adresser ses remerciements aux pays amis de la Somalie, dont les États membres de l'Union européenne qui ont « beaucoup fait » pour aider son pays à prendre un « nouveau départ ». Le dignitaire somalien a également précisé que la démarche visait à mettre en place des pactes de coopération et d'amitié avec d'autres parlements dans le monde afin de contribuer à la stabilisation politique de son pays. La Somalie souhaite ainsi entretenir de bonnes relations avec le Luxembourg en termes d'échanges d'idées et de bonnes pratiques, ainsi que dans le domaine des échanges économiques.

« La paix et la stabilité politique restent indispensables à l'essor du pays », a insisté le Président du Parlement somalien, en soulignant qu'il s'agit également d'une condition indispensable à la mise en place de partenariats concrets. « Sans paix, il n'y aura pas d'investissements », a-t-il constaté.

### La Somalie espère atteindre l'indépendance alimentaire

Le Président de la Chambre des Députés a interrogé son homologue sur le risque de famine qui constitue encore une menace pour des millions de Somaliens. M. Etgen a notamment souhaité comprendre quelles pourraient être les pistes pour aider la Somalie à améliorer ses services sociaux et ses infrastructures.

M. Sheikh Aden Mohamed Nur a une nouvelle fois souligné l'importance de la stabilité politique qui, selon lui, a un impact plus important sur la pérennité du pays que les infrastructures ou les conditions climatiques étant donné que celles-ci ne posent pas réellement problème. Il a cité dans ce contexte le

mouvement djihadiste des shebab, qui d'après lui est à l'origine d'opérations de racket des agriculteurs et de sabotage de l'accès à l'eau. Une fois le problème des militants écarté, la Somalie, espère M. Sheikh Aden Mohamed Nur, arrivera à atteindre l'indépendance alimentaire.



La délégation somalienne entourée des députés luxembourgeois

## Dîner institutionnel um Schloss Bierg

D'Deputéiert waren de 25. Oktober 2022 vun der groussherzoglecher an der ierfgroussherzoglecher Koppel op en offiziellt Essen um Schloss Bierg am Kader vun der neier parlamentarescher Sessioun invitéiert.





## Sommet parlementaire de la Plateforme internationale pour la Crimée

# « La Crimée, c'est l'Ukraine »



M. Claude Wiseler (3<sup>e</sup> rangée, 1<sup>er</sup> à gauche) a représenté la Chambre des Députés au cours du sommet parlementaire de la Plateforme de Crimée

« La Crimée, c'est l'Ukraine. » C'est avec ces mots que Mme Nancy Pelosi, Présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, s'est adressée aux représentants des parlements et des assemblées parlementaires auprès des organisations internationales participant à la Plateforme internationale pour la Crimée. Ceux-ci se sont réunis à Zagreb, capitale croate, le 25 octobre 2022, dans le cadre du premier sommet parlementaire, événement organisé conjointement par la Croatie et l'Ukraine.

M. Ruslan Stefanchuk, Président du Parlement ukrainien, a rappelé dans son intervention que le but de cette plateforme était la libération et la reconstruction de l'Ukraine. Il a appelé à tout mettre en œuvre pour que « le rêve ukrainien soit réalisé » et que le prochain sommet soit organisé en Ukraine.

Lors de cette rencontre historique, les participants ont voté en faveur d'une résolution condamnant la poursuite des violations des droits de l'homme en Crimée et la militarisation croissante de la péninsule.

Les signataires déclarent poursuivre le soutien politique, diplomatique, financier et humanitaire à l'Ukraine, tout en augmentant la pression sur la Russie pour qu'elle mette fin à son occupation de la Crimée et des autres territoires ukrainiens. La résolution appelle aussi à la création d'une commission interparlementaire permanente de la Plateforme internationale pour la Crimée.

Les participants ont réaffirmé leur engagement en faveur de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et condamné

l'occupation de la Crimée, ainsi que tous les autres territoires occupés de l'Ukraine, constituant une grave menace pour l'ordre international.

La Chambre des Députés était représentée par M. Claude Wiseler, membre du Bureau de la Chambre. Dans son intervention, M. Wiseler a réitéré l'engagement à long terme du Luxembourg envers l'Ukraine afin de la soutenir dans la libération de l'ensemble de son territoire, y compris la Crimée, et dans sa reconstruction, et a réassuré son soutien dans le cadre des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. « Il est important de traduire devant la justice les criminels de guerre et de gagner aussi la guerre contre la désinformation », a-t-il encore ajouté.

## Conférence annuelle de l'EPTA

# La Cellule scientifique désormais membre du réseau EPTA

La Cellule scientifique de la Chambre des Députés est désormais membre du réseau EPTA (« European Parliamentary Technology Assessment »). Mme Martine Hansen et M. Gilles Baum se sont déplacés à Berlin le 17 octobre 2022 en leur qualité de Vice-Présidente et Président de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en vue de soutenir la candidature de la Cellule scientifique et de participer à la conférence annuelle de l'EPTA.

Les membres du réseau EPTA renseignent leurs parlements nationaux sur des sujets d'actualité liés à l'évaluation des choix technologiques. Ces sujets sont très variés et peuvent s'intéresser aussi bien aux énergies du futur qu'aux technologies biomédicales. En outre, les membres de l'EPTA surveillent également l'impact social, économique et environnemental éventuel des nouveaux développements scientifiques et technologiques.

### Conférence scientifique de l'EPTA

La conférence scientifique de l'EPTA a eu lieu le 17 octobre 2022 et était dédiée à la question « Société en rupture - évaluation de technologie au secours ? »

(“Society in disruption - TA to the rescue?”). Des chercheurs issus de branches les plus diverses ont abordé des sujets controversés tels que les infrastructures essentielles, les systèmes d'armes autonomes ou encore les défis écologiques auxquels les humains exposent la nature. Ces interventions ont permis aux chercheurs et aux députés de nombreux parlements européens de s'échanger et de réfléchir ensemble aux solutions que la technologie peut apporter aux défis politiques et sociétaux.

### Conseil de l'EPTA

Le Conseil de l'EPTA s'est réuni le 18 octobre 2022. Cet organe prend les décisions administratives de l'EPTA et examine entre autres les candidatures de nouveaux membres. La présentation de la Cellule scientifique ainsi que la défense de la candidature par les membres de la Cellule scientifique ont convaincu le Conseil. Ainsi, la Chambre des Députés peut désormais bénéficier de l'expertise des chercheurs du réseau de l'EPTA et profiter de la recherche menée en matière d'évaluation de technologies novatrices.

C'est également dans le cadre de cette réunion que la présidence de l'EPTA pour l'année à venir est attri-

buée. La Catalogne ayant été désignée en tant que successeur à l'Allemagne, la prochaine conférence annuelle ainsi que la prochaine réunion du Conseil auront lieu à Barcelone en octobre 2023.



de gauche à droite : M. Christian Penny (Cellule scientifique), Mme Martine Hansen, M. Gilles Baum, Mme Danielle Wolter (Cellule scientifique)

34<sup>e</sup> Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

## Les parlements et les droits de l'homme

Sur invitation de la section catalane, la 34<sup>e</sup> Assemblée régionale Europe de l'APF a eu lieu à Barcelone du 23 au 26 octobre 2022. Pour cette édition, 19 sections réunissant 96 participants ont délibéré sur la thématique « Les parlements et les droits de l'homme ». M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF, s'est déplacé au Parlement de la Catalogne afin de pouvoir prendre part aux débats.

### Les Parlements et les droits de l'homme

Les parlementaires ont échangé sur la corrélation entre les droits de l'homme et l'exercice de leur fonction. L'un des orateurs, M. Duarte Pacheco, Président de l'Union interparlementaire (UIP), a insisté sur le fait que la démocratie et les droits de l'homme vont de pair. La démocratie est pour lui comme un fleur qui doit être arrosée tous les jours et qui meurt sinon. M. Pacheco a ajouté que « nous vivons dans un monde où la démocratie est mise à mal un peu partout dans le monde » et que de nombreux pays connaissent des dérives autoritaires car les citoyens sont déçus du système démocratique. Il a également signalé que des ateliers sont destinés depuis 2019 aux parlementaires francophones sur la thématique du renforcement du rôle des parlementaires dans le processus de l'examen périodique universel (EPU). Ce dernier consiste en un examen minutieux des avancées des États membres des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Le Président de l'IUP a ajouté qu'il s'agit d'un processus mené par les États, sous les auspices du Conseil des droits de l'homme.

### Les droits à la liberté d'expression et de réunion des parlementaires

Le Vice-Président du Comité des droits de l'homme des parlementaires à l'UIP, M. Samuel Cogolati, a expliqué le mécanisme de son organisme. Ce comité a été créé afin que les parlementaires puissent s'exprimer librement sans crainte quant à d'éventuelles représailles. Les objectifs sont la prévention et la suppression des violations de la liberté d'expression. Cette dernière est une condition sine qua non de toute démocratie, a-t-il ajouté.

Le nombre d'infractions quant aux droits fondamentaux des parlementaires est en constante augmentation. En 2022, plus de 700 plaintes ont été répertoriées à travers le monde entier. Pour lutter contre ces transgressions, le comité dispose de trois outils, à savoir les audits systématiques, le suivi assuré par un secrétariat et les missions sur le terrain.

### La Situation en Arménie

Lors de la réunion des Présidents de sections, il a été décidé d'ajouter à l'ordre du jour un débat sur l'Arménie, suite au courrier de la délégation arménienne relatant les faits horribles qui se sont déroulés lors de l'attaque par l'Azerbaïdjan le 13 septembre 2022 et demandant le soutien des sections de l'APF. M. Arman Yeghoyan, Président de la section arménienne, a pris

la parole afin de passer en revue les faits connus et inconnus de cette incursion illégale.

De nombreuses sections se sont exprimées, notamment M. Gusty Graas représentant le Parlement luxembourgeois, afin de témoigner leur soutien à l'Arménie. M. Graas s'est par ailleurs demandé comment les autorités arméniennes avaient accueilli l'accord gazier signé entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan. La délégation arménienne a indiqué être consciente des préoccupations d'approvisionnement énergétique de l'UE tout en soulignant l'importance de ne pas donner lieu à deux poids, deux mesures. « Tout État ne respectant pas le droit international doit être sanctionné, qu'il s'agisse de la Fédération de Russie ou de l'Azerbaïdjan », a insisté la délégation d'Arménie.



M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF, lors de sa prise de position pour confirmer le soutien du Luxembourg à l'Arménie dans le cadre du conflit l'opposant à l'Azerbaïdjan

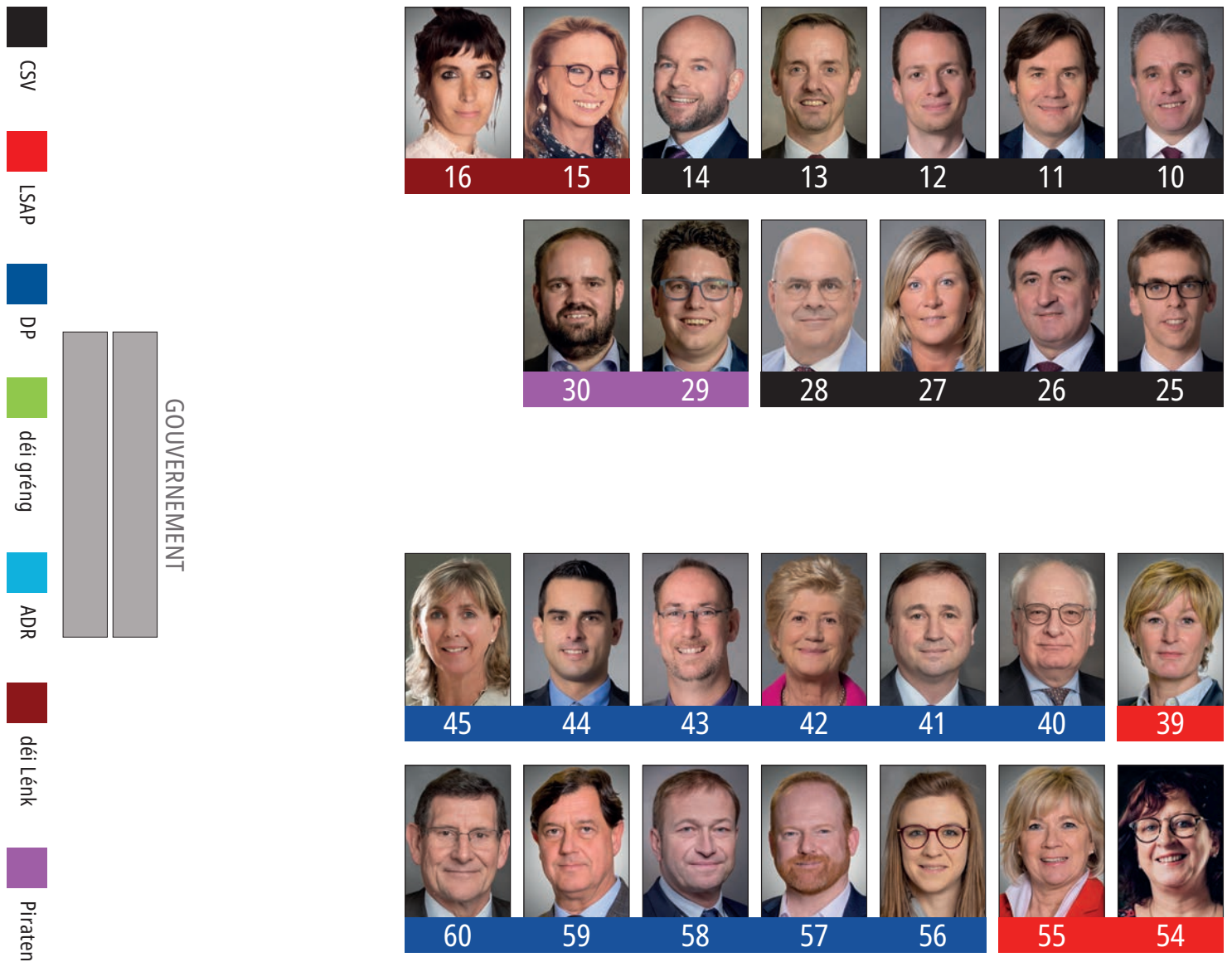


## Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... M. Paul Dühr, Maréchal de la Cour

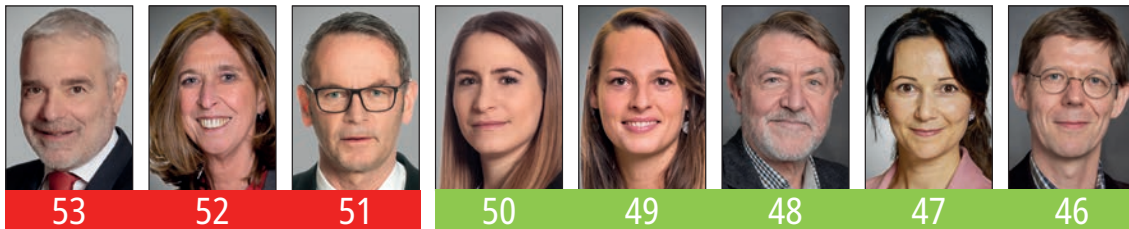
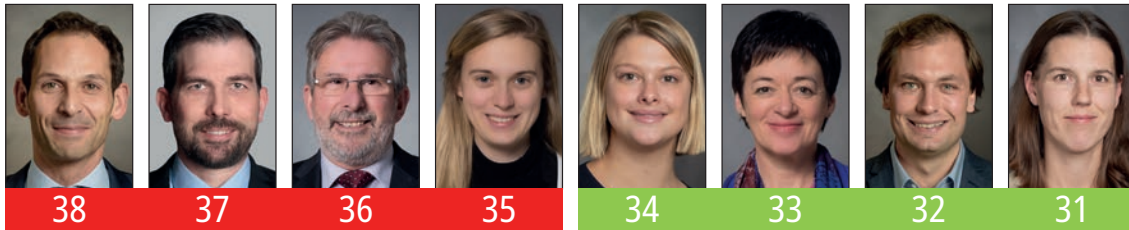


# Salle des séances plénières



## Les 60 députés

|                        |          |                         |           |
|------------------------|----------|-------------------------|-----------|
| 1. Etgen Fernand       | DP       | 18. Reding Roy          | ADR       |
| 2. Engelen Jeff        | ADR      | 19. Modert Octavie      | CSV       |
| 3. Keup Fred           | ADR      | 20. Mosar Laurent       | CSV       |
| 4. Margue Elisabeth    | CSV      | 21. Wolter Michel       | CSV       |
| 5. Galles Paul         | CSV      | 22. Roth Gilles         | CSV       |
| 6. Schaaf Jean-Paul    | CSV      | 23. Hansen Martine      | CSV       |
| 7. Adehm Diane         | CSV      | 24. Wiseler Claude      | CSV       |
| 8. Eicher Emile        | CSV      | 25. Gloden Léon         | CSV       |
| 9. Kaes Aly            | CSV      | 26. Halsdorf Jean-Marie | CSV       |
| 10. Eischen Félix      | CSV      | 27. Kemp-Arendt Nancy   | CSV       |
| 11. Lies Marc          | CSV      | 28. Spautz Marc         | CSV       |
| 12. Wilmes Serge       | CSV      | 29. Clement Sven        | Piraten   |
| 13. Mischo Georges     | CSV      | 30. Goergen Marc        | Piraten   |
| 14. Hengel Max         | CSV      | 31. Empain Stéphanie    | déi gréng |
| 15. Cecchetti Myriam   | déi Lénk | 32. Benoy François      | déi gréng |
| 16. Oberweis Nathalie  | déi Lénk | 33. Lorsché Josée       | déi gréng |
| 17. Kartheiser Fernand | ADR      | 34. Bernard Djuna       | déi gréng |



Secrétaire général



1

Secrétaires généraux adjoints



PRÉSIDENCE



- 35. Burton Tess
- 36. Di Bartolomeo Mars
- 37. Cruchten Yves
- 38. Biancalana Dan
- 39. Closer Francine
- 40. Arendt Guy
- 41. Bauler André
- 42. Beissel Simone
- 43. Baum Gilles
- 44. Hahn Max
- 45. Polfer Lydie
- 46. Hansen Marc
- 47. Ahmedova Semiray
- 48. Margue Charles
- 49. Gary Chantal
- 50. Thill Jessie
- 51. Weber Carlo

- LSAP
- LSAP
- LSAP
- LSAP
- LSAP
- DP
- DP
- DP
- DP
- DP
- DP
- déi gréng
- déi gréng
- déi gréng
- déi gréng
- déi gréng
- LSAP

- 52. Mutsch Lydia
- 53. Kersch Dan
- 54. Asselborn-Bintz Simone
- 55. Hemmen Cécile
- 56. Hartmann Carole
- 57. Lamberty Claude
- 58. Colabianchi Frank
- 59. Knaff Pim
- 60. Graas Gusty

- LSAP
- LSAP
- LSAP
- LSAP
- DP
- DP
- DP
- DP
- DP

Scheeck Laurent,  
Secrétaire général

Barra Isabelle,  
Secrétaire générale adjointe

Reiter Benoît,  
Secrétaire général adjoint

## Lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiements

**7849 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil**

Le projet de loi n° 7849 a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2019/713 du Parlement et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil, ci-après « la directive ».

Dans la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions intitulée « Stratégie pour un marché unique numérique en Europe » du 6 mai 2015, la Commission européenne faisait le constat suivant lequel les fraudes informatiques telles que l'interception de données, la fraude aux paiements en ligne, le vol d'identité et le vol de secrets d'affaires engendrent d'importantes pertes économiques, entravent le marché numérique, entraînent des interruptions de services et des violations des droits fondamentaux et sapent la confiance des citoyens dans les activités en ligne. Elle retenait encore qu'il importe de combattre efficacement la fraude aux moyens de paiement autres que les espèces qui non seulement représente une menace pour la sécurité mais encore constitue une source de revenus pour la criminalité organisée telle que le terrorisme, le trafic de stupéfiants et la traite des êtres humains.

La directive entend essentiellement améliorer les mécanismes de coopération paneuropéens qui facilitent la coordination des enquêtes et des poursuites en

matière pénale en complétant l'arsenal juridique applicable en matière de stratégie de cybercriminalité. Les actes frauduleux décrits ci-avant ont déterminé le choix de l'emplacement des nouvelles dispositions dans le Code pénal, à savoir dans la section de ce code intitulée « De certaines infractions en matière informatique ».

L'article 20 de la directive impose aux États membres l'obligation de mettre en vigueur les dispositions requises en droit national pour le 31 mai 2021 au plus tard, afin de le rendre conforme au droit de l'Union européenne.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 29.06.2021  
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice  
(Président : M. Charles Margue) :

20/10/2021 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
09/02/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'une série d'amendements  
02/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 10/03/2022

Loi du 1<sup>er</sup> avril 2022

Mémorial A : 2022, N° 164, page 1

## 38<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

### Sommaire

|  |              |
|--|--------------|
| <b>1. Ouverture de la séance publique</b> .....  | <b>p. 09</b> |
| M. Fernand Etgen, Président  |              |
| <b>2. Communications</b> .....   | <b>p. 09</b> |
| M. Fernand Etgen, Président  |              |
| <b>3. Ordre du jour</b> .....  | <b>p. 09</b> |
| M. Fernand Etgen, Président   M. Fernand Kartheiser  |              |
| <b>4. Heure de questions au Gouvernement</b> .....   | <b>p. 09</b> |
| <b>Question n° 295 du 8 mars 2022 de M. Laurent Mosar relative aux agressions relevées ces dernières semaines à l'encontre des chauffeurs de bus des transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics</b> |              |
| <b>Question n° 296 du 8 mars 2022 de M. Dan Biancalana relative aux récentes agressions de chauffeurs de bus dans les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics</b> .....                          | <b>p. 09</b> |
| M. Laurent Mosar   M. Dan Biancalana   M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics  |              |
| <b>Question n° 297 du 8 mars 2022 de Mme Carole Hartmann relative au remboursement de la psychothérapie suite aux réunions annoncées pour janvier 2022, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale</b> .....                           | <b>p. 10</b> |
| Mme Carole Hartmann   M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale  |              |
| <b>Question n° 298 du 8 mars 2022 de Mme Myriam Cecchetti relative à la prolongation de l'obligation scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</b> .....                                  | <b>p. 11</b> |
| Mme Myriam Cecchetti   M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse   |              |
| <b>Question n° 299 du 8 mars 2022 de M. Carlo Weber relative aux lacunes résultant des impacts de la pandémie sur les élèves et étudiants,</b>   |              |

|   |              |
|---|--------------|
| <b>adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</b> .....   | <b>p. 11</b> |
| M. Carlo Weber   M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse  |              |
| <b>Question n° 300 du 8 mars 2022 de M. Marc Goergen relative à des cyberattaques contre des éoliennes, adressée à M. le Ministre de l'Énergie</b> .....  | <b>p. 12</b> |
| M. Marc Goergen (intervention de M. Fernand Kartheiser)   M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie   |              |
| <b>Question n° 301 du 8 mars 2022 de Mme Josée Lorsché relative à la clinique de la douleur, adressée à Mme la Ministre de la Santé</b> .....   | <b>p. 12</b> |
| Mme Josée Lorsché   Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé   |              |
| <b>Question n° 302 du 8 mars 2022 de Mme Diane Adehm relative à l'intégration des enfants des réfugiés en provenance de l'Ukraine dans les écoles publiques, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse</b> ..... | <b>p. 13</b> |
| Mme Diane Adehm   M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse   |              |
| <b>Question n° 303 du 8 mars 2022 de M. Gusty Graas relative à l'organisation et au déroulement du chantier de l'autoroute A3, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics</b> .....  | <b>p. 14</b> |
| M. Gusty Graas   M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics   |              |
| <b>Question n° 304 du 8 mars 2022 de Mme Martine Hansen relative à la hausse des prix des carburants vendredi dernier, adressée à M. le Ministre de l'Énergie</b> .....   | <b>p. 15</b> |
| M. Gilles Roth   M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de M. Gilles Roth)   M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie   |              |



**Question n° 305 du 8 mars 2022 de Mme Jessie Thill relative à la stratégie de l'Union européenne concernant les énergies fossiles, adressée à M. le Ministre de l'Énergie** ..... p. 16

Mme Jessie Thill | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

**Question n° 306 du 8 mars 2022 de M. André Bauler relative aux travaux de rénovation et de modernisation du centre d'instruction militaire au Herrenberg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** ..... p. 17

M. André Bauler | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

**5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes** ..... p. 18

Exposé : M. Dan Biancalana

Débat : M. Georges Mischo | M. Gilles Baum | Mme Chantal Gary (interventions de M. Gilles Roth, M. Sven Clement, M. Dan Kersch et M. Fernand Kartheiser) | M. Jeff Engelen (interventions de M. Dan Kersch et M. Fernand Kartheiser) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes (interventions de M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)

**6. Débat d'orientation sur les conclusions à retenir de la pandémie Covid-19 pour notre système de santé ainsi que sur la mise en œuvre du « virage ambulatoire »** ..... p. 25

Exposé : M. Claude Wiseler (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale)

Débat : Mme Carole Hartmann (interventions de M. Léon Gloden, M. Gilles Baum, M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler) | M. Mars Di Bartolomeo | M. Marc Hansen (interventions de M. Léon Gloden et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale)

Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Nathalie Oberweis et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Marc Hansen (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) | Mme la Ministre Paulette Lenert | M. Claude Wiseler (parole après ministre) | Mme la Ministre Paulette Lenert | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) (intervention de M. Claude Wiseler) | Mme la Ministre Paulette Lenert

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Une voix** | Nee, Här President.

**2. Communications**

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

**Communications du Président – séance publique du 8 mars 2022**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2250 – Demande de pétition publique : Méi Sécherheet op de lëtzebuergesche Garen z. B. duerch Policestationen

Dépôt : Joé Mileto, le 28/02/2022

2251 – Demande de pétition publique : Fir eng eenditeg favorabel Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung zum schnelle Baitrëtt vun der Ukrain an d'EU.

Dépôt : Cédric Reichel, le 01/03/2022

2252 – Demande de pétition publique : Congé spécial humanitaire (fir Flüchtlingshëllef) – Sonderurlaub fir Flüchtlingshilfe – Special leave to help refugees

Dépôt : Ryan Shepherd, le 02/03/2022

2253 – Demande de pétition publique : Atomwaffenverbot

Dépôt : Jorge De Sousa Campos, le 02/03/2022

2254 – Demande de pétition publique : Petitioun géint d'Liwwerung vu Waffen un den ukrainesche Regimm

Dépôt : Christian Lentz, le 03/03/2022

2255 – Demande de pétition ordinaire : Ofsetzbar Montanten op der Steiererklärung mussen ugepasst ginn

Dépôt : Mike Quintus, le 04/03/2022

2256 – Demande de pétition publique : Erlabnis als Enseignant am BTS ze schaffen ouni Uni-Ofschloss, mee

duerch en Examen/Autoriser d'être enseignant au BTS sans un BAC+3, mais par un examen

Dépôt : Vehbo Dzogovic, le 04/03/2022

2257 – Demande de pétition publique : Méi Remboursement bei Brëller an Zänn

Dépôt : Kevin Royer, le 05/03/2022

2258 – Demande de pétition publique : Retour de la TVA carburant à 3 %

Dépôt : Sébastien Cazenave, le 07/03/2022

2259 – Demande de pétition ordinaire : La récupération de la nationalité luxembourgeoise, changement de permis de conduire et autres titres et diplômes, création d'un programme permettant aux citoyens/Luxembourgeois de se déplacer au Luxembourg

Dépôt : Diogo De Campos Heiderscheidt, le 03/03/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

**3. Ordre du jour**

Den Ordre du jour, souwéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, villmools merci. D'ADR ass mat dem Ordre du jour averstanen, mee mir wëllen awer eisem Bedauern Ausdruck ginn, datt fir muer de Mëtten, bei der Verfassungsrevisioun, e Modell 1 zréckbehale gouf. Mir denken, datt déi Wichtigkeet vun deem Kapitel et verdéngt hätt, méi Zäit pro Fraktioun oder pro politesche Grupp hei am Parlament ze reservéieren.

Dat gesot, si mer awer selbstverständlech dermat d'accord, datt mer dat muer de Mëtten hei diskutéieren.

En zweete Punkt, fir eist Bedauern auszudrücken, ass awer domadder verbonnen, datt am Abléck nach d'Prozedur leeft, datt d'Leit sech kënnen aschreiwen, fir iwwert den zweeten Deel vun der Reform ze decidéieren, ob se gär e Referendum hätten oder net.

Mir hätten et daitlech léiwier gehat, wa mer hätte kënnen den Enn vun där Prozedur ofwaarden, fir de Leit kloer ze signaléieren, wéi wichteg et ass, fir déi Prozedur ze respektéieren, ier mer un den drëtten Deel komm wären.

Mat deenen zwou Bemierkunge si mer mam Ordre du jour d'accord. Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser.

Dann ass et esou decidéiert.

Ech ginn Akt vum Här Kartheiser senger Deklaratioun.

**4. Heure de questions au Gouvernement**

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. De Froesteller huet zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an der Regierung stinn zéng Minutten zou. An als Éischt hu mer d'Fro Nummer 295 vum Här Laurent Mosar an d'Fro Nummer 296 vum Här Dan Biancalana un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert déi rezent Iwwerfall op d'Buschaufferen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 295 du 8 mars 2022 de M. Laurent Mosar relative aux agressions relevées ces dernières semaines à l'encontre des chauffeurs de bus des transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

– **Question n° 296 du 8 mars 2022 de M. Dan Biancalana relative aux récentes agressions de chauffeurs de bus dans les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo. Merci, Här President. Ech ka ganz kuerz sinn. Meng Fro un de Mobilitéitsminister: Mir haten d'virlescht Woch erëm e graven Tëscheffall zu Esch, wou e Buschauffer aggresséiert ginn ass. Dat ass e Phenomeen, mat deem mer elo schon eng ganz laang Zäit confrontéiert sinn. Och an der Stad sinn ëmmer méi esou Aggressiounen. Et geet hei mol net nëmmen ëm materiell Aggressiounen, wou Chaufferen dann och physisch aggresséiert ginn, mee déi ginn zum Deel och harceléiert. Si kréie permanent Frechheete gemaach a mir gesinn och, zum Beispill um Niveau vun der Stad, datt mer ëmmer méi Krankmeldungen hu vu Buschauffere wéinst deenen dote Faiten.

Duerfir wollt ech déi eng oder aner Fro un den zoustännege Minister stellen, fir d'Alleréisch, ob en eis ongeféier ka soen, wéi et mat den Zuele vun esou Aggressiounen ass, ob een do wierklech ka feststellen, datt déi an de leschte Méint a Joren eropgaange sinn.

Zweetens natierlech, wat do kann ënnerholl ginn, zum Beispill um Niveau vun nach méi Kameraen an de Bussen an och an den Zich.

Dann awer och eng drëtt ganz weesentlech Fro: Ob een net vläicht do misst um Niveau vum Code pénal eng zousätzlech Infraktioun schaffen, wéi dat och am Ausland de Fall ass, justement par rapport zu deene Leit, déi an de Busse schaffen, well dat ëmmer ufänkt, méi e Problem ze ginn.

Ech soe scho Merci fir d'Äntwerten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Mosar. An dann ass et um Här Dan Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Jo, sou wéi bei mengem Virriedner geet bei mir och an déi selwecht Richtung. An deene leschte Woche koum et jo e puermol zu Iwwergrëff op Buschaufferen. An, bon, des Situatioun féiert natierlech zu Onsécherheet an Angscht ënnert de Mataarbechter am ëffentlechen Transport, och wann ee mierkt, dass déi enregistriert Zuele weisen, dass d'Heefegheet vun den Ugrëff awer an deene leschte Joren ofgeholl huet.

Bon, mir wëssen alleguerten heibannen, dass d'Buschaufferen an der aktueller Situatioun mam Trafick keen evidenten Job am Alldag ausféieren an natierlech do déi néideg Sécherheet och wichteg ass. Wann esou zousätzlech Situatiounen kommen, bedeit dat natierlech och zousätzleche Stress. A wann een Affer gëtt, mengen ech, kënn dat och nach zousätzlech derbäi.

Dofir ginn et e puer Froen, déi ech an deem Kontext hei un de Minister wollt stellen:

Kann een e Bilan zéie bezüglech deene Mesuren, déi an deene leschte Jore geholl goufen, preventiver Natur, géint d'Gewalt am ëffentlechen Transport?

Gëtt et Transportmëttelen, déi méi betraff si wéi anerer? Gëtt et do méi verschidde Busser respektiv Zuchlinne respektiv Plazen, wou et sech méi erauschielt wéi op anereren?

Et gouf ee Moment och d'Propos gemaach – dat wier meng drëtt Fro –, vun zouene Fuerkabinen. Ass dat eng Alternativ, där ee kann nogoen?

An déi véiert Fro: Opgrond och vun deene rezente Virfäll, gëtt et generell Richtlinie puncto Sécherheet vun de Mataarbechter, wéi si sech do ze verhalten hunn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Biancalana. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President a merci och deenen zwee Deputéierte fir hir aktuell Froen.

Et ass net esou, dass d'Gewaltbereetschaft am ëffentlechen Transport sech elo fokaliséiert op ee Verkéiersmëttel. Et ass, géif ech soen, iwwerall zimmlech d'nämmlecht vertraueden: Bus, Tram, Zuch.

Mee et ass awer esou, dass natierlech d'Buschaufferen, géif ech soen, déi sinn, déi am meeschten exposéiert sinn, well déi fräi do setzen. Et ass kloer: Wann ech zum Beispill kucken am Tram, déi hunn eng ofgetrennte Kabin, déi déi do fueren. Do kritt keen d'Dier op. Et ka keen eragoen. Beim Zuch ass et d'nämmlecht, fir den Zuchmechanicien vir. Mee d'Zuchpersonal huet och aner Méiglechkeeten: Déi kënnen am Zuch zirkuléieren, déi hunn en aneren Iwwerbléck iwwert den Zuch, kréien awer och emol Aggressiounen, awer manner. Déi meescht kréien d'Buschaufferen.

Dat huet natierlech domat ze dinn, dass de Buschauffer sech och muss op d'Strooss konzentrieren. Dee gesäit net ëmmer, wat grad geschitt, wéi elo dat mam TICE, also zu Esch do geschitt ass. Dat ass esou eng typesch Situatioun, déi warscheinlech esou gaangen ass.

An do maache mer viles. Wann ech elo mam Bus ufänken, bei der Ausschreiwung, déi mer elo hate beim RGTR, do ass d'office virgesinn, dass Kamerae vir sinn. Haut allerdinges huet de Chauffeur awer schon eng Rei Méiglechkeeten. En huet en Noutknäppchen. Dat heescht, wann eppes geschitt, eng Aggressioun sech ubaant, kann en deen drécken, dann héiert d'Leitstell dat mat an dat gëtt enregistriert. Dat heescht, do ka relativ séier intervenéiert ginn. Bon, elo kënn d'Kamera nach derbäi.

An dann hunn ech nach eppes Drëttes virgesinn. Do si mer amgaangen ze kucken, wat dee beschte Modell ass – dat gëtt et vill am Ausland –, fir dem Buschauffeur och eng Kabinn ze ginn. Dat ass haut kee Problem méi an deene moderne Bussen an ech mengen, dass dat och sännvoll wär. Well meng Meenung ass, dass de Buschauffeur sech soll konzentrieren op d'Sécherheet vun der Strooss – natierlech och emol eng Informatioun ginn, wann en eppes gefrot gëtt –, mee net op aner Saachen, soudatt et da géif esou fonctionéieren, dass déi Kabinn vum Chauffeur zou wär, awer mat Glas, dass et gesäit, wat geschitt an dass et natierlech och eng Spriechstell kéint ginn, wou de Client kéint mat em schwätzen, mee wou keen un e kënn. Ech mengen, dat wär dat Wichtigst.

Bon, wéi gesot, all déi Saache komme mat där neier Ausschreiwung am RGTR. Do wäerten déi ëmgesat ginn.

Bei der Eisebunn si mer schon e gutt Stéck méi wäit. D'Eisebunn huet an den Zich Kameraen, an de Garen. Déi meescht sinn entre-temps och ekipéiert. Dat heescht, do si mer schon an där Hisiicht méi wäit.

Wat elo den Tram betrëfft, do si mer och vill méi wäit. Déi ganz Trammen hu Kamerasystemer. Op de Quaie sinn och Kameraen iwwerall. Dat heescht, do hu mer bis elo och eigentlech wéineg Incidenten, well dat natierlech alles vill méi séier gesi gëtt. An déi Kameraen an den Trammen an op de Quaie sinn och mat der Leitstell verbonden. Dat heescht, do gesäit deen, deen do setzt, direkt, wat passéiert. Dat heescht, do si mer och schon e Schratt méi wäit.

Bon, zu de Strofen: Et ass esou, dass een dat natierlech ëmmer kann diskutéieren. Et muss een natierlech gesinn ... Et ginn awer och Condamnatiounen gemaach. Mir haten dee Fall zu Éiter. Do ass jo elo d'Gerichtsprozedur gelaf. Do sinn awer zimmlech hefteg Strofe verlaangt ginn, fir déjéineg, déi d'Täter waren. Bon, déi waren natierlech och extrem aggressiv. Mee et kann een dat ëmmer eng Kéier iwwerkucken. Ech kucken dat eng Kéier mat der Justizministesch zesummen. Wa vläicht déi eng oder aner Schwaachpunkten do sinn, kann een dat gär maachen.

Ech mengen, wat nach méi wichteg ass, dass ass: Mir iwwerschaffen de Moment jo och nach d'Police des transports en commun, dass heescht alles, wat et am ëffentlechen Transport vu Reegele gëtt. Mir kucken, ob mer déi net nach kënnen e bësse verfeinere. Do gëtt et sécherlech och nach Saachen, déi ee ka maachen.

An dann ofschléissend: Et gëtt eng Aart Gremium. Mir gesinn eis u sech eemol d'Joer mat all den Operateuren, och mat de Gewerkschafte vum ëffentlechen Transport, fir iwwert d'Sécuritéit ze schwätzen. Statistesch gëtt dat genau erhuewen. Dat gëtt am Moment vun den CFL gemaach iwwer en informatesch System.

Duerfir hu mer genau Daten driwwer, wat wou geschitt. An do gëtt och all Joer de Bilan gezunn an deen ergëtt och – wéi effektiv den Här Biancalana gesot huet –, dass et elo net dramatesch an d'Lucht gaangen ass. Natierlech, wann eng Kéier esou eppes geschitt, ass et ëmmer traureg fir deen, deen et trëfft, an och traureg, dass et iwwerhaupt esou eppes gëtt. Mee et ass net esou, dass mer kéinte soen, am

ëffentlechen Transport hätte mer elo eng Explosioun vun esou Situatiounen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 297 vun der Madamm Carole Hartmann un den Här Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert de Remboursement vun der Psychotherapie opgrond vun de Reunionen vun Januar 2022. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 297 du 8 mars 2022 de Mme Carole Hartmann relative au remboursement de la psychothérapie suite aux réunions annoncées pour janvier 2022, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Här Minister, zanter der Unerkennung vum Psychotherapeut 2015 waarde vill Leit dorobber, dass d'Psychotherapie och endlech vun der Krankekeess rembourséiert gëtt, besonnesch well d'Pandemie vill Mënschen, dorënner och Kanner, mental belaascht huet an ee laang Waardezäite bei de Professionellen a Kaf muss huelen.

Am Dezember 2021 hat den deemolege Minister fir Sozialversécherung ugekënnegt, dass am Januar nach Reunionen zu der Tarifikatioun vun der Psychotherapie stattfanne sollten an dass sech erhofft géif, duerno och en Accord ze fannen.

Dozou wëll ech dem neie Minister fir Sozialversécherung folgend Froe stellen: Hunn déi geplangte Reunionen am Januar stattfonnt? A wa jo, aus wéi enge Grënn gouf et nach keen Accord zum Remboursement vun der Psychotherapie? Si weider Reunionen tëschent der Fapsylux an der CNS geplangt? An ass ofzegesinn, wéini e Remboursement vun der Psychotherapie hei am Land méiglech wäert sinn? Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Claude Haagen, huet d'Wuert.

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och, Madamm Hartmann fir déi Froen iwwer Psychotherapeuten. Ech mengen, déi läit eis alleguerten um Häerz. Dir hutt gefrot, ob d'lescht Joer Reunionen waren an dëst Joer. 2021 waren eng Rei vun Aarbechtsorganisatiounen an dëst Joer waren och Reunionen tëschent der Gesondheetskeess an der Fapsylux. Wat déi ganz Koordinatioun ueget, do waren der dräi am Januar an et war eng véiert am Februar. Do ass haauptsächlech iwwer Divergenze geschwat ginn, zum Beispill den Accès direct zu de Psychotherapien, d'Roll vum Dokter, notamment wann de Patient nach aner Krankheeten huet, wéi dat géif gehandhaabt ginn an dann och Orientéierungshëllef, déi géife gemaach gi vun engem Komitee, dee geschafft ginn ass, zum Beispill fir Kanner oder eeler Leit, wann déi a spezielle Strukture sinn. Dat ass alles gemaach ginn.

An deene leschten zwou Reunionen, déi waren, ass et haauptsächlech ëm d'Tariffer gaangen. Do sinn den 20. Januar d'Propositiounen vun der Fapsylux komm an den 3. Februar déi vun der Gesondheetskeess. A wéi net aneschtlers ze erwaarden, waren déi Erwaardunge relativ auserneen, esou dass d'Fapsylux sech nach en Delai gefrot huet, fir hir Memberen ze concertéieren. Déi weider Reunion sollt Enn Februar sinn. Do ass awer elo op Demande vun der Fapsylux nach eng Kéier eng Prolongatioun vum Delai ugefrot ginn an déi wäert dann am Mäerz elo, dese Mount sinn, spéitstens Enn Mäerz.

Ech kann Iech awer soen, wann d'Tariffdiskussionen ofgeschloss ginn, da wäert dat och direkt ëmgesat ginn, well d'Gesondheetskeess natierlech och



amgaangen ass, un där technescher Ëmstellung, un der technescher Uwendung weider ze schaffen, esou datt ech confiant sinn, datt an deenen nächste Méint, hoffen ech, do en Accord zustane kënn an datt mer deene Leit och déi Soine kënnen garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Haagen.

Mir kommen elo bei d'Fro Nummer 298 vun der Madamm Myriam Cecchetti un den Här Educationminister iwwert d'Verlängerung vun der Schoufflicht. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 298 du 8 mars 2022 de Mme Myriam Cecchetti relative à la prolongation de l'obligation scolaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Här Minister, Dir hutt am September, also pünktlech fir d'Rentrée, ugekënnegt, Dir géift d'Schoufflicht gäre verlängeren, an zwar vu 16 op 18 Joer. Entretemps gétt et jo och do en Avant-projet de loi, deen déi konkret Ëmsetzung vun dëser Motivatioun a vun esou enger Verlängerung schon usazweis definéiert.

Ouni elo op dat kënnen anzegoen – well dat wier eng Debatt fir sech wäert –, wat an dësem Avant-projet de loi steet an ouni den Ulass an de Sënn och vun enger Verlängerung vun der Schoufflicht ze diskutéieren, wollt ech awer einfach e puer Verständnissfroen stellen.

Dir sot an der Press, Här Minister, datt dat Gesetz fir eng Verlängerung vun der Schoufflicht eréischt dräi Joer, nodeems et publizéiert wier, kéint a Kraaft treden. Kënn Dir eis wannechgelift erkläre firwat a firwat Der dann iwwerhaupt dës Mesure annoncéiert hutt, wa se jo eigentlech eréischt no deenen nächste Walen a Kraaft triede kann, wou een nach net weess, wéi et do weidergeet?

Da wollt ech och wëssen, wéini Der mengt, datt de Gesetzesprojet fäerdeg géif ginn an och deposéiert kéint ginn. An ech wollt wëssen, ob dee Projet och scho budgetiséiert ass.

D'ailleurs hunn ech mech gefrot, ob et vläicht effektiv wéinst dem Budget wier, datt déi Ëmsetzung vun där Schoufflicht eréischt an dräi Joer kéint a Kraaft treden, well dat jo awer e ganze Koup Mesurë mat sech zitt, déi ee muss budgetiséieren a wou een och Saachen en place muss setzen. Voilà. Villmools merci am Virfeld fir Är Äntwerten.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

**M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et kéint ee vill méi laang doriwier schwätzen an et bräicht ee sécherlech vill méi Zäit. Do huet d'Madamm Cecchetti sécherlech Recht. Eng Informatioun: Mir schwätzen hei net méi vun engem Avant-projet de loi, mee vun engem Projet de loi, well dee Projet ass den 11. Februar vun dësem Joer duerch de Regierungsrat gaangen, soudatt en och deemnächst eng Kéier an der Kommissioun hei an der Chamber ka presentéiert ginn. A mir waarden op den Avis vum Conseil d'État, fir da mat der parlamentarescher Aarbecht esou richteg kënnen lasszeleeën.

Dir frot no engem Käschtepunkt. Mir hunn an der Fiche financière vun deem Projet natierlech och opgeléicht, wat d'Käschte sinn, wann déi Schülerinnen a Schüler, déi haut am Alter vu 16 a 17 Joer decrochéieren, also d'Schoul ophalen unni en Ofschloss – well déi viséiere mer jo virun allem –, weiderhin an d'Schoul géife goen.

Mir hunn natierlech och do net einfach den Duerchschnëttskäschtepunkt vun engem Schüler geholl, well mer scho wëssen, datt mer hei awer aner Erausforderungen hu bei deene Jonken, déi riskéieren ze decrochéieren oder scho géifen decrochéieren, fir déi och weider kënnen ze encadréieren. Do musse mer also vun engem méi héije Personalschlüssel ausgoen. Mir wëssen, datt mer do zum Deel och mussen e psychosozialen Encadrement ronderëm d'Schoulaktivitéiten assuréieren an datt dat sécherlech och heiansdo mat anere Methode muss goen, well et hëlleft jo wierklech näischt, Jonker einfach an d'Schoul ze forcéieren, déi bis elo nëmmen negativ Erfahrungen do gemaach hunn. Do musse mer d'Schoul schon emol aneschtens denken an dat huet säi Käschtepunkt. Deen ass am Projet de loi an der Fiche financière chiffriert, dovunner 25,6 Milliounen Euro pro Joer reng Personalkäschten.

Da gétt et awer sécherlech och nach eng Kéier Infrastrukturkäschten, déi noutwendeg sinn. Mir schätze jo, datt mer ronn 800 Schülerinnen a Schüler hei viséieren am Alter vu 16 a 17 Joer, déi elo an deene leschte Joren dann ëmmer decrochéiert hunn, déi mer da mussen encadréieren. Dat ass awer d'Envergure vun engem klengen Lycée, also musse mer och do sécherlech mat engem änleche Käschtepunkt rechnen.

Et dauert nu jo awer och. Wa mer haut decidéieren, datt mer e Lycée bauen, da steet en nach net do, dann dauert et wäit aus méi wéi dräi Joer, wéll ech emol ënnersträichen, bis deen dann do kann opgoen. An hei hu mer eis eeben eng Iwwergangszäit vun dräi Joer ginn, fir net nëmmen op enger Plaz, mee dezentral a sécherlech och aneschtens konzipiéiert a mat anere Konzepter a Konzeptiounen kënnen ze schaffen. Déi Infrastrukture musse mer dann och emol fanne respektiv schafen an där Zäit. Also esou wéi et bei der Planung vun engem neie Lycée ass, datt fir d'éischt geplangt gétt, datt e pedagogesch Konzept erstallt gétt, datt e Bauprogramm gemaach gétt, datt da gebaut gétt, sou musse mer eis och hei op d'mannst eng Zäit ginn, fir déi nei pedagogesch Konzepter do ze denken, déi dann och an e Raumprogramm ëmzedefinéieren an och ze kucken, ob ee Raimlechkeeten huet respektiv der weider muss schafen, fir dat kënnen ëmzesetzen. An duerfir sinn dräi Joer nun eeben emol eng absolutt plausibel an nach ëmmer ambitiéis Iwwergangszäit.

Ech muss soen, Här President, ech fannen et eigentlech och méi korrekt, fir d'alleréischt de Go vun der Chamber ze froen, fir deen dote Wee ze goen, wéi einfach elo mol dat doten an deene vergaangene Jore gemaach ze hunn an dann d'Chamber eréischt ze froen, ob se d'accord ass, fir d'Schoufflicht vu 16 op 18 Joer eropzesetzen. Well wann dat jo net de Fall wär, hätte mer herno vläicht Infrastrukturen an och Personal gehat, wou eigentlech keng Schülerinnen a Schüler méi do gewiescht wäeren. Duerfir ass dat dote fir mech awer vun der richteger Säit aus geduecht.

Dat waren e puer Äntwerten op Är Froen an Dir wësst, datt ech sécherlech bereet sinn, och bei anerer Geleehenheet op deen ambitiösen a wichtege Projet – well ech mengen et geet och hei ëm sozial Gerechtegkeet vun eisem Schoulsystem – méi am Fond kënnen anzegoen. Villmools merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Meisch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 299 vun Här Carlo Weber iwwert d'pandemiebedëngte Lacunne vu Schüler. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 299 du 8 mars 2022 de M. Carlo Weber relative aux lacunes résultant des impacts de la pandémie sur les élèves et étudiants,**

**adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Merci, Här President. Wéinst der Pandemie konnten an dräi Schouljoren d'Schoulprogrammer net ganz ëmgesat ginn, sou dass bei ville Schüler eng Rei Lacunnen entstane sinn. Confinement, Klassenopdeeling an A- a B-Gruppen an Homeschooling hunn déi lescht Jore markéiert.

Fir deem entgéintzewierken, goufen ënner anerem d'Programmer vun de Premièresexame gekierzt. Well sech fir déi aner Klasse hei eng Rei Problemer respektiv Froen stellen, Här Minister Meisch: Wéi gesäit de Bilan aus vun deem, wat eis Schüler net nëmme Joer fir Joer, mee insgesamt an deenen dräi Joer verpasst hunn? Wéi wäit beaflosst de Parcours vun der Grondschoul d'Kanner op laang Siicht? Mussen d'Programmer virun iwwerschafft ginn?

Dann nach e bësse méi eppes Positives an deene schwéiere Momenter: Et gouf viru Kuerzem ugekënnegt, wann dat neit Covidgesetz bis hei gestëmmt gétt, géif an de Klassenäll d'Maskepflicht fir d'Schüler an Enseignantent opgehuewe ginn. Ab wat fir engem Datum kann een dat virgesinn?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Weber. Den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

**M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den honorablen Här Weber huet absolutt Recht, fir nach eemol drop opmierksam ze maachen, datt d'Schoul alles aneschtens wéi normal fonctionéiert huet déi lescht zwee Joer. An awer, denken ech, ass et Dank engem ganz kollektiven Effort hei zu Lëtzebuerg méiglech gewiescht, fir den Ausfall vun der Schoul op e Minimum ze reduzéieren. Am Lycée waren dat nach just emol 34 Deeg, wou d'Schoul wierklech zou war. An am Verglach mat allen aneren OECD-Länner leie mer do op der zweeter Plaz. An dat ass sécherlech och de Meritt vun allen Deputéierten heibannen, well mer dat jo ëmmer zesummen diskutéiert hunn a wierklech der Importenz vun der Schoul ëmmer Prioritéit ginn hunn, wann et dann iergendwéi méiglech war. An et ass op där anerer Säit awer sécherlech och de Meritt vun den Enseignantent, vun den Educateuren, vun den Elteren, och vun de Schüler selwer, datt se ganz vill aner Reegelen op sech geholl hunn a ganz vill aner Méi op sech geholl hunn, fir dat doten iwwerhaupt ze erméiglechen.

Net nëmmen, datt d'Schoul op war, de Lycée, d'Grondschoulen, mee och d'Maison-relais. Net nëmmen, datt mer hei eng Kontinuitéit an de Servicere hate bei de Schoulen, mee och bei ganz villen Hëllefsgéingschter hate mer eng Kontinuitéit. Ech erënnere mech, datt – virun zwee Joer war et –, déi alleréischt Aktivitéiten, déi erëm stattfonnt hu vu mengem Ministère a Presenz, dat waren déi vum ONE, fir wierklech Schülerinnen a Schüler ze hëlfelefen a Jonken ze hëlfelefen a ganz schwierigen a prekäre Situatiounen.

Mir hu jo och während deene Wochen, wou d'Schoul dann awer zou war respektiv wou Schülerinnen a Schüler hu mussen doheemleiwien, wéinst enger Quarantän oder well se dann am Isolement waren, also och krank waren, gekuckt, datt mer hinne och op Distanz sou gutt wéi méiglech gehollef hunn. Net nëmmen duerch dach awer e gutt fonctionéierenden Distanzunterricht, deen Dank enger digitaler Plattform, déi mer virdrun en place haten, konnt fonctionéieren – unni déi wär dat sécherlech net esou schnell méiglech gewiescht –, mee mir hunn awer gläichzäiteg gekuckt, all d'Acteuren, d'Enseignantent, d'Elteren doheem och ze ënnerstëtzen, nämlech

iwwer schouldoheem.lu mat ganz vill Inspiratioun, fir sënnavoll Aktivitéiten doheem kënnen ze maachen.

Mir musse sécherlech kucken, wéi wäit datt déi Efforten, déi mer och schonn an der Pandemie ugefaangen hunn, fir eventuell Retarden erëm opzuehelen, weider noutwendeg sinn a wéi mer se nach besser strukturéiert kënnen kréien. Ech denke virun allem hei un d'Summerschoul, wat eng Innovatioun ass, déi mer fir d'éischte Kéier am Summer 2020 och organiséiert hunn, fir deene Schülerinnen a Schüler, déi wierklech d'Gefill haten, eppes verpasst ze hunn, an deenen zwou Woche virun dem Start, virun der Rentrée am September d'Chance ze ginn, an d'Schoul kënnen ze kommen an an deene jeeweilege Fächer dann och e Retard kënnen opzeschaffen. Mat grousser Erfolleg huet dat stattfonnt an och mat engem groussen Zousproch huet dat stattfonnt, an och am Joer 2021. An ech denken, datt et eigentlech an Zukunft net méi ewechzedanken ass. Och wa mer d'Pandemie iergendwann eng Kéier laang hanner eis gelooss hunn, brauche mer awer esou Offere wéi déi doten.

Deen anere Punkt ass natierlech och d'Wuelbefanne vun de Kanner an deene Jonken, déi och gelidden hunn. Mer kënnen hei net nëmme vu schoulesche Leeschtungen a schoulesche Resultater schwätzen, mee mer mussen och kucken, wat d'Pandemie a wat all déi Aschränkungen, wat dat Net-jonk-dierfe-sinn an Net-Kand-dierfe-si während enger gewëssener Zäit dach awer psychologesch mat de Kanner gemaach huet. An do trifft et sech gutt, datt mer grad e Jugendpakt an Ausaarbechtung hunn, wou mer eng ganz Rei vun Initiativen och wäerten huele ronderëm d'Wuelbefanne vun deene Jonken.

Mir hunn decidéiert, datt mer en Delegéierte fir d'Bienveillance an alle Lycéeën wëllen designéieren. Mir hunn eng Formatioun, en Éischt-Hëllef-Cours souzeseen, fir d'mental Gesondheet elo schonn Honnert Schülerinnen a Schüler ugebueden, déi dann och wierklech do jo, de Secourist si fir d'mental Gesondheet an hirer Schoul, en éischten Usprechpartner och kënnen sinn an e Bindeglied kënnen sinn téschent de Jonken, de Kanner, de Jugendlechen an deene professionnelle Strukturen, wéi mer se dann an engem SePAS och hunn.

Ech wëll vläicht kuerz, Här President, nach erwänen, datt mer jo eng éischt Bestandsopnam, och wat déi schoulesche Leeschtungen ubelaangt, gemaach hunn – dat war mam LUCET am November 2020 –, déi viru knapp engem Joer publizéiert konnt ginn, wou jo d'Kompetenzentwécklung vun de Schüler alleguerten zu einzelnen, ganz präzise Momenter an hirer Schoulkarriär analyséiert gouf a verglach gouf mat deenen Analyse vun deene Jore virdrun. An do hu mer eigentlech gesinn, datt mer opgrond vun de schoulesche Leeschtunge kee grouse Retard konnte feststellen. Natierlech ass dat emol ënnerschiddlech jee no Schüler ze gesi gewiescht a jee no eenzelne Kompetenzen, déi gemooss gi sinn. E gréisser Problem, wann ee vun esou engem ka schwätzen iwwerhaapt, war et da beim däitschen Hörverstehen. Mee och do hu mer jo direkt agewierkt an hu gesot, datt bei de Schülerinnen an de Schüler, wou dat de Fall wär, wou do e Retard entstanen ass, datt do ganz besonnesch sollt drop Suerg geluecht ginn, zum Beispill och iwwert d'Asetze vum sougenannten Appui pédagogique. A mir waarden eigentlech elo, ronderëm Ouschteren, mat Spannung op déi nächst Analys vun LUCET, wat dann déi Foto vum November 2021 ass, also no engem weidere Joer Pandemie, a kucken, wéi dann d'Kompetenzentwécklung do weidergaangen ass an ob et net awer an deem zweete Joer vun der Pandemie zu gréisseren Differenze komm ass.

Eng wäertvoll Informatioun, Här President, an deem Kontext ass vläicht nach, datt mer d'Joer de Programm net kierz fir d'Première, mee mir wäerten awer zousätzlech Froe méiglech maachen, wou eenzel Froen dann och als Choix kënnen geholl ginn. Wann een da mol vläicht eng Kéier während enger, zwou Wochen a Quarantän war oder isoléiert war, well ee positiv war, an de Programm net esou intensiv konnt mat suivéieren, wéi dat am Presenzunterrecht de Fall gewiescht wär, kann een dann eeben déi aner Fro do welen.

An déi lescht Fro, wéini d'Masken aus de Schoule verschwannen, déi kann ech eigentlech nëmme zréck un d'Chamber ginn, well dat häntk dovunner of, wéini Dir dat Gesetz stëmmt. An dann e puer Stonnen duerno wäert dat de Fall sinn.

Villmools merci.

*(Interruption)*

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Meisch.

Mir kommen dann un d'Fro Nummer 300 vum Marc Goergen un den Här Minister fir Energie iwwert d'Cyberattaquen op d'Wandmillen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruptions et hilarité)*

**– Question n° 300 du 8 mars 2022 de M. Marc Goergen relative à des cyberattaques contre des éoliennes, adressée à M. le Ministre de l'Énergie**

**M. Marc Goergen (Piraten) |** Här Di Bartolomeo, ech hu leider net verstanen, wéi ech do laanschtgaange sinn, wat Der gesot hutt, mee ech huelen un, et ass eppes Feines.

**M. Fernand Etgen, Président |** Kommt zu Ärer Fro, Här Goergen.

*(Interruption)*

**M. Fernand Kartheiser (ADR) |** Loosst Iech net oflenken!

**M. Marc Goergen (Piraten) |** Här President, ech hu mer e puer Suerge gemaach ëm eis Wandrieder am Land. Et ass jo bekanntlech esou gewiescht, dass europawäit eng Cyberattack gefouert ginn ass géint Wandrieder. An dofir geet meng Fro och un den Här Turmes, ob dat zu Lëtzebuerg de Fall war, ob et do Stéierung gouf. A falls jo, a wéi engem Ausmooss déi waren. An dann, wann et esou en Hackergrëff gëtt, ob mir hei zu Lëtzebuerg virbereet sinn, ob dat néidegt Personal do ass, fir déi Situatioun ze regléieren. Well et kann ee jo dovun ausgoen, dass et warscheinlech net dee leschten Hackergrëff war. An et wär jo awer gutt, wa mer do virbereet wäeren.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Goergen. Den Här Minister fir Energie, den Här Claude Turmes, huet d'Wuert.

**M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie |** Här President, léif Deputéiert, et ass effektiv esou, dass grousser Warscheinlechkeet no russesch Hacker e Modem attackéiert hunn, an deem an der Ukrain Milliounen Leit en Internetzougang haten. An dunn huet sech dobäi erausgestallt, dass dee Modem och genotzt ginn ass vun engem däitsche Wandenergieproduzent – ech kann en och nennen, well et an der Zeitung war, et ass Enercon –, deen 8.000 Wandturbinnen an Europa huet.

Ech mengen, déi éischt Fro ass: Wat ass de Schued? Et ass esou, dass all déi Wandmillen eigentlech Remote Control hunn. Dat heescht, déi kann een dann och à distance iwwerwaachen. Et ass awer esou, dass dat eigentlech nëmme wierklech elo eng Wichtegkeet

huet, wa mol eng Pann ass, wann ... Dat heescht, dass een à distance dat kann anticipéieren a se éischer flécken. Et ass kee Problem am Normalen, quasi wann et eng normal Situatioun ass vu Wand. Et ass och kee Problem bei Stuerm. Dat hat ech elo extra nach eng Kéier nogefrot op e puer Säiten. Et ass esou, dass, wann en décke Wand ass oder eppes, wat een dann och op Lëtzebuergesch kann e Stuerm nennen, dass dann déi Wandmille sech automatesch aus dem Wand dréien. An et brauch een duerfir dee Modem respektiv déi Remote Control net. Duerfir ass de Schued eigentlech relativ geréng.

Wat geschitt elo? Dee Modem, dee muss ... Et ass eigentlech d'Software vun deem Modem, déi gehackt ginn ass. Dee Modem muss nei bespillt ginn. Dat ass am Moment amgang ze geschéien. Dat Gutt ass och: Dee Modem ass net uewen an der Wandmillen, mee ënnen. Dat heescht, wat elo geschitt, dat ass: Iwwert déi nächst zwou, dräi Woche ginn déi Modemen ausgetosch. Do kënt ee vun der Firma Enercon, dee geet ënnen eran, dee bréngt e Modem mat, dee schonn nei bespillt ass, an ersetzt deen. Dat heescht, dat ass och mat relativ wéineg Opwand méiglech.

An der Zwëschenzäit ass et esou, dass souwuel den Hiersteller Enercon wéi och Soler, wat dee gréisste Bedriewer ass, hir Ekippen ugestallt hunn, fir méi reegelméisseg laanscht d'Wandturbinnen ze fueren. An eise Virdeel ass och, Enercon hiert Wartungsteam, déi sëtzen zu Bitburg. Dat heescht, dass déi eigentlech och relativ no um Land sinn an dass eeben och am Normale jo eigentlech déi Kontroll, ob dann iergendee Problem ass op enger Wandmillen, ka gutt geschéien.

Cybersecurity ass natierlech eppes, wat grad am Energieberäich eng immens Wichtegkeet huet, an et ass och esou, dass mer zesummeschaffe souwuel an Europa wéi och um Niveau vun eisen Nopeschlänner an deem Pentalateral Forum mat Frankräich, Däitschland, Benelux an esou weider. Mir hunn Émfroe gemaach bei de Leit, déi Netzer bedriewen, Kraaftwierker bedriewen. A si gesinn alleguerten d'Cybersecurity als deen éischte Risiko, deen héchste Risiko, a mir schaffen natierlech do zesummen, fir dat ze vermeiden.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

An da komme mer zur Fro Nummer 301 vun der Madamm Josée Lorsché un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Clinique de la douleur. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 301 du 8 mars 2022 de Mme Josée Lorsché relative à la clinique de la douleur, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

**Mme Josée Lorsché (déi gréng) |** Merci, Här President. Jo, meng Fro riicht sech un Iech, Madamm Gesondheetsministesch an delegéiert Ministesch vun der Sécurité sociale. Et geet notament ëm de Projet vun der Schmerztherapie, deen am Koalitionsaccord festgehal ass a wou d'Prise en charge fir chronesch Schmerzpatienten substanzuell sollt ausgebaut ginn. Dozou gehéiert ënner anerem d'Kreatioun vun engem Réseau de compétences „douleur chronique“, esou wéi et och am Spidolsgesetz virgesi war, d'Spidolsgesetz vun 2018, an doriwir eraus och am Plan Cancer 2014–2018.

Dir wësst, datt mer nach net esou wäit sinn. Laut mengen Informatiounen ass et an der Realitéit haut esou, datt d'Behandlungsméiglechkeete fir déi geschätzte 6.000 bis 12.000 schwéier chronesch Schmerzpatienten a -patientinnen op d'mannst



fënnemol ënnert de Besoine leien an datt den entspreche Pïlotprojet eigentlech just wärend zwee Joer, 2017 an 2018, am CHL finanziert ginn ass.

Haut muss een doriwwer eraus och feststellen, datt d'Waardezäite fir dës Zort vu Patienten immens laang sinn, datt vill Betroffene net adequat behandelt kënnen ginn an datt se sech dowéinst entweeder am Ausland behandle loossen oder einfach nëmme guer net.

En anere wichtige Punkt ass deen, datt chronesch Schmärzpatienten zu Lëtzebuerg net vun engem Plan de suivi kënnen profitieren. Esou e Plang géif et jo notament erlaben, den individuelle Parcours vun de Betroffene multidisziplinär auszeriichten a geziilt un déi individuell Besoinen unzepassen.

Madamm Minister, leider stellt sech dann och eraus, datt eng Rei Schmärztherapeuten, déi zu Lëtzebuerg aktiv sinn, mat der Iddi spillen, hir Aktivitéit opzeginn, well et laut hiren Informatiounen zanter zwielef Joer u genuch Mëttele feelt. An duerfir ass jo dann och dee Projet an de Koalitionsaccord agefloss.

Aus all deene Grënn wéilt ech Iech éischtens froen, wou d'Extensiou vun der Schmärztherapie méttlerweil drun ass, notament wat d'Kreatioun vum Réseau de compétences ubelaangt.

Meng zweet Fro ass déi, wéi et mat den Diskussiounen ronderëm d'Nomenclature ausgesäit. An der Praxis ass et jo esou, datt deen eenzegen a zimmlech bescheidenen Tarif vum 2018 staamt, mee net kann applizéiert ginn, well et nach un engem Réseau de compétences feelt.

An da meng drëtt a lescht Fro ass déi, ob geplangt ass, d'Schmärztherapeute wéi an anere Länner och zu Lëtzebuerg unzekerennen, also déi Spezialisatioun; dëst net nëmme fir ze verhënnere, datt d'Schmärztherapeuten d'Bengele bei Tromm geheien, wéi ech et virdu gesot hunn, mee och fir ze errechen, datt méi Medezinnstudenten a -studentinne respektiv och Doktere sech an d'Richtung vun der Schmärztherapie géifen orientieren. Dat kéim ganz ville Leit zegutt.

An dofir soen ech Iech och schonn elo villmools Merci fir Är bestëmmt positiv Äntwerten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Lorsché. D'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Jo, e puer Wieder zu de chronesche Schmärzen. Dat ass eng Problematik, déi eng grouss Prioritéit unerkannt kritt huet iwwert den Accord de coalition an där och eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg zugronn läit.

Wat ass virgesi ginn? Et ass virgesinn, dass dee Konzept, deen nationale Konzept, deen ausgeschafft ginn ass am Kader vun der Plateforme nationale cancer, soll ëmgesat ginn iwwert de Wee vu justement, Dir hutt et erwänt, engem Réseau de compétences. E spezifesch Réseau de compétences, wou mer nach herno d'Geleeënheet wäerten hunn ..., dat ass jo ee vun de Punkte vun der Interpellatioun, déi herno usteet, wou mer nach kënnen méi generell drop zrëckkommen.

Wéi leeft dat of? Mir hunn an eisem Spidolsgesetz niewent de Réseaux de compétences, déi virgesi sinn, Unité-hospitalière, déi kënnen zum Asaz komme fir d'Diagnos, fir den Traitement, och fir d'Soinen, dat ronderëm eng Prise en charge, déi eng multidisziplinär Composante huet.

D'Unitéiten, dat ass dat, wat se ausmécht, déi schaffen am Réseau, net nëmme am Spidol, mee och mat den

Dokteren am Extrahospitalier an aneren Acteuren, déi Soinen am Extrahospitalier prestéieren. An dofir brauch et selbstverständlech déi néideg Kompetenzen an der Algologie, an der Anästhesie an awer och an anere Beräicher, Psychologie, Kinesithérapie, déi hei an d'Spill kommen, Relaxatiounstechniken an Éducation thérapeutique.

Déi sougenannte Consultation-spécialiséen, déi sollen also accessibel gemaach ginn, och fir den ambulante Patient, an dat méiglechste reegelméisseg. E gewëssene Quantum pro Woch ass virgesinn. An d'Unitéite musen och en direkte Lien hu mat deenen néidege Servicere, dat ass de Service vun der Onkologie, Orthopädie oder och aner Servicere, déi mer an de Spideeler hunn.

Wéi gesäit et elo aus mat der Mise en œuvre dovunner? Et ass esou, dass eng Demande erakomm ass fir d'Nomenclature. Déi ass och do, déi ass zrëckbehalte ginn. Dat heescht, d'Nomenclature, déi besteet entretemps, wäert awer eréischt an den Asaz kommen, wann de Réseau de compétences bis agreéiert ass.

Wat ass de Libellé elo vun der Nomenclature? Dat ass den Tarif, den C77. Dat ass eng Consultation majorée vum agreéierten Dokter, deen dann am Réseau de compétences „douleur chronique“ wäert kollaboréieren. Wourobber hu mer eis do baséiert? Am Fong geholl op eng Demande, déi initialement presentéiert ginn ass – dat geet eng Rei Joren zrëck – vum Cercle luxembourgeois d'algologie. Dat ass déi Demande, déi aviséiert ginn ass vun der Cellule d'expertise médicale an déi och der Tarifikatioun, déi elo festgehalte ginn ass, zugronn läit. Dat deviiert, hunn ech mer soe gelooss, liicht vun deem méi rezente Bréif, dee mer elo am März dëst Joer kritt hunn. Mee wéi gesot, hei ass geschafft ginn op där Demande, déi virlooch, an et ass déi, déi aviséiert ginn ass. Et ass deen Avis, dee suivéiert ginn ass. An et handelt sech dobäi eeben ëm eng Consultation majorée, wou d'Heicht och deem entsprécht, wat initialement gefrot ginn ass. Et ass e relativ héijen Tarif majoré, deen hei wäert spillen.

Wéi gesäit et elo mat de Reseau selwer aus? Dat ass dat, wat Iech warscheinlech am meeschten interesséiert. Mir hunn, an do wäert ech herno an der Interpellatioun zu deem Punkt dann och drop agoen, eng ganz Rei Demandé kritt, fir Réseau-de-compétences. Déi sinn elo esou lues prett. Déi éischt véier si komplett Dossieren a stinn deemnächst um Ordre du jour.

D'Commission de gestion interhospitalière leeft ënnert der Présidence vum Direkter vun der Santé, an deen hat iwwert déi lescht zwee Joer, wéi mer alleguerten heibanne wëssen, eng Rei aner Prioritéiten och op senger Agenda, soudass eis Alldaagsaarbechten zum Deel wierklech zrëckgeschrauft gi sinn a massiv zrëckgeschrauft gi sinn. Dat ass tragesch, mee dat huet dës Kris mat sech bruecht, well eis ganz Dokterschaft vun der Santé am Asaz war an och zum Deel nach am Asaz ass un der Front an der Covidbekämpfung. Mee mir sinn awer elo ..., lues a lues huele mer eis Aarbechten erëm op. An deen heite Projet ass ee vun deenen, deen ech herno och wäert erwänen, vun deenen, déi eebe prett sinn. An do kënnen mer jo am Kader vun der Interpellatioun nach eng Kéier drop agoen.

Ech sinn zouversichtlech, dass dat elo schnell geet. Mir si jo un Wee an eng gewëssene Normalitéit. Mir rechnen elo an deenen nächste Méint op alle Fall op der Covidfront net mat neien Iwwerraschungen, soudass ech hei hoffentlech geschwë ka matdeelen, dass et esou wäit ass an dass dann déi éischt Reseauen, ech mengen, et sinn der véier, déi prett sinn, dass déi och kënnen operationell ginn.

Ech géif Iech Merci soen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Lenert.

Mir kommen dann un d'Fro Nummer 302 vun der Madamm Diane Adehm un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Integratioun vun den ukrainesche Refugiéskanner an den öffentleche Schoulen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 302 du 8 mars 2022 de Mme Diane Adehm relative à l'intégration des enfants des réfugiés en provenance de l'Ukraine dans les écoles publiques, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, mir erliewen et de Moment alleguerten an all eise Gemengen. All Dag kommen ëmmer erëm Mamma mat Kanner un. An da stellt sech natierlech um Niveau vun de Gemengen d'Fro mat de Kanner: Wat solle mer mat deene maachen? Huele mer se an eis Schoulen? Huele mer se net an eis Schoulen?

Ech hat gëschter och eng Question urgente zu deem doten Thema gestallt. Ech muss allerdéngs soen: Ech sinn äusserst enttäuscht, an net nëmme ech, och aner Leit, déi an der Responsabilitéit a Gemenge sinn, dass d'Urgence vun där Question parlementaire net unerkannt ginn ass. Dat weist eigentlech, dass déi Leit, déi dat decidéiert hunn, zimmlech wäit ewech si vun deem, wat de Moment um Terrain leeft. Bon, Här Minister, et ass net Är Schold, wéilt ech awer och kloer soen!

Duerfir hu mer awer gëschter vum Interieur eng Circulaire kritt, wou dann en Ziedel dralouch, an där stoung, dass mer, wann dann Ukrainer op d'Gemeng kommen, se solle weiderschécken, engersäits un d'CASNA an anerersäits un de SECAM. Ech hunn déi Saachen da gekuckt. Dat ass d'Cellule d'accueil solidaire pour élèves nouveaux arrivants engersäits an de Service de la scolarisation des enfants étrangers anerersäits. Déi Circulaire, déi mer kritt hunn, déi adresséiert sech un Eltere vu Kanner vu 4 bis 17 Joer. Wann een awer op den Internetsite geet vun deenen zwee Organismen, do steet drop, dass déi eigentlech nëmme zoustänneg si fir Kanner ab zwielef Joer.

Duerfir meng Fro: Wat geschitt da schlussendlech mat de Kanner ënner zwielef Joer? Wat geschitt mat de Kanner iwwer zwielef Joer? Gi se an de Lëtzebuerg Schoulsystem integréiert, jo oder nee? Gi se an eng Europaschoul verweisen oder an eng International School?

An um Niveau vun de Gemenge wieren d'Gemengen awer frou, wa se géife méi séier wéi a véier Wochen eng Äntwert kréie fir ze wëssen, ob si dann elo d'ukrainesch Kanner an hire Schoulsystem ophuelen, ob se an de reguläre System ginn oder ob vun Ministère aus virgesinn ass, dass déi Kanner à part enseignéiert ginn. Wa se à part enseignéiert ginn, mussen d'Gemengen der Schoul Säll zur Verfügung stellen oder huet de Ministère eng Bestandsopnam gemaach vun de Raimlechkeeten, déi e selwer huet? An ass et méiglech, fir dann d'ukrainesch Kanner direkt do ze enseignéieren? A wann dat sollt de Fall sinn: Wie këmmert sech dann och nach ëm de Schoultransport vun de Kanner bis an déi Infrastrukturen?

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Adehm. De Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee schreckleche Krich an

der Ukrain huet net nëmmen eng nei weltpolitesch Realitéit mat sech bruecht, mee och eng nei Realitéit fir Dausenden, jo, Honnerttausende vu Kanner a vu Jonken, déi op der Flucht sinn, heiansdo op sech aleng gestallt, meeschtens mat hirer Mamm ënnerwee, a wou mer dervu mussen ausgoen, datt der an deenen nächsten Deeg, an dat ass momentan schonn amgaangen, an och Wochen a Méint Dausend, vläicht Zweedausend, vläicht och méi, hei zu Lëtzebuerg wäerten ukommen, ëm déi mer eis da musse këmmere.

Déi hunn hiert Ëmfeld verlooss. Si hunn dacks en Deel vun hirer Famill hanner sech gelooss. Ganz dacks hire Papp, deen net konnt matkommen, bis elo op jidde Fall. Si hunn hir Schoukollege verlooss. Si hunn hir Veräinsaktivitéiten net méi. Alles dat, wat hiert Liewen uitgemaach huet, hu se net méi. A si sinn hei ukomm an enger neier Realitéit, déi awer fir si nach ganz nei ass a wéineg Realitéit duerstellt. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer no e puer Wochen kucken, no deenen all déi Prozeduren, déi och, wann een an d'Land kënn an hei wëllt bliwen, no esou enger Situatioun jo mol musse erkläert ginn, datt een do och méiglechst schnell an d'Schoul kënn. Mee ech denken, datt et och vum éischten Dag u wichteg ass, datt déi Kanner lues a lues erëm kënnen Kanner sinn, déi jonk kënnen jonk sinn. Datt se och nieft der Schoul, an och vläicht éier se souguer kënnen an d'Schoul goen, kënnen eng Rei vun Aktivitéite maachen. An dorunner schaffe mer momentan.

Ech denken, sou wéi bei änleche Krise virdrun, wann ee Land an Europa dat dote kann hikréien, da si mir et. Well mir hunn alleguerten, all eis Schoulen an ech mengen och d'Gemengenautoritéiten, eng breet an eng laang Erfahrung, fir Kanner, déi hir Scolaritéit an engem Land ugefaangen hunn an déi dann op Lëtzebuerg kommen, hei ze integréieren. An a Prozentsatz ausgedréckt huet keen anert Land déi Erfahrung an déi Experienz doranner ewéi mir.

A mir ziele bis zu 2.000 Primo-arrivante pro Joer, déi aus ganz villen ënnerschiddleche Länner kommen – dacks europäesch Länner, ganz dacks awer och net europäesch Länner – an déi mer musse während hirer Scolaritéit hei integréieren an eis Schoulen. An dat maache mer!

Zegutt kënn eis sécherlech och, datt mer eng diversifizéiert Schoullandschaft hunn, wou mer ganz ënnerschiddlech Offeren hunn, soudatt déi Kanner mat ënnerschiddleche Viraussetzungen, mat ënnerschiddlechem Passé, mat ënnerschiddleche Sproochen a Kulture sech net alleguerten enger Schoul mussen upassen, mee datt sech eis Schoullandschaft awer esou breet opgestallt huet, datt do fir jiddereen op d'mannst relativ no eppes derbäi ka sinn, wat dach Sënn mécht a wou een do eng fair Chance huet, fir kënnen eng Kéier Fouss ze faassen.

An awer ass dat heite sécherlech net esou evident, well ganz vill vun deene Kanner hiren Elteren, hire Famille jo net wëlle laang bliwen. A mir hoffen alleguerten, datt et iergendwann an deenen nächste Wochen, Méint erëm eng Kéier eng Méiglechkeet gëtt, datt der vill och kéinten zréckgoen. An an deem Austausch, dee mer hu mat deene Familien, déi ukommen, ass dat ganz dacks deen éischte Wonsch: „Schoul, jo. Mee, wannechgelift, an der Kontinuitéit vun deem, wat mer an eisem Land gemaach hunn, fir méiglechst schnell och erëm kënnen dohinner zréckzegoen an näischt verluer ze hunn.“ Ob dat realistesch ass oder net, kann ech net soen à ce stade, ka kee soen à ce stade. Mee mir sinn trotz allem amgaangen, och ze kucken, wéi mer gewësse Formatiouneen och an ukrainescher Sprooch kéinten ubidden – wou mer sécherlech keng Experienz hunn, wou mer awer och Kontakt hu mat Leit, déi dat kéinte maachen –, an och ze kucken, datt op d'mannst bei deene Beschoulungen,

déi mer wäerten organiséieren, Elementer an ukrainescher Sprooch derbäi wäerte sinn.

Et stellt sech de Problem, datt an der Ukrain an aller Reegel eng aner Schrëft gebraucht gëtt; eng kyrillisch Schrëft. Et gëtt awer och Friemsproochenunterrecht. Dat ass awer zum Deel ënnerschiddlech. Ganz vill Jonker kommen hei u mat engem gudden Englesch. Eenzelner hunn och emol Däitsch geléiert, mee doriwier eraus ass Däitsch éischer awer d'Ausnam. A Franséisch féint ee ganz wéineg. A mir wëssen, wéi wichteg déi däitsch Sprooch an déi franséisch Sprooch awer sinn, fir hei an eisem traditionelle Schoulsystem kënnen Fouss ze faassen.

Bei all deem doten, wat ech hei soen, gëtt et dann awer nach Ënnerscheeder nom Alter, wéini d'Kand dann ageschoult ginn ass. Well et och eng Rei vu politesche Reformen, wéi mer eis kënnen virstellen, wat d'Schrëft a wat d'Friemsproochen ubelaangt, an der Ukrain, a grad an deene leschte Joren, gi sinn, spillt et och eng Roll, wéi laang een do schonn an d'Schoul gaangen ass. An et spillt och eng Roll, a wat fir enger Regioun een an d'Schoul gaangen ass. Also et ass net jiddereen, deen am selwechten Alter hei ukënn, och an där selwechter Situatioun, datt en, wat d'Sproochen ubelaangt, déi selwecht Viraussetzung hei huet.

An awer denken ech, datt mer an där leschter Woch oder an deene leschten zéng Deeg, wou mer eis där Problematik do mat ganz ënnerschiddlechen Acteuren och schonn ugeholl hunn, awer viles scho beweegt hunn. Mir wäerten als Ministère vun der Éducation nationale, de l'Enfance et de la jeunesse och present sinn an deem Guichet unique mat deenen aneren Instanzen, déi den éischten Accueil maachen, sécherlech d'Immigratioun an d'Gesondheet do derbäi. Mir wäerten och drop halen, datt mer all Fall, deen do erakënn, gesinn, fir eng genau Analys kënnen ze maachen, och eng méiglechst gutt Orientatioun vun deem Schüler kënnen da virzehuelen an och kënnen ze erklären, wat fir eng Méiglechkeet vu Beschoulung mer hei hunn.

Well et gëtt eebe vill Méiglechkeeten. Et gëtt Classe-d'accueil ou Cours-d'accueil, wéi se an de Grondschoule queesch uechtert d'Land iwwerall proposéiert ginn. Mee et gëtt awer och Classe-d'accueil zum Beispill an den agreéierten Europaschoulen, wou ee kéint eng engleschsproocheg Filière wéile mat Däitsch als éischer Friemsprooch a wou ee vläicht iwwer eng Classe d'accueil iwwer Méint oder e Joer kéint kucken, eng Bréck an esou eng Sektione ze bauen, a wou een duerno kéint seng Scolaritéit, wann een och zu Lëtzebuerg géif bliwen, weiderféieren an e Baccalauréat européen ofschléissen. Mir hunn awer och Classe-d'accueil an Lycée Michel Lucius, wou een op Basis vun den A-Grades e reng engleschsproocheg Programm ubitt. Falls zum Beispill éischer déi Friemsprooch Däitsch géif Problemer maachen, géif d'Orientatioun vläicht éischer an déi dote Richtung higoen.

Mir sinn also breet opgestallt. An duerfir, mengen ech, ass et awer wichteg, datt mer sou vill wéi méiglech Kanner och gesinn an da kucken, datt mer se sou gutt wéi méiglech orientéieren opgrond vun hirem Passé an hirem Bagage, mat deem se kommen.

Sollten 2.000 Kanner, Jonker an deenen nächste Wochen a Méint bei eis kommen, stellt dat eis natierlech virun eng grouss Erausforderung, infrastrukturrell gesinn, well déi Plaz hunn d'Gemengen net, wat d'Grondschoul ubelaangt, déi hu mir net an eise staatleche Grondschoulen, hu mer och net einfach esou an de Lycéeën. Doriwier musse mer kucken.

Mir hunn och d'Personal net. Well 2.000 Kanner, deelt dat einfach emol eng Kéier duerch e Personalschlëssel, wéi mer en an der Educatioun awer hunn, do si mer da ganz schnell bei 200 Enseignantë plus Educateuren an esou weider. An déi fanne mer sécherlech net no den

übleche Konditiouneen, wéi mer normalerweis zu Lëtzebuerg rekrutéieren. Mee mir wäerte se awer wahrscheinlech och net einfach fannen no Sproochekonditiouneen, wa mer zum Beispill soen: „Mir hätte gär virun allem engleschsproocheg Enseignanten“, well et déi Sektione wäerte sinn, wou mer denken, datt et fair Chancë ginn, datt se hei kéinte Fouss faassen an och eppes kéinte mat zréckhuelen, wa se an abseebarer Zäit kéinten an hiert Land zréckgoen. A virun allem net, wa mer och ukrainesch Formatioune wëllen ubidden, da si mer do natierlech ganz, ganz staark limitéiert, och wa mer all Effort wäerte maachen.

Trotz allen Onsécherheeten, déi momentan do existéieren, si mer amgaangen, mat alle Partner ze kucken, eis sou gutt wéi méiglech opzustellen. A mir ziele selbstverständlech och do op de Soutien an d'Zesummenarbecht mat de Gemengen, déi elo net mussen aner Prozedure maachen, wann en ukrainesch Kand kënn, wéi dat bis elo de Fall war, mee déi eigentlech och ... Well ukrainesch Kanner an aner Kanner aus Drëtstaate sinn och an der Vergaangenheet an de Gemengeservicer opgetaucht, fir kënnen beschoult ze ginn. An da soll een och deen dote Wee goen.

Wichtig ass, mengen ech, datt et awer och den Hiweis gëtt: Mellt Iech och eng Kéier bei deene Strukturen, déi Der zitéiert hutt, fir dann do eng Orientatioun kënnen ze kréien.

An dann hoffen ech, datt mir dat doten zesummen hikréien an ech sinn éischer optimistes, hutt Der héieren. An ech hoffen awer och, datt d'Situatioun sech berouegt, datt Der der net ze vill hei muss dauerhaft integréieren an datt der méiglechst vill erëm eng normal Realitéit bei sech am Land kéinte fannen, och wa mat all Stonn, all Dag déi Hoffnung vläicht e Stéck méi kleng gëtt.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Meisch.**

Mir kommen elo zur Fro Nummer 303 vum Här Gusty Graas un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten iwwer d'Organisatioun an de Verlaf vum Chantier op der A3-Autobunn. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 303 du 8 mars 2022 de M. Gusty Graas relative à l'organisation et au déroulement du chantier de l'autoroute A3, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

**M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President.** Déi lescht Woche gouf jo zimmlech schaarf schonn ofgeholt laanscht d'A3, wat jo drop schlësse léisst, datt dann och de Chantier gläich wäert ugoen. Ech hu gëschter an der Press gelies, datt dee Chantier soll deen nächste Samschdeg lassgoen, an zwar op engem Tronçon vun 3,5 Kilometer a Richtung Frankräich vun der Croix de Gasperich Richtung Diddeleng, Frankräich. Op där anerer Säit soll dat dann de 16. Abrëll lassgoen.

Et ass virgesinn, datt elo nach just sollen zwou Bunnan zréckbehalen ginn, wou dann d'Maximalvitess gëtt 70 Kilometer sinn. Et wier och keng Bande d'arrêt méi fir Urgencë virgesinn. An deesen Tronçon wier dann 2024 fäerdeg.

Wann een aus Richtung Frankräich kéim, da géifen u sech déi dräi Bunnan opgehuewe ginn, fir eeben och de Problem virun allem op der Aire de Berchem ze evitéieren, wou et da vun dräi op zwou Bunne geet, wou dann oft e Réckstau entsteet. An an deem Kontext wollt ech dowéinst e puer Froen un den Här Minister stellen. Fir d'éischt emol: Stëmmen déi Aussoen, déi ech elo an der Press gelies hunn? Ech hunn nach de Moien den Internetsite vun de Ponts et chaussées consultéiert an do hunn ech elo keng



Informatioun fonnt. Mee, wéi gesot, et ass elo och schonn an zwee Organer vun der Press esou matgedeelt ginn.

Wann ee weess, dass am Duerchschnitt 67.000 Autoe respektiv Camionen den Dag déi Autobunn benotzen, bis zu enger Spéitz vun 90.000 an de Summerméint, da weess ee jo, wat dat doten alles ka bedeuten. Dowéinst wollt ech emol froen, ob elo-dann awer nach zousätzlech Mesurë virgesi sinn, fir, wéi gesot, en eventuelle Chaos do esou wäit wéi méiglech kënnen ze evitéieren. Ass vläicht och virgesinn, zousätzlech Bussen oder Zich anzesetzen?

Dann eng drëtt Fro ass déi: Wéi ass d'Situatioun, wa Rettungsdéngschter mussen elo déi Autobunn do, déi natierlech da vill méi schmuel fonctionéiert, benotzen? An da virun allem och eng véierte Fro: Dat ass d'Informatiounspolitik och vis-à-vis vläicht vun de Frontalieren. Et wier jo wichteg, dass een déi elo géif fréizäiteg informéieren, wat alles op se duerkennt, ob een net do och kéint erreechen, dass se géifen zu anere Mëttele gräifen, fir dann herno an eist Land eranzekommen.

An dann eng fënneft Fro: Dat ass natierlech och d'Informatioun mat de Gemengen. Do si jo eng Rei vu Gemengen, déi warscheinlech d'Nuisancë vun deem Chantier do wäerten ze spiere kréien. Bon, bei enger Gemeng ass mer bekannt, dass anscheinend nächsten Donneschden dann elo eng Informatiounsversammlung soll sinn. Mee doriwwer eraus, wat ass an deenen nächste Woche respektiv och Méint, Jore virgesinn, inwiefern d'Gemengen ëmmer do matabezu ginn? Well ech mengen, et ass awer ganz wichteg, well et soll ee sech jo kengen Illusiounen higinn.

Et kann ee sech jo awer ganz gutt virstellen, dass warscheinlech de Flux sech elo warscheinlech wäert an eenzele Gemengen an deenen nächste Jore verdeelen. An dowéinst, an deem Sënn wier et awer gutt, dass ee géif maximal ëmmer erëm e gudden Drot zu den eenzelne Gemenge sichen. Voilà, ech soen Iech Merci, Här Minister.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Graas. Den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President an och dem Här Graas fir déi Froen. Bon, ech mengen et gëtt jo keen neie Moment par rapport zu deem Projet. Deen ass bekannt an deen ass och am Exposé des motifs vum Gesetz, am Finanzéierungsgesetz, laang a breet motivéiert.

Dir wësst, dass siwe Phase kommen an deem Bau do. Et ass e komplizéiert Bau, well mer natierlech während där ganzer Bauphas d'Autobunn ni kënnen spären. Dat ass natierlech esou, dass mer mussen ëmmer zweemol zwou Spuere garantéieren. Dat, wat elo vun Aarbechten niewent den Ofholzungsarbechten, déi Der beschriwwen hutt, amgaangen ass, dass d'Virbereedung, dass de Balisage, dass eeben och fir ze kucken, dass mer op déi zweemol zwou, also déi zwou Spuere mat reduzéierter Vitesse kommen. Bon, Dir sot 70 km/h, wéi gesäit dat do aus? Ech mengen, op där do Autobunn, do ass d'Charge esou, dass déi meescht frou wäeren, wa se kéinten dauernd 70 km/h fueren. Wann Der do owes an der Spéitzestonnen Richtung Frankräich fuert, do fuert Der normalerweis emol keng 70. Dofir ass et am Fong keng weesentlech Ännerung.

Et ass natierlech manner Plaz do. An de grouse Problem ass éischter, wann een Accident passéiert, dass heescht, wa keng Pannespuer méi do ass a wann do natierlech ee quier steet, jo gutt, da gëtt et natierlech do wierklech ganz enk.

Ech ginn awer dovun aus, duerch de Fait, dass d'Vitesse immens erofgesat ass, an déi wäert och do relativ sec mat mobil Radaren, also mat Chantiersradare kontrolléiert ginn, dass doduerjer och d'Accidenter wäerten erofgoen, well déi meescht Accidenter passéieren, well da versicht gëtt, haaptsächlech an de Spéitzestonnen, e bësse méi ..., naja, wann et dann erëm e bësse rullt, da gëtt op de Gas gedréckt, wat net ëmmer dat Allergescheit ass, well dat awer dann oft zu Accidenter féiert.

Also et gëtt awer keng Wonnerléisungen, dee Chantier kann een nëmmen esou maachen, mee et gëtt och keng Auswäichméiglechkeeten, ausser déi klasesch Auswäichstroossen, déi jo och virgesi si bei der Autobunn, bei der A3, dass wann en Accident ass, wa se zou ass. Ech mengen, Dir sidd vu Beetebuerg, Dir kennt se dann och. Dat sinn och déi, déi hei da géife benotzt ginn. Mee, wéi gesot, fir de Rescht hoffe mer, dass de Verkéier mat staark reduzéierter Vitesse awer normal do leeft, mat Ausnam vun den Accidenter. A wann natierlech en Accident ass, spillen och d'Reegele vun der Rettungsgaass, wéi wann d'Autospueren normal fonctionéieren.

Déi éischt Phas, déi elo amgaang ass, dass d'Gaasperecher Kräiz bis op d'Aire de Berchem an dann natierlech gläichzäiteg op der Grenz, do gëtt eng Wëldbréck gebaut. Dat ass deen anere Chantier, deen Der och ugeschwat hutt, no bei der franséischer Grenz.

An da kënt déi zweet Phas, dass ass dann d'Verbreedung vum Viaduc zu Léiweng. An da kënt déi Phas duerno, dass ass d'Verbreedung Beetebuerg Kräiz-Diddeleng mat dem Émbau och vum Echangeur vun Diddeleng. An da geet et weider op d'Verbreedung, den Echangeur zu Léiweng Richtung Beetebuerg an d'Beetebuerg Kräiz, wat emgebaut gëtt, an dann den Émbau vum Echangeur Léiweng op där anerer Säit an dann natierlech nach eng Kéier d'Beetebuerg Kräiz op där anerer Säit. Also dee ganze Chantier, deen dauert, wann alles normal leeft, fënnf Joer, 2022 bis 2027. An do wäerte sécherlech och Phase sinn, wou et e bësse méi schwierig gëtt wéi bei aneren.

Ech mengen, déi Brécken, déi mer bauen, déi stéieren elo manner, well dat ass elo ënnen op der Autobunn selwer jo keen esou e groussen Agrëff. Mee kloer ass, dass déi Dispositioun mat verengte Spueren, mat erofgesater Vitesse natierlech ëmmer eng Baustellenzäit ass. A wann Der am Ausland kuckt oder op groussen Autobunnen, wou et emol esou Tronçone sinn, da wësst Der, et geet ni 100%eg gutt. Mee mat där Autobunn hei geet et souwisou net gutt, an dat ass jo och de Grond, firwat mer déi Aarbechten do maachen an déi Capacitéit do wëllen erweideren.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 304 vun der Madamm Martine Hansen un den Här Minister fir Energie iwwert d'Präishauss vum Spritt vu leschte Freideg. An des Fro stellt den Här Gilles Roth a Vertriebung vun der Madamm Martine Hansen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 304 du 8 mars 2022 de Mme Martine Hansen relative à la hausse des prix des carburants vendredi dernier, adressée à M. le Ministre de l'Énergie**

**M. Gilles Roth** (CSV), en remplacement de Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Ech erlabe mer des Fro ze stellen a Vertriebung vun eiser Fraktiounspresidentin, dem Martine Hansen, déi haut e Stierfall bei sech an der Famill huet. Hir Schwëster

ass no laangem Leide gestuerwen an eis Gedanken, déi si beim Martine a bei senger Famill.

Déi Fro, déi ech wollt stellen am Numm vun der CSV-Fraktioun, déi riicht sech un den Energieminister, den Här Turmes, an déi geet effektiv ëm déi explodéierend Sprittpräisser, wou eng leschten Hausse, eng substanzuell Hausse de leschte Freideg notamentum um Diesel komm ass.

Sécherlech hunn déi Sprittpräisser mat dem Ukrainkrich ze dinn. Mee si hunn net nëmme mat dem Ukrainkrich ze dinn. Dat ass och d'Ursach, firwat dass mir viru Wochen dese Sujet als CSV-Fraktioun thematiséiert hunn. Déi Präisdeierecht um Spritt, um Mazout an un anere Produiten, déi geet bis wäit an d'Mittelschicht vun de Lëtzebuergere eran. An Dir wësst, dass de Lëtzebuergere an déi Leit, déi hei wunnen, laang stallhalen. Mee Dir wësst och, wann Der an Äre Gemengen a soss mat de Leit schwätzt, dass déi Präisdeierechten d'Leit seriö erfaassen a vill Leit d'Enner um Enn vum Mount net méi zesummekréien. A fir vill Leit ass d'Enn vum Mount virun dem 28. oder dem 31.

Ech wëll Iech just ee Beispill ginn, wat dat fir déi eenzel Famill oder fir deen eenzelne Steierzueler ausblennt. E Liter Diesel, also en Tank Diesel vu 50 Liter, dee kascht haut ronn 30 Euro méi deier wéi virun engem Joer.

Wann Der dat op eng Duerchschnittsflaeschung vun 20.000 Kilometer pro Joer mat 7 Liter rechent, da sinn dat 700 Euro. Dat si 700 Euro. Den Index vun enger Persoun, déi 4.000 Euro brutto verdéngt oder als Pensioun huet, déi kritt bei enger Indexbranche 2,5 % bäi, dat sinn 100 Euro. Wa se do d'Steieren dovun of-rechent, sinn dat bei engem marginale Steiersaz vu 40 % 40 Euro. Da geet nach d'Sécurité sociale of, well déi Leit bezuelen alleguete Sécurité sociale, nach eng Kéier 12 Euro. Dat heescht, vun deenen 100 Euro hunn déi Leit nach 48 Euro Rescht – 48 Euro.

Setzt déi emol an de Verglach ...

*(Interruption)*

Setzt déi emol an de Verglach mat deenen 30 Euro, déi d'Leit méi bezuelen op enger Tankfüllung. An eng Tankfüllung, do wësst Der, besonnesch am ländleche Raum, dass déi net iwwert de Mount duergeet.

Fir Iech ze soen, wat de Staat dorobber verdéngt op engem Liter Diesel: 1,72 Euro. Elo kënt Der alleguerten de Kapp rëselen. Mee d'Rechnung ass kloer. 41 % vun deem Liter Diesel ginn an d'Accisen. Da ginn nach eng Kéier 9 Cent an d'CO<sub>2</sub>-Steier an et gi sage und schreibe nach eng Kéier zousätzlech 25 Cent an d'TVA. Dat heescht, grosso modo verdéngt de Staat eleng op 1,72 Euro, déi de Mënsch pro Liter Diesel op der Pompel bezitt 75 Cent. Dat heescht, vun deem Liter Diesel, dee verzaapt gëtt, verdéngt de Staat 44 %.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen dat an deesen Zäiten net normal. Mir fannen et net normal, well niewent de Sprittpräisser jo och nach d'Hëtzes derbäikënt an op een Tank Mazout kommen ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... och nach eng Kéier 2.500 Euro Méikäschten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Roth, mir sinn an enger Froestonn an net an enger Explikatiounstonn.

**M. Gilles Roth** (CSV), en remplacement de Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, jo, mir sinn an enger Froestonn. An duerfir ass déi ganz kloer Fuerderung vun der CSV, dass déi Suen, déi de Staat als Méieinamen op der TVA huet, direkt un d'Leit zrëckginn. A mir froen, wat d'Äntwert vun dem Energieminister, dem Här Turmes, dorobber ass, dass en dat do net ideologesch kuckt, well bis elo kréien d'Leit, déi mat Diesel, Bensinn fueren, an deene Moosnamen, déi de

Staat erhuewen huet, glat a guer näischt. A mir hätte gären eng kloer Äntwert vum Energieminister, wat e fir déi Präisdeierecht, déi notamment e Samschdeg an e Sonndeg op d'Leit zoukomm ass ..., wéi en iwwert déi denkt.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Roth. Den Här Bausch freet d'Wuert.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech wollt just eng Fro stellen. Mir hu kee Problem, dat doten ze diskutéieren, mee datt dem Här Roth seng Interventioun elo par rapport zum Libellé ... Dat ass eigentlech eng Interpellatioun oder eng Heure d'actualité. Mir kënnen jo ..., den Här Turmes kann net a fënnf Minutten dat doten hei beäntweren, beim beschte Wëllen.

An ech fannen, Här President ... Här President, wann Der erlaabt. Här Roth, wann Der erlaabt, Iech dierfen eppes ze soen. Wa mer gären ... Ech hu kee Problem ... Mir si bereet, fir alles an déi Chamber hei diskutéieren ze kommen, mee da muss mer awer vläicht aner Formulle fannen. Mir kënnen net esou e vasten Thema hei a fënnf Minutten an enger Heure de questions offäerdeg. Ech fannen dat net ganz korrekt.

**M. Fernand Etgen**, Président | Dir hutt absolutt Recht, Här Roth ...

*(Hilarité)*

... an dofir kritt den Här Turmes elo d'Wuert an deem stinn am Fong geholl ...

*(Hilarité)*

... da véier Minutten zou, fir op déi Fro ze äntweren. An ech géif den Här Turmes bidden, sech un déi véier Minutten ze halen. An dat anert, dat muss mer dann eng aner Kéier diskutéieren, wann een eeben déi Fro esou breet fächert, wéi den Här Roth et gemaach huet, an abuséiert huet vu senger Zäit iwwer méi wéi dat Duebelt. Merci villmools.

**Une voix** | O!

**M. Gilles Roth** (CSV), en remplacement de Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hu gäre fir d'Lëtzebuurger abuséiert vu menger Zäit.

*(Brouhaha)*

An eng Heure ...

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | O, dat huet awer mat de Lëtzebuurger elo guer näischt ze dinn. Här President ...

*(Interruptions diverses)*

**M. Gilles Roth** (CSV), en remplacement de Mme Martine Hansen (CSV) | An eng Heure d'actualité ass ugefrot fir d'nächst Woch.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Gilles Roth, Dir hutt schon abuséiert vun der Zäit, déi Dir zur Verfügung hat, a loosst elo den Här Turmes schwätzen.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Et ass schued, dass esou e wichtige Sujet esou hei polemiséiert gëtt.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Roth, Dir sidd am Fong geholl ëmmer deen, dee sech Saachen zoomutt, déi Iech opgrond vum Reglement net zoustinn. Dir sidd wierklech deen, deen sech am Fong geholl am heefegsten net un d'Regelwierk, wat an dësem Haus gëllt, hält.

**Une voix** | Erwëscht! Erwëscht!

**M. Gilles Roth** (CSV), en remplacement de Mme Martine Hansen (CSV) | Geheit Der mech elo och nach gären eraus, Här President?

**Une voix** | E Recidivist! E Recidivist!

**M. Fernand Etgen**, Président | Sou, Här Energieminister, Dir hutt elo d'Wuert.

*(Brouhaha)*

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Gutt. Ech mengen, mir sinn an enger ganz eeschter Situatioun. Mir haten e Pétrolsmarché, dee war schon ugespaant. Ech mengen, déi Grënn hat ech nach eng Kéier hei erkläert. Nom Covid hu ganz vill Regierungen op der ganzer Welt eigentlech wirtschaftlech Stimulusprogrammer gemaach. Dat huet d'Nofro vum Pétrol no uewe gedriwwen, an an engems musst Der och verstoen, dass während dem Lockdown vum Covid eenzel Pétrolsproduzenten aus dem Marché erausgaange sinn, notamment och an Amerika bei Seaoil.

Déi ganz ugespaante Situatioun ass natierlech elo nach zousätzlech befeiert duerch deen Iwwerfall vun Russland op d'Ukrain. De Marché ass extreem nervös. All Äusserung vun deem engen oder vun deem aneren huet onwarscheinlech Spréng vun de Pétrolspräisser mat sech bruecht oder bréngt der am Moment mat sech.

D'lescht Woch – wou ech och länger an der Kommissioun driwwer geschwat hunn –, hate mir eng gewëssen Hoffnung, dass d'OPEC, déi jo d'Uelegproduzentelänner sinn, dass sech do géif eppes beweegen. Do ass awer elo näischt geschitt. Dat anert, wou een och gesäit, wéi Russland an enger gewësser Hisiicht och bal knaschteg spillt, ass deen Accord mat dem Iran, wou et jo ëm den Atomprogramm vun dem Iran geet. Ech mengen, do war elo eng gewëssen Hoffnung do, dass dee kéint ofgeschloss ginn. An da géif Iran op de Weltmarché kommen. Och dat gëtt vu Russland am Moment blockéiert, soudass mer eng ganz schwiereg Situatioun hunn.

Dir hutt och gesinn, dass déi Diskussioun, déi de Weekend an Amerika vun de Republikaner gefouert ginn ass am Ufank fir ze soen: „Mir kafen elo guer kee Pétrol méi aus Russland“, dass dat och nach eng Kéier derzou gefouert huet, dass de Präis no uewe gaangen ass. Dat heescht, mir sinn an enger extreem volatiller Situatioun, wat ... Ech mengen, mir sinn hei an engem globale Marché. Wat een do muss maachen, dat si global Reaktiounen. Duerfir war jo och d'lescht Woch eng wichtige Reunion um Niveau vun der Internationaler Energieagentur. An do ass jo och en Oil-Release-Programm decidéiert ginn. En ass nach net duerchgefouert ginn, dat heescht, et sinn Einzeler, déi soen, dat hätt jo guer keen Impakt gehat. Dir musst wëssen, dass dat, wat d'lescht Woch decidéiert ginn ass, elo an der Preparatioun ass. Do hu mer eng ganz Rei Länner weltwäit, Kanada, Mexiko, Amerika, anerer, déi do matmaachen. An dee Programm gëtt elo organiséiert a gëtt déi nächst Deeg dann och duerchgefouert. An da gesäit een, ob déi Moosnam, fir um Weltpétrolsmarché ze intervenéieren, ob dat iergendeen Effet huet.

An Zwëschenzäit hu mer jo och als Regierung ganz wäitreechend Moosname geholl beim Gas, beim Stroum. An et ass jo och esou, dass d'Allocation de vie chère eropgesat ginn ass, a mir hu se och méi breet gemaach. Dat heescht, den ieweschte Plaffong vun engem Empfänger ass elo ëm 25 % no uewe gesat ginn. An da gëtt et e Formulaire, dee vun Ministère vun der Madamm Cahen déi nächst Deeg elo wäert op den Internet kommen. Da kënnen all déi Leit, déi am Moment Schwieregkeeten hunn an do drënner falen ... Déi 4.000 Euro, do hu mer e Plafong, dee méi

héich ass, soudass Leit, déi den Här Roth do virdrun erwänt huet, kënnen, wann dat dann esou ass an et ëm eng Mazoutsrechnung geet, gehollef kréien.

Mir sinn och amgaang, mat de Betriber ze kucken, wéi eng Moosnamen dass mer huelen. A muer wäerte mer an der Regierung elo nach eng Kéier de Point maachen. Haut kënn och an dese Minutten en neit Dokument eraus vun der Europäescher Kommissioun, wou mer als Europa geschlossen och probéieren, hei op déi Kris eng Äntwert ze ginn.

D'iwwernächst Woch ass eng Reunion zu Paräis vun der Internationaler Energieagentur. An do wäerte mer dann natierlech och nach eng Kéier iwwert deen Oil-Release-Programm eraus driwwer diskutéieren, wat mer kënnen als international Staatgemeinschaft maachen, fir de Pétrolspräis an de Grëff ze kréien. Mee dat ass net einfach. An ech mengen, et ass keng einfach Situatioun. Mee mir mussen awer och oppassen, all déi Iddien, déi, déi eng oder aner hunn ... Et sinn der jo och, déi soen, mir fréieren de Pétrolspräis an, mir fréieren de Gaspräis an ...

Ech ginn Iech just d'Beispill vun Gaspräis: De Gaspräis afréieren, een Euro pro Megawattstonn, wann ech dat just maache fir d'Haushalter zu Lëtzebuerg, kascht 3,3 Milliounen. De Gaspräis ass méi wéi 50 Euro d'Megawattstonn geklommen, dat heescht, wa mer op déi Moosnam agaange wieren, dann hätte mer elo schon 110, 120 Milliounen verbrannt. An ech mengen, et ass och wichtig, dass mir als Regierung op d'mannst och mat eisem Budget seriö ëmginn an net hei aus der Héft schéissen.

Ech soen Iech villmools Merci.

*(Brouhaha)*

**Une voix** | Dat ass keng Äntwert op d'Fro.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 305 vun der Madamm Jessie Thill un den Här Minister fir Energie iwwert d'EU-Strategie betreffend Fossilenergien. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

*(Brouhaha)*

Här Roth, Dir hutt d'Wuert net méi.

*(Interruptions diverses)*

Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruptions diverses)*

**Une voix** | Den Här Bausch huet den Här Roth eppes gefrot an den Här Roth huet dem Här Bausch geäntwert, Här President.

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Roth, dann huet den Här Bausch mat an da gitt Der dat, wat Der ze klären hutt, virun d'Dier klären. Madamm Thill, loosst Iech net duerch déi do beieren.

**– Question n° 305 du 8 mars 2022 de Mme Jessie Thill relative à la stratégie de l'Union européenne concernant les énergies fossiles, adressée à M. le Ministre de l'Énergie**

**Mme Jessie Thill** (déi gréng) | Här Chambers-president, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, d'EU finanzéiert aktuell mat hiren Energieimporter dem Putin säi Krich an der Ukrain, andeems gewaltig Menge Gas, Ueleg a Kuel aus Russland akaf ginn.

Haut ass d'EU-Kommissioun zesummen, fir enger Strategie ze schaffen zur Energieversuergungssécherheet. Déi aktuell Situatioun huet verständlecherweis e staarken Afloss op de Positionnement vun dëser



Versuergungssécherheet. Hei geet et awer net nëmmen ëm d'Ofhängegkeet vis-à-vis vu Russland, mee generell vu fossillen Energieimporter.

An dësem Kontext wéilt ech gären déi follgend zwou Froen un den Här Minister Turmes stellen: Als éischt d'Ofhängegkeet vu fossillen Energien: Wat sinn d'Haaptelementer, déi ee sech elo am Dokument vun der EU-Kommissioun erwaarde kann? Wéi gesäit de Minister déi aktuell Situatioun zur Versuergungssécherheet a wat maache mir konkret hei zu Lëtzebuerg, fir manner ofhängeg ze ginn?

An dann als zweet Fro zur Atomenergie: Eng weider Problematik sinn d'Atomkraftwierker an der Ukrain, déi aktuell eng Gefor fir d'EU duerstellen, well se vu russeschen Truppe besat a geziilt ugegraff ginn. Wéi schätzt de Minister hei déi aktuell Situatioun an der Ukrain am Bezuch op d'Sécherheet vun dësen Anlagen an? Wéi gesäit d'Reaktioun vun der EU op dës Situatioun aus? Ka Lëtzebuerg heirop Afloss huelen?

Och déi international Atombehörd IAEA huet dovu gewarnt, datt déi ukrainesch Atomkraftwierker ëmmer méi zu engem Risiko ginn. Als wéi schlëmm schätzt d'IAEA déi aktuell Situatioun an a wat sinn d'Virschléi vun der EU?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Thill. Den Här Minister fir Energie, den Här Claude Turmes, huet d'Wuert.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Et ass effektiv esou, dass d'Europäesch Kommissioun haut eng nei Kommunikatioun verëffentlecht iwwert d'Energiesituatioun an Europa. Déi war ugekënnegt fir d'Mëttegstonn, si ass awer elo op 15.30 Auer verschoben. Ech mengen, et ass kloer, dass och innerhalb vun der Europäescher Kommissioun do nach eng ganz Rei Diskussiounen sinn, wéi een elo do effikass virgeet. Et sinn e puer Leake ginn, also et hat een e puer Dokumenter vu leschter Woch.

Ech war e Freideg och nach mat e puer Leit, déi do um Text schreiwen, um Telefon. Ech mengen, et ass fir jiddweree kloer, an dat war och interessant beim leschte Meeting vun den Energieministern, dass mer mussen méi schnell virumaache mat der Energieeffizienz, mat den erneierbaren Energien. An eng vu menge Fuerderungen, wou ech säit Wochen a Méint elo hannendru war, ass, dass mer eng besser Reegelung brauche fir d'Gasspäicher, virun allem an Däitschland, an Éisträich an Holland, wou Gazprom och de Besëtzer ass vun deene Späicher. Ech ginn dervun aus, dass dat elo de Mëtteg an den Text kënnt, an dat ass och fir d'Gasversuergungssécherheet vu Lëtzebuerg e ganz, ganz wichtege Punkt.

An och erwaarde mer eis an deem Dokument vun der Kommissioun e ganz Kapitel doriwuer, wéi mer de Betriber geziilt hëllef. Dir wësst, dass d'Betriber an engem europäesche Bannemarché sinn an dass et natierlech wichteg gëtt, dass een do net ee Land géint dat anert ausspillt, dass mer iwwerall an Europa de Betriber hëllef, mee am beschten esou cibléiert wéi méiglech.

Fläicht e Wuert zu där ganz schwieeger Situatioun an der Ukrain, wat d'Atomkraftwierker ubelaangt, besonnesch dat zu Saporischschja. Et ass eemoleg an der Weltgeschichte, dass e Land an engem Konflikt mat engem anere Land Atomkraftwierker notzt, fir psychologesche oder souguer vläicht driwwer eraus eng reell Bedroung vun der Bevëlkerung ze maachen. An dat wier jo och eng Bedroung, déi bei engem Accident géif wäit iwwert d'ukrainesch Grenzen Impakt op aner Länner hunn.

Wat hu mir gemaach? Mir hunn eise Botschafter zu Wien, dee bei där Internationaler Atomenergiebehörd sëtzt, direkt kontaktéiert. Mir hunn och mat Däitschland zesummen dunn derfir gesuergt, dass direkt Drock do war, dass den Här Grossi, deen den Direkter ass vun där Agentur, sech ageschalt huet. Dee probéiert jo am Moment, vor Ort ze goen.

Dat Geféierlechste ass engersäits, et ass natierlech ... Dir musst Iech virstellen, Dir bedreift en Atomkraftwierker – et ass jo näischt Einfaches – an niewendru steet eigentlech ee mat engem gezückte Revolver, well et ass näischt anescht, dass déi Leit, déi an deem Reakter schaffen, haut also quasi gezwonge gi vun de Russen, vum russesche Militär, déi do sinn, fir do weider ze schaffen. An dat richteg Geféierlecht ass eigentlech: Dir hutt dräi Stroumleitungen, déi op dat Atomkraftwierker zouginn, a wann de Stroum ewechfällt, dat ass ëmmer dee geféierlechste Moment – ech mengen, dat war och zu Fukushima de Fall –, dat heescht, dass dann de Reakter net méi gekillt gi kann.

Gutt, do si mer nach net. Mee ech mengen, et ass awer dat, wou mer elo mussen dorop hischaffen, dass dat eben net geschitt.

Et ass och esou, dass de Mëtteg de Lëtzeburger Botschafter zu Wien am Numm vun der Regierung eng Interventioun wäert maachen, fir nach eng Kéier drop hanzeweisen: Éischtens, et ass och e Broch vun enger besteeënder UN-Charta, dass een eigentlech dat net därerf maachen, wat Russland do mécht.

Dat Zweet ass, nach eng Kéier drop hanzeweisen, dass alles muss gemaach ginn, vor Ort, fir dass dat do net ausufert. An dat Drëtt ass eben och, fir einfach nach eng Kéier wierklech d'Fro och ze stellen ... Normalerweis gëtt diskutéiert iwwert d'Atomsécherheet an déi huet awer e Safety-Aspekt a se huet e Security-Aspekt, an hei gi mer elo wierklech a militäresch, deelweis schon hallef terroristesche Aktiounen. Ech mengen, et ass immens wichteg, dass mer do dann och schnell ... Ech mengen, dat ass och eis Fuerderung, dass mer dann international awer och kucken, wat léiere mer heiraus an dass et och muss nei Reegele ginn, fir dass esou eppes net geschitt.

Vläicht nach ee Wuert zu ... Et si jo Leit, déi mengen, et misst een esou Minireaktere bauen an där bräicht ee jo dann Zéngtausenden. Ech mengen, dat heite weist, dass esou eppes en enorme Sécherheitsrisiko fir d'Welt wier, soudass mer, mengen ech, besser hunn, mir setzen op erneierbar Energien, dat ass wierklech eng Energie, wou ech net kann erpresst ginn, an net op d'Atomenergie.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoools, Här Turmes.

An déi lescht Fro, d'Fro Nummer 306, kënnt vum Här André Bauler un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Renovatioun an d'Modernisatioun vum Häreberg. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 306 du 8 mars 2022 de M. André Bauler relative aux travaux de rénovation et de modernisation du centre d'instruction militaire au Herrenberg, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Performant militäresch Infrastrukturen an Ekipementer stinn de Moment nees am Fokus vun der Aktualitéit. 2018 – Dir erënnert Iech – ass hei am Parlament e Gesetz gestëmmt ginn iwwert de Reamenagement vum besteeënde Gebaier vun der Caserne Grand-Duc Jean um Häreberg zu Dikrech an iwwert d'Vergréisserung vun dëser Kasär.

Domat ass entscheet ginn, fir d'Infrastrukturen um Häreberg zu Dikrech an der Kasär Grand-Duc Jean ze moderniséieren. Dat war och batter néideg, well verschidde Gebaier an engem dach deelweis desolaten Zoustand waren, zum Beispill déi sanitär Ekipementer. De Bauprogramm ass vast ugeluecht. E geet vu sportlechen Infrastrukturen iwwert déi administrativ an déi schoulesch Lokaler, Raimleckeete fir Kantine, Fräizäit, Sécherheet, iwwer Stockage bis hin zu diversen Hangare fir militäresch Gefierer.

Virun deem Hannergrond wollt ech dem Här Minister follgend Fro stellen: Wou sinn dës Aarbechten de Moment drun? Ass och virgesinn, fir um Häreberg déi digital Infrastruktur weider ze verstärken, déi besonnesch a Konfliktsituatiounen erfuerdert ass an agesat gëtt?

An zum Schluss: Wéi si mer den Ament vum verfügbare logistesche Material hier opgestallt, dat mer am Krichsfall am Concert mat anere Länner am Kader vun der NATO eventuell missten asetzen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoools, Här Bauler. Den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Et ass gutt, datt ech zwou Kape mateneen ophunn, déi vun de Bauten an och d'Defense. Duerfir kann ech déi lescht Fro matbeantworten, soss wär dat méi schwieereg gewiescht.

Merci awer dem Här Bauler fir déi Froen. An et ass esou, datt dat Gesetz effektiv, wéi hie gesot huet, 2018 scho gestëmmt ginn ass an elo gëtt et eescht, wéi een esou schéi seet. Dat heescht, mir wäerte 27 bestoend Gebaier elo an Ugrëff huelen, plus siwe Gebaier, déi nei gebaut ginn. Déi siwen nei Gebaier, déi gebaut ginn, sinn d'Kantine, d'Sportshal, en Hangar fir Gefierer. D'ganz Heizungsanlag gëtt nei gebaut. Et kënnt och eng Pelletheizung dohinner.

Dat Ganzt geschitt an dräi Phasen. 2021 sinn d'Preparatiounsaarbechte gelaf, d'Autorisatiounen all gefrot ginn an déi hu mer och elo alleguerten. Dat heescht, et ass imminent, datt et lassgeet mat der éischerter Phas. Déi ass och virgesinn 2022, elo nach nächst Wochen. Ech kommen nach drop zrëck, wann et lass soll goen.

Déi éischt Phas, déi geet tëschent 2022 an 2024 an do gëtt ongeféier 50 % vum Budget verbraucht. Dat betrëfft alles dat, wat nei gebaut gëtt. An da kënnt déi zweet Phas, dat ass 2024–2026 an dann nach eng Kéier 2026–2028, allkéiers 25 % vun de Sue wäerte benotzt ginn, well dann de Projet ofgeschloss gëtt bis 2028.

Et ass esou: No Ouschtere wäerten d'Terrassementsaarbechte lassgoe fir déi nei Gebaier, vun deenen ech virdu geschwat hunn, an dann duerno wäert et natierlech direkt lassgoe mat de Gebaier; dat ass d'Sportshal an esou weider, all déi Saachen. Et ass och esou, do sinn eng Rei Saachen dobäi wéi d'Sportshal, dat ass eminent wichteg, well ech mengen, déi aktuell ass an engem ganz, ganz schlechten Zoustand an net méi dat, wat een haut brauch.

Zu all deem, wat ech beschriwwen hunn, kommen awer nach zousätzlech Saachen derbäi. Mir hunn eng Analys maache gelooss vum Häreberg am Kontext vun deem ganze Projet, deen ech hunn, fir och de Carbon Footprint vum Häreberg erfzesetzen – wéi mer méiglechst kéinten d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen bei der Arméi reduzéieren. An déi Analys, déi ass fäerdeg an déi huet erginn, datt ganz groust Potenzial do ass fir Fotovoltaik, fir Stroum ze produzéieren, datt den Häreberg sech kann zu 65 % selwer bedéngen. An dat ass scho

relativ vill, wann ee bedenkt: Et gëtt jo vill Stroum verbraucht um Häreberg mat all deem, wat mer do hunn. An déi ganz Fotovoltaik-Anlag, déi geet ... wann Der de Budget gutt gekuckt hutt vun deem Joer, do stoung dëst Joer den éischte Montant am Budget. Dat ass e Gesamtkäschtepunkt vun 20 Milliounen. Dat gëtt ganz iwwert de Budget finanziert. Dir kënnt Iech erënneren, do war eng Motioun och an der Chamber an der Zäit gestëmmt ginn, wou ech d'Autorisatioun kritt hu vun der Chamber, an déi Richtung ze goen.

Da kënnt nach de ganzen Hangar fir logisteschen Saachen a virun allem och fir d'Dronen derbäi. Dir wësst, datt mer mat den Hollänner zesummen an engem groussen Droneprogramm sinn an do brauche mer och en neien Hangar. An et wäert och elo nach e Gesetzesprojet nokommen, e Finanzéierungsgesetz vun der Defense. Dat betrëfft déi ganz Logistik an och de Cyberberäich, wou mer jo och massiv ausbauen.

A fir Iech och direkt drop ze äntweren: Ech mengen, mir si relativ gutt opgestallt am Logisteschen. Mir sinn do souguer ëmmer relativ staark, natierlech am Verhältnis zu eiser Gréisst. Mee zum Beispill elo a Litauen, do hu mer jo sechs Zaldote sur place, mee do maache mer virun allem Logistik, dat heescht an der Grenzförsicherung a Litauen. Also dat ass schonn e Beräich, wou mer ganz staark sinn. An da guer net ze schwätze vun aneren Domänen, eisen A400M, also alles, wat mer amgaange sinn ausbauen am logistesche Beräich, wat och ëmmer méi benotzt gëtt vun eise Partnerstaaten.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Bausch.

## 5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Gläichstellung vu Fra a Mann, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. An ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Dan Biancalana ginn als Vierterder vun der LSAP-Fraktioun. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

**M. Dan Biancalana (LSAP)** | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci, dass mer haut um internationalen Dag vun de Fraerichter an dëser Aktualitéitsstonn kuerz iwwert d'Thema Egalitéit tëschent Fraen a Männer diskutéiere kënnen. Ech denken awer, dass mer eis sollten, esou wéi et eigentlech ursprénglech ugefrot war, méi Zäit huelen, fir eis am Fong mat de verschiddeenen Aspekter an Erausforderunge vun der Gläichstellung ze beschäftegen an eng Interpellatioun dann zu engem spéideren Zäitpunkt sollte virgesinn.

Fir haut ass et wichtig, en Zeechen ze setzen, dass och d'Chamber d'Gläichstellungspolitik an de Virdergrond setzt, mee et sollt och e Rappell sinn, dass dat net nëmme um 8. März e wichtige Sujet fir eis ass, mee am Fong d'ganz Joer.

**Une voix** | Très bien!

**M. Dan Biancalana (LSAP)** | Här President, mir wëssen all, dass d'Gläichstellung an eiser Verfassung verankert ass. Mir wëssen awer och, dass se de facto an der Realitéit net erreicht ass, trotz villen Initiativen a Moosnamen, déi geholl goufen, iwwer all déi lescht Joren. Et si sécher Verbesserungen ze verzechnen, nach bleift viles ëmzesetzen.

Dass déi Politicke lues, mee awer sécher ufänken, hir Friichten ze droen, weist och d'Verbesserung vu Lëtzebuerg beim Egalitéitsindex, deen a siwe Beräicher d'Gläichstellung tëschent de Fraen a Männer moost. Do si mer vu 55,6 Punkten 2005 op 61,2 Punkten 2010 geklommen a leien haut bei 72,4 Punkten, 4,4 Punkten iwwert dem EU-Durchschnitt an op der néngter Plaz an der Europäescher Unioun. Dat ass positiv.

Zanter 2018 konnt Lëtzebuerg e Plus vun 2,1 Punkten errechen, virun allem wéinst Verbesserungen an de Beräicher vum Pouvoir, dat heescht dem Undeel vun de Fraen an den Entscheidungsstrukturen, an den zweite Volet, de Suen, dat heescht déi finanziell Ressourcen an déi ekonomesch Situatioun. Do mécht Lëtzebuerg säi beschte Score a läit bei 92,4 Punkten a beim Ënnerberäich vun de finanzielle Ressourcë sti mer mat 98 Punkten op der éischter Plaz. De rezente Zuelen no louch och den Gender Pay Gap zu Lëtzebuerg 2019 bei 1,3. Dat weist, dass mer an deem Beräich ganz no un der Gläichstellung sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Dan Biancalana (LSAP)** | En héije Score hu mer och am Beräich „Wëssen“ mat 70,8 Punkten a virun allem am Ënnerberäich Instruktioun a Participatioun mat 88,7 Punkten. Hei gouf et also e Plus vun 13,9 Punkten zanter 2010. Och dat, mengen ech, ass ganz, ganz positiv.

Alles an allem gëtt den Index eis also eng ganz gutt Zensur. D'Entwécklung geet also an déi richteg Richtung, mee weist awer och nach, dass esou munches ze maache bleift a weist awer och nach, wou et haakt.

Am Beräich vun den Entscheidungsstrukturen bleiwen hei zu Lëtzebuerg déi gréissten Inegalitéiten: 53,4 Punkten. Am schlechteste schneide mer am Ënnerberäich vun de wirtschaftlechen Entscheidungsstrukturen of, wou trotz enger staarker Progressioun vun awer gutt 32,2 Punkten zanter 2010 eise Score mat 37,5 Punkten net gutt ass. Hei si mer op der 15. Plaz. Dat muss ee sech op der Zong zergoe loosser.

An der nationaler Politik si mer bei ronngem Drëttel Fraen. Et ass kloer: „On peut, on doit mieux faire!“ D'Gesetz iwwert d'Quote brauch sécherlech Zäit, bis et gräift, mee mir bleiwen alleguer gefuerdert, fir do geziilt, volontaristesche a konsequent méi Efforten ze maachen, dat heescht: generell méi staark Fraen opbauen, ënnerstëtzen an no vir bréngen. An et brauch geziilt Informatioun a Sensibiliséierung fir Egalitéit a Paritéit ëmsou méi, well eise Walsystem et generell Newcomeren effektiv schwéier mécht, Fousse ze faassen.

D'Gemengewale stinn net méi allze wäit virun der Dier. Grad dofir ass et wichtig, op Gemengenniveau d'Paritéit no vir ze bréngen. Do sti mer iwwerengs bei grad engem Véierel Fraen. Et ass dacks do, wou een als Kandidatin an als Kandidat seng éischt Schrëtt am politesche Liewe maache kann, wou een am noosten och Kontakt mat de Mënschen huet a wou een, wann een och wëllt, d'Fundament fir eng weider politesche Karriär leeë kann.

De Joresrapport vum Egalitéitsministère weist, dass bei de Gemengen effektiv ganz vill a Saache Gläichstellung geschafft gëtt, als Beispill fir hei kuerz ze ernimmen: d'Gläichstellungsdelegéiert an d'Opbau vum engem professionellen Netzwierk ënnert hinnen; e spezifesche Internetsite fir Gemengen zum Thema Gläichstellung mat enger ganzer Rei Starterkits an och enger Boîte à outils; thematesch Wochen iwwert d'Gläichstellung, déi organiséiert ginn; an nieft de scho méi laang besteende kommunale Services à l'égalité des

chances d'Pilotkonventionen, déi an enger éischer Phas och scho mat dräi Gemengen ofgeschloss goufen; an och grad wéi déi europäesch Charta fir Egalitéit um lokalen Niveau, déi e staarken Engagement vun de Gemenge bedeit a wou 27 Gemenge schonn ënnerschriwwen hunn; a wat awer och e ganz flotten Incentive ass: de Prix communal de la meilleure bonne pratique an der Gläichstellung.

Wat d'Prise de décision économique, also déi wirtschaftlech Entscheidungsstrukturen, ugeet, do ass nach vill Wee ze maachen. Dat ass dee Beräich, wou mer beim Egalitéitsindex denkbar schlecht ofschneiden. Do musse mer iwwerleeën, op wéi ee Wee mer wëlle goen, dee mer och bereet sinn ze goen, fir fir méi Paritéit do ze suergen.

Dat ass e Beräich, wou een eleng mat der Fräiwellegkeet wuel net richteg virukënn. An deem Kader wëllt ech och vun hei aus froen, wéi d'Positioun vun der Regierung géigeniwwer der EU-Direktiv vun der Egalité salariale a vu „Women on Boards“ ass.

Wichtig a richteg ass do, dass de Staat mat guddem Beispill virgeet. D'Zuel vun de Fraen an de Verwaltungsgréit a staatlechen a parastaatlechen Entreprisé respektiv Établissements publics ass iwwert déi lescht Joren eropgaangen, virun allem an den Établissements publics, wou mer bei ronngem 40 % leien. Hei ass also eng kloer Volontéit vun der Regierung ze verzechnen.

Opfalend ass, dass et a ville Beräicher awer och un Zuele feelt, zum Beispill a Féierungspositiounen an der Fonctioun publique. An ech mengen, och do wier et wichtig, dass d'Regierung an alle Beräicher kloer an zuverlässeg Zuelematerial hätt. Och dat géif dem jonken Observatoire de l'égalité zoukommen, fir deem genuch Ressourcen ze ginn, fir seng Aarbecht kënnen effikass ze maache mat de kompletten Zuelen, mat statisteschem Material. An ech mengen, och dat wier benefique, fir am Kader vun internationalen Etüde kënnen dovou Gebrauch ze maachen. Nëmme opgrond vun esou Donnéeë kann een och feststellen, wou et higeet, wou Handlungsbedarf besteet a wéi eng Mesuren och deementspreechend néideg sinn.

Wichtig ass natierlech och d'Gläichstellungspolitik an de Beräicher Educatioun, Formatioun an an de Beruffer. Et ass jo och oft do, wou déi sozial Constructiounen am gréissten an och am aschneidendste sinn. An deem Kontext ënnerstëtzen a begrësse mer Initiativen an Aarbechten, fir géint Stereotype generell an och an der Berufswiel virzegoen, Stéchuert Girls' Day a Boys' Day oder Social Boys oder Women in Science respektiv déi nei an erfrëschend Campagne vun jonken Handwierk.

Den A an O fir méi Gläichberechtigung ass en Ëmdenken an eiser Gesellschaft an awer och doheem, wat och en direkten Afloss op d'Aarbechtswelt an op d'Prise de décision huet.

D'Reform vum Congé parental am Joer 2016 war e Sprong no vir, an dat weisen och d'Zuelen, dass mer do zanter 2018 d'Paritéit erreicht hunn. Et wier also wichtig, dass déi ganz positiv Entwécklung do net ophält.

Als LSAP schwätze mer eis dofir fir e Recht och op Deelzäit aus mat engem kloeren Incitatif, fir dass déi zwee Elterendeeler dat Recht an Usproch huelen a sech och zu zwee gläichzäiteg ëm d'Famill këmmen. Dat ass och positiv fir d'Kanner, fir d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff, mee och fir d'Aarbecht an d'Beruffsliewen an d'Karriäre vu Fraen a Männer, déi dann à pied d'égalité ganz kloer géife stoen. Vlächtkomme mer dann och do ewech vun enger Situatioun, wou ee Responsabilitéitsposten nëmme da ka kréien, wann ee Vollzäit schafft.

**Plusieurs voix** | Très bien!



**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Et geet jo, mengen ech, och kloer hei ëm eng eegestänneg Existenzsicherung, ëm e gerecht Akommesverdeelen an och ëm gläich Participatiounschanzen.

Erschreckend ass awer och, dass de Sexismus op der Aarbechtsplaz nach ëmmer present ass. Ronn d'Hallschent vun de Frae wieren domadder konfrontéiert, huet rezent den OGB-L Equality an engem interne Sondage bei senge Membere recenséiert. Dat ass am Fong inakzeptabel. Hei geet et ëm Dignitéit an Integritéit. Doriwwer muss geschwat ginn. An dofir och meng Fro un d'Egalitéitsministesch, fir mam Aarbechtsminister an am Echange mat de Sozialpartner ze kucken, wéi een dergéint ka virgoen.

D'Thema Gewalt géint Fraen: Et war wichteg, dass d'Gläichstellungsministesch am Kader vun der Pandemie speziell Mesurë geholl huet, eng Informations- a Sensibilisationcampagne, permanente Monitoring, Arichtung vum Hotline an och Auswäichméiglechkeeten zur Verfügung gestallt huet notament am Kader vun Opfänkstrukturen. Doduerch konnt den Zouwuess vun häuslecher Gewalt relativ a Grenze gehale ginn am Verglach zum Ausland, wéssend awer, dass och hei null Toleranz gëllt. Dat, mengen ech, muss een och ganz kloer soen.

E lescht Wuert nach zu der Etüd iwwert d'Auswirkung vum der Pandemie op d'Gläichstellung. Dat gouf jo och kierzlech presentéiert. Dës weist, dass och natierlech d'Mesurë vun der Regierung – de Chômage partiel a Congé pour raisons familiales – a ville Fäll gehollef hunn an och schlëmm Konsequenzen an engem gréisseren Ausmooss verhënnert hunn.

Mee virun allem den Ufank vun der Pandemie weist awer och aus, dass méi Fraen de Congé pour raisons familiales geholl hunn an effektiv och an de Chômage partiel gaange si wéi deem entsprechend d'Männer. Hei, mengen ech, gouf och an deem Sënn eng Chance verpasst, fir dass d'Männer sech méi gläichberechtigt effektiv och bedeelegen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend: Den Index Report vun 2021 vum Europäeschen Institut fir Gender Equality stellt fest, dass mer bal – dass mer bal! – drai Generatioune brauche fir eng komplett Egalitéit, an dass d'Covidkris dee Prozess nach emol verzögert huet.

Als LSAP si mer der Meenung, dass mer dat net kënnen a sollen akzeptéieren an dass mer net nëmmen een, mee e puer Schrëtt méi musse maachen. Dofir brauch et weider Efforten, konkret Mesuren an e staarken Engagement vu Fraen a Männer zesummen, dass mir do zesummen och méi séier virukommen, fir dass eis Kanner, eis Meedercher a Jongen an enger besserer Welt liewen, wou och dann d'Gläichstellung net nëmmen an der Verfassung verankert ass, mee och um Terrain eng kloer Realitéit ass. Et geet hei schliisslech ëm Geschlechtergerechtegkeet an alle Liewensberäicher a Politikfelder, um lokalen an um nationalen, um europäeschen an um internationale Plang.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Georges Mischo** (CSV) | Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Gender

Gap vun 2020 vum Weltwirtschaftsforum huet et geheescht, dass mer nach 100 Joer bräichten, bis mer beruflech, politesch a wirtschaftlech eng Gläichstellung vu Fra a Mann weltwäit erreechen.

An dese Berechnung war natierlech eng global Kris wéi d'Covid-19-Pandemie net mat aberechent. D'Pandemie gehät dofir de Kampf fir d'Gläichstellung téschent Fra a Mann ëm Joerzénkten no hannen. D'Pandemie geet hoffentlech geschwënn op en Enn, mee d'Konsequenze wäerten eis nach laang beschäftegen, an dëst op villen Niveauen, och bei der Gläichstellung téschent Fra a Mann.

Krisensituatioune verschäerfen dacks scho bestoend Ongläichheeten. Fraen a Meedercher leiden am stärksten u wirtschaftlechen a soziale Follge vu Krisen. Si ginn dacks verstärkt Affe vu sexueller Gewalt. D'Meedercher si meeschtens déi Éischt, déi net méi an d'Schoul dierfe goen, wann iwwerhaupt, a sinn dacks déi Lescht, déi hir schoulesch Bildung dierfe weiderféieren. Beispiller kenne mer alleguerter leider genuch, an dat net nëmmen aus dem Ausland.

Frae verléiere méi dacks hir Plaz an hu manner Erspueres. An esou si Fraen a Meedercher dem Aarmutsrisiko méi séier ausgesat, wéi dat bei de Männer de Fall ass. Weltwäit si Fraen a Meedercher net nëmmen am akuutste vun den Auswirkung vum der Coronakris bedrot, et sinn och leider si, déi laangfristeg am meeschten un de Follge wäerte leiden.

Här President, fir sech elo op dee verbesserte Score vu Lëtzebuerg am Kader vum Indice d'égalité de genre ze baséieren an eis op d'Schëller ze klappen, well mer vu 70,3 op 72,4 Punkte geklomme sinn, wier haut um Internationale Fraendag sécherlech dat fälscht Zeechen, d'autant plus, well den Impakt vum der Coronakris net an d'Auswärtung vum Index Score vun 2021 mat agefloss ass.

Eng sëllegen Etüden hu gewisen, dass d'Pandemie zu engem Groussdeel och weiderhin um Réck vun de Fraen ausgedroe gouf. Et gouf festgestallt, dass et virop d'Frae waren, déi hir Aarbechtszäit reduzéiert hunn, an dass d'Fraen am stärkste vun Erschöpfung, Stress a Burnout-Symptomer betraff waren. Wie wonnert dat?

D'Infrastrukture fir d'Kannerbetreuung an d'Schoule goufe quasi iwwer Nuecht zougemaach. Primär Fraen hunn hir Aarbechtszäit reduzéiert an e Groussdeel an onbezuelt Aarbecht fir d'Kannerbetreuung an och fir d'Betreiung vu Familljemembere gestach. Natierlech waren duerch de Lockdown och méi Männer doheem an an der Erzéiung vun de Kanner agebonnen, mee dëst schéngt awer just eng kuerzfristeg Upassung un dës Ausnamesituatioun gewiescht ze sinn.

Et stellt sech kloer eraus, dass sech déi traditionell Aarbechtsopdeeling innerhalb vun der Famill nëmmen a klenge Schrëtter a Richtung vun enger Entlaaschtung vun de Fraen dréit. Gläichzäiteg, dat muss hei nach eng Kéier ënnerstrach ginn, waren et majoritär Fraen, déi un éischer Front vun der Kris stoungen a geschafft hunn, als Infirmière, als Caissière, Enseignanteën an natierlech a virun allem als Mamm.

Et sinn zu engem groussen Deel d'Fraen, déi bei der Pandemiebekämpfung kräfteg matgeholl hunn. Och wa mer si am mannsten an Diskussiounsdebatten oder Pressekonferenze gehéiert hunn, esou sollte si e gréissert Matsproocherecht beim Opschaffe vun dëser Kris kréien.

D'Promotioun vun der Chancëgläichheet fir Meedercher a Jongen erfuert definitiv en Engagement vu Klengem un. Sollt sech d'Kand fir e sougenannten „ontypesche“ Berufswunsch entscheiden, esou soll et déi néideg Ënnerstützung vun doheem an awer och

vun der Schoul kréien. Mee et ass och un der Gesellschaft, sech vun agetriebter Biller a Klischeeën ze léisen. Souwuel bei Frae wéi bei Männer dominéiere Virurteeler nach ëmmer vill ze staark, wat de Choix vun der Berufskarriär ueget. D'Medien an d'Werbung sinn un dësem Klischee natierlech net onschëlleg.

Wou leien d'Erausforderunge fir Lëtzebuerg bei der Gläichstellung vu Fra a Mann?

Eng verbessert Vereenbarkeet téschent Aarbecht a Famill fir Fraen a Männer ass zentral, well et ass eng Viraussetzung fir eng gläichberechtigt Participatioun um Aarbechtsmaart a fir Karriär ze maachen. Den Undeel u Fraen a Féierungspositionen an der Wirtschaft, Politik a Wëssenschaft muss weiderhi verstärkt encouragéiert a promovéiert ginn.

D'Frae sinn och a sougenannte MINT-Beruffer ënnerrepresentéiert, also mathemateschen, informatéschen, wëssenschaftlechen an technesche Beruffer, obwuel Meedercher do dacks besser ofschnede wéi d'Jongen. Hei muss den Effort fir d'Promotioun vun dese Beruffer fir Frae weiderhi verstärkt an ausgebaut ginn. Et ass och néideg, d'Erzéiungs-, d'Sozial- an d'Infirmièresberuffer opzewäerten an ze moderniséieren, déi traditionell haaptsächlech vu Fraen ausgeübt ginn.

Bei Scheedungen an Trennung sinn et dacks d'Fraen, déi dem Risiko vu finanzieller Onsicherheit ausgesat ginn. Dëst géllt nach eng Kéier verstärkt fir Fraen, déi monoparental sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Mischo** (CSV) | Vill Leit a vill Frae si sech zum Beispill net der Méiglechkeet bewosst, retroaktiv d'Pensionsrechter no engem Divorce zréckzekafen. D'Opfangnetz bestoend aus der néideger Betreiung a steierlecher a finanzieller Entlaaschtung an dësem Kontext muss dofir weiderhin adaptéiert ginn.

A bei all dese Punkte géllt: Niewent sougenannten „actions positives“, Reforme vum Congé parental oder dem Divorce, verbesserten Aarbechtszäitorganisatiounen, neie Betreuungsformen oder gesetzlech verankerte Quoten mussen dréngend Virurteeler a Stereotypen, Klischeeën a Rollebiller an eise Käpp ofgebaut ginn, fir dass de Wee fräi gëtt, wat eng Normalitéit ass, dass Fraen a Féierungspositionen schaffen, Astronautin ginn, Mechatronikerin, Camionsfuereerin, Industriemechanikerin an esou weider.

Dat Nämmelech géllt natierlech och an déi aner Direktioun. Et sollt och zur Normalitéit ginn, dass méi Jonge sech fir e Beruff am Sozialsektor entscheiden. Fir och um männleche Point de vue ze profitéieren, brauche mer dofir dréngend méi Männer als Infirmier, als Assistant social oder als Educateur, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Geschlechtergerechtegkeet fänkt an eisem Kapp un. Et ass schéin ze gesinn, dass den Engagement fir d'Gläichberechtigung mat de Generatiounen net ofhëlt. Au contraire: Et ass engem Groussdeel vun de Leit immens wichteg, soudass och d'Regierungen opgefuerdert sinn, méi derfir ze maachen. Well bei dësem Sujet géllt wéi bei kengem anere soss: E betrëfft eis all, Fra a Mann aus allen Alterskategorien an alle Berufsbranchen an an alle Liewenssituatiounen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Mischo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, fir d'éischt wëll ech dem Kolleeg Dan Biancalana Merci soe fir seng Initiativ, fir an der

Chamber hei iwwert d'Chancëgläichheet an d'Gläichstellung vun de Geschlechter an eiser Gesellschaft ze diskutéieren, an dat grad haut um 8. März.

Et ass e ganz wichtege Sujet zu Lëtzebuerg. An ech mengen, et ass e Sujet an der ganzer Welt, et ass e Sujet, iwwert dee mir leider heibannen eis net oft Zäit genuch huelen, fir am Fong driwwer ze schwätzen.

D'Waltraud Puzicha, eng däitsch Aphoristikerin, huet 1997 gesot: „Der Kampf um Gleichberechtigung endet erst, wenn Männer und Frauen die gleichen Rechte und Pflichten haben.“ Ech mengen, dass dat Zitat och 25 Joer duerno, och haut nach Bestand huet an eventuell souguer op en Deel vum Problem vun eiser Denkweis hiweist. Et geet nämlech net just duer, vu Fraerichter ze schwätzen, mee am Allgemenge vu Rechter a vu Flichte vu béide Geschlechter.

Wann ee sech den Index vun der Chancëgeschlechtergläichheet vun leschte Joer ukuckt, da fällt engem direkt an d'Aen – an den Här Biancalana huet et gesot –, dass Lëtzebuerg nieft Holland a Litauen zënter 2018 dee gréisste Fortschrëtt gemaach huet a Saache Geschlechtergläichheet. Am Verglach mat den Zuele vun 2010 huet Lëtzebuerg innerhalb vun den EU-Memberstaate souguer dee gréisste Sprong no vir gemaach.

Och am Beräich vun de Bildungschancen téschent Jongen a Meedercher bewisen d'Zuelen, dass eis Meedercher am europäesche Vergläch generell ganz héich schoulesch Ofschlëss hunn an och esou gutt Zukunftschancen.

All dës Zuele sinn natierlech kee Grond, fir eis haut selwer op d'Schëller ze klappen, mee si sinn de Beweis, dass mer um richtege Wee ënnerwee sinn, a si sinn och eng Motivatioun, fir op deem Wee do weiderzefueren. Et bleift awer definitiv, Kolleeginnen a Kolleegen, nach ganz vill Loft no uewen.

Haut ass also de Weltfraendag an op der Gare fént mat am spéiden Nomëtten eng Demo statt. Wat fuerderen d'Organisateure genau?

Ech kann am Kader vun där kuerzer Interventioun hei natierlech net op all Punkten agoen, mee loosst mech déi wichtegst erauspicken.

D'Salairesgläichheet steet op der Nummer 1 vun de Revendicatiounen. Dem leschten Index fir d'Geschlechtergläichheet no huet och do eist Land e gudden Sprong no vir gemaach, mee leider bleiwen och hei nach Efforten ze maachen, fir d'Geschlechtergläichheet tatsächlech ze errechen.

D'lescht Joer war den Unequal Pay Day de 5. Dezember. Dat heescht, dass d'Fraen déi lescht 26 Deeg bis zum Enn vum Joer fir näischt schaffe gaange sinn. Dat ass haaptsächlech de Fall bei den Niddregverdenger, wou d'Fraen iwwerrepresentéiert sinn.

Grad bei den niddrege Paien, also am Niddreglounsecteur, bestinn d'Ongläichheeten am Salaire weider. D'Aarbecht an d'Familljeliewe sinn natierlech ganz enk matenee verbonnen. D'DP setzt sech zanter Joren derfir an, dass mir eng besser Work-Life-Balance kréien, net nëmme fir d'Fraen, mee och fir d'Männer, well béid Partner solle sech d'Aarbecht am Stot besser opdeele kënnen, an och d'Kannerbetreiung soll ënner béide Partner gläichméisseg ze iwwerhuele sinn.

Laut enger Etüd vum Statec vum leschte Joer reduzéiert awer ëmmer nach all drëtt Fra hir Aarbechtszäit ab dem Alter vun 30 Joer.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, der Politik hir Aufgab ass et, de Leit iwwer Gesetzer d'Méiglechkeet ze ginn, fir méi flexibel ze schaffen, eventuell manner ze schaffen, ouni si awer iergendwéi an eng Richtung

ze zwéngen. Hei begrësse mir als Demokratesch Partei ganz besonnesch d'Bereitschaft vu ville Pappen, fir de Congé parental ze huelen an esou während den éischte Liewensjoer vun de Kanner vill Zäit ze hu mat hire Puppelcher an hire kleng Kanner.

Zäit mat der Famill, Zäit mat de Kanner ze verbréngen, dat ass de Wonsch vun all, ganz villen Elteren zu Lëtzebuerg. A verschiddenen Deeler vun der Welt gesäit dat nach ganz anescht aus. Loosst eis eng kéier ganz kuerz op den internationalen Niveau ze schwätze kommen! An ech denken, wéi ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen haut heibannen, mengen ech, besonnesch un d'Situatioun an der Ukrain. Männer verdeedegen hiert Land, während Frae probéieren, mat hire Kanner aus de Krichsgebiddere rauszekommen. An déi ganz Bevëlkerung an der Ukrain kämpft am Alldag ëm hiert Liewen.

A Pole leide ganz vill Fraen ënner deem ganz, ganz strengen Ofdreiwungsgesetz. An där Beispiller gëtt et der an der Welt ganz, ganz vill. Ech denken do och nach just un Afghanistan.

Loosst mech nach op den Impakt vun der Pandemie op d'Geschlechtergläichheet respektiv -ongläichheet agoen. Gëschter huet de LISER jo eng Etüd zu deem Sujet presentéiert. D'Aline Muller, d'Direktesch vum LISER, huet betount, dass d'Evolutioun zu enger Geschlechtergläichheet zanter der Pandemie stagnéiert huet, jo souguer liicht zrëckgaangen ass. D'Pandemie ass net geschlechtsneutral, an dëst aus direkt e puer Grënn – Stéchwuert: Aarbecht. Esou hu secteursbedéngt zanter März 2020 méi Fraen hir Aarbecht verluer wéi Männer. Mir schwätzen hei haaptsächlech vum Botzsecteur, awer och vum Horeca.

An derbäi kënn, dass och am Gesondheessektor majoritär Frae schaffen. Déi enorm Belaaschtung fir déi mental Gesondheet während der Covid-19-Pandemie ass hei besonnesch ervirzesträichen.

Ofschlëssend stellen ech fest, dass dat Ganzt zesummenhängt an een déi Evolutioun net vun haut op muer erreche kann. Mee mir sollten alles weider derfir maachen, fir eng Geschlechtergläichheet ze errechen.

D'Demokratesch Partei setzt sech derfir an, fir vun de Stereotypen iwwert déi typesch Geschlechterroll fortzekommen.

Här President, Gläichstellung ass leider keen Naturgesetz. Et geet net vum selwen. Mir mussen eppes maachen, fir dass mer virukommen. Fir d'DP ass eppes kloer: Participatioun, gläich Rechter, gläich Flichten a gläich Chancen, dat ass fir eis näischt aneres wéi en demokratesch Selbstverständnis. Duerfir lount et sech anzesetzen, duerfir lount et sech ze kämpfen, an dat net just haut, mee all Dag vum Joer.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Baum. An als nächsten ageschriwwene Riedner héiere mer elo déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Här President, Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Chancëgläichheet soll net just haut Gehéier fannen, mee Gerechtegkeet téscht all Geschlecht soll sech permanent am Alldag vu jidderengem erëmfannen an integréiert sinn. An awer ass et grad haut um Weltfraendag wichteg, dass mer haart sinn, dass mer op d'Strooss ginn an dass mer weider op Ongerechtegkeeten opmierksam maachen.

D'Zil ass et, eng gläichberechtigt Gesellschaft ze hunn. D'Zil ass et, eise Kanner, eise Meedercher wéi

och eise Bouwe vu Klengem un, vu Gebuert u bäizebréngen, dass all Mënsch déi nämmelecht Chancë verdéngt huet, dass kee Geschlecht privilegiéiert ass an dass jiddereen et verdéngt huet, am géigesäitege Respekt seng Identitéit esou auszeliwwen, wéi en dat fir richteg hält.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Mee leider si mer nach wäit ewech vun dëser Realitéit!

Här President, ech wëll a menger Fënnel-Minuten-Interventioun op dräi spezifesch Punkten agoen, wuel wëssend, dass dat just d'Spëtz vum Äisberg ass.

Als éischte Volet wëll ech d'Violence géint d'Fraen thematiséieren, sief et déi psychesch Gewalt wéi och déi physisch Gewalt. Frae sinn dës Gewalt wäit méi ausgesat wéi Männer. Dëst spigelt sech och ënner anerem an de Statistike vun de Fraen- a Männerhaiser erëm. Hei hunn ech nach viru Kuerzem eng Question parlementaire un d'Chancëgläichheetsministesch gestallt, fir nozefroen, wéi d'Capacitéit vun de Fraenhaiser aktuell ausgesinn an ob dës der reeller Demande vum Terrain entsprechen.

D'Donkelziffer seet, dass eng Fra vun dräi an hirem Liewen Affer vu Gewalt gëtt. A grad elo an der Pandemie muss een dervun ausgoen, dass d'Gewalt am Stot an d'Luucht gaangen ass.

Eng weider erschreckend Zuel, déi virläit: An der Moyenne intervenéiert d'Police zweemol am Dag am Grand-Duché am Fall vun haislecher Gewalt. A laut enger rezenter Etüd vum OGB-L hu 46 % vun de Befroten uginn, schonn emol Affer vu Sexismus gewiescht ze sinn an 19 % vun Harcèlement sexuel. Eng Fra vun zwou ass also hei concernéiert. An e weider gravéierende Constat: Just zwee vun dräi Affer hunn de Virfall och bei hirem Patron gemellt. Zuelen, Tatsaachen a Realitéiten, déi erschrecken. Hei muss onbedéngt dergéint geschafft ginn, déi richteg Hëllefstellung ugebuede ginn a massiv opgekläert ginn.

E weidere Punkt, op deem ech agoe wëll: Fraen op Decisiounsposten. Oder och: keng Fraen op Decisiounsposten! Op deene Plazen, wou Decisioune geholl ginn, sëtzen nach ëmmer bal nëmme Männer. Dëst géllt souwuel fir d'Privatwirtschaft, Verwaltungsréit, awer och fir d'Politik.

Huele mer d'Beispill hei aus eisem héijen Haus. Stand haut sëtzen 21 Fraen an 39 Männer heibannen. Dat ass e Fraenundeel vu 35 %. Kucken ech allerdéngs op meng riets Säit, zielen ech 7 Damme vun 29 Deputéierten, also just 24 % Fraenundeel. A wann ech no lénks kucken, zielen ech 14 Damme vun 31 Deputéierten. Hei komme mer op e Fraenundeel vu 45 %.

(Brouhaha)

**M. Gilles Roth** (CSV) | Mat deem Ënnerscheid, dass déi, déi op Ärer rietser Hand sëtzen, alleguerten direkt gewielt goufen.

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Ech weess, dass d'Quoten dacks ëmstridde sinn.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et ass einfach, wann ee se kann an d'Regierung ewechpromouvéieren.

(Brouhaha)

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Wat wëllt Der domat soen, Här Roth?

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Ech weess, dass d'Quoten dacks ëmstridde sinn.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Här Roth, wat wëllt Der dann domat soen? Sinn dat anert manner Deputéierte wéi Dir, oder wéi?



**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, d'Leit gi gewielt ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat doten ass awer wierklech e staarkt Stéck, wat Der Iech do geleescht hutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Madamm Gary huet d'Wuert an net den Här Kartheiser, net den Här Roth!

*(Interruptions diverses)*

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Merci, Här Président. Ech weess, datt d'Quoten dacks ëmstridde sinn, an awer schéng se wuel net ganz verkéiert ze sinn, wann een d'Situatioun heibannen ukuckt.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Fir kuerz bei der Politik ze bleiwen: Nieft de Quote muss mer eis als Parteien allegueren och selwer an d'Verantwortung huelen. Mir brauchen eng konsequent Opbauarbecht vun eise Politikerinnen a mussen e politescht Ëmfeld schaffen, dat attraktiv ass, fir datt d'Frae sech och politesch engagéiere wëllen.

Ech widderhuelen hei meng Fraktiounskolleegin Djuna Bernard vum Débat de consultation iwwert de Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes vum März 2019: Fir Elteren därefer Kannerwonsch a professionell Karriär net am Widdersproch zuenee stoen! Papp solle sech net genéiere mussen, wa se hir Kanner beim Opwuesse begleet wëllen, a Mamm solle sech net rechtfertige mussen, wa se nieft hirer Roll als Mamm och eng beruflech Aktivitéit wëllen hunn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Da wéilt ech nach gären e leschte Punkt uschneiden, e Phenomeen, wou ech fäerten, datt sech quasi all Fra iergendwou erëmfënt. Ech schwätze vu „mental load“. Hei geet et ëm déi mental Belaaschtung, eleng responsabel fir alles ze sinn. Dat geet vum Management vum Familljekalenner, Schmierekëscht, déi owes muss aus dem Schoulsak geholl ginn, de Gebuertsdagskaddo fir d'Bomi, deen nach muss organiséiert ginn, de Wocheplang inklusiv dem Sport an dem Musekunterrecht vun de Kanner, de Schong, déi geschwënn ze kleng sinn an ersat muss ginn an, an, an.

Et geet ëm Management, Plangen a Koordinatioun. Et ass immens ermiddend, permanent am Lead ze sinn. Et klaut engem Energie; Energie, déi een net huet, fir emol selwer e Buch ze liesen, an de Kino ze goen oder einfach emol no sech ze kucken. An dacks schwätze mer hei vun der Fra a ganz seele vum Mann.

Och hei muss en Ëmdenke kommen an déi klassesch Mann/Fra-Rollen därefer roueg iwwerducht ginn, a béid Parteie sollten a missten hir Responsabilitéiten iwwerhuelen a sech dese permanenten Alldagsmanagement opdeelen.

Ech schléissen of mat enger rezenter Remark hei aus der Chamber, déi eng Fraktiounskolleegin vu mir gemaach krut. Ech zitieren: „Deng Untrëtsried huet mer ganz, ganz gutt gefall, bis op deen Deel mam Feminismus. Esou eppes huet ee vläicht virun 30 Joer gebraucht, mee haut brauch een dat awer net méi.“ Ben dach! Och haut brauche mer nach Fraen a Männer, déi sech fir eng gläichberechtigt Gesellschaft asetzen, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | ... déi sech trauen, eppes ze soen, a sech trauen, eppes ze änneren an déi hir Responsabilitéiten iwwerhuelen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Ech soe Merci fir d'Nolauschteren an natierlech och e ganz grouesse Merci un den Dan Biancalana, deen dës Heure d'actualité haut op dësem Dag ugefrot huet. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Gary. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci dem Här Dan Biancalana fir dës Aktualitéitsstonn, an dat um Welfraendag vun haut.

Zum Punkt vun Égalité des genres dans la prise de décision vun der haiteger Interpellatioun wëlle mir als ADR ënnersträichen, datt eng vollstänneg Gläichheet tëschent de Geschlechter an den Entscheidungsgremie vun de Betriber, ob se elo wünschenswäert ass oder net, op kee Fall duerch Quoten oder Gesetzter därefer erzwonge ginn, ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | ... well dat géint de Geescht vun der fräier Wirtschaft a géint d'Autonomie vun de Patrone wär. Dat ass dat selwecht, wéi wann de Staat sech wéilt amëschen an d'Haushaltsféierung vu Koppelen. Dat geet de Staat oder d'Allgemengheet näischt un!

Et gétt zu Lëtzebuerg vill kleng a mëttelstännesch Betriber, wou esou eng Egalité einfach net méiglech ass. Och an de Familljebetriber gétt et där. Natierlech sollt et esou sinn, datt an all Betrib déi kompetentst Leit d'Soen hunn, onofhängeg vun hirem Geschlecht.

Mir si souwisou hei zu Lëtzebuerg och a Saache Gläichstellung vu Mann a Fra méi wäit wéi déi meeschte Länner op der Welt. Vu systemateschen Ongerechtegkeete géintwuer Fraen an eise Betriber kann een allgemeng net schwätzen, wann et och eenzel Ausname sollt ginn.

Vläicht sinn och d'Frae vun Natur aus, méi einfach gesinn, net interesséiert u féierende Posten. Och dat muss een emol eng Kéier analyséieren.

*(Brouhaha et protestations)*

**Plusieurs voix** | Oo!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Et gétt dacks argumentéiert, datt et de Frae schwéier gemaach géif ginn, ...

*(Brouhaha général)*

... sech a klassesche Männerberuffer ze behaupten.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Mat gläichem Recht kéint een och soen, et géif de Männer schwéier gemaach ginn, sech a klassesche Fraeberuffer ze behaupten.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Wann Dir esou weidermaacht, da muss ech mech fir eis gro Männer hei schummen! Ech kréie gro Hoer!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Datt et fir Fraen ënner Ëmstänn méi schwierig ka sinn, eng Féierungspositioun ze kréien, läit dacks dorun, awer net ëmmer, datt Männer manner Aarbechtsënnerbriechungen an hirem Curriculum hu wéi d'Fraen, well Frae méi dacks schwanken tëschent Karriär a Famill. Datt vill Frae sech fir d'Famill a fir hir Kanner entscheiden, féiert eeben zu Ënnerbriechungen, wann een dat esou därefer soen, an hirer Karriär. Mee dat ass eng fräi Entscheidung vun der Fra, déi mir ze respektéieren hunn.

*(Brouhaha, protestations et hilarité)*

**Plusieurs voix** | Oo!

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Wat ee Problem bleift – a mir als ADR hu säit Joerzénge Léisungsvirschléi an deem Kontext proposéiert –, ass d'Kannerbetreierung. Leider ass et hei am Land nach ëmmer esou, datt béid Partner mussen schaffen goen, fir d'Liewenserhaltungskäschten ze garantéieren am Haus. An dozou gehéiert och d'Nozillen, d'Zillen, pardon, vum Nowuess.

*(Interruption et hilarité)*

D'Gesetzgebung hei am Land zwéngt d'Fraen oder och vereenzelt Männer, jee nodeem wéi de Stot sech organiséiert, quasi derzou, fir schaffen ze goen an hir Kanner a Crèchen ënnerzebréngen, wat op laang Siicht weeder gutt fir d'Kanner nach fir d'Fraen ass. Leider hu mer zu Lëtzebuerg keng familljefrëndlech Kultur, wat een an de Betriber mierkt, déi de Fraen a Saache Kombinatioun vu Beruff a Famill, muss een hei feststellen, kaum entgéintkommen.

Och d'Uni Lëtzebuerg huet keng Crèche. Wann ee bei der Direktioun nofreet, kritt ee gesot, d'Lëtzebuurger Gesetzgebung géif hei keng Léisung ubidden, speziell no deem Virfall vun deem kleng Këndchen, wat gestuerwen ass viru ronn zéng Joer, wéi e Schaf op et gefall ass.

Et muss ee sech froen, wéini dee Problem hei eng Kéier ugepaakt gétt.

*(Brouhaha)*

D'Méiglechkeet, am Homeoffice ze schaffen, muss weider gefërdert ginn, well dat et ville Fraen erlaabt, ze schaffen a sech gläichzäitig ëm hir Kanner ze këmmen.

Staatlech Virgabe wéi eng Fraequot an den Entscheidungsetagë vu Betriber leene mer of. An deene meeschte Branchë géif esou eng Quot och näischt änneren an déi bestoend Problemer bléife bestoen.

Mir mussen och einfach akzeptéieren, datt et biologesch bedéngt Ënnerscheeder am Verhale vu Mann a Fra gétt, déi letztendlech derzou féieren, datt et keng komplett Gläichheet an den Entscheidungsprozesser gétt.

En zweete Punkt vum haitegen Debat bezitt sech op d'Ségrégation des hommes et des femmes dans l'éducation et dans les métiers.

Et ass ganz kloer, datt et an eiser Gesellschaft speziell Erwaardunge souwuel u Männer wéi och u Frae gétt. Dat ass awer vu Famill zu Famill verschidden. Et gétt sécherlech Familien, wou d'Meedercher, déi en technesche Beruff ergräife wëllen, gesot kréien, Mecanicien – fir dat Beispill elo ze huelen, well ech dat jo selwer geléiert hunn – wär eigentlech e Männerberuff, a vläicht ginn et eenzel Meedercher, déi dann dese Beruffswonsch opginn, wat awer schued ass. Ma dat selwecht kéint een och vu Jonge soen, wann déi wëlle méi en typesche Meederchersberuff oder Fraeberuff ausüben, an doduerjer kënn et dann am Fong geholl hei zu Aschränkungen.

Wat den drëtte Punkt ueget, „les inégalités femmes-hommes dans la répartition du temps“, sou ass et falsch ze behaupten, d'Männer géifen et hire Partnerinnen iwwerloossen ze botzen, ze wäschen oder akafen ze goen. International Studie weisen ganz kloer no, datt déi westlech Gesellschafte sech an de leschten 10, 15 Joer ganz staark an déi aner Richtung gedréit hunn an d'Kooperatioun tëscht de Geschlechter do ass. An dat Argument, mir géifen an engem Patriarchat liewen, ass net ze validéieren.

De véierte Punkt dréit sech ëm den Impakt vun der Pandemie op d'Geschlechter zu Lëtzebuerg. Hei wëll ech ënnersträichen, wat och kierzlech – oder gëschter,

besser gesot – an der Konferenz zum gläichen Thema am LISER zu Esch ugeklongen ass: Gesondheetlech gesi ware Männer weltwäit vill méi staark vun dësem Virus betraff wéi d'Fraen, souwuel wat déi schwéier Krankheetsverleef ubelaangt wéi och d'Zuel vun den Doudegen. An der Alterskategorie iwwer 50 Joer mécht den Ënnerschied bal dat Duebelt aus, ob dat elo biologesch Ursachen huet oder en erhéicht Risikoverhale vun de Männer, dat ass ongewëss.

Am Lockdown ass et leider Gottes zu méi haislecher Gewalt komm ...

*(Interruption par la présidence)*

... wéi virun der Pandemie. Dat ass leider ee Fakt.

*(Interruption par la présidence)*

Et huet awer och déi zwee Geschlechter betraff. Ganz kloer ass och, datt d'Frae sech méi ëm hir Kanner hu musse këmmen wéi virun der Pandemie, well d'Crèche zou waren. Datt d'Fraen doduerch awer dem Virus méi exposéiert gewiescht solle si wéi Männer, ass net ze beweisen.

An da wëll ech dann zum Schluss nach ausdrécklech all déi vill Infirmière wierdegen, déi ënner onméigleche Konditiounen hiert Bescht gemaach hunn, fir an der Covidkris eis krank Mënschen ze fleegen, ouni awer och déi männlech Infirmieren ze vergiessen, déi ëmmerhin ronn 30 Prozent ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Engelen, Dir musst awer esou lues zum Schluss kommen!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | A! Jo, ech gouf awer e puermol ënnerbrach an da géif ech dann ...

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Nee, awer net esou laang, wéi Dir schonn iwwerzunn hutt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dir gesitt, de Sall wëllt méi.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, dëst Joer um 8. Mäerz, dem „Internationale Fraendag“, denke mir un all déi Fraen, déi sech am Krich oder an engem Krichsgebitt befannen, all déi Fraen, déi sech do a Liewensgeför befannen, all déi Fraen, déi Affer vu Vergewaltigungen als Krichswaff sinn, all déi Fraen, déi Zilscheif vu Militär- a Policegewalt sinn a patriarchaleschen, autoritaristeschen an diktatorale Regimier ronderëm dës Welt.

Dës Heure d'actualité soll dann awer och genotzt ginn, fir de Fokus op d'Ënnerdréckung vun der Fra bei eis am Land ze setzen. Zu Lëtzebuerg ass de Kampf fir eng effektiv Gläichberechtigung tëscht Fraen a Männer nach laang net gewonnen.

Hei zu Lëtzebuerg, am Häerz vun Europa, sinn déi uren Genderrollenopdeellungen nach ëmmer an de Käpp an an den Institutione verankert. Mir liesen nach ëmmer patriarchalesch Aussoen an eise Gesetze. Mir gesinn nach ëmmer hallef plakeg Fraen als Sexobjekt, fir iergend esou e belanglose Produit ze bewerben op Affichen, Plakater oder Zeitungscoveren.

Et gétt nach ëmmer Politiker/innen, déi mengen, si wëilte keng egalitär Gesellschaft, wéi zum Beispill d'ADR-Fraen an awer och -männer.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Et gétt nach ëmmer Männer, déi Frae schloen, vergewaltigen oder carrement ëmbréngen, well et eng Fra ass. Et gétt nach ëmmer Fraen, déi méi Zäit an d'Aarbecht

am Stot investéiere wéi Männer, obwuel se nach e bezuelten Job dobäi hunn.

Wie vun eise Politikerinnen heibannen, huet haut nach näischt am Stot geschafft? Wie vun eise Politiker heibannen, huet dann haut schonn am Stot gehollef?

*(Brouhaha et hilarité)*

Et sinn och nach ëmmer d'Fraen, déi méi oft Hallefzäit schaffe wéi Männer, eebe grad fir d'Famill an de Beruff ënner een Hutt ze kréien. An et sinn dobäi och hei zu Lëtzebuerg d'Fraen, déi 44 % manner Pensioun hu wéi Männer.

Här President, wien ass zu Lëtzebuerg am meeschte vun Aarmut betraff? Elengerzéiend Fraen. Wien ass am meeschten den Handlanger vun eise Wirtschaftssystem? Fraen aus der Immigratioun. Wie verdéngt hei am Land am mannsten? Fraen aus dem Botzsecteur. Wie kritt keng Unerkennung fir systemrelevant Aarbechten? Fraen, déi do am meeschte vertrauede sinn. Wien huet déi mannste Chance op eng anstänneg Wunneng um private Marché? Frae mat Kanner, déi de Mindestloun verdéngen an eng schwaarz Hautfaarf hunn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Wien ass méi oft Affer vu sexueller an haislecher Gewalt? Fraen, tout court.

Här President, gëschter war eng immens interessant Konferenz mat Table ronde vum „Mega“ an dem LISER iwwert „Égalité ou inégalités entre les femmes et les hommes au cœur de la pandémie?“ am Luxembourg Lifelong Learning Centre um Belval.

Dës Etüd, déi de „Mega“ an Optrag ginn huet, hätt scho vill éischer misse verëffentlecht ginn. Vläch hätt een dann éischer déi passend Mesurë kënnen huelen, fir de Konsequenz vun der Pandemie op d'Ongläicheeten tëscht Fraen a Männer an der haislecher Gewalt méi schnell entgéintzewierken.

Et ass net verwonnerlech, datt bei dëser Etüd erauskomm ass, datt d'Frae während der Pandemie méi betraff ware wéi d'Männer. Et ass ganz kloer, datt a Krisensituatiounen an -zäiten de Fokus, dee schonn net am Gläichgewicht ass, och nach verstärkt gétt. Et géllt also elo, wou mer lues a lues erëm aus dëser Kris erauskommen, fir sech dofir anzusetzen, datt mer net nees an eng Situatioun zrëckkommen oder rutschen, wou d'Frae verstärkt d'Carearbecht musse stemmen, ee Stéchwuert: Crèché bei Police, Uni, Chamber – net do!

Här President, nëmme zesummen a mat engem staarke Staat kënnen mir eng resilient Gesellschaft ervirbréngen. Méi Staat heescht méi Ënnerstëtzung fir Fraen. Et gétt déi riets an déi lénks Hand beim Staat. Déi riets Hand ass déi männlech geprägten, dat sinn d'Wirtschaft an d'Finanzen, déi alles dominéieren. Déi lénk Hand ass déi weiblech, déi vun der Carepolitik, dem Sozialwiesem, der Schoul, der öffentlecher Gesellschaft. Dat ass déi, déi d'Gesellschaft dréit. Wann eis Regierung déi riets Hand vun Staat iwwert déi lénk hält an eis öffentlech Servicer obbaut, wat se grad amgaangen ass ze maachen, am Gesondheitssecteur nottamment, mee och a villen anere Secteuren, wou et enorm wichteg wier, wa se an der öffentlecher Hand wieren, da leiden net nëmme Fraen an éischer Linn dorënner, mee d'Gesellschaft als e Ganzt.

Här President, haut ass Fraestreich. Haut sollt all Fra fräigestallt sinn, fir kënnen mat an dee Streik ze goen. Mir als Fraendeputéierten – et handelt sech ëmmerhin ëm en Drëttel heibannen – hu Responsabilitéiten, déi eis drun hënneren, haut um Streik deelzehuelen, ausser mir wieren Deel vun enger grousser Regie-

rungspartei wéi d'Kolleginne vun der LSAP, déi dësen Debat ugefrot hunn, wat ganz gutt ass, an déi sech arrangéiert hunn, fir eng Delegatioun kënnen op d'Manifestatioun ze schécken. Mir fannen, wa mer scho Symbolpolitik maachen op esou engem Dag wéi haut mat enger Heure d'actualité, déi och iwwert den 8. Mäerz eraus seng Wichtigkeet soll hunn, da solle mir dat wéinstens heibannen all zesumme solidaresch maachen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Dan Biancalana fir déi wichteg Heure d'actualité, obwuel mir als Piraten et e bësse schued fannen, dass et just nach eng Heure d'actualité herno war an net eng Interpellatioun. Ech weess, Dir kënt net derfir, dat ass an der Présidence esou entscheet ginn. Mir hätten et gutt fonnt – dat Thema ass esou wichteg –, dass méi Riedezäit fir allegueren déi eenzel komm wär wéi nëmme fënnf Minutten.

Villes ass jo och scho gesot ginn. Dofir ginn ech op déi eenzel Theemen an, déi eis besonnesch wichteg sinn. An ech wëll awer och net direkt mat enger Kritik ufänken, mee der Ministesch, der Madamm Bofferding, awer och kloer soen, dass an de leschte Jore villes verbessert ginn ass, also een och déi eenzel Etappe luewe soll, déi geschitt sinn.

Jo, et ass d'Coronakris dertëscht komm. De Rapport huet ganz kloer gewisen, dass besonnesch Fraen dorënner leiden an et ass och elo, wou een do muss ganz kloer reagéieren a géigesteieren, mee awer och virausdenken, fir wann nach eng Kéier Situatiounen antrieden, dass mer direkt déi néideg Instrumenter hunn, dass et net erëm d'Frae sinn, déi am meeschten drënner leiden.

Wat mer och oft begéint ass – an do sinn ech dann awer e bëssen enttäuscht –, dass erëm méi Jonker, wann een am Lycée, e bëssen iwwert de Lycéesalter, mat de Leit schwätzt, dass déi e bësse méi an d'Stereotypen erëm erafalen.

Meng Generatioun, déi war éischer e bësse méi oppen, wat d'Stereotypen ugeet. Elo fällt iergendwéi déi Generatioun, déi elo nokënnt, awer erëm an déi Stereotypen eran, wat mech ëmmer erëm iwwerrascht, wann een d'Gespréich mat deene méi Jonke féiert. Ech wëll net soen, dass dat der ganz vill sinn, mee et sinn awer scho méi Kommentaren, déi an déi Richtung ginn, wéi virduen. An dofir ass et och eis Fuerderung, dass d'Chancëgläicheetsministesch och do nach e bëssen usetzt, grad bei deene méi jonke Leit, déi elo frësch an d'Liewe wäerte starten, dass se net do schonn an der éischer Partnerschaft – d'Partnerschafte fänken natierlech och méi fréi un –, mee dass se an der éischer Partnerschaft scho mat deene Stereotypen direkt opräumen an dass déi net méi bestoe bleiwen.

E ganz grouse Problem – an do sinn eeben nun emol ganz vill Frae betraff, dofir wollt ech dat och uschwätzen – sinn déi Elengerzéiend. Do sinn et oft d'Mammen, déi d'Responsabilitéit droen an och déi finanziell Responsabilitéit. Do fanne mer et wierklech schued, dass déi versprache Steuerreform leider net komm ass, well do ganz vill Frae sinn, deenen ee kéint hei am Land ganz schnell hëllef, déi elengerzéiend sinn a wou wierklech um Enn vum Mount net genuch Geld do ass an dat net, well se net genuch verdéngen, mee



einfach, well se vill méi Steiere bezuelen an deemt-sprechend déi Steuerreform ganz batter néideg gewiescht wär an déi net op déi nächst Legislaturperiod kann einfach emol esou verträischt ginn.

Wat mer och opgefall ass, a ganz vill Fraen am héijen Alter eis schreiwen, sinn déi ganz kleng Pensiounen. Do erschreckt een heiansdo, wann d'Leit eis erschécken, wat si nach als Pensioun kréien, d'Fraen, dat ass, sief et dass de Mann gestuerwen ass oder wat si schaffe gaange sinn an de fréiere Joren, wat déi iwwerhaupt als Pensioun kréien. Also dat ass wierklech heiansdo den Horror, wann een do déi Dokumenter zougespillt kritt. Ech muss och soen, fir mech war et och iwwerraschend, well dee Problem hunn ech am Ufank, wéi mer an der Chamber hei ugefaangen hunn, net esou kann a wat méi Leit eis kontaktéiert hunn, wat awer eigentlech dat Dëppe vun deene Leit, déi betraff sinn, vu Leit, déi an der Pensioun, virun allem Fraen an der Pensioun, dass déi eng Aarmut ... jo, ënner Aarmut eigentlech scho leiden. An dat ass eigentlech e Punkt, deen eis Piraten wichteg ass, dass mer net nëmmen elo bei deene ganz Jonken usetzen, mee och vläicht kucken, wéi mer deene Leit kënnen hëlfelefen, déi elo an der Situatioun sinn, déi hire Liewensowend verbréngen mat enger ganz klenger Pensioun, fir no deene Leit ze kucken. Well dat ass en ale System, dee verbockt war, firwat dass déi elo eng kleng Pensioun hunn. An dat ass fir eis och eng politesch Responsabilitéit, déi ee muss hunn, fir elo kënnen do eraus ze kommen.

An dann en Thema, wat ech bei der Ministesch ganz oft schon, sief et a Question-parlementairen oder Kommissionen ugeschwat hunn a wat mir och um Häerz läit. Ech weess, et ass heiansdo esou e bëssen en Tabubroch, wann een dat iwwerhaupt grouss uschwätzt, mee dat sinn d'Reliounen.

Ech kann einfach net averstane sinn, wéi d'Reliounen – jo, och d'kathoulesch Kierch – d'Frae behandelen. Ech mengen, ech hunn der Ministesch jo scho sëllege Question-parlementaire gestallt, grad och iwwert d'Initiativ Maria 2.0. Dat ass, fir kuerz ze erklären, dass d'Fraen och einfach emol solle genau déi selwecht Beruffer ausübe kënnen an enger Relioun wéi d'Männer. Well mir liewen haut an enger Gesellschaft, wou einfach emol gesot gëtt: „Eng Fra kann net Paschtouer ginn!“ Dat ass awer eigentlech am Moment nach en Tabu, fir dat iwwerhaupt ze änneren oder ze thematiséieren.

Dofir wëll ech dat och nach eng Kéier hei ervirbréngen. Et ka jo net sinn, dass mir de jonke Leit wëllen e Gesellschaftsbild virliwien, dann awer akzeptéieren, dass an de Reliounen einfach emol gesot gëtt: „Well s du eng Fra bass, kanns du deen an deen Job net maachen!“ Dat ass fir eis Piraten komplett onverständlech. Dat misst eigentlech och direkt iwwert den Aarbechtsschutz, iwwert d'Aarbechtsgesetz verännert ginn an net einfach gesot ginn: Dat ass Reliounsfräiheet. Well fir eis ass et keng Reliounsfräiheet, wann ee Frae benodelegt. Dat ass fir eis net an der Rei.

D'Bild vun de Mënscherechter, virun allem d'Fraerechter, ass awer och eppes, wat mer an eiser Aussepolitik mussen vill méi no vir bréngen. Wa mir op eng Dubai-Expo, kann et awer net sinn, dass mer do einfach emol de Mond halen an net iwwert d'Fraerechter sur place schwätzen. Dat ass och eng Kritik, déi mer ... ech hu virduo jo vill Luef un d'Regierung ubruecht, mee dat ass eng vun de Kritikken, dass een, wann een d'Aussepolitik mécht a wann ee mat ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... ganz vill Geld an esou Länner geet, dass een och dat uschwätzt, wéi

d'Fraen doënn behandelt ginn, dass d'Fraen do keng Rechter hunn an dass een dat ganz kloer op deenen eenzele Punkten thematiséiert.

Et bleift nach vill ze maachen an de Fraestrik ass haut wierklech och néideg, fir eng Kéier dat Thema ... Et gesäit een: Mir hunn haut och eng Heure d'actualité, och wann d'Riedezäiten e bëssen ze kuerz sinn, zu deem Punkt. An et géif der Chamber gutt stoen, och e bësse méi oft – net nëmme wa Fraestrik ass oder Weltfraendag – driwwer ze schwätzen an driwwer nozedenken, fir déi konkret Verbesserung schnell ëmzesetzen, well et sinn nach Benodelegungen do an déi muss een och benennen.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Ministesch fir d'Gläichstellung vu Fra a Mann, d'Madamm Taina Bofferding.

### *Prise de position du Gouvernement*

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Här President, Kolleginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech emol dem Deputéierten Dan Biancalana Merci soe fir d'Initiativ an och alleguerten, bal alleguerten de Riedner, fir déi inhaltlech gutt Diskussioun, ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Alleguerten ...

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | ... déi gewisen huet, einfach och wéi villschichteg d'Egalitéit am Endeffekt ass. Ech fannen, et ass e ganz gutt Zeechen, dass mer grad haut um internationalen Dag fir d'Fraerechter hei déi Diskussioun an der Chamber hunn. Effektiv, et ass e bësse kuerz an dofir fannen ech ganz interessant, dass d'sozialistesche Fraktioun nach eng Kéier wëllt eng Interpellatioun ufroen. A wann ech hei kéint de Virschlag maachen: Mir mussen jo souwisou elo den Aktionsplang evaluéieren, an ech hat jo och gesot, dass ech do gär wëll d'Chamber mat abannen. An ech géif proposéieren, dass mer dat vläicht géifen am Hierscht maachen, well da mengen ech, hätte mer och e flott Diskussiounstheema. Virun allem interesséiert mech jo och eeben, wat do Är Remarken an Äre Retour dozou sinn.

E staarkt Zeechen, an dat wëll ech awer och soen, fannen ech et, dass e puer Riedner, e puer Politiker sech haut emol zu Wuert gemellt hunn. Och dat fannen ech gutt, dass d'Männer sech fir d'Egalitéit staark maachen.

Lëtzebuerg – an dat ass och schon e puermol gesot ginn – huet am europäesche Verglach an deene leschten zéng Joer grouss Fortschréter gemaach. Mir si souguer dat Land, wat déi meeschte Fortschréter gemaach huet, a mir schaffen elo weider, fir nach méi Fortschréter ze maachen.

Progrès goufen esou zum Beispill gemaach an der Loungerechtkeet. Mir hunn do effektiv den niddregsten Taux a ganz Europa. Mir sinn net bei null. Dat ass richtig. Do ass nach e bësse Sputt no uewen. Mee trotzdem erlaabt eis dat awer, eis op aner Theemen am Aarbechtssfeld ze konzentréieren an do sinn der jo eng ganz Rëtsch vun Iech elo schon ugeschwat ginn, wéi zum Beispill d'Berufsorientéierung an och d'Veerdeelung vun de Geschlechter an de jeeeweilige Berufsbranchen.

Dat ass ee Punkt, deen haaptsächlech de Verrieder vun der CSV jo ugefuert huet a wou ech Iech och absolutt Recht ginn, dass mer nach solle bei deene sougenannte MINT-Beruffer méi jonk Meedercher fir

d'Fuerschung, fir d'Wëssenschaft begeeshteren. Do war jo och kierzlech deen internationalen Dag fir d'Meedercher an d'Fraen an der Wëssenschaft. An hei hu mer eng Campagne lancéiert mat ganz villen Acteuren aus deem Milieu zesummen, eebe grad fir deene Jonken d'Wëssenschaft méi no ze bréngen, a wou mer eeben och ganz besonnesch d'Fuerscherinne mol an de Fokus stellen, fir dass ee gesäit, dass et och Frae sinn, déi hir Meritten an der Wëssenschaft hunn.

En anere Punkt, deen Der ugeschwat hat, dat war dann eeben och, méi Jonge fir déi sozial Beruffer ze begeeshteren. Ma net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer déi Initiativ „Social Boys“ lancéiert. Do riichte mer eis dann des Kéier un d'Jongen, dass déi sollen an d'Maison-relaisen, an d'Crèchen eragoen, fir dass se kënnen emol en Abléck kréien, wat iwwerhaupt en Educateur schafft, an eeben och mam Hannergedanken, dass se sech fir dee Beruff do interesséieren a mir hoffen och, dass mer do méi Diversitéit an deem Beräich hiekréien.

Ech bleiwen nach kuerz beim Emploi. Do gouf jo och ganz konkret d'Fro u mech gestallt, wéi et mat der Direktiv „Women on Boards“ weidergeet. Dat ass jo eng Direktiv, déi laang blockéiert gouf vun Däitschland. An elo mat der neier Regierung hu si se awer fräiginn an dat fannen ech ganz positiv an dat hunn ech och schon op mengem EU-Meetinge gesot. Déi franséisch Présidence huet se elo op d'Agenda gesat an esou hoffen ech, dass mer och geschwënn wäerten en Accord général kréien.

Bon, et muss ee wëssen, an dat hunn ech och scho vu Patronatssäit ze héiere kritt, dass et fir eist Land warscheinlech e minimalen Impakt hätt. Mee näischt verhënnert jo, dass e Land an enger EU-Direktiv méi wäit geet. An ech hoffen, dass mer och hei e Konsens fannen, dass mer dann endlech wëllen net nëmmen déi Diskussioun ugoen, mee och dofir wëlle suergen, dass mer méi Fraen an de Verwaltungsgréit an an de Prises de décision am Privatsecteur kréien.

Ee Wuert vläicht nach, well ech elo grad d'Verwaltungsgréit erwänt hunn, an do wëll ech op déi Ausso vun Deputéierte vun der ADR agoen.

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

Dir sot, an ech hu mir dat hei opgeschriwwen: biologesch Ënnerscheeder am Verhalen a mir Frae wäreméi einfach Geeschter, wat dozou féiert, dass mer net a Féierungspositiounen kéimen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dat huet en net gesot, dat ass falsch. Dir hutt e falsch zitéiert. Dir hutt e falsch zitéiert.

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Ma da sot mer, wéi Der et genau gemengt hutt!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ma nee, et ass falsch zitéiert. Do brauche mer net ze diskutéieren.

*(Brouhaha)*

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Dir wollt eis jo awer elo ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, wann Der eppes behaupt, da probéiert eeben dann ze soen, wéi den Här Engelen sech ausgedréckt huet.

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Dir wollt eis net soen, dass d'biologesch Differenz de Grond ass, firwat keng Fraen an de Verwaltungsgréit sëtzen?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Den Här Engelen, den Här Engelen ...

**Une voix** | Den Här Kartheiser ass de Porte-parole vum Här Engelen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Den Här Engelen huet wëllen zum Ausdrock ginn, datt et de Frae selbstverständlech fräigestallt ass, wa se interesséiert sinn, sech fir Plazen an engem Verwaltungsrot ze mellen ...

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Jo.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... an datt et hinnen och fräigestallt ass, sech net dofir ze interesséieren a sech net dofir ze mellen. Dat ass eigentlech d'Ausso. Mir denken net statistesch, mir denken net a Quoten, mir denken a Respekt virum Mënsch. An deejéinegen, dee sech interesséiert fillt, ka sech jo mellen an deen aneren net, dat heescht: ouni Quoten, ouni ...

**Une voix** | Den Här Engelen ka seng Ried dach elo zitieren. Wat soll dat do?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... d'Patronat fräi an der Decisioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, wann e Fait personnel invoquéiert gëtt, dann hätt Der am Fong geholl besser, Dir géift déi Persoun, dee Riedner, géint deen de Fait personnel invoquéiert gëtt, zu Wuert komme loossen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dir hutt Recht, Här President, entschëllegt, mee et ass mech ... et war einfach ... ech war e bësse rose ginn, well d'Madamm Minister den Här Engelen net korrekt zitiiert hat. Dir hutt natierlech Recht.

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, ech hunn Iech schonn e puermol gesot: Dir sollt net rose ginn.

**Une voix** | Da kann den Här Engelen jo rose ginn an net den Här Kartheiser.

**Une autre voix** | Dir sidd dem Här Engelen säin Tuteur.

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Och wann den Här Kartheiser elo probéiert, dat anescht ze erklären, mengen ech, gi mer eis op deem Punkt definitiv net eens, well et sinn net d'biologesch Ënnerscheeder, déi determinéieren, dass manner Fraen a Féierungspostitioun sinn. Well wa mer eleng kucken op den Unien, wéi vill Fraen d'Unie verloossen, wéi vill Frae sech och soss a Formatiounen ausbilde loossen, wéi vill Fraen och gewëllt sinn ... – Dir braucht nëmme de Projet Female Board Pool ze kucken, wou iwwer 600 Fraen hei am Land sech bereet erklären, fir an e Verwaltungsrot ze goen –, mengen ech net, dass Der kënn behaupten, dass dat eise Fraen net esou an der Natur géif leien.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Iwwerhaupt déi Natur! Dat ass Är Natur, dat ass definitiv net meng! Mee, wéi gesot, herno ass Streik. Vlächicht wär et emol net schlecht, eng Kéier e Bléck dohinner ze geheien a matzegoen. Da kënn Der emol kucke goen an do gitt Der och nach munches gewuer.

**Une voix** | Streikt Dir roueg!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Sexismus war e Punkt, deen och nach genannt gouf. E puermol ass déi intern Etüd vum OGB-L zitiiert ginn. Si ware bei mer, hu mer déi och presentéiert. An ech muss soen, dat ass scho ganz frappant, wann ee gesäit, wéi vill Fraen do

schonn Harcèlement sexuel erlieft hunn, wéi vill Frae sech schonn an esou Situatiounen erëmfonnt hunn. An hinnen hunn ech och gesot, dass se onbedéngt elo solle mam Aarbechtsminister zesummekommen, dass mer dat do musse weider gemeinsam diskutéieren a virun allem och kucken, wéi een hei nach méi geziilt ka virgoen.

Ech denken, dass een do vlächicht déi Délégués à l'égalité nach méi kann abannen, zesumme mat der Chambre des Salariés, awer och mam Patronat. Ech mengen och, dass een hei als Sozialpartner soll kucken, wéi mer virukommen. A wichteg ass och, dass mer Sexismus insgesamt nach méi thematiséieren. An do hu mer och elo wëlles, am Ministère eng Campagne ze lancéieren, fir einfach emol opzeklären, wat Sexismus ass, wat dee Sexismus ass, deen een am Alldag trefft.

Ech mierken ëmmer erëm mat Jonken, mat jonke Meedercher, awer och Jongen, déi mer ziele vun hiren Erfarungen, dass se net domadder averstane sinn a virun allem, dass et fir si schwéier ass, sech och emol dergéint ze wieren. An ech mengen, et ass genau do, wou mer als Politik mussen usetzen. Dat ass eng Campagne vum Conseil de l'Europe, déi mer opgräfen an déi mer och gäre wëlten, wéi gesot, hei am Land lancéieren, fir eeben esou mol d'Diskussioun an der Öffentlechkeet ze kréien an dann och ganz kloer ze weisen, wou d'Grenze sinn a virun allem och ze weisen, wéi ee sech heigéint ka wieren a wou een och Hëllef kritt, wann een esou enger Saach, esou Problemer ausgesat gëtt.

Grundsätzlech gëllt, wa mer wëlle virukommen, dass mer Problemer souzese bei der Wuerzel upaken, an domadder mengen ech Stereotypen. An do sinn ech och ganz frou, dass praktesch jidderee vun de Riedner an de Riednerinnen dës erwänt huet, well de Problem mat de Stereotypen, Klischeeën a Prejugéen ass, dass se oft net fair sinn. Si féieren zu ongerechte Beurteilungen a virun allem schränke se an. An et geet schonn – an ech mengen, dat huet och de Vertrieeder vun de Piraten gesot – bei deene Jonken un. Dofir ass et wichteg, dass mer eeben och bei deene Jonken altersgerecht usetzen.

Déi schlecht Noriicht ass, dass d'Stereotypen an d'Rollebiller ganz staark an eiser Gesellschaft verankert sinn. Déi gutt Noriicht ass awer, dass si verännerbar sinn an dat weist eleng d'Tatsaach, dass jo bis Ufank 20. Joerhonnert d'rosa d'Faarf als Jongefaarf gegollt huet. An do gesäit een, wéi dat eebe gewieselt huet. An ech mengen, dat léisst hoffen, dass mer och d'Stereotypen kënnen veränneren.

Wéi wëlle mer se veränneren? Wéi wëlle mer do konkret virgoen? Am Egalitéitsministère gi mer souwuel theoreeteschen un d'Thematik erun – do hu mer jo déi Zesummenaarbechte mat der Uni Lëtzebuerg, awer och mam LISER, fir elo just déi ze nennen –, mir ginn awer och praktesch un d'Thema erun. Dat heescht, mir gi ganz konkret op den Terrain, sief dat elo an d'Betribler iwwer eise Programm vun Actions positives, mir ginn awer och ëmmer méi verstäerkt an d'Gemengen. Do sinn ech och frou, dass deen een oder anere vun Iech hei, deen och an der Gemeng aktiv ass, jo och schonn eng Zesummenaarbecht mam „Mega“ huet. A wéi gesot, mir ginn och ganz vill op Plazen, wou Jonker, wou Jugendlecher sinn, fir esou am direkte Kontakt mat hinnen ze sinn.

A wa mer dann deen direkte Kontakt mat hinnen hunn, maache mer dat iwwer Atelierien, Aktivitéiten, déi mer mat hinnen zesummen uginn. Mir hunn do eng ganz Panoplie un Instrumenter, u Material entwéckelt, fir si eeben esou spilleresch, altersgerecht op d'Thema opmierksam ze maachen, sief dat elo bei deene ganz

Klengen iwwer Pixi-Bicher, sief dat awer och bei deene Jugendlechen, wou mer Broschüren ausgeschafft hu mat deene Jugendlechen zesummen: och hei erëm d'Thema Sexismus, Stereotypen, wou si eeben aus hirem Alldag berichten, wat mer opgegraff hunn, fir si eeben esou kënnen doriwuer ze informéieren.

Et gëtt nach vill méi Projeten dozou. Ween et interesséiert, deem géif ech einfach recommandéieren, op de Site rockmega.lu kucken ze goen. Do gesäit een dat ganz Material, wat souwuel dem Léierpersonal an de Schoulen zur Verfügung steet, wéi och an de Maison-relais an och den Elteren, déi interesséiert sinn, un deenen Atelierien deelzehuelen, oder soss jidderengem, dee sech einfach emol eng Kéier mam Thema wëllt auserneesetzen, well schuede kann et ni, egal wéi a een ass.

D'Erausforderungen hautdesdaags, wéi gesot: Do sinn der elo schonn eng Retsch opgezielt ginn. Ech wëll just vlächicht nach eng Erfahrung, déi ech d'lescht Woch hat, mat erabrénge, wéi ech nämlech déi nei Buergermeeschtesch vu Bartreng asserteréiert hunn. Si ass déi 14. Buergermeeschtesch hei am Land. Just als klunge Reminder: Mir hunn 102 Gemengen! Jo, a genau dat ass d'Reaktioun. Domadder solle mer eis eebe grad net zefridde ginn, net, well et elo eleng eng Fro vun der Gerechtegkeet ass, mee och vun der Diversitéit, vun der Duerstellung vun deene verschidene Liewensrealitéiten. An et ass nun emol esou, dass d'Fraen aner Erfarunge maachen, dass den Alldag vun de Fraen anescht ass. An et ass och wichteg, dass d'est e Retour an der Politik huet.

A grad elo bei de Walen, déi ustinn – déi si jo och schonn ugeschwat ginn –, ass et wichteg, dass mer Männer a Fraen uschwätzen, well mer grad esou eise Reservoir u potenzielle Kandidaten duebel esou grouss kënnen maachen. Dat selwecht zielt och fir d'Fuerschung a fir d'Ekonomie, grad fir d'Ekonomie, wou mer jo wëllen innovativ a kompetitiv sinn. Ech wëll hei just drop hiweisen oder ech kann et elo einfach mat de Wieder vun enger Etüd vu McKinsey ausdrécken, déi jo elo net wierklech dofir bekannt sinn, eng extreem sozial Oder ze hunn, mee si hunn et awer ganz gutt formuléiert, wéi se gesot hunn: „Wa Fraen, also d'Hallschent vun der Populatioun, hiert Potenzial net verwierkleche kënnen, da leit déi ganz Ekonomie drënner.“

A genau esou ass et! Wa mer nëmme d'Hallschent vun eiser Bevëlkerung, nëmme d'Hallschent vun eisen Iddien, vun eise Potenzial, vun eise Kompetenzen asetzen, da geet dat einfach net duer. Mir mussen einfach kucken, dass mer méi d'Fraen an deene verschidene Beräicher kënnen weider promovéieren an do ënnerstëtzen.

Wa mer vun den Erausforderunge schwätzen, dann hëlleft eis sécher hei och d'LISER-Etüd. Déi ass jo och scho vun e puer vun Iech ugeschwat ginn, dofir brauch ech net méi op déi eenzel Aspekter anzegoen. Hei war d'Fro vun der Deputéiert vun déi Lénk, firwat mer se net éischer presentéiert hunn. Mir hu se d'lescht Joer am Januar an Optrag ginn. Déi ass elo just eréischt realiséiert ginn, respektiv finaliséiert ginn a mir hu se awer emol schonn direkt presentéiert. Wichteg ass awer, dass et net bei der Etüd bleift, mee dass mer eeben elo kucken, wéi eng Lektione mer elo dorauer zéien a wéi mer domadder weiterfueren.

D'haislech Gewalt ass och e puermol erëm ginn. D'est ass elo net Bestanddeel vun där LISER-Etüd, well mer dat a part maachen. Do gëtt jo souwisou all Joer de Rapport presentéiert. Dat maache mer jo och ëmmer hei an der Chamber. Deen nächste steet elo fir d'Fréijoer un. An natierlech steet deen och erëm



am Zeeche vum Covid. Och virdrunner ass et scho gesot ginn, dass mer elo net grad esou en Ustig haten, wéi mer en zum Deel am Ausland haten. Trotzdeem mengen ech, ass all Affer nach ëmmer en Affer ze vill.

Ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens. Wat eis awer vläicht differenziéiert huet par rapport zu deenen anere Länner ass, dass eis Servicer permanent weidergeschafft hunn. Mir haten zu kengem Moment e Lach an eiser Interventionsketten. Dat heescht, wann een d'Police geruff huet, ass d'Police komm, genau sou wann een e soziale Service opgesicht huet, waren déi och disponibel. Bon, covid-bedéngt hu si hir Consultatiounen eeben e bëssen aneschters gehalen. Mee wat wichteg war ass, ass, dass déi ganz Opfangstrukturen ëmmer nach do waren an dass och eis Gesetzter – ech denke grad un d'Wegweisung – net ausgesat gi sinn. Well dat ass nämlech de Problem, dee se am Ausland haten, wou se einfach d'Gesetzter opgehewen hu mat deene Konsequenzen, déi mer hei kennen. Mee, wéi gesot, do wäerte mer nach eng Kéier drop ze schwätze kommen, wa mer am Fréijoer dann de Rapport maachen.

Ech gesinn, meng Zäit leeft of. Ech wollt just nach ee Wuert zur LISER-Etüd soen, well se einfach gutt weist, wéi ënnerschiddlech d'Fraen an d'Männer d'Pandemie erlieft hunn, a virun allem weist – an ech mengen, dat hat de Verrieder vun der DP gesot –, dass eng Kris eeben net genderneutral ass. A genau deen Aspekt muss mer opgräifen. Déi Geschlechterperspektiv muss mer an alleguerten d'Beräicher erakréien. Dat ass jo och de Prinzip vum Gender Mainstreaming. Dofir ass et wichteg, elo an deenen anere Ressourcen – et ass jo net nëmme d'Égalitéitsministesch, déi elo hei gefuerdert ass – d'Besoine vun de Geschlechter ze identifizéieren an dann déi néideg Mesuren ze huelen, fir eeben och déi Méifachbelaaschtung – dat war d'Verriederin vun déi gréng, déi dovun geschwat huet – bei de Fraen ze behiewen.

Ee Wuert dann awer nach zum Teletravail, deen den ADR erwänt huet: Ech si ganz derfir, dass mer e Kader mussen setzen, fir d'Leit och weiderhi vum Teletravail kënnen profitéieren ze loosse. Ech sinn awer net der Meenung, dass dat elo déi ideal Mesure ass fir d'Fraen. Dat gëtt esou duergestallt, wéi wann dat elo déi Aarbechtsorganisatioun wär, déi grad fir d'Mammen ideal wär, well se da kënnen am Job bleiwen an nach doheem d'Kanner versueren.

Bon, éischtens emol mengen ech, riicht sech den Teletravail u jiddereen, onofhängeg vum Geschlecht. An zweetens ass Teletravail awer schaffen, et ass net gratis Maison relais. An ech warnen och virdrunner, dass mer elo an déi Richtung ginn, dass mer erëm d'Frae wëlle soi-disant motivéieren, doheemzebleiwen.

Mir hunn esou vill Initiative geholl, grad fir d'Fraen erëm op den Aarbechtsmarché ze kréien, sief et well se eng Zäit ausgefall sinn, respektiv all déi Fraen, déi ni berufstätég waren. Ech mengen, alleguerten déi Initiativen do, déi eis haut awer Recht ginn – au contraire, ech mengen, dass mer déi souguer nach mussen weider ausbauen –, géife jo direkt zerfallen, wa mer elo soen: „Voilà, Teletravail! Mammen, huet dat, well domadder kënnst Der dann Äre Missiounen an der Kannerbetreuung nokommen“, onofhängeg dovun, dass souwisou och Pappnen hei gefuerdert sinn.

Bref, mir hunn nach vill ze diskutéieren. Ech wëll dofir jidderengem hei nach eng Kéier Merci soen, wéi gesot, fir déi interessant Kontributiounen. Weider wäerte mer och un Observatoire de l'égalité schaffen, och deen ass erwänt ginn, et ass e Projet, deen am Opbau ass. Wichteg ass awer, dass mer alleguerten

d'Donnéen hunn – an do ass jo och ëmmer eng Revendicatioun aus dem Secteur komm, respektiv vun de Fraenorganisatiounen –, dass mer Chifferen hunn. Déi sinn elo alleguerten op enger Plaz zentraliséiert an den Observatoire erméiglecht eis, eeben och ze kucken, a wéi enge Beräicher eis eventuell nach Statistiken, nach Donnéeën feelen.

Et ass richtig: Et si Statistiken, et sinn Zuelen. Mee hannert deenen Zuele stiechen och Mënschen, do stinn och Schicksaler an em déi mussen mer eis këmmen.

Merci.

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools der Madamm Ministesch fir d'Gläichstellung vu Fra a Mann. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) |** Villmools merci, Här President. Ganz kuerz: Et ass mer opgefall, dass d'Madamm Minister ëmmer gesot huet „den ADR“ an esou weider. Mee ausgerechent haut wollt ech hir soen – eng gutt Nouvelle –, dass et d'ADR ass, d'Alternativ Demokratesch Reformpartei: weiblech. Ech wollt Iech dat just soen.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Kartheiser fir déi léif Prezisioun. Domat ass dese Punkt ofgeschloss.

## **6. Débat d'orientation sur les conclusions à retenir de la pandémie Covid-19 pour notre système de santé ainsi que sur la mise en œuvre du « virage ambulatoire »**

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Orientéierungsdebatt vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Schlussfolgerungen, déi een no der Covid-19-Pandemie iwwer eise Gesondheetssystem zéie kann, esouwéi d'Ëmsetzung vun den ambulante Behandlungen. An ech géif d'Wuert ginn un den honorablen Här Claude Wiseler als Verrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

**M. Claude Wiseler (CSV) |** Villmools merci, Här President. Mir hunn dës Debatt virun der Covidzäit ugefont. Dat ass scho ganz laang hier an dat et esoulaang gedauert huet, huet natierlech e puer Grënn: Dat ass de Covid als ee vun deene Grënn, well eis Kommissioun laang beschäftegt war, well et och net onbedéngt Zäit war, fir déi hei Diskussiounen dee Moment op den Ordre du jour ze setzen.

Si ass elo e weineg schlecht formuléiert ginn am Resümee, esou wéi se no bausse publizéiert ginn ass, well een d'Impressioun huet, mir géifen elo hei iwwert de Covid wëlle schwätzen an iwwert d'medezinesch Konsequenz vum Covid. Dat war awer net esou geduecht. Mir wollten iwwert de Virage ambulatoire schwätzen an déi Experienze, déi de Covid op deem Punkt dobäi bréngt, materanhuelen. Ech wollt d'Debatt erëm eng Kéier zentréieren op dat, wat effektiv geduecht war.

An déi Debatt ass, och wa mer se scho viru ganz laanger Zäit ugefont hunn, nach ëmmer aktuell, wat dann och heescht, dass an där Zäit an der Gesondheetspolitik en tant que tel ausser de Covidurgenzen net vill konnt weidergeschafft ginn, ausser den Diskussiounen, déi mer um Gesondheetdsch haten.

A fir eis ass et kloer, dass mer elo an deenen nächste Méint mussen an der Gesondheetspolitik eng ganz Rei

Weiche stellen, déi absolutt noutwendeg sinn. Mee déi laang Virbereedungszeit, déi mer fir dës Debatt haten, huet natierlech och erlaabt, eng ganz Rei Diskussiounen um Terrain ze féieren, déi extrem interessant waren a wou een och gesinn huet, dass d'Visiounen vun deem, wat d'Zukunft sollt sinn, net ëmmer iwwerall gedeelt ginn, net iwwerall déi selwecht sinn. An ech wëll och all deene Leit, déi dee Froekatalog, dee mer erausgeschéckt hunn an do heiansdo ganz laang an detailléiert Äntwerten drop ginn hunn, villmools Merci soen, well déi hunn eis an eisen Iwwerleeungen an Diskussiounen scho weidergeholfen. Dofir e grouesse Merci.

Ech hunn eng introduktiv Remark ze maachen an duerno siwe Punkten. D'introduktiv Remark ass déi, dass wann een déi Texter liest, déi een erakritt huet iwwert déi Froen, déi mer gestallt hunn, da mierkt een, dass den Term „Virage ambulatoire“ zwar schonn e schéint Wuert ass, mee am Fong kee genau weess, wat en heescht, oder wann ech et anescht dréien, jiddwereen eng aner Definitioun huet, wat e mengt, dass et géif heeschen an dass mat ville verschiddene Konzepter geschafft gëtt, keng Unanimitéit iwwert d'Definitioun an iwwert d'Terminologë momentan do ass an dann natierlech scho guer net iwwert d'Konzepter. Dat ass dat Éischt, wat ee gemierkt huet.

Dat Zweet, wat ee gemierkt huet, ass, dass och hei vill Interéiten am Spill sinn, déi heiansdo einfach ganz kontradiktoresch openeen prallen. Ob dat Interéite vun den Doktere sinn, deenen engen, deenen aneren, vun de Profession-de-santéen, vun de Klinicken, vun de Patienten, alles dat ass elo nach ënner een Hutt ze kréien ... Dat ass nach net ënner engem Hutt, dat Ganzt. An dat ass jo d'Aufgab vun der Politik, fir dat ze maachen.

Fir eis Diskussiounen unzuegoen, wollt ech ganz kuerz e puer Explikatiounen ginn iwwert déi Wieder, déi ech elo gebrauchen, dass zumindest kloer ass, a wat fir engem Kontext ech verschidde Wieder, dat eent oder dat anert, gebrauchen. Et ass net onwichtig, well ee soss direkt falsch verstane gëtt. Dat hat ech alt ëfters elo an Diskussiounen an dofir ass deen Exercice am Fong net onnéideg.

De Virage ambulatoire – wann ech et esou interpretéieren – ass am Fong e geneereschen Term fir alles dat, wat net klasescherweis am Hospitalier gemaach gëtt mat Sejour am Spidol, ze determinéieren. Dat heescht, et fält extrem vill do drënner.

Da gëtt et Interventiounen am Ambulatoire. Dat sinn am Fong déi Interventiounen, wou kee Sejour am Spidol néideg ass, wou ee moies erakënn an owes erausgeet. Et gëtt och viles am Hôpital de jour gemaach, wat och derbäi kënn, wat och en Deel vun dem Virage ambulatoire ass. Dat kann intra muros oder extra muros gemaach ginn, dat heescht am Mutterhaus vum Spidol, mee awer och extra muros am Extrahospitalier, an Antenne vu Spideeler oder bei independente Praxissen. An da gëtt et am Konzept Ambulatoire och nach déi ganz Froe vun der Hospitalisation à domicile: De Réseau de soins à domicile an d'Telemedezinn kommen nach derbäi, wat och eenzel Aspekter vun dem Ambulatoire sinn. Dat also just, fir eng Kéier d'Termen ze fixéieren an déi Breet, vun deem mer hei schwätzen, wa mer vum Virage ambulatoire schwätzen.

Wat een an den Äntwerte festgestallt huet, ass, dass momentan keng Eenegkeet op de Begrëffer do ass, also momentan och keng Eenegkeet op de Konzepter do ass. An dofir ass et momentan och ganz schwieereg, fir eng kloer politesch Linn an dës Entwécklungen ze kréien. Déi kloer politesch Linn ass awer haut absolutt noutwendeg, well mir op jidde Fall

iwwerzeegt sinn, datt dat Iwwergewicht, wat haut den Hospitalocentrismus huet, an Zukunft net méi kann esou sinn, op jidde Fall, datt dat Konzept keng Zukunft huet!

Mir sinn iwwerzeegt, datt den Ambulatoire – wann en da gutt organiséiert ass mat all senge Facetten, déi ech bis elo genannt hunn – den neien Entwécklung vum der Medezinn fir eng ganz Rei vu Situatiounen besser entsprécht an dofir muss gepusht ginn.

Mir sinn och iwwerzeegt, datt zu engem Deel den Ambulatoire erlaabt, eng qualitativ Toppmedezinn mat reduzéierte Käschten a verschiddene Punkten ze maachen. Mir sinn och iwwerzeegt, datt et fir de Patient a ville Fäll zu engem supplementäre Confort ka féieren, fir iwwer eng Médecine ambulatoire kënnen ze beneficiéieren, datt mer och manner Waardezäiten, deemno wéi mer et upaken, kënnen domat erreechen, an et fir den Dokter, notament déi spezialiséiert Dokteren, och eng Amélioratioun vum der Fräiheet vum der Therapie ka bis zu engem gewëssenen Deel bedeiten.

De Constat vum haut, wann ech kucken, dat ass, datt mer e performante Santé-, e performante Gesondheetssystem hunn, mee datt et kloer ass, datt de Mangel u Connectivitéit ënnert dem Hospitalier engersäits an dem Ambulatoire existant awer flagrant ass. Dat soen net ech, dat soen eng ganz Rei vun deene Leit, déi eis geschriwwen hunn. Ech zitieren hei de Conseil supérieur de certaines professions de santé, dee ganz kloer zum Ausdrück bréngt, datt ganz rapid Solutiounen hei absolut noutwendeg sinn iwwer d'Ambulantisatioun, nenne si dat, iwwer d'Réseaux de traitement et d'approvisionnement, iwwer d'Digitalisatioun, iwwer d'Intelligence artificielle, iwwer Big Data, wat alles an deem Kontext weesentlech Aspekter sinn.

Hir Konkursioun, an ech liese se vir, fir kloer ze weisen, datt se net just vu mir ass. Si soen: „On peut constater que le Luxembourg n'est pas bien préparé pour le virage ambulatoire que ce soit au niveau du financement ou des structures.“ An e wéineg weider: „Le virage ambulatoire nécessite une organisation médico-soignante et géographique nouvelle autour de nos quatre centres hospitaliers.“ Eng kloer Ausso, déi mir, esou wéi se hei geschriwwen ass a virgelies ginn ass, deelen.

Par contre soen all Avisen, déi mer hei hunn, datt d'Médecine ambulatoire vun hirem Prinzip aus begréisst gëtt. An dofir wëll ech eng ganz Rei Prinzipien elo opzielen – siwe Stéck – déi fir eis am Ambulatoire ganz einfach wichteg sinn, wa mer wëlle weiderkommen a wa mer dat och wëlle seriö op de Lëtzebuerger Territoire ëmsetzen.

Deen éischte Prinzip, dat ass deen, datt an allen Avisen zréckbehale gëtt, datt de Système hospitalier op där enger Säit an op där anerer Säit den Ambulatoire net kënnen niewentenee fonctionéieren, mee datt et evidenterweis e kohärente System muss sinn, deen zesummen d'Continuité des soins ka garantéieren a se assuréieren.

Et wär äusserst problematesch, wann Ambulatoire an Hospitalier e Konkurrenzsystem wäeren. Dofir ass et an eisen Aen absolut eng Prioritéit an eng Noutwendegkeet, datt de Plan hospitalier iwwerschafft gëtt an och an de Plan hospitalier den Deel Ambulatoire mat erageholl gëtt, fir esou eng kohärent Politik ëmzesetzen. D'ailleurs net nëmmen den Deel, déi Aspekter vum Ambulatoire mat erageholl ginn, mee och aner Aspekter wéi déi vun der Altersfleeg an Änlecher, déi mussen och beinhalt ginn, fir am Fong aus dem Plan hospitalier e grouse Plan santé ze maachen. Dat heescht, eng Revisioun vum Plan hospitalier, fir e Plan santé draus ze maachen, schéngt eis absolut noutwendeg ze sinn. An dat selwecht géllt natierlech

fir d'Iwwerschaffen an deem selwechte Sënn vun der Carte sanitaire.

Zweete Prinzip, dee mer wëllen ugoen, dat ass deen, datt et kloer ass, datt fir datt den Ambulatoire an Zukunft soll fonctionéieren, fir datt en uerdentlech ka fonctionéieren, eng Interaktioun mam Hospitalier absolut noutwendeg ass. A fir déi méiglech ze maachen, muss natierlech den Informationsfloss digital perfekt lafen.

Dozou seet dann och de Conseil supérieur de certaines professions de santé dat hei. Ech zitieren et, fir och do ze weisen, datt et net nëmme mir sinn, déi dat mengen. De CSCPS seet: „Même dix ans après la création de l'agence eSanté, cette plateforme ne sait ni répondre et satisfaire aux demandes des acteurs principaux.“ Kloer an däitlech. „La digitalisation“, fiert e weider, „de l'ensemble des données est absolument nécessaire pour conclure au virage ambulatoire. Ceci au niveau du diagnostic et des traitements. Le transfert des données devra se faire en real time. Les bases de données ne sont aujourd'hui que marginales.“

An dann d'Konkursioun: „Il est d'une importance capitale que le dossier du patient digitalisé soit complet et à jour. Sans cet outil, le virage ambulatoire sera impossible à réaliser.“

Mir hunn natierlech en informatescht Instrument elo schonn do leien. Déi Aussoen hei soe just, datt dat digitaal Instrument, wat mer do leien hunn, am Fong der Realitéit net entsprécht an am Fong mer näischt kënnen domadder ufänken, fir deen Ambulatoire esou weiderzeféiere wéi mer e misste weiderféieren. An dat ass a mengen Aen awer och e Versoe vun deene leschte Jore Santépolitik, déi hei kloer ze ënnersträiche sinn, e weesentleche Punkt, wou mer net weiderkomm sinn a wou mer elo mussen enorm Effort maachen. Dorops komme mer nach an enger anerer Debatt an deenen nächste Méint eng Kéier zréck.

Am haitege Constat wëll ech just soen, datt déi Plattform esou muss gestallt ginn, datt se éischstens emol iwwerhaupt uerdentlech fonctionéiere kann, zweetens, de Besoin vum haut entsprécht an drëtens dann och de Besoin vum Virage ambulatoire kann entsprechen.

Mir soen et, mee mir soen et net eleng. All déi Acteuren, déi mer ugeschriwwen hunn, kommen am Fong mat deem selwechte Constat zréck wéi de Conseil supérieur de certaines professions de santé.

Mäin drëtten Punkt, dat ass dee vun de Maison-médicale-de-garden. Déi haiteg Maison-médicale si jo haaptsächlech do, fir Soin-primaires ze assuréieren, haaptsächlech zu deenen Zäiten, wou den Hausdokter net méi erreechbar ass. Dofir och déi aktuell Horairen, esou wéi se do stinn. Et ass am Fong net de Remplacement vun der Médecine générale, mee et ass eng Permanence vun de Soin-de-garden, déi assuréiert gëtt.

No verschiddenen Aussoe gëtt heiansdo déi Maison médicale dohinnergestallt, wéi wann et regionaliséiert Service-d'urgencé wäeren. Dat ass awer, mengen ech, souwäit ech dat verstanen hunn a gesinn, net hir Roll. Hir Roll ass a sech, fir Garden ze assuréieren, an andeem se dat maachen, ass et natierlech en Automatismus, datt se verschiddentlech Urgencen entlaaschten, ouni selwer Urgencen ze sinn. Si entlaaschten d'Urgencen, well verschidde Leit, déi guer net an eng Urgence wëlle goen, mussen goen, solle goen, dann eng Ulafstell hunn, déi se soss net hätten, wann d'Maison médicale net do wär. A wann d'Maison-médicallen net do wäeren, géife se dann an d'Urgence goen. Insofern entlaaschte se d'Urgencen, mee sinn natierlech vu sech aus, vum

Ekipement aus, vun hirem Fonctionnement aus net selwer eng Urgence.

Mir wëlle just soen, datt mer hei an deene ganzen Aussoen eng positiv Bewäertung vun de Maison-médicale-de-garden erëmfonnt hunn; eng positiv Bewäertung, déi mer och deelen.

Par ailleurs, wa mer op d'Experienze vum Covid zréckgräifen, da gesi mer, datt och déi Maison-médicale sengerzäit benotzt gi sinn, fir en Deel vun dem Covidtraitement opzefänken, fir an der éischter Linn ze sinn, fir separat Garden do ze maachen, fir e separaten Empfang do ze maachen, wat en fin de compte gutt fonctionéiert huet. Ech wëll dat och ganz, ganz kloer soen. Dat huet, ech weess net während wéi vill Méint, während e puer Méint esou ...

*(Interruption)*

Bon, ok, komme mer duerno dorobber zréck. An ech wollt dat am Fong positiv bewäerten. Mee Dir erkläert mer dann, datt dat anescht duerno ass ..., wéi Der wëllt.

Mee wéi och ëmmer, mir sinn der Meenung, datt déi Sënn gemaach hunn, datt déi nach ëmmer Sënn maachen. Verschidden Avisen soen eis, datt eng Extensiooun vun den Horaire misst geschéien. Ech kann dat duerch aus verstoen, datt een dat seet. Op där anerer Säit soen ech awer och, datt et eng Konkurrenz vun de Médecin-généralist wär, wa mer géifen d'Horairen esouwäit maachen, datt se natierlech op déi Horaire vun de klassesche Cabinet-médicale géifen eriwergoe respektiv vun de Médecin-de-familien eriwergoen.

Dofir soen ech ganz kloer, datt mer relativ skeptesch do sinn. A wa mer d'Roll vun de Maison-médicale-de-gardë wëlle bäibehalen, da fanne mer et sënnvoll, datt déi Horairen ugepasst sinn un déi Horairen, déi d'Cabinet-médicallen en fin de compte net hunn, fir am Fong d'Garden ze assuréieren.

Verschidden Avisen soen och, datt déi Maison-médicale missten intra muros vun de Spideeler sinn, well dat géif bedeiten, datt mer eng weesentlech besser Konnektivitéit kéinten hunn zwëschen op där enger Säit der Maison médicale an op där anerer Säit dem Spidol an domat eng besser Continuité des soins assuréieren. Mir kënnen dat Rasonement verstoen, mee mir soen op där anerer Säit och, datt mer et awer ze enk gegräff spieren, well et och méiglech a wichteg ass, datt deen Typ vu Maison-médicale kann e regionaliséiert Angebot duerstellen, e regionaliséiert Angebot, wou een och kann am Osten, am Westen oder ganz héich am Norden eng Maison médicale ubidden.

Mir wëssen natierlech, datt déi Maison-médicallen och mussen u Spideeler gebonne sinn, fir d'Continuité des soins ze assuréieren. Mee mir soen awer dat muss net onbedéngt eng physisch Ubannung sinn, datt se am Spidol bannendra sinn.

A mä leschte Punkt dovunner, dat ass, datt natierlech de Fonctionnementssystem esou muss sinn – mee dat hunn ech virdu gesot –, datt eng Relatioun mam Spidol muss méiglech, oder net nëmme méiglech, mee obligatoresch muss sinn, well dann e schnellen Transfert méiglech ass an e schnellen Transfert, deen ass natierlech eventuell wichteg, deemno wéi de Fall ass an deemno wéi de Patient muss weidergeleet ginn. Et muss och assuréiert ginn, datt natierlech déi Exercicen an déi Analysen, déi gemaach gi sinn, ob dat elo Radioen, Scanner sinn oder wat och ëmmer ... Wann dat dann an de Maison-médicale present ass, datt déi net mussen nach eng Kéier, wann de Patient an d'Spidol kënn, einfach widderholl ginn, well dat iwwerflësseg wär an net sënnvoll.



An deem Sënn hu mer a sech e positiven Avis iwwert déi Maison-médicallan a mengen, datt déi Weiderentwécklung soll mat deenen do Krittäre geschéien.

Dann zu de Centres médicaux pluridisciplinaires, ronderëm déi sech jo déi politesch Diskussioun dobause dréit. Ech wollt just net, datt mer notament ronderëm déi IRMen, déi jo an der Diskussioun sinn ..., ech wëll just net, datt déi hei Diskussioun iwwert den Ambulatoire just elo eng Diskussioun iwwert IRMe gött, well dat wärem just 2-3 % vun der Diskussioun an op eppes fokusséiert, wat zwar wichteg ass, mee nu wierklech net dee ganzen Debat vun dem Ambulatoire ausmécht. Dofir géif ech dat hei wierklech e weéneg relativéieren, mee awer och net scheien, fir e puer Wuert driwwer ze soen, fir eis Positioun driwwer ze soen.

Et geet also iwwert déi Fro eraus, mee et geet, also am Fong iwwert de Fait eraus, datt dat, wat d'Tribunaler elo decidéiert hunn, datt alles muss am Gesetz festgehale ginn. Dat ass eng juristesche, eng technesch Fro, déi muss geléist ginn. Mee wat ech feststellen oder wat mir feststellen, dat ass, datt d'Medezinn technesch an deene leschte Joren enorm evoluéiert huet an datt de Beneficiaire vun där Evoluitioun haaptsächlech de Secteur hospitalier war. Deen huet awer zwee Grënn vum Progrès beneficiéiert, well de Legislatuer, dat heescht, mir an dësem Moment am Fong festgehalen hunn, datt eng Rei Apparaten, verschidde Saache reservéiert ware fir de Spidolsecteur éischters. Dat ass jo den Zentrum vun der Diskussioun. An zweetens, well mer am Fong och budgetär Moyene fir d'Spideeler virgesinn hunn, fir dat ze kafen.

Déi hunn also direkt vun dem Progrès technique médical profitéiert, während den Extrahospitalier net ëmmer konnt am selwechte Mooss aus deenen do Grënn vun deem Progrès beneficiéieren, also och net ëmmer à la pointe du progrès sinn. Dofir huet sech villen an d'Spideeler verlagert, wat am Fong net onbedéngt hätt misse sinn, wat dann och zu enger Rei Enkpäss, déi mer alleguer kennen, gefouert huet.

Dofir ass et fir eis evident, datt d'Lëscht vun deem, wellech Apparater ausserhalb vum Spidol – also och privat finanzéiert – kënnen autoriséiert ginn, vill méi grouss muss sinn an an haut muss ugepasst ginn. Dat géllt selbsterständlech an eisen Aen och fir d'IRMen.

Et ass awer an eisen Aen net nëmmen eng juristesche Fro. Et ass eng Evoluitioun, déi souwisou an eisen Aen net méi opzehalen ass. Mir regrettéieren, datt am Fong säit dräi Joer keng kloer an däitlech Äntwert dorobber komm ass. Dat huet zu enger Situatioun gefouert, wou haut verschidden Dossiere blockéiert sinn, an dat ass extreem schued esou.

Déi zentral Fro, déi sech stellt, dat ass an eisen Aen: Wéi begleeden ech et als Staat? Wéi begleeden ech déi Evoluitioun do als Staat? A wat fir eng Krittäre muss ech setzen, datt mer déi Evoluitioun esou kréien, datt se uerdentlech ka gestalt ginn?

Deen éischte grouse Prinzip, dat ass, datt mer ganz gutt mussen oppassen, datt mer eng Zwouklassesmedezinn hei zu Lëtzebuerg evitéieren. Déi wëlle mer op kee Fall, fir dat kloer ze soen. Par ailleurs muss ech soen, hu mer schonn deelweis déi Zwouklassesmedezinn, well awer déi Leit, déi sech kënnen erlaben, an d'Ausland ze goen, respektiv déi wëssen, wéi et geet oder déi et kënnen bezuelen, schonn dee Wee maachen, während aner Leit de Wee net maachen. An dee Moment hu mer eng Medezinn, wou déi eng et kënnen an déi aner net. Also eng Zwouklassesmedezinn muss mer evitéieren, an dofir muss mer eng Rei politesch Aktiounen maachen.

Dat Zweet, dat ass, wat mer musse garantéieren – niewent dem Zwouklassesmedezinn evitéieren –, dat ass, datt mer d'Qualitéit vun eiser Offre médicale garantéieren.

An dat Drëtt ass, datt de generelle Käschtepunkt ze iwwerblécke bleift an datt mer en och am Grëff behalen. Alles dat zesummenzekréien, weess ech jo och, datt et net einfach ass, mee dorëms mussen eis politesch Aktiounen sech awer dréien. Aus deem Grond plädéiere mir fir eng Garantie fir de Patient, datt déi selwecht Tariffer applizéiert ginn an de Klinicke wéi an de Centre-médicallan, wann et sech ëm déi Geste-médicallan handelt - éischte Punkt.

Zweete Punkt, dat ass, datt mer froen, datt eng Rei Émännerungen an der Nomenclature vun der CNS solle geschéien, fir och esou en Tarif fir d'Location de matériel fir déi Apparaten, déi da privat prefinanzéiert ginn, iwwert Amortissementer zréckzebezuelen. Maache mer dat net, komme mer an de System, wou de Patient dat direkt muss bezuelen, also an de System vun enger Zwouklassesmedezinn eran. An dat wëlle mer op kee Fall!

An ech mengen, déi Diskussioun huet jo schonn an der Commission de nomenclature ugefaangen, muss och zu engem Ofschluss gefouert ginn.

Drëttens, d'Noutwendegkeet – deemno wellech Interventiounen an esou Zentere gemaach ginn –, fir en Ofkommen, en Accord oder eng Konventioun, wéi Der et och ëmmer wëllt nennen, mat enger Klinik, mat engem Spidol ze hunn, fir op där enger Säit am Noutfall kënnen besser ze reagéieren an natierlech, fir d'Continuité des soins kënnen ze assuréieren. Dat léisst natierlech och verschidde Modeller vun esou Centre-pluridisciplinären zou, ob dat op där enger Säit privater mat Accord vun dem Gesondheitsministère sinn oder op där anerer Säit Klinicke sinn, déi am Fong dann esou Maison-externë bedreiwen. Déi zwee Modeller sinn an eisen Aen de toute façon méiglech.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Wat heescht dat?

**M. Claude Wiseler (CSV) |** Dat heescht, datt eng Klinik et kann en tant que tel maachen, mee datt et och ka privat finanzéiert ginn, wann en Accord an en Ofkommen mat enger Klinik do ass.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Jo.

**M. Claude Wiseler (CSV) |** Ok.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Dat sinn d'Besoinen.

**M. Claude Wiseler (CSV) |** Jo, mee ech si jo och nach net fäerdeg, Här Di Bartolomeo.

**Une voix |** De Besoin ass do, Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** A!

**Une voix |** De Besoin ass do.

**M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale |** Loosst den Här Wiseler schwätzen.

**M. Claude Wiseler (CSV) |** Här Minister, et ass léif, datt Dir mech hei géint den Här Di Bartolomeo verteidegt. Ech fueren och weider.

Mir brauchen also e kloer legal gesatene Kader. Mir wëlle keng Minikliniken, mir wëllen och net, datt just Antenne-hospitalière bestinn. Mir wëllen, datt mer e Modell kënnen developéieren, deem dat do méiglech mécht. Mir wëllen also en zousätzlech a strukturéiert Angebot. Mir wëllen, datt den enke Kontrollsystem vum Staat kann exercéiert ginn, fir den abusive Gebrauch vu solchen Apparaten ze vermeiden. Ech weess, Här Minister, datt dat wahrscheinlech ee vun deene schwierigste Punkten ass, mee deen ass awer noutwendeg. Mir mussen och, wat d'Gehälterstrukturen ugeet, ganz kloer soen, datt déi Gehälterstrukture

mussen deem entsprechen, wat am Spidol ënner Kollektivvertrag eng Evidenz a logesch ass. Dat ass fir eis eng Evidenz.

Par ailleurs, mengen ech souguer, datt et keng Diskussioun richteg ass. Well wann ech kucke wéi d'Saach an der Real ..., also et ass schonn eng Diskussioun, natierlech. Mee wann ech kucken ... Wat ech wollt soen: Wann ech kucken, wéi d'Realitéit ass, déi Leit, déi do schaffen, sinn esou rar, datt ech mer net ka virstellen, datt privat Cabineten der iwwerhaapt kënnen rekrutéieren, wa se se net esou bezuelen, wéi dat an de Spideeler virgesinn ass. Dat heescht, et ass an eisen Aen eng Evidenz an och souwisou eng Réalitéitsfro, déi sech do stellt.

An dee leschte Punkt, dat ass natierlech, datt een och muss kucken, wellech Konsequenzen dat finanziell op d'Spideeler huet an déi Diskussioun och mat de Spideeler féieren. Dat ass awer nëmmen deen een Aspekt. Deen anerer Aspekt ass, datt mer och esou schnell wéi méiglech dee Gesetzestext brauchen, wou d'Dokteschpraxissen a gemeinsam Gesellschaftspraxisse kënnen ëmgewandelt ginn an och juristesche existéieren an esou fonctionéieren.

D'Madamm Minister huet deen Text scho fäerdeggestallt. Ech weess elo net genau, wou en drun ass, mee en ass an der Consultatioun. Ech wëll mech och net iwwert den Detail hei äusseren. Mee ech mengen, vum Prinzip hier, ass et weesentlech, datt mer esou en Text kréien. An deen Text muss och den Typ vun de Gesellschaften dann also definéieren, wou Doktere respektiv aner Profession-de-santéen – ob dat elo Infirmieren oder Kinéen oder wien och ëmmer ass – déi sinn, déi am Fong déi Gesellschafte geréieren an datt mer evitéieren, datt d'Finanzgesellschaften déi sinn, déi vun esou Gesellschaften en fin de compte Beneficiaire sinn, wou de Bénéficiaire financier dat eenzegt Zil ass.

*(M. Marc Spautz prend la présidence.)*

Och dat ass warscheinlech relativ komplizéiert, am Gesetz ze maachen. Ech mengen, ech hunn et elo hei einfach, et ze soen. Dir musst d'Komplexitéit ëmsetzen a mir kommen duerno dann erzielen, ob mir dat gutt fannen, wat Dir gemaach hutt. Mee wichteg ass awer emol an enger éischer Etapp, datt mer eis iwwert de Prinzip eens ginn an datt mer kënnen op deen do Wee goen. Dat ass esou de generelle Kontext, wou ech mengen, datt déi Centre-médicallan an Zukunft solle schaffen an och kënnen eng Chance hunn, fir eng richteg, holistesche a pluridisziplinär Approche vum Patient ze hunn.

Mäi fënnefte Punkt, dat ass dee vum Médecin généraliste a vum Médecin référent. Et ass ganz kloer, datt déi Reformen, déi gemaach gi sinn, fir de Médecin référent anzeféieren, d'Prise en charge verbessert hunn. Ech soen dat och ganz kloer hei. A si hunn och de Rôle vum Generalist valoriséiert. Dat ass an eisen Ae positiv. De Médecin généraliste soll och am Zentrum vun der classescher a vun der ambulatoire Medezinn stoen.

Mee leider huet dat och seng Limitte gehat. A wann een de Cercle des médecins généralistes liest, da gesäit ee relativ gutt, wou si mat deene Limitte vun deem Médecin de référent kämpfen.

Éischters soe se, datt e grouse Problem déi massiv administrativ Surcharge vun der CNS ass.

Deen zweete Punkt ass, datt den Dossier de soins par tagé – schreiw si – „désespérément vide“ ass. A fir déi, déi selwer schonn den DSP gemaach hunn, an ech denken, datt déi meescht vun eis dat gemaach hunn, déi wëssen – op jidde Fall ass et bei mir esou –, datt en net vill gebraucht gétt, an ech mengen, datt näischt dran ass vun deem, wat ... Ech hunn en opgemaach an du war et dat.

Bon, vläicht hutt Dir dat besser gemaach, Här Minister, dat mag jo sinn, mee bei mir ass et esou. Mee op jidde Fall ass et e Problem, well et net systematesch funktionéiert a well een och d'Impressioun huet, dass keen Interêt vum Patient do ass, well de Patient am Fong dervunner ausgeet, dass dat alles misst automatesch geschéien. Et geschitt awer net automatesch. An ech mengen, dat ass och e grouse Problem, dee momentan do ass an dee mer musse léisen.

An da soen d'Generalisten och, dass natierlech duerch den zukünftege Mangel u Generalisten eng Diskussioun op eis zoukënnt, wa mer da wëllen Ambulatoire maachen. Dat ass dat, wat si den „task shifting“ nennen, dat heescht, wou iwwert de Fait muss geschwat ginn, wat da vun de Generalisten um Terrain kann an net ka gemaach ginn.

Dat heescht, wat ech wëll soen: Déi Aufgaben, déi do op eis zoukommen als Politik, déi si kloer! Mir musse iwwert déi administrativ Dechargé vum Médecin généraliste oder vum Médecin référent schwätzen. Mir musse iwwert d'Fonctionnement vum Patientendossier, vum DSP, schwätzen. A mir musse iwwert deen Task Shifting schwätzen, well do musse eng Rei Solutiounen fonnt ginn.

Mäi sechste Punkt, dat ass deen iwwert d'Telemedezinn. Telemedezinn ass praktikabel, dat huet d'Pandemie, dat huet de Covid-19 kloer gewisen. Ech ka mech drun erënneren, déi Méint, wou et schwierig war erauszegoen, wou och d'Dokteren net richtig woussen, wéi se dat sollen upaken, wéi vill d'Telemedezinn op eemol explodéiert ass. Dat war jo positiv esou, dat war och gutt esou. Mee am Nachhinein, wann een drun denkt, huet et awer eng ganz Rei Froen opgeworf, Froe wéi: Wat muss dann an der Telemedezinn bezuelt ginn? Wéini, a wellechem Fall kann ee se gebrauchen? Wou leien d'Responsabilitéiten? An Änlech.

Dofir soe mir hei ganz kloer: Dat war eng positiv Experienz, dat muss och onbedéngt weidergefouert ginn! Si ass besonnesch wichteg an esou Momenter, wa mer eng Epidemie hunn, wou se eng ganz grouss Roll ka spillen, mee awer och bei Patienten, déi en institution sinn, déi musse suivéiert ginn. Och bei Reseauen ass se enorm wichteg, respektiv och, wann zum Beispill e Suivi, e Suivi postopératoire, ass, kann d'Telemedezinn extrem effikass sinn, well se Deplacementer vermeit, respektiv fir d'Diskussiounen vu Suivi an Décision-thérapeutique, déi duerchaus, nottamment wa se am Ambulatoire sinn, kënnen iwwer Telemedezinn gemaach ginn.

Just, wat mer brauchen, dat schéngt an eisen Aen evident a gëtt och vu jiddwerengem gefrot, dat ass e kloer gesetzleche Kader, wou mer emol d'Definitioune setzen, wat da kann an d'äer an der Telemedezinn gemaach ginn, wou och d'Tarifikatiounen kloer definéiert ginn, well ech denken, dass d'Tarifikatiounen net onbedéngt déi selwecht an der Telemedezinn ginn, wéi wann den Dokter sech deplacéiert, an dass mer do schonn eng Reflexioun driwwer musse maachen. Och eng Definitiou vun de Responsabilitéiten. Wien ass da responsabel fir wat? A wéi ginn Ordonnancen, Uerder, vun deem engen zu deem anere weider? Wéi ass dat retraçabel? Wéi kann een deontologesch Ligne-de-conduite festleeën? Well och d'Telemedezinn brauch eng gewëssen Deontologie, wou vläicht total aner Aspekter nach erakomme wéi déi vun der klassischer Medezinn. Wéi ass et mat Alternativen an dehors vun den Öffnungszäiten, mat de Remboursement vun der CNS, mat dem Coût an dem Remboursement vun Apparaturen, mam Droit d'accès och un all d'Donnéen, op déi déi Professionell am Kader vun der

Telemedezinn awer musse kënnen Accès hunn, andeems se sech natierlech un all d'Reegelen halen?

Dat sinn a mengen Aen, an eisen Aen, essenziell Froen. Also, mir brauchen e kloer gesetzleche Kader, deen d'Responsabilitéit festleet, deen d'Deontologie definéiert, mir brauchen e finanzielle Kader, eng Tarifikatioun vun der CNS, a mir brauchen och e kohärenten informatésche Kader, gesetzlech ofgeséichert, fir dass mer an deem do Dossier weiderkommen. Ech mengen, dass mer do eng Rei Retarden hunn. Ech mengen, dass déi Retarde kënnen rattrapéiert ginn. Mee ech fannen et wichteg, dass mer dee grouse Chantier vun der Telemedezinn elo opmaachen.

Mäi siwente Punkt, dass ass dee vun den Hospitalisatiounen à domicile. Dat ass och warscheinlech eng vun deene groussen Zukunftsfroen an Zukunftsentwécklung vun der Medezinn, well d'Technik hei ëmmer méi wäert erlaben a well d'Hospitalisation à domicile en absolutt noutwendeg Corollaire vum Virage ambulatoire ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | An deenen Avisen, déi mer kruten, gëtt et och ganz oft kritesch gekuckt. Ech wëll dat och net verstopen. Zum Beispill d'Generalisten, déi soen, dass eng ganz Rei ... „de nombreuses limites et des inconnues“ momentan nach do sinn a wéi een dat da soll upaken. Ech soen awer hannendrun, dass déi Covid-19-Experienz eis awer do och eng Rei Méiglechkeete gewisen huet, wéi d'Hospitalisation à domicile scho kann effikass sinn, wéi se eis eng Surcharge an de Spideeler kann evitéieren a wéi se och, wann zum Beispill eng Epidemie ass, awer kann op verschidde Weisen evitéieren, dass d'Epidemie an d'Spideeler mat erageschleeft gëtt, wann een d'Méiglechkeet huet, d'Patienten doheem ze betreiien an domat ze schützen. Also mécht dat absolutt Sënn, dass mer an déi Richtung do ginn.

Et si jo d'ailleurs och schonn eng Rei Experienze gemaach ginn, säit Joren, nottamment déi Experienz vun der Antenne mobile vun dem Nordspidol, wou eng ganz Rei Kribspatienten doheem an der Hospitalisation à domicile traitéiert ginn. An do stelle sech jo ronderëm dat eng ganz Rei Froen, an ech wëll dat och a siwe Froen ugoen, well dat ee vun de wichtegsten Aspekter vun dem Ambulatoire ass.

Éischtens: De Remboursement, denken ech, muss spezifesch an der Loi hospitalière festgeluecht ginn, fir dass mer net do op Interpretatiounen musse zrëckgräifen, fir esou Typen vun Hospitalisatiounen à domicile dann ze finanzéieren. Dat muss och elo, mengen ech, ëmgeännert ginn. Dat schéngt mer absolutt wichteg ze sinn. Ech mengen och net, dass do Contestatiounen driwwer bestinn, mee et muss einfach gemaach ginn.

Zweetens muss e kohärent Konzept ausgeschafft ginn. Wéi gesot, déi Experienze, déi ech virdru scho beschriwwen hunn, déi elo säit 15 Joer lafen, déi hu jo, a mengen Aen op jidde Fall, extrem positiv Resultater. Et muss een awer och definéieren, wéini een da kann Hospitalisation à domicile maachen. Ech mengen, dass et bei Palliativmedezinn, bei der Onkologie, zwar net bei alle Fäll, mee bei enger ganzer Rei vu Fäll, extrem logesch ass an och sënnavoll ass, op dee Wee ze goen. Mir bräichten also eng Lëscht vun deene Soinen, déi an dem Ambulatoire, am Ambulante mat der Hospitalisation à domicile, méiglech sinn, wéi zum Beispill bei Grossesse-à-risque, wéi zum Beispill bei Epidemien, wéi zum Beispill beim Postopératoire, wou dat kann extrem sënnavoll an och par ailleurs nach käschtespuerend dobäi sinn.

Mir brauchen drëtzens Changementer an der CNS, déi absolutt noutwendeg sinn. D'Charge financière vum Patient d'äer net méi héich si wéi déi am Spidol. An déi Ekipp, déi doheem schaffen, déi musse och

finanziell a logistesche Soutien kréien, am Fong änlech wéi am Spidol. Dofir mengen ech, Dir kënnt mer awer gären eppes anescht soen, mee ech sinn iwwerzeugt, dass dofir eng spezifesch Nomenclature fir d'Hospitalisation à domicile noutwendeg ass, ansonste komme mer net richtig weider. Am Fong wäert eng komplett Tarifikatioun fir de Secteur ambulatoire eng noutwendeg Diskussioun an den nächste Méint ginn.

Dann ass déi grouss Fro – dass ass mäi véierte Punkt –: Wien ass dann en charge vun der Hospitalisation à domicile? An do ginn och, wann een d'Avisé liest, d'Meenungen heiansdo auserneen. Fir mech a fir eis ass et ganz kloer, dass de Médecin hospitalier coordinateur, deen en place ass, dee muss sinn, deen den Zentrum vun der ganzer Hospitalisation à domicile muss maachen. Du brauchst een Dokter, deen et koordinéiert an dee responsabel ass fir de Patient, och wann en doheem soignéiert gëtt. D'Spidol brauch also do ronderëm eng ganz Organisatioun, fir dat ze maachen. An et muss een och nach definéieren, wat dann de Rôle vum Médecin traitant an där doten Organisatioun ass.

An duerno kënnt dann d'Fro: Wie mécht et um Terrain? Och dass ass eng gréisser Diskussioun dobaussen. Ech weess, dass d'Leit, déi um Terrain schaffen, sech net ëmmer eens sinn an do vill Diskussiounen momentan amgang sinn. Ech soen Iech do eis Meinung, déi ass net total fix, mee et ass mol eng Approche, déi mer momentan hunn – à continuer la discussion.

Et ass fir mech relativ kloer, dass déi Ekipp entweder d'Équipe soignante vum Spidol ka sinn oder, wann et d'Équipe soignante vun de Services vu Soins à domicile ass, wat, mengen ech, och muss kënnen eng Méiglechkeet sinn. Dann ass et natierlech absolutt noutwendeg, dass eng enorm enk Kollaboratioun mat dem Médecin hospitalier besteet. Dee muss also kënnen Vertrauen an déi Persounen hunn, se och perséinlech kennen, wa se a sengem Numm quasiment bei d'Leit heem ginn, fir eng Rei Kontrollen ze maachen, respektiv wa se am Kontakt mam Dokter sinn, da muss den Dokter wëssen, mat wem en et ze dinn huet. Dat kann net all Dag en anere sinn, et kann net ëmmer changéieren. An dofir denken ech, wann een dat iwwer Reseau lafe léisst, da musse dat schonn Équipe-dédié si fir deen do Typ vun Interventiounen, déi de Médecins traitants respektiv dem Dokter, deen dat Ganz mécht, och bekannt sinn.

An dat Fënneft, dass ass, dass d'Definitioune vun den Tâchen an de Responsabilitéiten och muss absolutt klarifizéiert ginn, well hei gëtt se jo liicht anescht wéi am Spidol, soudatt eeben do och muss kloer sinn, wie responsabel ass fir wat a wie wellech Aarbecht muss maachen.

Déi sechst Remark ass déi vum elektronésche Patientendossier. Dat muss klappen, soss geet et net, dass soen ech net nach eng Kéier.

An déi siwent, déi mer awer grad esou wichteg ass, dass ass: Wann een eng Hospitalisation à domicile organiséiert, da muss et och sënnavoll a kloer sinn, dass d'Famill an déi Hospitalisatioun mat abezu gëtt an dass am Fong d'Spidol hei och eng gewësse Responsabilitéit huet, fir der Famill déi noutwendeg edukativ Basis ze ginn, fir dass si och hiren Deel vum Traitement ka korrekt maachen. Och dass ass eng schwéier Tâche, mee ech mengen, déi ass noutwendeg.

Schlussendlech an als lescht Remark wëll ech soen, dass déi grouss Ännerungen an der Medezinn, déi imminent bevirstinn, natierlech och en Aschlag an d'Formatiounen hunn, déi musse adaptéiert ginn. Ech ginn elo net dorop an, dass musse mer an enger anerer Diskussioun maachen, mee ech mengen, dass ee sech



muss bewusst sinn, datt d'Telemedezinn, d'Hospitalisation à domicile, d'Maison-médicallan an d'Centre-pluridisciplinairn deelweis méi Responsabilitéit notament vun Infirmieré wäerte froen. Dofir steet eng Redefinition vun den Tächten a vun den autorisierte Geste schonn um Programm, zumindest eng Reflexioun doriwwe, also och Changementer schlussendlich an héchstwahrscheinlech an der Formation vun deene Beruffer.

Als Konklusioun wëll ech soen, datt mer haut keng Motioun wollten hannerleeën. Mir haten am Ufank wëlles, dat ze maachen, mee eis Reflexioun ass du weidergaangen a mir soen: Well de Gesondheetsdësch nach amgang ass, wëlle mer net an deem Kontext haut hei Neel festschloen! Mee mir hu just fonnt, datt et wichteg war, hei an der Chamber déi Diskussioun ze féieren, well d'Chamber am Fong an eisen Aen och e Partner ass fir un deen Dësch, wou se awer net sëtzt – dat ass esou! –, mee datt et awer net onwichtig ass, datt ka gewosst sinn, wat fir eng Positionen hei, zumindest zu dësem Zäitpunkt, expriméiert ginn, an datt deem och op deem Dësch ka Rechnung gedroe ginn.

Dofir hunn ech och haut a verschiddene Punkte Kloertext geschwat, fir datt eis Meenung och soll kloer an däitlech sinn. Fir eis sinn déi Developpementer hei Zukunftsdeveloppementer vun der Medezinn. Mir stellen haut fest, datt mer am Ambulatoire nach net do sinn, wou mer sollte sinn. Mir hunn nach konzeptuell Aarbecht ze maachen, legislativ Aarbecht ze maachen, technesch Aarbecht ze maachen, Ëmsetzungsaarbecht ze maachen. Et ass en enorme Chantier. Et si momentan vill Retarden do an an eisen Ae gëtt et keng Excuse méi, fir et net direkt unzepakten.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Wiseler.

Déi éischt ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Covidkris huet eise Gesondheetssystem op d'Prouf gestallt. Am März 2020 hat eis Regierung keen anere Choix, wéi den État de crise auserufen. De komplette Lockdown huet deemools eng éischt Well un Infektiounen agedämmt an esou eng Iwwerlaaschtung vun eisem Gesondheetssystem verhënnert. Fir d'Covidpatienten am Spidol ze traitéieren a gläichzäitig aner Patientene virun enger Infektioun ze schützen, goufe vill Traitementer ofgesot oder verréckelt, fir genuch Better fräizehalen an d'Personal nei andeelen ze kënnen.

Dëst war néideg, well et an eise Spideeler engersäits schwierig ass, verschidde Fluxe vuneneen ze trennen, anerersäits ass eise Gesondheetssystem staark op Aktivitéiten an de Spideeler fokusséiert, obwuel et hautdesdaags aner Méiglechkeete géif ginn an eng ganz Rei vu medezinneschen Agrëffer an Ënnersichungen am Extrahospitalier kéinte gemaach ginn.

A villen anere Länner ass et schonn zanter laangem Usus, dass en IRM, eng Mammografie, eng Gastroskopie, mee awer och kleng chirurgesch Agrëffer wéi eng Arthroskopie vum Knéi oder en Traitement vu Varicen och ausserhalb vun de Spideeler gemaach ginn.

Hei zu Lëtzebuerg hänke mer dëser Entwécklung nach hannendrun. Jo, eise Gesondheetssystem ass performant. Mir mussen awer och de Constat

maachen, dass eise Gesondheetssystem dach vereelt ass an och net méi enger moderner Gesondheitsversuergung entsprécht.

Och hei zu Lëtzebuerg brauche mer Alternativen zur traditioneller Hospitalisation, e System, dee sech eeben net méi ganz op d'Spidol fokusséiert.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | De Virage ambulatoire setzt genee hei un a kann a soll dem Patient och weiderhin déi selwecht qualitativ héichwäerteg Versuergung garantéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Spidol schwätzt een haaptsächlech vu Chirurgie ambulatoire a versteet dorënner eng Hospitalisation no engem chirurgeschem Agrëff, deen normalerweis manner wéi zweielef Stonnen dauert a keng Iwweruechtung verlaangt. De Patient kritt also déi beschtméiglech Behandlung, muss awer nom Agrëff manner Zäit am Spidol verbréngen a kann éischter heemoen. De medezinnesche Fortschritt mécht dat méiglech. Vill Agrëffer sinn haut vill manner invasiv, wéi dat nach viru Jore war. Dowéinst brauche Wonnen net méi esou laang fir ze heelen an de Patient muss manner laang fir déi postoperativ Iwwerwachung am Spidol bleiwen.

De Plan hospitalier vun der Regierung gesäit da bis elo och haaptsächlech dës Chirurgie ambulatoire vir. D'Verkierzung vum Openthalt bedeit e méi grouesse Confort fir de Patient. Et läit ee jo och am Prinzip léiwer doheem am Bett wéi an engem Spidolzimmer.

An och fir d'Spidol an d'Personal ass et vu Virdeel. Et bleiwen nämlech méi Better fräi fir Patienten, déi se méi néideg brauchen, an et bleift och méi Zäit, fir sech ëm dës Patienten ze këmmern.

Wéi wichteg et ass, genuch Capacitéiten an de Spideeler ze hunn, huet eis d'Pandemie nach emol bewusst gemaach. Mee och ouni dës sanitär Kris hätte mir de Wee vun der ambulanter Medezinn konsequent misse weidergoen. Eis Demografie ass am Wandel, eis Bevëlkerung wiisst a gëtt ëmmer méi al. Mir hunn och ëmmer méi Frontalieren, déi mir bei eiser Gesondheitsversuergung consideréiere mussen. A mir wëssen alleguer, dass mir am Gesondheitssektor mat engem Personalmangel konfrontéiert sinn, deen an den nächste Joren nach méi akut wäert ginn. Dat huet den ausféierleche Rapport vun der Madamm Marie-Lise Lair, dee mir jo all kennen, erginn.

Dowéinst mussen mir elo laangfristeg Perspektive fir e resilienten a qualitativ héichwäerteg Gesondheetssystem schafen. De Virage ambulatoire dierf sech deemno net eleng op d'Chirurgie innerhalb vum Spidol beschränken. Do, wou et méiglech ass, muss de Sektour extrahospitalier méi agebonne ginn. Dezentraliséiert a méi kleng extern Strukturen kënnen d'Spideeler entlaaschten an zu enger besserer Komplementariteit vun eisem Gesondheetssystem bäidroen, andeems si méi liicht Agrëffer iwwerhuele wéi Operationen u Varicen oder Katarakten, während d'Spideeler sech op héich spezialiséiert Agrëffer konzentréieren, déi just an hire Strukturen duerchgefouert kënnen ginn. Ech denken do zum Beispill u komplizéiert Operationen um Häerz.

Esou extern Strukturen kënnen Centres médicaux pluridisciplinaires oder Gruppepraxisse vun Dokteren an anere Gesondheitsberuffer sinn. Wichteg ass, dass sech dës Strukturen och uechtert d'Land verdeele kënnen, wat mat méi klengen Strukturen sécher och méi einfach ass.

Esou kéinte mir virun allem och am ländleche Raum zu enger besserer Erreechbarkeit vun der Gesondheitsversuergung fir jiddere bäidroen. Wann dës Strukturen da weekends oder iwwert d'Nuecht och

Garden ubidden, kënnen mir de Patient laang Deplacementer bis an dat nächst Spidol oder bis an déi nächst Maison médicale och erspueren.

Iwwerhaupt sollten och weider Maison-médicallan am Land derbäikommen, notament am Oste vum Land. Eng Maison médicale fir d'Pediatrie, eng Iddi, déi den André Bauler an ech an enger Question parlementaire opgeworf hunn, ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | ... déi den Norden an Deeler vum Oste bedénge kéint, ass eng weider Pist, fir Kanner a Jugendlechen aus de ländleche Regiounen eng besser Gesondheitsversuergung ze bidden.

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Madamm Hartmann, den Här Gloden wollt Iech eng Fro stellen.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | A lass!

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Madamm Hartmann. Ech ënnerschreiwen 200 % dat, wat Der sot. Dir hutt jo elo viru Kuerzem d'medezinnesch Versuergung am Oste fir Iech entdeckt. Ech erënnere just drun: Säit ech an der Chamber sinn, hunn ech sécher eng 20 Question-parlementairen zur medezinnescher Versuergung am Oste gestallt, zum Deel mat de Kolleegen. An d'DP war ëmmer, ëmmer dogéint! An Dir hat och de Gesondheitsminister. Dee war ëmmer dergéint, datt Maison-médicallan an extrahospitaliär Aariichtunge géifen am Osten ageriicht ginn.

Verstinn ech dat elo als e Sinneswandel bei der DP, datt se elo op en anere Wee ginn, datt se elo endlech d'Iddi vun der CSV ophuelen?

Merci.

**M. Gilles Baum** (DP) | Mir haten de Gesondheitsminister bis 2004, dat ass 18 Joer hier, also come on, e bësse Political Fairness hei an der Debatt wär awer net verkéiert!

**M. Léon Gloden** (CSV) | 2009 nach, Dir hutt 2009, 2010, 2011 nach géint Resolutiounen do gestëmmt.

*(Brouhaha)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech wëll just soen, 2004 sinn et nach keng Maison-médicallan ginn.

*(Brouhaha)*

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Madamm Hartmann.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**Une voix** | Kënnen mer weiderfueren?

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Madamm Hartmann, wannechglift.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Also Här Gloden, ech si frou, dass ech am Haut an Elo liewen an dass ech zesumme mat menge Kolleegen d'Meenung verrieden, ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | ... déi ech elo grad gesot hunn an dass mir haut eis derfir staark maachen, dass och Maison-médicallan méi am ländleche Raum, an notament am Osten an am Norden, sollen installéiert ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Konsequent.

*(Brouhaha)*

**Mme Carole Hartmann** (DP) | A lass. Mee och hybrid Strukturen wéi ambulant Klinicke wieren eng Méiglechkeet. Si kéinten zum Beispill vun enger Dokteschsociétéit geréiert ginn, hätten awer gläichzäitig e Lien mat engem Spidol.

Stéchuert Dokteschsociétéiten: Och op dësem Punkt hänke mir als Land nach ëmmer hannendrun. D'AMMD freet scho méi laang, dass d'Doktere sech missten a Sociéité kënnen zesummeschlëssen an dass dofir e gesetzleche Kader misst geschaaft ginn. D'Gesondheetsministesch huet dozou Enn d'lescht Joer schonn een Avant-projet de loi op de Wee bruecht. De gesetzleche Kader ass néideg op dësem Punkt, fir dass d'Dokteren oder anert Gesondheetspersonal d'Fraise fir Loyeren, Ekipementer a Personal och kënnen opdeelen.

Esou eng ambulant Struktur mat engem Lien zu engem Spidol ass net nëmme vu Virdeel fir de Patient, dee vun esou enger Struktur eng gewëssen Neutralitéit erwaarde kann, et géif och bedeiten, dass d'Infirmieren an d'Infirmièren ënnert de Kollektivvertrag vun de Spideeler fale kéinten. Fir si géif sech also näischt un hirer Situatioun änneren.

D'Dokteschsociétéit sollt ausserdeem – an dat ass och ganz wichteg – just aus Doktere bestoen, déi och an der jeeweileger Struktur exercéieren. Esou kéinte mer evitéieren, dass Sociéité mat rengem Profitgedanke sech hei am Land géifen installéieren.

Léif alleguer, e wichtegen, wann net deen allerwichtigste Rôle spille weiderhin d'Soins primaires. Ëmmer nees ass et de Constat, dass eis Urgencen an de Spideeler wéinst medezinnesche Problemer opgesicht ginn, déi net dohi gehéieren. Dat féiert net nëmme zu onnéideg laange Waardezäiten, mee och zu enger Iwwerfuorderung vum Personal, dat an der Urgence scho mat genuch Stress konfrontéiert ass. Hei muss jiddereen vun eis de Reflex hunn, fir d'éischt bei e Generalist ze goen, wa säi gesondheetleche Problem keen Noutfall ass. Den Hausdokter oder eng Maison médicale sinn a bleiwen hei déi éischt Ulaftell.

Dat setzt natierlech sengersäits viraus, dass genuch Doktere sech hei am Land installéieren. Dat ass net ëmmer ganz einfach, ënner anerem wéinst de Logementspräisser, déi et virun allem jonken Doktere schwéier maachen, eng eege Praxis opzebauen. Ëmmer nees schlësse sech dowéinst och Dokteren zesummen a leede gemeinsam eng Praxis. Dat ass och vu Virdeel fir de Patient, well de Cabinet esou ëmmer besat ass, awer och fir d'Dokteren, déi hautdesdaags och méi op d'Work-Life-Balance kucken, wéi dat fréier de Fall war.

Ass de Cabinet dann och nach pluridisziplinär opgestallt, da kënnen Patienten innerhalb vum Cabinet zum Beispill e Kiné, eng Hiewamm oder soss e Spezialist besichen. Esou pluridisziplinär Gruppepraxisse sollten an eisen Aen och méi geféiert ginn, andeems se vun där selwechter finanzieller Hëllef bei der Installatioun vum Cabinet profitéieren, wéi dat aktuell fir d'Zesummeschlëss vun de Generaliste virgesinn ass.

Här President, ech hunn et virdu scho gesot: Et gétt scho vill Agrëffer, déi dank dem medezinnesche Fortschritt net nëmme e verkierzten Openthalt am Spidol erméiglechen, mee och ausserhalb vun de Spideeler kënnen duerchgefouert ginn, och en IRM oder en CT-Scanner gehéieren do derzou.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Et geet effektiv net nëmme dorëms, mee et geet awer och ëm dëse Sujet.

Dat Urteel, wat schonn ugeschwat ginn ass, vun 2019 vum Verfassungsgericht, huet do en eisen Aen eng kloer Sprooch geschwat. Dëst Urteel huet zréckbehalen, dass et verfassungsrechtlech net konform ass, verschidde medezinnesch Ekipementer nëmme de Spideeler virzebehalen, well dat verhënnert, dass d'Dokteren hire Beruff fräi ausübe kënnen.

Lëtzebuerg ass am Verglach mat Frankräich, Däitschland, Holland, der Belsch an der Schwäiz dat eenzegt Land, wat zum Beispill keen CT-Scanner am Extrahospitalier huet. An Däitschland an a Frankräich gëtt et iwwer 50 % vun den IRMen am Extrahospitalier.

Um Potaschbiereg ass rezent e Radiologieszenter mat Scanner an IRM opgaangen, deen zu enger besserer medezinnescher Versuergung vum Oste vum Land bäidréit.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Eenzege Problem: Anescht wéi en IRM am Spidol gëtt den IRM zu Gréiwemaacher net vun der CNS rembourséiert, well et dofir nach keng Tariffer an der Nomenclature gëtt. Op dësem Punkt muss also och nogebessert ginn.

(Brouhaha)

**M. Léon Gloden** (CSV) | Dee fonctionéiert nach net.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Aktuell férdere mir ... A, ech hu gemengt, e wier schonn op. An der Rei.

**M. Léon Gloden** (CSV) | E steet geschwënn.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Aktuell férdere mir, an dat ass och scho gesot ginn, nämlech indirekt eng Zwouklassesmedezinn. Wie sech et leeschte kann, dee geet fir en IRM bis op Tréier, déi aner, déi waarden hei am Land, bis se am Spidol dann e Rendez-vous kréien. Fir deem entgéintzewierken, brauche mir dofir och fir den Extrahospitalier déi néideg Tariffer. Hei geet et schliisslech och, an dat ass wichteg, ëm sozial Gerechtegkeet.

Eng méi grouss Offer u medezinneschen Ekipementer am Extrahospitalier ass am Interêt vum Patient. Eng besser Disponibilitéit, Erreechbarkeet a verkierzt Waardezäite bedeiten e Plus u Confort an dat ouni Verloscht vun der Qualitéit vu Gesondheetssevicer. D'Decisioun, fir ambulant oder am Spidol behandelt ze ginn, soll dobäi weiderhin d'Decisioun vum Patient bleiwen, e Choix, deen de Patient zesumme mat sengem Dokter soll huelen an deen net op finanziellen Incitante baséiert.

Mee mir mussen bei der Reform vun eisem Gesondheetsystem nach méi wäit goen. Am Sënn vu méi Confort sollten och postoperativ Ënnersichungen doheem gemaach kënnen ginn, engersäits fir méi Better an de Spideeler fräizehalen an d'Käschte vun der Prise en charge ze reduzéieren, anerersäits, fir dem Patient e laangen Openthalt am Spidol oder vill Deplacementer dohin ze erspueren. Normalerweis spiert ee sech jo doheem och besser, well een do a sengem gewinnten Ëmfeld ass. Dat bedeit net nëmme manner Stress fir de Patient, wat wichteg ass fir seng Erhuelung, mee och de Risiko vun eventuell nosokomialen Infektione gëtt doduerch och weider verringert.

D'COPAS huet eng ausféierlech Propos zu der Hospitalisation à domicile, kuerz HAD, ausgeschafft. Dës geet méi wäit wéi den normale Soins à domicile. D'Hospitalisation à domicile verlaangt eng méi intensiv Surveillance an et gi méi Parametere kontrolléiert. Dat mécht se méi komplex an oft och méi multidisziplinär.

Et ass dowéinst virun allem wichteg, dass d'Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler, de Réseaux de soins, den Alters- a Fleegeheemer an de liberale Gesondheetsberuffer optiméiert gëtt. Nëmme da kënnen d'Fluxe vun de Patiente verbessert an d'Sécherheet vun hinne an garantiéiert ginn. Dat verlaangt awer e grousst Mooss u Flexibilitéit a Koordinatioun vun dëse Servicere. Nieft dem Personal, dat sech deplacéiere muss, fir postoperativ Ënnersichunge bei de Leit doheem ze maachen, muss dat néideg medezinnesch

Material wéi och d'Medikamenter de Patienten doheem zur Verfügung gestallt ginn, déi aktuell nach eise Spideeler virbehale sinn.

D'Hospitalisation à domicile ass awer vläicht och net fir jiddereen eng Optioun. E Patient, dee léiwer am Spidol behandelt wëllt ginn, soll dat dofir och weiderhi kënnen maachen. D'Gesprécher tëschent Dokter a Patient virun enger medezinnescher Interventioun ginn an dësem Fall nach méi wichteg a mussen d'Suergen an d'Wënsch vun de Patiente consideréieren.

D'Demokratesch Partei wëllt all de Bierger eng qualitativ héichwäerteg a sécher Offer u Gesondheetssevicer zur Verfügung stellen, aus deene si fräi wéile kënnen. D'Leit mussen sech kënnen sécher sinn, dass de Virage ambulatoire net manner Qualitéit a manner Sécherheet vun de Soins bedeit, ganz am Géigendeel. D'Zil ass et, de Patiente méi Confort an Autonomie bei gläichbleiwender Qualitéit ze bidden.

Kolleginnen a Kollegen, fir déi bescht Gesondheetsversuergung ze erméiglechen, mussen mir awer och d'Digitaliséierung an dësem Secteur virundreiwen. D'Telemedezinn ass hei e Stéchuert. An der Kris hunn d'Teleconsultatiounen schonn hir Plus-value gewisen, fir zum Beispill voll Waardesäll vun Hausdokteren ze evitéieren, wou den Infektionsrisiko deementsprechend héich gewiescht wier.

Ma natierlech kënnen d'Teleconsultatiounen net all Visitt beim Dokter ersetzen, an dat solle se och net. Mee et ginn awer duerchaus Situatiounen, wou dës zum Asaz kënnen kommen, zum Beispill bei der Hospitalisation à domicile fir de Suivi vum Patient mam Spezialist an/oder mam Generalist.

D'Telesurveillance bitt och ganz nei Méiglechkeeten. D'Charité zu Berlin huet zum Beispill en Zentrum fir kardiovaskulär Telemedezinn. Do ginn d'Vital- an d'Kierperwärterer vu ronn 300 Patienten iwwerwaacht. D'Patiente kontrolléieren sech all Dag selwer doheem. Si ginn op engem Tablet Gewicht, Blutdruck a Sauerstoff un a beäntweren e puer Froen zu hirem allgemenge Befannen. Dat dauert ronn sechs Minutten. De Computer filtert dann déi Patienten eraus, wou Opfällgekeete bestinn an d'Doktere kënnen dann déi concernéiert Patiente kontaktéieren.

An enger Etüd konnt nogewise ginn, dass d'medezinnesch Ferniwwerwaachung d'Stierflechkeet ëm 20 % an d'Hospitalisationen ëm 30 % reduzéiert huet. Bei der Hospitalisation à domicile sollt een dowéinst onbedéngt och d'Telesurveillance mam implementéieren.

Och ePrescriptiounen kënnen onnéideg Deplacementer erspueren, well net fir all Ordonnance, virun allem wann een zënter Joren ëmmer dat selwecht Medikament hëlt, onbedéngt eng physesche Visitt beim Dokter néideg ass. D'Antibabypëll ass do ee gutt Beispill. D'Doktere kéinten eng Prescriptioun also direkt un de Patient oder un déi gewënschen Apdikter schécken. Dat puert Pabeier an Zäit. An Däitschland sollen d'ePrescriptiounen iwwregens ab dësem Joer schonns zur Reegel ginn.

A Frankräich kënnen zënter kuerzem och Apdikter selwer Ordonnancë verlängeren, mam Accord vum Hausdokter, wann et sech zum Beispill ëm Patiente mat chronischen Erkrankungen handelt, déi ëmmer nees dat selwecht Medikament verschriwwen kréien. Dat wier eng weider Pist, déi ee consideréiere kéint, fir Hausdokteren ze entlaaschten.

Wat d'Apdikter betrëfft, solle mir eis e weidert Beispill um Ausland huelen. Do ginn et nämlech sougenannt automatiséiert Apdikten. Iwwer een Automat, dee baussen ubruecht ass, kann ee verschidde rezeptfräi Medikamenter siche goen – och weekends an nuets.



Mat aktuell nëmmen zéng Apdikten, déi hei am Land Gard hunn, mussen sech d'Leit oft onnéideg wäit bis an déi nächst Apdik deplacéieren. D'Automatiséierung kéint dës Problem léisen.

Vläicht wäert et an Zukunft och méiglech sinn, mam Fortschreide vun der Digitaliséierung, de Bierger eng digital Gesondheetskaart zur Verfügung ze stellen. Da kéint ee souguer aner Medikamenter, och verschreibungspflichteger, an esou Automaten ubidden.

Ausserdeem sollt bei all Maison médicale, oder an der Géigend zumindest, och eng Apdik sinn, déi zu all Moment zougänglech ass, fir dass ee säi Medikament direkt op der Plaz ka siche goen. Net jidderee kann nämlech op een Auto zréckgräifen. Virun allem kranke Leit soll een Ëmweeër bei der Gesondheetsversuierung nämlech erspueren.

Här President, fir de Virage ambulatoire esou effikass wéi méiglech ëmzesetzen, muss och den Dossier de soins partagé vu Patienten a Gesondheetspersonal konsequent genotzt ginn. Aktuellen Zuele vu Juli 2021 no, gi vun 925.000 DSPen aktuell 150.000 reegelméisseg genotzt. Dat stëmmt positiv, kéint awer duerch nach verbessert ginn.

Et ass nämlech extrem wichteg, dass all déi concernéiert Acteuren déi néideg Donnéeën hunn, fir eng sécher Behandlung vum Patient garantéieren ze kënnen. Een effikassen Informatiouns Austausch ass onbedéngt noutwendeg, wann d'Zesummenaarbecht bei der Versuierung fonctionéiere soll.

Natierlech wäert den Interessi um DSP wuessen, wann nach méi Dokumenter gespäichert kënnen ginn. Dat ass an der Maach. A mir hoffen, dass dat och méiglechst séier wäert méiglech ginn; geneesou wéi déi geplangten App fir de Smartphone, déi den Zougriiff nach méi kamoud soll maachen.

D'FHL huet an hirem Avis och d'Benotze vu sougenannte Gesondheetsapps opgegraff, zum Beispill am Kader vun der Hospitalisation à domicile, déi den Auto-suivi vun de Patienten doheem an esou och d'Telesurveillance erméigleche kéinten.

Ech hat selwer am November 2019 eng parlamentaresch Fro zu dësem Sujet gestallt, well an Däitschland verschidde Gesondheetsappe vun der Krankees rembourséiert ginn.

Een éischte wichteg Schratt gouf jo och beim Remboursement vun Dokteschrechnung geholl. D'Gesondheetsapp vun der AMMD an eng App vun der CNS sinn aktuell verfügbar, mat deenen ee Rechnungen elektronesch un d'CNS verschécke kann. Ma dës Applikatiounen sinn nach an der Ufanksphas an et gëtt deelweis nach Schwieeregkeeten ze behiwen, zum Beispill beim Login, bei de Sproochen a virun allem bei der Vernetzung mat den Dokteren.

Den Interessi bei den Doktere schéngt trotzdem grouss ze sinn. 250 hate sech nämlech fir e Seminar ageschriwwen, dee vun der AMMD zum Sujet organiséiert gouf. Och d'Doktere gesinn also d'Virdeeler vun der Digitaliséierung, déi virun allem manner administrativen Opwand bedeit. An dat kënn och de Patienten an och der Krankees zegutt.

Wann ech richteg informéiert sinn, dann ass jo och geplangt, dass den DSP an d'CNS-App soll integréiert ginn. Appen hunn de Virdeel, dass se oft intuitiv konzipéiert an einfach am Gebrauch sinn. Aktuell ass den DSP nach net esou benutzerfrëndlech. Wann hei méi Efforte gemaach ginn, da ginn och Patienten ewéi och d'Gesondheetspersonal motivéiert, fir den DSP och konsequent ze notzen.

Här President, et stellt sech natierlech och d'Fro, wéi de Finanzement vum Zesummespill Hospitalier/

Extrahospitalier soll ausgesinn. Eent ass hei kloer: Mir müssen eis Nomenclature oppassen, wann de Virage ambulatoire verstärkt soll genotzt ginn. D'Prozeduren, fir nei Akten an d'Nomenclature opzehuelen, sinn awer aktuell nach ze laang. Do muss eppes geschéien, wa mer gären hätten, dass de medezinesche Fortschritt bei den Traitementen vun de Patienten net ze kuerz komme soll.

Et kéint ee sech do als Lëtzebuerg zum Beispill um Schwäizer Modell orientéieren, wéi dat ënner anerem vun der UEL an hirem Avis proposéiert ginn ass. De Mënsch muss bei politeschen Decisiounen ëmmer am Mëttelpunkt stoen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Et ass eis Aufgab, seng Rechter, Fräiheeten a Sécherheet ze garantéieren. Bei der Moderniséierung vum Gesondheetsystem mussen mir eis dowéinst ëmmer froen, wat am Sënn vum Patient ass.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Am Sënn vum Patient ass eng global geduechte Prise en charge, déi Preventioun, Fleeg a Suivi matenee verbënnt an déi fir jiddereen accessibel an abordable ass. Dofir mussen mir de Secteur hospitalier an de Secteur extrahospitalier zesummebréngen an net géinteneen ausspillen. Kee Secteur soll deem aneren eppes ewechhuelen, mee zesummen de Patienten eng effikass Continuité des soins garantéieren.

Eng Rei Froen sinn nach ze klären an et wäerten nach esou munch Erausforderungen op eise Gesondheetsystem duerkommen. Vill Kompromësser ginn och verlaangt. Trotzdeem sinn ech iwwerzeegt, dass de Virage ambulatoire ee wichteg Bestanddeel vun enger moderner Gesondheetsversuierung ass, déi absolut am Sënn vun dem Patient ass.

Ech sinn domat um Enn vu menger Interventioun, soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an de Kolleegen an der Fraktioun, déi mat un dësem Sujet vill a gutt geschafft hunn, e grouse Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz, Président de séance** | Merci der honorabeller Madamm Hartmann. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabellen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, dass eise Gesondheetsystem definitiv ee vun deene wichtegste Piliere vun eiser Gesellschaft ass, huet en an deene leschten zwee Joer méi wéi bewisen. Et ware schwéier Zäite fir eis, mee virun allem och fir all déi, déi fir eis Gesondheet suergen a geschafft hunn. Si hunn eng formidabel Aarbecht geleescht, an dofir hinnen e ganz grouse Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Déi Gesondheetskris huet d'Stärkte vun eisem solidaresche Gesondheetsystem gewisen, awer och déi Beräicher, wou mer nach müssen dru schaffen.

Déi haiteg Orientéierungsdebatt, déi vun de Kolleegen vun der CSV gefrot ginn ass, hu mer an der Santéskommissioun dofir ganz gutt virbereet. Mir hunn déi Acteuren aus dem Gesondheetswiesenen, déi och mat um Gesondheetsdësch setzen, ëm hir Iwwerleeung gebieden an eng Dokumentatioun vun ronn 400 Säiten zesummegedroen. Merci all deenen, déi bei där Consultatioun matgemaach hunn.

Mat där Debatt vun haut wëlle mir keen double Emploi mam Gesondheetsdësch maachen, dee mer

als Chamber begleeden an ergänze wëllen. Dofir ass och vun eis deemnächst erëm en Hearing geplangt mat Sujeten, déi vläicht net esou am Fokus vum Gesondheetsdësch stinn. Mee dat ass déi nächst Etapp.

Wa mer elo eng Diskussioun iwwert d'Entwécklung an d'Erausforderungen vun eisem Gesondheetsystem féieren, dann ass et nëtzlech kloerzemaachen, wat mer eis vun deem enorm wichtige Secteur erwaarden, wat mer onbedéngt wëllen a müssen halen a wou mer dru schaffen müssen. Dofir ass et mir wichteg, fir d'éischt op déi Wäerter, déi d'LSAP vertritt, anzegoen.

Op Basis vun deene Wäerter gi mir och d'Fro vun der weiderer Entwécklung vum ambulante Secteur un.

Dat ass, éischstens, den universellen Zougang zu der Fleeg. An deem Zesummenhang sinn ech frou, dass d'Regierung kierzlech e weidere Schrëtt zu deem allgemengen Zougang fir Leit, déi net oder nach net krankeverséichert sinn, gemaach huet. Dat si mir all deene schëlleg, deenen et net esou gutt geet.

Zweetens ass d'Garantéiere vun héichqualitative Gesondheetsleeschtungen, egal ob een aarm oder räich ass, ob mat oder ouni Zousatzverséicherung, fir eis enorm wichteg. Dat ass e fundamentale Prinzip, dee mer, wa mir vum Santésecteur schwätzen, ëmmer am Hannerkapp mussen behalen. Eng Zwouklassesmedezinn, wéi mer se op ville Plazen am Ausland kënnen gesinn, well do ouni Nuancé liberaliséiert ginn ass, ass fir eis en No-Go.

E Santéssystem, deem säi Finanzement weiderhin op der Solidaritéit an op dem obligatoresche Konventionnement mat kloer gereegelten Tariffer opgebaut ass, ass enorm wichteg. Dat ass fir eis als LSAP eng Selbstverständlechkeet; fir vill heibannen och. Mee et ass awer och gutt, heiansdo dorunner ze erënnere.

Dann eng komplett Gesondheets-Prise-en-charge vun der Gebuert u bis déi lescht Stonne vum Liewen. Ech ka mech nach erënnere un dee Begrëff, deen emol an de 70er-Jore gepräagt ginn ass: „von der Wiege bis zur Bahre“.

Dat sinn eis Grondsätz an dëser Fro, eis rout Linnen. An déi sinn net verhandelbar!

Wichteg ass doniewent, dass mer eis bei all Diskussioun iwwer zukünfteg Entwécklungen op belaauschtbar Donnéeën kënnen verlossen. Dobäi ass eng ëmmer erëm aktualiséiert Carte sanitaire fir de gesamte Santéberäich mat Hëllef vun enger staarker Informatik, mat Hëllef vun der Agence eSanté, mat Hëllef vum Observatoire de la santé essenziell. Mee do schaffe mer drun an do hu mer eis d'Instrumenter ginn, fir déi Carte sanitaire zäitno ëmmer op deem aktuellste Stand ze halen. Dat brauch een, fir anstänneg kënnen un engem Gesondheetsystem ze planen. Dat mécht een net aus dem Bauch eraus.

Eis Entscheedungen solle sech op reell Besoinen um regionale Plang no bei de Leit, opgrond vun dem zäitnoen Zougang – also och opgrond vu méi oder manner laange Waardezäiten; wann déi excessiv sinn, da muss een handeln –, dem medezinesche Fortschritt, dem gudden Asaz/Asetze vum Personal, dat jo net onendlech zur Verfügung steet, awer och insgesamt dem Asaz vun net limitéierte Mëttelen. Dono mussen mer eis orientéieren a mir müssen och, méi wéi an der Vergangenheet, all dat, wat mer maachen, evaluéieren, zum Beispill eis vill Aktiounspläng, déi mer hunn – gutt Aktiounspläng, déi mer hunn! –, Aktiounspläng, déi eis och weiderbruecht hunn, reegelméisseg evaluéieren an och ergänzen.

Mir begrëissen ausdrécklech, dass d'Regierung dee Wee a Richtung nationale Gesondheetsplang, wéi

schon ugefaangen enner hire Virgänger, resolut weidergeet. Do derbäi kënnt d'Noutwendegkeet, onafhängeg vum Virage ambulatoire, deen haut am Zentrum ass, eng Rei Elementer vun eiser Gesondheetspolitik ze stäerken. Ech denken do virun allem un déi verschidde Preventiounspolitikken an un d'Fréierkennung vu Krankheeten.

Dat sinn zwee Elementer, déi mussen nach méi zentral ginn, a wou mer all Acteure brauchen – virun allem awer och eis Gesondheetskeess, déi an deem dote Beräich awer nach e bëssen ze diskreet operéiert –, souwéi och d'Férdere vun engem méi gesonde Liewensstil; wat méi einfach gesot ass wéi gemaach, mee och fundamental wichteg ass. Ech huelen nëmmen als Beispill den Tubakskonsum, deen no deene Gesetzer, déi mer virun zéng Joer geholl hunn, drastesch erofgaangen ass – elo an deene leschten zwee Joer erëm ganz drastesch, virun allem bei deene Jonken, an d'Luucht gaangen ass, besonnesch och während der Pandemieszäit. An och de steigenden Alkoholkonsum.

Dann zwee weider Elementer, déi ech virausschécke wëll:

A puncto *Prise en charge* vum Patient, muss déi sougenannt „Primärmedezinn“ gestärkt ginn. D'Generalisten an d'Kannerdokteren, eng Rei vun ASBL sinn déi éischt Usprechpartner vun engem Mënsch, wann e krank ass – Stéchwuert: „Vertrauensdokter/Hausdokter“. Dat ass e Konzept, dat an eisen Aen net genuch geférdert ginn ass; net vusäite vun der Regierung, well d'Regierung wollt dat, mee doduerch, dass streckeweis och Sozialpartner sech an enger CNS net eens waren, wéi wichteg dass e Vertrauensdokter, en Hausdokter, e Médecin référent kann als Guide – net als Gatekeeper, mee als Guide – an engem komplexe Gesondheitssystem sinn, fir derfir ze suergen, dass de Patient jiddwer Zäit op déi richteg Plaz kënnt.

**Une voix | Très bien!**

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Mir stinn do ganz kloer hannendrun. Et war a bleift en zentrale Piliere vun der Gesondheetsreform vun 2010. Et ass den Hausdokter, deen de Patient a senger Ganzheet, a sengem Ëmfeld am beschte kennt, souwuel wat dat Gesondheetlecht wéi dat Sozialt betrëfft. Dat géllt selbsterständlech och fir d'Kannerdokteren.

Do derniewent muss och d'Santé mentale méi en héije Stellewäert kréien. Ech wëll do net soen, dass an deene leschten 20 Joer net vill geschitt ass. Mir si vun deem asylären an eng dezentral Psychiatrie, och eng Psychiatrie no bei de Leit, iwwergaangen. Mee – mee! – mir mussen elo, an d'Zäit ass komm, evaluéieren, wat déi Reformen u sech bruecht hunn a wéi mer weider mussen fueren.

D'Pandemie an déi Rapporten, zum Beispill iwwert d'Wuelbefanne vun de Kanner wéi d'Covid-Kids-Etuden, hunn eis gewisen, dass mir dat Theema erëm ganz uewen op d'Agenda mussen huelen. An ech géif suggeréieren, dass mer nom Modell vum Häfner-Rapport an den 90er-Joren, Rössler-Rapport an deene Joren ab 2004 en neie Bilan zéien an dann déi nächst Etapp an der Reform vun der Psychiatrie, och mat engem Schwéierpunkt op der Psychiatrie de proximité, der Santé mentale de proximité, leeën.

Eng wichteg Roll huet hei och déi bewäerte Psychiatrieplattform, wou et wichteg wär, dass déi erëm an enger grousser Reegelméissegkeet zesummekeim.

Zu eise Premisse gehéieren och Begrëffer wéi Zesummenaarbecht tëscht deenen eenzelnen Träger, Spezialisierung do, wou se evident ass, Therapiefräiheet, fräie Choix vun Dokter, den obligatoresche Conventionnement – hat ech kuerz schonn erwänt –, d'Brücksichtigung vum medezinnesche Fortschritt a last but

not least genuch qualifizéiert Personal mat gudden Aarbechtskonditiounen.

Mat deene Viraussetzung gi mir un d'Fro vum Virage ambulatoire erun. Ee Sujet, deem et elo no zwee Joer Pandemie géllt, nei Impulser ze ginn. Dëst och, well nei technesch Méiglechkeete vusäite vun der Medezinn gi sinn.

Deemno sti mir als LSAP engem Virage ambulatoire an de Spideeler an och am Extrahospitalier, wat de Prinzip ueget, positiv géintiwuer. Dobäi muss den Interêt vum Patient am Mëttelpunkt stoen an net d'kommerziell an d'Partikularinteressen, an net d'Interesse vun enger Rei vu Lobbyen.

**Une voix | Très bien!**

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Nun ass et jo och net esou, dass mer den ambulante Secteur elo eréischt géifen entdecken. Dee gouf et nach ëmmer: Polikliniken, Hausdokteren, Kannerdokteren, Spezialisten, Zäandokteren a vill aner Gesondheetsberuffer. D'Apdikten: no bei de Leit! Den Apdikter: e wichtige Beroder. An ech ka mer net virstellen, dass een den Apdikter duerch esou eppes wéi e Pizzaautomat géif ersetzen. Dat kënnt net an d'Këscht! Dat kann net sinn!

*(Interruptions)*

Eng Baguette oder eng Pizza mengetweege kann een nach aus dem Automat huelen, mee da si mer gläich beim DocMorris, wou mer eis mat Hänn a Féiss dergéint gewiert hunn, fir de Beroder Apdikter aus dem Spill erauszehuelen. An, ech mengen, dat war dee richteg Wee!

De medezinnesche Fortschritt huet awer och progressiv derzou bäigedroen, dass munches, wat fréier stationär war mat méi oder manner laangen Openthalter an de Spideeler, haut ambulant an de Spideeler an dobause gemaach ka ginn. An do ass sécher nach vill Loft no uewen am Hospitalier an am Extrahospitalier.

Hei dierf et net zu engem Konkurrenzkampf géintenee vum Hospitalier an Extrahospitalier kommen, mee zu enger gudder Aufgabendeelung an engem Mateneen. Zil muss et sinn, dass de Patient déi richteg Behandlung zur richteger Zäit op där richteger Plaz kritt. Dat muss d'Zil si vun där Zesummenaarbecht zwëschen deene verschiddenen Acteuren. Och hei wëll ech Kloertext schwätzen: Esou muss mer insgesamt eis Basisversuergung stäerken, doduerch dass mer dësem Fundament vun eise Gesondheitssystem déi Mëttele sécheren, déi gebraucht ginn.

Et ass wichteg, dass eis Spideeler iwwert den Invest an de Budget vun der CNS gutt versuergt ginn. Vergläichbar Efforte sinn awer och an der Basisversuergung noutwendeg. Duerfir plädéiere mir absolut fir en nationale Gesondheetsplang, wou och de Finanzement mat abegraff ass. Dat fänkt bei der Attraktivitéit vum Beruf un, iwwert déi finanziell Ënnerstëtzung bei der Aariichtung vu jonken Hausdokteren, d'zollt Ënnerstëtzung vu Gruppepraxissen, speziell ausgebildete Fleegepersonal, d'Stäerkung vum Konzept Referenzdokter mat Ofbau vun iwwerméisseger administrativer Belaaschtung an esou weider.

Da plädéiere mir fir d'Schafung vun enger Division de la médecine primaire an der Santésdirektioun. Ech weess net, wéi et evoluéiert huet, mee ech mengen, zu där Zäit, wou ech et nach iwwerblécke konnt, war dat méi oder manner eng One-Man-Show. An ech mengen awer, dass et wichteg wär, fir déi Divisioun – wann et iwwerhaupt eng Divisioun ass – ze verstärken.

Selbsterständlech gëllen déi Efforten, déi gemaach mussen ginn, och fir Kannerdokteren, wat jo eigentlech d'Generaliste sinn. Et si Spezialisten, mee ech fannen och, dass d'Generaliste Spezialisten an der Allgemengmedezinn sinn an och deen Titel verdéngen, dass d'Kannerdokteren eigentlech Generaliste fir Kanner sinn. Déi selwecht Efforte mussen fir si gemaach ginn.

An hei kann een duerchaus iwwer multidisziplinär Centeren, Centres médicaux fir d'Basisversuergung an däitlech erweidert Horairë schwätzen. Net ze verwieselen – an de Kolleg Claude Wiseler huet dorop higewisen – mat de regionale Maisons médicales, déi regional Garden an der Allgemengmedezinn iwwerhuelen, well déi Garden zesummegebrach sinn iergendwann virun zéng Joer. Déi Maisons médicales hu sech bewäert, mee et ass awer Zäit, definitiv de Bilan ze maachen a fir eng besser Aufgabendeelung ze suergen tëschent Spideeler, a wat d'Garden an d'Urgencen ueget, tëschent de Spideeler an de Maisons médicales, déi Garde hunn; a firwat net e gemeinsamen Triage ze maachen a méi eng staark Vernetzung vun deenen zwou Strukturen ze maachen, fir ze verhënnere, dass Urgencen iwwerlaf gi mat falschen Urgencen, déi eigentlech bei e Generalist, bei eng Gruppepraxis, wa se op sinn, oder bei eng Maison médicale gehéieren, wa se d'Garde iwwerhuelen.

Fir d'Patiente wéi och fir d'Doktere si Gruppepraxissen oder Centres de médecine primaire oder Centres médicaux – ech schwätzen hei nach net vun deenen Zentren, déi elo op anere Plazen ..., ech schwätzen hei haaptsächlech vun der Primärmedezinn. Ech kommen nach op dat anert zrëck.

Fir d'Patiente wéi och fir d'Doktere si Gruppepraxissen oder Centres de médecine primaire vu Virdeel. Si kënnen zum Beispill d'Laascht vu Garden op méi Schëllere verdeelen. D'Bild vum Dokter, deen 80 Stonnen d'Woch schafft an owes nach bei seng Patienten heemfiert, gëtt et haut ëmmer manner, an dat ass och novollzéibar. Och Dokteren a Leit aus dem Santésecteur iwwerhaapt hu Recht op e Familljeliewen a Fräizäit. An deem Zesummenhang wollt ech op d'Propos agoen, déi d'ANIL, also d'Vertriedung vun den Infirmieren an Infirmiären, gemaach huet. Si hunn an hirem Avis d'Konzept vun der „community nurse“ an d'Spill bruecht, eng Iddi, déi eis sympathesch erschéngt. Dat ass eng Infirmière oder en Infirmier, déi zesumme mam Dokter oder/a Centre-médicall ganz no bei de Leit schafft an den Dokter kann ergänzen.

Dann zu deenen neie Strukturen, wéi se zu Gaasperech, Gréiwemaacher oder Jonglënster geplangt oder an de Startlächer sinn, an der Diskussioun iwwer schwéier Apparater ausserhalb vum Spidol mat Geriichtsaffären, déi elo domat zesummenhänken. Déi Projete muss een am Respekt vun enger méiglechst aktueller Carte sanitaire ugoen, also opgrond vu reelle Besoinen am Respekt vun der aktueller Gesetzgebung oder adaptéierte Gesetzer.

An ech si ganz oft mat menger Virriednerin d'accord, mee bei hirer Lektür vun Urteel, do hunn ech eng ganz aner Interpretation. D'Urteel seet, déi Decisioun, fir den IRM net ze accordéieren, wär op enger falscher Basis gemaach ginn, well déi Lëscht hätt missen an engem Gesetz verankert sinn an net als Ajoute. Ech wëll awer och do derniewent drop hiweisen, dass et e Spidolsgesetz gëtt. An dat Spidolsgesetz seet haut, dass et ausserhalb vun de Spideeler keng Diagnostikzentere ka ginn. Wa mer dat wëllen änneren, da mussen mer dat am Spidolsgesetz respektiv an en engem Gesetz reegelen, awer net einfach esou maachen, wéi wann et dat net gëtt.

Ech wollt bewosst net op déi Poleemike ronderëm esou Projeten agoen, mee eng Rei vu méi



prinzipiellen Iwwerleeunge maachen, déi ech virdu schonn ugeschwat hunn. Fir eis ass et zum Beispill en No-Go, dass mer d'Spideeler aushielegen oder engem total liberaliséierte Konkurrenzkampf aussetzen. Kommt mir ginn an d'Ausland kucken, wat geschitt ass, wa mer op dee Wee gaange sinn! Et brauch een nëmme bis iwwert d'Grenz ze goen, bis op Tréier, da gesi mer, wou ee lant, wann ee keng Zousazversicherung huet. Dat wëlle mer hei zu Lëtzebuerg net!

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Mir wëlle fir jiddwereen dee selwechten Traitement, ob mat oder ouni Zousazversicherung. An ech mengen, duerfir sti mer!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wann nei Strukturen entstoe sollen, da kann et hei net ëm Partikularinteresse goen, net ëm Minikliniken am „stand alone“. Hei mussen déi reell Besoine gekuckt ginn, déi da sinn: regional Verdeelung an net Offer do, wou se am rentabelsten ass, well wa mer dee Wildwuchs gewäerde loossen, da kommen esou Zentren net do, wou se am meeschte gebraucht ginn, mee do, wou se am meeschten abréngen. An dat ass net ..., dat ass net eis Vue.

*(Interruptions)*

Dat ass net eis Vue. Et muss ee sech kënnen orientéieren, ob d'Waardezäiten zoumuttbar oder exzessiv sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | An et muss ee selbstverständlech och kucken, dass een dat noutwendeg Personal net vun enger Säit, wou et felt, op déi aner Säit hält, dass et nach zu méi grouse Lacunnen op enger anerer Plaz kënnt.

Wann ech beim Personal sinn, dann ass et fir mech selbstverständlech, dass dat Personal, egal wou et schafft, ënnert deene selwechte Konditione muss schaffen, ënnert deene selwechte Kollektivvertrag an net eng Zwouklassegesellschaft och hei kann entstoen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Duerfir ass et fir eis enorm wichteg, do wou et e Vide gëtt, net duerch Schnellschëss dee Vide ze fëllen, mee dee Vide gesetzlech a reglementaresch ze fëllen. An do ass d'Regierung op engem gudden Wee um Gesondheetsdësch. Et muss een der Regierung jo awer d'Chance ginn, zesumme mam Terrain dat esou ze definéieren, dass et d'Strooss hält.

Mir sinn also fir e klore Statut, wann esou Zentere géifen entstoen, deen net de Statut ka si vun enger Société commerciale an net e Fourre-tout vun alle méigleche Spezialisatiounen. Wann esou Zentren e Sënn sollen erginn, da muss se a staarke Partnerschaft mat de Spideeler entstoen, fir d'Continuité des soins surgen, d'Urgencen, d'Garde kënnen garantéieren zesumme mat de Spideeler, kohärent medezinesch Konzepter opweisen, déi sech droen, a keng kommerziell Ausrichtung, mee kloer gereegelt Tariffer an net Tariffreiheet oder zwou Zorte Patienten, déi mat an déi ouni Zousazversicherung.

Här President, ech kucken, dass ech elo schnell zum Schluss kommen. D'Gesondheetsversuergung ass een ze wichtegen Domän, fir en enger komplett liberaliséierter Nidderloosungspolitik ze iwwerloossen.

Dat muss geplangt ginn – net elo Planung, wéi mer se virun 100 Joer kann hunn – am Interêt vun der Allgemengheet an net am Interêt vun eenzelnen Lobbyen. Net fir näischt hu mer eis iwwer Jore géint Direktive gewiert, déi eng total Liberalisierung an der Santé

wollte maachen. Mir hunn et duerchgesat, dass eng Planungschoheit bei schwéieren Ekipementer bei deenen eenzelne Staate bleift.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Dorop wëll ech awer och hiweisen. Dat si belaauschtbar europäesch Texter, op déi mer eis kënnen baséieren.

Ech hu virdu gesot, wa Lacunne bestinn, da solle mer déi Lacunnen zoumaachen. En attendant, Här President, warnen ech viru Schnellschëss. D'Schafung vu Faits accomplis an e klore Broch mam Spidolsgesetz kënnen net toleréiert ginn, well dat e Selbstgoal wär an e kloert Signal a Richtung profitorientéiert auslännesch Gruppen. Et dierf net zu engem Wildwuchs kommen. Ech mengen, do si mer eis eens.

Dann zum Schluss: Och an de Spideeler gëtt et e ganz grouse Potenzial fir méi Ambulatoire. Et brauch een nëmme d'Chifferen ze kucken tëschent de Spideeler an och, wat déi eenzel Operatiounen ugeet am Verglach mam Ausland. An de Spideeler muss et kloer a getrennt Fluxen tëschent Ambulatoire a Stationnaire ginn.

Wichtig ass an deem Zesammenhang och, dass mer déi Méiglechkeeten notzen, fir de Patient doheem mat de Reseauen ze behandelen. D'Informatik gëtt eis do eng ganz Rei vu Méiglechkeeten.

Här President, zum Schluss: Et ass evident, dass de Virage ambulatoire souwuel wat d'Schafe vun neie Strukturen wéi hiren Ausbau am Spidol ugeet, ka Virdeeler hunn, awer nëmme ënnert deene Voraussetzungen, dass mer dat vernünfteg maachen, zesumme maachen an net ee géint deen aneren. Well wa mer dat maachen, ass et fir d'éischt de System, deen drënner leit, an dann de Patient.

Wa mer eppes zerschloen, ouni eppes Besseres ze hunn, da si mer alleguer Perdant.

*(Interruption par la présidence)*

Also, Virage ambulatoire do, wou et eng Plus-value ass an do, wou et en double Emploi géif ginn an do, wou mer eis géigesäiteg Personal ewechhuelen aus Grënn, déi net onbedéngt am Interêt vun Patient sinn, do, jo, do kennt Der meng Meenung. An ech soen Iech Merci, dass Der esou fein mat mer waart, Här President. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréisch wéilt ech och der CSV e grouse Merci soen, dass si deesen Debat ugestouss hunn. An awer och all deenen, déi sech duerch en Avis an der Diskussioun abruucht hunn, vun hei e grouse Merci.

Déi Diskussioun, déi mer haut féieren, ass eng noutwendeg, well d'Fro vum Virage ambulatoire ass net zulescht d'Fro, wéi eise Gesondheetssystem an 10 bis 20 Joer soll ausgesinn, eng Fro, déi duerch d'Pandemie nach méi dréngend op eng Äntwert drängt, well nach méi kloer ginn ass, wéi wichteg e gutt funktionéierende Gesondheetssystem ass.

D'Pandemie huet awer och gewisen, dass eise Gesondheetssystem sech kann adaptéieren. Beispiller sinn d'Trenne vu Fluxen, Dezentralisierung an och Digitalisierung. Dës Erkenntnisser wäerten eis net nëmme hëllefen, eng nächst Pandemie besser ze geréieren, mee och eise Gesondheetssystem am Alldag besser opzestellen.

D'Pandemie huet déi gréng op jidde Fall an hirer Meenung bestärkt, dass mer e staarken, solidareschen, konventionéierte Gesondheetssystem brauchen. Mir brauche Better, Material, awer och besonnesch gutt forméiert Personal, fir Noutsituatiounen kënnen ze bewältigen, ouni dass de Gesondheetssystem schnell u seng Limite stéisst.

Beim Virage ambulatoire soll et net nëmme ëm eng Verschlankung vum Gesondheetssystem goen, fir Käschten ze drécken, mee ëm eng Ëmorganisierung an d'Asetze vun de finanzielle Moyenen do, wou et dem Patient déi beschtméiglech Qualitéit bréngt. Iergendwa si mer all op eng qualitativ héichwäerteg medezinesch Versuergung ugewisen an dann ass jidderee frou, dass en, wann et dann emol anescht kënnt wéi gemengt, net eleng do steet, fir d'Rechnung ze bezuelen, mee dass e sech op d'Solidaritéit vum ganze Land ka verlossen.

Eng vun de grouse Reformen aus de leschte 15 Joer, d'Spezialisierung vun de Spideeler, huet sech wéi erhofft positiv op den Knowhow an d'Qualitéit vun de Prestatiounen ausgewierkt. Mee mir brauche méi wéi just déi eng Strategie. Niefert der Bündelung a Verbesserung vum Knowhow, mussen mer eis och bewusst sinn, dass mer eng global Visioun vun der Entwécklung vum Gesondheetssektor brauchen. Dozou gehéiert och eng kloer Strategie am Virage ambulatoire.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat versti mir Gréng ënnert dem Virage ambulatoire? D'Fro, déi sech stellt, ass, ob en nëmme Beräicher soll treffen, déi normalerweis mat engem Spidolopenthal verbonne sinn, wéi d'Chirurgie, gewësse Chemotherapien an esou weider? Oder kann et och dorëms goen, d'Santé esou opzestellen, dass manner Leit an d'Spidol mussen goen, well se entweeder ausserhalb vum Spidol eng Behandlungsméiglechkeet fannen oder well een duerch eng konsequent Preventivmedezin et net esou wäit komme léisst, dass eng Spidolbehandlung noutwendeg ass?

Mir sinn der Meenung, dass de Virage ambulatoire soll op all méiglech Beräicher ausgeweit ginn. D'Preventivmedezin an d'Education fir eng gutt Hygiène de vie sinn hei och wichteg Bausteng. Eis gréng Opfaassung vum Virage ambulatoire ass also eng ganzheetlech.

Déi méi héich Liewenserwaardung an déi domadder verbonne steigend Dependence vun eiser Populatioun bréngen nei Besoine fir d'Bierger mat sech. Wëssend dass déi iwwer 65-Järeg vu méi Krankheeten a besonnesch chronesch Krankheete betraff sinn, wäerten an Zukunft d'Gesondheetsausgabe klammen an et mussen Léisunge fonnt ginn, fir hei entgéintzewierken, fir d'Resilienz vum Gesondheetssystem ze garantéieren.

D'Zil wär et, duerch eng Verbesserung vun der Gesondheet an dem Bien-être vun der Populatioun an duerch méi Effizienz an Effikasitéit d'Käschte kënnen ze reduzéieren.

De Virage ambulatoire ass awer och eng bedeitend Waff am Kampf géint d'Infections nosocomiales. Duerch eng méi kuerz Openthaltsdauer an de Spideeler respektiv d'Reduzierung vun der Unzuel u Leit, déi dagdeeglech duerch eis Spideeler transitéieren, gëtt och de Risiko fir esou Krankheeten, wéi Infektiounen mat multiresistente Keimen, méi kleng.

Während der Pandemie hunn d'Spideeler misse léieren, d'Fluxen ze geréieren, d'Hygiènes- an Distanzregelen anzeféieren an Teleconsultatiounen ze maachen, fir d'Iwwerdroung vu Covid ze evitéieren. Dës Erkenntnisser mussen mat an d'Iwwerleeungen erageholl ginn.

Dir Dammen an Hären, wat ass den Impakt vum Virage ambulatoire op de Secteur hospitalier? D'Loi hospitalière vun 2018 prezisiéiert, dass méi Interventiounen am Ambulatoire solle gemaach ginn an encouragéiert och d'Kooperatioun an d'Koordinatioun tëschent de Prestataire am Ambulatoire an de Prestataire am Hospitalier.

Duerch de Fait, dass d'Openthalter do, wou et méiglech ass, sech wäerte verkierzen, wäert et natierlech méiglech sinn, méi eng effizient Betterbeleeung an de Spideeler ze kréien, wat awer an eisen Aen net zu enger Reduktioun vun de Better soll féieren. Well wéi mer während der Pandemie gesinn hunn, ginn dës Better während enger sanitärer Kris gebraucht. E weidert Argument, fir d'Better bäizebehale oder souguer no uewen ze adaptéieren, ass déi steigend Demografie vun eiser Bevëlkerung.

D'Verkierzung vun der Openthaltszäit ass awer nëmme sënnavoll, wann och Zwëschesstrukturen tëschent dem Spidol an doheem opgebaut ginn, fir d'Continuité des soins ze garantéieren. An deem Kader muss och u Schlofgeleehetheeten a Proximitéit vun de Spideeler an den Zwëschesstrukturen geduecht ginn.

Fir déi gréng ass et primordial, dass e Patient esou laang ënnert der Responsabilitéit vum Spidol ass, bis kloer ass, dass de Parcours hospitalier, an deem en opgeholl ginn ass, ofgeschloss ass, och wann en ambulant behandelt oder weider behandelt gëtt. De Patient a seng Soignanté mussen also zu all Moment eng direkt Ulafstell hunn am Spidol bei Froen oder Komplatiounen. Wichtig fir d'Spideeler ass, genau ze wëssen, wou d'Politik wëll histeieren a puncto Virage ambulatoire, well dëst en Impakt wäert hunn op hir zukünfteg Infrastrukturen an och d'Gestioun vum Personal.

Duerfir ass et wichtig, e Gesamtkonzept am Ambulatoire opzestellen, fir de Spideeler, mee net nëmme hinnen, eng Planungssécherheet ze garantéieren. Hei geet et ëm de Finanzement an och ëm de Personalschlüssel fir den Ambulatoire. Niewent dem Plan hospitalier bräicht et och e Plan extrahospitalier, fir de ganze Gesondheetssystem ofzedecken.

Den Ambulatoire soll favoriséiert ginn. Wichtig ass awer, dass den Ambulatoire fir de Patient keng zousätzlech finanziell Belaaschtung bedeit, respektiv de Patient net gedrängt gëtt, éischer heemzuegoen. Spideeler brauchen awer och Tariffer a Personal, fir am Ambulatoire kënnen ze intervenéieren, fir d'Continuité des soins kënnen ze garantéieren, an Zousatzversicherung mussen och am Ambulatoire kënnen gräifen.

Wat ass dann awer den Impakt vum Virage ambulatoire op de Secteur extrahospitalier?

An eise System mat Prioritéit op dem Ambulatoire kritt de Médecin de référence ëmmer méi e grouse Stellwäert. Hien ass den Dréi- an Aangelpunkt am Parcours vun all Patient a besonnesch vun deene mat chronesch Krankheeten. Et ass hien, deem de Patient am Gesamte soll behandelen a beroden, d'Preventivmedezinn koordinéieren an am Dialog mat de Spezialisten dem Patient eng optimal medezinesch Betreuung soll garantéieren.

Dëst setzt awer viraus, dass de Médecin de référence generaliséiert gëtt an dass hie sech fir d'Patiente méi Zäit kann huelen. D'Méiglechkeet vum Zäithonoraire muss geschaf ginn.

Dei gréng sinn dann och der Meenung, dass eng gutt Preventivmedezinn, Informatioun iwwer eng gutt Hygiène de vie, Fréierkennung vu Krankheeten an déi systematesch Betreuung vu Patiente mat chronesch Krankheeten nach méi zu de Prioritéite vum Médecin

de référence muss gehéieren. Domat kéinten dann och vill Spidolopenthalter evitéiert ginn an der Entwécklung vu schwéiere Krankheete virgebeugt ginn. En allgemenge Gesondheetcheck eemol d'Joer fir all Bierger kéint hei eng grouss preventiv Wierkung hunn.

Fir déi mental Gesondheet spillt d'psychologesch Berodung an Therapie eng wichteg preventiv Roll. Wa se awer vu jidderengem soll kënnen genotzt ginn, muss endlech de Remboursement vun der Psychotherapie kommen, wéi och dee vun der Consultatioun bei de Psychologen.

Och d'Ëmweltmedezinn spillt eng preventiv medezinesch Roll. Ech wäert awer hei net weider drop agoen, well ech dat an der Interpellatioun iwwer d'Ëmweltmedezinn, déi ech uegfrot hat, schonn am Detail gemaach hunn.

Kolleeginnen a Kollegen, d'Fro, déi sech stellt, ass, wat den Extrahospitalier elo scho kann a wat en nach zousätzlech brauch. D'Cabinet-médicalle vu Generaliste bidden elo schonn d'Méiglechkeet, fir besonnesch am ländleche Raum méi laang Öffnungszäiten ze garantéieren, och weekends, well d'Doktere sech kënnen ofwiesselen.

Dës Cabineten hëllefen, d'Urgencen an d'Polikliniken ze entlaaschten, wou nach ëmmer ze vill Patienten hign, well se zu gewësse Momenter net déi néideg Offer un Hausdokteren hunn.

E Cabinet pluridisciplinaire dogéint kéint och als Verbindung tëschent dem Hospitalier an dem Extrahospitalier fonctionéieren. Dëst setzt awer viraus, dass seng Fonctioun kloer definéiert gëtt.

Fir déi gréng sollen hei net just Doktere aus verschiddene Beräicher zesummeschaffen, mee e Mix aus Doktere mat Professions de santé wéi Infirmières, Dieteticienne, Psychologen, Kinéen an esou weider, fir dem Patient e ganzheetleche medezinesche Parcours kënnen unzedecken.

E weidere wichtige Acteur am Extrahospitalier sinn d'Maison-médicalle, déi sech ëm d'Patienten ausserhalb vun den Öffnungszäite vun den Dokteschpraxisse këmmen. Déi fonctionéiere gutt, mee zum Beispill am Oste vum Land gëtt et nach keng. Hei muss d'Fro beäntwert ginn, ob dat esou soll bleiwen an och, ob den Norde mat enger Maison médicale ofgedeckt ass.

**Une voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Fir déi gréng ass et wichtig, dass d'Maison-médicalle eng enk Koordinatioun mat de Polikliniken an den Urgencé vun de Spideeler hunn an dass den Dokter aus der Maison médicale de Patient fir verschidden Ënnersichunge schnell an onkomplizéiert an d'Spidol ka schécken, fir duerno de Patient kënnen erëm weider ze behandelen.

D'Fro stellt sech och, ob et net sënnavoll wär, fir eng Infirmière an de Maison-médicalle anzustellen, déi den Dokter kéint ënnerstëtzen, an esou aner Soinen an de Maison-médicalle zuzeloossen, wéi dat bis elo de Fall ass, an esou d'Urgencé vun der Bobologie ze entlaaschten.

Da wéilt ech zu den Erausforderungen am Zesummenhang mat der aktueller Bestriewung ze privatiséieren kommen. D'Diskussioun ëm den Ambulatoire ass an de leschte Joren duerch Neiegekeeten iwwer Privatisierungsbeméiung vergéift ginn. Et ass neierdäugs schwéier, iwwer den Ambulatoire ze diskutéieren, ouni dobäi och de Risiko vum Entstoe vun enger Zwouklassesmedezinn ze thematiséieren. Mir fannen dat extrem bedauerlech. Dat sougenannt IRM-Urteil

gesäit am Spidolmonopol fir bestëmmte medezinesch Akten eng Verfaassungswiddregkeet. Dat Urteil ass awer an eisen Ae keng Carte blanche, fir eng Privatmedezinn anzeféieren.

**Une voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Well duerch dës Spidolmonopol waren d'Präisser vun dëse Leeschtungen einfach ze kontrolléieren an och an engem räsonabele finanzielle Kader, fir all d'Patienten ze halen, an en huet domadder d'Robustheet vum solidaresche System garantéiert.

**Une voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | déi gréng sinn der Meenung, dass ier nei IRMen an/oder aner grouss Diagnostikapparater an de Spideeler oder ausserhalb vun de Spideeler installéiert ginn, eng Analys muss gemaach ginn, ob zu Lëtzebuerg nach weider Apparater gebraucht ginn.

**Une voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | A wa jo, wou se geografesch solle lokaliséiert ginn. Dës Analys kéint am Kader vun der Carte sanitaire gemaach ginn oder wéi gesot vun engem Plan extrahospitalier.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Dozou gehéiert och eng Analys vun der Verschreibungspraxis zu Lëtzebuerg, ...

**Une voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | ... esou wéi mer se virun e puer Joer schonn emol eng Kéier gemaach hunn, wou IRMe mat Scannere verglach gi sinn. Well och andeems iwwerflësseg IRMen evitéiert ginn, kritt een d'Waardezäiten erofgesat.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Schwéier Apparater a privat Praxisse favoriséiere fir eis de finanziellen Drock, fir den Apparat ze rentabiliséieren an duerfir esou vill méi méiglech Patienten duerch den Apparat ze schleisen, wa se privat mussen virfinanzéiert ginn.

Fir de Virage ambulatoire ze packen, brauche mer net eise solidaresche Modell mat enger paralleler Privatmedezinn ze parasitéieren. Mir mussen just déi richteg Mesuren am besteeënde System huelen. Geplangt anstatt Wildwuchs, koordinéiert Handeln anstatt Fait-accomplie schafen!

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Nëmme esou kréie mer eng héichwäerteg Medezinn fir jiddereen zu Lëtzebuerg, déi och finanzéierbar ass.

**Une voix | Genau!**

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | déi gréng sinn aus dëse Grënn der Meenung, dass schwéiert Diagnostikmaterial éischer am Milieu hospitalier soll gelooss ginn an dass een an deem Sënn soll legiferéieren.

**M. Léon Gloden** (CSV) | Dat ass e Feeler.

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Dat ass Är Meenung. Dat kann och a Spidolantenne sinn. Dëst hätt den Avantage ...

**M. Léon Gloden** (CSV) | ... Majoritéit vun dëser Regierung.

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Här Gloden, ech mengen, Dir hutt d'Wuert net.

(*Interruption*)

Nee, Dir frot Iech d'Wuert, da kënt Der vläicht schwätzen.



**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Den Här Gloden ...

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Den Här Gloden hält sech ëmmer d'Wuert ze sengen Theemen.

*(Hilarité)*

Dat kann also, wéi gesot, och a Spidolsantenne sinn. Dëst hätt den Avantage, datt de Financement vu groussen Apparater ëmmer dee selwechte kéint bleiwen an een net misst en Ènnerscheid maachen tëschent de Spideeler a private Cabinets pluridisciplinaires.

Déi privat Cabinets pluridisciplinaires hunn awer eng wichteg regional Roll ze spillen a kënnen de Lien maachen tëschent dem Ambulanten an dem Spidolssecteur. Wéi am Koalitionsaccord virgesinn, misst dofir e Konzept beschriwwen ginn.

De Financement vun de Spidolsantennen oder Cabinets pluridisciplinaires muss esou opgestallt ginn, datt de Spidolssecteur net defavoriséiert gëtt an datt d'Patienten net méi belascht ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | An da muss och nach kloer definiert ginn, wéi eng Akte wou dierfen ugebuert ginn. Mir dierfen net an eng Situatioun kommen, wou d'Patiente mat Zousazversécherungen oder mat méi engem décke Portmonni méi schnell e Rendez-vous fir en IRM oder insgesamt medezinesch Prise-en-charge kréie wéi de Patient ouni.

Mir sinn och der Meenung, datt kee privat Friemkapital soll kënnen an e Cabinet pluridisciplinaire erafléissen. Eng Gesellschaft grënnen, jo, mee just mat den aktive Membere vum Cabinet.

Da wollt ech awer och nach kuerz op d'Digitaliséierung am Dëngscht vum Ambulatoire ze schwätze kommen. D'Covidpandemie huet gewisen, datt an der Urgence schnell digital Léisungen op de Wee kënnen bruecht ginn, zum Beispill d'Teleconsultatioun oder d'ePrescriptioun. Elo muss awer analyséiert ginn, wat weider sënnavoll ass. Wichteg ass, datt et eng Plus-value fir d'Santé publique huet an datt keen ausgeschloss gëtt.

Häerzstéck vun der Digitaliséierung am Gesondheitswiesens ass den DSP, fir all Prestataire zu all Moment déi Informatiounen zoukommen ze loosse, déi néideg sinn, fir de Patient kënnen optimal en charge ze huelen. Hei ass awer nach Handlungsbedarf.

A menger Question parlementaire 4109 hat ech d'Gesondheitsministesch an de Minister vun der Sécurité sociale Detailler iwwert d'Notzung vum DSP gefrot. Leider war d'Antwort dorop ernüchternd: Mir sinn nach wäit ewech vun enger genereller Notzung vum DSP, souwuel vun de Prestatairé wéi vun de Patienten.

Positiv ass, datt zanter Kuerzem d'Rapporte vun den Imagerien an och d'Billen an den DSP héichgeluede ginn. Hei muss weider dru geschafft ginn, datt all Analys an all Rapport an den DSP kënn.

Och d'Telemedezinn wäert an Zukunft vill Méiglechkeete bidden, iwwer eng einfach Consultatioun, en Diagnostic à distance bis zur chirurgescher Interventioun à distance. déi gréng fannen, datt do, wou et sënnavoll ass, dës Technologie sollen agesat ginn, wann hir Sécherheet garantéiert ass. Mir wëllen awer onbedéngt verhënnere, datt d'Digitaliséierung de mënschleche Kontakt ersetz. E perséinlecht Gespräch an Empathie sinn och Deel vum Heelungsprozess.

Dat zielt och an den Apdikten, wou déi perséinlecht Betreierung och extreem wichteg ass. An dat ze automatiséieren, schéngt mer hei kee gudden Plang ze sinn an dat och bei Medikamenter, déi net

rezeptpflichteg sinn. Well och do brauch et Explikatiounen, an dat duerch en Automat ze ersetzen, ass der Saach net dénglech.

Wou d'Digitaliséierung awer och eng wichteg Roll ka spillen, ass an der Surveillance vu chronesch kranke Patienten op Distanz. Falls Wäerter net an der Norm sinn, ka mam Patient Kontakt opgeholl ginn, respektiv kéint e Soignant bei de Patient heemgeschéckt ginn, fir en Check-up ze maachen. Dësen Zenario géif erlaben, datt manner Patienten eng Verschlechterung vun hirer chronescher Krankheet kréien an hospitaliséiert misste ginn.

Zum Schluss wéilt ech dann nach kuerz ervirhiewen, datt den Impakt vum Virage ambulatoire op de Patient a säin Entourage esou wéi op déi Beschäftegt vum Gesondheitssecteur muss vun Ufank u matgeduecht ginn. Et muss ee sech bewosst sinn, datt de Virage ambulatoire en Impakt op den Entourage vum Patient wäert hunn, dëst besonnesch am Fall vun enger Hospitalisation à domicile. Et géllt natierlech, déi negativ Impakter op d'Famill ze minimiséieren, respektiv e legale Kader fir Aidants naturels ze schaffen, deen et erlaabt, datt déi Leit, déi sech ëm hir krank oder konvaleszéierend Familljemembere oder Bekannte këmmere, eng Kompensatioun kënnen kréien. Et géllt also och, de Service de soins à domicile esou opzestellen, datt d'Aidants naturels just Tâchen iwwerhuelen, wa se sech dozou bereetklären, an datt dës keng professionell Formatioun brauchen.

D'Fro stellt sech natierlech och, ob esou eng Ëmstellung en Impakt op déi Beschäftegt an de Spideeler wäert hunn. Gëtt méi oder manner Personal gebraucht? Wéi eng Karriäre gi gebraucht?

Dëst zielt natierlech gradesou am Extrahospitalier. Hei stellt sech fir déi Beschäftegt natierlech och d'Fro vun den Aarbechtskonditiounen an der Remuneration. De Fait, datt am Hospitalier an am Extrahospitalier zwee verschidde Kollektivverträge zielen, vereinfacht d'Saach net. Allgemeng stellt sech natierlech d'Fro vum Manktem u Personal. Aus dem Rapport Lair wësse mer, datt mer an Zukunft op Problemer souwuel bei den Doktere wéi beim Fleegpersonal wäerte stoussen, an datt muss reagiert ginn, wat jo och deelweis scho gemaach gëtt.

Ofschléissend wéilt ech soen, datt déi gréng de Virage ambulatoire am besteeënde solidareschen, konventionéierte System ënnerstëtzen an d'Privatiséierungsbestriewungen éischer negativ gesinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Duerfir sollen och d'IRMen an anert schwéiert Diagnostikmaterial am Spidolsberäich bleiwen. Wichteg ass et, de Patient an de Mëttelpunkt vum Virage ambulatoire ze stellen, ouni awer säin Entourage an och d'Aarbechtskonditiounen vun de Beschäftegten aus dem Secteur ze vergiessen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Merci dem Här Claude Wiseler an der CSV fir d'Initiativ zu dëser Orientéierungsdebatt. Et ass wichteg an noutwendeg, datt mer dës Debatt iwwert de Virage ambulatoire féieren.

D'Covidsituatioun huet eis virun Ae gefouert, wéi séier mer Gefor lafe kënnen, datt eis medezinesch

Strukturen op hirer Limit ukommen. Ech wäert an dëser Debatt och e puer Punkten opzielen, déi mir als ADR scho méi laang gefuerdert hunn.

Dozou gehéiert och besonnesch ëmmer nach déi onsäglech Situatioun, datt mer am Oste vum Land nach ëmmer keng Maison médicale hunn. Dat Argument, datt den Osten jo no un d'Spidolstrukturen ugeschloss ass, dierf een an dësem Kontext net gëlle loosse. Denkt een zum Beispill un den Norden: Hei ass d'Maison médicale praktesch nieft dem Ettelbrécker Spidol. Déi gönschteg Distanz tëschent Spidol a Maison médicale dierf keng Ursaach sinn, fir d'Wichtegkeet vun enger Maison médicale am Osten erofzespillen. Et muss ee jo bedenken, datt d'Spidol an d'Maison médicale ganz ënnerschiddlech Aufgaben hunn, wat déi medezinesch Versuergung ueget.

Da wëll ech e puer Wuert zu de Centres médicaux pluridisciplinaires verléieren. Och hei gëtt et Verbesserungsbedarf. Et muss een an éischer Linn derfir suergen, datt d'Centres médicaux pluridisciplinaires privat geréiert solle bleiwen, fir weiderhin d'Effikassitéit an d'Flexibilitéit ze garantéieren. Mir sinn der Meenung, datt dës Centres médicaux méi Kompetenze sollten hunn. Et ass gréisstendeels nach ëmmer de Fall, datt ee sech an d'Spidol beweegen muss, wann ee sech mat komplexe medezinesche Geräter ënnersiche loosse muss.

Konkreet si mir der Meenung, datt e Scanner, en MRT, Ultraschall oder soss Geräter an dëse Centre-médicale sollen disponibel sinn, awer och hei begrenzt, fir datt eis Spideeler kënnen entlaascht ginn an déi laang Waardezäiten op d'Säit gejupt kënnen ginn.

Fir dat ze erméiglechen, brauch et allerdéngs als Éischt e kloer rechtliche Kader, fir datt dës Centres médicaux mam néidege Fachpersonal och esou Geräter zur Verfügung gestallt kréien an notze kënnen. Mir bräichten duerfir an enker Zesummenaarbecht mat der Krankekeess eng kloer rechtlich Nomenklatur, déi et de Centres médicaux erlaabt, sech méi breet opzestellen a verstärkt och Servicer unzedecken, déi bis dato just an de Spideeler assuréiert goufen.

Et ass leider keen Einzelfall, datt sech d'Residenten hei am Land an engem private medezineschen Etablissement iwwert d'Grenz, zum Beispill zu Tréier oder zu Sankt Vith, umellen, fir einfach déi dacks onméiglech Waardezäiten kënnen ze ëmgoen.

Dann nach e Wuert zu der Médecine ambulatoire: Jo, mir sollen den Ausbau vun der ambulatorescher medezinescher Versuergung ënnerstëtzen. Allerdéngs kann eng effikass ambulant Versuergung just da garantéiert ginn, wann d'Doktere genuch Kompetenzen hunn, fir d'Versuergung vum Patient ze koordinéieren. Fir dëst ze erméiglechen, geet et nämlech dacks net duer, datt den Dokter oder den Hausdokter sech ëm de Patient këmmert, mee hei si jee nodeem vill Acteure gefuerdert.

De Patient brauch, nieft dem Dokter, nämlech dacks och nach d'Betreierung duerch eng Infirmière oder en Infirmier oder zum Beispill duerch e Kinesitherapeut. Wann een elo nëmmen d'Beispill vun enger eelerer Persoun hält, déi un d'Bett gebonnen ass, gëtt et, denken ech, kloer, datt d'Betreierung duerch en Dokter net duergeet. Eng Infirmière oder en Infirmier muss sech zousätzlech ëm d'Fleeg këmmere an et brauch een zudeem geschoulte Personal wéi de Kiné, deen de Patient dann nach masséiere kënn, fir datt dës sech net wond läit.

Wa mer op dee Wee ginn, fir de Patient verstärkt ambulant ze behandelen, da brauch et eng effikass

Koordinatioun tëschent den involvéierten Acteuren, fir dem Patient an all senge Besoinen entgéintzekommen.

Et ass als Politik och eis Pflicht, derfir ze suergen, datt dem Patient, egal wou dësen zu Lëtzebuerg wunnt – sief dat an der Stad oder am ländleche Raum –, iwwerall déi selwecht héichwärtig Behandlung zougutt huet. An deem Kontext wär et ubruecht, datt emol e Bilan gemaach géif ginn, wou wéi vill Doktere sech néiergelooss hunn a wou am Land nach Besoin besteet, fir datt nach weidert medezinnescht Personal sech hei kann néierloossen.

Et ass besonnesch am ländleche Raum dacks esou, datt de kranke Mënsch nach wäit Weeër muss zréckleeën, fir säin Hausdokter kënnen ze consultéieren. An deem Kader muss mer jonk Dokteren encouragéieren, sech grad och an de manner besidelte Géigende vum Land néierzeloossen.

Wéi kann een awer jonk Dokteren encouragéieren? Hei gëtt et Méiglechkeeten: Et kann een den Dokteren hëllefen, andeem ee Plazen zur Verfügung stellt, wou si praktikéiere kënnen. Och d'Prime d'établissement kann een no uewen upassen, fir engem jonken Dokter et attraktiv ze maachen, sech op deene Plazen néierzeloossen, wou d'medezinnesch Versuergung eeben nach net esou ausgebaut ass ewéi an de Ballungszentren.

Ech wëll dann nach e Wuert zu der Telemedezinn verléieren. Mir sollten eis selbstverständlech net de modernen Entwécklung verschléissen, déi et zum Deel méiglech maachen, datt een op d'Telemedezinn kann zréckgräifen. Och am Covid ass dacks op dese Modell zréckgegraff ginn. Allerdéngs muss een och kloer op d'Limite vun deser Behandlungsform hiweisen. Et stelle sech hei eng Rei Problemer: Et schléisst een nämlech déi Leit aus – dacks eelerer –, déi technesch net um neiste Stand sinn, fir un Teleconsultatiounen deelhuefen ze kënnen. En anere Problem ass, wann de Patient vun doheem aus selwer seng Gesondheetswäerter, wéi zum Beispill den Zocker, de Bluttdrock oder vill aner Elementer soll iwwerpréieren, datt dës Geräter net eenheetlech geeicht sinn an et zu Feeler an der Auswärtung vun dësen Donnéeën komme kann. An enger ganzheetlecher medezinnescher Versuergung spillt och d'Ernährung vum Patient eng Roll an et kann doheem eeben net assuréiert ginn, datt dës, esou wéi dat an de Spideeler ginn ass, un déi gesondheetlech Situatioun vum Patient ugepasst ginn ass.

Dëst bréngt mech dann elo zum Thema vun der Hospitalisation à domicile. Natierlech ass et wëschenswäert, datt mer eis Spideeler sou wäit wéi méiglech entlaaschten. An dacks ass de Patient och frou, fir doheem am gewinnnten Ëmfeld betreit ze ginn. Allerdéngs misst och hei de rechtliche Kader ugepasst ginn.

Wéi ass et zum Beispill am Fall, wou de Mann oder d'Fra krank ass an doheem versuergt gëtt, wann de Partner sech ëm déi krank Persoun këmmere muss? Misst an deem Fall net op e Modell zréckgegraff ginn, dee mam Congé familial zesummenhänkt? Dat sinn alles Froen, déi ee sech muss stellen. Misst een an deem Fall net och déi nächste Bezuchspersoun, déi normalerweis am Stot zesumme wunnt, dann esou entlaaschten, datt dës sech, am Kader vun där Hospitalisation à domicile, esou ëm dee kranke Partner këmmere kann, wéi dat medezinnesch verlaangt gëtt?

Wéi scho virdrun ernimmt, bräicht et och hei gesetzlech Upassungen, déi transparent a sënnavoll sinn.

Här President, kee vun eis do virdrun ass sécher, selwer krank – ob liicht oder schwéier sief dohigestallt – ze ginn. Mat deene Virschléi, déi ech opgezielt hunn,

denken ech, datt mer dem Wonsch e Stéck méi no kommen, de Patient an och seng Famill am Haus an esou enger schwéierer Situatioun maximal ze ënnerstëtzen, esou wéi dat eis mënschlech Verflüchtung ass.

A well mer bei de Verbesserungsvirschléi sinn, wëll ech zum Schluss nach drop hiweisen, datt och am Beräich ... Mir hunn elo alles duerchgeschwat hei oder viles duerchgeschwat, mee iwwer d'Poliklinicke gouf nach kee Wuert verluer. An hei, mengen ech, misste mer och kucken, u Verbesserungen erunzekommen, well et gëtt engem ganz dacks zougedroen iwwert déi immens laang Waardezäiten an de Poliklinicken. An ech mengen, hei wär awer emol engem Analysis als Éischt ubruecht, ob dat esou ass, jo oder neen.

An ech si Blutspender. Do gëtt, wann een erageet, wann ee sech aschreift, d'Auerzäit opgeschriwwen, a wann een erausgeet, gëtt se och opgeschriwwen. An ech mengen, an enger Poliklinik misst jo och dee System méiglech sinn, datt een net an d'Blaunt erschwätzt, mee opgrond vun Tatsaache kann Decisiounen huelen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) |** Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wéilt ech haut um Weltfraendag un all déi Fraen an LGBTQI+-Persounen denken, a besonnesch un déi, déi a Krichs- a Konfliktgebiddere liewen, déi, déi musse flüchten, déi, déi eleng nach sinn oder krank sinn, déi, déi kämpfen am Alldag, fir d'Enner beieeneze kréien an onbezuelt an net valoriséiert Aarbecht, Careearbecht leeschten, an natierlech och un all déi, déi an den essenziellen a liewenswichtige an dofir nobele Beruffer schaffen, ënner anerem de Gesondheetsberuffer.

Här President, d'Demande vun deser Debatt läit schonn e puer Joer zréck. Dobäi muss ee soen, dass de Virage ambulatoire iwwert dës Zäit net en suspens gesat ginn ass! Ganz am Géigendeel: De Virage ambulatoire ass scho laang amgaangen.

Et ass an eisen Aen och bedenklech, dass dës Debatt ënnert dem Virwand vun der Covidpandemie gefouert gëtt. Et ass gutt vun der Pandemie profitéiert ginn, fir d'Privatiséierung vun eise Gesondheetswiese weiderzeféieren. De Large-Scale-Testing an elo och nach de Contacttracing, d'Testcapacités allgemeng goufen a ginn nach ëmmer un privat Entrepreneuren a Laboen ausgelagert, vun der Logistik bis bei d'medezinnesch Analysen.

An deem Sënn schéngt et mer evident, dass d'Regierung sech elo ëmsou méi fir de Virage ambulatoire interesséiert. Hei entstinn nei Businessopportunitéiten ënnert dem Virwand vun der sanitärer Urgence.

An elo, wou d'Pandemie soi-disant op en Enn kënn, stellt sech d'Fro, wéi et da soll virgoe mat deem Virage ambulatoire. Dovun hänkt, jee nodeem, d'Zukunft vum öffentliche Gesondheetssystem of.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Virage ambulatoire war schonn am Koalitionsaccord virgesinn. Hei ass rieds gaange vun engem Plan d'action „out of hospital“. De Virage ambulatoire ass also och als Dezentraliséierung vun de Gesondheetsservicer virgesinn.

D'Noutwendegkeet vun esou enger Dezentraliséierung vun de Prestatiounen méi no bei de Leit a besser

un d'mënschlech Besoinen ugepasst, ass effektiv nozevollzéien an engem Kontext, wou eis öffentliche Spideeler zu grouse Gesondheetsfabricke gi sinn, déi managerial gefouert ginn a wou de mënschlechen Aspekt vun der Fleeg ëmmer méi verluer geet. Derbäi kënn och nach eng Penurie beim Gesondheetspersonal an de Spideeler, wéi de Rapport vun der Madamm Lair et ganz däitlech seet.

Et gëtt och keng eenheetlech Definitioun vum Virage ambulatoire – och dat ass hei scho gesot ginn – oder vun der Médecine ambulatoire. Dat hu mer séier festgestallt, wéi mer d'Äntwerte vun Froekatalog gelies hu vun deene sëllegen Acteuren, déi eis hir Äntwerte jo erageschéckt hunn. Jiddereen huet e weénege seng eegen Aart a Weis, de Virage ambulatoire ze gesinn. A grad do ass de Flou, an och do gesi mir de Risiko: Do, wou déi eng méi Proximitéit a méi Liewensqualität gesinn, do gesinn déi aner Opportunitéiten an eventuell Profitméiglechkeeten.

Här President, zu Lëtzebuerg gëtt den europäesche Statistiken no iwwerduerchschnëttlech vill hospitaliséiert. Dat läit deelweis och un der Ënnerentwécklung vun de Strukturen, déi d'primär Soine sollen ubidden. Dës Fro ronderëm d'Strukturen ass jo eent vun de Kärelementer vum Virage ambulatoire a gouf jo och de sëllegen Acteuren am Froekatalog gestallt.

Ech wëll kuerz drop agoen, well dës Fro fir eis zentral ass a well mir bewosst op d'Acteuren um Terrain wëlle lauschteren.

Et gëtt e relativ grouse Konsens an deene Strukturen; esou schéngt et mir zumindest. D'ALEPS, dat ass d'Associatioun vun de Gesondheetsberuffer, proposéiert Maisons de soins interdisciplinaires. Fir de CSCPS, de Conseil supérieur de certaines professions de santé, an och fir den OGB-L Santé sollen d'Spideeler eng virrangeg Roll spillen, an d'Gesondheetshaiser an d'Zentere solle vun de Spideeler geplangt an ëmgesat ginn.

D'ANIL, d'Associatioun vun den Infirmieren an Infirmièren, ënnersträicht des Weideren d'Roll vun de Gemengen a vun der CNS. Si gesinn d'Roll vun de Gemengen e weénege ewéi beim Office social; eng Iddi, déi ech interessant fonnt hunn. Och hei missten d'Gemenge méi proaktiv gi bei der nidderschwellegger Gesondheetsversuergung.

Och de CSCPS insistéiert op dem multidisziplinäre Charakter vun dësen Antennen oder Strukturen. An och d'ALEPS schreift, dass mer dës Interdisziplinaritéit u sech eréischt misste léieren zu Lëtzebuerg; e Constat, deen ech ganz interessant fonnt hunn.

Mir brauchen och en neit Konzept fir dës Gesondheetszentren oder -haiser, wou Doktere mat anere Gesondheetsberuffer op Aenhéicht sollen zesummeschaffen. A grad dat „op Aenhéicht“ ënnersträchen ech! Et wier do, wou d'Preventioun, d'Gesondheetseducatioun an d'Informatioun, d'primär Soine an d'Behandlung an de Suivi vu chronische Krankheete kéinte suivéiert ginn. Sou steet et och am État des lieux des professions médicales et des professions de santé.

Dat, wat sech Case Management nennt, gëtt ënner anerem vun der ALEPS a vun der ANIL gefouert. Ech zitieren: „Les soins de santé ne devraient pas se limiter à des soins médicaux.“ Ech mengen, do si mer eis och alleguerten zimlech eens. An dat ass essenziell fir eis! An dat bedeit esou vill wéi, net just medezinnesch schaffen, mee gesondheetsfuerdernd, also preventiv a ganzheetlech d'Promotioun vun der Gesondheet um Terrain maachen.

Wichtig ze ënnersträchen ass weider d'Kollaboratioun, déi ugestriift gëtt duerch dës Haiser oder Zentren; et kann ee se nennen, wéi ee wëllt.



D’Kolla-boratioun tëscht de Medezinner an de Gesondheetsberuffer. An do gëllt et, d’hierarchesch Denken – dat ass mir besonnesch wichteg –, ze verbannen! Ze dacks sinn d’Infirmieren an d’Infirmieren zur Assistenz vun Dokteren degradéiert. An dat kann net sinn! Wa mer wëllen dës Beruffer valoriséieren an opwäerten, da kann dat net sinn.

Mir sinn des Weideren der Meenung, dass dës Strukturen öffentlech solle sinn a bleiwen. An och de CSCPS schreift, dass de Staat muss d’Kontroll behalen an dese Secteur net dem Privatmarché soll iwwerloossen. An de Statut soll dann dee si vum Salarat, an dat eeben och, fir eng Kompetitioun ënnerhalb vum Personal ze evitéieren. An esou fuerdert et och de CSCPS an och den OGB-L.

Elo hunn ech e bëssen den Tour vun där Fro gemaach, well déi menger Meenung no relativ zentral ass.

Här President, mir fäerten awer, dass d’Regierung dese Wee net wäert goen. D’Aarbechte ronderëm de Virage ambulatoire um Gesondheetsdësch lafe scho laang, mee éischter laanscht de Gesondheetsdësch. De Gesondheetsdësch ass eiser Meenung no eng Blackbox. Um Internetsite fënnt ee keng Informatiounen. Dofir gouf et awer schonn, wéi mer wëssen, Entscheidungen.

Déi Lénk hu schonn e puermol drop higewisen, dass de Gesondheetsdësch e pseudodemokratesch Gremium ass, bei deem Consultingfirmen an déi liberal Dokteschgesellschaft d’Soen hunn. De Virage ambulatoire schreift sech – leider – an e Privatiséierungsprozess vun den öffentleche Gesondheetsprestatiouen an. Dee Prozess ass schlächend amgaangen. Eis Spideeler si keng Établissement-publiken, si gi gefouert wéi Entreprises, obwuel se vum Staat finanziéiert ginn.

De Virage ambulatoire – net am Sënn, wéi mir e verstinn, wéi virdule och beschriwwen – ass längst amgaangen! Et ass eng Politique des faits accomplis amgaangen. Et gi Fakten um Terrain geschaaft.

Duerch den Arrêt 148 vum Verwaltungsgericht, deen d’Verfassungswiddregkeet vun engem Règlement grand-ducal, deen d’Acquisitioun vum RMN-Apparater ausserhalb vun de Spidolsstrukture limitéiert huet, constatéiert huet, ass d’Dier grouss opgemaach gi fir privat Investisseuren. D’Gesondheetsministesch sot dozou an engem Interview am Joer 2021, dass dëst Verbuet zu Recht gekippt gouf – Zitat – an dass säitdeem d’Radiologen an hire Startlächer stinn.

Ech froe mech do: zu Recht gekippt? Wat ass elo der Gesondheetsministesch hir Visioun an deem Kontext? Soll et keng Lëscht méi gi vun Ekipementer, déi fir d’Spideeler reservéiert sinn? Wann dat net der Ministesch hir Visioun ass, wou ass déi Lëscht dann elo drun? Do ass – den Här Wiseler hat dat do och scho gesot – iergendwéi nach net vill geschitt an deene leschten dräi Joer.

Mir wéilte wierklech wëssen: Wat ass do geschitt? Wat ass säitdeem geschitt? Wéi eng Konsequenzen zitt Der aus deem Arrêt? A wat maacht Der domadder? Gëtt d’Gesetz vun 1983 iwwerschafft, an notamment den Artikel 19? Ginn Exklusivskrittären dragesat? Gëtt déi Lëscht iwwerschafft an à jour gesat an an d’Gesetz geschriwwen?

Fir mech – fir mäi Verständnis zumindest, vläicht leien ech ganz falsch – ass den Arrêt ganz kloer: Et ass en „domaine réservé à la loi“, steet dran; also en „à la loi“, an net „à la jungle“. Well am Moment mengt een éischter, et wier „la loi de la jungle“ – an zwar esou, dass Fakten um Terrain geschaft ginn.

Dobäi kënn, dass elo kierzlech d’Gesondheetsministesch eng nei gesetzlech Basis fir privat Dokteschgesellschaften ugekënnegt huet. Dat wier dann dat

éischt Resultat vum Gesondheetsdësch. Kee Wonner, well d’AMMD an de Collège médical hu jorelaang dofir gedréckt. A se si souguer mat der Gesetzespropos komm. Da geet et natierlech schnell.

Ma war dat wierklech néideg? Brauche mer esou eng nei juristesche Form? D’Doktere kënnen sech dach elo schonn zesummendinn an a Praxissen zesummeschaffen. Wie brauch dat? A firwat?

Wuel ass et esou, dass liberal Dokteren dat gefrot hunn, fir besser kënnen vum neie Marché, dee mat der Liberaliséierung entstanen ass, ze profitéieren. Esou gesi mir dat zumindest. Et besteet de Risiko, dass déi lukrativsten Aktivitéiten aus de Spideeler ausgelagert ginn an domadder de Spideeler am Endeffekt finanziell Ressourcë feelen. Mëttelfristeg ass de Risiko, dee mir gesinn, dass d’Spidol geschwächt gëtt, an domadder onmëssverständlech och den allgemenge Gesondheetszoustand.

Mir sinn hei Welten ausernee am Verständnis vum Virage ambulatoire. Dat muss eis ganz kloer sinn! Geet et eis ëm d’Soin-primaires, ëm en holistesche Gesondheetsuivi vum Patient, oder geet et ëm eng Hyperspezialiséierung, déi souwisou schonn ze staark ass an déi net de Besoinen entsprécht?

Här President, de Virage ambulatoire dierf net fir esou Zwecker mësbrauch ginn! An dach ass et leider esou, dass de Virage ambulatoire mëttlerweil Synonym ginn ass vu Privatiséierungsmanöveren am Kontext vun enger neomanagerialer Gesondheetspolitik.

Wann dat dat ass, wat mer ënner Virage ambulatoire verstinn a wäerten ëmsetzen, da weess ech net, ob mer déi nächst Pandemie gestëmmt kréien. Mir wieren eis géint all Versuch, d’Gesondheet enger privatwirtschaftlecher Logik ze ënnerwerfen.

Et ass, wéi wa mer vergiess hätten, wat déi lescht zwee Joer an der Welt an och bei eis lass war. Ma dat misst eis dach eigentlech derzou féieren, éischters emol, d’Spideeler ze stäerken an den öffentleche Gesondheetsystem ze stäerken an de Virage ambulatoire an der öffentlecher Gestiou ënnert der Kontroll vum Staat ze halen; des Weideren, d’Fleegepersonal an d’Gesondheetspersonal opwäerten; eng Informationscampagne, eng Sensibilisatiionscampagne fir dës Beruffer direkt elo ze starten – Firwat ass dat net an deene leschten zwee Joer scho geschitt? –; an hir Aarbechts- a Formatiionskonditiounen definitiv opzewäerten; an dann och nach d’mental Gesondheet an d’preventiv Gesondheet endlech och opzewäerten.

Merci fir d’Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d’Wuert.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut zéie mer also éischt Konklusiounen aus der Pandemie. A ganz gläich soll jo och dann dat neit Covidgesetz gestëmmt ginn an domadder d’Restriktiounen staark gelackert ginn. Wéini genee, gi mer dann an deenen nächste Stonne gewuer.

Et gesäit also esou aus, wéi wa mer et zumindest temporär – esou muss een et soen – duerch dës sanitär Kris erduerchgepackt hätten. Mee ech erënnere mech awer och drun, dass ech scho virun engem Joer quasi eng kéier hei stoung a mer eis eppes Änlech gewënscht hunn. Ech mengen, do war de Wunsch Papp vum Gedanken, an d’Realitéit huet eis ganz séier am Hierscht erëm ageholl. Ech mengen, mir sollten eis alleguerte bewusst sinn, dass een ëmmer

nach iwwerrascht ka ginn. Heiansdo geet et méi séier, wéi een denkt.

Ech denken, dass mer dofir sollte virsiichteg sinn, wann et drëms geet, hei e Schlusstréch ënner eng Pandemie ze zéien. Well ze oft huet de Virus eis schliisslech scho gewisen, dass et anescht komme kann, wéi mer gemengt hunn.

Mee selbstverständlech kann een aus den Erfahrungen aus de leschten zwee Joer esou munches mat eraushuelen. An dat solle mer haut, d’ailleurs och mat dësem Debat maachen. Well eppes ass kloer: D’Weltpopulatioun geet erop an domadder och de Risiko fir grouss Pandemien, déi dann, en conséquence, och eis Spideeler belaaschte kënnen.

An och de Klimawandel wäert an Zukunft wuel Wiederphenomeener zur Konsequenz hunn, déi och bei eis grouse Schued uriichten a Mënsche verletze kéinten. Dofir ass et wichteg, dass mer eise Gesondheetsystem stäerken. Wa mer also haut vum Virage ambulatoire schwätzen – also dem Fait, dass an Zukunft ëmmer mander Behandlungen sollen am Spidol an dofir méi a Gesondheetszentren oder bei de Leit doheem gemaach ginn –, dann dierf dat net heeschen, dass déi Better, déi iwwert dese Wee an de Spideeler fräi kéinte ginn, aus Käschtegrënn sollen ofgebaut ginn! Ganz am Contraire.

Grad dës Better-Capacitéiten, déi duerch de Virage ambulatoire géife fräi ginn, wäerte ganz dréngend néideg ginn an där nächster sanitärer Kris oder bei enger Naturkatastroph. Och wa mer natierlech hoffen, dass déi net esou séier kënn.

Andeems mer et an Zukunft och Cabineten ausserhalb vum Spidol erlaben, bilddiagnostesch Apparater – wéi dat esou schéin heescht, also zum Beispill en IRM – ze kafen, kéinte mer d’Waardezäite fir esou Analyse reduzéieren a géifen d’Patienten net méi fir Rendezvous an ee Spidol schécken, wa se guer net am Noutfall sinn.

Mir wëssen alleguer, dass d’Problematik vun de sogenannte Spidolskeimen zouhëlt an ëmmer méi Bakterie vill Antibiotikresistenzen opweisen. Andeems een de Passage am Spidol just nach op déi kéiere géif reduzéieren, wou et wierklech ëm e medezinneschen Noutfall geet, kéint ee ville Leit eng onnéideg Expositioun mat Krankheetsreeger erspueren.

A grad wann et ëm eeler Leit geet, déi geschwächt sinn an déi aktuell oft tëscht hirer Wunnstruktur an dem Spidol hin- an hiertransportéiert gi fir déi verschiddensten Traitementer, déi se dann och net ëmmer op deen nämmechten Datum kënnen leeën, kéint den Ausbau vun ambulante Servicer wierklech hëllefen. Grad ewéi och bei Persounen, déi doheem vun Infirmiersreseau versuergt ginn, kéinten och vill méi Behandlungen bei de Leit doheem gemaach ginn, an hirem vertrauten Doheem. Soudatt se sech wuel fillen an net nach zousätzlech Stress ausgesat ginn.

Datt et haut nach Fäll gëtt, an deene geschwächten eeler Leit mussen an d’Spidol gefouert ginn, well bestëmmte Prestatiounen just am Spidol ganz vun der Krankekeess iwwerholl ginn an ambulant net oder manner, ass eigentlech katastrophal! Mir blockéieren hei jo just opgrond vun schlechte Reglementatiounen nach Spidolcapacitéiten. A ganz änlech ass et jo, wann et ëm d’Behandlung vu méi liichte Krankheeten an de Spidolsurgencé geet.

D’Maisons médicales goufen agefouert, fir d’Urgencen ze entlaaschten. Mee dat Zil gouf leider net erreecht!

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Dat war net dat éischt Zil! Et war ...

**M. Sven Clement (Piraten)** | Et war net dat éischt Zil, Här Di Bartolomeo, mee et war awer mat eent vun

den Ziler, datt Leit, déi keng Urgence hunn, net an eng Urgence ginn ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo.

**Une voix** | Jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... an de préférence sollte bei en Hausdokter goen oder eeben an eng Maison médicale.

Mee firwat ginn nach ëmmer ganz vill Leit an d'Spidol mat Problemer, déi eigentlech keng Urgence sinn? Ma eng Äntwert, oder en Deel vun der Äntwert, kann et wuel och sinn, datt et an eisem „räiche Lëtzebuerg“ – ënner Gänseféisercher – ëmmer nach Leit gëtt, déi einfach net genuch Suen hunn.

Ech schwätzen emol net vun deenen, déi guer net an der Krankeess sinn. Ech weess, do gëtt endlech dru geschafft, un der Couverture universelle. Mee datt et Leit gëtt, déi net genuch Suen hunn, fir eng normal Visite médicale ze bezuelen, an am Spidol wéinst dem Tiers payant eng manner héich Rechnung ufält. An dat ass u sech dramatesch!

An dat Schlëmmst ass jo, datt hei jidderee sech eens ass, datt muss eppes änneren. Säit Éiwegkeete gëtt vum generaliséierten Tiers payant geschwat. Mee do ass en awer nach ëmmer net. Et kënnst jo da lo eng Léisung dozou. Mee esou ganz dat, wat um Sticker stoung, hält déi dann awer och net. An dat ass jo och net nei!

An, mir kennen u sech dee selwechte Problem och vun de Remboursementer vun der Psychotherapie. Mir sinn eis all eens – dat ass haut nach eng Kéier an der Heure de questions gesot ginn – an trotzdem dauert et éiweg, bis eppes ëmgesat gëtt!

*(Interruption par M. Claude Haagen)*

Zumindest d'Volonté politique ass awer, mengen ech, do.

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | ... de Secteur muss sech och eens sinn.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An do muss de Secteur vläicht dann och ... An ech mengen, mir haten do scho Question-parlementairen un Ären ...

**Une voix** | Jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... Virgänger gestallt. D'Madamm Hartmann huet och, mengen ech, net déi éischte Kéier op dee Problem haut de Mëtten higewisen. Mir sinn eis heibannen eens, an de Secteur gëtt sech net eens. Do muss een dann och de Secteur heiansdo rëselen. Ech mengen, dat huet Äre Virgänger probéiert. Ech wënschen Iech op alle Fall eng méi erfollegräich Händchen dofir.

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | ... mat Ärem Appui.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech mengen, Dir hutt den Appui vun eis alleguerten heibannen.

**Une voix** | Nee, nee.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat ass ganz wichteg.

**Une voix** | Ech sinn awer net derbäi!

*(Hilarité et interruptions)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech ginn elo net nach eng Kéier drop an. Während där Noutsituatioun, während der Pandemie vun deene leschten zwee Joer, ass d'mental Gesondheet definitiv eppes gewiescht, wat gelidden huet. An u sech ass et elo méi dréngend wéi jee, datt sech dee Secteur dann endlech eens gëtt an datt endlech eppes geschitt. Eppes, wat jo eigentlech scho virun der Pandemie op de Raile war, mee iergendwéi derailléiert huet.

Ech hoffen, datt mer net änlech laang also elo waarde mussen, datt dann dësse Virage ambulatoire an Ugrëff geholl gëtt oder aboutéiert. Jo, ech verstinn: D'Pandemie huet vill Capacitéiten un Ministère an Usproch geholl an dofir konnt et och munchmol net esou séier goen, wéi ee sech dat vläicht gewënscht hätt, op alle Säite vum Debat. Mee d'Pandemie kann awer dann och net éiweg als Excuse an Zukunft geholl ginn. Ganz am Géigendeel brauche mer och an deene wictege Regierungsdossieren endlech déi Relance, déi vun de Betriber jo schonn erwaart gëtt.

Mir brauchen e Gesondheetssystem, deen no un de Leit ass an och d'Prevention besser aschléisst. Aktuell sinn d'Leit, déi am Norde wunnen, wat d'Accessibilitéit vun de Spideeler, Maisons médicales, Pédiatere an Apdikten ugeet, ëmmer nach benodelegt par rapport zum Süden. Ech schwätzen net per capita – do kann een d'Statistiken esou dréien, datt se schéin ausgesinn. Ech schwätze vun de reellen Distanzen, déi d'Leit musse fuere, fir eeben dat ze errechen.

Hei wäeren dezentral Gesondheetszentren, an deenen och Leit schaffen, déi emol erausginn an op d'Leit zouginn a se informéieren a Preventiounsaarbecht maachen, sécher e gudder Wee. An esou Zentere wäeren d'Infirmiëren an d'Infirmieren an eisen Aen dann och eng ganz wichteg Berufsgrupp, déi duerch d'Adaptatioun vun hire Formatiounen op Bachelor- a Masterniveau e eegestänneg Täch solle iwwerhuelen.

An och wann et drëms geet, e Suivi vu Patientinnen a Patienten no engem Spidolopenthalt doheem ze maachen oder, ëmgedréit, e Patient oder eng Patientin, déi doheem vun enger Infirmière betreit gouf, dann am Spidol soll versuergt ginn, sollt de Beruff vun den Infirmiëren den Dréi- an Aangelpunkt vun enger gudder Gesondheetsversuergung sinn, fir datt et geléngt, datt stationär an ambulant Behandlungen net méi sou getrennt verstane ginn, mee als Ganzt.

De Virage ambulatoire kann dofir nëmmen en Erfolleg sinn, wann et och mat enger Reform vun den Attributiounen an Ausbildung vum de Fleegeberuffer anhiergeet, an dat heescht natierlech vun enger Reform, déi de Fokus op d'Valorisation vu genau dësse Beruffer leet an net, wéi bis elo, op eng Senkung vun de Käschten. Et spuert een net un der Gesondheet! Dat hu mer déi lescht Jore gesinn.

Hätte mer déi Suen, déi mer nämlech an deene leschte Joren hu mussen a Covid-Aidë stiechen, virdrun och nëmmen deelweis an den Ausbau vun der Gesondheetsversuergung gestach, dann hätte mer wuel deelweis – net ëmmer, heiansdo – manner streng Restriktiounen gebraucht, well d'Ressourcen do gewiescht wäeren. Vläch hätte mer och méi streng Restriktiounen méi séier kënnen huelen, well d'Ressourcen do gewiescht wäeren, fir se ëmzesetzen.

Certes, mir hätten e méi staarken, e méi stabile Gesondheetsssektor gehat. An all Euro, dee mer an d'Gesondheetsversuergung investéieren, huet e positive Return on Investment. An dat mengen ech net fir de Privatsektor, mee dat mengen ech fir eis alleguerten. A genau dat, mengen ech, sollt u sech eng vun den Haaptkonklusiounen sinn, déi mer aus der Pandemie zéien, datt mer un der Gesondheet net spueren, mee staark ëffentlech Investitiounen brauchen, déi natierlech dann och eng méi gesond Populatioun mat sech bréngen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Ech maache mer eng Fläsch op, net dass ech wéi kréien. An d'Stëmm ass nach net gutt.

Als Alleréisch och vu menger Säit e Merci fir dësen Debat. Et ass e ganz wichteg Thema. En ass laang annoncéiert gewiescht. An trotz Pandemie, wäert Der gesinn, wann ech an den Detail ginn, hu mer grad dës Froen eng gewisse Prioritéit ginn. Et sinn eng Rei Aarbechte gelaf ronderëm de Gesondheitsdësch, a lafen och elo. An do wäert ech am Detail drop agoen.

Ech hu bei der Preparatioun déi Punkten, déi ugi waren, genau respektéiert. Et ass eng éischt Partie, déi bäikomm ass: d'Konklusiounen vun der Pandemie fir onse Gesondheetssystem. Ech hu verstanen, dass Der dat wollt eigentlech achséieren op de Virage ambulatoire. Ech hunn et elo e bësse méi breet ugesat. Mee wann ech héieren, wat alles ugeschwat ginn ass vun Theemen, wäert Der gesinn, dass een effektiv ka Réckschlëss zéien aus dëser Pandemie op onse Gesondheetssystem.

Ech hunn dat opgedeelt a fënnf Domäne vun deene Constaten, déi mir op alle Fall vun eiser Säit aus gemaach hunn, à ce stade:

Dat ass eng Kéier am Beräich vun der Médecine primaire. Wat kann een doraus schlëssen?

Et ass um Niveau vun der Prise en charge hospitalière.

Et ass um Niveau vun der Disponibilitéit vun Daten, also vun Donnéeën.

Et geet och ëm de Parcours patient; do hu mer eng Rei Saache geléiert; an dann e bëssen doriwwe eraus Enjeux um Niveau vum Achat, vun der Disponibilitéit vu Medikamenter, vun Dispositif-médicallen, wat jo och eng grouss Thematik war, am Ufank vun dëser Kris zumindest.

D'Médecine primaire am Kontext Covid: Et ass ugedeit ginn, do hätt ee sech kënnen virstellen, dass eis Maison-médicallen, wéi se 2010 en place gesat gi sinn, déi optimal Ulafstell wäeren, wa groussen Afflux ass mat enger neier Krankheet, déi optaucht. Et huet sech awer ganz schnell erweisen, dass justement déi Sitten, déi en place waren, sech net prêtéiert hu vun der Infrastruktur hier. Se waren ze kleng. Et krut een d'Fluxen net getrennt. Soudass mer ganz schnell hu mussen agesinn, dass dës Maison-médicallen och vun hirer Gréisst hier total iwwerfuert waren.

An, Dir erënnert Iech, d'Pandemie ass scho laang, mee am Ufank hu mer do ganz schnell déi Centren op d'Bee gesat. Et ass eng zentral Organisatioun vun der Primärmedezinn, wann een esou wëllt, a ganz enker Zesummenaarbecht mat den Acteuren, mat den Dokter an eiser Direktioun. Dat waren déi sougenannt „Centres de soins avancés“; esou hu se am Ufank geheescht an där éischter Phas. Dono si se zougemaach ginn. Duerno hate mer Centre-Coviden. Dat waren am Fong geholl déi Ulafstellen, wou d'Patienten, déi e Verdacht op Covid haten, hin drainéiert gi sinn, fir do effikass zentral en charge geholl ze ginn.

Wat war vun dunn dat Positiivt? Eeben eng exzellent Zesummenaarbecht mam Terrain. Dat war e roude Fueodem duerch déi ganz Kris. Eng Stärkt vu Lëtzebuerg sinn déi kleng Weeër – eng grouss Motivatioun. Do sinn net vill Ënnerscheeder tëscht deem engen an deem anere gemaach ginn. Jiddwereen huet sech spontan zesumme fonnt fir matzehlëfen.



Doraus, wann ech elo op haut projezéieren: Wat huet dat mat sech bruecht? Ma, dass mer an enger Rekordzäit nei Maison-médicallen en place gesat hunn. Mir hunn déi ausgewieselt. Se sinn zum Deel operatiounell. Et ass eng am Süden zu Bieles, déi ageweit ginn ass. E ganz flotte Site, dee grouss ass, deen eng grouss Attraktivitéit och elo huet. Dann hu mer de Val Fleuri an der Stad. Am Norden ass Ettelbréck ugeduecht. Dat wäert nach e bëssen daueren. Do fänken d'Aarbechte virum Summer un. An am Osten ass ëmmer erëm à l'étude. Do maache mer och nach eng Kéier eng Bestandsopnam.

Ech géif hei just ganz gären drun erënneren, wa mer vun de Maison-médicalle schwätzen: Do ass d'Proximitéit zu engem Spidol ganz wichteg. Déi Maison-médicalle fänke jo d'Leit op ausserhalb vun den normalen Zäiten. Si sollen do och natierlech zu enger Entlaaschtung an engem gewëssene Sënn vun den Urgencé mathëllefe bäidroen.

Mee d'Proximitéit zu engem Spidol war ëmmer ee vun de Krittikären, dee maassgeebend ass. Mee nawell si mer och amgaangen, am Osten – ech kommen herno méi drop zréck – ze iwwerleeën, wéi een do kann an der Proximitéit eppes ubidden, wat sënnvoll ass. Ëmmer am Mooss natierlech och vun der Disponibilitéit vun Dokteren. D'Maison-médicalle fousse op engem Reseau von de Generalisten, déi sech ofwiessele, fir d'Garde ze halen. Dat setzt viraus, dass där och genuch disponibel sinn. Dat selwecht kënt herno och an der Pédiatrie nach eng Kéier zum Ausdrock.

Mir hunn nach festgestallt, dass mer net richteg esou preparéiert waren, fir esou massiv an den Asaz ze goen, personalméisseg. Mir hunn do och improviséiert am Ufank. Mir hu gesinn, dass eis Réserve sanitaire ..., dass mer keng digital Datebank haten an esou weider. Dat heescht, vill Saachen, déi mer gemaach hunn, hunn ons direkt d'Schwächte gewisen, wou mer och elo dru schaffen. Ee vun de Projete vum Gesondheetsdësch ass den digitale Regëster vun de Gesondheetsberuffer. Dee soll lafend à jour gehale ginn an esou weider.

Och d'Telemedezinn géif ech gären erwänen. Déi war och schonn ugeduecht virduen, awer ganz zaghaft. Se krut awer e richtige Coup de pouce während der Pandemie. Do ass en Tarif en place gesat ginn. Et ass en Outil ausgeschafft ginn, dee gutt fonctionéiert huet. D'Doktere si forméiert drop. An alles dat huet am Fong geholl e gudden Effet secondaire da gehat, dass mer do e grouse Schratt no vir gemaach hunn an och kënne weider an déi Richtung schaffen. An deen éischte Schratt ass eebe gemaach. Dat ass oft dee schwéiersten, dee krut e Coup d'accélérateur duerch d'Pandemie.

Dann och nach an der Médecine primaire, ganz wichteg, am Beräich vun der Médecine sociale: Leit, déi méi ausgegrenzt sinn, déi kee feste Wunnsätz hunn, déi an der Prekaritéit liewen. Déi si scho per se méi ufällig och fir Krankheeten. Och do do hu mer musse ganz schnell d'Prise en charge um Terrain verstärken, lafend duerch d'Pandemie, an der Preventioun, och an der Behandlung, mat Strukturen, déi mer och en place gesat hunn.

Ech erënneren un e Projet, deen zu Weiler ass, wou mer d'Leit vun der Strooss, déi e ganz schlechte Gesondheetszoustand hunn, konnten ophuelen – preventiv eeben. Och do si Saache schnell en place komm – déi wäerte mer perenniséieren –, déi ons gewisen hunn, wou nach Handlungsbedarf ass.

Alles dat si Saachen, déi wäerte bliwen.

Dann d'Prise en charge hospitalière: Wat hu mer do gesinn? Ben, d'Utilitéit vu Capacité-de-réserven, déi

een huet. Mir si ganz schnell op e Stufeplang gaangen, wou mer zousätzlech Moyenen à disposition gesat hunn. Alles dat weist, dass een iergendwou muss preparéiert sinn, mat enger Reserv, déi een huet, déi ee kann eropfuere en cas de besoin, mat engem deementspreechende Finanzéierungsschlüssel, enem Personalschlüssel. Dat kennt Der, dat ass de Stufeplang, deen nach en place ass.

Och wichteg: d'Separatioun vun de Fluxen. Mir wäerten déi Infrastrukturprojete mat engem anere Bléck kucken no där Pandemie. Mir hunn och do musse oprüsten, do esou „de fortune“ Saachen ëmbauen, fir kënnen d'Fluxen ze separéieren. Dat ass alles nach en place haut. Et ass aus der Nout entstanen, mä wäert sécherlech mat an d'Reflexiounen iwwergoe fir d'Zukunft, wann een u Spideeler denkt, wéi déi musse opgestallt sinn, fir kënnen am Noutfall eebe schnell mat esou separéierte Fluxen ze fonctionéieren.

D'Wichtigkeet vun der Pluridisziplinaritéit, och beim Covidpatient spezifesch: kuerz Weeër, nach eng Kéier.

Ech ginn e bësse schnell driwwer, well ech hunn nach vill Blieder hei leien. Et si vill Punkten, déi sollten ugeschwat ginn.

An och hei, eppes wat elo schonn oft zum Ausdrock komm ass: d'Wichtigkeet vun enger gudder Verzahnung tëscht dem Milieu hospitalier et extrahospitalier. Dat hate mer och spezifesch beim Covid, wou mer Strukturen en place gesat hu fir beispillsweis eeler Leit, déi net méi am Spidol hu musse sinn, awer nach net konnten zréck an d'Altersheem oder heem, déi mer dotëscht opgefaangen hunn. Dat sinn alles och Erfahrungen, déi mer elo gemaach hunn, déi eis wäertvoll Informatiounen ginn, Erfahrung ginn, fir eeben d'Zukunft ze denken.

Dann och de Parcours patient: Do hu mer och hei d'Geleeënheet gehat, d'Behandlung vum Covidpatient zentral unzegoen. Et war en neie Patient. Do huet ee missen d'Käpp zesummestrecke fir ze iwwerleeën: Wéi maache mer dat? Eise Projet Long-Covid fonctionéiert och no deem Modell, wou Acteuren op enger ganzer Chaîne – hospitalier/extrahospitalier – zesummeschaffen, wou mer en définéierte Parcours hunn, wat eng kompetent Prise en charge erlaabt.

Alles dat sinn Erfahrungen, déi weisen, dass dat Weeër sinn, déi ee soll weiderdenken an der Normalitéit duerno. An der Hoffnung, dass mer déi elo geschwënn erëm voll a ganz hunn.

Dann – et ass oft erwänt ginn, mee ech kann et net méi wéi ënnersträichen –: d'Digitalisatioun. Gutt Daten! Dat ass extrem, extrem wichteg! Och hei hate mer nächst en place, wat et am Fong erlaabt huet, zentral Daten ze erfasse fir des Pandemie. Dat hu mer aus dem Nächst erstallt. A mir hu gesinn – dat ass eppes, wat Lëtzebuerg ausgezeechent huet –, wéi wichteg et ass, dass een Indicateuren huet, dass d'Acteuren dat aspeisen. Sief et um Niveau vun de Laboen, vun de Spideeler, vun den Altersheemer.

Alles dat war net Normalitéit. Dat sinn alles eenzel Acteuren, déi fir sech responsabel sinn. Si hunn dat alleguer matgemaach. Dofir och nach e ganz grouse Merci an dësem Kontext un all déi Acteuren. Dat war vill verlaangt vun eiser Säit, mee et war extrem wäertvoll, des Daten ze hunn. An dat gëtt ons och Confiance, dass mer wierklech hei e ganz grouse Schrëtt musse maachen.

Et sinn eng Rei Saachen en place, mee um Niveau vun der Digitalisatioun am Gesondheitssystem ass definitiv nach Loft no uewen. Ech mengen, do si mer ons eigentlech alleguer eens hei am Sall. Et ass och eng vun onse grouse Prioritéiten, fir do e Coup d'accélérateur ze ginn.

D'Gouvernance wäerte mer och renforcéieren. Mir hu rezent am Regierungsrout och decidéiert, dass mer wierklech weiderschaffen, fir eis Agence eSanté op en nächste Level ze hiewen. Do wäerte mer a Richtung vun engem öffentliche Träger schaffen, dee wierklech déi Gesondheetsdaten, déi extrem sensibel sinn, soll kënne geréieren.

Alles dat sinn Aarbechten, déi lafen elo scho bei eis am Backoffice. Et si Reflexiounen, déi ugestouss gi sinn an der Pandemie an deemno och weider wäerte lafen.

Och ganz wichteg: de Rôle vum zukünftigen Observatoire de la santé. Wa mer vun Date schwätzen, brauch een och en Acteur, deen déi néideg Kompetenzen huet, fir déi Daten dann auszewäerten, fir Konklusiounen ze zéien, fir eng Basis ze liwwere fir eng gutt Planung a Zukunft fir eist Land. Dat, an och d'Zesummenaarbecht mat den Acteuren vun der Recherche net ze vergiessen, huet d'Gestioun vun der Kris ausgezeechent an ass eppes, wat eng positiv Erfahrung war, wat mer wëlle weiderdreien.

De Parcours patient – dann nach eng Kéier, ech hat et schonn erwänt – hu mer hei en place gesat. Dat ënnersträicht erëm eng Kéier, dass dat de Wee ass. Och dee vun de Réseau-de-compétences; ech kommen herno drop zréck. Dat ass jo ee vun de spezifische Punkte vun dëser Debatt.

Telemedezinn an Hospitalisation à domicile am selwechten Otemzuch.

Dann dee leschte Punkt, och nach eng Kéier covidbezunn, dat ass – wat mer gesinn hunn, allegueren, net nëmme Lëtzebuerg, mee och all déi aner Länner an Europa –, wéi vulnerabel mer waren. Et muss ee sech virstellen, dass mer am Ufank hu musse feststellen, dass mer net amstand sinn, eis eegen Aspirinnen hei ze fabrizéieren, dass mer total ofhängeg si vun engem globale Maart.

Dat soll eis all zesammen ze denke ginn, wou d'Investissementer an nächster Zukunft musse higoen. Mir solle méi onofhängeg ginn. Dat brauch een, mengen ech, grad dëser Deeg net genuch ze ënnersträichen. Dat ass eng Evidenz. An do ass de Rôle vun der Europäescher Unioun ganz wichteg. Si kënnen do eng Roll spillen: bei gemeinsamen Achaten – hu mer jo och alles gesinn –, bei engem Support, dee se kënnen de Länner liwweren. Mir brauchen do méi eng grouse Autonomie als Europa an och als Land, mee virun allem als Europa.

Konklusiounen fir eis ... Eng Erfahrung sécherlech, des Pandemie, déi mer sollen auswäerten. An eis Konklusioun ass, dass een déi Auswärtung net soll iwwerstieren. Et gëtt vill no enger Loi pandémie gefrot. Mir sinn der Meenung, dass mer hei sollen e gewëssene Recul huelen, dass mer solle vergläiche mam Ausland. Mir hunn Etüde lafen. Mir ginn evaluéiert vun enger OECD. An ech mengen, dass de Recul hei grad ganz, ganz wichteg ass, dass ee sech déi néideg Reflexioun soll ginn, fir genau ze analyséieren: Wou leien eis Stärkten? Wou haten aner Länner hir Stärkten? A wat ass letztendlech dat, wat mer eis solle mat op de Wee huele fir d'Zukunft?

Den internationalen Echange schéngt mer hei maassgeebend. A mir sinn – et dierf een et net vergiessen – nach ëmmer awer an der Pandemie dran; och wann et grad méi en entspaante Moment ass.

Dann zum zweeten Deel vun haut: „Virage ambulatoire“ intituléiert. Dir hat do sechs Punkte virginn, déi Der wéilt méi spezifesch abordéieren. Ech hunn och meng Interventioun no deenen, déi drastoungen, strukturéiert. Dat ass ugaange mat der Hospitalisation à domicile.

Mee vläicht eng Kéier, am Ufank, zum Virage ambulatoire. Ech si ganz frou, et ass direkt an der Introductioun ervirgestrach ginn. Ech hunn nach ni en Term héieren, dee wuel eng kloer Definitioun huet, mee deen esou ënnerschiddlech verstane gëtt. Et muss ee soen, dass et net onkloer ass, mee jiddwereen huet iergendwou do eppes, wat en hannendru gesäit a versteet. Dat mécht d'Diskussioun komplizéiert.

Ganz oft gëtt „Virage ambulatoire“ mat „Extrahospitalier“ vermëscht; wat et eigentlech guer net ass. Wat ass e Virage ambulatoire? Ben, dat ass eng Bestriewung, fir eeben am Sënn vun enger besserer Prise en charge de stationären Openthalt vum Patient erfzesetzen. Nei Technologieën maachen dat méiglech. De Fortschritt mécht et méiglech. Domat ass eng besser Sécherheet fir de Patient garantéiert.

Wat e manner laang am Openthalt ass, wat säi Risiko – dat ass och schonn e puermol erwänt ginn – fir nosocomial Infektiounen méi kleng ass, wat e méi e grouss Confort huet. D'Leit wëllen haut éischter heemgoen. A wat mer natierlech och letztendlech op eng Entlaaschtung vun onse Spideeler kënnen hiwirken. Dat ass den Trend generell.

Dat ass dat, wat een u sech ënner „Virage ambulatoire“ versteet. Donieft stelle sech natierlech nach eng ganz Rei aner Froen. Do wäerte mer drop agoen bei deenen eenzelne Punkten.

Hospitalisation à domicile ... Éier ech domadder ufänken, wollt ech och nach eng Kéier generell op de Gesondheetsdësch agoen. De Gesondheetsdësch ass de 14. Februar 2020 lancéiert ginn. Dat war e puer Deeg, éier d'Pandemie lassgaangen ass. De But war et justement, de Gesondheetsystem ze denken, mat den Acteuren zesummen, Iddien ze sammelen. Dat ass keen Organe de décision. Et ass eng Plaz, wou sollen Iddien ausgetosch gi mat sämtleche Partie-prenanten, déi ronderëm de Gesondheetsystem fonctionnéieren.

D'Chamber – dat ass richteg – sëtzt net mat um Dësch, ass awer ëmmer informéiert gewiescht. De Gesondheetsdësch huet getaagt. Et ware sechs Aarbechtsgruppen, mat enger Rei Aarbechtsgruppe ronderëm déi Aarbechtsgruppen, déi funktionéiert hunn. Do ware ganz, ganz vill Reuniounen, trotz der Pandemie. Et ass net an deem Schrëtt weidergaangen, wéi ee sech et idealerweis erhofft hätt. Mee ech muss soen, letztendlech, réckbléckend, sinn ech eigentlech zefriden, dass dës Aarbechten dach awer konnten an engem gewëssenen Tempo weidergoen.

Mir hunn och Bilanen dozou gemaach. Et wor zweemol e Bilan an der Chamberskommissioun – eng Kéier den 23. Februar, war dat, an eng Kéier den 22. Juli d'lescht Joer –, wou mer en detailléierte Bilan mat Presentatiounen gemaach hunn. Et gëtt och zum Gesondheetsdësch en extra dediéierte Site. Dat ass de gesondheetsdesch.lu, wou een Dokumenter féinnt.

Nëmme fir Iech ze illustréieren: Do sinn extreem vill Dokumenter produziéiert ginn. D'Acteuren haten allkéiers d'Méiglechkeet, am Virfeld vun der Reunioun, sech anzubringe mat Presentatiounen. An deem Kontext sinn insgesamt 22 Dokumenter – ech hat dat gëschter nogekuckt – produziéiert ginn. A si haten d'Méiglechkeet ex post, dat heescht no der Reunioun, wa se nach Reflexiounen haten, och eppes eranze ginn. An där Dokumenter sinn dann nach eng Kéier 31 produziéiert ginn.

Et kann een also net soen, dass während der Pandemie hei chôméiert ginn ass. Och wann et, aus verständleche Grënn, net esou acceleréiert war, wéi ee sech et gewünscht hätt, ass dach awer hei ganz vill gelaf an et leeft nach vill. An dat ass wichteg.

Et sinn och Schwéierpunkten identifizéiert ginn, Enjeux fir eist Land, déi sech wäitgeend decke mat deem, wat ech hei och héieren hu vun alle Säiten. Dat ass: Generell war e Konsens do, dass mer eng Amélioratioun brauchen um Niveau vun der Organisatioun vun eise Soins-primaires – ganz wichteg.

Et ass e grouss Schrëtt gemaach gi mam Spidolsgesetz am Secteur hospitalier, mee jiddwereen ass sech eens, dass och um Niveau vun de Soins primaires Handlungsbedarf ass. Dass et och eng global Vue brauch vum Gesondheetsystem. Dofir ass jo och: Wat à la clé ass vum Gesondheetsdësch soll e Plan national santé sinn als e Ganzt, deen eng gutt Verzanung méiglech mécht, deen eeben eng Visioun gëtt vun engem Gesondheetsystem, deen dat Ganzt ofdeckt an deen net segmentéiert ass.

An et ass och unanime festgehale ginn, dass de Virage ambulatoire an deem Sënn, wéi ech et virdu gesot hunn, soll favoriséiert ginn, dat fir de Confort vum Patient, dat, fir eeben eng méi grouss Sécherheet, dass iwwer en dediéierte Finanzement vum Ambulatoire soll nogeduecht ginn an dass een och eeben d'Fro muss stellen: Wou soll dee Virage ambulatoire realiséiert ginn? Wat muss am Spidol sinn? Wat kann extra muros, also ausserhalb vun de Spidol-Strukturen, stattfannen an esou weider.

Dat heescht, dat waren déi Haaptfeststellungen, déi mer haten, wat d'Schwéierpunkte betrëfft.

Dann, déi méi spezifesch Froen: D'Hospitalisation à domicile ass och identifizéiert ginn. Hei sinn eng ganz Rei Reflexiounen um Gesondheetsdësch gelaf. Mir kruten och ganz interessant Pabeieren, ënner anerem vusäite vun der COPAS an deem Besuch. An et stelle sech d'Froen ... Wéi eng Froe stelle sech? Si sinn och hei schonn tangéiert ginn. Dat ass: Wéi e Patient kënnt a Fro, fir eeben à domicile hospitaliséiert ze ginn? Wéi eng Soine kommen a Fro? A wéi enge Konditiounen? Wien iwwerhëlt d'Responsabilitéit? Bis zu wéi engem Punkt ass dat d'Responsabilitéit vum Spidol? Ab wéini kann dat switchen? Dat ass och eng Fro vu Verantwortung. An do kann ech Iech berouegen: Do ass, niewent deene Pilotprojeten, déi mer spezifesch lafen hunn ..., dat ass de Soins palliatif am Norden, dat ass erwänt ginn, an och d'Psychiatrie am CHNP. Dat si Pilotprojeten, déi weiderlafen, mee en attendant kommen d'Aarbechte gutt weider. Ech hat nach d'lescht Woch eng Entrevue mat der FHL, wou ech annoncéiert kritt hunn, elo zäitno en éischt Konzept virgestallt ze kréien, dat ausgeschafft gëtt mat de concernéierten Acteuren, mat der COPAS an och mat dem Rehazenter.

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Ministesch, erlaabt Der, datt den Här Wiseler Iech eng Fro stellt?

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Selbstverständlech. Et ass un Iech, Här President, dat ze erlaben.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Madamm Minister, ech wollt am Fong just froen, well Der déi zwee Projeten do ugeschwat hutt a mer awer virun engem Joer Diskussiounen iwwer de Finanzement vun deenen haten, ob déi Projeten elo sécher sinn, datt se hire Finanzement ...

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Jo.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | ... kënnen bäibehalen, bis dann eventuell en neie System kënnt.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Ech kann Iech berouegen. Dat ass gekläert. Dat leeft weider, ...

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Da soen ech Iech Merci.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | ... soulaang bis mer ...

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Dat ass ganz léif!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | ... effektiv deen nächste Projet dann eebe kënnen perenniséieren. An do, wéi gesot, et ass annoncéiert, ech hunn elo kee genauen Datum, mee d'Leit waren zouversichtlech, dass se deemnächst kéinte virstelleg ginn, fir en éischte Projet virstellen.

Dann deen zweete Schwéierpunkt, deen Der an Ärer Ufro hat, war d'Pratique en groupe, also wéi d'Dokteren kënnen zesummeschaffen a wéi d'Kollaboratioun mat de Spideeler kann ausgesinn. Ech géif do gären ervirsträchen, dass dat Zesummeschaffen haut schonn eng Realitéit ass. Ganz vill Profession-libérale schaffen ënner der Form vun Association-de-faiten zesummen. Et kann ee soen, dat ass e bëssen e juristesche Wildwuchs, mee et ass awer eng Realitéit hei um Terrain, déi och esou vusäite vun der Gesondheetskeess unerkannt ass. Wann esou e Grupp do ass, dann hunn déi hir eegen Nummer, ënnert där se gefouert ginn. Dat ass also näischt, wat mer nei entdecken. Et gëtt et. Et ass eebe just net reglementéiert. Et ass net gereegelt. An dofir schaffe mer eeben och spezifesch un engem Projet, fir a Richtung vun enger Gesellschaftsform ze goen. Dir erënnert Iech: Beim leschte Bilan vum Gesondheetsdësch, dee mer an der Santéskommissioun haten, hu mer do schonn éischt Linne virgestallt. Mir hunn och eng Rei rout Linnen, wann ee sou ka soen, déi mer do oppegeluecht hunn, vusäite vun der Regierung. Fir eis muss et wichteg sinn, wa mer esou e Kader schafen, dass dat keng kommerziell Aktivitéit ass. Dat soll kloergestallt ginn. Et soll och de Gesondheetsberuffer virbehale ginn. Dat heescht: Mir wëllen do keng Finanzleit, déi sech kënnen an esou eng Gesellschaft erakafen. Et solle Leit sinn, déi hei als Gesondheetsberuffer zu Lëtzebuerg zougehoos sinn an exklusiv där. An déi Leit sollen natierlech och perséinlech haftbar bleiwen an hire professionellen Obligatiounen an esou weider.

Dat ass Neiland, effektiv. Mir hu bis elo keng Virgaben. Och net am Hospitalier, wëll ech soen. Am Hospitalier hu mer och privatwirtschaftlech Strukturen, déi do aktiv sinn. Dat heite wär fir Lëtzebuerg Neiland. Et ass awer och e Fakt, dass mer effektiv e Vide juridique do hunn. All aner Länner ronderëm ons hunn do längst scho Modeller en place. A bei eis lafen do d'Aarbechte relativ gutt, fir eeben ënnert deene Virgaben, déi mer ginn hunn, eppes typesch Lëtzebuergesches op d'Been ze kréien, wat mat enger Rei Garantien verbonden ass an eebe justement Abusen a lukrativen Iwwerleeungen entgéintwierkt.

Firwat férdere mer dat? Well mer iwwerzeegt sinn, dass d'Mutualisatioun de Wee ass. Wa mer gäre staark Strukturen hätten iwwer Land an der Médecine primaire, dann hu mer allguerter Interêt, dass d'Leit sech zesummendoen, dass se hir Moyenen zesummesetzen.

Mir hätte gären d'Digitalisatioun en place. Dat geet mat Investissementer Hand an Hand. Dat ass alles anescht haut, wéi dat vläicht virun 20, 30 Joer war. An et ass sécherlech méi einfach, wann ee sech kann zesummendoen, d'Moyenen zesummeleeën, fir sech modern opstellen, wann ee sech kann och Ressourcen deelen. Ech denken un e gemeinsaamt Sekretariat un eng gemeinsam Informatik an esou weider.

Och Aspekter natierlech vu Work-Life-Balance: Mir wëssen, dass Leit haut awer oft drop aus sinn, sech d'Aarbecht opzedeelen, dass een net onbedéngt méi wëllt dee ganzen Dag vu moies bis owes spéit amgaange sinn, mee sech d'Aarbecht mat anere Kollegen deelt.

Mir striewen och eng gewësse Gläichheet un, wat d'Organisatioun vum Beruff ugeet. Et ass an engem



Land u sech normal, dass ee sech an enger Gesellschaftsform kann zesummefannen, fir och Privat a Professionell kloer ze trennen um Niveau vun den Aktivitéiten.

Alles dat ass u sech eng Normalitéit, déi mer hei wellen en place kréien. An domadder als Ëmfeld hei zu Lëtzebuerg och am Endeffekt méi attraktiv ginn, fir Leit heihinner unzezéien.

Wann een zesummeschafft, da kann een och d'office ... Ech si perséinlech och e grouse Frënd vun der Pluridisziplinaritéit, grad am ländleche Raum. Et gëtt Plazen, wou et sécherlech fir den eenzelnen net interessant ass, sech niddereelossen, mee wann een dat ka gemeinsam maachen, mat Presencen, zum Beispill op engem bestëmmte Wochendag an esou weider, ginn do awer Méiglechkeete geschafft iwwer en intelligent Zesummeschaffen, wat dem Patient an dem Bierger e flotten Accès ka ginn zu medezinneschen Dëngschtleeschungen, fir déi e sech anerwärts hätt missen deplacéieren, vun engem bei deen aneren. Also et ass schonn e Facteur d'attractivitéit, wann een op enger Plaz eng gewësse kohärent Offer ka virfannen.

Mir hunn och musse feststellen, dass déi Primm vun 10.000 Euro, déi ugeduecht gi war als Incentive fir Gruppepraxissen – dat war eng Prime unique – net gegräff huet. Et huet leider keen déi ugefrot. Dat war mat Konditiounen verbonden, justement e Minimum vu véier Dokter, war gefrot. Et war eng gewësse Flexibilitéit bei den Heures-d'ouverturë gefrot an och d'Utilisatioun vum DSP, dat heescht, e gewëssene Grad un Digitalisatioun. An do muss een einfach nëmme feststellen, dass wann een dat verlaangt, dass dat mat grësseren Investissementer verbonden ass an dass déi Primm sécherlech net dat bewierkt, wat ee sech erwaart hätt.

Mir iwwerleeën also do, fir aner Weeër ze goen. Do sinn och Reflexiounen amgaangen, wéi een dat ka facilitéieren, iwwer Tariffer an esou weider. Ech kann Iech awer do elo nach net e Resultat presentéieren. Ech kann Iech just soen, dass och do Iddien um Dësch sinn, wéi een esou Gruppepraxissen, wéi ee se haut schonn huet oder spéider an enger Gesellschaft – ech soen, dat mécht am Fong keen Ënnerscheid –, kann ënnerstëtzen an d'Aarbecht am Réseau fërderen.

Mir wäerten och um Geoportail dru schaffen, fir eng besser Visibilitéit ze kréien iwwer d'Médecine primaire, wou een eng Couche Santé drop wäert leeën.

Alles dat si kleng Projeten, déi um Laf sinn. A mer erwaarden eis och, duerch eng Stärkung vun der Strukturen an der Médecine primaire, eng besser Verzanung mat de Spideeler, mam Hospitalier. Wann een eng Zesummenaarbecht huet, déi professionell ass, huet een natierlech och Interêt, staark ze sinn als Grupp, fir do och méiglechst effikass kënnen zesummeschaffen.

Dann, war deen nächste Punkt, deen Der wollt uschwätzen, d'Réseau-de-compétences. Mir hate se haut am frëie Mëtten eng Kéier ugeschwat. Dat ass eppes, wat am Spidolsgesetz virgesinn ass, fir eeben och iwwergräifend tëscht dem Hospitalier an dem Exrahospitalier d'Leit beieneenzebréngen an esou eng besser Qualitéit vun der Prise en charge ze garantéieren.

Mir hunn do eng ganz Rei Projeten, déi prett sinn. Mir hunn entre-temps sechs esou Projeten, déi bei eis erakomm sinn. Et ass bis elo nach keen offiziell approvüert. Dat leeft iwwer d'Commission de gestion interhospitalière, déi effektiv ënnerbrach war an hiren Aarbechten, well déi zoustänneg Leit wierklech prioritär op der Kris geschafft hunn. Mir hunn awer déi Aarbechten elo erëm opgeholl. Véier

Dossiere si komplett, hunn ech mer soe gelooss, a wäerten och elo deemnächst um Ordre du jour sinn. Wéi eng sinn dat? Dat ass d'Immuno an d'Rhumato, dat ass de ParkinsonNet, dat ass d'Obesitéit vun de Kanner an et ass d'Schmäerzthematik, déi mer scho virdrun ugeschwat haten.

Ech kann Iech also do optimisteschem stëmmen – ech sinn et op alle Fall emol selwer –, dass dat elo relativ schnell virugeet; wëssend, dass natierlech e gewëssene Retard komm ass.

Dann hat Der, och ganz kuerz – et huet keen et erwäant –, de Krankentransport ugeschwat. Ech ginn och elo net ze vill am Detail drop an. Och do ass en Avant-projet an der Elaboratioun. Mir ginn dovun aus, dass mer deen an den nächste Méint kënnen erabrénge. Och dat ass ee vun deene Projeten, déi e bësse leie bliwwen sinn. Et ass viles leie bliwwen. Ech kann et net oft genuch soen. An eis Ambitioun ass natierlech elo méiglechst e gudden Choix vun deem ze maachen, wat mer nach prioritär behandelen. Mat zwee Joer Kris wäert et net méiglech sinn, alles nach esou ofzewéckelen, wéi mer et hätte wëlle maachen, wa mer déi Zäit zur Verfügung gehat hätten. Mee dorunner schaffe mer och.

Dann hutt Der d'Pédiatrie de proximité och wellen uschwätzen. Och do ass dat eng grouss Prioritéit.

D'Pédiatrie de proximité gehéiert zu engem gudden Gesondheetssystem ..., dass dat licht accessibel ass. Do hu mer, nieft eisem Service national spécialisé – d'Neonatalogie, déi an der Kannerklinik ass – eng ganz Rei Iwwerleeunge lafen. Mir hunn och do en Aarbechtsgrupp, deen iwwer déi lescht Méint mat eiser Direktioun an och mat de Pédiateuren zesumme-komm ass.

Am CHL do sinn d'Reflexiounen éischtens emol, fir d'Heures-d'ouverturë vun der Maison médicale pédiatrique am Zentrum, déi an der Kannerklinik ass, auszeweiden, d'Plagë jee weils ëm zwou Stonnen auszeweiden. Ech ginn elo net op den Detail an. An awer och: Ech hat net méi spéit wéi d'lescht Woch eng Entrevue mat Esch, wou se hir Pédatrie de proximité wierklech rëm reaktivéieren. Déi war zréckgeschrauft ginn. Dat ass e Projet, deen ech absolutt ënnerstëtzen, an ech krut och confirméiert, dass mir deen Dossier ganz zäitno wäerten erëmkréien. Dee wäert och déi néideg Prioritéit bei eis kréien. Dat wäert natierlech och eng Entlaaschtung fir den Zentrum ginn.

Am Norden hu mer am Moment eng Permanence lafen am Nordspidol, Weekender a Feierdeeg. Ech hu mer soe gelooss, dass am Moment e Problem vun Disponibilitéit u Pédiateuren ass, fir do eng Maison médicale pédiatrique um Lafen ze halen. Mee och dat sinn Diskussiounen, déi bei eis ustinn. Et ass sécherlech en Domän, dee bei eis op der Prioritéitelëscht steet.

An dann dat lescht Thema: d'IRMen. Dat hat Der am Fong geholl esou artikuléiert, dass Der wollt wëssen, wat nom Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 5. Juli 2019 geschitt. Dann erlaabt Der mer, dass ech erëm eng Kéier kuerz op deen aginn.

Wat ass geschitt duerch déi Rechtssprechung, déi mer do kritt hunn? Dat ass e Litige, dee ronderëm eist Dokteschgesetz entstanen ass. Et ass wichteg, dat ze verstoen. D'Dokteschgesetz, dat ass nämlech eng Saach. Dat huet en Artikel 19. An dat hat an engem Règlement grand-ducal am Fong geholl an Opdrag ginn ze definéieren, wéi eng Ekipementer net kënnen an engem Cabinet sinn. Dat heescht, dat ass e Gesetz, wat aus der Perspektiv vum Dokter kuckt: Wat dierf net am Cabinet sinn? A well mer hei an enger Matière réservée sinn, net d'Gesondheets-Matière-réservee,

wéi ee vläicht kéint mengen, et ass net dorobber, wou et gekippt ginn ass, et ass am Fong geholl d'fräit Exercéiere vum liberale Beruff, wat hei zur Debatt stoung. An d'Cour constitutionnelle ass zur Konklu-sioun komm, dass een esou e Grandrecht, fir sech als Fräiberuffler ze etabléieren, net kann oncadréiert – loosse mer mol soen – delegéieren op e Règlement grand-ducal, dass dat e graven Aschnëtt ass, an dass et do muss gewësse Ramebedéngunge ginn. Dofir ass deen Text gefall.

Ech géif awer gären ënnersträichen, dass ëmmer vergiess gëtt – et ass elo e puermol hei ugeschwat ginn –: Et gëtt net just en Dokteschgesetz. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg och e Spidolsgesetz vum 2018. An den Dokter ass net just ..., also en ass engersäits natierlech e Fräiberuffler, dee säi Beruff exercéiert, mee hien ass och donieft e Prestataire de service op engem gereegelten a reglementéierte Marché vun de Gesondheetdëngschtleeschungen. An dat ass en am Kontext vum Spidolsgesetz.

**M. Fernand Etgen, Président |** Madamm Ministesch, erlaabt Der, datt d'Madamm Oberweis Iech eng Fro stellt?

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé |** Jo.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) |** Merci, Madamm Ministesch, dass ech Iech dierf eng Fro stellen. Den Arrêt seet jo u sech, dass et gekippt gouf, well et en Domaine réservé à la loi ass.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé |** Jo.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) |** Et ass jo net einfach esou, dass dee Règlement gekippt gouf. Mee well si soen u sech, sou wéi ech et verstanen hunn op jidde Fall, et dierft kee Règlement sinn, mee et misst an engem Gesetz stoen.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé |** Genau.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) |** Meng Konklu-siounen, déi ech doraus zéien ass, dass Dir kéint déi Lëscht an d'Gesetz aschreiwen. Et ass vläicht e ganz naiiv Verständnis dovunner, mee esou verstinn ech et. Wann et am Gesetz géif stoen, wier et net gekippt ginn oder géif et net gekippt ginn. Kéint een déi Konsequenz net draus zéien? Dann hätt Der erëm dat ..., da wiere mer erëm an der Situatioun vu virdrun. Dann hätte mer eng Protektioun vun deenen Ekipementer. Well elo si mer jo an engem Vide total.

Merçi.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé |** Nee, mir sinn net an engem Vide total. Dat war dat, wat ech grad amgaange war ze erklären. Dofir hunn ech gesot: Opgepasst, et gëtt zwee Gesetze. Mir hunn engersäits e Gesetz iwwer d'Dokteschpraxissen, wat verschidde Saachen do net méiglech mécht. Mir hunn awer en anert, an dat ass am Fong a mengen Aen juristeschen den Nieweschauplatz, mir hunn am Fong 2018 en anert Gesetz, wat de Marché reglementéiert, nämlech dee vun de Spideeler. Deen ass hei vill an der Debatt gewiescht, an do ass et ganz, ganz kloer, dass verschidde Ekipementer de Spideeler virbehale sinn. Dat heescht: Déi Monopolpositioun vun de Spideeler, déi entspréngt dem Spidolsgesetz. An dat ass net tangéiert duerch déi Jurisprudenz. Dat heescht, et ass am Fong geholl doppelt gemoppelt. An am Moment hu mer nach ëmmer e Spidolsgesetz, wat ganz kloer de Monopol vu verschidde-nen Aktivitéite bei de Spideeler huet. An dat heescht, fir et ganz konkret ze faassen: Wann ech en IRM exploi-téieren, dann ass dat e Service vun engem Spidol. Dofir muss ech als Spidol eng Geneemegung hunn, fir dat ze maachen, a wann ech déi Geneemegung net hunn, da kann de Gesondheitsminister dat zoumaachen. Dat ass haut d'Situatioun, wéi se ass.

An dat heescht: Wa mer iwwerleeën, wat ee kann ausserhalb vum Spidol maachen, da gëtt et verschidden Usätz, déi ee kann hunn. Et muss een driwwer nodenken, wéi ee virun allem un d'Spidolsgesetz geet, well dat kréie mer net aus de Féiss. Dat wäert bestoe bleiwen, och wann ee souguer dat anert géif änneren, géif dat näischt um Spidolsgesetz änneren. Wat d'ailleurs an der Zäit duerno komm ass, ass vun 2018, dee Monopol, dee gesat ginn ass.

An deem Sënn ënnerleien an eisem System eng ganz Rei Aktivitéiten enger Planifikatiounslogik. Dat ass deen Hospitalo-centrisme, deen ugeschwat ginn ass. Deen ass rezent, wann ee sou wëllt, dat ass e Gesetz vun 2018. Dat ass näischt ales, muffeges. An trotzdeem hu mer ons u sech bereeterkläert, fir doriwwer nozedenken an eng Kéier ze evaluéieren, ob dee Monopol, deen op deenen Aktivitéiten ass, ob deen esou nach ëmmer gerechtfertegt ass, ob een dat kann iwwerdenken, ob et Méiglechkeete gëtt, et iwwer Ouverturen ze maachen, wëssend, dass eeben eng ganz Rei Aktivitéiten, déi hei zu Lëtzebuerg an d'Planungslogik falen an haut Monopol vun de Spideeler sinn, dat am Ausland net sinn.

An dofir hu mer u sech um Gesondheitsdësch hei weidergeschafft, fir ze iwwerleeën, wéi ee ka sënnvoll un déi ganz Cadres légaux goen. An et sinn der zwee. Et ass net just d'Gesetz vun 1983, wat zur Debatt stoung. Et ass donieft e Spidolsgesetz. An dat ass absolut net vun där Jurisprudenz tangéiert. An et gëtt zu dësem Zäitpunkt och kee Prozess ronderëm dat Gesetz, soudass mer am Fong geholl hei an engem rouege Kontext sinn. De Monopol, dee misst fir d'éischt eng Kéier ugefecht ginn, fir ze falen, an dat wëlle mer eigentlech net. Et ass net eis Intentioun ze prozesséieren. Et ass eis Intentioun, mat allen Acteuren zesummen ze kucken, wéi mer kënnen den Environnement hei zu Lëtzebuerg gestalten, am Sënn vun eisem Land an am Sënn vun eise Prinzippien.

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Ministesch, erlaabt Der, datt d'Madamm Oberweis Iech nach eng Fro stellt?

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Jo.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci. Et ass just, fir wierklech ze verstoen. Ass dat dann déi selwecht Lëscht, déi am Spidolsgesetz steet, wéi déi aner Lëscht, déi eebe gekippt gouf?

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Nee, dat sinn der zwou.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Oder sinn dat aner ...?

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Et deet mer leed, wann ech dat net ... Et ass net kloer fir mech.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | ... Madamm Oberweis, dat ass, dass d'Spidolsgesetz ...

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Et gëtt zweeërlee Lëschten an Annexen. An déi stëmmen gréisstendeels iwwereneen, awer net zu 100 %. Dir hutt effektiv Equipements lourds. Déi eng fannt Der erëm op deenen zwou Plazen oder net. An et sinn, wann Der mer eng Chance gitt, op den Detail vun den Aarbechten ze kommen, justement déi Aarbechten, déi am Moment bei eis lafen.

Et gëtt och an de Grondrechter, niewent deem Grondrecht, wat vun der Cour constitutionnelle zréckbehalde ginn ass, en anert: Dat ass eeben d'Recht op d'Gesondheet. Och dat ass eng Matière réservée: d'Sécurité sociale an d'Gesondheet. Do ass et allerdéngs esou, dass et ugeholl ass, och op europäeschem Plang, dass do kënnen Aschnëtter an d'Libre

prestation de services gemaach ginn. Dat ass en Acquis an Europa, dass ee justement och kann an eng Planungslogik eragoen. Dat heescht: Dat Gesetz steet u sech méi stabil op de Féiss wéi dat anert, wou guer näischt kadriert war, einfach eppes opgeléicht ginn ass, während d'Spidolsgesetz an enger Planungslogik geschriwwen ass, déi prinzipiell méiglech ass, op alle Fall an der europäescher Gesetzgebung.

A wéi engem Kontext sinn esou Restriktiounen méiglech? Eebe justement dann, wann d'finanziell Nohaltegkeet vun enger Sécurité sociale an d'Spill kënt an eeben och ganz spezifesch am Kontext vun nationaler Planungslogik. An dat ass genau dee Kader, dee mer hei hunn an och grad de Kader eebe spezifesch fir den IRM.

Am Kontext vum Virage ambulatoire, ech hat et virun erwänt, hu mir eis bereeterkläert ze evaluéieren, ouwuel an dësem spezifische Beräich, deen eeben Objet vum Litige ass, dat ass dee vun der Diagnos an der Radiologie, mee awer och méi generell, ob elo aner Beräicher kéinten a Fro kommen, wou een dee Monopol eventuell oplockert oder net. De Spidolmonopol ass gekoppelt un eng Planungslogik an awer och un e ganz spezifesch Finanzéierungsmechanismus, deen anescht ass wéi am Extrahospitalier. An et ass effektiv sécherlech sënnvoll ze kucken, a wéi fern alles nach zäitgeméis ass, ob déi Annexen an der Rei sinn oder ob de Moment ass, déi eng oder déi aner Ouverturen ze maachen.

Wat bedeit elo Evaluatioun? Evaluatioun, dat bedeit an enger éischer Phas, am Interessi vum Patient ze kucken, wéi eng Aktivitéite fuerderen zum Beispill ganz kloer eng Presenz op engem Site hospitalier. Do gëtt et eng Rei Saachen, wou et evident ass, dass ee muss un Spidolssite sinn, well do eng ganz Rei aner Servicer present sinn, déi musse sinn. Dat heescht dat ass eng éischt, méi eng technesch Analys, déi mer musse maachen. Wou mécht dat iwwerhaupt Sënn vun engem medezinneschen Standpunkt an och am Sënn vun der Sécherheet vum Patient, fir eraus aus engem Spidol ze goen?

Dann ass déi nächst Fro, déi ee sech muss stellen, wann een dann elo extra muros eppes ubitt – extra muros heescht ausserhalb vum Site vum Spidol –: Ënner wéi enge Bedéngunge soll dat da sinn? Da si mer nach guer net bei der Fro, wien dat mécht a wéi vill a wat ee brauch. Et ass einfach just och erëm eng Kéier technesch, wann et Aktivitéite sinn, déi am Moment iwwer eis Gesetzgebung exklusiv dem Spidol virbehale sinn, a mir kommen zur Konklusioun: Dat ass eppes, wat ee kann extra muros maachen. Da muss een dat begleede mat Konditiounen, erëm eng Kéier fir d'Sécherheet vum Patient an esou weider, a wéi ass et mam Personal, wat do aktiv ass ... Dat heescht, do kommen eng ganz Rei Ramebedéngungen, déi musse kloergestallt ginn. Dat sinn och Aarbechten, déi bei eis e bëssen an d'Stocke komm sinn, mee déi awer lafen um Niveau vun eiser Direction de la santé, fir eeben e Screening ze maachen, wat ënner wéi engen Ëmstänn kéint gemaach ginn.

Dann, déi ganz weesentlech Fro ass natierlech och déi vun der Offer. Mir sinn e System, dee wäitgeeënd iwwert d'Deniers publics bezuelt gëtt. Dat heescht, mir mussen ons d'Fro stellen: Hu mer e Besoin? Wann ech aleng un d'IRMen denken, war d'Situatioun, wéi déi ganz Prozesser ugaange sinn, eng aner, wéi se haut ass. Mir hunn entre-temps ganz vill zousätzlech IRMe kritt. An och do muss ee sech ëmmer erëm d'Fro stellen – an net nëmmen d'Fro stellen, mir schaffen och dorun: Wat sinn eis Besoinen? Do sinn eis Leit ganz aktiv. Mir hunn do Aarbechte lafen, och mat der IGSS zesummen, mat eiser Direktioun, fir eeben ze

evaluieren: Wéi sinn d'Besoinen hei zu Lëtzebuerg? Mir hunn eng ganz Rei Donnéeën, wéi déi Apparater belaaucht sinn.

Mir hunn och iwwert d'Grenzen eraus gekuckt, wéi sou Planungen an anere Länner gemaach ginn, no wéi enge Methodologien. An do schaffe mer intensiv drun, fir eeben och elo zäitno mat enger Konklusioun ze kommen, spezifesch fir d'IRMen, well dat eng Problematik ass, déi halt eng gewësse politesch Visibilitéit am Moment huet, duerch déi Prozesser, déi geféiert ginn, mee och doriwwer eraus.

*(Interruption par la présidence)*

Dat heescht, besteet eng ...

*(Interruption par la présidence)*

Ech sinn ze laang?

**M. Fernand Etgen**, Président | Dir musst esou lues zum Schluss kommen, jo.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Jo. Gutt, gutt.

Bon, dann ass déi nächst Fro, déi ee sech muss stellen: Wéi finanziert een eppes, wann et extra muros ass? Dat ass eng Hypothese, déi mer esou net kennen. Dat heescht, dat sinn och erëm eng Kéier grondsätzlich iwwerleeungen, déi musse gefouert ginn, déi een net aus dem Aarm rëselt. A wann een eraus geet aus de Mauere vum Spidol: Wien dierf dat exploitieren? Ass dat d'Spidol selwer? Sinn et d'Dokteren? Ass et de Grupp vun Dokteren? Oder ass et eppes dertëschent, wou ee seet: „Do muss kollaboréiert ginn“? Jee nodeem, wat een als Optioun hält, ass déi legislativ Aarbecht, déi domat verbonnen ass, méi oder manner grouss. Dir kënt Iech virstellen, wann een dat, ...

*(Hilarité)*

Et kéint ee sech och virstellen ze staffelen. Dat, wat relativ schnell ka goen, ass wann een natierlech ronderëm ...

*(Brouhaha)*

... d'Spidolsgesetzgebung weider iwwerleet, well mer do e Kader hunn, dee steet. Wa mer wëllen an den Extrahospitalier goen an do mat enger Planungslogik eragoen, dann ass dat „autrement complexe“. Ech géif awer gären déi, déi bei dem Bilan vun dem Gesondheitsdësch derbäi waren an opmierksam nogelauschert hunn, drun erënneren, dass mer als Regierung och do schonn eng Rei ganz kloer Linne presentéiert hunn, déi mer hunn an déi mer net wëllen a Fro stellen. An do hu mer zum Beispill festgehalten, dass mer fir Equipements lourds – an dat ass den IRM ënner anerem – an enger Planungslogik wëlle bleiwen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Egal wéi ee Modell zréckbehalde gëtt, dës Regierung huet sech dozou bekannt bei den Equipements lourds, eebe well dat ganz deier Investissementer sinn, bei enger Planungslogik wëllen ze bleiwen. Entweeder kann dat sech aschreiwen an déi aktuell vum Spidol ... A wann et soll erausgoen, ben, da musse mer do eppes en place setzen. Dat soll net reegellos kënnen geschéien.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Dat ass eppes, wat mer kloer affirméiert hunn.

Mir hunn ons och kloer zum Conventionnement obligatoire bekannt, deen hei zu Lëtzebuerg géllt. Dir hutt an Ären Echangé sécherlech matkritt, dass dat och vu verschiddene Säiten a Fro gestallt gëtt. Dat ass eppes, wou mir net wëllen dru goen.



An, voilà. Do, wou mer elo dru sinn, dat ass eeben, verschidden Hypotheesen duerchzespillen, wat dat bedeit. Mir hunn also, wéi Der mierkt, ganz vill Aarbechten, déi lafen, souwuel op techneschem Plang wéi och op juristeschem Plang, fir ze evaluéieren, wéi eng Modeller kéinte goen, wéi d'Zäitschinn och kéint sinn. Mir sinn ons bewusst, dass Drock ass. Mir kënnen ons och virstellen, a Phasen ze schaffen. Et muss ee wëssen, dass wa mer wëllen eng Planifikatioun am Extrahospitalier hunn, da wäerte mer dat net a sechs Méint stoen hunn. Dat ass Mission impossible ganz einfach. Do brauch et ganz vill Viraarbecht nach, well mer do bei engem eidele Blat u sech ufänken, während, wann een à partir vum Spidolsgesetz rasonéiert, et sécherlech méi einfach ass, kuerzfristeg Ouverturen ze maachen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Madamm Ministesch, erlaabt Der ...

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Jo.

**M. Fernand Etgen, Président** | ... nach, datt den Här Marc Hansen Iech eng Fro stellt?

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Oder Dir loosst mech fäerdegmaachen, da beäntwerten ech se jo schonn ...

**M. Fernand Etgen, Président** | Ok.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | ... vläicht deemno wéi. Ech sinn nämlech elo gläich, wann dat geet.

Mir schaffen och net nëmme just ronderëm den IRM. Deen ass operluecht, well mer en op den Ordre du jour kritt hunn iwwert d'Jurisprudenz. Mir kucken natierlech och aner Ekipementer, wat zum Beispill net Equipements lourds wäeren. Do kéint ee sech vill méi einfach virstellen, an den Extrahospitalier erauszegoen, mat engem Tarif de location oder wéi och ëmmer. Ech ginn Iech just d'Beispiller vu Beamer, Mammografie oder verschidde Laserapparater fir d'Aen. Also do gëtt et och Apparaturen, déi net an d'Kategorie vun den Equipements lourds falen. An do kann ee sech natierlech eng aner Logik virstellen, déi méi déi klassesch Logik ass, wéi mer se elo am Extrahospitalier kennen. Och dat sinn Aarbechten, déi mer lafen hunn, fir ze analyséieren, wat mer kënnen an d'Gespréich bréngen.

Voilà, dat ass et en gros. Insgesamt: de Besoin fir besser Donnéeën, Digitalisatioun – eng ganz grouss Prioritéit – an dann en intelligent Zesummespill. Dat ass dat, wat mir eis wënschen tëschent allen Acteuren. Mir mussen oppassen, dass mer net au détrimente vun deem engen oder deem anere schaffen. Dat ass u sech a kengem sengem Interêt. Wa mer eng gutt Verzanung wëllen, mengen ech och, dass jiddweree Motivatioun an Interêt huet, zesummen nozedenken, wéi mer dat fir eist Land kënnen intelligent maachen.

Dat Ganzt natierlech mat enger beschtméiglecher Qualitéit vun de Soinen. An och am Hibleck op eng Penurie u Personal an deem ganze Secteur wëlle mer eng interessant Aarbechtsoffer hei bidden. Den Environnement, fir hei ze schaffen am Gesondheessektor, soll attraktiv sinn an och an Zukunft attraktiv bleiwen. Et ass just esou, wéi mer Leit kënnen heihinner kréien, dass se Loscht kréien, op Lëtzebuerg schaffen ze kommen an dese Secteur, mat gudden Aarbechtsbedéngungen, an engem modernen Environnement, dat e modernen Exercice vum Metier erlaabt, dat Ganzt am Interêt vum Patient. Dat ass eng Evidenz. Voilà, dat war et.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Gesondheesministesch. An da Parole après ministre fir den Här Marc Hansen.

**M. Marc Hansen (déi gréng)** | Jo. Villmools merci, Madamm Ministesch, datt ech Iech elo zur spéider Stonn nach des Fro ka stellen.

Ech mengen, et ass e wichtegt Theema, wou wéi eng grouss Diagnostikapparater installéiert dierfe ginn oder net. Ech mengen, dat ass eng grouss Diskussioun. Vill Leit sinn interesséiert un deem Theema.

Sou wéi ech Iech elo verstanen hunn, gëtt et iwwert d'Spidolsgesetz eigentlech e Monopol, dee seet, datt déi Installatiounen eigentlech just dierfen am Spidol sinn an net ausserhalb.

Elo hunn ech mer awer d'Fro gestallt: Et si jo gewësse Fait-accomplie scho geschaf ginn. Wat geschitt elo mat deenen, also ...

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Menges Wëssens net.

**M. Marc Hansen (déi gréng)** | Voilà, also, et gëtt Installatiounen vu Geräter, déi sinn do. Déi waarden op en Agreement. Wat geschitt dann elo domadder? Kréien déi en Agreement? Kréien déi keen Agreement? Dierfen déi exploitéiert ginn oder dierfe se net exploitéiert ginn? Ech mengen, dat ass eng wichteg Informatioun, fir datt dat dote jo elo net nach geschitt. Net, datt iergendwéi duerch d'Géigend elo Apparater optauchen, déi am Endeffekt dann och net dierfe genotzt ginn.

Dat, mengen ech, ass net ganz sënnvoll. Duerfir wär et gutt, eng kloer Ausso hei och ze hunn, fir datt déi Firmen oder déi Dokterer dann och wëssen, wat se an Zukunft solle maachen a wéi se domadder sollen ëmgoen.

Ech soen Iech Merci.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Also am Moment ass et ganz kloer, dass dat ënnert d'Autorisation d'exploitation vum Spidolsgesetz fält. An esou eng hu just eis Spideeler. Dat heescht, dat ass am Moment ganz kloer vum Spidolsgesetz hier.

Mir sinn natierlech oppen, fir déi heite Reflexiounen weiderzeféieren. Ee Modell ass natierlech, dass een zesumme mat engem Spidol eppes schafft. Dat ass sécherlech méi einfach ëmsetzbar a méi zäitno, wéi wann ee ganz an den Extrahospitalier geet. Mee am Moment brauch et eng Autorisation d'exploitation vum Site an och fir déi eenzel Aktivitéiten. A wann een d'Autorisation d'exploitation net huet, ma da kann dat natierlech gegebenefalls och zougemaach ginn. Dat sinn déi Befugnisse, déi mir hunn iwwert d'Spidolsgesetz.

An et ass och net méiglech, zousätzlech Etablissementer zu deene Besteeënden, am Stand haut vun der Legislatioun, ze geneemegen. Dir kennt d'Spidolsgesetz warscheinlech besser wéi ech, well Der hei schonn aktiv waart zu där Zäit an der Chamber. Dat ass esou oppesat, dass déi besteeënd Acteure consacréiert gi sinn hei an enger Planungslogik. An do kommen am Moment, sou wéi et haut steet, weeder nei Sitte bäi nach nei Acteuren, soudass mer scho mussen eng Ouverture maachen.

Kuerzfristeg, kann ech Iech ganz kloer soen, ass dat vum juristesche Point de vue just à partir vum Hospitalier denkbar. Alles anescht setzt viraus, dass een eng nei Gesetzgebung, eng nei Planungslogik op d'Plaz setzt. An dat ass e komplizéiert Gesetz, wat do muss erstatt ginn. Also dat wäerte mer net an engem Mount stoen hunn. Do lafe Reflexiounen, mee do ass ganz vill Viraarbecht ze maachen, och iwwert d'Ramebedéngungen an esou weider, iwwert d'Finanzéierung. Ech hoffen, dass dat Är Fro kloer beäntwert huet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Dann nach Parole après ministre fir den Här Claude Wiseler.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Jo.

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Merci, Madamm Minister, fir déi Äntwerten. Ech wëll Iech just soen, datt ech jo alles verstinn, wat Der sot. Ma hei si mer elo net a priori an engem juristesche Problem. Hei si mer awer an engem politesche Problem, wou ee muss decidéieren, wat ee mécht a wat ee wëllt.

Ech hunn awer e Problem domat, well déi Diskussioun hei elo schonn zwee, dräi Joer dauert. A wa mer Fait-accomplien, déi zwar nach keng sinn, mee déi awer entaméiert sinn an der Diskussioun ... Wa mer elo an där Situatioun sinn, dann ass et, well bis elo och den Discours politique onkloer war an deem Sënn, wat mer wëllen a wéi et zukünfteg soll weidergoen.

Also ech wëll awer net onbedéngt elo eng Fro stellen, mee als Parole après ministre soen, datt et awer duerchass sënnvoll wär, wann eng kuerzfristeg Kloerheet an deem Dossier géif geschaf ginn. Mee ech hunn Iech virdrun an aller Däitlechkeit eis Meenung gesot, wat mir mengen, datt richtig wär an op wat fir ee Wee ee misst goen.

Wann net nach esou Situatiounen solle virkommen, dann, mengen ech, misst Dir als Gesondheesminister respektiv d'Regierung hei awer Kloertext schwätzen an och déi Ouverturen, déi Der zwar annonciéiert hutt a gesot hutt ... Wann ech och gesinn, wat de Gesondheetsdësch seet, dann ass et jo net esou, datt keng Avancééën op deem do Domän solle gemaach ginn. Da soll een awer kloer soen, a wat fir engen Delaien, wéi schnell ee kann a wellech Richtung goen. Dat schéngt mer awer de Minimum ze si fir all déi Leit, déi um Terrain schaffen a sech wëllen engagéieren an déi dat, mengen ech, och maachen an der Intentioun, fir de Gesondheessystem ze verbesseren an net just, wéi se heiansdo duergestallt ginn, fir domat dann hir eege Geschäfte ze maachen. Dat ass, mengen ech, net onbedéngt ëmmer esou de Fall. An dofir wär et wichtig, Kloerheet ze schafen, sou schnell wéi méiglech.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Jo. Ech mengen, ech wëll och just nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer och an engem Rechtsstaat sinn. Dofir ginn och Prozesser gefouert. Esou kloer sinn déi Saachen net. An hei hu mer eng gewëssen Transparenz och gehat iwwert de Kader um Gesondheetsdësch, wou mer och iwwert d'Spidolsgesetz schwätzen. Dat ass eppes, wat net esou gä gehiéert gëtt, kann ech ëmmer erëm nëmme feststellen. Ech hunn et vu menger Säit eigentlech allkéiers, wann ech dozou Stellung geholl hunn, sief et an der Press, sief et um Gesondheetsdësch, sief et an der Chamberskommissioun, erwäant. Just: Ce qui n'arrange pas, n'est pas toujours entendu. Dat ass de Problem.

Mee mir si selbsterständlech bestreift, hei schnell weiderzekerommen, fir Iech do ze berouegen. Déi Aarbechte si komplex. Si louchen net op Äis während där ganzer Pandemie. Si hunn natierlech net déi Rapiditéit elo kënnen hunn, wéi ee sech et gewënscht hätt, wann ee keng Pandemie gehat hätt. Dat ass ganz kloer, brauch ech Iech och net ze verstoppen. Mee, wéi Der gesitt, lafen d'Viraarbechten op Héichtouren an et ass natierlech och eng vun eise Prioritéiten, déi dote Kou vum Äis ze kréien. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | An da Parole après ministre fir den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Et ass eigentlech net Parole après ministre.

**M. Fernand Etgen**, Président | Et gëtt awer nëmmen dat elo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, dann nenne mer et Parole après ministre. Mee ech wollt just drop reagéieren, wat de Kolleeg ...

*(Brouhaha et hilarité)*

... Wiseler gesot huet, well een dat net einfach esou soll am Raum stoe loossen. Ech fannen, dass et wichteg ass, dass mer an engem vernünftigen Zäitplang virukommen.

D'Gesetzeslag ass am Moment kloer. A wa mer a Richtung Ouverture ginn, an ech sinn do komplett bei der Madamm Minister, da soll dat opgrond vun de

Besoinen geschéien an net no enger Fuerderung „Ech hätt gär mäin IRM“ an „Ech hätt gär mäi Röntgegerät“. Et soll op Basis vu reelle Besoinen, Cartes sanitaires a Regionaliséierung gemaach ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Ech mengen, Dir wësst awer, datt d'Besoinen do sinn, Här Di Bartolomeo, ...

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | An och nach eng Kéier ...

**M. Claude Wiseler** (CSV) | ... an datt mer musse virukommen.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | An och nach eng Kéier: Mir schaffen intensiv un der

Evaluatioun vun de Besoinen. Mir hu rezent eng Carte sanitaire. Eis Leit sinn do am Echange, och mat anere Länner, fir zäitno mat enger Schlussfolgerung, wat d'Besoinen, spezifesch elo fir den IRM, deen all Mënsch awer staark polariséiert vum Interesse hier, fir do eng Äntwert ze ginn.

Voilà, merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen nach eng Kéier der Madamm Ministesch Paulette Lenert villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 19.46 heures.)*

## 39<sup>e</sup> séance

mercredi 9 mars 2022

Édition spéciale sur la proposition de révision de la Constitution n° 7755 concernant les droits et libertés



## 40<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

### Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** ..... p. 45  
M. Fernand Etgen, Président
- 2. 7849 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la Directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil** ..... p. 45  
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue  
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice  
Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 3. Déclaration gouvernementale dans le contexte de la hausse des prix de l'énergie, suivie d'un débat** ..... p. 45  
Déclaration gouvernementale : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre (interventions de Mme Martine Hansen et M. Dan Kersch)  
Débat : M. Gilles Roth (interventions de M. Dan Kersch et M. Michel Wolter) | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. François Benoy (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Fred Keup (interventions de M. Dan Kersch et M. Sven Clement) (dépôt de la motion 1) (interventions de Mme Stéphanie Empain et M. Fernand Kartheiser) | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Marc Goergen (intervention de M. Michel Wolter) (dépôt des motions 4 et 3) (interventions de M. Yves Cruchten) (dépôt de la motion 2) (interventions de M. Sven Clement) | M. Dan Kersch (interventions de M. Fred Keup, M. Sven Clement et M. Marc Spautz) | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) | M. Marc Spautz (interventions de M. Dan Kersch, Mme Octavie Modert et M. Gilles Baum) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen | M. Michel Wolter (interventions de M. Dan Kersch et Mme Octavie Modert)  
Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre  
Motion 1 : M. Sven Clement | M. Gilles Baum | M. Gilles Roth | M. François Benoy | Mme Myriam Cecchetti | M. Yves Cruchten (interventions de M. Gilles Roth)  
Vote sur la motion 1 (rejetée)  
Motions 2 à 4 : M. Gilles Baum | Mme Semiray Ahmedova | M. Marc Goergen (interventions de M. Sven Clement et M. Gilles Baum) | M. Sven Clement | M. Gilles Roth

- (interventions de Mme Martine Hansen) | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (intervention de M. Gilles Roth) | M. Max Hahn | Mme Myriam Cecchetti  
Vote sur la motion 2 (rejetée)  
Vote sur la motion 3 (rejetée)  
Vote sur la motion 4 (rejetée)
- 4. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de l'approvisionnement national en eau potable** ..... p. 57  
Exposé : M. Gusty Graas  
Débat : M. Aly Kaes | Mme Cécile Hemmen | M. François Benoy | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (interventions de M. François Benoy)  
Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
  - 5. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet de la situation de la formation professionnelle et des métiers de l'artisanat** ..... p. 64  
Exposé : M. Marc Spautz (intervention de M. André Bauler)  
Débat : M. Claude Lamberty (intervention de M. André Bauler) | Mme Tess Burton | M. Charles Margue (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et M. Marc Spautz) | M. Fred Keup (dépôt de la motion 1) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (interventions de M. André Bauler)  
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse  
Motion 1 : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Marc Spautz | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Claude Lamberty | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Claude Lamberty)  
Vote sur la motion 1 (interventions de M. Pim Knaff et M. Sven Clement) (rejetée)  
Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes et Mme Sam Tanson, Ministres.



(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

## 2. 7849 – Projet de loi portant modification du Code pénal en vue de la transposition de la Directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil

Mir kommen direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 7849, enger Transposition vum enger europäescher Direktiv am Kader vum der Bekämpfung vu Bedruch a vun der Fälschung vu Bezuelmüttelen.

Esou wéi et scho gëschter annoncéiert gouf, gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vum deemem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Justice

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, léiwe Fernand, alles Gutts fir de Gebuertsdag, fir de 65.!

**Plusieurs voix** | A!

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Et ass e gutt Joer, ech kann et bezeien. Looss dech feieren! Mir war dat zejoert net gegénnt.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools!

(Brouhaha)

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Fir unzefänken haut e kleng Projé, e kuerze Rapport, keen Debat. Hei de Werdegang vum 7849. Den Depot war den 29. Juni 2021, d'Presentatioun an der Justizkommissioun den 20. Oktober 2021, wéi och de Rapporteur bestëmmt gouf. Den Avis vum Staatsrot ass datéiert op de 17. Dezember 2021. Weider Kommissiounssitzungen zu deemem Projet waren den 9. Februar an den 2. März, wéi mer de Rapport ugeholl hunn, alles dëst Joer.

Ëm wat geet et? De President huet et ugekënnegt: Et geet ëm eng Transposition vum der EU-Direktiv 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413 vum JAI.

Et geet drëms, d'Kooperationsmechanismen an der EU ze verbessern an, wann et néideg ass, grenzüwwerschreidend zesummenzeschaffen am Beräich vum der Cyberkriminalitéit. Konkreet geet et an deemem Projet ëm d'Fälsche vu Geldmüttelen, „moyens de paiement“, awer net de klassesche Faux-monnaie, bei deem meeschtens eis Geldschäiner a Mënze betraff sinn, mee eeben ëm all Zorte vun net materielle Bezuelméiglechkeeten, déi sech gréisstendeels am digitale Raum ofspillen.

Geldfälschung ass eng Infraktioun am Lëtzebuerger Recht elo schonns. Dat betraff haut och net nëmmen

d'Schäiner an d'Mënzen, mee och zum Beispill d'Kreditkaarten. Schonns 2015 huet d'EU-Kommissioun an hiner Kommunikatioun „Stratégie pour un marché unique numérique en Europe“ op d'Erausfuereungen higewisen, ëm déi et hei geet: informatesch Fraudé wéi zum Beispill Bedruch bei den Onlinepaie-menter, Interceptioun vum Donnéeën, de Vol vun Identitéiten oder Geschäftsgeheimnisser. Déi generéieren enorm ekonomesch Perten, stéieren den Onlinehandel, verstousse géint fundamental Rechter a kënnen net zulescht och d'Vertraue vun de Bierger an Onlineaktivitéite carrement futti maachen.

Mat deem ganz kuerze Projé gi mer eis eng Definitioun vun deene Moyens de paiement, déi hei viséiert sinn, graff gesot, déi digital Moyens de paiement. Mir gesi Strofe vir vu véier Méint bis fënnf Joer Prision an Amendes tëschent 1.250 a 75.000 Euro fir d'Fälsche vun esou Bezuelmüttelen.

Déi selwecht Strofen, an dat ass interessant ze wëssen, gëllen dann och net just fir d'Fälscher selwer, mee natierlech och fir jiddwereen, deen esou gefälscht Instruments de paiement an Ëmlaf bréngt. Dee mécht sech doduerch matschëlleg.

Den Délai de transposition vum deemem Direktiv war de Mee zejoert. D'Avise vum Staatsrot a vun enger Rei Autorités judiciaires sinn zu deemem Gesetzesprojé erakomm. Doranner goufe keng weider gréisser Problemer opgeworf. Den Detail fannt Der am schrëftleche Rapport.

Souwäit fir de mëndleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu sämtleche Parteien a Sensibilitäten, esou wéi mer dat an der Kommissioun ofgemaach hunn. Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminis-tesch Sam Tanson.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President. A merci dem Rapporteur, deen e ganz gudd Resümee vum Gesetzestext gemaach huet, soudass ech deem näischt bäizefügen hunn an Iech all Merci soe fir den Accord zu deemem Projé.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Justizministesche.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Ier mer zum Vott kommen, wollt ech nach eng kéier drun erënnere, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënen mat ofzestëmmen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projé de loi 7849. Den Text steet am Document parlementaire 7849<sup>3</sup>.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7849 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projé de loi 7849 ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Aehm), MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Goerges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 3. Déclaration gouvernementale dans le contexte de la hausse des prix de l'énergie, suivie d'un débat

Mir héieren haut de Mëtteg eng Deklaratioun vum der Regierung iwwert d'Hausse vun den Energiepräisser. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt, bei där all Fraktioun an all Sensibilitéit zéng Minutten zegutt huet. An ech ginn d'Wuert un de Vizepremier, d'Madamm Paulette Lenert.

### Déclaration

**Mme Paulette Lenert**, Vice-Premier Ministre | Merci, Här President. De Friden an d'Verdeedegung vun eise Wäerter, dat ass eppes, wat e Präis huet. De Premier-minister ass an deemem Moment op engem informellen Europäesche Conseil, wou hien am Numm vum der Regierung an awer och am Numm vum ganze Lëtzebuerger Land weider fir de Friden an eis Wäerter wäert astoen.

D'Sanktiounen géint Russland an d'Ënnerstëtzung vun der Ukrain hu souwuel an deemem Haus wéi och am ganze Land grouss Zoustëmmung fonnt. Mir wouss-ten allerdéngs vun Ufank un, dass dës Sanktiounen eis och eppes wäerte kaschten.

Déi enorm Hausse bei den Energiepräisser ass eng direkt Konsequenz aus dem Krich an der Ukrain. Dës Präisdeierecht ass awer kee rengen Lëtzebuerger Phenomeen. Et ass och net direkt an eiser Hand. Et ass eppes, wat ganz Europa betrëfft a wat och vill aner Länner an der Welt betrëfft. Dofir wäerte mer als eenzelt Land dese Problem och net eleng geléist kréien.

Mir brauchen eng europäesch Strategie, fir dass eis Energieversuergung laangfristeg kann ofgesécher bleiwen. Gläichzäitig si mer eis natierlech bewosst, dass mer och kuerzfristeg Solutiounen fir eis Bierger a fir eis Entreprisë brauchen, fir dës ze entlaaschten. D'Regierung ass sech dem Eessch vun der Situatioun absolutt bewosst. Net ëmsoss hu mer schonn Enn Februar en Energiedësch aberuff an och schonn en éischte Pak un Direkthëllef fir d'Privatmenagen decidéiert.

Et war eis wichteg, deene Mënsche séier ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et an der aktueller Situatioun am schwéiersten hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Här President, Dir wësst et, d'Regierung schafft och un engem Hëllefspak fir d'Entreprisen, déi elo no

zwee schwéiere Pandemiejoren erëm viru groussen Erausforderunge stinn a wäerte stoen.

Gëschter koum dunn d'Annonce vun enger weiderer historescher Hausse bei de Masutts-, Diesel- a Bensinnspräisser. Et ass dëst erëm eng Kéier eng Hausse, déi souwuel d'Bierger wéi och d'Entreprisé staark wäert beläschten. De Premierminister Xavier Bettel huet doropshin de Moien de Sozialpartner offiziell matgedeelt, dass hien zäitno eng Tripartite wäert aberuffen, dëst, nodeems en natierlech am Virfeld sech beroden huet mat de Vizepremieren, mat der Finanzministesch, mat der Familjeministesch an natierlech och mam Wirtschafts- a mam Mëttelstandsminister.

D'Instrument vun der Tripartite ass genau dat, wat mer elo brauchen. Et ass gemaach fir Situatioune wéi déi hei. D'Kris, an där mer eis befannen, ass eng Kris, déi souwuel d'Beriber wéi och d'Bierger betrëfft, an zwar staark beläschet. Et ass eng Kris, wou all Acteur en Interessi drun huet, fir zesumme séier an effikass Léisungen ze fannen.

De Lëtzebuurger Erfolgsmodell a Form vum Sozialdialog ass matten an enger Kris gebuer ginn. Zesumme mat de Sozialpartner huet d'Politik et och nach ëmmer hei am Land fäerdegbruecht, de Wuelstand ofzesécheren an de soziale Fridden ze garantéieren. Dat, Här President, ass och dës Kéier eist Zil.

Mir si fest dervun iwwerzeegt, dass d'Problematik vun de steigenden Energiepräisser ze komplex an och ze wichteg ass, fir d'Sozialpartner ausse vir ze loosene. Ech bieden dofir d'Chamber ëm Versteesdemech, dass d'Regierung haut nach keng konkret Mesur wäert annouciéieren.

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Paulette Lenert**, Vice-Premier Ministre | Mir wëllen d'Diskussioun mat de Sozialpartner net hypothekéieren. Mir ginn oppen an déi Gespréicher eran a mir wëllen zesumme mat de Gewerkschaften an och mam Patronat en equilibréierte Pak op d'Bee stellen, dee souwuel de Bierger wéi och de Beriber déi néideg Entlaaschtung ka garantéieren.

Et gëtt leider net dat eent an eenzegt Wonnermëttel, dat all eis Problemer op ee Coup ka léisen. Et spillen och eng ganz Rei technesch a juristesche Contrainten, déi op den éischte Bléck net ëmmer ersichtlech sinn. Net all gutt gemengte Virschlag ass och ëmsetzbar an an der Tripartite muss dofir all Aspekt vun dëser Kris ganz genee belicht an och kënnen diskutéiert ginn.

D'Regierung wäert dës Diskussioun seriö preparéieren. Dat ass elo eis éischt Prioritéit. D'Aarbechte sinn amgaangen, sinn an de leschte Wochen ugelaft a wäerte weidergefouert ginn, dëst, fir dass mer déi Energiekris gemeschtert kréien.

Ofschlëssend wëll ech ënnersträichen, dass mer an der Pandemie keen am Ree stoe gelooss hunn a mir wäerten och dës Kéier keen am Ree stoe loosene! Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Do hu mer kee Fong.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos dem Vizepremier, der Madamm Paulette Lenert.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Madamm Hansen, dat mam Fong, dat musst Dir grad soen!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Och vun eiser Säit alles Guddes fir Äre ronne Gebuertsdag.

**M. Fernand Etgen**, Président | Villmoos merci, Här Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Froestonn un d'Regierung vu virgëschter hat ech am Numm vun der CSV-Fraktioun den Energieminister, den Här Turmes, interpelléiert, wat d'Regierung dann elo géif maachen, fir d'Leit wéinst den explodéierende Spritt- an Heizkäschten ze ënnerstëtzen.

Seng éischter lapidar Äntwert, wéi se och vun der Press erëmgeholl gouf, war: „Et soll een net aus der Héft schéissen.“ Resultat: D'Leit sëtzen nach ëmmer kal doheem a si sti virun der Tankstell am Stau.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Ech mengen, dat huet jiddweree vun eis gëschter Owend gesinn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Brouhaha, interruptions et coups de cloche de la présidence)*

**M. Gilles Roth** (CSV) | Fir d'CSV, Dir Dammen an Dir Hären, heescht et handelen, an zwar elo! Mir wëllen d'Leit net méi laang an der Keelt sëtze loosene.

*(Exclamations)*

Zanter gëschter hu mir hei am Land Héchststänn op der Pompel an och um Masutt ze bekloen, zum Deel méi deier souguer wéi an aneren EU-Memberstaaten, zum Beispill Éisträich a Spuenien. D'Käschtchen: d'Käschtchen fir en Auto, 20.000 Kilometer Lafleeschung pro Joer, 7 Liter Verbrauch op 100 Kilometer, e Plus, ech soen e Plus op ee Joer vun 900 Euro op dem Bensinn a vun 1.365 Euro – ech widerhuelen et nach eng Kéier: 1.365 Euro! – méi um Diesel. D'Käschtchen, fir e Masuttstank ze fülle vu 4.000 Liter – jo, et sinn 59.000 Stéit am Land, déi nach mat Masutt hëtzen, a se mussen dat maachen –, e Méipräis, ech widerhuelen, e Méipräis op ee Joer vun 3.800 Euro op d'Joer. Zesummen, just déi hei zwee Montanten, an da kënnt Der och eng Kéier haart jäizen: iwwer 5.000 Euro – iwwer 5.000 Euro! – Méikäschtchen op ee Joer!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Nun hat d'Regierung, an d'Madamm Vizepremier huet dat gesot, dee sougenannten „Energiedesch“ zesummegeruff, deen absolutt enttäuschend war. An dat soen net just mir als CSV, mee dat soen a soten och d'Gewerkschaften.

D'Moosnamen, déi d'Regierung bis elo ugekënnegt huet, sinn absolutt net am Verhältnis zu de Méikäschtchen, déi d'Leit ze droen hunn. An dobäi beräichert sech de Staat mat all Liter verkaaftem Spritt an Heizungsasutt och nach direkt um Bockel vu senger Bierger. Dat ass net fair, dat ass net gerecht an dat ass fir eis moralesch och net an der Rei!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | E Beispill: E Liter Bensinn 95er kascht zënter Mëtternuecht, ech widerhuelen et nach eng Kéier, 1,89 Euro. Dovunner ginn, Dir Dammen an Dir Hären, 80 Cent un de Staat. Vun 1,89 Euro ginn 80 Cent un de Staat, nämlech 27 Cent TVA, Akzisen an CO<sub>2</sub>-Steier derbäi: nach eng Kéier 52 Cent. Am Kloertext, op engem Liter Bensinn kasséiert de Staat an dësen Zäite 44 % Taxen.

*(Interruption)*

D'Präisdeierecht vun dem Spritt an d'Präisdeierecht vun dem Hëtzes, Dir Dammen an Dir Hären, déi geet hei am Land och bei gudder Gehälter bis wäit an d'Mëttelschicht mëttlerweil eran. An et heescht duerfir fir d'CSV ganz kloer, d'Leit elo zolidd ze entlaaschten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Duerfir fuerdere mir, éischstens, eng zäitlech begrenzt Präisbremms um Spritt, um Heizungsasutt an och um Gas.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Autofueren an doheem hëtzen ass an deem räiche Lëtzebuerg kee Luxus, mee eng Noutwendegkeet.

Zweetens, all Euro méi fir de Staat un Taxen an TVA duerch Energiepräisshausen zanter dem 1. Januar 2022 muss fir eis direkt an integral un d'Leit zréckbezuel ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Et kann net sinn an et ass och net méi anstänneg, dass de Staat sech dorops nach permanent selwer beräichert. Wat de Verdeelungsschlüssel ubelaangt, si mir oppe fir all konstruktiv Diskussioun.

Drëtzens: eng Ausweitung vun de Leit, déi an de Genoss vun der Allocation de vie chère (AVC) kommen, an och eng Erhéijung vun dëser Zouwendung, well d'Veie chère, Dir Dammen an Dir Hären, déi ass ewell laang an der Mëttelschicht ukommt!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Véiertens: en Eropsetze vun der Kilometerpauschal a vun dem Kilometergeld. Béd sinn zënter Joren – fir déi eng souguer Joerzénge! – net méi ugepasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hu Rekordpräisser op der Pompel a beim Masutt. D'Leit packen et net méi. D'Leit brauchen elo keng Geopolitik, si brauche keng Beléierungen, mee si brauche virun allem Alldags- an Terrainspolitik.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | D'Leit brauche keng ideologesch Tabuen, mee pragmatesch an direkt ëmsetzbar Léisungen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Well, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn net just Stauen op eisen Tankstellen, fir tanken ze goen, mee mir hu virun allem e Politikstau vun dëser blo-rout-grénger Regierung.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | An dee kënnen d'Leit bis wäit an d'Mëttelschicht net weider nokucken a si kënnen sech deen och net méi leeschten!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Et heescht duerfir elo: Et geet duer mam Nokucken an et heescht elo ze handelen! A mir hätte gäre vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, och eng kloer Ausso, ob den Energieminister Turmes de leschten Dënschdegmetten, wéi en op meng parlamentaresch Fro hei mëndlech geäntwert huet, scho wouss, wat fir eng Energiehaussé géifen haut op Mëtternuecht op d'Leit zoukommen. Mir hätte gären eng Äntwert mat Jo oder mat Neen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Roth, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

**M. Gilles Roth** (CSV) | Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Neel!

**D'autres voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Roth.



**M. Dan Kersch** (LSAP) | Et ass erstaunlech, dass ee keng Fro méi därfer stellen an deemem Parlament. Mee bon! Mir huelen dat zur Kenntnis.

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Den nächsten ageschriwwene Riedner ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | An ech fannen et och erstaunlech, dass den Här Wolter mech hei duuzt!

**M. Fernand Etgen**, Président | ... ass den honorabelen Här Max Hahn.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ass dat deen Här Wolter, deen nach ni hei war, deen elo op eemol hei mengt, en Thema entdeckt ze hunn, dass deen hei op eemol d'Deputéiert kann duzen? Wou si mer dann hikomm?

*(Brouhaha)*

**M. Michel Wolter** (CSV) | Här President, ech wollt just soen, ech wollt mech entschëllege beim Här Kersch, dass ech e geduuzt hunn. Dat ass eppes, wat mir elo ongeféier scho säit 50 Joer matenee maachen.

*(Hilarité)*

Ech huelen zur Kenntnis, dass dat vun haut un net méi méiglech ass.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Bon, ech duzen Iech och, awer net hei an der Chamber.

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech ginn elo dem Här Max Hahn d'Wuert!

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir si gëschter ...

*(Interruption)*

Ech mengen, mir si gëschter alleguerten erféiert, wéi mer déi historesch Haussen um Masutt, um Diesel an um Bensinn matgedeelt kruten. Mee net nëmme gëschter, e bëssen de Cumul vun deene leschte Méint dréit derzou bäi, dass vill Stéit a vill Betriber Schwieeregkeeten hunn, d'Enner um Enn vum Mount beieneen ze kréien. D'Regierung huet scho reagéiert. An als DP si mir der Meenung, dass de Staat de d'Veantwortung muss iwwerhuelen an nach méi muss maachen.

D'Fräiheeten an de Fridden hunn hire Präis. Et war eis vun Ufank u kloer, dass och mir am Westen dee Präis ze bezuele kréien, wa mer eis géint déi kriminell russesch Aggressioun stellen. Mee ugesiichts vun deem, wat grad an der Ukrain geschitt, ass et e Präis, dee mer bereet sinn ze bezuelen an och muss bezuelen.

Ugesiichts vun der Zeristéierung an dem onvinstellbare Leed, fir dat et kee Grond gëtt a kee Grond ka ginn, muss mir alles maachen, fir dee Krich ze stoppen. Jo, ugesiichts vun de Krichsverbrieche, déi Russland an der ukrainescher Bevelkerung verüübt, gëtt eis Entschlossenheet nach just gestärkt a mir si méi wéi determinéiert, Russland do ze treffen, wou et wéi deet.

D'Veerdeedegung vun eise Wäerter, vun eiser Fräiheet an dem Fridden an Europa ass net verhandelbar. D'DP steet ausdrécklech hannert de Sanktiounen géint Russland. Mir sollen a mir muss weiderhin alles ënnerhuelen, fir de russesche Regimm ze isoléieren. Mir brauche staark Sanktiounen, déi wéidinn. A mir dierfen net op där enger säit Waffen an d'Ukrain liwweren an op där anerer Säit dem Putin säi kriminelle Krich finanzéieren. Mir mussen alles drusetzen, fir eis Ofhängegkeet vu russeschen Exporter ze reduzéieren. Dat betrëfft an éischer Linn d'Energie, wéi de Pétrol an de Gas, mee et beschränkt sech awer net eleng dorobber. Gläichzäitig muss mer och d'Leit zu Lëtzebuerg schützen.

D'Energiepräisser, déi klammen, grad ewéi déi allgemeng Präisdeierecht stellen ëmmer méi Stéit viru Schwieeregkeeten. Mat der rezenter Hausse vun den Energiepräisser kréien ëmmer méi Leit a Betriber d'Präisdeierecht ze spieren, an dat bis an d'Mittelschicht eran.

D'Regierung ass sech däers och voll a ganz bewosst a suivéiert déi aktuell Entwécklung ganz genee. Et goufe schonn éischt Mesuren am Kader vum Energiedesch geholl, fir grad deenen ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et am néidegsten hunn an déi am schlëmmste vun der aktueller Situatioun beträff sinn. 75 Milliounen sinn deblockéiert ginn, fir de Leit séier ze hëlfe. D'Krittären, fir d'Energieprimm kënnen unzefroen, si par rapport zur AVC erweidert ginn, fir dass méi Stéit dovunner profitéieren kënnen. Esou ass de Seuil vum Akommes, fir eligibel ze sinn, ëm 25 % an d'Luucht gesat ginn.

Op deser Plaz sief dann och nach eng Kéier drop higewisen, dass d'Leit hir Demande fir des zousätzlech Hëllef beim Familljeministère kënnen eraginn. Och d'Netzkäschte beim Gas sinn op null gesat ginn an d'Stroumppräisser si stabiliséiert ginn doduerch, dass d'Kontributioun vum Staat zum Méchanisme de compensation renouvelable gehéicht gouf. Schlussendlech huet de Wirtschaftsminister e Pak fir d'Entreprises ugekënnegt.

Alles dat sinn éischt Mesuren, déi ugesiichts vun der aktueller Entwécklung awer net wäerten duergoen. D'Regierung ass sech och däers bewosst a weess, dass nach eng Schëpp muss dropgeluecht ginn, dass nach eemol nogebessert muss ginn a weider Mesuren néideg sinn, fir d'Leit ze schützen a fir eis Wirtschaft ze stabiliséieren an de soziale Fridden ze garantéieren.

Déi rezent Rekordhaussé beim Bensinn an Diesel dinn net just am Portmonni wéi, si ginn eis och eng Virstellung dovun, dass mer dat Schlëmmst eventuell nach net hanner eis hunn.

Wéi gesot, dëst betrëfft elo just d'Energiepräisser, mee och d'Produktioun vu Liewensmëttel ass direkt vum Krich an der Ukrain beträff. Wa mer just de Weess kucken, esou huet de Präis um Weltmarché sech an de leschte Woche verduebelt. Dat gëtt eis eng Iddi dovun, dass mer esou séier mat deser Situatioun net wäerte fäerdeg sinn. Zousätzlech zur Pandemie, déi sech esou lues a lues an Europa berouegt, mee awer nach net ganz fort ass, si mir also op en Neits mat enger Erausforderung konfrontéiert, déi eis alleguer als Gesellschaft betrëfft an e gesamtgesellschaftlechen Effort erfuerdert.

Et ass eng schwiereg Situatioun, déi riskéiert, sech weider ze verschäerfen, an et ass eng Situatioun, déi mer just all zesumme kënnen meeschten, an och just, wa mer solidaresch sinn.

Als Demokratesch Partei begrësse mer dowéinst d'Annonce vum Premierminister Xavier Bettel, eng Tripartite anzeberuffen. Zesumme mat de Sozialpartner soll elo séier gekuckt ginn, wéi eng Mesurë muss geholl ginn, fir beschtméiglech duerch des wirtschaftlech extrem ugespaant Zäit ze kommen. D'Tripartite ass d'Instrument fir Krisenzäite par excellence. Si representéiert wéi keng aner Institutioun de Lëtzebuurger Modell vum Dialog, vum Zesummenhalt a vun der Solidaritéit.

Grad wann et kriddleg gëtt, ass et de Moment, sech zesummen un en Dësch ze setzen an zesummen ze kucken, wéi eng effikass Léisungen am Interêt vun eisem Land am beschte sinn. Mir hunn et an der Vergaangeneheet ëmmer nees fäerdegbruecht, zesumme schwiereg Momenter ze iwwerwannen. Och dat ass e wichteg Stéck vum Lëtzebuurger Erfolgsmodell. Et ass de

Wee, fir de soziale Fridden ze garantéieren an eise Wuulstand ze sécheren.

Als DP begrësse mir dowéinst, dass d'Tripartite elo séier beieneekënnert, fir séier e Pak ze decidéieren, fir de Leit an de Betriber konkret ënnert d'Äerm ze gräifen. Dobäi ass et awer och kloer, dass et net duergoet, just kuerzfristeg ze iwwerleeën. Et geet net duer, just de Bensinnspräis fir eng Zäit ze deckelen. D'Situatioun muss an hirer gesamter Komplexitéit analyséiert ginn a muss och all déi verschidde Facettë berücksichtegen. De Präis op der Tankstell ass, wéi gesot, nëmme een Deel dovunner.

Mir als DP sinn zouverzichtlech, dass d'Sozialpartner sech eens ginn an e gudder Gesamtpaket aushandelen. Mir hunn zu Lëtzebuerg schonn aner Krisen iwwerstanen. Mir hunn dat allkéiers zesumme gemaach. Mir wäerten dat och des Kéier packen. D'Regierung huet dat déi lescht zwee Joer gemaach an huet derfir gesuergt, de Leit an de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, a si huet kee fale gelooss. An dat wäert se och des Kéier net maachen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Här President, Madamm Minister, Här Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wann ee gëschter Owend d'Schlaange virun den Tankstellen uechter d'Land gesinn huet, dann ass engem bewosst ginn, dass mir a besonneschen Zäite liewen. Déi lescht Wochen iwwer ass d'Aktualitéit dominéiert gewiescht vum Ukrain-Konflikt a vu schrecklechm mënschleche Leed, dat ee sech net auszemole wot.

Geopolitesch Tensiounen hunn natierlech hir Repercussiounen op d'Energiepräisser. Par rapport zu Januar 2019, also zu engem Moment, wou mir weeder vun enger Covidpandemie nach vun engem Krich an Europa eppes woussten, ass de Präis vun Gas fir d'Lëtzebuurger Konsumenten ëm 66 % méi héich. Beim Bensinn ass et op deen nämmlechen Zäitraum gekuckt eng Hausse vun 32 %. Ëm Mëtternuecht hunn d'Präisser op der Tankstell, Dir hutt et gemierkt, nach eng Kéier en zolitte Sprong no uewe gemaacht. Dëst ass ouni Zweifel op d'Decisioun vun den 23 OPEC-Staaten zrëckzeféieren, fir d'Produktioun vum Pétrol net signifikant eropzesetzen.

Déi 23 Exportateure vum schwaarze Gold schwätze sech ënnereneen of a maachen zesumme ron d'Hallschent vun der weltwäiter Produktioun vu Pétrol aus. Saudiarabien a Russland, Memberen am Club vun den OPEC-Staaten, sinn éischte respektiv zweeten Exportateure op der Welt a wëllen dem Westen hir Muecht demonstréieren. Besonnesch Russland bedreift e perfid Spill. 54 % vu sengen Exportatiounen insgesamt betreffen d'fossil Brennstoffe. D'Equatioun ass einfach: desto méi héich de Pétrolspräis, desto méi Suen huet Russland, fir säi Krich ze finanzéieren!

D'Decisioun vun der internationaler Energieagence vum 1. Mäerz, 60 Milliounen Barrel aus hirer strateegescher Reserv wëllen op de Marché ze bréngen, fir esou d'Offer ze héijen an d'Situatioun ze entspannen, ass nëmme eng Drëps op de waarme Steen, wann ee weess, dass all Dag ron 100 Milliounen Barrel produzéiert ginn.

Lues a lues gëtt de Parallelismus mam sougenannte „choque pétrolier“ vun 1973 ëmmer méi evident. Deemools haten déi grouss Exportateure vum schwaarze Gold, d'OPEC-Staaten, zesummen decidéiert, de Präis

vum Pëtrol mat engem Coup ëm 70 % eropzeschrauwen. Och deemools war d'Motivatioun mam Jom-Kippur-Krich an Israel geopolitescher Natur.

Net nëmmen d'Evolutioun vum Pëtrolspräis mécht eis Suergen, mee notamment och de Präis vum Weess, enger eminent wichtiger Matière première an der weltwäiter Liewensmëttelproduktioun. De weltwäit gréissten Exportateur vu Weess ass Russland. D'Ukrain steet am Ranking vun de Weessexportateuren u véierter Plaz. De Präis vun enger Tonn Weess huet den 8. Mäerz op der Bourse zu Rouen a Frankräich 412 Euro erreecht. Normal wieren d'Präisser ronderëm 180 Euro. Hannert esou Zuele stinn an éischter Linn mënschlech Schicksaler. Et dierf een net vergiessen, dass mir hei vun engem Grondliewensmëttel schwätzen an dass et vulnerabel Länner op der Welt gëtt, déi just fir zwee bis dräi Méint Weess fir hir Populatioun stockéiert hunn.

Virun deem Hannergrond ass et eng logesch Evidenz, dass mir musse méi onofhängeg gi vun den net demokrateschen Regimenter, wann et ëm eisen Approvisionnement vun Energie an anere Matière premières geet. Den Ausbau vun erneuerbaren Energie muss konsequent virugedriwwen ginn, well, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, d'Sonn an de Wand gehéiere kengem Despot. An deem Sënn begrësse mir als LSAP, dass gëscher d'Verlängerung vun de Primmen en faveur vun der energieetescher Sanéierung, der nohalteger Mobilitéit, dem Hëtze mat nohalteger Energieträger respektiv der Installatioun vun erneuerbaren Energien am Regierungsrat Gréng Luucht kritt huet.

Nieft enger laangfristeg ugeluechter Strategie musse mir also gläichzäiteg och Mesuren huelen, déi séier wierken. D'Regierung huet dëst och gemaach mat engem Mesurëpak an Héicht vu 75 Milliounen Euro; et ass haut de Mëtteg schonn drop higewise ginn.

Besonnenesch d'Energieprimm an Héicht vun 200 bis 400 Euro jee no Zesummesetzung vum Stot ass eng Mesure, déi gezielt deene Stéit zeguttkënn, déi elo am meeschten eis Hëllef brauchen. Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, dass net just d'Beneficiairë vun der Allocation de vie chère des zousätzlech Primm automatesch kréien, mee dass de Plaffong vum maximalen Akommes, wat de Stot dierf hunn, ëm 25 % iwwert dem Plaffong läit, dee fir d'Allocation de vie chère géllt. Domat ass dann och séchergestallt, dass mir méi e breede Krees vu Beneficiairen erreechen.

Och d'Iwwerhuele vun den Netzkäschte beim Gasreseau duerch de Lëtzebuurger Staat wäert d'Kafkraaft vun all de Stéit protegéieren. En moyenne wäert all Gasrechnung ëm e Fënneftel erofgoen. Fir en duerchschnëttleche Stot kann dat en Erspuernis vu 500 Euro ausmaachen. Dat ass dat, wat den Här Turmes eis viregerechent huet.

De Stroumpräis gëtt stabiliséiert, andeems de Bäitrag vum Staat zum Ausgläichsmechanismus fir erneuerbar Energien eropgesat gëtt an esou de Bäitrag vum Ennverbraucher erofgeet. Dëst bedeit einfach ënnert dem Stréch nach eng Kéier am Duerchschnitt 60 Euro manner Käschte fir e Stot.

Mir sinn als LSAP der Meenung, dass do, wou legiferéiert muss ginn, fir déi genannt Mesuren effektiv ëmzesetzen, dat elo ganz séier muss gemaach ginn. An ech hat et op dëser Plaz schonn eng Kéier gefrot.

Mir gesinn, dass déi aktuell Hausse vun den Energiepräisser eis Recht gëtt an eiser néiweger Standhaftegkeet zum Index. Et ass nach net esou laang hier, dass aner Parteien hei am Haus wollten d'Energieproduiten aus dem Indexwuerkerf eraushuelen. Gutt, dass d'LSAP dës Iddi ëmmer kategoresch refuséiert huet.

*(Interruption)*

An dëser eeschter Situatioun begrësse mir als LSAP ausdrécklech d'Initiativ vun der Regierung, d'Sozialpartner zesummenzerufen am Kader vun enger Tripartite. D'Tripartite ass d'Kriseninstrument par excellence an huet sech an der Vergaangenheet als en effikass Instrument vum Sozialdialog bewisen. Nëmme wa mir alleguerte mat vereente Kräften an enger léisungsorientierter Approche zesummeschaffen, komme mir virun.

Mir sëtzen alleguerten am nämmlechte Boot, ob Privatstéit oder awer Entreprises. Déi aktuell Präisser vun de Matière premières wierke sech och op d'Margë vu villen Entreprises aus, och wann natierlech net all Entreprise an deem nämmlechte Mooss der Präishauss ausgesat ass. Mir mussen elo zesummenhalen a Solidaritéit weisen, Solidaritéit mat deenen, déi am härteste vun den Energiepräisser hei am Land be-traff sinn, awer och – vergiesse mer et net – Solidaritéit mat deenen, déi aus engem Krich eraus bei eis kommen.

An nächster Zäit wäert esou munch Erausfuorderung op eis zoukommen. Dëst kënnen mir net direkt beaflossen, mee mir kënnen awer selwer decidéieren, wéi mir dorops reagéieren. Solidaritéit a Mënschlechkeet sinn deen eenzege Schlëssel aus dëser Kris eraus. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, an der Nuecht sinn d'Präisser op der Pompel ëm bis zu 40 Cent de Liter op iwwer 2 Euro geklommen. An ech mengen, mir huelen déi Situatioun do immens seriö. A mir mussen och wierklech deene Leit hëllef, déi elo Hëllef brauchen. Mee ech wëll awer nach eng Kéier virun Ae féieren, a wat fir enger Situatioun mer hei elo grad sinn: Mir sinn an enger Situatioun vu Krich. Mir sinn an enger Situatioun vu Krich an Europa, e Krich virun eiser Hausdier! Mir gesinn am Moment permanent fuerchtbar Biller op der Tële: Fraen a Kanner, déi flüchten, Männer, déi kämpfen, Mënschen, déi stierwen, Leit, déi alles verléieren, wat se hunn.

Dat féiert zu enger grousser Onsécherheet um Weltmarché, net just beim Pëtrol, och bei de Liewensmëttel. A mir wëssen net, wat an den nächsten Deeg alles passéiert a wat an den nächste Wochen op ons duerkënn. An dat, wat mir elo grad erliewen, ass och de Präis vum Krich, dee mir bezuelen. Déi eng bezeule mat hirem Liewen an och mir spieren dee Krich elo. An et heescht elo weider solidaresch sinn, esou wéi mer et och an deene leschten Deeg scho gemaach hu mat Demonstratiounen a mat Spenden a mat Solidaritéit weltwäit. An et heescht d'Fräiheet weider héichhalen.

Déi ganz Welt ass am Moment an enger schwiereger Situatioun. Wat mer elo brauchen, dat ass net, dass mer poleemesch sinn, et ass net, dass mer an enger schwiereger Situatioun dat Ganzt nach weider opheizen. Mee wat mer elo brauchen, ass, dass mer zesummestinn, dass mer deene Leit och hëllef, déi et brauchen, de Leit an de Krichsgebidd, de Flüchtlingen, an natierlech och deene Leit heimeen, déi et brauchen, well se ënnert de Präishauss leiden.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Dir Dammen an Hären, d'Regierung huet och do scho reagiert, ënner anerem andeems beim Gas d'Netzkäschten iwwerholl ginn an och beim Stroum. Mir haten eng Hausse vun der Allocation de vie chère ëm 200 Euro ugangs des Joers an d'Indexéierung vum Kannergeld. Mir hunn

eréischt kierzlech e weideren Top-up gemaach vun der Allocation de vie chère mat der Energieprimm tëscht 200 a 400 Euro pro Menage. D'Krittären, fir d'Allocation de vie chère ze kréien, goufe weider ausgeweit. Méi Leit sinn dofir eligibel. Et ass e cibléiert Instrument an et gräift virun allem bei deene Leit, déi et wierklech brauchen, mat engem niddregen Akommes, bei deene Leit, déi eebe just kee Spillraum am Portmonni hunn.

Wat mer elo musse kucken, ass, dass déi Mesuren och wierklech gräifen. Komme se bei de Leit un? Gräife se? Notzen déi Leit se, déi se brauchen? An dofir huet och d'Djuna Bernard, meng Kolleegin, eng Question urgente gestallt, fir dass mer wëssen, ob déi Mesurë gräifen. Virun allem musse mer derfir suergen, dass déi Mesuren och bei de Leit ukommen, also dass mer déi néideg Kommunikatioun do ronderëm maachen. An d'Regierung muss dat och am Bléck halen a gegebenefalls nobesseren.

Mee och um lokalen Niveau zum Beispill kënnen d'Gemengen aktiv ginn, andeems se en Top-up maache vun där Allocation de vie chère. Dat gouf zum Beispill zu Déifferdeng gemaach, sécher och an anere Gemengen. Ech hunn a menger Gemeng am Dezember scho gefrot, dass dat géif gemaach ginn. Do ass leider bis elo zwar nach näischt geschitt, mee et soll elo gläich kommen.

Et ass ëmmer einfach, séier Debatten unzefroen. Mee ech mengen, wat wierklech wichteg ass, dat ass, dass jiddwereen, och all Gemeng hei hir Verantwortung hält an dass mer alleguerten en engem Strang zéien.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Déi aktuell Situatioun impaktéiert natierlech net jiddwereen d'selwecht. D'Famillje mat méi Kanner sinn natierlech hei méi betraff, d'Monoparentallen, a mir wëssen, dass mir zu Lëtzebuerg strukturell Ongerechtegkeeten hunn, an et ass dofir och wichteg, dass mer déi uginn. An et ass net déi éischte Kéier, wou ech hei soen, dass déi gréng derfir sinn, dass mer d'Steierkreditter erhéijen, well dat nämlech cibléiert ass a well et net zulaaschte vun den Entreprisë geet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Virun allem ass dat heiten awer eng global Fro, ëm déi et hei geet. A Lëtzebuerg huet och do scho Saache gemaach. Mir hunn zum Beispill do matgemaach, wou et drëms geet, dass en Deel vun onse Pëtrolsreserve fir de Weltmarché fräigi gëtt, fir dass esou eeben d'Präisser sech stabiliséieren. An et ass elo natierlech wichteg, dass mer derfir suergen, dass d'Pëtrolsentreprisë sech elo net un där heiter Situatioun beräichere kënnen. Dofir gëtt et jo och dee REPower-Programm vun der Europäescher Kommissioun, iwwert deen haut am Europäesche Conseil geschwat gëtt, wou et drëms geet, dass d'Revenuen distribuéiert ginn, andeems den Energiefirmen hire Profitt elo méi héich besteiert gëtt an d'Revenuen aus dem ETS redistribuéiert ginn.

Dir Dammen an Hären, ech warne wierklech dofir, dass mer elo hei iwwerschnell Reaktiounen huelen, dass mer Mesurë proposéieren, déi net konform si mat eiser ambitiöser Klimaschutzpolitik, dass mer Mesurë proposéieren, déi schwéier bis guer net ëmsetzbar sinn, oder Mesuren, déi deier sinn.

Bei där aktueller Präisevolutioun musse mer dat wierklech net kuerzfristeg kucken. Mir mussen net Politik maache vun enger Drëps op de waarme Steen, déi wéineg Impakt huet, mee mir musse wierklech d'Suen sou investéieren, dass se bei deene Leit ukommen, déi et brauchen, dass mer sozial gerecht Mesurë maachen, dass mer Mesurë maachen, déi konform zu onser Klimaschutzpolitik sinn an déi virun allem ons



Onofhängegkeet – dat wat mer elo virgewise kréien – och an Zukunft weider stærken.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, déi ganz Situatioun, déi mer hei hunn, weist eeben och grad, wéi ofhängeg mer si vun de fossillen Energien an dass mer dofir aus dem Gas an dem Pétrol mussen erausklammen, awer genau-sou gutt och aus der Kuel an aus der Atomenergie, dass mer elo net de Feeler därferre maachen, dass mer nei Ofhängegkeeten hei schafen, wou d'Ressourcen zum Deel nach méi rar sinn, an do schwätzen ech vun der Atomenergie.

An ech mengen, hoffentlech huet elo jiddwereen dat doten och verstanen! Et ass och gutt, dass mer zu Lëtzebuerg an de leschte Joren d'Energieimporter scho reduzéiert hunn. Mir hunn an de Joren zwëscht 2010 an 2020 e Minus gehat vu 24 % vun Energieimporter an op deem dote Wee musse mer justement weidermaachen, mat Mesuren, déi ekologesch a sozial gerecht sinn.

Dat hu mer gemaach mat Primmen zum Beispill fir d'Bierger, fir dass se kënnen un der Energietransitioun deel huelen, fir dass se méi onofhängeg ginn, mat engem qualitativ héichwäertege gratis öffentlechen Transport. An dee Wee musse mer weidergoen: méi öffentlechen Transport, méi sécher Vëlosweeër, Elektromobilitéit, Wärmepumpelen, grénge Waasserstoff an esou weider, héich Investitiounen an d'erneuerbar Energien, Energieeffizienz, dat heescht grad elo investéieren, eng antizyklesch Investitiounspolitik maachen, fir esou och ons Economie ze stærken a méi onofhängeg ze ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, mir si wierklech hei an enger exzeptioneller Situatioun: den Ukrain-Krich, dee Konsequenzen op déi ganz Welt huet. Et heescht elo, net ze panikéieren an enger schwiereger Situatioun. Mir mussen zesumme stoen, e kloer Kapp behalen, cibléiert deene Leit hëllefen, déi et wierklech brauchen, kucken, dass mer esou séier wéi méiglech aus de fossillen Energien erausklammen.

A meng Fraktioun begréisst et natierlech, dass d'Regierung elo déi national Tripartite aberuff huet, d'Tripartite, déi e Kriseninstrument ass, well mir sinn hei zu Lëtzebuerg eng national Schicksalsgemeinschaft an dofir brauche mer och dat Kriseninstrument vun der Tripartite. Mir mussen elo solidaresch sinn, mir mussen zesumme stoen, esou wéi mer et an de 70er-Jore gemaach hu bei der Stolkris. Dat ass dat, wat elo wichteg ass. An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Noluschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Benoy.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Här President, ech wollt dem Här Benoy eng Fro stellen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Benoy, erlaabt Der, datt den Här Mosar Iech eng Fro stellt?

**M. François Benoy** (déi gréng) | Selbstverständlech.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Här Benoy, Dir hutt virdrun eng Ausso gemaach, wou Der gesot hutt, d'Gemenge sollten och elo hir Responsabilitéit iwwerhuelen. An do hutt Der gesot, an der Stad wär zwar nach näischt passéiert. Ech wëll Iech just dat heite soen: Et ass eng Kommissiounssitzung den nächsten Dënschdeg fixéiert ginn an Är gréng Kolleegin huet eis elo schonn e

puermol geschriwwen, ob mer déi net kéinte verleeën, well si do keng Zäit hätt.

(Hilarité)

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Mosar, dat dote war net eng Fro, dat war just eng Feststellung op einfach eng Ausso.

(Brouhaha)

**M. François Benoy** (déi gréng) | Jo, also dann, ech géif awer ganz gäre kënnen dorops reagéieren, wa mer dann effektiv elo esou weidermaachen. Also mir hunn déi do ... Här Mosar, ech a meng Fraktioun, mir hunn déi dote Propos am Kader vun de Budgetsdebatten am Dezember gemaach, Här Mosar. Dat ass dräi Méint hier! An Dir hutt déi do Kommissiounssatzung op eng Plage geluecht, wou och Schoulkommissioun ass, wou Der genau-sou gutt wësst wéi ech, dass déi concernéiert Conseillère sech net ersetze kann, Här Mosar. Dat ass d'Realitéit!

(Brouhaha)

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir sinn hei net am Stater Gemengerot. An domadder géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup ginn.

(Brouhaha et interruption par M. Michel Wolter)

Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, et ass eng ganz, ganz, ganz dramatesch Situatioun, an dat net eréischt säit gëschter, net eréischt säit enger Woch, mee schonn e bësse méi laang. An ech wëll och net onbedéngt als Argumentatioun eenzel Schicksaler virbréngen, mee et ass awer eent, wat mech dach awer staark getraff huet, an dat ass schonn dräi Wochen hier. Dat war also nach virum Krich an der Urkain, wéi e Mann bei mech komm ass vu 35 Joer, deen net méi wouss, wéi en nach sollt d'Enner um Enn vum Mount zesumme kréien, deen Tréinen an den Aen hat: Gasrechnung vu 500 Euro, Bensinspräisser, déi deemools schonn extreem an d'Lucht gaange waren.

A wann een dann och nach net grad no bei der Aarbechtsplaz wunnt, mee eventuell méi am Éislek oder am Süden an et muss een an den Zentrum oder op eng Plaz eebe méi wäit fueren, dann ass dat am Moment wierklech ganz dramatesch an dann ass et, fir elo kuerzfristeg eppes ze änneren, fir dass et deene Leit besser geet.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | A mir schwätzen och net vun enger Persoun an net vun honnert, mir schwätze vun Zéngtausenden an Zéngtausende vu Leit hei am Land, déi am Moment déi Problemer hunn. Dat ass natierlech och eng direkt Konsequenz vun de Liwwerengpäss, natierlech och vum Krich – natierlech! Dir hutt et jo och scho gesot –, mee et ass awer och eng Konsequenz vun der Politik heiheem, vun der Politik vun der Lëtzeburger Regierung.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Wa mer d'Rechnung maachen, a si ass scho gemaach ginn hei: Mat Akzisen, TVA, CO<sub>2</sub>-Steier gewënnt de Staat op engem Liter bal d'Hallschent vum Präis. Dat heescht, de Staat beräichert sech an der aktueller Situatioun a vill Leit dobausse leiden. An dobäi sinn d'Heizen an och d'Mobilitéit e Grondbedierfnis, an och net jiddwereen – an Dir heibanne kommt jo och net all mam öffentlechen Transport –, net jiddweree ka mam öffentlechen Transport op seng Aarbecht fueren. Vill Leit sinn ugewisen op den Auto.

Et ass, ech wëll dat soen, net eleng d'Schold – dat wier jo elo ze einfach – vun de grénge Kolleegen an der Regierung, awer eeben trotzdeem och, well wéi mer schonn oft hei gesot hunn: „Gréng gëtt deier“, méi deier wéi bei deenen aneren.

An ech wëll hei eppes zitieren, wat mech e bëssen opbruecht huet, dat stoung gëschter bei rtl.lu. De Roy Grotz hat dat geschriwwen, an ech zitieren dat elo: „Fir d'Ministere Yuriko Backes, Carole Dieschbourg a Claude Turmes huet d'CO<sub>2</sub>-Steier de gewünschte ‚Lenkungs-Effekt‘: Sou wieren d'Präisser op der Pompel manner attraktiv ginn.“ Manner attraktiv sinn d'Präisser op der Pompel effektiv, an haut nach vill manner attraktiv wéi gëschter.

(Brouhaha)

An hei hu mer dann d'Ministeren, déi sech op d'Schëller klappen, déi frou sinn, dass d'Präisser op der Pompel manner attraktiv sinn ...

(Protestations)

... an dass se de gewünschte Lenkungseffekt ... Jo, Dir kënnt grommelen!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

**Une voix** | Dir hutt scho vill geléiert!

**M. Fred Keup** (ADR) | Hei ass et jo tel quel gesot ginn, de gewünschte Lenkungseffekt ass also elo erreecht, d'Präisser si méi héich.

(Brouhaha)

An et ass och net nëmmen d'Geopolitik, wéi gesot, déi schold ass. An dass Dir als Regierung mat schëlleg sidd un deser Entwécklung, dat weist de Präisverglach mat anere Länner. Mir hunn effektiv haut, esou-wäit ech gekuckt hunn ... An der Belsch ass den Diesel elo tatsäcchlech méi bëlleg wéi zu Lëtzebuerg. Op verschidde Tankstellen a Frankräich ass den Diesel méi bëlleg wéi zu Lëtzebuerg. Dat ass dach „du jamais vu“. Ech ka mech net dorun erënneren, dass dat iergendwann eng Kéier d'Situatioun soll gewiescht sinn.

An da kommt, mir kucken emol nach e bësse méi wäit: Haut de Mëtten um 13.00 Auer huet den ADAC geschriwwen, dass de Präis fir e Liter Diesel an Ungarn bei 478 Forint läit. Dat entsprécht 1,33 Euro an Ungarn fir de Liter Diesel.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat si jo Är Virbillen.

**M. Fred Keup** (ADR) | An dobäi ass Ungarn jo awer genau-sou vum Krich an der Ukrain betraff a genau-sou ofhängeg vum weltwäite Marché. Et geet also och anescht, Dir Dammen an Dir Häre vun der Regierung!

An da kënnt d'Madamm Lenert heihin, elo virdrun, wéi déi Debatt hei ugefaangen huet, a si seet am Fong: „Mir maachen elo näischt. Mir diskutéieren emol. Mir kucken emol. Mir maachen eng Tripartite.“ Jo, Tripartite ass gutt, absolutt, mee wéini dann? A wéi laang dauert dat dann alles? Fir mech kléngt dat do e bësse wéi dat däitscht Spréchwuert: „Wenn du nicht mehr weiter weißt, dann gründe einen Arbeitskreis!“

(Brouhaha et interruptions)

Virun Ouschteren ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat weist, wat Dir vum Sozialdialog haalt!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat do seet genuch iwwer Äre Respekt vis-à-vis vum Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg!

(Coups de cloche de la présidence)

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, d'Wouerecht deet wéi! Virun Ouschteren, dat ass de 17. Abrëll. Ech stellen hei fest, dass d'Regierung d'Urgence net erkannt huet. An ech stelle fest, wat Dir hei ugeknegt hutt, Madamm Lenert, dat ass näischt aneschter an der aktueller Situatioun fir vill Leit wéi eng Bankrotterklärung vun der Regierung. Et ass elo Zäit fir ze handelen, an net a sechs Wochen!

An dobäi gëtt et Léisungen. D'CSV huet der scho virgeschloen a mir schloen der och vir. A mir hunn déi och hei an enger Motioun zesummegeschriwwen, fir dass jiddweree se schwaarz op wäiss duerno gesäit: éischstens, eng ersatzlos Ofschafung vun der desastréiser CO<sub>2</sub>-Steier – direkt! –, zweetens, en Erofsetze vun der TVA, zemools beim Brennes, vu 14 % op 3 %, ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | ... eng Unerkennung vun den Energieproduiten als Grondbedierfnis an eng entspreichend Steierreform, eng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun an eng objektiv a wäertneutral Zesummesetzung vum Wuerekerf beim Index, déi och d'Energiepräisser muss adequat berücksichtigen, an dat och an Zukunft.

#### Motion 1

*D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest, datt*

– d'Präisser fir ze tanken a fir ze hëtze säit dem Ausbruch vum Krich an der Ukrain ongebremst an d'Luucht ginn;

– d'Steiere bei der Zesummesetzung vun den Energiepräisser eng weesentlech Roll spillen, besonnesch d'TVA an och déi op den 1. Januar 2021 agefouert CO<sub>2</sub>-Steier;

– dës Steierbelaaschtung déi Leit mat engem klenge Revenu an déi Leit, déi um Land wunnen, souwéi d'Frontalieren iwwerproportional betrëfft,

ass sech bewusst, datt

– Lëtzebuerg Gefor leeft, hei op gesamtgesellschaftlech Spannungen zouzesteieren,

fuert d'Regierung op,

– an dëser Krichssituatioun sämtlech Steieren an Akzisen op Brennstoffe fir den Auto a Masutt fir ze hëtzen doropshin op de Leescht ze huelen, wéi wäit dës Steiere kënnen erfogesat, ausgesat oder ofgeschafft ginn;

– d'CO<sub>2</sub>-Steier vum 14. Mäerz u bis op Weideres ersatzlos auszusetzen;

– vum 14. Mäerz u bis op Weideres de superreduzéierten TVAs-Saz vun dräi Prozent op sämtlechen Energieproduiten ze applizéieren;

– eng Unerkennung vun den Energieproduiten als Grondbedierfnis an eng entspreichend Steierreform;

– eng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun;

– eng objektiv a wäertneutral Zesummesetzung vum Wuerekerf, déi och d'Energiepräisser adequat berücksichtegt.

(s.) Fred Keup.

A ganz besonnesch d'CO<sub>2</sub>-Steier – schéin a gutt, Ideologie hei an do –, mee hei geet et wierklech ëm en Noutfall! An dat ass eppes, dat kéinte mer wierklech an Zäit vun e puer Deeg einfach aussetzen. D'Situatioun ass brenzeleg. Kommt, mir maachen dat!

Et geet hei einfach drëms: Wat hätt Der gären? Hëllef fir Leit an Nout elo direkt oder wëllt Der un der Ideologie festhalen? Mir wëllen op jidde Fall Hëllef fir Leit an Nout, d'Leit brauchen Hëllef, elo kuerzfristeg. Kuerzfristeg brauchen d'Leit Hëllef an net eréischt a sechs oder siwen oder aacht Wochen oder iergendwa Mokuchsdag!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Keup, erlaabt Der, datt den Här Benoy Iech eng Fro stellt?

**M. Fred Keup** (ADR) | Natierlech!

**M. Fernand Etgen**, Président | Nee, datt d'Madamm Empain eng Fro stellt?

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo.

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Villmools merci, Här Keup. Ech wollt net op alles agoen, wat Der elo gesot hutt. Et ass eebe just, mir haten eis dat hei eng Kéier erausgedréckt, well mer geduecht hunn, et ass och méi einfach, wann een et eng Kéier bildlech gesäit:

(*Mme Stéphanie Empain montre un graphique.*)

Dat a Rout, dat ass dat, wou ee kéint soen, dat ass de Putin, deen deier gëtt. Dat heiten ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ass dat eng Fro?

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Fro kann nach kommen.

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Här Kartheiser, se kënt nach.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dir hutt Recht, Här President.

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech si gespaant, jo.

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Dat doten, ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo?

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | ... dat ass d'CO<sub>2</sub>-Steier. Dat sinn 0,06 Cent.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo.

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Dat ass Äre „Gréng gëtt deier“. Wëllt Dir mir wierklech hei erzielen – dat ass elo meng Fro –, dass et gréng ass, wat deier gëtt? Also kënt Dir Iech wierklech rouege Gewässens dohinnerstellen an hei versichen, der Welt kloerzemaachen, dass et gréng ass, wat elo den aktuelle Präis an d'Luucht dreift? Also ech mengen, do kréie mer...

**Plusieurs voix** | Jo!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | An Dir maacht gutt mat!

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, kënt Dir da rouege Gewässens heihinnerkommen a soen: „Et dierfen elo keng kuerzfristeg Moosnamen ...“ – dat huet den Här Benoy gesot –, „Et dierfen elo keng kuerzfristeg Moosnamen ergraff ginn“, an „Mir müssen elo méi wäit kucken“? ...

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Da sidd wéinstens e bësselchen éierlech a sot dat, wat e wierklech gesot huet!

**M. Fred Keup** (ADR) | Ma d'CO<sub>2</sub>-Steier ass en Deel vun deem Ganzen. An déi ganz Politik, déi gemaach gëtt, ass en Deel vun deem Ganzen. An Dir hutt Iech gebretzt mat den héije Präisser, wéi Der gesot hutt, si wieren elo manner attraktiv. Kommt, mir maachen et ...!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Hu mer dat wierklech gesot, gëschter?!

(*Brouhaha et coups de cloche de la présidence*)

Dir kënt awer net hei hors contexte déi ganzen Zäit Saachen erzielen, déi net stëmmen! Dir kënt Iech net heihinnerstellen ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Ma de Roy Grotz huet dat op rtl.lu geschriwwen!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Här Keup, Dir kënt Iech net heihinnerstellen ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Ma dach!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | ... a soen ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Ma dat, wat ech soen, dat sinn d'Fakten!

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Keup huet d'Wuert!

**M. Fred Keup** (ADR) | Dir wëllt et net héieren. Dat sinn d'Fakten! Esou ass et!

(*Interruptions diverses*)

An anere Länner kascht den Diesel 1,50 Euro, 1,60 Euro. Ma firwat bréngt mir dat dann net fäerdeg?

**Une voix** | Fakenews.

**M. Fred Keup** (ADR) | Da kommt, mir setzen déi Steieren erof! ... Et geet dach!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Ech wiere mech géint d'Ausso, dass déi gréng sech heihinnerstellen an esou enger Kris a sech géife freeën an där Situatioun, déi mir hei hunn! Dat kann net sinn.

(*Brouhaha général et protestations*)

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Empain, ...

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Dat kann net sinn!

**M. Fernand Etgen**, Président | ... Dir musst d'Wuert froen an da kritt Der et! Awer Dir hutt d'Wuert elo net gefrot!

**M. Fred Keup** (ADR) | ... realistesch Politik. Maacht eppes fir d'Leit!

**Plusieurs voix** | Voilà!

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Selbstverständlech richteg!

**M. Fernand Etgen**, Président | Wann een d'Wuert freet, da kritt een et och, mee da muss een d'Wuert fir d'éischt froen a kréien. Dir hutt d'Wuert geholl. An ech ginn Iech et elo.

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech entschëllege mech derfir, dass ech mer d'Wuert net nach eng Kéier gefrot hat. Ech wollt mech just wierklech géint déi Ausso oder déi Duerstellung wieren, dass déi gréng sech géife freeën iwwert déi Situatioun, an där mir hei sinn.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dir stellt keng Fro.

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Et war keng Fro! Ech reagéieren op déi Ausso, an ech mengen, dat dierf erlaabt sinn, Här Kartheiser.

**M. Fred Keup** (ADR) | Also ech versti jo, dass Der nervös sidd! Mee dat ass dat, wat de Roy Grotz gëschter op rtl.lu geschriwwen huet. Da musst Der mat deem schwätzen! Ech soen Iech awer Merci an ech hoffen, dass Der Iech ännert. Merci.

(*Brouhaha*)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Keup. An ech mengen, mir géifen elo bei e bësse méi Rou kommen, an da gi mer der Madamm Myriam Cecchetti d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Also alleguer elo emol erëm zrëckkommen an: „om“!

(*Hilarité*)

An da fänke mer erëm vu vir un an da geet et eis alleguer erëm besser. Voilà, ech soen Iech am Virfeld elo scho Merci, well ech kritiséieren natierlech och e ganze Koup Saachen.

**Plusieurs voix** | A!

**Une voix** | Voilà!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | An dat mat „om“, ...

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Mat „om“, genau!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | ... wannechgelift!



**M. Fernand Etgen, Président |** Mat Rou.

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) |** Mat Rou.

Här President, de Spritt gëtt onbezuelfar. Déi Leit, déi all Dag op d'Schaff fuere mussen a keng brauchbar aner Optiounen hunn, mussen säit e puer Wochen ëmmer méi héich Präisser bezuelen. D'Hausse gëschter huet den Diesel an de Bensinn fir vill Leit zu engem Luxusartikel gemaach. Derbäi kommen nach déi immens héich Gas- a Masuttpräisser. Vill Stéit stinn elo virun der Fro: Ginn ech tanken oder kréien d'Kanner e puer nei Schung? Hëtzen ech d'Wunneng oder kafen ech lokal a regional an?

Et ass wichteg, sech bewusst ze maachen, dass dat elo eng Realitéit ass an der aktueller Situatioun. Mir hunn ëmmer virdu gewarnt, wat Präishaussen op Basisser- vicer a -wuere fir vill Leit bedeiten. Hei entsteet eng Situatioun vun Knappheet an Ausgrenzung fir Stéit mat klengen Revenuen, fir Leit, déi deelweis schwéier schaf- fen, fir sech hiert Liewen net méi finanzéieren ze kë- nen! A mat „Liewen“, do si keng extravagant Hobbye gemengt, nee, mee fundamental Besoine wéi eng Heizung kënnen unzemaachen, en Déplacement, d'Wunneng oder déi wéchentlech Akeef.

D'Situatioun haut ass sécherlech eng Konsequenz vun der Pandemie an der klammender Nofro bei der Energie mam Ausklänge vun dëser Pandemie. Et ass evident, dass de schreckleche Krich an der Ukrain an d'geopolitesch Destabiliséierung an Europa d'Situa- tioun um Energiemarché nach eng Kéier enorm ver- schäerft hunn. Mee dass mir haut do sinn, wou mir sinn, huet awer ganz am Ursprung aner Grënn, an déi wiere sécher ze verhënnere gewiescht!

Mir sinn total ofhängeg an Europa, mee am Speziellen och zu Lëtzebuerg, vum Import vu fossillen Energien. Mir sti bei den erneierbaren Energien an de Kanner- schung. Mir kommen net viru bei den energeetesche Renovatiounen. Mir si beim Klimaschutz dowéinst ganz wäit vum Schoss. Dass de Bilan zu Lëtzebuerg an an Europa! An dat 30 Joer no der Klimakonventioun vu Rio, 30 Joer! Bis heihinner ass d'Klimapolitik an Europa an zu Lëtzebuerg gescheitert.

D'Situatioun haut mat den explodéierende Präisser an eis Ofhängegkeet vun Ueleg- a Gasimporter aus autoritäre Staate sinn och eng direkt Konsequenz vun deem Versoen. Déi allermescht Leit droe keng Responsabilitéit fir dat alles, mee si kréien haut awer d'Quittung. Dass Versoen huet en Numm: d'Liberali- séierung vum Energiemarché, déi eis als Wonnermët- tel verkaaft gëtt, an dat säit Joerzénge!

Och eis Regierung ass hei stuer wéi e Bock a biet dat gebietsmillenaarteg vir. Mir kruten erzielt, d'Energie géif méi bëlleg ginn duerch des Liberaliséierung, d'Konsumente géife méi Rechter kréien duerch des Liberaliséierung an den Ausbau vun den erneierbaren Energie géif beschleunegt ginn duerch des Liberaliséierung. Dass alles stëmmt awer einfach net!

Mir sinn haut an enger Situatioun, wou d'Energie net méi en effentleche Service ass, mee e Produit wéi en aneren, dee staark finanziariséiert ass. Op Boursen, op spezielle Marché gëtt e gehandelt wéi all aner Aktien!

D'Ironie vun der Geschicht ass awer déi, dass d'Deier- echt, déi mir haut op der Pompel oder op der Gas- rechnung liesen, grad de Multinationallen am fossille Beräich an de Finanzjongleuren an d'Kaarte spillt. Et si si, déi hei massiv asäckelen, an et ass de liberaliséierte Marché, dee genee dat bewierkt!

Hedgefonge freeë sech grad driwwer, dass während der Pandemie vill Investore fossill Investitiounen ofge- stouss hunn a si déi fir bëlleg Geld konnten opkafen.

Et ass des Dynamik, déi eis d'Präisdeierecht mat- bruecht huet, well d'Fournisseure bei klammender Demande en absence vun erneierbaren Energie kuerz- fristeg op genau deen doten Energiemarché hu missen zrëckgräifen, fir Energie bäizekafen. Trotz klammenden CO<sub>2</sub>-Präisser verdéngen déi haut am allermeschten!

Mee mir mengen trotz dësem düstere Constat fir d'Situa- tioun haut, dass d'Kéier awer nach ze kréien ass. Dofir mussen mir an Europa ewechkomme vun der Seechen, dass de Maart an d'privat Kapital gesteiert iw- wert d'Präisser d'Energietransitioun géife bewierken. Dass wäert net passéieren!

Op EU-Niveau schläiche sech elo zwar Begrëffer wéi „reglementéiert Präisser“ mat an d'Communiquéen an. Haut soll jo och op EU-Niveau erëm verhandelt ginn iwwert d'Energie. Mee dass ass erëm just tempo- raire, well nach ëmmer gemengt gëtt, dass déi aktuell Entwécklung eng Ausnam vun der Reegel wier. Mee mir mengen, dass et éischter d'Reegel kéint ginn!

Mir sinn der Meinung, dass d'Energie net eleng iw- wert d'Präisser geregelt dierf ginn. Energieproduk- tioun an -distributioun gehéiere fir eis wéi d'Waasser zu den effentlechen Servicere a soumat an d'effentlech Hand a mussen och eng absolutt Prioritéit gi vum Staat an de Gemengen.

Dëst géif an eisem Aen zwee wichteg Avantagë brén- gen: Éischtens kënnen mir gestaffelt Präisser aféiere mat Sozialtariffer fir Stéit mat klengen Revenuen an ekologesch Tariffer, fir Energieaspuerungen ze favori- séieren. Dëst hätt och eng Wirkung iwwert de Präis, mee awer eng sozial gerecht an eng ekologesch sänn- voll. Zweetens, de Finanzement vum Reseau kéint iwwert d'Steieren an net iwwer sozial ongerecht Fix- käsche finanziéiert ginn.

Doriwwer eraus muss d'Regierung endlech ewech- komme vun deem éiwege Gedokters u Primmen, déi d'Leit zu ekologeschen Uschafungen an Investitioune solle bréngen.

Mir soen et elo scho ganz laang an ech soen et hei erëm: Mir brauche vill méi grouss effentlech Subven- tiounen an d'energeetesche Sanéierung. An déi Hëllef muss prioritär déi akommeschwächst Stéit viséieren an net déi akommesstäerkst, wéi et haut ass. E Stot muss de Méiwäert an d'Machbarkeet vun esou engem Invest kënnen erkennen. Dass geet iwwer effentlech Hëllef a Kreditter an iwwer eng seriö Begleitung duerch Fachleit fir esou e Renovatiounsprojet. Dass misst och der Regierung grad elo wierklech alichten, well et sinn déi Stéit mam mannste Revenu, déi haut am meeschte Krämpes hunn, fir des Präishaussen ze meeschteren.

Dass selwecht gëllt an der Mobilitéit. Elektroautoe kaschten trotz Primme vill Geld an et kritt ee se och nach net erbäi, an d'Stéit, déi dermat fuere, si kafkräf- teg. Si si geschützt viru Präishauss vum Spritt. Mir hunn domat e fundamentale Problem.

Elektromobilitéit ass sécherlech en Deel vun der Mobilitéit vun der Zukunft, jo. Mee mir wëllen net Autoe fir jiddweree finanzéieren, mee e Service, dee jiddweregem et erlaabt, sech fortbeweegen ze kë- nen. Dozou gehéieren Infrastrukture fir d'duuss Mobilitéit, den effentlechen Transport an dann awer och Carsharingservicer, déi an der effentlecher Hand geregelt gi mat sozial gestaffelte Präisser.

Mir wëssen, dass dëst mëttel- bis langfristeg Chantiere sinn, déi net vun haut op muer Friichten droen. Mee et muss awer endlech eng Kéier ugaange ginn! Wourberber waart d'Regierung dann eigentlech nach?

Elo direkt ass fir eis awer dass Allerwichtigst, den Drock wéinst de Präishaussé bei der Energie vun de Stéit

erofzuelen. Mir proposéieren dofir en Energiegeld fir all Stot an der Héicht vun 100 bis 200 Euro de Mount, jee no Gréisst vum Stot. Dass Energiegeld sollt als Complément de revenu, also als besteierbaart Akommes un all Stot ausbezuelt ginn. Stéit ënnert dem Revenu médian sollen op alle Fall näischt mussen zrëckbezuelen, wat mat enger Upassung beim Crédit d'impôt misst garantéiert ginn. Iwwert dee Wee kann hei eng sozial Progressivitéit geschafte ginn.

Dëst Energiegeld ass an eisem Aen dass Einfachst an dass Séierst. Et deckt och all Deierechten of, Gas a Masutt, Diesel a Bensinn. Et ass flexibel upassbar un d'Evolu- tioun vun de Präisser an derbäi kënt eng sozial Pro- gressivitéit, déi d'Reduktioune bei de Fixkäschen um Reseau, wéi vun der Regierung annoncéiert, net ga- rantéieren.

D'Allocation de vie chère, déi d'Regierung jo ëmmer uféiert an elo fir all Deierechten hierhale muss, ass fir eis hei net méi adaptéiert. Si geet an der aktueller Form einfach net duer, fir des Haussen ze kompen- séieren. Ze vill Leit sinn net eligibel, an dernieft froe ganz vill Leit se och einfach net un, well kee gëllt gären als aarm, kee geet gären op den Aarmebüro no Sue froen. Mir wëllen dass de Stéit och elo net hei zou- mudden.

Här President, mir wëllen also kuerzfristeg de Stéit hëllef an d'Deierecht integral kompenséiere fir all Stot ënnert dem Medianloun. Eis éischt Preoccupa- tioun ass hei ganz kloer eng sozial. Mee d'Bréck hin zu där ekologescher Urgence mussen mir ganz, ganz, ganz séier schloen. Mir hu keng Zäit méi ze verléie- ren.

Zum Schluss nach just eppes. Déi eng hu keng Suen, fir sech den Tank ze fëllen, an déi aner fléie fir zwee Deeg op Dubai. Dass ass och eng Realitéit! An déi Lescht kënnen natierlech déi Éischt ganz schlecht an hirem Misär verstoen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix |** Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten) |** Merci, Här President. Fir d'éischt och emol alles Guddes fir Äre Gebuertsdag! Et war jo schon e bësse Stëmmung heibannen. Ech probéieren dass awer elo e bësse méi konstruktiv duerch- zebraengen. Och fir Iech e schéinen, agreabele Gebuertsdag!

Ech wäert fir d'éischt op d'Weltsituatioun, dann op d'Situatioun hei am Land agoen an duerno op déi eenzel Léisungsvirschléi.

Ech mengen, et ass schon e puermol ugeklongen: Et ass duerch d'Ukrain, duerch de Krich, den Ugrëffskrich, dee Russland gefouert huet, wou déi Pétrolspräisser explodéiert sinn. Virdu ware se scho volatill. Kuckt een awer elo op déi lescht 14 Deeg zrëck, wat do op den eenzelne Bourse weltwäit geschitt: Gëschter Owend si se ëm 10 % gefall, elo de Mëttag si se erëm 5 % erop. Also se sinn immens volatill. Virdrun hu se gesot, Krypto wär volatill. An der Tëschenzäit ass den Ueleg méi Spekuliatioun gi wéi déi eenzel Kryptoen. Dass heescht, dass därerf een och net um ganze Weltmarché vergiessen.

Et ass awer och eng Diskussioun, déi mir Piraten net wëlle féieren, fir ze soen: „Kuckt, wéi schlecht déi eng et an der Ukrain hunn oder déi aner heil!“ Nee. Natierlech muss een de Leit an der Ukrain hëllef. Et därerf een awer net déi aner hei vergiessen! An et därerf een och net de Leit soen hei: „Nee, Dir musstt elo eens ginn, mir hëllef deenen aneren.“ Dass

einfach eppes, wat een net soll ze vill matenee vermëschten a scho guer net géigeniwwerstellen.

Zousätzlech derbäikomm ass, dass an der aktueller Situatioun den Dollar immens héich ass, soudass dat och nach eng Kéier géint déi ganz Produite gespilt huet an eis Energie nach eng Kéier méi deier ginn ass. Doduerch, dass Amerika awer elo e klengen Embargo gemaach huet an net méi de russesche Pétrol huet, hate mer eng kuerz Hausse, déi jo awer elo zimmlech ofgefiedert ginn ass. A bon, d'OPEC-Länner wäerte sech vläicht nach eng Kéier rëselen a méi op de Marché bréngen.

Dat elo emol zur Weltpolitik, wou eigentlech mäi Message sollt sinn, dass dës Regierung net un allem schold ass an och mir als Parlament net alles beaflosse kënnen. Well alles, wat ech bis elo opgezielt hunn, wäerte mir haut an der Chamber an och an nächster Zukunft net esou schnell änneren.

Et sinn awer déi ganz kleng Saachen, déi mer kënnen hei am Land änneren. A bon, mir Piraten si bekannt derfir, dass mer eigentlech méi Ëmweltschutz wëllen an och e Pétrolspräis bei eis net Dumping soll sinn. Mee mir sinn awer och do ganz éierlech, an dat ware ganz vill Diskussiounen, déi mer och parteiintern déi lescht Deeg haten, dass eisen Idealismus fir eng méi konsequent Ëmweltpolitik an der aktueller Situatioun de Leit hei am Land et awer net erméiglecht, fir – soe mer – mat engem normale Salaire kënnen iwwert de Mount ze kommen.

Et ass sécherlech jo och eis Vue gewiescht, dass mer aus dem fossille Brennstoff mussen eraus, an dat och iwwer eng Präishausse. Dofir hate mir jo dee Klimabonus virgeschloen, dass ee mat deenen 8 Tonnen CO<sub>2</sub>, a wat een driwwer verbraucht, och mat 2, 3 Euro de Liter ... Mee de Klimabonus ass net do. Deement-sprechend ass et och elo schwierig, wann elo d'Pom-pel 2 Euro verlaangt. Et ass e bëssen ze schnell gaangen. D'Visioun muss sinn, dass mer erauskommen, mee et ass elo ze schnell gaange mat den Haussen.

Derbäi kënnt, mir hätten als Piraten jo gären, dass déi meescht Leit Elektro fueren. Do sti mir och nach ëmmer derzou. Mee zum Beispill: Déi sinn net liwwerbar, wou mer da schon op engem Problem sinn, wou d'Leit am Moment, elo wou de Pétrol esou deier ass, net einfach hir Situatioun kënnen verbesseren. Si kënnen och net einfach eng Heizung muer ëmbauen. Gitt emol bei en Handwierker froen, wivill Zäit dass ee brauch! Gitt emol bei Solaranlage kucken! Dat ass am Moment de Problem.

Dofir hu mir eis an de leschten Deeg och Gedanke gemaach, dass een elo muss déi Direkthëllef bréngen, dass een elo direkt muss de Leit eppes ginn, zum 1. Abrëll, fir dass direkt eppes do ass. An ech hat och do Luef ausgeschwat dem Här Turmes an der Madamm Cahen, wéi mer hei d'Energieprimm presentéiert kritt hunn, plus de Gas.

De Problem ass, also de Moien, wéi mer d'Recherche gemaach hunn ... Den Här Hahn huet elo gesot: „Beim Familjeministère kann een déi ufroen“, mir kruten hei versprach, um guichet.lu – do ass nach näischt! Also mir hunn näischt fonnt. Dunn hunn ech schnell um Familjeministère gekuckt, wéi den Här Hahn dat gesot huet – do hunn ech och näischt fonnt. Dat heescht, d'Leit sëtzen e bësse ratlos do, well se kréien hir Energieprimm nach net. D'Regierung huet se zwar versprach, déi Kommissiounssëtzung war d'lescht Woch. Mir kruten hei gesot: guichet.lu. Et ass nach näischt do! Dat ass e bëssen de Problem.

Dat selwecht beim Gas: Jo, do gétt elo d'Netz-wierkstruktur erausgeholl – den Här Turmes kann et jo herno soen –, mee da wäerte mer herno beim Mee landen. D'Leit brauchen et awer elo! Elo sinn d'Haussen

do, elo mussen d'Leit hire Bensinn an Diesel bezuelen, fir kënnen op d'Aarbecht ze fueren. Well wa se net méi op d'Aarbecht fueren, hu se e ganz anere Problem herno. Dat ass de Problem. D'Leit mussen elo hir Rechnunge bezuelen, déi se doheem hunn. Dat ass de Problem!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Wa mir waarden op déi aner Gesetzer, déi jo schéin a gutt sinn, déi mir Piraten och ënnerstëtzen, mee et kënnt einfach ze spéit! Dat ass de Problem! An dofir fannen ech e bëssen, dass et schlëmm ass, dass d'Regierung berodungsresistent ass op deem Punkt an elo net agesäit, dass haut, de Moment, elo eppes misst geschéien. Mir soe jo net, dass dat eppes Risegrousses vu Milliounen misst sinn, mee dass Der elo konkret de Leit ganz schnell kéint hëllefen.

D'Tripartite, déi ënnerstëtze mir voll a ganz. Mee och do ass et erëm: Bis de Rendez-vous ass, bis do Resultater do sinn, mussen d'Leit awer hir Rechnunge bezuelen. Et ass eigentlech ganz banal. An ech mengen, dat muss mir als Politiker och emol eng Kéier erfassen, dass déi Leit dobaussen net einfach kënnen soen: „Ech huele vun iergendengem Spuerkont nach iergendeppees, dann iwwerbrécken ech dee Mount“, well hire Spuerkont ass scho laang eidel, well et si jo net nëmmen d'Energiepräisser, déi an d'Luucht gaange sinn.

An en anere Problem, wou mer wäerten hikommen, wou ech mer och e puer Suerge maachen, sinn eis Gemengen herno, well deene lafen d'Energiepräisser fort, wouduerch dann herno och nach d'Constructioun wäerte fortlafen! Dat heescht, dat Ganzt ass eigentlech eng Verkettung. A wa mer net iergendwéi awer schnell reagéieren, wäerten eis Bierger och nach eng Kéier belascht ginn op de Gemengen, well déi mussen dat jo och iergendwéi finanzéieren. Dir kënnt jo elo net soen: „Mir ginn d'Poubellen net méi eidel maachen, den Diesel ass ze deier.“ Oder: „Mir bauen eng Schoul net.“ Ech mengen, dat muss een och, d'Inneministesch muss sech och elo emol e puer Gedanke maachen, wéi mer do d'Gemenge kënnen ënnerstëtzen.

A virdrun huet den Här Benoy et ugekënnegt hei, dass eenzel Gemengen elo Primmen aféieren. Dat fanne mir Piraten guer net gutt. Et kann net sinn, dass een herno dee Glécklechen ass, deen an enger Gemeng wunnt, déi e grouse Budget huet, déi dat ka maachen, an dass een da gehollef kritt.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz richtig!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Au contraire! Dat muss staatelech sinn! Et kann een net heihinnerkommen a soen: „D'Gemenge mussen eppes maachen!“, an op där anerer Säit als Regierungspartei seet een: „Mir maachen näischt.“ Well et sinn net d'Gemengen, déi dat solle maachen. Et ass net, dass een herno d'Chance muss hunn, an enger gudder Gemeng ze wunnen, déi Budget iwwerhuet, fir dass ee gehollef ka kréien! Dat ass eppes, wat mir als Piraten guer net verstinn. Do muss eng national Politik agräifen an net eng Gemengepolitik!

**M. Michel Wolter** (CSV) | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Bon, den Index hat ech mer nach opgeschriwwen. Et gi jo ëmmer méi Diskussiounen, an ech hoffen, dass dat just Rumeure sinn, dass den Index elo iergendwéi mat den Energiepräisser sollt verännert ginn. Also ech dinn dat als Rumeuren of, well mir Piraten ganz kloer soen: Dat kënnt mat eis net a Fro! Wann d'Energiepräisser elo an d'Luucht ginn, da muss dat duerch den Index kompenséiert ginn, egal wat do verhandelt gétt. Dat ass eis ganz kloer Meenung.

De Staat ass jo de grouse Gewënner. De Sven Clement hat et gëschter op Twitter jo ganz genau ausgerechent: 18,93 Cent zënter dem 1. Januar, wou se elo méi ageholl hunn, zum Beispill um Diesel. Mee se hunn awer och 30 Milliounen méi TVA ageholl um Diesel. An esou weider!

Dat ass e bëssen ..., et muss een e bëssen oppassen, well u sech ass de Verléierer de Bierger op där enger Säit an op där anerer Säit huet een awer de Staat, deen duerch seng Recetten de grouse Gewënner ass. Ech mengen, et ass och dat, wat dobaussen e bëssen zum grouse Verdross féiert, wou d'Leit dann einfach net méi kënnen verstoen, dass e Staat, dee jo eigentlech fir si do ass, deen do ass, fir dass si sollen hiert Liewe kënnen bequeem féieren, dass deen eigentlech de Gewënner ass an der aktueller Kris. A wa si tanke ginn, a mir kënnen jo awer ... Ech mengen, zu Péiteng war gëschter alles voll, d'ganz Haaptstroossen. A Rodange, o Mamm, et war Chaos, wéi nëmmen eng Hausse ugekënnegt ginn ass! Dat heescht, et huet een awer ganz kloer gesinn, dass de Besoin vun de Leit do ass!

Zu eisen dräi konkrete Motiounen a Proposen, déi mer elo matbruecht hunn: Dat ass fir d'éischt, dass mer eis geduecht hunn, fir ganz schnell kënnen ze reagéieren, dass mer d'Frais de déplacement op 115 Euro pro Unitéit sollen eropsetzen, fir dass esou jiddereen direkt ka gehollef kréien.

#### **Motion 4**

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

– opgrond vum aktuelle geopolitesche Kontext sinn d'Präisser fir fossill Energien hei am Land an d'Luucht geschoss;

– Mënschen, déi vill op hiren Auto ugewise sinn an all Dag eng zeg Kilometer mussen fueren, fir op hir Aarbecht ze kommen, sinn direkt vun der Präishausse vum Pétrol betraff;

– laangfristeg ass et d'Zil, de Fuerpark am Land elektresch ze kréien. Kuerzfristeg ass dat Zil awer net realisierbar, well d'Liwwerzäite fir en Elektroauto bis zu 15 Méint bedroe kënnen. D'Mënsche kënnen hiren Auto also net bis dat nächst Joer auswiesselen a mussen méi Sue fir de Spritt virgesinn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. d'Frais de déplacement op 115 € pro Unitéit ze erhéijen, fir de Leit direkt ënnert d'Äerm ze gräifen.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

Dann déi zweet Iddi, déi mer eis ausgeduecht hunn, ass e bëssen ofgeknäipt – dat gi mir och gären zou, mir Piraten hu jo kee Problem mam Copyright – bei der LSAP. Dat ass déi 100-Euro-Primm, déi d'Madamm Hemmen d'leschte Kéier hei ugedeit hat. Déi ass eis ganz sympathesch. Mir hu just eng kleng Modifikatioun matbruecht, well et eis net sozial genuch war, dass jiddere se soll kréien. Ech gesinn net, wann een e Rolls-Royce oder, ech weess net, 30 Villaen huet, dass deen nach soll eng Primm kréien. Dat gesi mir net an. Dofir hu mir gesot, mir ginn op annerhallemol d'Medianakommes a jiddere se soll do zum 1. Abrëll direkt eng Hëllef kréien. Dat ass eigentlech dat, wat d'Leit elo brauchen, fir dat ze maachen.

#### **Motion 3**

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

– opgrond vum aktuelle geopolitesche Kontext sinn d'Präisser fir fossill Energien hei am Land an d'Luucht geschoss a vill Mënschen hei am Land kréien de Problem, dass si hir Gas- oder Masuttrechnungen net méi bezuele kënnen;

– fir der Hausse vun den Energiepräisser entgéintzewierken, huet d'Regierung deklaréiert, dass eng Energieprimm an Héicht vun 200 bis 400 Euro agefouert gétt, jee no Gréisst an Akommes vum Haushalt;



– d'Allocation de vie chère gëtt nëmmen eemol am Joer ausbezuelt, mee d'Leit brauchen d'Suen elo, wann hir Rechnunge kommen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. all Haushalt, deen net eligibel ass, fir d'Energieprimm ze kréien, a manner wéi 1,5-mol d'Medianakommes pro Mount verdingt, eng eemoleg Energieprimm an Héicht vun 100 Euro ausbezuelen;

2. dës Primm duerch de Surplus u Recetten ze finanzéieren, déi de Staat duerch d'Hausse vun den Energiepräisser gewonnen huet;

3. d'Primm direkt am Abrëll ausbezuelen.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Wéi setze mer dat ëm?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dat kënne mer ganz schnell ëmsetzen, sief et iwwer en negative Steierkredit, sief et iwwer eng aner Bonifikatioun. Also dat ass machbar.

(Interruption)

Ech mengen, d'LSAP huet d'Iddi jo bruecht. Dir kënnt mech elo nach eng Kéier froen. Mir hunn déi Iddi opgegraff, well se eis ganz sympathesch ass.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Mir hunn eis déi do Fro jo och gestallt. Mir hunn eis déi selwecht Fro jo och gestallt, Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir hate jo eng länger Diskussioun an der Partei driwwer. Mir hunn och dofir gesot: Mir maachen awer e Barème zumindest fir ze stabiliséieren. An eis Iddi war eigentlech, iwwer eng negativ Steuer dat direkt op där nächster Lounzuelung ze maachen. Wann awer elo d'Regierung eng besser huet wéi mir kleng Deputéiert, si mir natierlech direkt oppen, fir do eng besser Léisung ze fannen. Also ech mengen, dorunner soll et net hänkebleiwe bei eis. Mir zwee hunn do begrenzt Moyenen, wou mir kënne Recherchë maachen. Dir als Regierungspartei hat do sécherlech en aneren Effectif hannendru wéi deen, dee mir haten.

Dann déi drëtt Iddi, dat ass d'Subventioun vum Loyer, dass mer déi elo ganz schnell verduebelen. De Grond ass ganz einfach: Wann ee Locataire ass, huet een net d'Wiel. Et kann een net einfach soen: „Ech maachen eng energiegesch Renovation.“ Et ass een e bëssen ofhängeg vum Proprietär. A wann d'Energieklass ganz schlecht ass do, wou een dra gelount huet, dann hat een – op gutt Lëtzebuergesch gesot – am Moment einfach Pech! Dofir ass eis Propos, dass een do ganz schnell higeeet an déi einfach verduebelt.

## Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– opgrond vum aktuelle geopolitische Kontext sinn d'Präisser fir fossill Energien hei am Land an d'Luucht geschoss;

– dës Hausse vun de Präisser belaascht och déi Locataire, déi elo schonns all Mount klamm bei Keess sinn an déi hir Wunneng mat Gas oder Masutt hëtze mussen. De Staat dierf net zouloossen, dass dës Leit an d'Energiearmut ofrutschen a Mënschen a kale Wunnenge schlofe mussen;

– de Staat ënnerstëtzt ekonomesch méi schlecht opgestallten Haushalter mat der Subvention de loyer a kann iwwert dësse Mechanismus geziilt deene Leit hëllefen, déi d'Suen am meeschte brauchen. D'Hëllef ass sozial gestaffelt nom Akommes vun all Haushalt. Am Staatsbudget si fir dës Joer ronn zéng Milliounen Euro fir d'Subvention de loyer virgesinn;

– de Mechanismus vun der Subvention de loyer ass iwwert d'groussherzoglecht Reglement vum 9. Dezember 2015

festgeluecht an ass gëeegent, fir geziilt deene Leit ze hëllefen, déi d'Hëllef brauchen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. d'besoteng groussherzoglecht Reglement zur Subvention de loyer bis Enn des Mounts ofzeänneren;

2. d'Montante vun der Subvention de loyer ënnert dem Bäibehale vum aktuelle Barème ze verduebelen.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

Dat heescht, et sinn elo ganz kleng Instrumenter. Dir gesitt, mir hunn eis Gedanke gemaach, wéi mer de Leit direkt kënne am Abrëll hëllefen, well et ass elo, wou d'Leit et brauchen. Et ass elo, wou d'Leit müssen hir Käschten decken. Et ass elo, wou d'Leit d'Hëllef vum Staat brauchen. An ech hoffen, de Staat léisst se net am Ree stoen.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

(Interruption par M. Dan Kersch)

**M. Marc Goergen** (Piraten) | AI!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Huet d'LSAP dann nach Zäit?

**Plusieurs voix** | Jo!

**Une voix** | Ah oui !

**M. Sven Clement** (Piraten) | Eng Minutt fënnafafzeg.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech verstinn, dass den Här Clement léiwer hätt, ech géif dem Här Goergen eng Fro stellen. Mee erlaabt mer awer nach, vun der Riedezäit vun der LSAP Gebrauch ze maachen, fir d'éischt, fir e Gedanke lasszeginn zu deem, wat mech awer e bësse schockéiert huet, an dat war de Riedner vun der ADR, deen hei de Sozialdialog duergestallt huet zu Lëtzebuerg, wéi wann dat en einfachen „Arbeitskreis“ wär.

**M. Fred Keup** (ADR) | Nee, nee, nee!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat, mengen ech, ass e schlechte Verglach.

**M. Fred Keup** (ADR) | Nee, nee!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat huet e gesot, mir hunn et héieren.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat, mengen ech, ass e schlechte Verglach gewiescht. An ech hoffen, dass e sech dat den Owend nach eng Kéier iwwerleet.

Virrun ass gesot ginn an och an der Motioun vun der ADR kënnt dat doten nach eng Kéier zum Ausdrock, dass mer an enger Krichsituatioun sinn, eng Rei Riedner hunn dat virdu gesot. An ech ka mech erënnere, dass mer eis d'lescht Woch a grousser Eintracht hei op dëser Tribün bewosst waren, dass dee Krich och eis alleguerte selwer Affer géif ofverlaangen.

Ech mengen, dass mer elo vill méi séier, wéi mer et vläicht geduecht hätten, an där Situatioun sinn. Mir hate vu wirtschaftlechen Affer geschwat, vu psychologischen Affer, vu mënschlechen Affer. An et hätt kee geduecht, dass et eis esou séier géif am richtige Sënn vum Wuert op der Pompel treffen. Dat ass awer leider elo schonns de Fall.

Ech begrëissen duerfir och, an ech soen dat hei ganz kloer, d'Initiativ vun der CSV, fir eng Rei vu konkrete Virschléi ze maachen – an och aner Riedner hunn dat

scho gemaach –, wéi een do ka géigesteieren. An ech sinn och der Meenung, dass mer eis do musse seriö mat deem Thema an nächster Zukunft ausernanersetzen.

Ech sinn nach net laang hei an der Chamber, mee ech hat awer eppes verstanen, dass mer en Dagesuerdungspunkt haut hätten, an dat war eng Deklaratioun vun der Regierung. An déi Deklaratioun vun der Regierung, dat war, dass mer géifen ...

(Interruption)

Ech weess, wat Dir vum Sozialdialog haalt, duerfir braucht Der mech elo net ze ënnerbriechen, Äre Spriecher huet dat jo virdrun hei kloergemaach.

Mee dat, wat d'Regierung hei ganz kloer gesot huet, dat ass, dass se géif kuerzfristeg d'Tripartite aberuffen. An do hunn ech vun deenen eenzelne Bänken, haapt-sächlech vun der Oppositioun, ganz wéineg héieren, ob se hannert där Propositioun vun der Regierung sinn oder ob dat, wat se elo hei an hire Virschléi gesot hunn, ...

(Interruption)

... schonn eng virbereet Ried war – och dat kann ech verstoen –, mat wéineg konkretem Inhalt, ...

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | ... wann et ëm d'Selektivitéit gaangen ass. Här Roth, erlaabt mer, dat nach eng Kéier ze widderhuelen, ...

(Interruption par M. Sven Clement)

... Dir hutt eng Rei vu konkrete Virschléi gemaach, déi ech zum Deel ganz sympathesch fannen. Dir hutt awer gesot, iwwert d'Selektivitéit géift Der gare mat Iech schwätze loossen. Ech muss also feststellen, dass Der do keng konkret Virschléi hutt.

Ech sinn och der Meenung, dass, wa mer eppes maachen, et muss selektiv geschéien. Mee iwwert déi Haaptfro an iwwert déi Haaptdeklaratioun vun der Regierung, dass elo kuerzfristeg géif eng Tripartite aberuff ginn, ass relativ wéineg komm, fir net ze soen, guer näischt komm!

(Interruptions)

An duerfir wollt ech eng Kéier d'Fro stellen: Sidd Der dann op den Oppositiionsbänken der Meenung, dass dat eng gutt Initiativ ass vun der Regierung, oder sidd Der dergéint, dass d'Tripartite zesumme kënn? Sot eis wannechgelift d'Antwort konkret!

(Interruptions)

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Keup freet d'Wuert an dann den Här Spautz. Fir d'éischt den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, wéinst Fait personnel. Ech wollt awer nach eng Kéier hei kloerstellen, et muss een dann och gutt nolauscheren, well effektiv, ech hunn dat gelueft, ech hu gesot: Et ass gutt, dass eng Tripartite aberuff gëtt. An den Här Cruchten huet mer souguer nach zougestëmmt. Dat hunn ech nach viru mengen Aen, wéi en dat gemaach huet. Also et ass net grad esou, wéi den Här Kersch sot. A mir sinn absolut natierlech fir de Sozialdialog, mee mir hätte gären elo direkt Mossnamen an net eréischt a sechs oder acht Wochen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Keup. Da kritt den Här Spautz d'Wuert.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just den Här Kersch froen ... E war déizäit nach net an der Chamber. Ech mengen, e war do nach an der Regierung.

*(Interruption par Mme Octavie Modert)*

Heibannen ass den Antrag vun der CSV, fir d'Tripartite zesummenzeruffen, dräimol mat 31 géint 29 Stëmme ofgeleent ginn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV) | An da sot Der eis elo hei, mir hätten näischt gesot zu der Tripartite. Mee et dierf een awer och net d'Leit fir domm verkafen!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech ka mech net erënneren, dass mer zu deem Zäitpunkt am Krich waren!

*(Brouhaha)*

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Dir waart Aarbechtsminister, Här Kersch, also ....

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dir hutt nach ëmmer net op d'Fro geäntwert!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dat war awer an engem ganz anere Kontext.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech hat alt gehofft, ech géif eng Äntwert op meng Fro kréien.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Spautz. An dann huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech hatt awer gehofft, ech géif eng Äntwert op meng Fro kréien.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Vu datt mer jo alleguer hei als Oppositionsparteie gefrot gi sinn, ob mer dann hannert där Tripartite stinn, da mellen ech mech natierlech och hei zu Wuert fir eis: Natierlech sti mir hannert där Tripartite! Mir mussen awer och e bëssen dem Här Spautz seng Meenung verrieden, well mer awer och hei e bëssen esou d'Impressioun hunn, wéi wann dat elo wuel kënn, fir dat e bësse méi an d'Längt ze zéien. Well ganz oft gëtt awer op déi Tripartite – ech soen d'Wuert elo net, wéi mir Lëtzebuerger soen – ge... Voilà!

**M. Fernand Etgen**, Président | Da sot et léiwer net.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Si ginn entweeder guer net agelueden oder wa se ageluede ginn, ass et egal, wat se zielen, et gëtt einfach esou gemaach, wéi ee wëll. Voilà!

Mee mir stinn natierlech ..., mir sinn ëmmer fir en Dialog!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann huet nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo, den Här Kersch hat eis jo eng Fro gestallt, dofir wollt ech kuerz drop äntweren. Nee, Här Kersch, ech hat och d'Ried net virbereet. Ech hu meng Kritzeleien hei. Ech hat nämlech gehofft, dass d'Regierung eppes géif presentéieren, wourouer ech kéint reagéieren. Mee ech hat awer näischt op mäi Blat dovunner kritt, well d'Regierung näischt Konkreetes gesot huet.

Zur Tripartite, ech hat et och eng Kéier ugedeit, do sti mir natierlech ganz kloer derhannert, mee et ass eeben d'Fro vum Datum a wéini dass eppes geschitt, well d'Leit et elo brauchen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Da wär et un dem Här Wolter.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Här President, erlaabt mer vläicht, e puer Wuert ze soen. Et ass fir jiddwereen heibanne kloer, dass dat, wat zurzäit geschitt, eng Konsequenz vum Krich ass. An ech mengen, et ass och fir jiddwereen kloer, dass mir déi Geopolitik als Lëtzebuerger net beaflossen. An awer hu mir Handlungsraum. An ech mengen, et ass dat, wat déi grouss

Differenz ass tëscht der Approche vun der Opposition an der Majoritéit haut de Mëtten an dësem Debat.

Mir sinn der Meenung, dass et net méi Zäit ass, fir net aus der Héft ze schéissen. Mir sinn der Meenung, dass et net méi net Zäit ass, fir sech Gedanken ze maachen. Mir sinn net der Meenung, dass een eng Tripartite zesummeriff, wou een dann direkt seet: „bis Ouschteren“, also innerhalb vun deenen nächste sechs Wochen. Wivill Augmentatioune vun de Präisser, Dir Dammen an Dir Hären, kommen dann nach bis Ouschteren?! Mir sinn der Meenung, dass direkt muss gehandelt ginn, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Michel Wolter** (CSV) | ... elo gehandelt muss ginn! An den Här Roth huet am Numm vun eiser Partei véier Pisten opgezeechent, wou mir als gewielte Parlamentarier, net an der Tripartite vertruuden, ganz gäre mat Iech zesummekommen an deenen nächsten Deeg, fir driwwer ze diskutéieren, wat fir eng konkret Mesuren dass mer dann hei vum Parlament verabschieden am Interêt vun de Leit hei am Land.

**Une voix** | Très bien!

**M. Michel Wolter** (CSV) | An ech muss soen, wann ech an eng Debatt komme wéi déi hei a wann ech, wéi den Här Turmes, gëschter scho wouss, wat haut géif geschéien, a wann ech weess, wat de leschte Freideg geschitt ass, an du gëss vun der Opposition gefrot, fir eng Deklaratioun ofzeginn ... Madamm Lenert, ech wëll Iech net ze no trieden, mee Dir hutt iwwerhaapt näischt gesot!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Michel Wolter** (CSV) | Dir hutt just gesot, dass eng Tripartite géif zesummekommen. Et konnt keen Oppositionspolitiker dorobber reagéieren, well net eng eenzeg konkret Proposition vun der Regierung oder vun der Majoritéit komm ass. D'Opposition huet Propositione gemaach. Et kann een driwwer diskutéieren, iwwer déi eng an déi aner. Zumindest si vun där enger Säit aus dësem Parlament konkret Propositione komm, a vun där anerer si se net komm!

An ech hu ganz gutt nogelauschert, wat déi dräi Majoritéitsparteie gesot hunn. An ech hu fonnt, dass déi dräi Majoritéitsparteien, wéi esou oft an deem dote Sujet, ganz gutt laanschteneegeschwat hunn – ganz gutt laanschteneegeschwat hunn! Wann ech den Discours vun der LSAP héieren, ech lauschteren den Discours vun deene Gréngen an ech lauschteren den Discours vun der DP: Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, net dee selwechten! Dat ass net dee selwechten Discours.

An dat ass fir mech d'Konklusioun vum Debat vun de Mëtten, dass mer eng seriö politesch Debatt musse féieren, an zwar net iergendwann eng Kéier Mokuchs-dag, wéi fréier emol an der Chamber hei gesot ginn ass, mee elo, iwwer d'Aart a Weis, wéi mer probéieren, mat deene Problemer eens ze ginn, déi haut net ophalen, déi muer wäerte weidergoen, déi d'nächst Woch wäerte weidergoen. An dat kann een net eréischt an dräi Méint maachen!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Wolter.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Op meng Fro hunn ech keng Äntwert kritt.

*(Interruptions)*

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Regierung huet d'Wuert.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Entschëllegt, dierf ech froen: Déi, op déi den Här Spautz geäntwert hat?

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Paulette Lenert**, Vice-Premier Ministre | Här President, d'Regierung bleift der Meenung, dass dës Diskussioun an eng Tripartite gehéiert. Et ass eng Krisesituatioun, déi akut ass an déi sech zougespëtz huet. An dat ass fir eis déi eenzeg richteg Plaz, fir déi heiten Diskussioun elo ze féieren. Et ass eng Decisioun, déi elo kuerzfristeg geholl ginn ass. De Premier huet Kontakt opgeholl. Et geet absolutt net rieds dovunner, Zäit ze schinden. Et geet drëms, kuerzfristeg eng Tripartite anzeberuffe spezifesch zu dësem Thema, wou mer wäerten déi heiten Debatt féieren. Dat ass d'Instrument, wat an eisen Aen dat eenzeg richteg an deem Land ass. Et ass dat, wat sech bewäert huet an eiser Geschicht. A mir wäerten alles maachen, dass dat och dës Kéier de Fall nees wäert sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoools dem Vizepremier ...

**Mme Paulette Lenert**, Vice-Premier Ministre | A mir ginn net mat virgefaasste Meenungen eran. Et ass en offenen Discours, deen een an eng Tripartite huet. Dat ass de Sënn an Zweck dovunner. Hätte mer schonn elo Decisiounen, géif ech mech froen, firwat mer nach géifen an eng Tripartite goen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Vizepremier, der Madamm Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

**Motions**

Da komme mer elo zum Vott vun de Motiounen.

**Motion 1**

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der ADR deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Bon, déi Motioun ass e bëssen „und täglich grüßt das Murmeltier“. Mir hunn déi eenzel Punkten a verschidde Formen schonn eng oder zwou Kéiere gesinn. U sech kann een net vill inhaltlech dozou soen, wat net scho gesot gouf. Mee ech hunn e bëssen d'Gefill, Leit, déi esou eng Motioun produzéieren, déi hätte besser, sech eng Plaz nieft den Dinosaurier am Naturmusée ze sichen. Do géife se wéinstens iergendwa selwer zu Pétrol ginn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot an duerno den Här Gilles Roth. Schéin der Rei no, esou wéi de Fanger an der Luucht war.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci, Här President. Et ass de Mëtten e puermol gesot ginn, elo och nach hei vun der Regierungssäit, dass eng Tripartite aberuff gëtt. Ech mengen, dass dat a Krisenzäiten, a mir stinn um Ufank vun enger Kris, dat richteg Instrument ass. Et ass gesot ginn, mir hätte misse mat Proposen heihinnerkommen – da wär warscheinlech gesot ginn: „Firwat rufft Der keng Tripartite an?“

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Déi Saachen, déi hei drastinn, ech mengen, wann déi Tripartite zesummekennt, dann dierf et keng Tabue ginn. Dat ass meng Meenung, dat ass och d'Meenung vu menger Fraktioun. Hei gëtt erëm eng Kéier vun der CO<sub>2</sub>-Steier geschwat, et gëtt och vum superreduzierten Taux op 3 % geschwat. Nach eng Kéier, wéi gesot, wann déi Tripartite zesummekennt, da muss een och bereet sinn, iwwer eng ganz Rei Pisten ze schwätzen.



Da steet erëm eng Kéier hei, wat mer ganz oft bei der ADR hunn, dat ass eng automatesch Upassung un d'Steiertabell. Ech stelle mer ëmmer d'Fro, déi ech haut och stellen, déi ech ëmmer stellen: Wat ass an deem dote Fall den Déchet fiscal? A wat fir eng Influenz huet den Index op genau dat doten, op d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun?

An dann dee leschten Tiret, muss ech soen, dee stéiert mech awer wierklech, well hei eng objektiv a wäertneutral Zesummesetzung vum Wuerekerf, deen d'Energiepräisser adequat berücksichtegt, verlaangt gëtt. Dat heescht, hei gëtt am Fong gesot, dass am Moment dee Wuerekerf net objektiv an och net wäertneutral zesummesat gëtt. Ech denken, dass déi Leit, déi dat maachen, dat wuel mat beschtem Wëssen a Gewësse maachen.

Wéi gesot, d'Tripartite kënn zesummen, d'Gewerkschaften, d'Patronat. Et geet hei ëm déi Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen. Et geet awer och ëm d'Betriber. Ech wëll dat ganz kloer soen: Och d'Betriber wäerten déi Kris hei ze spiere kréien. An och fir d'Betriber wäerte mer mussen eppes maachen, esou wéi mer et an der Covidkris gemaach hunn. Mir hunn eis et do net huele gelooss, an ech mengen, mir maachen dat dës Kéier och net.

Kommt, mir waarden, bis déi Tripartite zesummenkënn! Ech denken, dass d'Regierung jo dann och heihinnerkënn, fir eis ze soen, wat do geschwat ginn ass. An duerfir proposéieren ech menger Fraktioun, déi Motioun hei zu dësem Zäitpunkt ofzeleenen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Baum. Dann hat den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. D'CSV huet par rapport zu änleche Fuerderunge virun engem Mount Position geholl. Eenzelner, fanne mer, ginn an déi richteg Richtung, anerer, do si mer net domat d'accord. An aus deem Grond wäerte mer eis grad ewéi virun engem Mount bei dëser Motioun enthalen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Roth. Dann huet nach den Här François Benoy d'Wuert gefrot.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Wéi ech scho gesot hu virun, si mer an enger wierklech ganz eeschter Situatioun, déi mer och ganz eescht mussen huelen. An ech mengen, d'Regierung hält se och ganz eescht an d'Majoritéit hält se eescht. Dat gesäit een dorunner, dass eng ganz Rei Mesurë jo scho geholl gi sinn.

Ech wëll och dozou soen, dass natierlech net egal wat fir eng Mesurë geholl solle ginn, mee Mesuren, déi gräifen, Mesuren, déi och op där richteger Plaz ukommen, an net iergendwellech Mesuren, déi schwéier ëmsetzbar sinn, déi vläicht gutt klängen, mee eigentlech konträr sinn zu eisen Zilsetzungen, déi mer hunn.

An dofir kënnen mir natierlech mat Motiounen (veuillez lire: mat Mesuren), wéi se hei proposéiert sinn – an ech hunn dat schonn an x Debatten och hei gesot, firwat –, net liewen. Dat gëllt iwwregens och fir Mesuren, déi an anere Motioune proposéiert ginn.

Gradesou gutt wëll ech dann och dëst soen: Wa gesot gëtt, mir géife keen Debat féieren oder mir géifen net iwwer Mesurë schwätzen, da wëll ech soen, dass mer eng Debat hei haten, wou verschidde Propositione gemaach gi sinn, an dass d'Regierung duerno e ganze Pak proposéiert huet, dee sengesgläiche sicht. A genauesou gutt gouf dann elo eng Tripartite ageruff fir ze kucken, wéi et soll weidergoen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Benoy. Da wär et un der Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, ech wollt och soen, datt mir déi heite Motioun net wäerten ënnerstëtzen, well dat ass fir eis net tragbar, dat ass fir eis mat der Géisskan. Jiddweree kritt eppes a kee kritt eppes. Mir bleiwen nach ëmmer der Meenung, datt een dat soll sozial staffelen. An ech mengen, eis Propos, déi mir viru gesot hunn, dat ass fir eis eng Direkthëllef un déi Stéit, an dat kritt een dann herno iwwert d'Steierzréckbezielung vun deenen, déi vill verdéngen, zréck. Dat ass fir eis eigentlech dee richteg Wee.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

**Une voix** | Här President!

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Yves Cruchten freet nach d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech erlabe mer och, direkt zu all de Motiounen ze schwätzen, well ech eigentlech zu deenen alleguerten dat selwecht wëllt soen. Ech mengen, et ass gutt, dass jiddwereen hei wëll Propose maachen. Ech mengen, dat ass luewenswäert. An ech gesinn hei dräi Regierungsmemberen, déi elo hei eng déck Stonn laang alleguerten déi Proposen nogelauschert hunn.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Déi soe Merci.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Pardon?

**M. Gilles Roth** (CSV) | Déi soe Merci, dass se ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo. Ma nee, mee ech mengen, dat ass jo och de Sënn vun där Debatt hei, dass mer sollen driwwer diskutéieren. Mee ech mengen, et wär awer net richtig, elo hei e Vott ze huelen iwwer esou konkret Mesuren. Dat wär deem wichtigen Instrument Tripartite net gedéngt, wa mir elo hei scho géife soen: Regierung, maacht Dir eng Tripartite mat de Gewerkschaften, mam Patronat, mat de Sozialpartner, awer mir soen Iech elo schonn, wat hannendru muss erauskommen. Ech mengen, dat wär net richtig.

Duerfir géif ech menge Leit proposéieren, keng vun deene Motiounen hei unzehuelen. Och wann do sécher Saachen derbäi sinn, déi Sënn maachen, géif ech proposéieren, déi Motiounen net unzehuelen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Cruchten. Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 1.

#### **Vote sur la motion 1**

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui* : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

*Ont voté non* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Poffer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Se sont abstenus* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter.

#### **Motions 2 à 4**

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, merci. Erlaabt mer vläicht, ganz kuerz och zu deenen dräi Motiounen direkt ze schwätzen. Et ass eng Motioun, wou et ëm d'Subvention loyer geet, fir déi ze verduebelen. Dat anert geet ëm eng Primm, déi direkt ausbezuelen ass u Leit, déi bis 1,5-mol de Salaire médian kréien. An dat anert geet drëm, d'Frais de déplacement op 115 Euro ze hiewe pro Stot, wann ech dat richtig verstanen hunn.

(Interruption)

Hei geet et ëm dräi isoléiert Mesuren. Dat ass gutt. An ech soen de Kollege vun de Piraten och Merci, dass se sech Gedanke gemaach hunn, dass se déi eraginn hunn. Mee d'selwecht wéi den Yves Cruchten mengen ech och, et sollt een awer kucken, dat do am Kader vun enger Tripartite an engem Package auszeschaffen. An duerfir mengen ech, dass mer déi heiten dräi Motioune vun de Piraten net sollten unzehuelen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här François Benoy d'Wuert gefrot. Nee, d'Madamm Semiray Ahmedova.

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just kuerz zu der Motioun schwätzen, well ech mengen, dat betrëfft éischter de Logement. Et ass awer esou, datt d'Regierung do net einfach näischt ënnerholl huet. Ech mengen, do si Moosnamen, déi sinn ënnerholl ginn, ënner anerem iwwert d'Allocation de vie chère, déi erhéicht gouf. An doduerjer stärke mer natierlech och déi ganz Saach mat der Subvention loyer. A mir hunn och en neit Gesetz deposéiert, wat déi ganz Aart a Weis a Manéier fir déi Subvention loyer auszerechnen nei definéiert, wouduerch d'Leit natierlech wäerten och méi Hëllef kréien.

An dat gesot, ass et och fir eis oninteressant, fir déi Motioun do matzedoen. Dat heescht, mir wäerte se an deem Sënn net matdroen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Ahmedova. Da kënnen mer elo zum ... Nee, den Här Marc Goergen oder den Här Sven Clement nach.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Fir d'éischt hien, dann ech.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech fir déi éischt zwou Motiounen, fir déi drëtt dann de Sven.

Jo, ech kann dat verstoen, dass Der op d'Tripartite wëllt waarden. Dat ass eigentlech och eng sympathesch Ausso. Et ass just net kohärent. Dir hutt ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Nee, Här Baum, ech kann Iech och erkläre firwat.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ok, da fuert emol lass!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir wëlle jo Är Primm, déi Energieprimm, déi Der de facto scho geschafft

hutt, just op den annerhallwe Median eropsetzen. Dat heescht, déi Fakte si jo do. Dir hutt déi Fakte jo geschaaft, ier d'Tripartite a Kraaft getrueden ass. Dat heescht, Dir hutt eigentlech Äert Argument selwer a Waasser opgeléist. Et ass jo ...

*(Interruption)*

Mee dach, Dir hutt jo déi Energieprimm, déi ..., an der Motioun 3 steet et, dass mir déi Energieprimm jo gären hätten op annerhallwe Median. Iwwregens, ech hunn nach keng Äntwert vun der DP kritt, ob d'Leit déi dann elo scho kënnen ufroen oder net. Dat wäert Der awer elo jo sécherlech och nach maachen – ob dat um Familjeministère oder op MyGuichet ass –, net dass mer dat nach vergiessen! Et ass nämlech ganz wichteg fir d'Leit dobaussen.

Mee Dir hutt déi Fakte jo scho geschaaft. Dofir ass et komesch, dass Der elo sot, Dir wéilt do op d'Tripartite waarden. Mir wieren och averstane gewiescht, dass mer déi heiten elo en suspens loosse bis no der Tripartite; a vläicht wäeren déi Iddie jo opgeholl ginn, well mir wëlle jo, wéi ech jo virdu gesot hunn, konstruktiv matschaffen. Dat heite waren eis dräi konstruktiv Proposen, eebe baséiert op eppes, wou Dir scho Fakte geschaaft hutt duerch d'Energieprimm, just dass – duerch déi Haussen – mir geduecht hunn, et muss op annerhallwe Median goen, well et soss eng Schicht erreecht, elo schonn, déi d'Energieprimm net kritt, déi eises Wëssens aktuell, mee Dir verbessert mech jo elo, am Moment emol nach guer net kann ugefrot ginn. Dat heescht, d'Leit hu se nach net zum 1. Abrëll.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Goergen. Dann den Här Clement.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Merci. Ech profitéieren dann, fir zur véierter Motioun, zu där leschter, ze schwätzen, wou et ëm d'Frais de déplacement geet, déi am Moment op 99 Euro d'Unitéit festgesat sinn an déi u sech direkt spillen op der Fiche de salaire um Enn vum Mount vun all eenzelnem Salaré. Respektiv, Leit, déi eng Fiche de salaire kréien an eng Steuerkaart hunn, kréien op hirem éischter Salaire automatesch en fonction vun dem Eloignement vun der Aarbechtsplaz zu hirem Wunnuert eeben direkt e Steuerkredit ofgehale.

Déi Frais de déplacement si schonn eng Zäichen net no uewen ugepasst ginn. D'leschte Kéier gouf argumentéiert, dat war während der Covidkris, do hu mer driwwer geschwat wéinst dem Homeoffice, du krute mer gesot: „Jo, dat kompenséiert sech iergendwou mat eeben de Frais de déplacement, dat een net muss op d'Aarbecht fueren, duerfir gëtt et keng Primm fir den Homeoffice.“ Elo si mer bei de Frais de déplacement a mir mierken, dass mer eng Flambée des prix hunn. Anescht kann een et net nennen. De Bam brennt an déi Frais de déplacement, dat ass wierklech eng relativ einfach Measure, déi ee kann applizéieren.

Mir hunn eis bewosst entscheet, elo mol nëmme 15 % bäzeginn. Dat kompenséiert net 100 % vun där Augmentatioun, déi mer op den Energiepräisser hu fir d'Mobilitéit, mee et ass eng Measure, déi direkt bei deene Leit, déi am wäitsten ewech wunnen, am meeschten Impakt huet. Dat heescht, et kompenséiert de Wee fir op d'Aarbecht. Et ass also eng Measure, déi ganz kloer cibléiert ass fir Leit, déi schaffe ginn, fir Leit, déi drop ugewise sinn, op hir Aarbecht ze kommen. A wat ee méi wäit ewech wunnt, wat nun emol leider och hei zu Lëtzebuerg oft den éffentlechen Transport net ëmmer eng Méiglechkeet ass.

Et ass certes plazeweis besser ginn, et ass awer och certes plazeweis méi schlecht gi mat der Reform. Ech

mengen, do ginn et eng ganz Rëtsch Question-parlementairen dozou. Ech ginn net dodrop an. Mir sinn der Meinung, dass dat doten eng Measure ass, déi direkt kéint geholl ginn, dass mer um Enn vum Mount – an dat kéint ee bis Enn vum Mount maachen – de Leit géife méi an d'Täsch ginn, fir dass se iwwerhaupt nach kënnen mat hirem preferéierten Transportmoyen op hir Aarbecht kommen an erëm heem.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Roth.

**M. Gilles Roth (CSV)** | Merci, Här President. Ech hat eigentlech net wëlles ze intervenéieren. Ech wëll just soen, dass mir als CSV eis wäerte bei deenen zwou éischte Motiounen vun de Piraten enthalen. Déi lescht, zou där den Här Clement elo geschwat huet, déi wäerte mer matstëmmen, well et eigentlech déi selwecht Fuerderung ass, déi mir virun engem Mount als CSV virbruecht hunn. En huet dat richteg erkläert. Déi Kilometerpauschal, déi gëtt oft ënnerschat bei de Leit, déi an de Ballungszentren wunnen an no bei hirer Aarbecht. Déi spillt awer besonnesch an diesen Zäiten eng grouss Roll fir Leit, déi wäit ewech vun hirer Aarbechtsplaz wunnen.

A fir konkret ze soen, wat dat ausmécht: Déi Kilometerpauschal ass 1990 bei der deemoleger Steuerreform op 4.000 Lëtzebuerger Frang festgesat ginn. An dat ass ëmgerechent ginn an Euroen op 99 Euro, wéi den Euro agefouert gouf. Dat heescht, déi Kilometerpauschal, déi ass zënter 32 Joer net méi ugepasst ginn. 32 Joer! Wann ee se géif un d'Präisdeierecht, wéi den Index se zënter 1990 virgesäit, upassen, da misst een haut mat der Kilometerpauschal op 175 Euro pro Unitéit eropgoen. Ech widderhuelen: 175 Euro!

Mir sinn eis awer bewosst gewiescht als CSV, dass dat en enormen Déchet fiscal wier. Deen Déchet fiscal géif no eise Rechnunge pro Joer bis iwwer 300 Milliounen Euro fir de Staat ausmaachen. An duerfir hate mir gesot, dass mir an enger éischer Etapp, a fir wierklech de Leit dat do ze kompenséieren, géifen op 125 Euro eropgoen. D'Piraten proposéieren elo 115, bon, duerfir si mer domadder d'accord.

Well ech wëll wierklech soen, net ech eleng, mee eng ganz Rei vun Deputéierte bei eis aus de Reien, mir goufen ugeschwat, mir kruten SMSen, mir krute WhatsAppen a wat och ëmmer, dass eng Rei vu Leit dobausse sech carrement krank mellen – jo, ech soen dat esou, carrement krank mellen –, well se déi Méikäschen, déi se hunn op hirem Auto, fir op d'Aarbecht ze fueren, net méi packen.

Ech wëll duerfir nach eng Kéier ënnersträichen, wéi dramatesch déi Situatioun ass, an duerfir nach eng Kéier déi Fuerderung stellen, déi ech selwer gemaach hunn an déi den Här Wolter am Numm vun onser Fraktioun gemaach huet: D'Zäit fir ze handelen, Madamm Premierminister, ass elo, an et ass net, fir méi laang ze waarden.

*(Interruptions)*

**Mme Martine Hansen (CSV)** | Madamm Vizepremierminister.

**Une voix** | Nach ass et net souwäit. Dat dauert nach e bëssen.

**M. Gilles Roth (CSV)** | Da wëll ech ... Jo! An dann hunn ech an deem Kontext nach ...

*(Interruptions)*

An deem Kontext, Här President, hunn ech nach eng Fro nach eng Kéier ze stellen. Déi hat ech ganz am Ufank vu menger Interventioun un den Energieminister gestallt. Nämlech, mir hunn dee Sujet jo hei

an der Aktualitéitsstonn de leschten Dënschden thematiséiert an déi éischer lapidar Äntwert vum Här Turmes war déi: „Et soll een elo net aus der Héft schéissen.“ Jo, dat huet e gesot. Haut hutt Der och net vill Polfer verschoss.

*(Hilarité)*

Ech hunn awer just eng Fro, an do loosse mer Iech net lass: Här Turmes, de leschten Dënschden hutt Dir mir géint dräi Auer op meng Fro geäntwert. Wusst Dir dunn, Jo oder Nee, Bescheid iwwert déi Präishausse, déi gëschter, eppes méi wéi 24 Stonnen duerno, dem Public iwwert de Radio matgedeelt gouf? Eng Äntwert, einfach Jo oder Nee?

**M. Fernand Etgen, Président** | Här Roth, ech wëll Iech just soen, dass d'Diskussioun eriwuer ass, dass mer de Moment bei der Diskussioun si vun de Motiounen!

**Mme Martine Hansen (CSV)** | Mir wëllen awer gär eng Äntwert.

**M. Gilles Roth (CSV)** | Ech weess, dass Der déi net ... Jo, jo, jo.

*(Interruptions)*

Ech weess, dass Der déi Fro do net gären zouloosst, mee mir hätte gären eng Äntwert, ob den Här Turmes als Energieminister Bescheid wusst, Jo oder Nee.

**M. Fernand Etgen, Président** | Da freet den Här Turmes d'Wuert.

**M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie** | Villmools merci. Ech mengen, ech sinn haut heihinnerkomm fir nozelauschten. Mir hunn decidéiert, dass mer eng Tripartite maachen, an ech mengen, do sinn déi Iddie, déi op den Dësch kommen, do muss mir als Regierung elo nolauschten. An ech mengen, mir müssen déi Mesuren och duerchrechnen an dann eebe kucken, wéi mer déi diskutéiere mat de Sozialpartner.

An ech probéieren net, Rieden ze halen, mee ech probéieren ze handelen. Mir maachen dat beim Gas, mir maachen dat beim Strom, mir maachen dat bei der Allocation de vie chère. Duerfir, hei mat Polfer schéissen oder net, ech mengen, déi Remark brauch ech net esou am Raum stoen ze loossen.

Zu Ärer Fro: Déi Rechnung vun der Upassung op den Tankstellen, déi ass de Mëtwoch gemaach ginn. A wéi ech den Dëschdeg hei war, wusst ech näischt dovunner. Déi gëtt op de leschte Moment gemaach, well jo och d'Quotatiounen vun den Ennprodukter müssen da gekuckt ginn. Dat heescht, den Dëschdeg de Mëtteg, wéi ech hei virun Iech stoung, wusst ech näischt vun där Situatioun.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Turmes.

**M. Gilles Roth (CSV)** | Dont acte, dont acte !

**M. Fernand Etgen, Président** | Da freet nach den Här Max Hahn d'Wuert.

**M. Max Hahn (DP)** | Jo, just als Äntwert fir den Här Goergen, well en zweemol gefrot hat, ech hunn dat nofroee gelooss: Ab nächster Woch wäert een dann d'Demande fir d'Energieprimm op deene verschidene Sitten, sief et Guichet unique, awer och beim Familjeministère, kënnen fannen. Ech mengen, dat ass eppes Wichtigees, och fir d'Nolauschterer dobaussen. Dofir ass et gutt, dass Der dat nach eng Kéier gefrot hutt an dass ech dat konnt preziséieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Hahn. Da freet nach d'Wuert: d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)** | Jo, zu de Motiounen. Mir wollten eis bei deenen dräi Motiounen enthalen. Bei där éischer, well mir eng Proposition de



loi iwwert d'Loyeren hunn, an dat schéngt eis dee richtege Wee ze sinn, fir eppes bei de Loyeren ze maachen. An d'Subvention de loyer, dat ass eigentlech ëmmer erëm nëmmen eng Drëps op de waarme Steen. An do huet een de Risiko, datt d'Loyeren awer trotzdeem nach méi an d'Luucht ginn.

Bei der Motioun 3 soe mir einfach: Eis Propositione si besser wéi déi do. Dofir enthalte mir eis, mir sinn net dergéint. A bei der véierter och, mir enthalen eis do och.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun de Motiounen kommen. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 2. Dat ass déi, wou et ëm d'Subvention de loyer geet.

#### **Vote sur la motion 2**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 2 Jo-Stëmme, 31 Nee-Stëmme an 27 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Lies) et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Da komme mer zur Motioun Nummer 3.

#### **Vote sur la motion 3**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass och bei 2 Jo-Stëmme, 31 Nee-Stëmme an 27 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain,*

*Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Da komme mer zur Motioun Nummer 4, wou et ëm d'Frais de déplacement geet.

#### **Vote sur la motion 4**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen bei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun 4 ass bei 26 Jo-Stëmme, 31 Nee-Stëmme an 2 Abstentiounen och ofgeleent.

*Résultat définitif après redressement : la motion 4 est rejetée par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, M. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et M. Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

## **4. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de l'approvisionnement national en eau potable**

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert déi national Waasserversuergung, déi vun der DP-Fraktioun ugefrot ginn ass. An ech géif d'Wuert direkt un den Här Gusty Graas ginn am Numm vun der DP-Fraktioun.

### **Exposé**

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Vum schwaarze Gold dann elo bei dat blot: Den 22. Mäerz ass de Weltwaasserdag. Dat ass zwar nach e

bësselchen, mee ech mengen, et ass awer net ze fréi, fir sech haut scho Gedanken iwwert d'Waasserversuergung respektiv -qualitéit ze maachen. Perséinlech sinn ech souwiew der Meenung, datt net nëmmen eemol am Joer soll e Weltwaasserdag sinn, mee datt dee praktesch all Woch kéint sinn, well mir wëssen, datt mer do ganz grous Problemer hunn.

„Uni Waasser kee Liewen“, ech weess, dat kléngt e bësse klischeehaft, mee et ass awer wierklech eng Tatsaach. Mir sinn eis als Mënschheet dem Stellewäert vum Waasser awer net ëmmer bewosst. Dowéinst ass et wichteg, datt ee sech reegelméisseg Gedanken doriwwer mécht, ëmsou méi, wann ee bedenkt, datt laut UNO iwwer 2 Milliarde Leit op der Welt keen Accès zu normalem propperen Dréinkwaasser hunn.

Mir kënnen eis hei zu Lëtzebuerg selbstverständlech glécklech schätzen, datt mer net an esou enger Situation sinn. Mir hunn eng exzellent Waasserversuergung, obwuel een awer muss éierlech sinn: E klengt Damoklesschwäert hänkt awer och doriwwer an ech wäert e bësse méi spéit nach dorobber zrëckkommen.

Dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 7. Oktober 2002 setzt jo u sech d'Norme fest, no deenen d'Dréinkwaasser hei zu Lëtzebuerg dem Konsument dierf zougestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Fong dës Heure d'actualité op dräi Schwéierpunkte konzentréieren: Éischtens, wéi steet et ëm d'Qualitéit vum Dréinkwaasser? Wéi kënnen mer déi virun allem nach verbesseren? Zweetens, ass eis Dréinkwaasserversuergung fir déi nächst Joerzénge och garantéiert? An drëttens, wéi kann ee virun allem awer och Dréinkwaasser spueren?

Zum éischte Punkt: Ech hunn et schonn hei ënnerstrach, mir kennen hei zu Lëtzebuerg glécklecherweis keng gréisser Problemer, wat d'Dréinkwaasserversuergung ubelaangt. An awer muss ee vigilant sinn. Mir wëssen, datt zum Beispill 60 % vun der Dréinkwaasserversuergung iwwert de SEBES geléiwert ginn. Wann ee bedenkt, datt de SEBES elo och nach enorm Investissementer fir d'Zukunft mécht ... Et ass net laang hier, datt mer hei nach eng Rallonge gestëmmt hu fir déi Investissementer, déi zu Eschduerf virgeholl ginn, wat och gutt a richteg ass.

Wa mer natierlech iwwert de SEBES schwätzen, da si mer och ganz séier bei der Qualitéit vum Stauséi, well de Gros vun dem Waasser jo awer aus dem Stauséi geholl gëtt, fir dann d'Dréinkwaasser opzebereeden. An da gesäit d'Situatioun scho manner roseg aus. Ech mengen, besonnesch an de Summerméint gi mer ëmmer konfrontéiert mat der Situatioun, datt den Algwuesstum extreem zouhëlt. Mir kennen och d'Problematik. Dat ass virun allem duerch den héijen Nitratgehalt an dem Stauséi bedéngt. Et muss een natierlech och wëssen, datt 65 % vum Anzuchsgebitt vum Stauséi op belscher Säit leien. Dat sinn eng bal 43.000 ha. Also hunn och eis belsch Partner natierlech eng gewësse Verantwortung do ze droen.

Et ass awer gutt festzestellen, datt de SEBES och versicht huet, Partnerschaften unzestriewen, zum Beispill mam Naturpark Öwersauer, awer och mat de Bauere selwer. Do gëtt et jo d'LAKU, d'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer, wou d'Bauere sech dann och verflüchten, am Fong geholl méi eng gewässerträglech Landwirtschaft an deem Raum do ze entwéckelen. Déi gouf 2015 gegrënnt.

De Moment hu mer plus ou moins 135.000 m<sup>3</sup> Dréinkwaasser den Dag zur Verfügung, woubäi allerdéngs 11 % dovunner net den Normen entsprechen. Ech hu virun op dat groussherzoglecht Reglement higewisen. Dann dierf een och net vergiessen, datt

fënnef vu sechs ënnerierdesche Waassermassen 2020 jiddefalls d'Normen och net erfëllt hunn, virun allem am nördlechen an am ëstlechen Trias respektiv am ënneren an am mëttlere Lias. Et kann een also soen, datt de Grondwaasserspiegel u sech fält, den Nitrat- an de Pestizidgehalt am Grondwaasser awer klëmmt.

Bis d'Joer 2027 soll et jo eist Zil sinn, fir d'Grondwaasser esouwäit wéi méiglech och propper ze gestalten, woubäi een allerdéngs net soll ze vill optimistesche sinn. An ech mengen, et muss ee scho bal e groussen Illusionist si fir ze mengen, datt mer dat Zil géifen erreechen. Nichtsdestotrotz muss mer all Moossnamen huelen, fir et awer ze erreechen.

D'Feststellung vun de Pestiziden am Grondwaasser gëtt zënter 2007 vun der Administration de la gestion de l'eau och ëmmer konsequent gemaach, a Problemer besti jo haaptsächlech mam Metazachlor-ESA, mam Metolachlor-ESA a mam Metazachlor-OXA. Wann ech dat elo net sollt fachmännlech ausgedréckt hunn, entschëllegt mech, ech sinn och kee Fachmann op deem Gebitt.

Natierlech muss ee sech elo awer froen, wéi wäit mer d'Grondwaasser dann iwwerhaupt nach an deenen nächste Jore benotze kënnen. Doriwwer si jo schon eng Rei Etüde gemaach ginn. Et ass natierlech och scho vill iwwer Buerungen diskutéiert ginn, déi och nach an Zukunft muss gemaach ginn.

Da si mer natierlech och ganz séier bei de Quellschutzonen. Ech mengen, ouni Quellschutzzone kann een u sech och net ofgeséichert Quelle festhalen, wou mer d'Drénkwaasser eraushuelen. Dat ass e Problem, e ganz grouse Problem! Ech muss awer hei soen, datt an deene leschte Joren do grouss Efforte gemaach goufen, contrairement zu all deene Joerzénge virudrun.

Mir hate schon 1906 e Gesetz iwwert d'ëffentlech Hygiène, wou am Fong deemools schon de Prinzip vum Quellschutz festgehale ginn ass. Wat awer an all deene Joerzénge geschitt ass, dat wësse mer. Mee och wann an deene leschte Joren, wéi gesot, vill Efforte gemaach goufen – 2020 sinn zum Beispill 19 nei Schutzonen an zënter 2014 si 45 Règlement-grand-ducal geholl ginn, fir Quellschutzonen auszeweiden, wat u sech awer schon eng gewësse Leeschtung ass –, muss mir awer no vir kucken, a mir wëssen, datt do nach ganz vill Problemer bestinn an datt och nach vill Aarbecht op eis duerkënnen.

Zu deem Zäitpunkt kann een am Fong geholl dräi Zorte Quellschutzgebiddere virgesinn, dat heescht, déi a) ausgewise sinn, b) an der Prozedur sinn an c) an enger AUSAARBECHTUNGSPHAS sinn. Vlächicht kann d'Madamm Ministesch eis herno awer nach zousätzlech Erklärungen iwwert de weesentleche Punkt ginn, respektiv och, ob mer personalméisseg gutt opgestallt sinn, fir eeben där Fro nach besser kënnen entgéintzekommen.

Wa mer iwwer Quellschutz schwätzen, da si mer och ganz séier bei der Landwirtschaft. Ech mengen, et ass evident, datt d'Landwirtschaft jo awer och e gewëssenen Impakt op d'Qualitéit vun eisen Uewerflächegewässer respektiv och ënnerierdesche Gewässer huet: Stéchwuert Nitrat. Natierlech, do wou vill gedüngt gëtt, do wou en héije Véibestand ass, entstinn zousätzlech Problemer. Sécher si mer do op engem gewëssenen unbequeemen Terrain.

Ech wëll och elo net hei d'Landwirtschaft eleng als de Buhmann dohistellen, dat wier och net fair, dat wier och net richtig. Mee eppes ass kloer: Et mussen awer do nach eng Rei Efforte gemaach ginn. Dofir muss och d'Zesammenaarbecht mat de Baueren nach intensivéiert ginn, an ech denken hei virun allem iwwer Formation, iwwer Kenntniss vum Kraider, virun allem awer och doriwwer, wéini wou muss wéi vill gesprézt

ginn. Da gëtt et jo Kooperatiounen tëschent de Gemengen, déi elo gegrennt goufen. An et soll een och d'Baueren ouni Zweifel animéieren, deene Kooperatiounen bäizetrieden. Da muss een och nach eng Kéier drun erënneren, datt se jo awer d'Käschte fir Düngplanung a Waasserschutzberodung zu 100 % vum Landwirtschaftsministère bezuelt kréien. Da gëtt et jo och déi sougenannt Begleetkomiteeën. Och do soll een, wéi gesot, souwäit wéi méiglech intensiv mat de Baueren zesummeschaffen.

E weesentleche Punkt sinn och déi Daten, déi do erfaasst ginn, an do dierfen natierlech keng Abuse gemaach ginn. Ech mengen, de Bauer muss ganz kloer wëssen, datt seng Daten, déi bekannt sinn, just fir Simulationszwecker an Evaluationszwecker wäerte genotzt ginn.

Klimawandel: Ech mengen, dat ass näischt Neits, mir wëssen, datt dat natierlech och e ganz groussen Impakt op eis Quellen an op eis Gewässer huet, virun allem, well eeben och d'Verdünnung vum Waasser manner intensiv ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en zweete Punkt ass natierlech dann awer och d'Versuerung an der Zukunft. Ech ka mech nach gutt erënneren – wann ech hei esou duerch de Sall kucken, si jo awer nach Eenzeler heibannen, déi sech och nach gutt dorunner erënnere kënnen –, wéi mer intensiv iwwert de 700.000-Awunner-Staat diskutéiert hunn. Dat war während Jore praktesch en Thema an deem Land, dat ganz hefteg diskutéiert ginn ass. Et hat een heiansdo d'Gefill, mir géifen an eng kollektiv Angscht an deem Land hei verfallen, well mer op eemol 700.000 Awunner hei hätten.

Mee bon, elo sti mer un der Schwell vu 700.000 an dat wäert héchstens nach zéng Joer daueren, dann hu mer och dat erreecht. Dat bréngt natierlech mat sech, datt d'Demande no Drénkwaasser nach wie vor an d'Luucht geet. Just e bësse Statistik – ech huelen hei déi vum SEBES –: Tëschent 1970 an 1979 louch d'Moyenne zum Beispill bei 35.192 m<sup>3</sup>, 2010 bis 2014 scho bei 54.849 m<sup>3</sup>, an elo si mer bei plus ou moins 74.000 m<sup>3</sup>. An dat wäert nach weidergoen. De SEBES wëllt seng Installatioun elo ausbauen op 110.000 m<sup>3</sup>, mat der Méiglechkeet bis 150.000 m<sup>3</sup>. Dat ass also ganz kloer Zeeche gesat, datt mer nach weider wëlle wuessen.

Am Rapport vum Ministère steet dann och, datt eis Waasserreserve fir Drénkwaasser hierzestelle bis 2040 plus ou moins ofgeséichert sinn. Jo, 2040 ass an 18 Joer, dat ass net méi ganz laang. Also muss ee sech elo jo och Gedanke maachen, wéi d'Drénkwaasserversuerung an deenen nächste Joerzénge hei zu Lëtzebuerg soll ausgesinn. An do gëtt et jo eng Rei Iwwerleeungen – an ech ginn och dovun aus, datt d'Madamm Ministesch eis vlächicht do nach méi genee Informatiounen wäert matginn –, zum Beispill d'Gewënnung vun Drénkwaasser aus der Musel. Den éischte Moment mengt een, dat wier e schlechte Witz, mee dat ass awer eng ganz seriö Iwwerleeung, déi do gefouert gëtt.

Eng zweet Méiglechkeet besteet an de Galerien zu Esch, wou ech mer awer soe gelooss hunn, datt dat technesch bal net méiglech wär. Mee, wéi gesot, och do wäerte mer dann, huelen ech un, nach e puer zousätzlech Erklärungen kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem drëtten Punkt geet et natierlech virun allem och ëm d'Spuere vum Waasser. An do hu mer enormt Potenzial. Et dierf ee jo awer net vergiessen, datt nëmmen een eenzege Prozent – een eenzege Prozent! – vun deem Héichqualitätsdrénkwaasser, wat mer hei zu Lëtzebuerg hierstellen, iwwerhaupt fir Drénkwaasserszwecker genotzt gëtt. De Rescht, bon, ech mengen, mir wëssen, wou mer dat iwwerall gebrauchen.

Mee do besti mat Sécherheet nach ganz vill Méiglechkeeten, fir manner Drénkwaasser fir esou Zwecker ze gebrauchen.

Ech denken hei virun allem och un den industrielle Gebrauch. Do muss et awer Méiglechkeete ginn, fir dat gebrauchte Waasser nach eng Kéier frësch ze notzen an net ëmmer mussen Héichqualitätswaasser ze huelen, fir vlächicht nëmme Maschinnen ofzekilllen. Da kéint een natierlech erëm d'Diskussioun hei lancéieren: Brauche mer Betriber hei zu Lëtzebuerg, déi ganz vill Waasser notzen? Stéchwuert FAGE – do wëll ech awer net méi weider drop zrëckkommen. Perséinlech sinn ech frou, datt mer dee Betrib elo net op Lëtzebuerg kruten.

Bon, mir kënnen natierlech och iwwer Google hei munches soen. Dat Eenzegt, wat ech hoffen, ass, wann dee Betrib da sollt op Lëtzebuerg kommen, datt awer do Léisunge fonnt ginn, datt net nëmmen d'SEBES-Leitunge mussen zousätzlech ugezaapt ginn, mee datt och nach Waasser aus engem Floss genotzt gëtt. Et bestinn haut aner technesch Méiglechkeeten an duerfir solle mer déi och onbedéngt notzen.

Ech mengen, d'Digitalisierung ass och e Stéchwuert, wat mer an Zukunft verstärkt mussen an der ganzer Waassergestioun benotzen. Vlächicht nach eng ganz kuerz Remark – ech gesinn, datt et och schon ufängt, hei rout ze ginn –, an déi betrëfft den Drénkwaasserpräis. Iwwert dee kéint een och ganz vill diskutéieren.

Ech soen elo eppes, wat vlächicht net schrecklech populär kléngt. Virudrun ass sech hei vill opgereggt ginn iwwert de Binsinnspräis – jo, ok! Et ginn och Leit, déi sech iwwert de Waasserpräis opreegen. Ech wëll just soen: 1.000 Liter kaschten tëschent 3 a 5 Euro – dat soll ee sech awer mol eng Kéier op der Zong zergoe loosse – an da kritt een dat bescht Waasser, wat ee sech ka virstellen! Gitt an de Supermarché, kaaft do e Liter Mineralwaasser, da bezuelt Der bal dat selwecht. Also soll een iwwert den Drénkwaasserpräis och méi rasonabel diskutéieren.

Ech weess, datt et och Leit gëtt – och heibanne gëtt et eng Partei –, déi vun engem eenheetleche Waasserpräis dreemen. Dat ass hiert gutt Recht. Perséinlech sinn ech der Meenung, datt een net op dee Wee soll goen. Et kann een eng Gemeng net mat enger Gemeng vergläichen, mee ënnert dem Stréch solle mer eis jiddefalls nach eng Kéier bewosst sinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg an där gudder Situatioun sinn, en héichwärttegt Drénkwaasser ze hunn. Mir sollen net muttwëlleg domat ëmgoen. Mee et sinn, wéi gesot, eng Rei Problemer, déi ech elo hei am Telegrammstil opgelëscht hunn. An dowéinst wier ech frou, wa mer och eng Rei Erklärungen kréien, virun allem doriwwer, wéi d'Drénkwaasserversuerung an Zukunft hei zu Lëtzebuerg wäert ausgesinn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteeren.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmools, Här Graas.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Aly Kaes (CSV) |** Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bon, fir d'éischt wëll ech emol dem honorabelen Här Gusty Graas villmools Merci soe fir déi Aktualitéitsstonn hei iwwert d'Waasser. Ech wëll em awer direkt soen, datt mer jo elo hei keng Diskussioun iwwert de Waasserpräis féieren. Dat stoung guer net zur Diskussioun. Ech kéint awer elo eng Stonn iwwert



de Waasserpräis schwätzen, dobäi hunn ech nëmme fënnef Minutten, wëll ech ganz kloer soen. Duerfir maache mer dat eng aner Kéier.

Dir wësst jo, wann hei iwwer Waasser geschwat gëtt, da sinn ech a mengem Element.

*(Hilarité)*

Mee Spaass beisäit, mir schwätzen haut iwwer e ganz eescht Thema an iwwer eppes, wat enorm wichteg ass, fir datt de Mënsch iwwerhaupt ka liewen. Och den Här Graas huet dat ënnerstrach.

D'Drénkwaasserversuergung um nationale Plang hei zu Lëtzebuerg ass eng Versuergung, déi eis laangfristeg wäert eng ganz Rei vu Suerge maachen. Et ass sécher richtig, datt kuerzfristeg kee gréissere Problem do ass, mee mëttel- a laangfristeg wäerte mer sécher eng ganz Rei Problemer kréien, wa mer keng Solutiounen an där Hisiicht fannen.

Och wann d'Zuele beleëen, datt de Pro-Kapp-Verbrauch erofgeet, ass et ganz kloer esou, datt d'Awunnerzuel ganz staark eropgeet an doduerch ënnert dem Stréch – mat den zousätzleche Betriber, déi vill Waasser brauchen – de Besoin un Drénkwaasser extrem klëmmt. Zesumme mam Klimawandel, deen net méi ofzestreden ass, wäerte mer trotz dem Ausbau vun de SEBES-Capacités zu Eschduerf laangfristeg ganz kloer un d'Limite vun eise Méiglechkeete kommen.

D'Fro ass deemno: Wéi kréie mer eis nohalteg a sécher Drénkwaasserversuergung mëttelfristeg a laangfristeg ofgesécher? Ben, do gëtt et ganz sécher eng ganz Rei vu Pisten. Ech wëll der dräi hei opzielen, déi och zum Deel vum Här Graas schonn erwänt gi sinn. Ech fänken emol u mat der Responsabilitéit, Drénkwaasser ze spueren.

Fir mech a fir d'CSV ass et ganz wichteg, datt mer responsabel mat dem Drénkwaasser ëmginn. Hei an der Chamber wësse mer alleguerten, datt Waasser méi ass wéi ganz einfach de Krunn opzedréien an et lafen ze loossen. Et ass awer esou, datt d'Bierger hei am Land d'Waasser dagdeeglech notzen an et fir si selbstverständlech ass, datt éischtens d'Qualitéit stëmmt an zweetens d'Drénkwaasser onlimitéiert an onbegrenzt fir all Zwecker zur Verfügung steet.

Et ass u sech schued, datt net jidderee wierklech déi néideg Responsabilitéit hëlt, fir dat Waasser och ganz kontrolléiert ze notzen. Ech muss ganz éierlech soen: Ech weess net, ob mir eis et an Zukunft nach erlabe kënnen, de Summer grouss privat Schwämme mat héichwäertegem Drénkwaasser ze fëllen. Déi Fro muss ee sech einfach stellen.

Da muss ee sech froen, ob een den Auto wierklech all Dag mat héichwäertegem Drénkwaasser muss wäschen. An déi drëtt Saach ass, ob een eng Rei Aren – „englischer Rasen“ hat ech elo bal gesot, well ech e bëssen eppes vu Fussball verstinn – u sech mat héichwäertegem Drénkwaasser muss näzen. Alles dat a villes méi misst een einfach vill méi am Detail thematiséieren. Duerfir ass et ganz wichteg, datt mer d'Bierger, awer och d'Betriber responsabiliséieren, fir esou vill wéi méiglech Drénkwaasser ze spueren.

Dat Zweet ass de Waasserschutz. Wann ech Waasserschutz soen, da soen ech natierlech Quellschutz. Jo, et sinn eng ganz Rei Saachen um Niveau vum Quellschutz gemaach ginn, keng Diskussioun, mee et muss och nach weider an de Quellschutz investéiert ginn a Quellschutzgebiddern mussen ausgewise ginn.

A wann ee Quellschutzgebiddern seet, ass d'Landwirtschaft automatesch mat concernéiert. Mee gutt Drénkwaasser ass eng Saach, Waasser eleng geet awer net duer, et muss een och eppes z'iessen hunn an duerfir brauch een onbedéngt eng gutt an héichwäerteg

Landwirtschaft. An ech mengen, datt hei um Terrain och scho ganz vill a konstruktiv zesummegeschaff gëtt, och wann heiansdo gemengt gëtt, de Bauer wär deen Elengschëllegen. Dat ass sécher net de Fall. Et gëtt sécher dat eent oder aner schwaarzt Schof, mee de Bauer ass drun interesséiert, héichwäerteg Waasser, héichwäerteg Qualitéit ze hunn, a mécht alles fir ze hëllefen, dat ze realiséieren.

Dat Drëtt ass: Wou kënnen mer nei Capacités hierhuelen? De Moment ass et esou, datt d'Drénkwaasser engersäits aus dem Stau kënn, anerersäits aus de Quellen, aus de Captagen, aus Buerungen, aus Iwwerflächewaasser, aus Fléissgewässer. Ben, de Stau, ech mengen, dee wäert iergendwann u seng Capacitéite kommen. Mir wäerten och hei a Lëtzebuerg keng nei Plaz fannen, wou mer nach eng Kéier Waasser stauen, fir Drénkwaasser hierzestellen. Ech mengen, dat ass aus Ëmweltschutzgrënn, mee awer och einfach d'Akzeptanz an eiser Bevëlkerung, déi ass ganz sécher an där Hisiicht net ginn.

An dann ass et esou, datt – an dat ass absolutt richtig – een net onbegrenzt d'Quellen unzape kann. Mir hunn eng Nappe phréatique, déi an deene leschte Summeren net zougeholl, mee ofgeholl huet. Och déi Wantere waren net onbedéngt dobäi hëllefräich, eis Reserven, eis Nappe phréatique, erëm eng Kéier an Uerdnung ze bréngen. Duerfir muss mer kucken, wou mer aneschtens Waasser hierhuelen. Mir müssen also laangfristeg plangen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Här Kaes, Dir musst zum Schluss kommen.

**M. Aly Kaes (CSV)** | Ech komme gläich zum Schluss, Här President. Mir muss laangfristeg plangen an et ass also ganz kloer, datt eng vun den Alternativen d'Musel ass mat a sech enger Uferfiltratioun, wéi dat am Fachjargon heescht, fir erëm Waasser hierzestellen, zousätzlech Waasser hierzestellen, Drénkwaasser. Ech mengen, dat ass eng Alternativ, déi och scho gepréift ginn ass, an dat schéngt déi warscheinlechst fir d'Zukunft ze sinn.

Eng aner Alternativ, an da sinn ech gläich fäerdeg, eng aner Alternativ ass, ...

**M. Fernand Etgen, Président** | Nee, Dir musst direkt fäerdeg sinn.

**M. Aly Kaes (CSV)** | ... datt mer eis iwwerleeën, wéi mer an der Zukunft eventuell grenziwwerschreidend zesummeschaffen. Um Ofwaasserplang gëtt et jo eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, firwat also net am Drénkwaasserberäich? Egal wat fir e Modell an egal wat fir eng Modeller datt mer sichen, mir müssen et fäerdegbréngen, och laangfristeg eis Drénkwaasserreserven ze assuréieren.

*(Interruption par la présidence)*

Ech mengen, dat ass extrem wichteg, well d'Waasser ass en extrem wichteg Gutt. An deem Sënn, merci fir d'Nolauschteren, an entschëllegt, Här President, datt ech e bëssen ze laang war.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Kaes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen (LSAP)** | Här President, Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dat wat ech Iech soen, wësst Der, mee et ass ëmmer nach schéin, nach eng Kéier drun erënnert ze ginn, dass d'Waasser dat Fundamentaalt ass, wat e Mënsch brauch fir ze liewen. Mir kënnen tëschent zwou an dräi Wochen ouni Essen auskommen, mee nëmme dräi Deeg ouni Waasser. All lieweg Zell an eisem Kierper brauch Waasser, fir kënnen ze funktionéieren.

D'Weltgesundheitsorganisatioun leet den deegleche Besoin fir e Mënsch u propperem Drénkwaasser bei ronn 100 Liter fest. An op eisem Planéit liewen eng 800 Milliounen Leit, déi kee sécheren Accès zu propperem Drénkwaasser hunn. Mir kënnen eis deemno hei zu Lëtzebuerg privilegiéiert fillen, och wa mir eis däers am Alldag wuel ganz seele bewosst sinn.

Den Dagesverbrauch zu Lëtzebuerg beleeft sech en moyenne op 120.000 m<sup>3</sup>. Ronn d'Hallschent dovunner gëtt iwwer 256 Sourcen an 80 Foragen aus dem Grondwaasser gedeckt. Déi aner Hallschent bezéie mer aus dem Uewerflächewaasser, dat aus dem Stauséi vun Esch-Sauer kënn. Duerfir brauch et un sprochsvoll Traitement, dat vum SEBES assuréiert gëtt. A bis elo huet de SEBES eng maximal Capacitéit vu 70.000 m<sup>3</sup> gehat a mat der neier Statioun ass d'Capacitéit op 150.000 m<sup>3</sup> ausgeweit ginn. Dës nei Statioun erlaabt eis et, mat der demografescher Entwécklung vum Grand-Duché zu all Moment kënnen Schratt ze halen.

De Klimawandel ass natierlech e groussen Defi, och fir den Zyklus vum Waasser. Engersäits wäert de Klimawandel d'Precipitatiounen nohalteg beaflossen. An eiser Regioun wäert de Reen tendenziell zouhuelen, zum Deel och, well et manner heefeg schneie wäert. Den eigentleche Problem besteet awer doranner, dass déi Hausse sech net wäert uniform op d'Kalennerjoer verdeelen, mee dass et ëmmer méi zu heftege Reefäll komme wäert, op déi mir net preparéiert sinn. Anewäerts wäerten awer och d'Dréchenten zouhuelen. An dës extrem Wiederphenomeener wäerten an de kommende Joerzénge méi intensiv a méi heefeg virkommen.

Mir müssen eis alleguerten eens sinn, dass mer genuch Terrainen iwwert d'Land verdeelt behale müssen, déi onversigelt sinn. Onversigelt Landschaften sinn eng wichteg Viraussetzung, fir Drénkwaasser produzéieren ze kënnen. Nach ass et esou, dass mir mëttel- a laangfristeg muss Solutiounen um Niveau vun eisen Infrastrukturen fannen. Ech denken hei notamment un erhéicht Capacités fir den Drainage vum Waasser a méi e groussen Duerchmiesser bei Waasserkanalisatiounen.

D'Äntwerte müssen natierlech dem jeeweilegen urbanistesche Kontext ugepasst sinn. Och muss mer waasserduerchlässig Materialien amplaz vu Goudron notzen. Op Parkingen, Trottoiren, Parkanlagen oder Stroossen, iwwerall ass et hautdesdaags méiglech, waasserduerchlässig Uewerflächen ze notzen. D'Politik läit an dëser Fro hannert den technesche Méiglechkeeten hannendran.

Et gëtt nach weider extrem Wiederphenomeener, déi sech zu enger Menace entwéckele kënnen, mat där et ëmmer méi reegelméisseg zu enger Konfrontatioun fir eis kënn. Esou muss zum Beispill sécher gestallt sinn, dass notamment d'Pompelestatiounen fir den Approvisionnement vum Grondwaasser zu all Moment funktionsfäeg bleiwen, och wann duerch en Orkansturm d'Stroumversuergung sollt ënnerbrach ginn.

Den A an den O beim Drénkwaasser ass awer natierlech d'Garantie vun enger konstant gudder Qualitéit. Am Joer 2020 si méi wéi 11.000 Echantillone vum Waasserwirtschaftsamt zesumme mat de Gemengen analyséiert ginn. Déi bekanntst Schuedstoff am Drénkwaasser sinn – wéi soll et och soss sinn – d'Nitrat an d'Pestiziden. D'Pestiziden, déi kënnen, wa se bis eng Kéier hire Wee an d'Grondwaasser fonnt hunn, zéng Joer do bleiwen. Aus deem Grond ass et esou wichteg, dass de Gebrauch vu Pestiziden op den absolute Minimum reduzéiert gëtt. An zanter 2016 ass jo de Gebrauch vu Pestizide fir den Entretien vum Espace public verbueden. Dëst ass eng ganz wichteg

Decisioun am Sënn vun der Qualitéit vun eisem Grondwaasser gewiescht.

A mam groussherzogleche Reglement vum 12. Abrëll 2015 hu mir zu Lëtzebuerg d'Léiere gezunn aus der Kontaminatioun vun eisem Grondwaasser, Stéchwuert: Metazachlor. Ech war och ganz frou, wéi ech d'éinescht e klengen Austausch mat eiser Ministesch hat, déi mer confirméiert huet, dass lues awer sécher de Gehalt vum Metazachlor op deene bekannte Stellen, déi mer jo am Land ausgemaach hunn, wou et jo dann och wierklech zu engem grouse Problem komm ass, dass et lues a lues do erfoget. An ech sinn och ganz frou, dass et e gutt Zesummespill gouf mat de Baueren a mat hire Betriber, fir och do hir Maisplantatiounen ëmzestellen an esou weider, an dass dat eigentlech och lues awer sécher dozou féiert, dass mer vläicht aus deem Derogatiounsmechanismus op Zäit kënnen erauskommen an dass mer erëm mat engem, loosse mer soen, bessere Waasser kënnen schaffen an eisen Opbereedungsanlagen.

D'Gemengen hunn en zentrale Rôle bei der Versuergung vun de Biergerinnen a Bierger mat Drénkwaasser. Si sinn zoustänneg, fir d'Qualitéit vun Drénkwaasser ze iwwerwaachen, mee och, fir d'Biergerinnen an d'Bierger iwwert den Zoustand vun Drénkwaasser ze informéieren an, wat ganz wichteg ass, esou Vertrauen ze schafen.

Den 22. Mäerz ass d'Journée mondiale vum Waasser. Ech mengen, spéitstens dann ass et e gudden Dag, fir sech nach eng kéier duerch de Kapp goen ze loosse, mat wéi engem wäertvollen Element dass mer all Dag konfrontéiert sinn.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Madam Hemmen. An da wier et um honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Benoy (déi gréng)** | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'Waasser ass déi wäertvollst Ressource, déi mer hunn. Mir drénken all Dag zwee Liter Waasser an de Mënsch brauch ongeféier 100 Liter proppert Waasser pro Dag. Zu Lëtzebuerg ass et awer esou, dass mer bei enger Consummatioun vun iwwer 200 Liter pro Dag pro Kapp leien. An et muss ee sech ëmmer erëm soen, dass mir domadder zu engem extreem privilegiéierte Land gehéieren, well Milliounen Leit op der Welt hunn déi dote Chance nämlech net.

An och déi Onofhängegkeet, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, dass mir eist Waasser hei kënnen produzéieren an, soen ech, och hei halen, dat ass eppes, wou mir onbedéngt mussen alles drusetzen, fir dass dat och an Zukunft esou bleift.

Wichteg ass dofir, dass mer, éischtens, an dat ass fir eis ganz kloer d'Prioritéit, eis Ressource Waasser schützen an net verschmotzen an, zweetens, dann och spueren. An dann an enger Laangzäitperspektiv muss mer ons och drëm beméien, fir nei Ressourcen fir d'Waasser ze fannen, wéll mer dat einfach an den nächste Joren och brauchen.

Ech komme fir unzefänken op de Volet vun dem Schützen. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng 270 Quellen an och nach eng ganz Rei Pëtzer oder Foragen. Wichteg ass eeben, dass mer déi Quelle propper halen, well all Opbereedung, a mir maachen eng ganz Rei Opbereedungen zu Lëtzebuerg, ass nämlech intensiv an och deier. Wa mer awer e gudden Schutz virdru maachen an d'Waasser propper ass, wann et aus der Quell erauskënnt, da gëtt dat ons vill méi bëlleg. An do muss een einfach och soen, dass mer zënter der leschter Regierung wierklech ganz grouss Spréng gemaach hunn, wann et drëms geet, fir eis Drénkwaasserressourcen ze schützen, well iwwer 90 % vun de Quelle si mëttlerweil an der Prozedur, fir geschützt ze ginn oder si scho geschützt.

Mee wann ee sech dann awer d'Realitéit um Terrain ukuckt, da gesäit een trotzdeem, dass bei eisem Grondwaasser eng 50 % vun de Waasserkerper net an engem gudden cheemeschen Zoustand sinn. Dat heescht, trotzdeem mierke mer, dass all dat Drénkwaasser, wat mer hunn, net onbedéngt esou gutt ass, dass mer et net mussen opbereeden. Konkreet bedeit dat, dass am Joer 2021 Drénkwaasserfaassung fir 62.000 Awunner wéinst Qualitéitsproblemer net a Betrib waren. Also dat Waasser war esou schlecht, soen ech, dass mer et net drénke konnten. A bei aneren Drénkwaasserquellen, déi mer hunn, wësse mer, dass Waasser muss bäigemëscht ginn, wat propper ass, fir dass mer se eebe kënnen benotzen.

Do wëll ech also da ganz kloer soen: Mir mussen nach vill dru schaffen, fir dass eis Quellen nach besser geschützt ginn. An de Gros vum Problem – an ech wëll et dann och méi däitlech soe wéi e Virgänger vu mir – sinn awer déi diffus Antrëg, déi mer aus der Landwirtschaft schaff hunn. Mir hu ganz kloer – a mir sollen d'Kand beim Numm nennen – Belaaschtungen duerch Nitraten oder duerch Pestiziden an déi sinn héich an de Quellen a mir mussen kucken, fir déi erfodredrücken.

An ee Véierel ongeféier vun onse Waasserschutzzone sinn eeben och landwirtschaftlech Flächen. Dofir ass d'Verschlechterung, déi mer hei hunn, och wierklech eng Realitéit an d'Landwirtschaft muss dofir an d'Veantwortung geholl ginn. Mir hunn dat schonn: Mir hu landwirtschaftlech Kooperatiounen, mir hunn och finanziell Ënnerstëtzungen. Mir dierfen eis do net zrëckleenen a mir mussen op alle Fall kucken, déi nach weider ausbauen. De Quellschutz ass immens wichteg, fir längerfristeg eisen Drénkwaasserbedarf oprechtzuerhalen.

Den zweete Punkt ass kloer d'Spueren. Mir brauchen en effikassen Ëmgang mat onsem Waasser. An do huet de Ministère gerecht, dass mer op engem Horizont bis 2040 nach vill Aspuepotenzial hu bei den Haushalter, bis zu 30 % Aspuepotenzial, virun allem andeems mer d'Reewaasser respektiv d'Growthaasser notzen, andeems mer Waasserspuearmaturen asetzen, awer och duerch net technesch Mesuren, also zum Beispill, dass een duscht amplaz an d'Bidde ze goen, Sensibiliséierung an esou weider an esou fort.

D'Landwirtschaft huet och e Potenzial vun ongeféier 30 % fir ze spueren, d'Industrie 17 %, dat alles si Chiffere bis 2040. Ech wëll domadder kloer soen, dass mer eis an Zukunft nach méi Mesurë mussen ginn, fir dat Spuepotenzial och ëmzesetzen. Do ass all Einzelne gefuerdert, do ass d'Industrie gefuerdert an och d'Landwirtschaft ass gefuerdert. Firwat net zum Beispill nach vill méi an d'Richtung goen, dass een zum Beispill seet, wann en neit Haus gebaut gëtt, dass do och kloer muss op eng Reewaassernotzung zrëckgegraff ginn.

Vläicht nach ee weidere Punkt, deen ech kuerz wollt uschwätzen: Dat sinn d'Verloschter, déi mer um Reseau hunn, also bei de Leitungen, do si mer bei enger Héicht vun 9 %. Wéi ech dee Chiffer héieren hunn, hunn ech mer natierlech d'Fro gestallt: Wéi gesäit et da bei menger Gemeng, der Stad Lëtzebuerg, aus? An der Stad Lëtzebuerg gëtt et am Ganzen 2 % vun de Volummen, déi verluer ginn. Dat ass an Fong e ganz gudden Wäert, dee seet, dass d'Reseae ganz an der Rei sinn. Ech hunn awer e bësse riets a lénks nogefrot an et si Kolleegen aus anere Gemengen, déi mer gesot hunn, dass et zum Deel Gemenge gëtt, déi bei iwwer 10 % Verloschter op hirem Reseau sinn, wou een also kloer muss soen, dass nach laang net iwwerall am Land déi Reseauen esou sinn, wéi se sollte sinn. An hei muss op alle Fall nach méi opgepasst ginn, fir dass mer eis Ressourcë méi effikass notzen.

Dann drëtens: déi nei Ressourcen. D'SEBES-Anlag, et gouf och scho gesot, do ginn elo duerch déi nei Anlag d'Capacités an d'Luucht. An awer wësse mer, och wa mer méi Quellschutz maachen, a wa mer och méi aspueen, dass mer längerfristeg nach e weidert Standbee brauchen. Do lafe jo och déi néideg Etüde fir ze kucken, dass mer eng Opbereedungsanlag fir Drénkwaasser un der Musel kréien. An et gëtt jo och geso, bei de Bedarfsanalysen, dass mer dat am Horizont vun den nächsten 20 Joer mussen maachen.

Ech kommen zum Schluss. D'Prioritéit läit fir eis Gréng op alle Fall um Ressourcenschutz. A wéi ech et och scho gesot hunn, mierke mer, dass mer doran nach laang net perfekt sinn. Mir hu méi Ausweisung gemaach an trotzdeem mierke mer, dass d'Waasser, wat mer aus de Quelle kréien, ëmmer nach belaauscht ass, also brauche mer weiderhin nach konsequent Programmer a Moossnameprogrammer dofir. An hei ass virun allem d'Landwirtschaft gefuerdert.

Mir brauchen och eng konsequent Spuestrategie. Mir hu bis 2040 ongeféier 24 % vum spezifesche Pro-Kapp-Verbrauch, déi mer nach kënnen aspueen. Dat maache mer, andeems mer Verhalensännerunge maachen, andeems mer Reen a Growthaasser anescht notzen, andeems mer aner Apparater notzen. Hei ass also wierklech jiddwereen, mengen ech, gefuerdert, eng Hand mat unzepaken, dat wierklech am Sënn dovunner, dass mer eng optimal Versuergung mat propperem Drénkwaasser fir jiddwereen hunn a virun allem och nach fir déi nächst Generatiounen an dass mer als Land bei deem heite Punkt esou onofhängeg bleiwen, wéi mer et bis elo scho sinn.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Benoy. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup (ADR)** | Merci, Här President, an och merci dem Gusty Graas fir dës dach awer wichteg Debatt. Dir bréngt jo ëmmer erëm d'Waasser hei an de Mëttelpunkt vum Gespréich, an ech fannen dat ganz gutt esou.

Ech ka mech och villem vun deem, wat do gesot ginn ass, uschléissen, grad wat d'Qualitéit vum Waasser ugeet. Ech kann net an den Detail vun deene Saache goen, mee ech mengen, dat ass ganz richtig a mir hunn eng relativ gutt Qualitéit. A mir mussen alles derfir maachen, dass déi Qualitéit vun eisem Drénkwaasser déi néideg Qualitéit eeben huet an dass se gutt bleift.

Wou ech vläicht net esou ganz dermat d'accord sinn: Et ass geschwat gi vun engem klengen Damoklesschwäert. Ech géif éischer soen, dass et e grousst Damoklesschwäert ass, wat hei iwwer eis schwieft. An ech wëll do den Direkter vun Waasserwirtschaftsamt zitieren, de Jean-Paul Lickes, deen a senger Fonctioun als Gemengerot an der Gemeng Habscht virun dräi Joer fir d'DP gesot huet – ech zitieren aus dem Wort –: „Er zeichnete ein düsteres Bild, was die künftige Versorgung des Großherzogtums angeht. Das Land werde bereits in zwei bis drei Jahren mit Trinkwasserknappheit zu kämpfen haben, sollte sich die derzeitige Entwicklung fortsetzen, so Lickes.“ Dat war also virun e bësse méi wéi dräi Joer. Mir sinn elo an där Situatioun. Et ass vläicht nach net gradesou schlëmm, mee et ass awer dat, wat op eis zoukënn.

An de Grond dofir, dee kennt Der och alleguerten – Waasser gëtt gespuert, et kéint ee sécher nach méi maachen –, mee den Haaptgrond, dat ass de Wuessstum. An ech mengen, mir kommen net derlaanscht, wa mer déi Diskussioun hei ronderëm d'Waasser féieren, eeben de Wuessstum, de Bevölkerungswuessstum haapt-sächlech, ze thematiséieren.



Virun 20 Joer – et ass scho gesot ginn –, war eng Diskussioun iwwert de 700.000-Awunner-Staat. Do ass deelweis dann en Horrorzenario opgemoolt ginn, deelweis ass awer och einfach op d'Geforen higewise ginn, déi op eis laueren, wa mer op 700.000 Awunner zouginn. Elo kréie mer gläich 700.000 Awunner, a wann ech kucken, wéi deemools d'Diskussioun gelaf ass – do gëtt et nach ganz interessant Bicher vum Romain Kirt aus där Zäit, deen dat beschriwwen huet –, da ginn et effektiv ganz vill Problemer, déi mer deemools net haten, déi mer haut hunn! An dat eeben duerch deen onwarscheinlechen Turbowuesstum, duerch déi onwarscheinlech Zounam vun der Bevëlkerung.

Ech mengen, all d'Leit, déi hei an d'Land wunne kommen, déi brauche Waasser, déi ginn op d'Toilette, déi wäsche sech d'Hänn, déi drénken och Waasser. An iwregens net nëmmen déi Leit, déi hei wunnen, mee och d'Frontalieren, an dat féiert natierlech och dozou, dass d'Moyenne vun den Awunner natierlech an d'Luucht geet, well d'Frontaliere jo awer hei am Land och ganz vill Waasser konsuméieren.

Wa mer natierlech alljoers 12.000 Awunner méi kréien, dat ass dat, wat mer déi lescht Joren an der Moyenne haten, a wa mer alljoers 7.000 Frontaliere méi kréien, dat ass dat, wat mer an de leschte Joren haten, da kënnt noutgedrongen iergendwann eeben deen Noutstand mam Waasser. An da mussen mer hei Äntwerte fannen, wou mer d'Waasser hierkréien oder – an dat wier eng vun de Léisungen, déi ech géif iergendwéi awer hei bevirdelegen – mir mussen einfach kucken, fir dee Wuesstum e bëssen an de Grëff ze kréien a fir deen ofzubremsen.

Et gëtt dovunner geschwat, wat fir Léisungen et gëtt. Et gëtt Etüden. D'Musel? Huele mer Waasser aus der Musel? Musse mer dat propper maachen? Pompele mer dat aus dem Dall erop an da gëtt dat iwwerall verdeelt? Ass dat wierklech dat, wat d'Lëtzebuurger dobausse wëllen? Ass dat wierklech dat, wat wierklech gutt ass? Mir hu bis elo proppert Waasser gehat.

Allgemeng ass et eeben einfach de Mangel, de Mangel a ville Beräicher, dee Suerge mécht. An dat ass och net nëmme beim Waasser. Mir kommen duerno nach zu engem aneren Thema, wou et ëmmer erëm dat selwecht ass, et feelt einfach hei am Land u ganz villem. An dat ass, well mer esou schnell wuessen.

A meng Fro ass dann déi, déi och scho gestallt ginn ass: Wa mer weider esou stramm wuessen an déi Bevëlkerungszounam hunn, wann déi esou massiv bleift, wéi kënne mer dann d'Waasserversuergung garantéiere respektiv wéi gedenken d'Ministeren d'Waasserversuergung ze garantéieren? Well dat si jo och Saachen, déi missten awer da schnell decidéiert ginn, a mir si jo net grad bekannt dofir, dass mer schnell Saache kënnen ëmsetzen!

Voilà! Ech géif soen, dat Wichtigst ass, mir verhënnere den Eng-Millioun-Awunnerstaat, da léise mer domadder de Waasserproblem an da léise mer domadder ganz vill aner Problemer, an da léise mer iwregens och domadder de Logementsproblem.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Keup. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, d'Waasser ass d'Grondbedéngung vum Liewen. Ouni Waasser ass kee Liewe méiglech. Proppert Waasser fir den direkte mënschleche Konsum ass genesou iwwerliewenswichtig fir eis wéi fir all aner biologesch Virgänger ronderëm eis.

Domat ass kloer, dass d'Aufgab, fir genuch Drénkwaasser a gudder Qualitéit ze garantéieren, eng vun den zentralen Aufgaben, wann net déi zentraalt Aufgab ass, déi d'öffentlech Hand huet an och onbedéngt behale muss. An domadder ass och kloer, dass d'Waasser e limitéierende Facteur ass. Net d'Waasser passt sech de Besoinen un, mee mir mussen eis als Gesellschaft dem Waasser upassen, fir et emol e bësse vereinfacht duerzestellen.

Dëse grondleeënde Constat schéngt awer net wierklech wäit virgedrongen ze sinn, zumindest net an der Regierung, wann ee sech ukuckt, wéi mam Waasser ëmgaange gëtt, éischstens, wat d'Reserven oder besser gesot d'Produktiounsméiglechkeete vun Drénkwaasser ugeet. Hei gëtt scho méi laang virdu gewarnt, dass an zirka 20 Joer d'Drénkwaasser bei ganz héijem Bedarf, zum Beispill op engem waarme Summerdag, kéint knapp ginn, trotz der Extenssioun vun der Produktioun vun dem SEBES, déi mir jo d'lescht Joer hei gestëmmt hunn.

Am drëtte Waasserbewirtschaftungsplang vun der Regierung selwer, deen aktuell virläit, geet souguer rieds dovun, dass dës Enkpäss schon 2031 kéinten antrieden, dat ass quasi muer! Obwuel dëst also bekannt ass, kënnt dës Plang awer dann net zur Konkusioun, dass d'Waasserversuergung de bestëmmende Krittär muss sinn, fir wirtschaftspolitesch oder urbanistesche Decisiounen ze huelen. Nee, verschidden Aktivitéite wéi en Datacenter oder eng Jugurtsfabrick mat enorm héijem Waasserverbrauch si souguer op Lëtzebuerg gelackelt ginn an de Wirtschaftsminister huet och nach bedauert, dass et net virugeet oder dës Projeten da guer net zustane kommen. Schwätzt an der Regierung kee mateneen? Oder wéi mussen mir dat verstoen?

Zweetens komme mir op d'Qualitéit vum Waasser ze schwätzen. Duerch d'EU-Kaderdirektiv vun 2000, déi 2008 hei ëmgesat gouf, wär et d'Zil gewiescht, dass all d'Gewässer mindestens e gudden Zoustand kritt hätte bis 2015. 2022 ass d'Qualitéit vum Waasser an dem Drénkwaasser am Speziellen nach ëmmer e grouse Problem, deen net manner ginn ass. D'Grënn dovunner si bekannt. Sëlleg Rapporten an Etüden hunn an der Lescht gewisen, dass natierlech déi haut dominant Aart a Weis, fir Landwirtschaft ze bedriewen, Ueweflächewaasser souwéi Grondwaasser mat Réckstänn vum Planzeschutzmëttelen an Dünger belascht.

De Bewirtschaftungsplang gesäit awer hei och keng Mesur vir a verstoppt sech dann hannert dem Landwirtschaftsministère, dee mam neie Plan de développement rural Mesurë misst ergräifen. De Waasserschutz ass awer eng iwwergräifend Aufgab, déi net wéi eng waarm Gromper hin- an hiergereecht ka ginn.

Mee domadder ass et natierlech net gedoen. Vill Gebrauchsgëgestänn, Medikamenter, Verpackunge vu Produkter an esou virun hu gesondheetsschiedlech Inhaltstoffe, déi no an no an eise Gewässer landen. D'Kläranlage kënnen dat net alles aus dem Waasser erausfilteren an déi Stoffe passéieren jo och oftmools guer keng Kläranlag, well se iwwer aner Weeër an d'Waasser kommen. D'Konsequenz ass, dass d'Opbereedung vum Drénkwaasser doduerjer ëmmer méi opwändig gëtt a soumat natierlech och ëmmer méi deier.

Da si mer scho beim drëtte Volet, nämlech beim Präis vum Waasser. Dee gëtt zu Lëtzebuerg och opgrond vun EU-Virgäbe käschtedeckend festgeluecht. Domat geet de Präis no an no erop fir d'Stéit, an hei besonnesch déi fix Undeeler vum Präis, op déi e Stot net iwwert de Verbrauch awierke kann. Dat gëtt mam Pollueur-payeur-Prinzip begrënt. Mee wéi beim Klimaschutz och, ass de Pollueur meeschtens net de Payeur, well wann de Pollueur tatsächlech d'Waasserwirtschaft zu

Lëtzebuerg misst finanzéieren, da wier et warscheinlech ganz séier eriwwer mat der Verschmutzung.

Här President, wann ee sech de Waasserbewirtschaftungsplang an d'Kriticken, déi dorunner geäussert goufen, ukuckt, da stinn engem d'Hoer zu Bierg. Virum Constat vun enger schlechter Qualitéit vum Waasser an de Grënn fir dës Situatioun gi keng zilféierend Mesuren ergraff, fir dës Situatioun ze verbesseren. Vun de Mesuren, déi am leschte Programm stoungen, ass scheinbar just e Brochdeel ëmgesat ginn. De Mouvement écologique beziffert dat op 8 %. Et feelt u wichtege Erhiewungen, um Suivi vu Mesuren an un der Ëmsetzung, also un allen Ecken an Ennen. Dat ass an eisen Aen e ganz graven Dysfonctionnement!

Wéi erkläre mer eis deen? Ech hu gëschter mam franséische Soziolog Pierre Bourdieu argumentéiert. Fir hie gëtt et déi riets an déi lénks Hand vum Staat. Déi riets steet fir Finanzen, Wirtschaft a Sécherheet, déi lénks fir Soziales, Gesondheet, Schoul an Ëmwelt. Déi riets priméiert ëmmer, et ass d'Hand, déi de Staat féiert, déi lénks muss sech deem ëmmer ënneruerdnen! An dat gesi mir hei och ganz kloer.

Eppes steet fest: D'Ëmweltministesch huet e schwéiere Stand. D'Bëschstierwen, de Verloscht un Aarte villfalt, Iwwerschwemmungen an Dréchenten duerch de Klimawandel, d'Waasserwirtschaft, alles dat fält ënner hire Beräich. Um Enn bleift fir eis just d'Feststellung, dass dës ekologesch Krisen trotz grénger Regierungsverantwortung kee méi e grouse Stellewäert op der Prioritéitelëscht vun der Regierung kritt hunn. Leider!

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Op Ärem Gebuertsdag geet et jo vill ëm d'Waasser haut. De Weltwaasserdag ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Dat ass, well ech es esou vill drénken.

(Hilarité)

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech sinn dovun ausgegangen, Här President.

(Interruption)

Um Weltwaasserdag soll een awer och nach eng Kéier drun erënneren, dass weltwäit net jiddereen d'Chance huet, fir proppert oder iwwerhaapt Drénkwaasser ze hunn. Et sinn iwwer 800 Milliounen Leit, déi net déi Chance hunn. An déi Zuel, déi ech erausgesicht hunn, wéi mer op de Regierungssäiten ënnerwee waren, well déi wierklech informativ sinn – do kann ee se och eemol luewen –, op ëmwelt.lu, dat ass déi, an déi huet mech e bësse schockéiert, dass all Dag 5.000 Kanner stierwen, well se direkt oder indirekt mat knaschtegem Waasser a Kontakt kommen. Dat huet mech e bësse schockéiert, dass déi Zuel esou héich ass. Fir et nach eng Kéier ze soen: 5.000 Kanner, wéi um Regierungssite steet.

Dofir ass et och ëmsou méi wichtig, wa mer eng Aussepolitik an eng Wirtschaftspolitik maachen, dass mer och do d'Waasser mat am A behalen. Et kann net sinn, dass mer a verschidde Länner fueren an do déi schéinsten Deale maachen – also Dir als Regierung – an awer vläicht net iwwert d'Thema Waasser schwätzen, net kucken, ob déi Leit och dat Waasser hunn.

Huele mer vläicht Länner wéi Dubai, ech mengen, déi waren elo ganz negativ opgefall mat hirem Waasserverbrauch, déi Megacity, dat ass en Thema, dat ee muss uschwätzen. Ech mengen, et kann ee vill

Theemen uschwätzen, mee awer och de Waasserverbrauch, de Waasserverbrauch an esou enger Megacity, wann een op esou eng Expo geet an dat finanziert. A grad dat – et si jo elo e puer Leit, déi dohinnerfléien, also, ech war nach ni do, ech fléien och net mat, mee e puer Leit awer – ass bekanntlech eng Wüüst, fir déi, déi et nach net woussten. Dat heescht, mir musse kucken, wa mer wirklech mat deene Pavillonnen an allem ënnerwee sinn, vläicht an eiser Aussepolitik an an eiser Wirtschaftspolitik och e bësse méi Wäert op d'Waasser ze leeën, wa mer wëssen, dass all Dag 5.000 Kanner stierwen oder 800 Milliounen Leit nach ëmmer net déi Moyenen hunn.

Dofir soe mir Piraten och ganz kloer, dass d'Waasser néierens op der Welt dierf privatiséiert ginn. Mir wieren eis konsequent géint eng grouss Firma, déi mat engem „N“ ufänkt a mat „estlé“ ophält.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dat ass fir eis e Skandal, wann ee kuckt, wéi déi zu Vittel oder enzweuschen anescht hir Waasserproduktioun kommerzialiséieren an déi Leit do herno näischt méi hunn! Firwat schwätzen ech dat un? Dat ass elo net direkt Lëtzebuerg, an awer, déi sinn nämlech hei an der Vente. Dat kann een alles awer hei zu Lëtzebuerg konsuméieren, et kann een et kafen. Sécherlech ass de Konsument do ze sensibiliséieren, mee et ass awer vläicht och ze soen, dass verschidde Firmen ... Déi Firma, déi ech elo genannt hunn, déi ass an Afrika nach vill méi schlëmme ënnerwee, wéi se dat zu Vittel oder iergendwousch a Frankräich mécht. Ech mengen, déi Dossiere sinn Iech alleguerten bekannt.

Dofir soe mir Piraten ganz kloer, dass d'Waasser op kee Fall dierf privatiséiert ginn!

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Zu Lëtzebuerg hu mir – zumindest an deem Gemengerot, wou ech vertruede sinn – scho méi oft d'Positioun ageholl, dass mer der Meenung sinn, dass de Waasserpräis muss verännert ginn. Mir Piraten sinn net der Meenung, dass de Fix esou héich soll sinn, mee dofir awer de Variabel vu mir aus 10-, 20-, 30-mol méi héich. Well et ka jo net sinn, dass een, dee vill verbraucht, doduerch, dass de Fix schonn héich ass, herno awer net esou, kommt, mir nennen et „richteg bestrooft“ gëtt, wann en dann Ëmweltschied mécht an d'Waasser quasi verhonzt fir de Pool, den Auto oder wat net nach alles, an do effektiv net esou vill méi bezilt.

Dat heescht, de Fix muss erof, dofir muss de Variabel awer vill méi héich sinn, wann ee vill méi Waasser verbraucht. Ech weess, dat ass eng kleng Revolutioun am Waasserpräis, mee dat ass awer d'Meenung, déi mir Piraten vertrieeden, dass de Fix erof muss goen, dass de Variabel muss vill méi héich sinn, fir dass ee ganz kloer do kann usetzen, wou ze vill Waasser verbraucht gëtt.

An et ass jo schonn e puermol ugeklongen, dass Lëtzebuerg dann iergendeng Kéier wëllt d'Musel unzapen. Do ass awer meng Fro dann un d'Ëmweltministesch, wéi et dann do ass mat de Reschter vu Cattenom, well bekanntlech gëtt Cattenom gespült duerch d'Musel. Wéi ass et dann do mat de Reschter, déi do herno wäerten dra sinn? Dat ass awer fir mech elo e bësse riskant, wa mer herno soen, d'Leit sollen dat drénken, wa Cattenom domadder seng Reaktere spullt.

(Brouhaha)

Dann hu mir och schonn e puermol, zumindest op kommunaler Ebene, ugemierkt, national ass dat e bësse méi schwierig, dofir war ech e bësse verwonnert iwwert dee grénge Spriecher: Mee wann ee Waasser

wëllt spueren, kann een direkt higoen an zum Beispill d'Gebaier esou maachen, dass se Reewaasser opfänken.

**Une voix** | Natierlech!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo, Dir sot „natierlech“, mee mir ass awer elo net bekannt, dass Äre Baute-minister dat grouss op all de Gebaier elo gemaach hätt rezent. Also fir all déi Gebaier, déi hei duerch d'Chamber gaange sinn, do mengen ech net, dass do grouss op de Waasserschutz oder iergendepes esou opgepasst ginn ass.

**Une voix** | Ech menge schonn!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir kënt mir da jo nach erklären, wéi eng Gebaier konkret zum Beispill Toilette mat Reewaasserversuergung hunn oder soss eppes. Dat géif mech nawell interesséieren! Wéi eng grouss Projeten hutt Dir als gréng Partei do am Baute-ministère matkritt?

Dann nach eng Fro un d'Ministesch. Ech hat jo e puer Question-parlementaire gestallt, mee Dir kënt mer hei nach eng Kéier soen, well dat hat ech nach net gefrot, wat dann elo geschitt, wann de Stau eidel gemaach gëtt, wéi mer da mat der Drénkwaasserversuergung hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Ronne kommen, well da feelt jo awer eng ganz grouss Quantitéit. Wësst Der do schonn, wéi Der dat géift maachen? Dir hutt mer gesot, et géif an e puer Joer iergendeng Kéier dozou kommen. Wéi géif dat da stattfannen?

An dann nach, meng Zäit ass em, eng ganz kleng Anekdote – an ech wëll dem Här Graas och Merci soe fir seng Heure d'actualité –, déi dem Här Graas vläicht och gefält. Et ass nämlech esou, dass een op d'Sportfëscher muss lauschteren a kucken, well si sinn déi, déi als Éischt matkréien, wann an eise Gewässer eppes net fonctionéiert. An dofir si si déi, déi eigentlech wichteg sinn, fir dat ënner Kontroll ze halen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Erlaabt Der, datt den Här Benoy Iech eng Fro stellt?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Gären. Ech kréien elo gesot, wou hei Toilette mat Reewaasser sinn.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Nee, Fait personnel dann. Ech verweisen op d'Question parlementaire (QP) Nummer 4212 vum Max Hahn, wou de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Baute genau oplëscht, wat do alles vum Staat gemaach gëtt.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | A, ech hat gemengt, Dir géift mer elo soe wéi vill. Mee ech ka se awer eraussiche goen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci fir déi Präzisioun.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Ech kann Iech d'QP och virliesen, wann Der wëllt, Här Goergen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Villmools merci, Här President. Iech nach alles Guddes zu Ärem ronnen Gebuertsdag ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci.

**Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | ... an natierlech dem Här Graas e ganz grouse Merci, dass mer haut dierfen deen Debat hunn, virgelagert zum Weltwaasserdag, wou d'Theema jo ass: „Grondwaasser. Maacht dat Onsiichtbaart siichtbar“. An ech si frou, dass d'Chamber sech mat deem wichtige Thema vum Waasser, insbesondere, wéi et an Ärer Ufro war, vum Drénkwaasser a vun der Versuerungssécherheet haut beschäftegt. An ech wëll och alleguerten den Deputéierten e ganz häerzliche Merci soe fir hir konstruktiv Approche zu deser Heure d'actualité.

Jo, Drénkwaasser zu Lëtzebuerg, dat bedeit all Dag ronn eng 121.000 m<sup>3</sup> Waasser aus den ëffentlechen Drénkwaasserreseauen. Déi gi verbraucht gréisstendeels vun den Haushalter, dat sinn eng 60 %, dann natierlech vun dem tertiäre Secteur mat 10 %, der Industrie mat 11 % an der Landwirtschaft mat tëscht 9 % an 10 %. An dann hu mer awer och d'Fuitten, 9 %, den Här Benoy hat déi d'ailleurs ugeschwat, wou mer natierlech alleguerten, insbesondere och d'Gemengen, mat an der Responsabilitéit sinn, fir dass mer do och usetzen, fir déi Fuitten ze detektéieren. A 50 % vun eise Waasser komme vu Quellen aus dem Grondwaasser eraus, 50 % awer och, a vill Virriedner hunn dat gesot, vun eiser Opbereedung beim SEBES uewen um Stauséi. Dat ass also Iwwerflächegewässer.

A vläicht rezent Donnéeën – den Här Keup hat gemengt, mir wäeren direkt an enger Katastroph. Et ass esou, dass wéinst dem Covid, wéinst dem Erroffere vun der Wirtschaft, awer och wéinst engem méi naasse Summer, d'Situatioun sech dierch an deem leschte Joer liicht entspaant huet, wat d'Drénkwaasser ugeet, wat eis awer net vun der Flicht entbënt, dass mer wirklech virausschauend plangen, wann et em d'Drénkwaassersécherung geet.

Während mir hei an deem héijen Haus de Kader setzen, wat d'Drénkwaasser ugeet, ass et esou, dass d'Gemengen, an insbesondere och sechs Gemengesyndikater, d'Geschécker leeden a Responsabilitéit iwwerhuelen, wann et em d'Drénkwaasserversuergung vun de Leit geet. An do muss mer an do wëlle mer Hand an Hand schaffen, och wa mer déi nei Direktiv ëmsetzen, déi et gëtt am Kader vum Drénkwaasser. Déi ass jo entstanen aus engem grouse Biergerbegier, dass Accès zum Waasser a ganz Europa soll garantéiert ginn.

An ech kann Iech elo hei och scho soen: Mir waren an deene leschte Méint a ganz villen Echanging, ënner anere och mat de Gemengeresponsablen, a mir wäerten en Tour maachen duerch d'Gemengen, fir si op déi nei Defie virzubereeden, well do komme jo d'Micropol-lueuren derbäi, do kommen nei Parameteren derbäi. Do geet et em d'Sensibiliséierung an d'Virbereedung vun de Gemengen. An dat wäerte mer natierlech zesumme maachen.

A fir op Iech nach eng Kéier anzegoen, Här Goergen: D'Drénkwaasserversuergung ass zu Lëtzebuerg a bleift och zu Lëtzebuerg an ëffentlecher Hand! Dat wäert och schonn eleng esou bleiwen, well et gesetzlech ass, an net nëmme, well Leit et hei soen, mee well et gesetzlech esou festgehalten ass! An dat ass richtig an dat ass wichteg. An ech hoffen, dass jidder een an deem héijen Haus dat och deelt.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | D'Drénkwaasserqualitéit hei zu Lëtzebuerg ass d'ailleurs gutt. Mir hunn dat beschkontrolléiert Liewens-mittel mat engem ronn 6.500 Analysen am Joer, déi hei gemaach ginn. 99 % si konform. Do, wou se net konform sinn, gëtt direkt gewarnt. D'Bevëlkerung gëtt



informéiert, et gëtt Pläng, déi goufen zesumme vun der Waasserverwaltung ausgeschafft, fir de Versuerger eng Hëllefstellung ze ginn. An do hu mer wierklech gutt Mechanismen, fir dass dat Vertrauen an dat wichtegst Liemesmëttel, d'Drénkwaasser, wat vum Krunn kënnt, och erhalte gëtt.

A mir wäerten dëst Fréijoer nach Formationen fir d'Gemengen organiséieren, grad well mer déi Sécherheet bei de Gemengen nach wëlle schäerfen, d'Wichtigkeet vu ganz gudden Infrastrukturen, well bei den Drénkwaasserinfrastrukturen – an do schwätze mer vun de Behälter, vun de Quellen, vun de Reseauen –, do ass et immens wichteg, an ech mengen, d'Cécile Hemmen hat dat gesot, dass eis Infrastrukturen gutt an der Rei sinn. An och do, muss ee soen, hu mer zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore ganz vill Aarbecht gemaach.

Zanter 2006 gëtt et en „Drëpsi“, fir d'Drénkwaasser-versuerger ze belounen, wa se gutt Aarbecht maachen. An 2018 hu mer eng nei Fiche technique, de Water Safety Plan, virgestallt a mir hunn och gesinn, dass d'Acteure vum Drénkwaasser dat direkt ugeholl hunn. Schonn ongeféier 60 % vun de Versuerger hunn zu Lëtzebuerg deen Tool, dee Water Safety Plan, quasi vollstänneg ausgefëllt, soudass mer och deemnächst wäerten d'Gemengen nach eng Kéier kënne belounen – dat wäert d'nächst Joer sinn, wa mer souwäit sinn – mat Labelen, wa si hir Hausaufgabe maachen, wat hir Drénkwaasserinfrastruktur betrëfft, wa si do um richteg Wee sinn. Well dat gesäit keen, an dat sinn awer wichteg Investissementer, déi eis Gemenge maachen!

An ech wëll och ganz kloer betounen: Do spillt Lëtzebuerg mat deem, wat d'Waasserverwaltung zesumme mat de Gemengen opgestallt huet, an der Volontéit, déi dohannertstécht, an de leschte Joren eng Virreiderroll a mir sinn elo scho prett fir déi nei Direktiv. Do kënne mer soen: Mir sinn do wierklech net eréischt 2029 prett – well an der Direktiv steet, dass mer déi Risikoapproche do mussen bis 2029 ëmgesat hunn. Nee, mir komme vun engem schlechte Schüler, deen huet misse Strof bezuelen, awer elo iergendwéi an d'Gefilde vun: „Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng grouss Sensibilitéit an eng Drénkwaasserschutzkultur.“

Dat gëllt d'ailleurs net fir all d'Beräicher, a mir wäerten och nach mussen am Beräich Nitrater zesumme mat der Landwirtschaft ganz grouss Efforte maachen. Dat sollt een och op dëser Plaz soen. De Volet Drénkwaasser, do géif ech awer soen, do ass vill geschitt.

An da kommen ech op de preventive Schutz, op d'Drénkwaasserschutzzonen, well och dozou gouf et Froen hei aus dem Raum. Hate mer 2013 eng fäerdeg Schutzzone ëm de Stauséi, déi scho laang existéiert huet, an de Prozeduren, esou hu mer haut hei zu Lëtzebuerg 45 Schutzzone, déi duerch Règlement ausgewise sinn, an 8 weiderer, déi ënnerwee sinn an de Prozeduren, wat dann 83 % vun de Quellen a Buerungen ausmécht, déi hautzudaags hei zu Lëtzebuerg zesumme mat de Gemengen, déi jo och d'Etüden hu misse maachen, wou mer eng wëssenschaftlech Basis hunn, geschützt sinn oder schonn ënnerwee sinn, fir geschützt ze ginn.

An et geet net nëmmen duer, dass déi Schutzzone ausgewise sinn. Mir hunn och an de leschte Joren, an de Gusty Graas hat et erwänt, zesumme mat der Landwirtschaft Pilotprojete wéi d'LAKU ronderëm de Stauséi ugefaange konkret um Terrain. Op dëser Plaz muss een och nach eng Kéier soen: Mir hunn nach ganz grouss Defien.

Mee mir hunn awer och an deene Kooperatiounsmodeller, déi mer opgebaut hunn, dat géigesäitegt Verständnes geschäert, de landwirtschaftlechen Acteure gewisen: Do an do hapert et nach, do mussen mer eis méi ustrengen! Well jiddereen, deen ech kennen,

mat deem ech an deene leschte Joren ze dinn hat, wëllt hëllefen, dass net nëmme gutt Liemesmëttel produzéiert ginn, mee och proppert Waasser produzéiert gëtt. An do an déi Richtung mussen mer weider schaffen. De preventive Schutz ass ëmmer dee gënschtegste Schutz. An da kréie mer iergendwann, hoffentlech, och dat Waasser fir 60.000 Leit, wat am Moment ausser Betrieb ass zu Lëtzebuerg, iergendwann erëm viabiliséiert doduerch, dass mer et preventiv schützen.

Déi Moosnameprogrammer, déi haut an de Waasserschutzgebieder gemaach ginn, sinn d'ailleurs alleguerte mat der Landwirtschaft a mat de landwirtschaftlechen Administratiounen gemaach ginn. De Landwirtschaftsministère bezuelt haut Aiden a mir maachen en „top-up“ iwwert de Waasserfong. Mir hunn dat hei an dësem Haus beschloss gehat, wéi mer d'Waassergesetz geännert hunn, soudass haut järelech awer ronn 2 Milliounen iwwert déi Mesuren an d'Landwirtschaft ginn. An ech kann Iech soen, mir hunn nach Sputt no uewen, well geplangt vun eiser Säit ass, fir 4 bis 6 Milliounen am Joer kënne ze investéieren. Dat heescht, wa mer elo nach weider Faart ophuelen, an ech hoffen dat, well mer mëttlerweil vill Waasseranimateuren hunn, déi den Outreach Richtung Bauere maachen a Richtung Gemengen, da kréie mer sécherlech déi Dynamik nach gestärker a kënne och hei nach dräi Schrëtt no vir maachen.

Dann, ganz kuerz: Schaffe mer iwwerregional? Jo. Mir kucken, an dat huet d'Chamber eis och hei zougestane, zesumme mat der Wallonie ganz genee, wat mam Anzuchsgebitt ass an der Belsch. Mir schaffen och bei de Quelle vum SES (ndlr: Syndicat des eaux du sud) zesumme mat eise wallouneschen Noperen, well de Waasserschutz net op de Grenzen ophält. An dofir hu mer eis och do Moyenne ginn – Här Kaes, Dir hat dat gefrot –, fir konkret och Waasserschutz iwwert d'Grenzen eraus ze maachen. Dat huet natierlech eng ganz aner Form wéi dat, wat mer maachen, wa mer hei zu Lëtzebuerg eng Schutzzone ausweisen, wou mer konkret Obligatiounen a Mesurëprogrammer maachen. Hei gëllt et awer, d'Kollaboration och weiderhin ze verdeiwen.

Dann: Kucke mer an d'Zukunft? Well et goug jo ëm d'Entwécklung vun der Drénkwaasser-versuerger. An do, mengen ech, ware mer eis hei alleguerten eens, dass et fir déi Spëtzeverbräich, wéi mer laut der Etüd vun 2016 vun der Waasserverwaltung alleguerte wëssen, um Horizont 2035/2040 kann zu Enkpäss an de Spëtzezone kommen. Déi schwierest Méint hei zu Lëtzebuerg, dat wëssen och d'Leit aus dem Waasserberäich, sinn tëschen Mee a Juli, da wann et schonn dréchen ass a wa vill Waasser verbraucht gëtt. Duerno hu mer ëmmer e lichte Réckgang, wa bis de Congé collectif kënnt. Et geet also drëm, dass mer, well d'Waasser eng endlech Ressource ass, dës Ressource sénnvoll nutzen an dass mer gutt plangen, wéi mer an Zukunft zesummeschaffen, dass mer déi Interkonnexiounen, déi méiglech sinn, och maachen, fir d'Versuergerungs-sécherheet ze garantéieren.

An nach e kuerzen Exkurs, d'Madamm Cécile Hemmen hat och e Punkt zur Sécherheet gemaach. An d'Sécherheet vu Waasserinfrastrukturen ass, mengen ech, an den haitegen Zäiten eppes, wou mer och mussen e speziellit Augenmerk drop leeën. Dofir hu mer an de leschte Jore ganz vill Efforte gemaach, an Zesummenaarbecht mat Waasserverwaltung an HCPN (ndlr: Haut-Commissariat à la protection nationale), fir eng sëllegen Infrastrukturen am Waasserberäich, eeben den Drénkwaasserreseau, och als sougenannt „infrastructure critique“ ze bezeichnen. An d'Chamber huet jo rezent d'Erhéijung fir de SEBES-Ausbau gestëmmt. Dat ass och en Thema, dass mer grad an dësen Zäiten och déi Risiken uerdentlech mat a Betruecht huelen, fir

dass eng Kontinuitéit och am Eeschtfall längstméiglech garantéiert ass an dass et net zu Ausfäll kënnt.

A just kuerz zu enger Fro: Déi nei SEBES-Anlag, déi wäert och à même sinn – Här Goergen, Dir hat gefrot, wat mer maachen –, fir dat Waasser direkt opzerebereeden aus der Sauer, soudass een och do kann Entretien-aarbechte maachen. Dat just zu Ärer Info, wat ass, wann do de Stau ausgebaut gëtt.

Elo kommen ech erëm zrëck op d'Drénkwaasser-versuerger. Fir also zukünfteg Enkpäss ze vermeiden, ass et ganz kloer: D'Regierung baut hir Strategie op dräi Pilieren op, engersäits dem Schutz vun der Ressource, zweetens op de Waasserspueermoosnamen. Déi goufen och vun allen Acteuren hei gesot. Do ass et esou, dass mir ënnerdeelen an Haushalter, Landwirtschaft an Industrie. A fir allen dräi déi Beräicher hu mer eis ganz vill Gedanke gemaach.

Bei den Haushalter ass sécherlech d'Reduktioun duerch d'Verhalensännerung, mat dem Wëssen, wou mer dru sinn, iwwer Smartmetering, ee vun deene wichtige Pilieren. Do brauche mer natierlech dann och landeswäit Smartmeteren, fir dass d'Leit wëssen, wou se iwwerhaapt dru sinn. Zweetens ass et d'Reduktioun duerch Waasserspueerinstallatiounen. Do kann een tëschen 4 % an 12 % Waasser spueren am Alldag, ouni dass een et mierkt, well ee klug Infrastrukturen agebaut huet. Hei si mer amgaang ze kucken, wéi een do ka klug Incentivé ginn.

Dann, den drëtten Punkt ass natierlech d'Substitioun vum Drénkwaasser, och dat gouf vun de Virriedner ugeschwat. Do gëtt et dann, do hu mer e Potenzial vu 27 % beim Neibau. An do ass et jo och haut schon esou, dass d'Leit kënne e Subsid kréie vum Staat, wa se Reewaasser notzen. Verschidde Gemengen sinn dat jo och schonn ugaangen. An dann hu mer eng sëllege Pilotprojete, wou och de Staat selwer Versich mécht oder eeben och schonn eppes agebaut huet, fir Waasser ze spueren, a wou och Substitioun gemaach gëtt. Ech nennen hei emol de Pilotprojete am Lycée vu Clief.

Fir de landwirtschaftleche Waasserverbrauch, do hate mer e „Waasserdësch“ am leschte Joer, zesumme mam Secteur horticole. An do hu mer festgehalten, op där enger Säit eng wëssenschaftlech Etüd ze maache mat der Uni Liège a Gembloux, wéi Waasser nohalteg am Uebst- a Geméisbau ka genotzt ginn ouni awer en negativen Impact op d'Ressource Waasser, dat heescht, wou mer wierklech kucken, wat mer kënne mobiliséieren – Waasser aus de Gewässer, Grondwaasser –, fir eeben en nohaltegt Gebrauche vu Waasser. Och Stockage vu Waasser ass en Thema an deem Beräich. Dës Etüd gëtt natierlech aus dem Waasserfong bezuelt, an zousätzlech sollen duerno dann eeben och éischt Pilotprojete finanziell ënnerstëtzt ginn. Am Moment ass do e Budget vun enger hallwer Millioun virgesinn, fir dass mer do eng zolidd wëssenschaftlech Basis hunn. Änlech hu mer och zesumme mam LIST fir den industrielle Secteur. Do geet et dann éischer ëm d'Killen.

Zousätzlech Ressourcen, do ass et esou: Zanter dësem Februar gëtt et jo deen éischen Deel vun där neier SEBES-Anlag, an do, fir vläicht och op dem Här Graas seng Fro ze äntweren, gouf gekuckt, ganz kloer, ob mer kënne d'Galerien am Minett notzen. Dat ass awer éischer net néideg, soudass mir eis wäerten axéieren op d'Filtratioun, op d'Opbereedung vum Waasser aus der Musel. Do si mer amgaangen, Faisabilitéitsstudien ze maachen. A wann déi Faisabilitéitsstudien elo fäerdeg sinn, da wäerte mer kucken, dat zesumme mat de Gemengeresponsabelen unzegoen, dass een entweeder seet: Maache mer dat zesummen? Oder änlech wéi de SEBES? Oder mam SEBES? Gi mer eis do an eng nei

Aventure? Maache mer en neie Gemengesyndikat? Dat sinn déi Diskussiounen, déi elo wäerten ustoen. An déi wäerten nach dëst Joer ustoen, well ech gären an dësem Beräich weiderkommen, well et hei drëm geet, fir Lëtzebuerg op laang Dauer ofzesécheren mat propperem Dränkwasser. An do gëtt natierlech och gekuckt op den Afloss vu Cattenom an dass et déi beschtméiglech an déi neistméiglech Technologie gëtt vun Opbereedung, fir dass mer kënnen garantéieren, dass d'Leit och weiderhin hei d'Waasser vum Krunn drénken.

E leschte Punkt, wann Der erlaabt, Här President: Am Joer 2021 drénken d'Leit zu Lëtzebuerg duebel esou vill Krunnewaasser, duebel esou oft reegelméisseg Krunnewaasser wéi nach viru 15 Joer. Loosst eis dat Vertrauen net verspillen a loosst eis all zesumme fir de Waasserschutz hei zu Lëtzebuerg schaffen!

Villmools merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools der Madamm Ëmweltministeresch Carole Dieschbourg. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

## 5. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet de la situation de la formation professionnelle et des métiers de l'artisanat

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch, oder nee, vun haut ass d'Interpellation vum Här Marc Spautz iwwert d'Berufsausbildung an d'Handwiefksberuffer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt den Auteur vun der Interpellation, den honorabelen Här Marc Spautz.

**Exposé**

**M. Marc Spautz (CSV)**, interpellateur | Merci, Här President. Dir hat mech elo e bëssen erféiert! Ech hat elo scho geduecht, muer wier alles annulléiert, wéi Der gesot hutt, et wier de leschte Punkt fir dës Woch.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech déi Debatt hei gefrot hunn, dat war den 21. Juli 2021. Bei anere Persounen heibannen, wann déi néng Méint waarden, ass et fir eppes anescht wéi dat, wouop mir hei néng Méint laang gewaart hunn, nämlech kënnen zu dëser Debatt ze kommen.

Mir hu festgestallt an där Kris, déi mer haten oder nach hunn – a wou mer muer, Här Di Bartolomeo, ech mengen, déi 28. Kéier driwwer wäerten deliberéieren an der Covidsituatioun –, dass eis do a verschiddene Secteure Personal feelt. A virun allem hu mer dat gespuert bei den Infirmieren an den Infirmieren, bei deene Leit an de sozialen Dëngschter, wou mer festgestallt hunn, dass do e Personalmangel ass, dass mer do hei zu Lëtzebuerg net genuch Leit hunn, déi aus der Schoul erauskommen.

Mee doriwwer eraus hu mer awer och gemierkt, dass et an anere Secteuren u qualifizéierte Leit hei zu Lëtzebuerg feelt. A wann ech der Madamm Ëmweltministeresch elo nogelauschert hu bei der Debatt hei iwwert d'Waasserversuergung an alles dat, wat ee misst installéieren, fir kënnen Waasser ze spueren, all déi Installatiounen, vun deenen do geschwat ginn ass, déi een doheem ka maachen, déi een am Betrib ka maachen: Do brauch een Handwierker, fir dat och kënnen ëmzesetzen. An d'Handwierk hei zu Lëtzebuerg, dat sinn a Chifferen ausgedréckt – mee den Här Minister huet bestëmmt nach méi neier wéi ech – 100.000 Aarbechtsplazen, dat sinn 93.000 Salariéen an 8.000 Betriber, déi d'Handwierk hei zu Lëtzebuerg duerstellt. Dat si 15,8 Milliarden Euro Émsatz. Dat heescht, dat sinn 10 % vum PIB. Dat sinn d'Zuele vum Stand 2020. Vläch sinn an Zwëschenzäit méi aktueller do, mee dat sinn déi Chifferen, déi ech erausfonnt

hunn, wéi mer déi Recherche gemaach hunn, fir heihinner ze kommen.

Wann ech vum Handwierk schwätzen, an déi meescht vun Tech wëssen et: Ech komme selwer aus dem Handwierk. Ech hunn och selwer ugefaangen domat, en Handwierk ze léieren. Ech hunn an enger Léier ugefaange mat engem System: Véier Deeg an der Woch bass de schaffe gaangen an een Dag an der Woch bass de an d'Schoul gaangen, wou s de dann heiansdo méi Schwierigkeeten has an der Schoul, well wann s de d'nächst Woch erëm an d'Schoul gaange bass, hues de moies gesicht, wou s de de Schoulsak higestallt has, an dann hues de emol nach am Bus gekuckt, wat s de alles misst nach schreiwen a wat vun Hausaufgabe misst gemaach ginn.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Aner Systemer waren: Déi si fënnf Woche schaffe gaangen a sinn dann eng Woch an d'Schoul gaangen, wou ee vill méi e laange Continu hat. Wann Der dat awer ausrechent op sechs Woche gekuckt, op fënnf Woche gekuckt, kommt Der op dat selwecht eraus. An ech mengen, dass am Handwierk vun deemools hei zu Lëtzebuerg ganz vill Leit ausgebilt gi sinn, sief et a Privatbetriber, sief et och bei der ARBED, woubäi d'ARBED déizäit dee gréissten Ausbilder war mat véier Léierbuden, oder op der Goodyear, fir nëmmen dee Betrib ze nennen, oder bei den CFL, déi alleguerte selwer ausgebilt hunn, fir dass se déi Leit sollte fannen, déi se gebraucht hunn, déi an hirem Betrib noutwendeg waren, fir dass de Betrib konnt lafen. Déi hunn och an deene Beruffer ausgebilt, wou si selwer Nowuess gebraucht hunn a wou si selwer Nowuess gesicht hunn.

Mir feieren och, Här Minister, d'nächst Woch eng Schoul, déi 125 Joer feiert, an ech mengen, déi et och haut nach an hirem Numm huet: d'École des Arts et Métiers. Dat war déi éischt Handwiefkerschoul, déi hei am Land staatlechersäits gemaach sinn ass. Et war awer kuerz virun, wou schon eng Privatschoul entstanen ass, déi et och haut nach gëtt. Dat war den Institut Emile Metz an dat waren deemools d'Stolpatronen, déi och derfir gesuert hunn, dass si eng Schoul hätten, fir hinnen déi néideg Leit kënnen ze bréngen, fir an hire Betriber kënnen ze produzéieren. Dat weist, dass mer eis hei zu Lëtzebuerg, wat d'Handwierk ubelaangt, eng Zäitche ganz intensiv domat beschäftegt hunn an dass et och ëmmer ee vun de wichtige Facteuren an der Lëtzebuurger Economie war.

Wa mer vum Handwierk schwätzen, dann ass dat net nëmmen dat Manuell. Mee ech mengen, dat brauch ech dem Minister net ze soen, dee weess dat, wann en d'Diplomer iwwerrecht, sinn do och administrativ Beruffer derbäi, do sinn och Beruffer derbäi aus der Hygiène, do si Beruffer derbäi ... Et ass ëmmer komesch, wann ech vum Coiffer schwätzen, ech schwätze léiwer da vun anere Leit hirem Coiffer. Och dat si Leit, déi en Handwierk geléiert hunn, fir Coiffer ze ginn.

*(Hilarité)*

Also bei mir brauch een dofir net onbedéngt en Diplom ze hunn, eng Maîtrise, fir bei mir d'Hoer riicht geluecht ze kréien. Dat ass dat, wat mer unhunn, verschidde Leit heibannen, wa se bei de Schneider ginn, wa se e Kostüm kréien, wa se bei de Schouster ginn, wa se hir Schung an d'Rei gemaach kréien. Och dat sinn Handwiefksbetriber. Déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi e Brëll ophunn, déi wëssen och, si sollen zwar fir d'éischt bei en Aendokter goen, mee duerno ass et den Optiker, deen hinnen de Brëll an d'Rei mécht. Och dat ass en Handwierk. An ech mengen, dass et dofir och wichtig ass, dass mer eis hei zu Lëtzebuerg mam Handwierk beschäftegen.

Déi lescht Joren huet d'Chambre des Métiers ganz grouss Initiative geholl, fir kënnen nei zousätzlech Léierplazen ze kréien, fir dass méi Leit fir d'Léier beegeschtert ginn, fir dass méi Leit bereet sinn, en Handwierk ze léieren.

A fir mech war et wichtig, dass mer eng Debatt heibanne féieren, well d'Chamber sech och mat deem Secteur soll beschäftegen. Mir beschäftegen eis mat ganz anere Wirtschaftszweiger, mee et ass och wichtig, heibannen iwwert d'Handwierk ze schwätzen an iwwert d'Attraktivitéit vum Handwierk.

D'Handwierk huet e ganz gudden Numm als Ausbilder, well alleguerten déi Leit oder ganz vill vun deene Leit, déi beim Staat a bei de Gemenge schaffen, hu fir d'éischt en Handwierk geléiert, ier se bei d'Gemeng oder bei de Staat an den technesche Betrib gaange sinn. A wann de Privatsecteur se do net ausgebilt hätt, dann hätten de Staat an d'Gemenge keng Leit fonnt, fir déi Aarbechte kënnen ze maachen, déi bluttnoutwendeg sinn.

An och dat ass ee vun den Diskussiounspunkten, deen ëmmer kennt: De Privatpatron bilt aus an da lafe se fort bei de Staat a bei d'Gemengen. An ech mengen, dass et dofir och wichtig ass, dass mir eis heibannen domat beschäftegen. An dass mir eis heibannen domat beschäftegen, huet och domat ze dinn: Wann een déi Zuele kuckt, déi d'Handwierk de Moment beschäftegt, do kennt e groussen Deel aus dem Grenzgebitt. Do kennt e groussen Deel aus der Belsch, Däitschland a Frankräich vun deenen, déi an deene Betriber dagan dagauss schaffen, fir dass och bei eis an den Handwiefksbetriber nach eppes leeft.

Dofir mengen ech, dass mir heibannen och Initiative mussen huelen, fir dass mer méi Leit fir d'Handwierk beegeschtert kréien. An dat kënnen mir net als Politik eleng maachen, mee et ass wichtig, dass zesumme mat de Betriber, zesumme mat de Gewerkschaften ze maachen.

An ech ka mech erënneren, Här Minister, un eng vun Äre Virgängerinnen an dem Ministère de l'Éducation nationale, Är Parteikolleegin, d'Anne Brasseur: Zu där Zäit ass et eng Commission consultative de la formation professionnelle ginn – ech weess, déi ass et och duerno nach ginn –, mee déi huet sech reegelméisseg getraff an dat war eng Tripartitezusammensetzung, fir verschidde Saachen ze kucken, wat ee kéint maachen. A wat fir mech dovun iwwerregbliwwen ass, dat ass den Accord vun 2003, wou deemools en Accord fonnt ginn ass tëschent de Sozialpartner, fir d'berufflech Weiterbildung ze fërderen, well et nämlech wichtig ass, dass Der och, wann Der eng Kéier eppes geléiert hutt, dann net stoe bleift, mee dass et muss viruoen. Well wann ech dee Beruff huelen, deen ech geléiert hunn, dat war Automecanicien; ech weess haut nach, wéi de Capot opgeet, an ech weess nach, wéi een e Pneu wiesselt.

**Une voix** | Dat weess ech och.

**M. Marc Spautz (CSV)**, interpellateur | Fir de Rescht, muss ech Iech soen, ass d'Technik esou séier virugaangen, dass dat vill méi schwierig ass. An domadder ass et och wichtig, dass ee sech bewosst ass, wann een en Handwierk léiert, dass dat net ofgeschloss ass, wann Der eng Geselleprüfung hutt, eng Meeschterprüfung hutt, mee dass Der musst weiderfuere an ëmmer erëm och en Invest maachen, Är Qualifikatioun muss upassen an och mat der Zäit mat viruoen. An et ass do, wou ech wollt hin.

Déi Leit, déi sech net esou mam Handwierk beschäftegen, déi hunn nach ëmmer déi Berufsbiller am Kapp, déi et fréier gi sinn, an do muss mer et fäerdegbréngen, vill méi drop hinzewiesen, dass Handwierk haut Hightech ass, dass Handwierk haut bedeit, dass wann Der dat léiert – ech huelen den Automobilssecteur –, do macht Der näischt méi ouni de Computer,



well do stellt Der näischt méi an unni e Computer. An där Secteure gött et nach. Mir hunn nei Beruffer, an Zwöschenzäit de Mechatroniker – virun 20 Joer huet nach keen dovü geschwat, wat Mechanik an Elektronik beieneen ass –, well dat ëmmer méi um Marché ass.

*(Interruption)*

Gelift? Maja, gesitt Der, 20 Joer. All déi Saache sinn eebe wichtig, an dass mer doran investéieren an dass mer de Stellwäert vum Handwierk och emol erëm an de Mëttelpunkt stellen.

Wann Der an anere Länner sot „Ech sinn Handwierker“, dann zitt de Mann oder d’Fra den Hutt virun Iech a se si frou, well se wëssen, wat se mat Iech kënnen ufänken. Hei zu Lëtzebuerg ass dee Stellwäert am Handwierk net méi esou ginn. An ech mengen, dass dat och domat ze dinn huet, dass déi Wäertschätzung fir déi Leit, déi am Handwierk sinn, net déi selwecht ass hei zu Lëtzebuerg wéi am Ausland.

Ech wëll awer hannendrop soen: Vill vun Iech hu gemierkt, wann Der emol eng Kéier ee braucht, deen eppes heem bei Iech flécke kënn, ...

**Une voix** | O Mamm, jo!

*(Hilarité)*

**M. Marc Spautz** (CSV), interpellateur | ... da sidd Der frou, wann Der en Handwierker fannt, an der Zwöschenzäit. An d’Martine Hansen huet gëschter dat Beispill ginn, dass do een Handwierksmann em gesot huet: „Wéi ech meng Ausbildung gemaach hunn, hätt ech mer ni kënne virstellen, dass ech decidéieren, wie mäi Client ass. Well ech hunn esou vill Demanden do leien, fir kënnen dohinner schaffen ze goen, dass ech kann decidéieren, wouhinnech ech ginn a wouhinnech ech net ginn, well nämlech net genuch Leit a verschiddene Secteure present sinn, fir kënnen do ze schaffen.“ An dofir ass et eebe wichtig, dass mer och do eppes dran investéieren.

A wann ech soen „doran investéieren“, dann ass et, dass mer muss mobiliséieren an der Schoul, dass mer mussen ufänken, an der Schoul op de Stellwäert vum Handwierk hinzewiesen, an net eréischt ufänken, doriwier ze diskutéieren, wa se an de Lycée kommen, mee dass mer scho mussen an der Grondschoul ufänken, iwwert d’Handwierk ze schwätzen: Wat ass dat? An et ass och do wichtig ze weisen, wat ass en Handwierksmann, wat kann deen alles maachen, fir dass een och do eng Begeescherung bei de Kanner a bei de Jugendleche mécht, fir si fir d’Handwierk ze begeeschteren. An et ass net, fir einfach herno ze soen: „Bon, wann et net duergeet fir an de Classique, da gees de an den Arts et Métiers oder da gees de an d’Handwierk an da wäerte mer do schonn iergendepes fir dech fannen“, well dat ass a mengen Aen dee falsche Wee.

Dofir ass et eebe wichtig, dass mer ufänken, an der Schoul schonn dofir ze mobiliséieren, an net nëmme an der Schoul bei de Kanner, mee och bei den Elteren, well nach ëmmer sinn et d’Elteren, déi mat driwwer diskutéieren, wat hir Kanner solle léieren a wat fir ee Wee vun der Qualifikatioun se sollen aschloen. An alleguerten déi, déi emol gesot hunn: „Ech hu mir fréier missen d’Fanger knaschteg maachen, ech wier elo frou, wa meng Kanner dat net méi onbedéngt misste maachen an dass se dann net méi onbedéngt an deem engen oder deem anere Beruff misste schaffen“, hunn awer och e falscht Berufsbild virun Aen, dat nach domat verbonnen ass: Do mécht ee sech knaschteg, dann ass et net dat Richteg, fir dat doten ze maachen.

Dofir mengen ech, dass mer all zesummen – d’Regierung, d’Chamber – eis och muss méi doran investéieren an och emol méi hiweisen op dat, wat d’Handwierk alles kann duerstellen, an dass mer och do Botschafter

brauche fir d’Handwierk, Botschafter, déi och emol weisen, wat alles an deem Handwierk ze errechen ass. Do gött et „De mains de maîtres“, dat ass jo déi Ausstellung, déi elo zanter e puer Joer gemaach gött, fir dodrop hinzewiesen, mee och generell drop hinzewiesen, wat een alles am Handwierk ka begeeschteren. Well och den Dokter, den Ingenieur an den Affekot, wann e säin Auto gären an der Rei hätt, brauch en dofir fir d’éischt en Handwierker. A jiddwereen, deen a sengem Haus wunnt, dee brauch och en Handwierker, fir déi Reparatüre gemaach ze kréien, déi do néideg sinn. Et si Verschiddener, déi kënnen et selwer, mee et sinn awer och Verschiddener, déi sinn drop ugewise, scho wann nëmme d’Bier muss gewiesselt ginn, dass dann en Handwierker kënn, fir eng Hand mat unzepaken.

Dofir, och dat muss een emol an de Mëttelpunkt stellen an et muss ee sech och bewosst sinn, wéi wichtig et ass, dass mer en Handwierk hunn, wat fonctionéiert, an dass et och am Handwierk méiglech ass, Karriär ze maachen.

Firwat soen ech dat? Et sinn der jo och ganz vill, déi sech engagéieren am Handwierk, déi maachen eng Geselleprüfung an duerno kucke se, fir d’Handwierk erëm ze verlossen. Och do hunn ech nach eng Kéier mäin eegent Berufsbild gekuckt: Wéi mer ugefaangen hunn an der Léierbud, du ware mer zu sechs, also bei deem Betrib, wou ech geschafft hunn, ware mer zu sechs Léierbouwen. Vun deene sechs ass een am Betrib bliwwen bis zum Schluss, bis en an d’Pensioun gaangen ass. Déi aner fënnf hunn alleguerten en anere Wee ageschloen. Si sinn zwar vläicht nach am Beruff nah bliwwen, mee hunn dee Beruff gemaach a groussen Industriebetrib respektiv si bei de Staat oder eng Gemeng gaangen, well se do aner finanziell Méiglechkeeten haten. An och dat ass ee vun de Problemer.

Mee fir dowéinst global ze soen, am Handwierk verdéngs de näischt, mengen ech, wier och e Feeler. Well et gött verschidden Handwierksberuffer, wou ganz gutt bezuelt gött, mee dat hânt allkéiers och dovun of, wéi de Secteur dréint a wat do alles lass ass, an et muss een och dorop hiweisen, dass een och säi Liewen am Handwierk ka maachen. Et kann ee sech och selbstänneg maachen, wann een nach eng Meeschterprüfung hannendropsetzt. An et kann een och d’Méiglechkeet huelen, fir kënnen e Betrib ze iwwerhuelen.

Mee wichtig ass, dass mer gutt qualifizéiert Handwierksleit fannen, an dofir misste mer och en anere Wee fanne vun der Mobiliséierung. Wann ech dat soen, Här Minister, ginn ech dovun aus, dass et wichtig ass, an der Grondschoul unzefänken, och drop hinzewiesen, wat d’Handwierk ass, wat d’Handwierk duerstellt a wat dat bedeit, an dass mer och bei der Orientéierung ufänken, wa mer se duerno an de Lycée huelen, ob dat dann de Lycée classique ass oder de Lycée général, dass mer och do dovü schwätzen an och weisen, wat Praktikume sinn, an dass mer och deene Leit aus dem Lycée classique weisen, wat d’Handwierksberuffer sinn.

Et stellt een och fest – an Är däitsch Kolleegen, Här Minister, wäerten Iech dat scho gesot hunn –, do gött et der ganz vill, déi maachen en Handwierk an da gi se nach op d’Universitéit virun oder déi maache souguer zwee Diplomer parallell mateneen, wou se d’Abitur maachen a gläichzäiteg maache se eng Geselleprüfung. Dat sinn och Weeër, iwwert déi mir sollen nodenken, an et wier och wichtig, dass mir hei zu Lëtzebuerg déi Piste géifen uschneiden, dass mer et och géife fäerdegbréngen, dass Praktikume gemaach ginn a Lycée-classiquen a Betriben an dass se och do gesinn, wat alles d’Handwierk duerstellt, wat en Handwierksberuff ass, an dass och do d’Schülerinnen

an d’Schüler, awer och d’Elteren – an ech ënnersträchen et ëmmer erëm – matagebonne sinn, fir ze weisen, wat een do alles kann errechen an engem Handwierk a wat een alles am Handwierk och ka maachen.

Et soll een drop hiweisen zwëschent Schoul an Aarbechtswelt an déi Verbindung hierstellen, well d’Schoul bilt aus. Bei der Schoul ginn d’Leit eppes léiere fir d’Liewen, mee si léieren awer och eppes, fir herno hiert Liewen opzebauen, fir enger Aktivitéit nozegoen, sou dass een do och muss zesummeschaffen, dass een eng Ronn mécht, esou wéi dat da fréier mat der Commission consultative de la formation professionnelle war, wou ee positiv Messagë gött, wou een Talentschmide mécht, wou een drop hiweist, wat een alles kann errechen, wann een esou ee Beruff mécht, ob dat an engem manuellen Handwierksberuff ass oder an engem éischter méi intellektuellen Handwierksberuff.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz** (CSV), interpellateur | Et muss een nach Ausbildungsperspektive ginn, Perspektive weisen. Mir wëssen, dass haut verschidde Betriber ausbilden an da lafen d’Leit fort. An anerer, déi maachen eng Geselleprüfung ganz an der Schoul an dann op eemol komme se op de Marché an da fanne se keng Aarbechtsplaz méi, well et dann heescht: „Du erfëlls net déi Ufuerderungen, déi mir brauchen, a mir kënnen net op dech zrëckgräifen.“ Och do ass et wichtig, dass mer eng Zesummenaarbecht maachen zwëschent der Ökonomie an der Schoul, dass och nëmme nach ausgebilt gött, wou och eng bewosst Chance besteet, dass déi Leit duerno hei op de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché kënnen zrëckkommen.

Da muss mer och driwwer schwätze beim DAP, ob et do net méiglech ass, wéi et fréier emol méiglech war, dass déi Leit hire Wee kënne fortsetzen. Beim Technikerdiplom hate mer fréier d’Méiglechkeet, direkt op eng Héichschoul ze goen am Ausland. Haut ass dat méi schwierig. Haut gött do nach parallell verlaangt, dass déi Leit nach zousätzlech Saache léieren, fir kënnen op enger Héichschoul am Ausland ugeholl ze ginn. An do wier et wichtig, dass mer no där Ausbildung kënne soen: E mécht d’Meeschterprüfung, e kann e Bachelor maachen an e ka gläichzäiteg am Ausland, wann een do Accorden trifft mat verschiddenen Héichschoulen, Fachhéichschoulen, eng Méiglechkeet hunn an eng Perspektiv hunn, fir sech do kënne weider auszebilden.

E wichtige Punkt ass och, dass een och an de Schoule selwer d’Schüler d’selwecht behandelt, an och wat generell d’Gepflogenheeten ubelaangt – souwuel am Général wéi am Lycée classique – fir alles, wat d’Schoulmaterial ugeet, dass dat iwwerall d’selwecht ass. Wann et op där enger Plaz gratis ass, misst et och op där anerer Plaz komplett gratis sinn, wat bei verschiddene Fachberuffer net ëmmer de Fall ass, well do déi Bicher och aner Präisser vläicht hunn, wéi dat am generelle Kader ass. Do muss och d’Méiglechkeet sinn, dass déi selwecht Konditiounen geschafte gi fir alleguerten d’Schülerinnen an d’Schüler, wann dat sollt eng Barriär sinn, respektiv dass een deenen awer nach eng Bourse gött, wann déi da mussen deier zousätzlech Bicher uschafen.

An deene Schoulen ass et och wichtig, dass ee Kontakt ophëlt mat de Betriber, déi an där Géigend, an där Regioun sinn. Dat geschitt plazeweis ganz gutt, mee bei anere Schoulen ass dat awer e Problem, dass do manner Kontakt besteet zwëschent deem, wat an der Schoul leeft a wat um Terrain wierklech gebraucht gött. Ech mengen, och do ass et wichtig, eng Zesummenaarbecht op d’Been ze stellen, fir dass mer et fäerdegbréngen, dass mer déi Schüler, déi an déi Schoule ginn, och ze mobiliséieren, fir dat eent

oder dat anert Handwierk ze léieren. Well d'Handwierk brauch net nëmmen deejéinegen, deen elo seet: „Ech maache mäi Beruff gäre fir mech“, mee d'Handwierk brauch och Leit, déi bereet sinn, duerno eng Meeschterprüfung ze maachen an duerno déi Betriber ze iwwerhuelen.

Ech erënnere mech, et ass nach net allze laang hier, du war eng Kéier eng gréisser Annonce vun enger däitscher Berufschamber um Internet. Do hu se de Geck gemaach, do hu se geschriwwen, do géifen dann e puer jonk, dynamesch, nei Patrone vun engem administrativen Betrib drop waarden, dass de 75-järege Handwierker laanschtkéim, well se soss keng méi géife fannen, fir hinnen alles ze installéieren, dass se hire Betrib kéinten opmaachen.

Dat ass elo vläicht e bësse spätesch duergestallt. Mee verschidde Leit vun Iech, déi emol probéiert hunn, en Handwierker erbäizekréien, déi wäerten awer gemierkt hunn, dass et och net grad ganz falsch ass, dass et a) ëmmer méi schwierig ass, fir Leit ze fanne fir anzustellen, mee dass awer och b) fir de Client Schwierigkeeten do sinn, a verschiddene Secteure Leit ze fannen, déi och dohinnerkommen, fir déi Aarbecht kënnen ze realiséieren.

A wa mer dat alles diskutéieren a schwätzen, sou ass eis dat jo nach méi bewosst gi während der Covidzäit. Wéi mer dann doheem de Keller an dat eent oder dat anert Zëmmer geraumt haten, woufir mer all déi 20 Joer virdu keng Zäit haten, hu mer festgestallt, dass déi eng oder aner Reparatur misst gemaach ginn. Fir dann een erbäizekréien, deen dann och dee Moment dat géif maache kommen ..., ech mengen, do waarden der haut nach drop, dass ee kënnt, well och d'Bicher an de Betriber relativ voll sinn!

An dat ass jo och e gutt Zeechen, dass d'Optragsbicher an de Betriber ganz voll sinn. Mee dat weist awer och, dass, wa mer net genuch Personal an net genuch Handwierker hunn, dat och eng Wuesstumsbrems ass, well déi Betriber jo gären astelle géifen. An déi Betriber loossen eis als Client jo net aus Spaass deen een oder deen aneren Dag méi laang waarden, mee si wiere scho frou, wa si eis och direkt kéinten ee schécken, mee si hunn net genuch Leit respektiv si fannen net déi Leit, déi se brauchen.

Dofir ass et wichteg, dass mir se ausbilden, dass mir hinnen eng Ausbildung gi respektiv och an der Erwuesenenausbildung – och dat gëtt et jo – doriwir informéieren a weisen, wat een alles am Handwierk erreche kann an dass do ganz vill spannend Beruffer derbäi sinn, wou een all Dag eppes anescht ersieht, wou een eng Satisfaktioun erlieft, wann dono dat Stéck, wat virdu futti war, nees ganz ass, a wann dat, wat virdu net méi gaangen ass, erëm geet.

Ech mengen, dass dat eng Debatt ass, déi heibanne soll gefouert ginn, mee dass et gläichzäiteg och eng Debatt ass, déi mer allegueren zesummen, jiddwieren op senger Plaz, och emol dobausse musse féieren an drop hiweisen, dass et eebe wichteg ass, hei zu Lëtzebuerg och d'Handwierk ze ënnerstëtzen, net nëmmen ze ënnerstëtze mat Aiden, mee och ze ënnerstëtzen doduerch, dass mer hinnen déi Méiglechkeet ginn, dass si hir Betriber esou kënnen opstellen, wéi dat muss sinn.

Ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer déi Berufsbiller, déi mer duerstellen, déi Programmer – an doru kann ech mech vu menger Zäit erënnere, do hu mer an der Schoul nach Saachen, déi um Schoulprogramm waren, misse léieren, déi eng mat méi Begeescherung, déi aner mat manner, wou mer awer herno festgestallt hunn, dass dat am Betrib guer net méi gebraucht ginn ass, dass do d'Technik scho vill méi

séier virugaange war – vill méi séier a vill méi reegelméisseg upassen, well een awer, wann ee mat de Leit aus dem Beruff diskutéiert, feststellt, dass do awer heiansdo Saache sinn, déi net méi dem leschte Stand entspreche vun haut, net méi deem entsprechen, wéi d'Technik haut ass, an déi an de Bicher awer nach esou geléiert gëtt, wéi et virdu war.

Ech ka mech drun erënnere, zu menger Zäit sinn d'Autos mat elektronischer Zündung komm. Dat hu mer an der Schoul net gemaach. Mir hunn nach geléiert, wéi ee Platinen astellt. Mee där Autos mat Platinen sinn et an där Zäit zwar nach ginn, mee et sinn awer keng esou méi nei op de Marché komm. Och do muss ee vill méi séier d'Adaptatiounen maachen, fir dass een och weess, wat dat bedeit.

Et ass dat selwecht an den Handwierksberuffer: engersäits gëtt et Hightechbetriber, mee anersäits gëtt et awer och verschidde Betriber, do muss ee rengt Fangerspätzegefill hunn, do muss ee mat ganz rengem Material schaffen. Wann Der emol doheem bei der Telefonsentral eng Kéier den Deckel opmaacht a kuckt, wéi reng do déi eenzel Saache sinn, da sidd Iech bewosst, dass do Leit sinn, déi dat musse schalten: Do gëllt et och, dat néidegt Fangerspätzegefill ze hunn.

**M. André Bauler (DP)** | Et dierf ee keng déck Fanger hunn.

**M. Marc Spautz (CSV)**, interpellateur | Et muss een net nëmme Fangerspätzegefill hei an der Chamber hunn, mee et muss een och Fangerspätzegefill hunn, wann een an engem Betrib där enger oder där anerer Aarbecht noheet. An ech mengen, Här Minister, dass do virun Iech – wann ech elo soen „Iech“, ass dat net fir Iech als Persoun gemengt, mee fir Äre Ministère – eng ganz grouss Aufgab läit, well et och do un der Schoul ass fir ze hëllefen. Wat d'Schoul och mécht, mee vläicht misst een iwwer nei Weeër an nei Methoden nodenken, fir besser kënnen mat de Betriber zesummenzeschaffen a virun allem da mat de Betriber, mat der Schoul d'Elteren an d'Kanner ze begeeschteren an als Ambassadeur vum Handwierk d'Leit ze begeeschteren, fir en Handwierksberuff ze léieren.

Wa mer kucken, wéi dat a verschiddenen anere Länner ass, wéi verschiddenen anere Berufschamberen a Bundesländer dat an Däitschland maachen – ech weess, an Däitschland ass och d'Schoulpolitik net an deene 16 Bundesländer eng an déi selwecht, mee dat hänkt bei hinne vun den ënnerschiddleche Regiounen of, et hänkt och vun den ënnerschiddleche Berufschamberen of –, déi hunn eng Campagne gestart an déi heescht: „Handwerk ist nicht attraktiv? Lass dich vom Gegenteil überzeugen!“

Dat Beispill, wat ech hei hunn, ass vun der Regioun vu Münster, déi dorop hiweist – als Schoul, als Handwierk, zesumme mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschaften, mam DGB an Däitschland –, wat s de alles mat dem Handwierk kanns errechen, wat s de alles kanns maachen, wann s de e gutt ausgebildeten Handwierker bass, dass de kanns dän eegene Betrib grënnen, dass de och kanns Karriär maachen an esou engem Betrib, a wat d'Virdeeler sinn, wann s de kanns als Independant dän eegene Betrib féieren. Et gëtt gesot, wat s de kanns maachen, dass och Perspektiven am Handwierk bestoe bleiwen, dass de der muss bewosst sinn, dass ëmmer erëm Emännerunge kommen an dass dat, wat virun 20 Joer modern war, net ëmmer modern bleift.

An et ass och wichteg, dass een den Attraktivitéitsproblem vum Handwierk och als Gesellschaft, als Politik ueget an drop hiweist an dat emol positiv duerstellt an net ëmmer negativ, am Genre: „A wann da guer näischt méi geet, da gees de an d'Handwierk“, mee dass een de Stellwäert aneschters mécht, och an eise Rieden, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz (CSV)**, interpellateur | ... fir domadder ze soen, dass dat soziaalt Useeë vun den Handwierker och en anert gëtt an dass een och do aner Méiglechkeeten an aner Weeër huet. Dat selwecht gëllt och fir d'Opstigschancen. Ech mengen, dat betrëfft manner den Educationminister, dat geschitt méi an de Betriber selwer, bedeit awer gläichzäiteg och, dass de nach Formation continue muss maachen, fir dass de dann och eng Méiglechkeet hues, ëmmer um leschten Niveau ze sinn. An do gëtt et och Méiglechkeeten, wou de Staat kann hëllefen, fir dat ze maachen, sief et duerch e Congé, dee mer jo deelweis schonn hu fir d'Formatioun, sief et och iwwer aner Méiglechkeeten an aner Primmen.

Et muss ee wëssen, dass och Kreativitéit verlaangt ass a verschiddenen Handwierksberuffer – dat hänkt ëmmer dovun of, a wat fir engem Handwierksberuff een ass –, soudass och d'Kreativitéit mat an de Mëttelpunkt gestallt muss ginn. Et ass deemno wichteg, fir dat alles duerzustellen.

Gläichzäiteg ass et och wichteg, d'Elteren ze begeeschteren. An da kënnt erëm eng Kéier e grouse Punkt op d'Schoul zrëck, well deen éischten Usprichpartner, wann Der mat de Jugendlechen a mat de Kanner schwätzt, sinn d'Elteren. An et si jo meeschtens och déi Elteren – dat wëssen déi Leit, déi am Enseignement sinn –, déi et am meeschten néideg hätten, fir an d'Eltereversammlungen ze kommen, déi net kommen. Ech weess net, ob et iwverall esou ass, mee an där Regioun, wou ech sinn, stelle mer dat op alle Fall fest. Mee och do ass et wichteg, d'Elteren trotzdeem ze mobiliséieren, mat ze invitéieren an ze weisen, wat alles mat deene Berufsbiller méiglech ass a wat een alles dora kann errechen, dass et do och méiglech ass, mat der Fangerfäerdegkeet déi schéinste Saachen hierzustellen. A wann d'Eltere sech froen: „Jo, wann en elo en Handwierk léiert, eng Meeschterprüfung mécht an da wëllt e Betrib opbauen, wéi solle mir deem e Betrib opbauen?“, muss een och do erklären, wat do vu Méiglechkeeten do ass, fir Hëllefen ze kréien, wann ee sech als Betrib wëllt niderloossen.

An dat, wat dat Schéinst jo muss sinn: wann s de dann och als Betrib kanns Jugendlecher ausbilden! Nei Leit an déi Berufswelt erabréngen, neie Leit do och d'Méiglechkeet ginn, eng Perspektiv ze hunn, dat muss jo fir een, dee selwer eng Ausbildung gemaach huet, mat dat Schéinst sinn, wat et gëtt!

Et muss een och drop hiweisen, wat een nach alles kann errechen, wann een en Handwierk geléiert huet. Do muss mer vläicht Ännerunge maachen an der Schoul – fréier huet et geheescht: „Du méchs e CAP, da kanns de nach Ingénieur technicien ginn an da kanns de nach weidergoen“ –, fir dass een och déi Leaderen nom DAP vill méi siichtbar mécht a seet, wat een duerno nach alles kann zousätzlech errechen.

En anert Beispill ass dat vun engem anere Bundesland, wou et den Aarbechtsministère, net den Educationminister ass, dee seet: „Mir maachen eng Campagne, wat een alles ka maachen, fir d'Acquis vum de Mataarbechter ofzesécheren“, dass dat also net nëmmen direkt de Loun ass, mee dass et do och d'Méiglechkeet gëtt vu Prestation-en-nature, dass et méiglech ass, e Coaching ze maachen, fir do Jugendlecher mat virun ze huelen, fir dass se och léieren, wat dat bedeit, wa se e Betrib opbauen, wat jo hei zu Lëtzebuerg normalerweis geschitt, wann s de vum DAP an d'Meeschterprüfung eriwwegees. Do léiers de dann och déi administrativ Gestuon, déi s de an engem Betrib muss maachen, kriss gewisen, dass et och wichteg ass, Netzwierker opzebauen, Netzwierker zwëschent de Betriber, déi et am Handwierk gëtt, déi



et an deenen eenzelne Regiounen gëtt, an dass et och wichteg ass, eng attraktiv Öffentlechkeetsaarbecht ze maachen, alleguerten d'Handwerksberuffer zesummen.

Ech kéint elo nach mat x esou Beispiller weiderfuere. Ech hu mer eng Dokumentatioun zesummege stellt aus Däitschland, aus Frankräich an aus der Belsch, wou d'Approche, fir et ze maachen allkéiers eng aner ass, mee wou d'Zil ëmmer dat ass, en attraktiv Handwierk ze weisen, well mer eis alleguerte mussen bewusst sinn, dass, wa mer keng Handwerksbetriber méi hunn, mer alleguerte relativ komesch do setzen.

Wéi heibanne frëschgemaach ginn ass, Här President, déi nei Pulter koumen, wéi de Computer an d'Rei gesat ginn ass, waren et och Handwierker, déi déi Aarbecht gemaach hunn. A wann där keng do gewiescht wieren, géife mir 60, mat der Regierung 77, mam Personal 90, 100, net esou hei setzen, wéi mer elo hei setzen. An och d'äers soll ee sech bewusst sinn, wann ee mat den Handwierker schwätzt. Wann een alles dat net méi hätt a mir missten dat alles selwer maachen, ech mengen, da géife mer alleguerten zimmlech komesch – vläicht net all, awer Verschiddener – drakucken, fir dat erëm un d'Lafen ze kréien.

Ech mengen, d'äers solle mer eis reegelméisseg bewusst sinn. An ech géif et och gutt fannen, wa mer heibannen all zesumme géife festhalen, dass mer reegelméisseg heibanne géifen diskutéieren iwwert d'Handwierk, iwwert d'Beruffsausbildung an doriwier, wéi wichteg et ass, dass mer Handwierker hunn, a wat géif geschéien, wa mer keng méi hätten, déi nokommen.

Jo, an och déi Leit an der Hotellerie, an de Restauratiounsbetriber hunn eng Geselleprüfung, sief et als Kach, sief et als Garçon, och déi hunn eng Formation professionnelle gemaach am Handwierk. Déi sinn de Moment an enger Kris, ech brauch Iech net ze soe firwat, mir wëssen et alleguerten: duerch déi Problemer, déi d'Covidsituatioun mat sech bruecht huet. Ganz vill Leit sinn an deem Secteur fortgelaf, soudass een och do ka kucken, wat ee ka maachen, fir deene Leit elo ze hëllef, wat ee ka maache mat all deene Betriber, déi et elo net méi packen, a wou vläicht Interêt do ass, deen een oder deen aneren ze motivéieren, sech trotz deene Schwieregkeeten, déi do sinn, als Handwierker niderzeloossen.

An ech mengen, dass mer eis do missten en Titel ginn – ech hat virdu gesot: „Handwierk ass Hightech“, an ech wëll guer net hei soen, wat een nach alles ka soen, ech hat fonnt: „Handwierk 4.0“ –, fir dass een dat och mat iergendenger Campaigne verbënt an no baussen dréit an dass virun allem d'Exzellenz am Handwierk duergestallt gëtt. Well mir hunn hei zu Lëtzebuerg e gutt Handwierk a mir sollen alles maachen, dass mer souwuel d'Handwerksbetriber wéi och déi Leit ëmmer fannen, déi mer do brauchen!

An et ass do, wou ech eeben Angscht hunn, an dofir mäin Appell un de Minister! Mir hunn deen Appell jo och schon un d'Gesondheitsministesch gemaach, wat d'Infirmiären ubelaangt. Och do kéinte mer ouni d'Groussregioun net liewen. Beim Handwierk ass et amgaangen, an déi selwecht Richtung ze goen. Kommt mir maachen alles, fir dat ze verhënnern, well déi lescht zwee Joer hunn eis gewisen, wéi et ass, wa mer ëmmer nëmmen op Drëttsstaaten ugewise sinn: Denke mer nëmmen drun, wéi d'Kris ugaangen ass mam Covid, dass mer Masken hu missen aus Asien hierkréien, dass mer elo verschidde Produiten net méi erbäikréien, well mer déi hei zu Lëtzebuerg oder besser gesot an der Groussregioun net méi hierstellen an dofir Liwwerswieregkeete kritt hunn.

Kommt, mir kucken a mir suergen derfir, dass mer am Handwierk, dat bluttoutwendeg ass fir all Land a fir all Ekonomie, genuch Leit selwer ausbilden an dass mer et och fäerdegbréngen, méi Leit fir d'Handwierk begeeschtert ze kréien.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Hutt Dir eng Motioun fir mech, oder ...? Nee. Ok! Ech hat mer elo eng Motioun erwaart an ech kréien näischt.

*(Hilarité et brouhaha)*

Mir kënnen vläicht eng zesumme maachen, well ech mengen, dass et hei net esou ass, dass et vill Differenze géif ginn.

Dat gesot, géif ech deem nächste Riedner, dem Här Claude Lamberty, d'Wuert ginn. Här Lamberty, et ass un Iech.

**Débat**

**M. Claude Lamberty** (DP) | Villmools merci, Här President. Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wien denkt net heiansdo drun: „Wär et net vläicht un der Zäit fir eng nei, stylesch Coiffure, fir flott nei Holzstill an der Kichen?“

*(Interruption par M. Marc Spautz)*

Jo, ech hu mer geduecht: „Hëls de elo d'Beispill vun der Coiffure oder net?“ An dunn hunn ech geduecht, ech kéint mer dat nach erlaben.

*(Hilarité et interruption par M. Marc Spautz)*

Jo, mee elo geet meng Geschicht net méi ganz op! Also huele mer dann trotzdeem d'Coiffure, flott nei Holzstill an der Kichen oder dann awer eng Neigestaltung vum Buedzëmmer. D'Iddi ass ganz oft séier geduecht vun eis alleguer. Fir d'Ëmsetzung vun eisen deels ganz speziellen Iddien ass vun den eenzelne Beruffsspezialisten awer extreemen handwierklechen Knowhow gefrot.

A fir d'alleréischtt wëll ech awer dann, nom Coiffer, dem Här Spautz emol Merci soen, well Dir hutt mat engem Saz Recht – Dir hutt mat villem, wat Der de Mëtteg gesot hutt, Recht, mee mat engem Saz hutt Der nach méi Recht –: D'Handwierk an d'Ausbildung vun de Jonken an d'Handwierk hunn eng Debatt verdéngt, a vläicht méi oft, wéi mer dat maachen!

Dir wësst – oder Dir wësst et och net, mee ech mengen, Dir wësst –, dass ech virdu laang Joren zu Bouneweg am Lycée geschafft hunn, wou ech dann u sech dagdeeglech mat der Ausbildung vun deene Jonken a ganz ënnerschiddlechen Handwerksberuffer ze dinn hat. An dofir kann ech dat, wat Der gesot hutt, a ganz villem haut absolutt ënnersträchen an ech stellen awer och fest, dass dat, wat de Claude Meisch am Ministère an deene leschte Jore gemaach huet, ganz vill an déi Richtung geet, wat Der haut och thematiséiert hutt. Ech kommen awer nach dorop zrëck.

Déi Zuelen, déi Dir hat, hunn ech och: Ronn 100.000 Leit schaffen haut a méi wéi 8.000 Entrepenen hei am Land am Handwierk. Dat illustriert, wéi fest verankert a wéi wichteg déi breetgefächert Offer un Handwerksberuffer an eiser Gesellschaft ass. Et illustriert awer och, wat fir e groussen Employeur den Artisanat haut ass a wéi wichteg e wäert bleiwen an der Kreatioun vun neien Aarbechtsplaz fir d'Zukunft.

Ronn 10.000 nei Handwierker gi momentan pro Joer gebraucht – dat ass eng Schätzung aus dem Joer 2020 –, fir Leit ze ersetzen, déi a Pensioun ginn, déi de Secteur wiesselen, oder fir nei Posten, déi opginn. Bleiwe mer ganz kuerz bei der Alterspyramid vun der aktiver Populatioun: An den nächste Jore wäerten Dausenden Aarbechter aus dem Handwerkssecteur a Pensioun goen, wuelverdängt a Pensioun goen. Dat

stellt eis als Gesellschaft natierlech virun eng gréisser Erausforderung. Nieft den Handwierker selwer ginn awer och eng net onerheeblech Zuel vun Entrepreneuren – do läit d'Schätzung bei 1.500 – an den nächste Joren an hir wuelverdängt Pensioun. An och do stellt sech eis als Gesellschaft natierlech eng weider Erausforderung, well déi Betriber riskéieren ze verschwannen, wann da keen Nofolger sollt fonnt ginn.

Mir gesinn also: De Besoin u qualifizierten Handwierker an och u Meeschteren hei am Land ass gross. Et ass allerdéngs kee Geheimnis, dass eng Karriär am Handwierk fir vill Jonker hei am Land net ëmmer den éischte Choix ass respektiv oft guer net an Erwägung gezu gëtt.

Wann ee sech mat Patronen ënnerhält, da kritt een oft de Message, dass Problemer do sinn, fir jonken Nowuess ze fannen, an dat wierklech quasi duerch déi ganz Bandbreit vun der Berufswelt. Besonnesch, mee net just um Bau gëtt mat Hänn a Féiss no qualifizierten Aarbechter gesicht an dat och do an alle Berufssparten. Nieft dem Bau an der Industrie sinn awer och traditionell Handwerksberuffer betrafft, wéi zum Beispill de Metzler, wéi aus der neier Étude sectorielle vun der ADEM ervirgeet.

Fir dass eise Mëtzelstand, fir dass eis Handwerksbetriber also an Zukunft hiren Aufgabe kënnen gerecht ginn, mussen mer alles drusetzen, de Secteur ze stäerken an d'Handwierk als positiv Alternativ fir eis jonk Generatioun ze promovéieren, zemoos well mir zu Lëtzebuerg u sech jo e favorabelt Ëmfeld fir de Mëtzelstand hunn: Eis Economie dréit, mir hu Wuesstum, eise Beschäftigungstaux geet erop, an dat esouguer no der Pandemie.

Am Verglach mat aneren europäesche Länner sinn eis kleng a mëttelgrouss Betriber zu Lëtzebuerg besser duerch d'Kris komm, wat virun allem mat den Aiden zesummenhongen. Besonnesch während dem Lockdown waren d'Patronen op d'Hëllef vum Staat ugewisen. 2020 hunn deemno 84 % vun den Handwerksbetriber vum Chômage partiel an 39 % vun den Aides directes non remboursables profitéiert.

Mat den éischten Impfungen am Fréjoer d'lescht Joer an de méi labbere sanitäre Mesurë koum de Marché dunn och lues a lues nees un d'Rollen. An zäitgläich mat der Reprise ass d'Demande u qualifizierten Aarbechter nees däitlech an d'Luucht gaangen. Méi wéi ee Véierel vun den Handwerksbetriber hunn zejoert uginn, dass de feelenden Nowuess d'Relance vun hiren Aktivitéiten duerchaus géif erschwéieren.

Firwat kréie mer et also nach net hin, dass méi Jonker an d'Betribswelt, an en Handwierk wëlle goen, obwuel d'Wirtschaft dréit? Firwat ass d'Beruffsausbildung fir vill Jonker net déi éischt Alternativ, obwuel kaum ee Secteur esou vill Entfaltungsméiglechkeeten an Zukunftsperspektive bitt?

Dat si Froen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op déi mir müssen Äntwerte fannen, wa mir wëllen, dass eis Betriber weider existéieren an evoluéieren. Et sinn nämlech grad eis Handwerksbetriber, déi net nëmmen zu eiser Wirtschaft bäidroen, mee dacks vill méi déif an eiser Gesellschaft verwuerzelt sinn an eis Duerfan och Stadkäre prägen. De Bäcker, de Metzler, de Coiffer – elo si mer erëm bei em –, de Mecanicien, dat sinn alles Beruffer, déi engersäits praktesch Servicer fir den Alldag vum Bierger assuréieren an anerersäits awer och eis Stied an eis Dierfer iwwerhaupt emol lieweg maachen. Dofir si si duebel wichteg an dofir mussen mer ëmsou méi konkret Äntwerte ginn op d'Erausforderungen, déi sech eis stellen!

Eng Schwieregkeet ass, dass een ëmmer erëm d'Gefill huet, dass de bewusste Choix vun engem Jonke fir eng Beruffsausbildung vun der Gesellschaft éischter

net als éischte Choix wouergeholl gëtt. Wa mir awer nees méi Jonker fir eng Zukunft am Handwerk wëlle motivéieren, da muss mer derfir suergen, dass d'Berufsausbildung dee Respekt an déi Unerkennung kritt, déi se verdéngt. An do si virun allem mir als ganz Gesellschaft gefrot. Do si mir alleguerten, heibannen an dobaussen, gefrot!

Ech sinn der Meenung, dass et hei zu engem Mentalitéitswessel an der Gesellschaft muss kommen, dass een déi positiv Säiten a Méiglechkeeten, déi d'Handwerk deene Jonke ka bidden, och genau esou muss thematiséieren an unerkennen. D'Berufsausbildung ass keen zweetragege Bildungswee. Et ass net e Wee, deen ee just aschléit, wann ee soss keng Optioun huet! Et ass e Wee, deen ee soll aschloen, wann een handwerklech Talenter huet, wann ee seng Passioun wëllt zum Beruff maachen a seng manuell Motivatioun wëllt enner Beweis stellen. Et soll een dee Wee aschloen, wann ee wëllt konkret eppes hierstellen a wann ee wëllt verschiddenst Méiglechkeeten hunn, fir sai Wee an der Berufswelt, an der Aarbechtswelt ze goen.

Et ass also e positive Choix fir d'Léieren an d'Erléieren vun engem Handwerk. A genee esou muss dat och an eis Käpp, net nëmme vun de Politiker, mee vun eiser Gesellschaft eran! An dofir brauche mir eeben dee vu mir thematiséierte Mentalitéitswessel.

Net all Jonken – an ech mengen, dat ass och virdu gesot ginn – huet als Zil, op d'Uni ze goen. An dat soll een och respektéieren: als Politik, als Elteren, als ganz Gesellschaft. Wat géif et eis och bréngen, all Jonken op d'Uni ze drécken, wann en do net glécklech ass? Mir müssen also alles drusetzen, dass d'Formation professionnelle als gläichwäertge Bildungswee besonnesch an eise Käpp ugesi gëtt. Nëmme esou kënnen mir och wirklech déi individuell Talenter vun de Jonke féerden an hinnen déi beschméiglech Zukunftschancë bidden.

An de leschte Joren huet och den Educationministère schon eng ganz Rei Efforte geleescht, fir d'Berufsausbildung an d'Handwerk ze valoriséieren an d'Formatiounen och ze veränneren. Wa mir haut vun der Ausbildung vun den Handwerksberuffer schwätzen, ass dat natierlech ganz anescht wéi virun 20 Joer; den Här Spautz huet et gutt illustréiert. An et wär och nach ganz anescht, wa mer eis elo kéinten 20 Joer no vir projézieren. Den Elektriker vun haut muss anescht forméiert gi wéi deen am Joer 2000. De klassische Mecanicien kann haut net méi esou un engem Auto schaffe wéi nach virun 10, 15 Joer a warscheinlech och souguer net wéi virun 2, 3 Joer. An den Installateur, dee muss natierlech och ganz anescht geschoult sinn, fir up to date ze sinn.

D'Fro ass jo elo: Wat huet dee Jonken haut als Perspektiv, wann e sech fir en Handwerk entscheet?

Eise Schoulsystem ass eigentlech haut esou opgebaut, dass de Berufsausbildungswee deene Jonken änlech Perspektive bitt wéi de Schüler, déi en anere Schoulparcours aschloen. D'Léierbouwen an d'Léiermeedercher kënnen hire Formatiounswee geneesou duerch Leeschtung a Fläiss mat ganz ville Perspektiven no uenen duerchlafe wéi Schüler, déi net an der Berufsausbildung ennerwee sinn: vum CCP (ndlr: Certificat de compétence professionnelle) iwwert den DAP (ndlr: Diplôme d'aptitude professionnelle) zum Technikerofschloss, duerno iwwert de BTS (ndlr: Brevet de technicien supérieur) souguer bis hin zu engem Bachelor. Dat ass also eng ganz Bandbreet, déi sech do fir déi Jonk opmécht.

Nieft der Moderniséierung vum Contenu vun de Formatiounen ass et virun allem den oppene Stufesystem mat senge Passerellen, deen dese Bildungswee attraktiv mécht. Wa mir de Schüler duerch d'Berufsausbildung reell Zukunftschancë wëlle bidden, da

musse mer kucken, dass si no all Formatioun eng passend Uschlossausbildung kënnen maachen. De progressive System, dee mir mëttlerweil zu Lëtzebuerg hunn, gëtt deem Zil gerecht. D'Schüler hunn net nëmme d'Méiglechkeet, fir vun engem Niveau op deen nächsten ze klammen, mee kënnen och zu all Moment an d'Aarbechtswelt wiesselen.

Eng effikass a perspektivschafend Berufsformatioun muss natierlech och permanent un d'Realitäten an un d'Besoinen vun eiser Ekonomie ugepasst ginn. An deem Kader schafft den Educationministère enk mat de verschiddene Berufskummeren zesummen, fir d'Programmer an och d'Unterrechtsmethode reegelméisseg ze adaptéieren.

An de leschte Joren hu virun allem d'Digitaliséierung an de Wandel hin zu méi Nohaltegkeet d'Richtung diktéiert. Nei Technologie wéi zum Beispill „digital game-based learning“ hunn hire Wee an de Schoullalltag fonnt an et goufen nei Formatiounen an de Beräicher E-Commerce, Smart Technologies a Smart Buildings geschafft.

Och an der Constructioun solle gläich e puer nei Formatiounen ugebuede ginn, wéi zum Beispill am Déifbau an an der Maçonnerie. Am Beräich vun der Kannerbetreiung soll schon ab der nächster Rentrée en neien DAP ugebuede ginn. Mëttlerweil kënnen d'Schüler och verschidden Zousazzertifikatiounen während der Formation initiale maachen, wat hire Wäert um Aarbechtsmarché nach eng kéier däitlech erhéicht.

Nieft den ekonomesche Facteuren ass et awer och déi demografesch Entwécklung an d'Organisatioun vun der Berufsausbildung, déi do matafléisst. Eis Schoulpopulatioun, déi gëtt ëmmer méi divers, a soumat och natierlech d'Erausforderung! Déi sproochlech Kompetenz vun deene Jonke sinn haut aner. Wann d'Berufsformatioun awer fir jiddwieren accessibel soll sinn, da brauche mir niewent dem Däitschen och verstärkt Formatiounen an anere Sproochen, Franséisch an Englesch. Do goufe schon Efforte gemaach, mee ech mengen, do muss mer nach weiderfueren an och weiderdenken, wa mer eis elo nach e bëssen no vir projézieren.

Eng aner Initiativ, op déi ech ganz kuerz wëll ze schwätze kommen, déi ech awer ganz wichteg fannen, ass d'Reform vun der Meeschterprüfung. D'Formatiounen wäerten an Zukunft net méi just ee spezifesche Beruff, mee villméi eng Famill vu Beruffer englobéieren. Domat wëllt een de Meeschtere méi berufflech Perspektive bidden. Ee Beispill dofir ass den neie Brevet an der Alimentatioun, mat deem de Meeschter souwuel als Metzler wéi awer och als Traitteur oder souguer als Pâtissier ka schaffen.

D'Aféierung vun engem duebelen Diplom ass e weideren interessante Projet, deen och schon 2019 anonciéiert gouf. Domadder soll een eng Première an en DAP am nammlechten Ofschlossjoer kënnen maachen. Firwat, kann ee sech froen. D'Iddi heibäi ass et, de Schüler u sech méi Sécherheet an awer och méi Flexibilitéit ze bidden, andeems een hinne souwuel eng Karriär am Handwerk wéi awer och en Accès zu Héichschoulstudien erméiglecht. Ech mengen, dass an deem Konzept immens vill Potenzial läit a puncto Attraktivitéit an och am Punkt vum positive Choix, deen e Jonken hëlt, fir esou eng Richtung wellen anzuschloen.

Ausserdeem brauche mer awer och genuch Entreprises, déi bereet sinn, jonk Léierbouwen a Léiermeedercher anzustellen, fir se auszubilden. Do sinn d'Beriber natierlech als wichtige, awer och als staarke Partner mat am Ausbildungsboot, well ouni si kann ee keng héichwäerteg praktesch Ausbildung assuéréieren.

Nieft dem duebelen Diplom am Lycée soll och op BTS-Niveau verstärkt op eng dual Approche gesat ginn. Déi Jonk sollen nieft dem theoretische Wëssen an der Schoul och praktesch Erfahrungen an engem Betrib kënnen sammelen, an dat net just am Kader vun engem Stage conventionné, mee sous forme vun engem Contrat d'apprentissage.

An deem Sënn gouf et fir d'Rentrée 2021 och den éischten duale BTS hei am Land, de BTS en commerce am Lycée du Nord. An Zukunft wäerte weiderer derbäikommen. Hei dernieft solle beruffsorientéiert Bachelore fir Schüler mat engem BTS-Diplom entwéckelt ginn. Zesumme mam ECG an och mam Lycée des Arts et Métiers, deen haut schon erwäant ginn ass, huet d'Uni.lu bis elo zwee esou Studiégäng agefouert, deen een de Bachelor en comptabilité et fiscalité an deen aneren – dat fannen ech ganz kreativ an interessant – de Bachelor en dessin d'animation.

Ech hunn elo eng ganz Rei Initiative genannt, déi déi berufflech Grondausbildung, also d'Formation initiale an de mëttleren an ieweschte Cycele vum Lycée méi attraktiv a méi effikass gemaach hunn. Nieft der Formation initiale spillt awer och déi berufflech Weiderentwécklung, also d'Formation continue, eng immens wichteg Roll, fir ëmmer up to date ze sinn, ze bleiwen an och, fir nei Leit aus anere Branchen unzezéien.

Iwwert d'Grondausbildung eras erlaabt d'Formation continue erwuessene Leit, en Diplom ze kréien, hir Kenntniser a Kompetenzen ze completéieren, sech berufflech nei ze orientéieren, am Beruff awer och weiderzecommen, sech op de Meeschterbréif ze preparéieren a sech awer och mat ganz neien Technologien, déi ëmmer méi wichteg ginn, vertraut ze maachen.

Fir déi Erwuessene esou gutt wéi méiglech op d'Digitaliséierung vun der Aarbechtswelt ze preparéieren, huet den Educationministère zesumme mat de Berufskummeren an der ADEM an de leschte Joren eng Rëtsch nei Weiderbildung ganz besonnesch am Beräich vun der ICT entwéckelt. De Reskilling an den Upskilling goufen duerch d'Aféierung vun Deelzertifiquéierung vereinfacht, an och d'Prozedur fir d'Unerkennung vun de Bildungsleeschtunge gouf iwwerschaaft. D'Demandé fir d'Validation des acquis de l'expérience kënnen haut einfach a bequeem iwwer MyGuichet agerecht ginn.

Ech hu virdu gesot, dass mir zu Lëtzebuerg e Mentalitéitswessel brauchen, dass mir falsch Stigmen aus de Käpp vun de Leit mussen erauskréien, dass mir d'Berufsausbildung als eppes Positives mussen duerstellen. Mir brauche breet ausgeluecht an ugeluecht Informatiounscampagnen, déi sech souwuel un déi Jonk, un d'Elteren, un d'Enseignanten an awer och un de Grand public richten. Da si mer erëm bei deem Mentalitéitswessel an der Gesellschaft.

An de Grondschoole gi se mam gudden Beispill vir. Do gi Workshoppen am Kader vum Projet „Hallo Handwerk“ organiséiert, wou d'Kanner op eng spilleresch Aart a Weis verschidde Beruffer virgestallt kréien. De Goût um Handwerk vermëttelen duerch selwer experimentéieren, mee ganz besonnesch den natierleche Virwëlz vun all Kand, deen all Kand huet, notzen, fir verschiddenst Berufsbiller virzustellen, dat ass de Wee, deen et erméiglecht, de Kanner net just eng Richtung, wéi dat vläicht an deene leschte Joerzéngte ganz oft de Fall war, virzezeichnen.

Am Luxembourg Science Center ginn déi Jugendlech iwwert d'Villfalt vun den techneschen an och technologesche Beruffer informéiert. An d'Kompetitioun LuxSkills soll déi Jonk dozou motivéieren, hir Talenter a Passiounen fräi ze entfalten.

Hautdesdaags bidde virun allem awer och d'sozial Medien an den Internet eng wichteg Méiglechkeet fir



jiddwereen a ganz besonnesch déi Jonk, fir sech ze informéieren. Dofir huet de SCRIPT zesumme mat der Chambre des Métiers den neie Site berufsausbildung.lu an d'Liewe geruff.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Ech rode jiddweringem, wann en eng Kéier drun denkt, sech iwwer Beruffer ze informéieren, do emol laanscht surfen ze goen! Et ass gutt gemaach, et ass informativ an et ass dee richtege Wee.

Och d'Campagne „Hands Up“ oder #MakersOf lafe virun allem digital. Dat beweist, dass een u sech déi Jonk – ganz besonnesch déi Jonk – och do ofhëlt, wou se haut sinn: an de soziale Medien, am Internet. Do ginn d'Informatiounen haut weider an do ass och déi richteg Ausrichtung vun den Informatiounen méttlerweil ze fannen.

Am spéide Fréijoer dëst Joer soll eng grouss Schoulfoire fir Schüler aus der Grondschoul an aus den ënneschten Zykle vun de Lycéeën organiséiert ginn. D'Zil heivunnen ass et, déi Jonk iwwer sämtlech Formatiounen ze informéieren, déi hei am Land ugebuede ginn, an och déi verschidden handwierklech Beruffer virzestellen. Vlächtt kann den Här Minister eis herno e bësse méi iwwert déi Foire erzielen. An och den Här Bauler ass ganz sécherlech dorunner interesséiert, wat déi Foire alles ze bidden huet.

**M. André Bauler (DP)** | Ech war nach ëmmer interesséiert um Handwerk.

**M. Claude Lamberty (DP)** | Dofir hunn ech dat extra gesot, Här Bauler.

Här President, d'Covidkris huet eis nach eemol verdäitlecht, dass mir ekonomesch gesinn a ville Beräicher, an dat net nëmme am Handwerk, vun eisen Nopeschlänner ofhängeg sinn. Lëtzebuerg ass nun emol e klengt Land mat engem begrenzte Pool u qualifizierten Aarbechter an un Nowuess. Dofir wäerte mir och an Zukunft net derlaanscht kommen, fir en Deel vun eiser Main-d'œuvre an d'Ausland sichen ze goen. Wéi wäit iwwert d'Grenzen ewech an Zukunft rekrutéiert gi muss, dat ass eng Fro, déi mer net haut muss klären, och net haut kënnen klären, mee déi mir awer méttelfristeg gesi ganz sécherlech nach eng Kéier mussen thematiséieren.

Eng effikass Schoulpolitik ass immens wichteg. Si eleng geet awer net duer, fir de Manktum un Aarbechter ze léisen. Do spillen eng ganz Partie vu Facteuren eng Roll. Trotzdem sinn ech der Meinung, dass all Weeër, all Pisten, all Adaptatiounen, déi ech virdund ongezielt hunn a genant hunn, hir Friichten droen an nees méi Jonker de Wee an d'Handwerk wäerte fannen.

Et feelt eisem Land net u kompetenten a kreative Käpp. Zesumme muss mir kucken, wéi mer si, déi kreativ a kompetent Käpp, an déi richteg Formatiounen kréien, wou si hire Wee och kënnen goen, wou mer se beegeschtert kréien, hir Skills auszeliewen. Well nëmme Jonken, dee mat Freed a mat Loscht u seng Ausbildung erugeet a seng Talenter fräi entfale kann, wäert och spéiderhin eng gutt Aarbecht kënnen leeschten.

Nach eng Kéier merci dem Här Spautz an Iech merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Lamberty. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Tess Burton (LSAP)** | Merci, Här President. Ech wëll dann och ufänken a fir d'éischt dem Interpellant hei Merci soe fir seng Ufro. Och wann en huet laang missen drop waarden, fannen ech den Timing vun

dëser Interpellatioun awer ganz gutt, well och grad d'Pandemie eis nach eemol verdäitlecht huet, wéi wichteg d'Handwerk fir eis Gesellschaft ass.

Här President, op d'Fro, wat eigentlech systeemrelevant ass, huet d'Pandemie eis vill Äntwerte ginn, virun allem och an der Aarbechtswelt, wou op eemol vu „systemrelevante Beruffer“ geschwat ginn ass. Dëst sinn natierlech sämtlech Aufgaben am Gesondheitssecteur, mee doriwwer eraus fënnt een dann awer och ganz vill Beruffer, déi handwierklecher Natur sinn, op déi een net verzichte kann, ugefaange mam Bäcker, dee mer brauche fir eis Liewensmëttel, jo, fir eist Brout hierzestellen. A wien erënnert sech net dann drun, wéi mer ausgesinn hunn, wéi d'Coifferen am Lockdown waren? Och ech benotze gären dat Beispill vun de Coifferen, well se eeben esou wichteg sinn. Doriwwer eraus hunn awer och vill Leit wärend dem Lockdown an hiert Doheem investéiert. Handwierker wéi den Usträicher oder den Elektriker ware wärend der Pandemie, och wann et fir si keng einfach Zäit war, vill gefrot, an och haut hunn nach vill Betriber am Handwerk méi Aarbecht, wéi se kuerzfristeg erleeedege kënnen.

D'Pandemie huet eis deemno gewisen, wéi wichteg d'Handwerksberuffer sinn, an dat grad fir e Land, deem seng Economie virun allem op Servicer ausgegriicht ass. Dofir, eist Handwerk huet hei zu Lëtzebuerg och vill derzou bägedroen, dass eise System an der Pandemie net zesummegebrach ass.

Mee, Här President, doriwwer eraus wësse mer, dass mer an deenen nächste Joren a Saache Logement vill Efforte wëlle maachen, massiv Wunnraum wëlle schaffen. A wa mer wëllen Haiser bauen, da brauche mer ganz vill verschidden Handwierker, déi eis déi Haiser baue kënnen. Dat heescht, et ginn nach méi Leit an der Constructioun gebraucht, déi mussen ausgebilt ginn.

A wann een da weess, dass aktuell vun 8.000 Handwerksbetriber, déi et gëtt, 1.000 Betriber schonn haut an an den nächste Joren eng Relève sichen – et ass schonn ugeschwat ginn –, dann ass et nach méi kloer, dass mer an Zukunft vill Leit brauchen, déi bereet sinn, en Handwerk ze léieren. Mee fir dass jonk Leit de Choix treffen, fir en Handwerk ze léieren, mussen dës Beruffer attraktiv sinn an de Leit Zukunftsperspektive bidden.

Här President, ech wëll ufänke bei der Orientatioun, well all Mënsch hëlt iergendwann a sengem Liewen eng Decisioun, wat e wëllt léiere respektiv a wat fir engem Beruff e spéider wëllt schaffen. An do gëtt et ganz vill Facteuren, déi Afloss op dës Decisioun hunn.

Ech ka mech och nach u meng Zäit an der Schoul erënnere. Ech war am sechste Schouljoer, wéi mer dräi Ateliere deemools an de Lycée niewendru kucke gaange sinn. Mee ech muss awer soen, dass dat deen eenzege Kontakt war, fir eis Schüler vum Handwerk ze beegeschteren. Dat ass elo scho bal 25 Joer hier. Sätdeem ass villes anescht. Haut gëtt et méi där Initiativen, mee den éischte Kontakt zum Handwerk ass nach ëmmer, wéi deemools, wichteg fir déi spéider Orientatioun.

Et ass deemno ganz wichteg, dass déi jonk Leit scho fréi mam Handwerk a Kontakt kommen, an dat och ëmmer erëm an hirer Schoulkarriär – ech denken do un de Fundamental an awer och un de Lycée –, fir dass si erkläert kréien, wat d'Handwerk ass, wéi d'Ausbildung ausgesäit a wéi eng Zukunftsperspektive se am Handwerk hunn. Ech denken hei un Opläroungsaarbecht, déi weider muss gemaach ginn, mee och u Stagen, déi ugebuede solle ginn, fir dass dee Kontakt mam Handwerk méi intensiv gëtt.

Ech wëll hei gären och de Service vun der Chambre des Métiers „Perspektiv Handwerk“ erwänen, wou se reegelméisseg an de Fundamental ginn an iwwert

d'Metieren oplären, fir dass déi Jonk sech iwwerhaupt eppes ënnert der Aarbecht virstelle kënnen. Ech sinn nämlech der Meinung, dass grad Leit, déi selwer Handwierker sinn, hir Passioun am beschten eriwuerbréngen kënnen. Dofir muss mer déi Kontakter an Zukunft nach weider ausbauen.

Här President, allerdéngs spillen awer och oft d'Elteren eng wichteg Roll – dat ass och schonn haut ugeklungen –, wann et ëm den éischten Androck vum Handwerk geet. D'Orientéierung an en Handwerksberuff gëtt oft vun den Elteren ënnerstëtzt, oder eeben net. Dofir muss mer d'Elteren esocht huele mat hire Motivatiounen, Froen an Dreem. Mir muss si richteg informéieren, well si droen e wichtegen Deel zur Orientéierung vun hirem Kand bäi.

Wann ech dann och zréckdenken u meng Zäit am sechste Schouljoer, da weess ech nach, dass eis deemools allgemeng vermëttelt ginn ass, dass ee misst gutt léieren, fir dass een an de Classique kéint goen, dass den Technique déi Optioun wär, wann et net gutt leeft an der Schoul. An dat muss mer onbedéngt aus de Käpp vun de Leit kréien, well d'Handwerk dierf keng Orientation vers le bas sinn. Mir brauche grad do och gutt Leit, well och d'Ufuerderungen un d'Handwerk ëmmer méi grouss a komplex ginn.

Ech hunn d'Orientéierung ugeschwat. Mir brauchen an eise Schoule kloer Oplklärung a konkret Gespräicher iwwert déi verschidden Orientéierungsméiglechkeeten. Mir brauchen awer och eng Plaz, wou een dese kompletten Iwwerbléck ka kréien, zesumme mat Gespräicher mat Experten, déi engem mat Rot an Dot kënnen zur Säit stoen. D'Maison de l'orientation soll dës Plaz sinn. Mir freeën eis op alle Fall schonn op d'Reouverture Enn März an hoffen, dass hei an Zukunft ville Jonken nach besser ka gehollef ginn. Am Kontext vun der Berufsausbildung kënnt et hei insbesondere op de Service d'orientation professionnelle vun der ADEM un. Si sinn do fir all Froen ëm d'Berufsausbildung.

Da stellt sech awer och nach d'Fro, wéini dee beschte Moment ass, fir sech fir en Handwerk ze decidéieren. Hei wär et wichteg, dass méi Méiglechkeete geschafft ginn, wou de Wee an d'Handwerk nach méiglech ass. Ech denken hei zum Beispill u Passerellen, déi sollte geschafft gi fir Schüler, déi sech fir de Classique entscheet hunn, awer kuerz virun hirem Ofschluss sech wëllen anescht orientéieren, dass si eng Méiglechkeet gebuede kréien, wou si net all hir Jore verléieren. Well d'Orientéierung vun de Jonke kënnt dacks ganz fréi. Am sechste Schouljoer d'Decisioun ze huelen, ob ee vlächtt en Handwerk wëllt léieren oder net, oder sech mat 15 Joer scho mussen fir en Handwerk ze entscheiden, ass net evident.

Här President, d'Berufsausbildung ass en enorm spannenden Challenge. Et ass eng dual Ausbildung, dat heescht, déi fir eng gewëssen Zäit an der Schoul an op der Schaff stattfënnt. Ech kann all Jonken nëmme uroden, sech emol op deene verschiddene Sitten a Plazen ze informéieren, wat et hei alles fir Méiglechkeete gëtt. D'Handwerk ass immens facetteräich. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et iwwer 100 Metieren, déi ee ka léieren. Dëst geet iwwert déi verschiddenst Beräicher, vun der Construction, der Mecanique, allem wat Kommunikatioun ass iwwert d'Soins à la personne bis zur Alimentatioun. Ech mengen, do hu mir haut scho ganz vill geléiert, wéi facetteräich dee Beräich ass, wivill ënnerschiedlech Beruffer et am Handwerk gëtt.

Wichteg bleift natierlech ëmmer, dass ee jonk Leit a Beruffer orientéiert, wou e Besoin do ass. Dat ass ganz wichteg fir d'Motivatioun vum Jonken, deen esou scho fréi gesäit, dass en an der Aarbechtswelt gebraucht gëtt.

Här President, mir hu vill vun deene Jonke geschwat, déi mer gären an d'Handwierk orientéiere wëllen. Mee d'Handwierk ass och eng Chance fir all Alter. Et ass eng grouss Nofro um Marché. Dofir kann een d'Aarbecht vun der ADEM an deem Beräich nëmme begrëssen. D'ADEM mécht reegelméisseg Etüde respektiv kuckt, wéi eng Kompetenzen um Aarbechtsmarché gebraucht ginn, a probéiert duerch Formatiounen, den Demandeurs d'emploi déi néideg Kompetenzen ze ginn. Initiative wéi „FutureSkills“ an de „Skills-Plang“ si wichteg, fir de Salarié wéi och de Betriber ze hëllefen, datt si beienee fannen.

Mee och d'Centres de formation sectorielle mussen ausgebaut ginn. Hei bilde Betriber hir Salariéen an deene Kompetenzen aus, déi gebraucht ginn, an dëst op eng ganz flexibel a reaktiv Aart a Weis. Am Kader vum Accord interprofessionnel vun der Chambre immobilière gëtt elo e weidere Kompetenzzenter op d'Bee gestallt. Dëst ass e Secteur, wou et 80 Entreprisé gëtt an eng 2.000 Salarié schaffen.

Här President, et gesäit ee méttlerweil op ville Plazen, datt am Handwierk Leit gesicht ginn. Op ville Camionnetté vun Handwiersbetriber, déi duerch d'Land fueren, steet, datt se Personal sichen. Dës Woch stoung souguer op menger Tut vu mengem Brout, datt de Bäcker Leit sicht. Ech mengen, et ass gewosst, datt mer eng Penurie am Handwierk hunn.

Eng Kritik, déi jo ëmmer erëm opkënn an deem Kontext, ass, datt vill Léierbouwen a Léiermeedercher eng Ausbildung maachen an engem private Betrib an duerno awer an en anere Betrib wiesselen oder souguer bei eng Gemeng schaffe ginn. D'Konkurrenz am Handwierk ass duerch d'Penurie grouss. D'Handwiesker kënnen sech quasi hire Patron eraussichen. Doriwwer eraus brauch och eng Gemeng Handwiesker, fir hir Servicer fir d'Bierger ze garantéieren.

Wann den ëffentlechen Déngscht manner attraktiv soll sinn, misst ee sech eigentlech de Contraire froen: Kënnen mer net versichen, fir déi privat Betriber grad esou attraktiv ze maachen? Well mir wëlle jo net, datt et de Leit méi schlecht geet, mee datt et hinne besser geet!

Och am private Secteur gëtt et nämlech vill Méiglechkeeten, fir dem Salarié e positiiiv Aarbechtsëmfeld ze schafen. Ech denken do u ganz vill verschidde Saachen: datt vläicht an engem klengen Betrib d'Aarbechter méi wäertgeschätzt ginn, datt se méi Verantwortung kréien a matbestëmme kënnen, datt se vläicht méi flexibel schaffe kënnen. Mee natierlech spillt och de Salaire eng Roll. Wann d'Leit ënner Aarbechtskonditiounen schaffen, déi net gutt sinn, ass et normal, datt se net wëllen op där Aarbechtsplaz bliewen.

Dofir ass et wichteg, datt d'Betriber am Management vun hirem Personal forméiert ginn, datt et hinne bewosst gëtt, wéi wichteg en angeneemt Aarbechtsëmfeld fir hir Mataarbechter ass a wéi een d'Leit fir hir Aarbecht wäertschätzt. Well nëmme esou kommen d'Leit gären op hir Aarbecht, identifizéiere sech mat hirem Betrib a wëllen och gären do bliewen.

Zum Schluss wëll ech nach eemol ënnersträichen: Fir d'LSAP ass et wichteg, datt mir déi jonk Leit an déi Beruffer orientéieren, duer, wou se dréngend gebraucht ginn, datt de Kontakt zwëschen Schüler an Handwierk méi gefërdert gëtt, datt méi iwwert d'Orientatioun informéiert gëtt, datt d'Ausbildung fir d'Handwierk weider opgewäert gëtt an datt Passerellé geschaaft ginn, fir méi Méiglechkeeten ze hunn, en Handwierk ze léieren. An et ass wichteg, datt mer vermëttelen, datt d'Handwierk en immens flotte Beruff ass. En Handwiesker kann all Dag seng Passioun liewen, an dat ass dach dee schéinste Beruff, deen ee kann hunn!

Domat soen ech Iech scho Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Burton. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, „Makers of Luxembourg“: Wann Der wéi ech alt emol d'Geleeënheet hutt, an de Kino ze goen, dann hutt Der bestëmmt dee Spot: „MAKE. SHAPE. CREATE.“ vun de Makers of Luxembourg gesinn. E staark Stéck Lëtzebuerg gëtt do gewisen.

Leider kann ech hei an der Chamber op der Tribün dëse Spot elo net weisen; eng Grafik hu mer virdu probéiert, et muss een déi Saache kënnen anschaulesch bréngen. Mee gitt an de Kino oder gitt op de Site vun handwierk.lu, da fannt Der en. Do gëtt gesot: „Du hues dech schon ëmmer gefrot, wéi et wier, e Maker, Shaper oder Creator ze sinn? Du hues e Fonken, eng Iddi, eppes wat s du schon ëmmer wollts maachen, awer du weess net, wou ufänken.“

Ech hat am Fong geduecht, de Méttelstandsminister wär hei. Ech si frou, dass de Schoulminister hei ass, well déi meescht Bemerkungen, déi ech maachen, ginn och kloer an déi Richtung.

„Makers of Luxembourg sinn déi Fraen a Männer, déi zu Lëtzebuerg am Handwierk schaffen“, esou den Tom Wirion, Generaldirekter vun der Handwieskerkummer. A si sollen net am Schied bliewen. Ganz am Géigendeel. „Eis Campagne baséiert op enger kloer Leitlinn, déi den Handwiesker opfuerdert, Courage ze hunn, an anere Wieder, selbstebewosst a selbstezécher opzetrieden. Op de Fotoen, déi dann derbäi sinn, gesäit ee Persounen, déi selbstebewosst a staark op hir Aarbecht fokusséiert sinn.“

De Slogan „MAKE. SHAPE. CREATE.“ ass en Appell un d'Handwierk, wéi et sech soll selwer duerstellen. „Et geet ëm d'Wiese vum Handwierk: sech un d'Aarbecht ze maachen, ze formen a schliisslech Neies ze schafen. Et ass en Opruff u jiddweree vun eis, selwer aktiv ze ginn“, also net just ze fuerderen.

Da seet och den Tom Oberweis, President vun der Handwieskerkummer, dass déi Campagne elo laangfristeg ugeluecht ass a soll esou nohalteg si wéi d'Handwierk selwer.

Et ass d'Roll vun der Handwieskerkummer, an der Ëffentlechkeet e positiiiv Bild vum Handwierk ze vermëttelen. Si soll zu Denksteiss an neie Perspektive féieren an déi onbestreitbar Bedeutung vum Handwierk ënnersträichen – wéi och meng Virriedner a Virriednerinnen dat elo gemaach hunn. Den Tom Wirion resuméiert dann och nach de Message vun dëser Campagne: „Am Handwierk, als Handwiesker fannt Der Sënn an Ärer Aarbecht.“

D'Makers of Luxembourg sinn eng grouss Mannschaft. Do sinn 100.000 Leit dran. All Fënnefte vun de Mënschen, déi hei am Land eng Aarbecht hunn, sinn an dëser Mannschaft. „A si hunn och eng sécher Aarbechtsplaz“, seet den Tom Oberweis. „Oder kennt Dir vill Handwiesker, déi am Chômage sinn; ech menge laangfristeg? Faillitte gëtt et, datt ass gewosst. Mee Dir kommt relativ schnell erëm ënner Dag.“ Meng Virriedner hu gesot, wéi vill Leit gebraucht ginn.

Dem Marc Spautz, och wann en zënter Laangem net méi am Atelier steet, säin Häerz schléit nach ëmmer fir déi Mannschaft. E Merci un hier fir dës Interpellatioun. A wéi ech e gefrot hunn: „Jo, Marc, wat wëlls de dann elo mat dëser Interpellatioun?“, sot en: „Ma et geet ëm mäi ganz Liewen“, an en huet dat mat Begeescherung gesot, „du weess dach och, wat dat heescht!“

Fir eis Gréng ass d'Handwierk e geschätzte Partner: Diskussioun, Austausch, Innovatioun. Ouni d'Handwierk keng Ëmsetzung vun de politesche Virgabe vun der Transitioun! Ech ernimmen hei ganz dätlich déi fréier gréng Deputéiert Gérard Anzia an Henri Kox an dësem Zesammenhang. Als mat Leif a Séil engagéiert Proffen an der Handwieskerschoul an duerno an der Politik hu si sech ëmmer fir d'Handwierk agesat an d'Diskussioun permanent gesicht, esou wéi haut och de Claude Turmes als Energieminister weess, dass e bei den Handwiesker en zouverlässeg, onëmgänglechen Usprichpartner huet, grad ewéi eise Logementsminister.

Wann déi Verantwortlech vum Handwierk also elo d'Entscheidung geholl hunn, selwer op eegen Initiativ d'Handwierk ze promoten, dann ass et, well d'Handwierk en dauerhafte Problem hei am Land huet: déi Unerkennung a Wäertschätzung ze kréien, déi et verdéngt huet. Meng Virriedner si schonn op de gesellschaftleche Problem, op de Mentalitéitsproblem agaang. Ech wäert dat och elo nach maachen.

Als Gesellschaft hu mir, woen ech ze soen, e gestéiert Verhältnis zum Handwierk. Mir brauchen Handwiesker, mee mir „liwweren“ net, jiddefalls net genuch, woen ech ze behaapten. Jo, et ass oft en haarden Job: kierperlech schaffen, dem Wieder ausgesat sinn op de Chantieren. Mee et ass ofwiesslungsräich, Aarbecht mat héich technesche Maschinnen, Aarbecht mat Autonomie a Verantwortung, a wéi schonns gesot, eng Aarbecht, déi sënnvoll ass, déi Sënn gëtt, déi een houfreg mécht, well ee Qualitéit liwwert am Déngscht vum Client. A Clienté si mir jo all!

Effektiv kennen ech de Secteur – wéi de Marc Spautz et ugeduecht a mer geäntwert huet – aus enger éischer Erfahrung als jonke Kärel, wéi ech no menger Première gepaust hunn an e gutt halleft Joer an enger Schmëdd zu Hënsdref geschafft hunn, d'Stonne vun den 19 Aarbechter ausgerechent hunn an hinnen den hallwe Mount de Virschoss an um Enn vum Mount de Rescht an der bronger Paitut mat Boergeld bei d'Dréibänk bruecht hunn. Nieft dem Abléck an d'Liewe vun den Aarbechter hunn ech mech och kënnen begeeschtere fir Feinmechanik, Hydraulik, Camionskipperen, Camionskranen – eng gutt a prägend Léierzäit!

A mengem fréiere Berufsliewen, wou ech vill Mataarbechterbefrounge gemaach hunn, hunn ech dunn och Kontakt kritt: fir d'éischt emol 2004 am Banksektor, ola!, gudde Verdéngscht mat vill zousätzlechen Avantage an Congéen. Awer nujee, d'Begeescherung huet sech deemools a Grenze gehalen. An no 2008, do brauch ech Iech jo net ze soen, wéi schwierig et war, wann de Banker Leit gesicht hutt, no deem Vertrauensverloscht, dee mer no der grousser Finanzkris erlieft haten.

2012, also véier Joer duerno, hat ech dunn d'Geleeënheet, de Bausektor ënnert d'Lupp ze huelen, also en Deel vum Handwierk nëmme. Nawell, jee no Betriber gouf et do grouss Ënnerscheeder, wat den Zefriddenheitsgrad an de Commitment ueget, en Zeechen, dass d'Betribskultur, de Leadership net ëmmer déi selwecht Suerg sinn an d'selwecht gefleegt ginn an dass och vun de Patronen net onbedéngt déi selwecht Kompetenz do ass.

Awer, an dat ass interessant, wat erauskomm ass: Et ass dee Secteur, wou ech den héchste Wäert gemooss hunn, wat de Commitment ueget, also den héchste Wäert, wat d'Zougehéieregkeetsgefill ueget. Frou sinn, Well-Being op der Aarbechtsplaz sinn am Bau Indikatoren, déi ganz gutt ofschneiden. Et ass och erauskomm an där selwechter Etüd, dass de Verdéngscht net ëmmer genial ass, a wat ee méi al ginn ass, dass ee wirklech méi midd ginn ass an d'Bereetschaft, a



Fonction vun den Aarbechtszäite méi oder manner Asaz ze bréngen, eng aner ass. Awer ënnert dem Stréch war méi Zefriddenheet, Wuelbefanne wéi an anere Secteuren, déi ech analyséiere konnt. Firwat hu mer och nach erausfonnt. Et war Ekippegescht, et war en Zesummenhalen, et war relativ kleng Aarbechtsekippen a gutt Cheffen ze hunn, Verantwortung ze hunn, kreativ ze sinn. Dat sinn e puer Erklärunge vun deem sektorielle Resultat.

Dass d'Handwierk net dee Stellewäert huet an eiser Gesellschaft, deen et verdéngt, ass net nei. De Problem ass bekannt. Manuell Beruffer hunn net déi Unerkennung, déi se verdéngen. Ech kann nëmmen en Appell un all Eltere maachen – do zielen ech mech dozou –, sech ze informéieren an hir Kanner ze ënnerstëtzen, wa se Interesse hunn, en Handwierk ze léieren. Vill ze vill oft gëtt an de Famille gezéckt, en Zweifel opkomme gelooss: „Ass dat eppes fir dech, do muss de vill schaffen, fréi opstoen, do hues de Schichtaarbecht.“ Mee domadder maachen ech kengem Loscht, an esou e Beruff eranzegeen. Do maachen ech kengem Loscht, wann déi Gedanken ënnerschwelleg um Familjendesch sinn.

Wéi wär et, wa mer géife soen: Kreativitéit, eppes Sënnvolles maachen, Interessi hunn, an Ekippen ze schaffen, Verantwortung ze kréien an ze huelen, houfreg sinn op dat, wat ee leescht? Wann um Familjendesch déi Notiounen géifen ubruecht ginn am Zesummenhang mam Handwierk, da kéime mer e Stéck méi wäit an da kéint jiddweree sech emol vläicht och eng Berufszukunft anescht virstellen.

Well, et ass scho gesot gi vu menge Virriedner, de Wee an d'Handwierk iwwert d'Sélection par l'échec – d'Tess Burton huet elo grad nach geschwat vu senger méi rezenten Erfahrung wéi meng an der Schoul – ass deels eng Realitéit. Mee domat si mer um Holzwee! Fir mech, fir eis Gréng ass dat en No-Go. De Marc Spautz sot et, d'Schwäizer, déi Däitsch an d'Éisträicher zum Beispill maachen dee Feeler net. Am Géigendeel: Do gëtt et eng Wäertschätzung an en Houfert, Handwierker ze sinn.

Ech weess et jo ze gutt als Sozialfuerscher: De Sozialdeterminismus ass nun emol esou, dass déi gesellschaftlech Klassen a Schichte sech tendenziell selwer staark reproduzéieren. Mee wann derbäi kënn, dass ënnerschwelleg an eise Käpp e Bild, eng Virstellung vum Handwierk ass, wat net esou positiv ass wéi Beruffer, wou ee sech net knaschteng a kierperlech net midd mécht, da gëtt et richteg komplizéiert. Well da riskéiere mer och, dass an Handwierkerfamilien ofgerode gëtt, an de Beruff vun der Mamm oder vum Papp ze goen, well dat wëssen der och vill vun eis: „Komm, géi maach net dat, wat ech gemaach hunn, maach Schoulen!“ An dat huet dann eebe geheescht, op déi manner ugesinne Schoulen ze goen oder wou ee manner Punkten am sechste Schouljoer gebraucht huet.

Ech muss och meng eege Generatioun bei der Nues huelen, an déi virdrun och. Wat hu mer vermëttelt? Wat krute mer vermëttelt? A wéi eng Orientierungshëllef hu mer hinne ginn? Ech hunn a menger Schoulzäit zu Hollerech – Primaire a Lycée waren no beieneen – ni eppes vum Handwierk an der Schoul matkritt. Ech ka mech och vläicht net méi un alles erënneren, muss ech soen. Mee keng Informatioun, keen Hiweis, obschonn do zu Hollerech, dat betounen ech wierklech, de Paul Wurth war, d'Gaswierk war do, et war niewendrun d'Schluechthaus. Ech weess just, dass ech de Kontakt hat mam Handwierk, wann ech mäi Vélo flécke loosse gaange si bei de Kirchens Jäng an der Hollerecher Strooss. An dee Mann huet jiddweree vu senge Clienten, vu deene jonken, mat an den Atelier geholl, fir ze weisen an em eppes kënnen bäizebréngen, fir dass e selwer kéint eens ginn.

Mee dat selwecht war och esou fir meng dräi Kanner – haut tëscht 27 a 34 Joer al: De Wee ass implizitt virgezeecht, wann ee bis an engem classesche Lycée ass, an duerno ass d'Oriëntatioun just déi op d'Uni, wou s de dann higees, wann s de Lycée gemaach hues. Néierens Informatioun – d'Tess Burton huet et och elo gesot –, néierens Passerellen, eng Bréck, fir en Handwierk ze léieren, ausser vläicht, wann een op deenen ënneschte Klassen dann net esou gutt matkënn.

D'Selektioun vun der Filière no der Primärschoul gëtt gemaach oder gouf gemaach op Basis vu Schoulresultater an der Grondschoul/Primärschoul, a wann déi net schlecht waren, da krus de keng Alternativ ugebueden, da sinn d'Elteren emol net drop higewise ginn, dass d'Handwierk eng flott Pist wier. Dat ass de Mainstream. Et gëtt warscheinlech Ausname beim Léierpersonal, mee ech fäerten, dass et méi Ausname sinn, wéi dass et den Duerchschnitt ass.

Mee loosse mer éierlech sinn: Mir hunn eng Selektivitéit verënnerecht am System aux dépens vum Handwierk, engem Secteur, wou Leit gebraucht gi mat ënnerschiddleche Fäegkeeten an och Verantwortungsniveauen. Alles gëtt do gebraucht, vum Gesell bis zum Meeschter, zum Techniker, zum Chef d'équipe, zum Patron.

Wann ech zrëckdenken u meng Berufszäit, da soen ech mer, dass ech am Fong gären en Handwierk geléiert hätt oder eventuell e Gesondheetsberuff. Mee et huet awer ni ee mech op d'Schinn bruecht an et gouf och keng Weich a mengem Schoulparcours, déi mech op esou eng Schinn gefouert hätt, déi mer dat erlaabt hätt, obschonn meng Lycéeskarriär, muss ech awer soen, och net ëmmer ganz glat verlaf war.

Wann ech bedenken, dass mer e Schoulwiesen hunn, wou et kaum eng Bréck gëtt vum Lycée classique a général zum Handwierk, wann ech kucken – en anere Punkt, deen awer elo nach net ugedeit ginn ass vu menge Virriedner – wéi vill Schüler hei zu Lëtzebuerg an international Schoule ginn, ISL, Europaschoul, Vauban, wou déi Jugendlech vun der Grondschoul bis zum Lycée ageschoult sinn a kaum bis guer net d'Chance kréien, eppes gewuer ze ginn iwwer eng méiglech Berufskarriär hei am Handwierk, dat heescht vum engem ganze Wirtschaftszweig quasi näischt matkréien: Dat beonrouegt mech!

Mir hunn hei kloer Nohuelbedarf, wat d'Informatioun an d'Oriëntatioun vum Elteren a Jugendlechen ugeet a mir mussen derfir suergen, dass all d'Schülerinnen an Schüler vum Ufank un d'Méiglechkeeten, déi hinnen d'Beruffswelt an den Aarbechtsmaart bidden, nobruecht kréien. Dat si mer alle Jonke schëlleg, egal a wéi enger Schoul se sinn: eng Lëtzeburger, eng international, eng privat, all!

A mir sinn dem Handwierk et schëlleg, well doduerch, dass mer Schoulen hunn, wou eng gewësse Selektivitéit ass, kann d'Handwierk och net op de ganze Reservoir vum de Schüler a vun talentéierte Mënschen zrëckgräifen, déi hei am Land an der Ausbildung stinn.

Dat ass och besonnesch relevant, wann ee bedenkt, wat fir eng wichteg Roll d'Handwierksberuffer am Klimaschutz am Allgemengen a bei der Energieeffizienz an Besonnesche spillen. Vill Jonker wëllen net just fir de Klima op d'Strooss goen, si wëllen och selwer eng Hand mat upaken. Eng Handwierkerausbildung kann engem Jonke genau dësen Dram erfüllen, virausgesat hien oder hatt kritt zur richteger Zäit déi néideg Orientéierung an Hëllefstellung.

An eiser Verfassung am Kapitel iwwert d'Grondrechter, wou mer gëschter den éischte Vott haten, do steet d'Recht op Schoul, op Educatioun fir jiddwereen dran, awer leider steet kee Recht dran op eng ausféierlech Berufsorientatioun.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dir hätt et jo kënnen draschreiwten. Dir sidd jo Corapporteur, firwat hutt Der et dann net drageschriwwen?

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, hat Dir d'Wuert?

*(Hilarité)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Nee, Här President. Däerf ech eng Fro stellen, Här President?

**M. Fernand Etgen**, Président | Dir däerft, Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech soen Iech villmools Merci. Ech wollt den Här Margue just froen, firwat en dat dann net drageschriwwen huet. En ass Corapporteur. Haut steet en do ze bedauern, wat e gëschter gemaach huet. Duerfir hunn ech geduecht, ech ginn dem Här Margue d'Geleeënheet ze erklären, firwat en dat gëschter net gemaach huet, wat en haut bedauert. Merci, Här President.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Den Här President hat Iech gesot, Dir kënn eng Fro stellen. Ech hat awer geduecht, ech géif Iech déi Méiglechkeet elo net ginn.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Dat ass och eng Äntwert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Dat heescht, et war keng schlecht Fro.

*(Hilarité)*

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Ech schwätze léiwer mat de Kolleegen a Kolleeginnen hei ronderëm a mam Minister, deen eng Partie Notizen hält a wou ech frou sinn, eng Partie Äntwerten ze kréien op déi Bemierkungen, déi ech gemaach hunn. A vläicht kënnen mer dann och an enger nächster Verfassungsrevisioun d'Beruffsorientéierung aschreiwten, wann hien dat och esou gesäit an nach anerer heibannen.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Well et gëtt jo véier Leit, op déi een net kann hei zielen, wann een eng Verfassung wëllt reforméieren.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Kommt, mir maachen elo mol déi Aarbecht, déi mer eis elo virgeholl hunn. An dat anert, dat ass da fir déi nächst 15 Joer.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Voilà! Ech hunn elo zwou Minutten erëm.

Et gëtt eng Foire de l'étudiant, fir déi d'Schüler fräi kréien an encouragéiert ginn hinzugeen. Firwat gëtt et keng Foire fir d'Handwierk oder vum Handwierk, wou all d'Schüler kéinten higoen an encouragéiert géife ginn hinzugeen? De Claude Lamberty huet eng Pist opgewisen. Dir wäert dozou eppes soen, Här Minister. Bis ewell gëtt et dat net. Ech hoffen dann, dass meng Bemierkung hei vläicht herno eng positiv Äntwert relativ schnell ...

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech hunn et allerdéngs an enger Interventioun hei an dësem Haus schonn eng Kéier erkläert.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Pardon!

*(Hilarité)*

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Et ass keng Nouvelle, déi esou top secret ass, wollt ech just soen.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Här Margue, et ass net Ären Dag.

*(Hilarité générale)*

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Ech bidden Iech, Här President!

**M. Marc Spautz** (CSV), interpellateur | Här Margue, loosst Iech net aus der Rou bréngen!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Nee! Nee, nee.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Gitt Dir emol bei de Coiffer!

*(Hilarité)*

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Här President, ech bieden Iech. Eng aner brauchbar Iddi wier eng Filière Handwierk am Enseignement général – ausser ech hunn déi och verpasst, dass déi schonn ugekënnegt ginn ass –, wou een dann och iwwert dee Wee a mat deene Kompetenzen op eng Fachhéichschoul goen oder eng Meeschterprüfung ugoe kann. Mir hu jo och Konscht- oder Museksfiliären an eisem Lycéesprogramm.

Et geet net drëms, eng Filière géint déi aner oder Secteure géinteneen auszespillen. Jidderee brauch hei am Land Leit an dréngend gutt ausgebilt a motivéiert Leit. Nee, et geet drëms, de jonke Mënschen ze weisen, wat fir Beruffer et gëtt, an hinne Loscht ze maachen, sech fir dësen oder deen ze motivéieren an ze entscheden. An ech insistéieren: „Loscht ze maachen“ op e Beruff, well dat ass déi bescht Motivatioun, an net gesot ze kréien: „Géi dohinner, well do hues de eng sécher!“ Bon, beim Handwierk kann een en plus fir de Moment nach soen: „Do hues de eng sécher.“

D'Handwierk bitt Beruffer, mat deenen ee sech ka realiséieren a souguer identifizéieren. D'Betribler si bereet, Schoukllassen ze empfänken an deene Jonken hir Ateliers ze weisen, fir dass se op der Plaz mat Handwierker kéinten diskutéieren an d'Aarbecht gewise kréichen. Et gëtt awer a mengen Aen net genuch Initiativen an där Hinsicht.

D'Handwierk brauch vill Leit an Zukunft. Vill vun den aktuell Beschäftegte wäerten hir wuelverdängt Pensiouen huelen. Den demografesche Problem an den Transmissiounsproblem si behandelt ginn.

Ech maachen, wéi gesot, e waarme Plädoyer, fir Brécken opzebauen, fir an d'Handwierkerausbildung eranzekomme während de Lycéesjoren, awer och fir Quereinsteiger et méi einfach ze maachen, an d'Handwierker eranzekommen op Basis vun eventuellen anere Studien, déi se virdu gemaach hunn, oder enger anerer Berufserfahrung, déi se hunn. Wat mer am Enseignement méiglech gemaach hunn, solle mer och fir d'Handwierk envisagéieren.

De Phenomeen vun den Aussteiger an domat dee vun de Quereinsteiger bei de Generatiounen vun de „young professionals“ gëtt et hei am Land. Mir sollen dese motivéierte Leit dëst net onnéideg komplizéiert maachen oder se betruuechten, wéi wa se bis elo versot hätten oder Losere wieren. Nee, de Géigendeel ass de Fall a mengen Aen: Dës Leit sinn oft gedriwwen vum Entrepreneursgeescht, dee mer jo och wëllen ënnerstëtzen.

Ech wëll awer och hei op déi Leit opmierksam maachen, déi gezwonge bei ons kommen an Asyl ufroen. Mir mussen deene Leit eng Perspektiv ginn. Den Aarbechtsmarché – an domat och méiglech Berufschancen am Artisanat – ass hei e wichtege Aspekt. Mir mussen derfir suergen, dass mer deene Leit esou séier wéi méiglech déi Kloerheet kënnen ginn, déi se brauchen, fir hiert Liewen ze orientéieren. Wa mer dat hi kréien, dann ass et e Win-win fir si, fir d'Ekonomie en général a fir d'Handwierk am Speziellen.

Ech erlabe mer e waarmen Opruff un déi Responsabel aus der Immigratioun, wann et ëm d'Afghane geet, déi nach keen definitive Statut hunn. Et geet ëm 125 Leit ongeféier. Et gëtt keen Zréck méi fir si, net kuerz- an net mëttelfristeg. Kommt, mir loosse den Mënschen

op eisen Aarbechtsmaart. Kommt, mir ginn all dese Persounen – Quereinsteiger, Demandeurs d'asile – eng fair Chance, op den Aarbechtsmaart ze goen! Aus der Europäescher Wäertestudie geet nämlech ervir, dass, wann s de eng Aarbecht hues, da bass de een, da gehéiers de derzou an der Gesellschaft. Anescht geduecht: Hues de keng Aarbecht, da bass de um Rand an da bleifs de um Rand vun der Gesellschaft.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Här Margue, Dir musst zur Konklusioun kommen.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Ech hunn op d'mannst zwou Minutte verluer.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Dir hutt Der schonn dräi kritt.

*(Hilarité générale)*

Wéi gesot, et ass haut net Ären Dag.

*(Hilarité)*

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Et huet e gewëssenen Ennerhaltungswäert.

Ech hunn nämlech mat Verrieder vum Handwierk geschwat déi lescht Wochen. Si si bereet, dese Mënschen d'Hand ze reechen an de Bildungseffort ze maachen, mat der ADEM zesummen. Si brauchen och dës Leit an hire Betribler.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Et heescht also, all Hiewelen unzesetzen, déi nëmme méiglech sinn: d'Formation initiale, d>Weiderbildung an – et ass nach net esou vill ugeschwat ginn – den zweete Bildungswee. Hei wëll ech och onbedéngt déi wichteg Roll vun der École nationale pour adultes ervirhiewen – wat mer soss genannt hunn: „d'Schoul vun der zweeter Chance“, an deen Numm war a mengen Ae méi kloer –, well do ginn nämlech och mat Erfolleg Berufsausbildungen ugebueden an iwwer Classe-d'accueillié gëtt de Leit d'Méiglechkeet ginn, Franséisch a Lëtzebuergesch ze léieren, wat se brauchen, fir um Aarbechtsmaart eng Chance ze hunn.

En anere Punkt, Här President: D'Handwierk ass eng Integratiounsmaaschinn. An dese Betribler schaffen all Dag Leit vun allméiglechen Nationalitéiten. D'Statistike si bekannt. Dat heescht net, dass an all Betrib ...

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Här Margue, et sinn elo véier an eng hallef Minutten. A wa mer dat do zur Reegel maachen, dann ... Gutt. Kommt zur Konklusioun, wannechgelift!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Voilà. Ech kommen op dee leschte Punkt. Een anere wonne Punkt erlabe ech mer unzeschwätzen, dat ass dee vun der Konkurrenz vum öffentleche Secteur. Déi Fro, déi am Raum steet, ass, ob net déi Betribler, déi Jonker ausgebilt joer an déi no kuerzer Zäit, no manner wéi engem, zwee Joer un den öffentleche Secteur verléieren, un d'Gemengen ..., ob een do net soll driwwer nodenken, deenen eng Ausbildungsprimm zréckzebezuelen, well si hu sech abruuecht, si hunn investéiert an d'Personal, wat hei am Land och am Déngscht vum öffentleche Secteur eng gutt Aarbecht leescht. Mee d'Ausbildungskäschte louchen deemools am Betrib. Voilà!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Voilà! Dat war eng gutt Konklusioun, Här Margue. Merci villmools. Et deet mer leed, dass ech Iech muss esou ënnerbriechen, mee e President muss och gerecht sinn.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Et gëtt kee méi gerechte President.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Merci dem Här Margue och fir d'Versteedsdemech. Ech hätt scho bal fir d'éischte Kéier dee magesche Knäppchen hei betäteg.

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. An och merci dem Här Spautz fir d'Initiativ fir dës Debatt an och all Respekt fir dee fervente Plädoyer, deen hien hei gehalen huet fir d'Handwierk.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | Et ass viles gesot ginn. Ech probéieren, net alles dat ze widerhuelen. Jo, am Handwierk schaffen 100.000 Leit. Dovunner sinn awer och hautzudaags 50 % Frontalieren. A vun deenen 100.000 Leit, déi am Handwierk schaffen, sinn der nach manner wéi 15 % Lëtzeburger. Dat ass schonn impressionnant.

Et feelen aktuell, wann een de Betribler an de Federatiounen nolauschert, 10.000 Handwierker. An do weist sech och schonn e bëssen, ëm wat et geet: D'Lëtzeburger schéngen net wierklech interesséiert ze sinn um Handwierk. An natierlech feelt et duerch eisen onkontrolléierte staarke Wuesstum un Aarbechtskräften a mir kënnen déi eeben (veuillez lire: a mir kënnen déi oppe Plazen eeben) och net allegueren hei am Land besetzen.

Ech mengen, dee Wuesstum ass esou staark, dass mer net genuch Leit fannen. D'Grenzgebitt ass quasi ofgegraast. A wéi scho virdrun an där anerer Ried gesot, wäert dat doten natierlech schnuerstracks a Richtung eng Millioun Awunner nach esou weidergoen. Mir hunn iwwerall e Manktem, e Mangel, an esou och zum Beispill ... Mir schwätzen hei iwwert d'Handwierker, mee dat selwecht zielt jo och fir aner Berufssparten: Polizisten, Léierpersonal – dovou schwätze mer oft hei –, Richter, Dokteren, Pompjeeën, Infirmiären, Zaldoten et cetera et cetera, an eeben och Handwierker. An ech mengen, do ass dat Grondsätzlecht, wou vläicht eng Kéier en Émdeken misst kommen, fir aus där Wuesstumsspiral eng Kéier erauszefannen.

Fir e bëssen an den Detail ze goen, jo, d'Bild vum Handwierk ass vläicht net méi dat selwecht wat et eng Kéier war. Effektiv, wann ee vläicht och zréckdenkt u fréier, un d'ARBED, dat war eppes anescht. Do musst Der awer och soen, do sinn deemools awer och aner Paie bezuelt ginn. Wann ech richtig verstanen hunn, huet een deemools op der ARBED als Aarbechter esou vill verdängt wéi beim Staat als Schoulmeeschter. An ech mengen, do si mer haut trotzdeem wäit ewech, quitte dass nach ëmmer a verschiddenen Handwierksberuffer och ganz gutt Geld ze verdéngen ass, an dat misst een och da vläicht deene Jonke soen.

Ech hunn natierlech och jorelaang bei der Berufsausbildung a Lycée geschafft. Ech krut dat alles mat. An ech hunn de Schüler natierlech och nogelauschert. Si soen dat natierlech. Si soen: „Jo, Handwierk, jo, mee dat ass de Secteur vum Mindestloun, de Secteur vun den Ausländer.“ An dat ass fir si, an hirer Siicht eeben net wierklech attraktiv a vill wëllen der dann natierlech iergendwann an den öffentleche Secteur wiessele, quitte dass se och do da vläicht als Handwierker schaffen.

Et sinn der vill, déi da soen ..., wa mer wéineg Schüler op verschiddene Sektionen haten, hunn déi, déi nach do waren, wa se bis am leschte Joer waren, gesot: „Jo, mee ech ginn awer gären an een, zwee Joer Buschauffeur“, oder wat och ëmmer. An dat ass eppes, wat schued ass, wa grad och nach déi puer Leit, déi en Handwierk léieren, dat duerno net ausüben.

De Problem ass natierlech de Salaire, wéi gesot. Dat muss een éierlecherweis soen. De Problem ass och, dass vill Schüler, an dat ass och eng Realitéit, einfach och net wëllen an de Privatesector goen. Dat huet ganz verschidde Grënn. Mee zum Beispill hunn och ganz vill Schüler gesot: „Jo, mee da muss ech do mat



Leit schaffen, déi ech net kennen, déi just Franséisch schwätzen.“ Dat ass d'Realitéit um Terrain!

An da sinn natierlech ganz vill falsch Virstellungen, déi do eng Roll spillen, déi och schonn hei genannt gi sinn.

Wat kann ee maachen, fir d'Handwierk erëm méi interessant ze maachen? Dat ass eeben déi grouss Fro! Well an de Lycéén, do gëtt dat flott gemaach, do si mer, wéi et gesot ginn ass, innovativ a mir hunn Hightech. An et ass wierklech impressionnant, wéi verschidde Fächer mat modernster Technik do ënnerriicht ginn. An dat soll een am Fong no baussen och weisen.

An allgemeng, dat zielt elo net nëmme fir d'Beruffsausbildung, mee allgemeng sollte mer eis Schoul allgeueren dobaussen als eppes Guddes duerstellen. An ech muss awer beobachten, dass déi lescht Joren eis Lëtzebuurger Schoul mat allem Drum und Dran oft negativ, en negatiivt Bild vun hir no bausse gewise gëtt, net vun der Schoul selwer, mee ënner anerem och vu verschidde politeschen Acteuren, wat schued ass, well do gëtt eng gutt Aarbecht gemaach.

Et sinn also wéineg Leit, déi an d'Beruffsausbildung ginn. Ech hunn hei Zuelen, déi bis elo nach net genannt gi sinn – da kënn also eppes Neies –, an déi si fir mech awer trotzdeem schockant. An ech hunn do zwee ganz interessant Beruffer erausgewielt. Dat ass dann d'Promotioun 2020, do hu mer bei der Ausbildung 5 Metzler, déi fäerdeg gi sinn am DAP a 4 am CCP, also 9. A bei de Bäcker sinn et der 5. Also pro Joer hu mer dann eng Ausbildung vun 9 Metzler a 5 Bäcker. A wann een dann nach bedenkt, dass warscheinlech d'Hallschent dovun duerno iergenden anere Beruff wäert maachen – well déi Chance ass grouss –, da froen ech mech zwar och e bëssen, wou eist Fleesch an iwwerhaapt eist Brout an alles nach soll hierkommen. Dat si wierklech dach schockant Zuelen!

Et ass gesot ginn: „net lukrativ“. Jo, ech kennen och e Metzler, dee schafft fir e grouss Betrib, dee kritt mat 30 Joer nach ëmmer de Mindestloun. Dat ass leider oft d'Realitéit. Ech kennen awer och en aneren, deen huet gewiesselt an dee kritt elo däitlech méi. Och dat gëtt et. Mee et ass eeben trotzdeem ëmmer dat schlecht Bild, wat do ass: dass do wéineg verdéngt gëtt.

Eng ganz Partie konkret Moosnamen deele mer dann och, wéi déi betreffend d'geografesch Verdeelung, déi net ideal ass. Ech hat a mengem Lycée zu Esch Schüler, déi vun Eschweiler komm sinn, ech hat der, déi si moies mam Zuch vu Wolz op Esch komm, fir hir Ausbildung ze maachen, well se déi a kengem anere Lycée konnte maachen. All Respekt fir déi Schüler, mee et ass scho verständlech, dass net jiddwereen dee wäite Wee do hin an zréck op sech hëlt.

Orientéierung, jo, dat ass ëmmer einfach gesot! Ech muss awer och hei soen, dat hunn och d'Virriedner scho gesot, do gëtt scho vill gemaach, mee dat hänkt eebe ganz oft un den Elteren. Ech ginn Iech zwee Beispiller hei. Ech ka mech ëmmer un e Schüler erënnere, deen onbedéngt wollt Coiffer ginn, a säi Papp huet em dat verbueden, well en zu em gesot huet: „Dat ass e Fraleitsberuff an e Mann gëtt net Coiffer.“ Voilà, de Jong ass duinn net Coiffer ginn. An dat ass zum Beispill eppes, wat schued ass. Dat kënn méi oft vir, wéi ee mengt. An dann natierlech dat typescht Beispill vun den Elteren, déi selwer am Handwierk, um Bau schaffen a mat alle Mëttele probéieren, hiert Kand op en „agreabelen“, wéi si dat da gesinn, Bürojob ze kréien, wou se dann do déi ganzen Zäit hänken – an hiren Aen – a wou een dann net vill muss maachen a vill verdéngt.

Ech weess och net, wéi een dat aus de Käpp erauskritt, dat ass eppes ganz, ganz, ganz Schwéieres.

E puer konkret Léisungsvirschléi: Jo, d'Geld, d'Geld spillt, mengen ech, déi gréisste Roll. Dat heescht, et ass natierlech dann och esou, dass déi Paien, déi am Handwierk bezuelt ginn, misste méi héich sinn, och wann et natierlech positiv Beispiller gëtt an der och do hiert Geld maachen. Beispillsweis an Däitschland, wat jo och e puermol hei als Virbild genannt ginn ass, do verdéngen d'Handwierker am Verglach relativ vill par rapport zu Lëtzebuerg. Dann eise Schoulsystem mat Beruffsausbildung positiv duerstellen, de Meeschterbréif an dat Ganzt ronderëm opwäerten, d'Handwierk positiv duerstelle bei Kanner an Elteren, do si mer eis alleguerten eens, an d'Betribler ënnerstëtzen, fir méi Léierbouwen a Léiermeedercher anzestellen.

An deem Kontext hunn ech och eng Motioun matbruecht. Ech wëll awer direkt soen, mir mussen elo net drop halen, dass déi Motioun elo haut nach ofgestëmmt gëtt, dat kënnen mer och gär eng aner Kéier maachen. Mee déi geet e bëssen an déi Richtung. Et huet mech immens gefreut – ech weess net, ob den Här Margue déi Motioun scho geleakt krut –, mee den Här Margue, deen huet am Fong genee dat gefuerdert, wat mir och an eiser Motioun drastoen hunn. An zwar geet et effektiv ëm de Problem vu Kanner, Jonken, déi eng Léier an engem Betrib maachen, a soubal se déi Léier fäerdeg hunn, bleiwe se net am Betrib, mee wiesselen dann op eng Gemeng oder bei de Staat oder wéi och ëmmer.

*(Interruption)*

Ma da passt emol op: Do géife mer also virschloen, dass mer op e gewëssene Level-Playingfield kommen an dass mer géifen eng Indemnisation virgesinn, wann esou Schüler, déi grad den Diplom kruten, no manner wéi dräi Joer de Betrib a Richtung ëffentleche Secteur verloossen, dass de Staat da géif dee Betrib op eng gewëssen Aart a Weis finanziell entschiedegen.

### **Motion 1**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

– de Staat bei senger Aufgab, fir déi jonk Generatiounen auszubilden, traditionell op eng staark Ënnerstëtzung duerch d'Privatbetribler zeréckgräife kann;

– dësen dualen Ausbildungsmodell eise jonke Leit säit Joerzénge eng héich Qualifikatioun an e stabil Fundament fir hire Start an d'Beruffsliewe bitt,

*ass sech bewusst, datt*

– de Staat an d'Gemengen dacks iwwer aner Méiglecheete verfügen, fir jonke Leit attraktiv Aarbechtskonditionene ze bidden, wéi kleng Privatbetribler;

– an deem Sënn während de leschte Joren en Ongläichgewicht tëschent dem Staat an de Gemengen op där enger an de Privatpatronen op där anerer Säit entstanen ass, well jonk Leit oft kuerz no hirer Ausbildung vum privaten an den ëffentleche Secteur wiesselen,

*fuerdert d'Regierung op,*

– bei der Konkurrenz mat de private Betribler op de „Level-Playingfield“ opzepasst an e Gesetzesprojet op de Wee ze bréngen, fir Privatbetribler ze indemniséieren, wa Leit, déi si selwer ausgebild hunn, während manner wéi dräi Joer nom Enn vun hirer Ausbildung an den ëffentleche Secteur wiesselen.

*(s.) Fred Keup.*

Voilà. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Da gitt mer wannechgelift Är Motioun.

**M. Fred Keup** (ADR) | Jo, hei ass se. Merci, Här President.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. An d'Rei ass elo un der Madamm Myriam Cecchetti. Dir hutt d'Wuert, Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, all Zuelen deite leider drop hin, datt d'Beruffsausbildung de wonne Punkt vun eise Schoulsystem ass. Do gesäit een d'Defaillance vun ëffentleche Bildungsoptag, dee jo eigentlech jiddwereengem, an am beschte mat enger Bottom-up-Anproche, dozou verhëllef soll, spéiderhin eng anstänneg Aarbecht ze fannen an autonom a selbstbewusst duerch d'Liewen ze kommen. Mee gutt, d'Realitéit ass leider awer eng aner.

Der Etüd „Transition École – Vie active“ (TEVA) no lande 15 % vun de Jonken, déi hir Ausbildung am Beräich vun der Formation professionnelle ofgeschloss hunn, am Chômage oder hänken ouni Aarbecht an der Landschaft. 46 % kréien zwar en direkte Zougang zu enger Aarbecht an engem festen Aarbechtskontrakt a vun deene sinn et der da 66 %, déi en DAP ofgeschloss hunn. Awer nach laang net all Ausbildung am Kader vun engem DAP stéisst op eng Demande um Aarbechtsmaart. Et si virun allem Mechatroniker, Heizungsinstallateuren, Daachdecker, Charpentieren a Ferblantieren, souwuel männlecher wéi weiblecher, déi gesicht a gebraucht ginn.

Den DAP ass d'Tëschestatioun am Parcours vun der Beruffsausbildung, eppes um hallwe Wee tëscht der Basisberuffsausbildung CCP an dem Technikerdiplom. Den DAP erlaabt et engem Jonken, als qualifizéierte Salarié unerkannt ze ginn. Mee verschidde Facteure weisen drop hin, datt bei der Formatioun am Kader vum DAP eppes kromm ass: Eng grouss Majoritéit vun de Schüler an der Beruffsausbildung schléisst den DAP of. Déi fannen och eischer eng Aarbecht. Gläichzäiteg ass awer de fréizäitege Schoulofbroch an deem Parcours am héchsten. Am Schouljoer 2019/2020 louch den Taux de décrochage am DAP bei 21,50 %, am CCP waren et just 4,43 %. An dat Verhältnis ass scho säit 2016 änlech, et ass also näischt Neies.

Här President, am Parcours vun der Beruffsausbildung ass d'Reussite am Allgemengen och net virprogramméiert. Déi neist Statistike weisen, datt vun insgesamt 4.142 Diploméierten aus der Formation professionnelle 89 % redoubléiert hunn. Just 11 % sinn ni sëtzebliwwen. Et ass also net esou evident, nei Aarbechtskräfte fir d'Handwerksbetribler kënnenerbäizekréien.

De Bildungsminister misst sech mam Aarbechtsminister un en Dësch setze fir ze klären, wat fir Ausbildungen iwwerhaapt nach en Zweck erfüllen, wann um Aarbechtsmaart keng Plazen dofir fräi sinn. Als Rappel: Just 46 % kréien direkt eng Aarbecht, de facto bleiwen da 54 % op der Streck!

Anerersäits kann de Staat awer och Beruffsméiglecheeten am Beräich vum Handwierk schaffen. D'Chambre des Métiers huet d'lescht Joer eng grouss Campagne fir d'Handwierk lancéiert. Et ass och schonn hei erimmt ginn: Makers of Luxembourg. Si inspiréiere sech domat enger Beweegung, déi hir Originen an de 70er-Joren an Amerika huet. Makerspaces entstinn aus der Initiativ vun der Solidarwirtschaft, mee och aus dem Startupbusiness eraus.

Hei geet et drëms, an engem kollektive Kader, deen d'traditionell Handwierk a modern Technologie matenee verbënnt, kreativ ze wierkelen. Dem Här Minister seng héich geluëft Kompetenzem vun 21. Joerhonnert kommen hei brillant an den Asaz. An deem Kader stéisst een dann och op Beispiller vun héich Diploméierten, déi sech berufflech ëmorientéiere wëllen a

sech fir en Handwiewk interesséieren a spéiderhin als Auto-entrepreneur hir Servicier iwwer digital Plattformen ubidden. An dat ka vu Reparatiounsarbechten iwwert d'Kache bis hin zum Hoerschneide goen.

Dat gëtt och am Pilotprojet vum Lycée Ermesinde erprouft. Jonker ginn hei gefuerdert, hir Projeten am Kader vu Micro-entreprisen ze entwéckelen. Firwat net! Falls dat sech bewäert, wier et keng schlecht Iddi, de Schüler aus der Berufsausbildung dee selwechte pedagogesche Kader ze bidden. Oder hu si dat net verdéngt? Op alle Fall stellt sech d'Fro, firwat d'Formation professionnelle nach net vun deem Hype do profitéiert.

D'Antwort kéint sinn – ech soen, se „kéint sinn“ –, datt des Formatioun als mannerwäerteg ugesi gëtt. Firwat? Ma well de Gros vun dese Schüler/innen, déi des Formatioun matmaachen, gréisstendeels an hirer schoulescher Lafbunn erofkategoriséiert gi sinn. Dat gouf och schonn hei ernimmt.

Här President, den Iwwergang vun der Neuvième an de Régime professionnel, besonnesch am Modulaire, verleeft katastrofal. Obwuel héich motivéiert Enseignanten dru schaffen, gëtt duerch de System, deen eeben esou ass, wéi en ass, gekuckt, d'Schüler duerchzekréien, am plaz all Moyenen ëmzesetzen, fir hir Lacunnen opzefüllen. Déi Lacunnen droe si awer leider scho ganz laang mat sech erëm an déi accumuléiere sech, bis déi jonk Leit iergendwann d'Flemm kréien an dann einfach d'Schoul fale loosse, Decrocheure ginn. An dat geet schonn am Fondamental am Cycle 3 un, wéi et an enger Rei vu wëssenschaftleche Berichter erwähnt gëtt, notamment och an den Épreuves standardisées an am Bildungsbericht.

Beim Iwwergang vum Enseignement fondamental an de Secondaire hu sech schonn eng ganz Rëtsch Léierschwieregkeeten accumuléiert. Vill ze ville Schüler hir Orientéierung an d'Formation professionnelle geschitt par défaut an opgrond vu sozialen Ausschlusskriterien.

déi Lénk si sech sécher, datt et nëmme dann zu enger Opwärtung vun der Formation professionnelle ka kommen, wann d'Schüler/innen d'Fäegkeet kréien, fir sech bewusst an déi Formatiounsschinn ze orientéieren. Dofir hunn déi Lénk och schonn ëmmer op d'Afféierung vum Tronc commun am Enseignement fondamental gepocht.

**Une voix | Très bien!**

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Den Tronc commun baséiert op enger polyvalenter Ausbildung bis zum Schoufflichtalter. D'Zil vum Enseignement am Kader vum Tronc commun ass et, de Schüler hire Léierhythmus ze respektéieren an déi néideg Méttelen anzesetzen, fir och déi Schwächsten ënner hinnen op e gemeinsamen Niveau mat deene Stärksten ze bréngen. Schlussendlech geet et jo hei drëms, hinnen dat néidegt Wësse fir hir Selbstbestëmmung ze vermëttelen. Dat bedeit, datt mer dréngend eng Refondatioun vun eisem nationale Bildungssystem brauchen.

Här President, datt ass den Ausgangspunkt fir eng generell gesellschaftlech Opwärtung vun der Formation professionnelle. Vun do aus kann ee sech seriö Gedanke maachen iwwert d'Organisatioun vun der professioneller Ausbildung an déi Beruffer, déi a Fro kommen, fir deem Ganzen och eng laangfristeg Perspektiv an de Léierbouwen a Léiermeedercher och vu virenger eng Aarbechtsgarantie kënnen ze garantéieren.

Ech kommen zum Schluss nach op en aneren Aspekt ze schwätzen. D'Formation professionnelle spigelt net nëmme sozial Ongerechtegkeeten erëm, mee och d'Verankerung vun den Genderstereotypen, wann een d'Representativitéit vu Männer a Fraen innerhalb vun

deene verschidde Beruffer kuckt. An der Formation professionnelle maachen d'Meedercher méi geziilt eng Ausbildung als Coiffeuse oder Aide-soignante, d'Jonge maachen éischer eng Léier als Automecanicien. Vlächtt kann d'Ministesch fir Chancégläicheit nach méi verstärkt dru schaffen, d'Meedercher an d'Jongen fir deen een oder anere fir si éischer ontypesche Beruff ze begeeschten. Ech weess, dat gëtt scho gemaach, mee anscheinend nach net genuch.

Mee och hei ginn d'Fundamenter scho ganz fréi geluecht. Och hei gëllt et, an eise Schoulen de Schüler/innen vill verschiddearteg Liewensmodeller a Liewensprojeten an de Bicher, an de Coursen an an der Realitéit ze presentéieren.

Merci fir d'Nolascchteren.

**Une voix | Très bien!**

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. A souwäit ech gesinn ass, dee leschten ageschriwene Riedner den Här Sven Clement. An hien huet elo direkt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer ëmmer eng Freed, dem Marc Spautz Merci ze soen, fir Interpellatiounen oder Heure-d'actualitéen ungefrot ze hunn, well d'Theeme si meeschtens ganz pertinent. An hei huet en u sech erëm eng ganz pertinent Fro op den Ordre du jour gesat, an dat ass déi vun der Formation professionnelle a virun allem déi an den Handwiewksberuffer. Déi praktesch Ausbildungen am Beräich vum Handwiewk si bekanntlecherweis e ganz wichtige Piliere an eisem Ausbildungswiesen, mee leider, an dat ass e bësse meng Konkusioun vun den Owend, kënn deenen Ausbildungen net ëmmer déi Valeur, déi Unerkennung zou, déi se u sech verdéngt hätten.

Eise Schoulsystem ass esou opgebaut, datt d'Schülerinnen an d'Schüler aus dem Secondaire classique just seele proposéiert, iwwerhaupt emol proposéiert kréien, enger handwiewklecher Tätigkeet nozegoen, während gläichzäitig d'Schülerinnen an d'Schüler aus dem Technique quasi gedrängt ginn, e Beruff ze léieren, well hinnen oft net zougetraut gëtt, datt se no enger Première dann och nach op d'Uni kënnen goen. Also, et si Stereotypen, déi ëmmer nach vehiculéiert ginn an déi einfach um Terrain net méi stëmmen!

Mir hu ganz gutt Schülerinnen a Schüler, déi op enger Première um Secondaire technique sinn – „Secondaire général“ mëttlerweil –, déi op enger Uni immens opbléien. A mir hunn op där anerer Säit Schülerinnen a Schüler, déi eng Première classique maachen, deelweis am klasseschte Modus, deen et nëmme gëtt, eventuell och nach Latäin gewielt hunn, an da besser am Handwiewk opgehewe sinn, well se u sech mierken, datt se léiwer mat hiren Hänne wëlle schaffen.

An dat muss een dann och soen, d'Handwiewk, do soe mir ëmmer, dat wier mat den Hänne schaffen, mee dat ass haut och net méi wierklech wouer. Am Handwiewk brauche mer héich spezialiséiert Leit. Mir brauche Leit am Handwiewk, déi net nëmme mat den Hänne schaffe kënnen, am Sënn vun: „Ech sinn Informatiker, et deet mer leed, e Kabel ze zéien ...“, mee déi et och fäerdgebréngen, vlächtt dee Roboter ze programméieren, deen ze debuggen, derfir ze suergen, datt en erëm geet, wann en eng Fäille huet. An dat ass, mengen ech, an allen Handwiewksberuffer e bësse de Fall. Datt d'Wiel vum Beruff den Interesse vun de Schülerinnen a Schüler entspreche muss an net duerch d'Orientéierung an de Lycée mat zwielef Joer bestëmmt sollt ginn, schéngt also relativ kloer.

Ech weess, datt och d'Regierungsparteien deser Meenung sinn an datt zum Beispill mat der Maison

de l'orientation jo schonn dru geschafft gouf, d'Handwiewksberuffer u jiddereen erunzebréngen, deen also Interesse huet. Mee et bleift awer leider trotzdeem nach ëmmer eng Seelenheet, datt Schülerinnen a Schüler aus dem Secondaire classique sech fir den Handwiewksberuff géifen entscheeden, obwuel et sécher net un Interesséierte mangelt. An et ass jo och eng schwéier Entscheedung, als Jonken eng Handwiewksausbildung ze wien an domat d'Méiglechkeet ze verléieren, de Bac ze maachen – wann ee sech da wierklech relativ fréi fir d'Handwiewksausbildung entscheet – an domadder och de fraie Choix vun enger Universitätsausbildung oder vun allen Universitätsausbildung scho fréizäitig opzeginn, wann een da just nach e limitéierten Zougang zu verschidde Formatiounen huet.

An dat ass sécherlech net de lëtzebuergesche Schoulsystem, deen do responsabel ass. Ech wollt dat guer net insinuéieren. Do ass et nun emol esou, jee no deem, wat fir en Ofschloss een huet, kënn ee méi einfach oder méi schwéier op auslänneschen Unien eran.

A wa mer éierlech sinn, hu mer e bësse de Problem, datt et net un dem Interesse mangelt, mee un där Fro, datt mer Schülerinnen a Schüler virun de Choix stellen, an dat relativ fréi: de Bac mat fréiem Zougang zu villfältegen Ausbildungen oder eng Handwiewksausbildung? Esou misst ee vlächtt eng Ausbildungsfilière schafe fir Leit mat Bac, mat enger Première, fir eeben esou och nach Leit, déi schonn e Bac hunn, weider kënnen ze forméieren.

Hei si mer eis och däers bewusst: Nom Bac wëllen déi mannst Schülerinnen a Schüler nach eemol zréck an d'Schoul, fir do dann nach eemol, an dat heefeg op enger méi niddreger Klass, unzefänken, en Handwiewk ze léieren. A fir en Apprentissage adulte si se nach ze jonk. Dat heescht, mir hunn u sech do Schülerinnen a Schüler, déi eng Première maachen, déi sech eventuell da bewusst ginn, datt dat fir op d'Uni ze goen net dat Richteg fir si ass, fir déi awer de Wee, fir zréck an eng Ausbildung ze goen, u sech gefillt e Réckschrëtt wär, wou se dann och mat vill méi Jonken an enger Klass géife sëtzen, an déi fir en Apprentissage adulte nach guer net eligibel sinn. Ech mengen, datt mer do nach e Ventil brauchen, fir dee Besoin ze erfüllen.

Eng gutt Formatioun fir d'Handwiewk besteet natierlech och net nëmme aus der schoulescher Ausbildung, mee virun allem jo och aus der Berufserfarung am Betrib. A wat dese Volet ugeet, wär et an eisen Ae ganz wichtig, d'Patronen, déi Jonker bei sech ophuelen an ausbilden, besser ze ënnerstëtzen. Mir hunn u sech eng änlech Iddi wéi dat, wat d'Motioun vum ADR fuerdert. Et ass ëmmer erëm vun enger Méiglechkeet vun „Ablösesummen“ geschwat ginn. Et wonnert mech net, datt de President vun engem Fussballverband mat enger Motioun zu deem Thema am Handwiewksberäich kënn.

Et ass sécherlech esou, datt et schwierig ass fir de Privatsecteur, wann een als Éischt ausbildt. An ech hat selwer och schonn eng Question parlementaire dozou gestallt, wou ech gefrot hunn: „Ma wéi vill Leit bilt dann den éffentleche Secteur aus par rapport zum Privatsecteur a par rapport zu de Plazen, déi een dann duerno besetze wëllt?“ An do stellt sech eraus, datt u sech den éffentleche Secteur vill méi kéint ausbilden, wann en da wëllt, mee et net mécht an dovu profitéiert, datt de Privatsecteur haut ausbildt, an déi Leit duerno rekrutéiert. Déi Zuelen erschrecken a mir mussen do eppes maachen, well iergendwann eng Kéier soe sech soss d'Handwiewker mat Meeschterbréif: „Firwat soll ech nach ausbilden? Wann ech ausbilden, investéieren ech Ressourcen, Zäit, Nerven, fir een



auszubilden, ee wëllen u mäi Betrib ze fideliséieren, fir datt en duerno een, zwee Joer méi spéit bei déi éischt Gemeng geet, wou en eng Plaz fënn, oder bei de Staat oder bei en Établissement public.“

Mir wëssen, datt dat e Problem ass, a gläichzäiteg wësse mer awer och, datt et ganz vill Handwierkerberuffer gëtt, déi haut e Mangel u Leit hunn, déi bei hinne schaffe wëllen. Dat heescht, mir hunn engersäits verschidde Pisten, déi mer guer net opmaachen, fir an d'Formation professionnelle ze kommen. Op där anerer Säit hu mer e Mangel u Leit, déi an déi verschidde Pisten heiansdo era wëllen. A ganz um Schluss maache mer et och nach de Privatpatrone schwéier, fir déi Leit auszubilden, déi et da bis dohinner ausgehalen hunn. Also iergendwou, mengen ech, ass de Wuerm net nëmmen op enger Plaz dran. Mir mussen dee System definitiv iwwerdenken.

Ech sot et virdrun: D'Digitaliséierung ass eng Realitéit och am Handwierk a mir sollen net nëmme vu manuelle Beruffer schwätzen. Dat sollte mer u sech ganz séier aus eisem Kapp verbannen. De Schräiner muss haut mindestens esou gutt mat engem Computer eens gi wéi de Grafiker, wéi deen um Büro. An ech mengen, datt souguer déi meescht Handwierker vill méi spezialiséiert IT-Kenntnisser brauche wéi déi meescht Leit, déi an enger Verwaltung op engem Büro schaffen.

Do, wou bei anere gängeg Office-Programmer heefeg duerginn, gëtt et am Handwierk ganz spezialiséiert Logiciellen, déi ee perfekt beherrsche muss, wann ee säi Metier haut nach wëll adequat kënnen ausféieren, ob dat de Schräiner, den Installateur respektiv och just de Plätterchersleeër ass, dee jo och drop aus ass, fir datt en esou mann wéi méiglech Bëtz mécht, datt en esou mann wéi méiglech CO<sub>2</sub> produzéiert beim Bestelle vu senge Paletten, datt mer also eng Chaîne de valeur hunn, wou et esou mann wéi méiglech Verloscht gëtt. Well och do sinn d'Margen, vläicht net op de geleschte Stonnen, mee awer sécherlech op de Produiten, déi agesat ginn, op der Matière première, esou dënn, datt et sech lount, op all Cent ze kucken, an do ginn Experte gebraucht! Do muss een haut och mat Computeren eens ginn an do muss ee virun allem och bereet sinn, sech permanent fortzubilden, well d'Handwierk vun haut ass net d'Handwierk vu virun zéng Joer a sécherlech net d'Handwierk vu virun 30 Joer.

Deementspriedend brauche mer och eng Formation continue an der Formation professionnelle, déi e gutt Stéck méi wäit geet, déi et vill méi einfach mécht, och wéi ech et virdrun sot, fir Leit, déi vläicht op engem zweete Bildungswee an d'Handwierk era wëlle fannen, déi vläicht iwwert de Wee vun enger dualer Ausbildung wëllen an d'Handwierk erafannen, datt mer deene Leit Pisten opmaachen, ouni hinnen déi Piste vu viran ze verbauen.

**M. André Bauler** (DP) | Vergiesst d'Konschthandwierker net!

**M. Sven Clement** (Piraten) | A schlussendlech mengen ech, ...

**M. André Bauler** (DP) | Vergiesst d'Konschthandwierker net!

**M. Sven Clement** (Piraten) | An d'Konschthandwierker natierlech och. Merci, Här Bauler. Ech hätt déi sécherlech vläicht vergiess ze ernimmen, mee ech hu se awer net vergiess ze valoriséieren.

Vläicht e leschte Punkt, Här President. Mir mussen et och interessant maachen, net nëmmen fir d'Initialausbildung ze maachen, mee och fir vum Gesell zum Meeschterbrëif ze kommen, datt een also wierklech déi Ausbildung net als ofgeschloss ugesäit dee Moment, wou een den éischten Diplom an de Grapp

gedréckt kritt, mee datt u sech dat Ganzt och eng liewenslaang Aufgab ass. Mir soen ëmmer esou schéin op Englesch „lifelong learning“, mee dat ass u sech am Handwierk nach vill méi akut. Do ass et nämlech net nëmme „lifelong learning“, do ass et „lifelong doing“.

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och.

An d'Wuert huet elo direkt den Här Erziehungsminister an Héichschulminister, den Här Claude Meisch.

### *Prise de position du Gouvernement*

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mäi grouse Merci geet un den Deputéierte Marc Spautz, fir déi Interpellatioun hei ugefrot ze hunn. An eigentlech sinn ech mat him enger Meenung a mat villen anere Kolleegen heibanen, datt mer méi dacks sollten iwwert d'Beruffsausbildung, méi dacks sollten iwwert d'Handwierk hei schwätzen, well déi Messagen, déi de Mëtten hei vehiculéiert goufen, jo ganz kloer an eng Richtung ginn. Ech hu wéineg Divergenze festgestallt, souwuel am Prinzipielle wéi och ganz am Detail konnt een elo net wierklech richtungsweisend Ennerscheeder hei de Mëtteg feststellen.

Den Interpellant huet och gëschter an enger Pressekonzferenz eng ganz Rei vu Propose gemaach. Ech hu mer déi eng Kéier ugekuckt. An deem Communiqué waren zielef Bulletpoints mat ganz konkrete Propositionen opgeléist. Zéng dovunner si mer op jidde Fall amgaangen, esou oder änlech ze maachen. Iwwert den Detail kann ee sécherlech do schwätzen. Eng hunn ech net richtig kënnen ze pake kréien an déi ass de Mëtteg eigentlech an der Interventioun och net méi opgetaucht. An eng aner, do misst een effektiv ... Do sinn ech vläicht e bësse méi skeptesch.

Hei ass eigentlech vun allen anere Riednerinnen a Riedner net nëmmen déi prinzipiell Bedeitung vum Handwierk fir eis Gesellschaft, awer och fir den Einzelnen, ennerstrach ginn, mee eigentlech och déi Richtung, déi mer weider mussen erschloen, fir d'Handwierkerberuffer an allgemeng d'Beruffsausbildung héichzehalen a vill Jonker an awer och hir Elteren ze encouragéieren, deen dote Wee ze goen.

An eppes huet sech och duerch sämtlech Rieden, duerch sämtlech Interventiounen gezunn: datt et och eng Fro vun der Mentalitéit ass, och eng Fro vun eisem Denken, och vläicht eng Fro vun deem, wat mer iergendzwoch spieren alleguerten. An ech mengen, et ass net nëmmen eng Saach vun „heibanne wësse mer et besser wéi dobaussen“, well ganz dacks erënnere ech och ëmmer nees déi drun, déi Rieden halen iwwert d'Beruffsausbildung, si solle sech emol iwwerleeën, wat se da selwer géife maachen, wann hir Duechter, hire Fils mat 15 Joer géif bei se kommen a soen: „Ech wëll elo Schräiner ginn.“ En éischte Reflex wär warscheinlech bei eis alleguerten: „Iwwerlee der, ob s de net awer d'Première méchs, an dann duerno kucks de nach eng Kéier, ob dat anert der dann nach ëmmer esou gefält.“ Dat setzt ganz déif an eis dran an dat ass sécherlech eng vun den zentralen Erausforderungen hei.

Eng aner, nieft der Mentalitéit, ass sécherlech awer och eis demografesch Entwécklung. Mir wäerten all déi, déi haut am Handwierk tätég sinn an déi vu bause bei eis komm sinn, déi haut hei wunnen oder all Dag bei eis kommen, an Zukunft net ersat kréien duerch den eegenen Nowuess, dee mer hei an eise Schoulen ausbilden. An dat ass jo eng Tendenz, déi net nei ass.

Am Joer 1990 waren et am Handwierk nach 73 % Residenten, déi do geschaff hunn, 27 % Frontalieren. 2020 waren et 47 % Residenten an eeben 53 % Frontalieren. An déi 53 % Frontaliere wäerte mer och mat allen Efforten – an déi solle mer maachen an déi mussen mer maachen – awer sécherlech net an Zukunft erëm duerch Residenten ersat kréien. An dat ass jo eng Tendenz, déi net nëmmen esou ass am Beräich vun den Handwierkerberuffer oder vun den anere Beruffer an der Beruffsausbildung, mee dat dote fanne mer queesch duerch sämtlech Branchen, duerch sämtlech Secteuren hei am Land erëm.

De Charles Margue, mengen ech, huet et ganz flott ausgedréckt mam Saz: „Jidderee brauch hei am Land Leit, e brauch gutt Leit“, an datt mer solle virun allem awer dono kucken, datt d'Leit hir Erfüllung fannen an deem, wat se maachen, an deem, wat se léieren, datt se hiren Ambitiounen, hiren Talenter no eeben e Wee kënnen erschloen.

Mir hunn an de leschte Jore ganz staark och an d'Moderniséierung vun der Beruffsausbildung investéiert an eis am Detail dorëms gekëmmert. Ech denken, a kengem aneren Ordre d'enseignement ass dat esou systematesch gemaach gi wéi an der Beruffsausbildung, wou mer d'Programmer dem Besoin vun dem Marché du travail upassen.

Dat ass e ganz kloer definéierten a strukturéierten Prozess, dee mer do zesumme mat de Beruffskummenen, also zesumme mat den Acteuren souwuel vum Patronat wéi och vum Salarat, de Leit aus den Entreprise ganz konkret Punkt fir Punkt ofschaffen, wou de Secteur agebonnen ass, wou mer fir d'éischt Questionnaire maachen, wou mer geziilt Gespréicher och siche mat einzelnen Acteuren aus deene Secteuren, wou mer dann dat och a Form vu Rapporten a vu Cahier-de-charges definéieren, wou de Comité de pilotage, an deem all déi Acteuren – d'Schoulen, de Ministère an awer och d'Beruffskummenen – vertruede sinn, dat dann och validéiert an dono als Optrag un eng Équipe curriculaire gëtt, déi sech erëm eng Kéier zesummesetzt aus Leit vun dem Ministère, aus der Schoulwelt an aus den Entreprises, déi et dann am Detail och sollen ausschaffen an dann de Curriculum och sollen deementspriedend iwwerschaffen. Mat ganz ville Formationen si mer do och schon duerch an anerer bleiwen nach ze maachen, an dat wäerte mer och esou maachen.

Dat ennersträicht eigentlech och ee Grondprinzip, dee vläicht net ëmmer esou de Mëtten hei zum Virschäi komm ass, duerfir wëll ech do kuerz nach eng Kéier drop agoen: datt mer hei an engem Domän sinn, wou mer eng enk Zesummenaarbecht hu mat der Beruffswelt, wou mer eigentlech an enger Tripartiteslogik alles zesummen decidéieren. Sécherlech ginn dobäi vun der Politik an och hei an der Chamber gesetzlech Kadere festgehale, wou et fir mech awer och wichteg ass, datt mer eis, wann et geet, probéieren eens ze maache souwuel mat der Salaratskummer wéi och mat de Patronatskummenen, well dat schéngt mer wichteg ze sinn, datt mer do wierklech probéieren, esouwäit et geet un engem Strang ze zéien.

Mir hunn d'Programmer net nëmmen inhaltlech ugepasst. Mir hunn och Formationen komplett iwwerschafft a Formationen moderniséiert, Technikerformationen wéi „Smart Buildings and Energies“ a „Smart Technologies“, déi eebe vläicht e bësse verstëbt Formationen dann och ersat hunn – verstëbt net, well d'Inhalter net méi richtig wäeren, mee verstëbt, well einfach de Secteur weidergaangen ass an d'Methoden, d'Manéieren, wéi op engem Marché haut geschaff muss ginn, wéi d'Produiten dann och wierklech un de Client mussen bruecht ginn a proposéiert ginn, anerer sinn an ee gesäit, datt och vill méi Konvergenz besteet tëschent

eenzelne Beräicher, och eenzelnen technologesche Beräicher –, fir do kënnen da wierklech up to date ze sinn an dat, wat dobausse gefrot gëtt, och wierklech kënnen unzibidden.

Mir hunn eis awer och vill Méi gemaach, fir ëmmer méi Formatiounen an engem, wéi mer et nennen: „régime linguistique spécifique“ unzibidden. Déi allermeescht vun eise Formatiounen an der Beruffsausbildung sinn nach ëmmer op Däitsch. A wa mer awer eis Populatioun vun deenen Apprentien ukucken, déi an der Beruffsausbildung sinn, huet een awer ganz schnell d'Gefill, ob et net mat Franséisch dach awer vläicht heiansdo besser géif goen. An duerfir hu mer schrëttweis och méi francophone Formatioune proposéiert an der Beruffsausbildung.

Haut sinn ech och houfreg drop, datt mer och anglophone Formatiounen an der Beruffsausbildung proposéieren, fir eeben och – an de Charles Margue ass kuerz drop agaangen – deenen, déi an enger internationaler Schoul sinn, enger öffentlecher oder enger privater, wa se wëllen en Handwierk léieren, wa se wëllen eng Beruffsausbildung maachen, an eenzelne Beräicher op d'mannst och eng Formatioun hei zu Lëtzebuerg kënnen unzibidden, déi dann natlos undockt un déi Formatioun, déi se virun an hirem Lycée gemaach hunn. Dat, mengen ech, ass wichteg an dat sinn och wichteg Reservoiren. Wa mer gäre méi jonk Leit an d'Handwierk oder an d'Beruffsausbildung hätten, da musse mer se och do siche goen, wou se sinn, an och mat deene Sproochekompetenzen dann erunzéien an un d'Handwierk erubrénge, déi se eeben hunn. Wa mer dat net maachen, da si ganz vill Jonker, Honnerten, jo vläicht e puer Dausend, déi kréien einfach d'Dier zougemaach a wäerten nimools an en Handwierksberuff kënnen eragoen.

Mir hunn och nei Formatiounen – nach eng Kéier zesumme mat de Beruffskummeren – ausgeschafft an am Detail konzipéiert: Den Technikerdiplom am E-Commerce, natierlech war dat virun 20 Joer kee Besoin, dat ass awer haut ganz konkret e Besoin. Den DAP an der Mechatronik am Agri-génie civil, och dat ass eng ganz spezifesche Formatioun, déi vun engem Secteur gefrot ginn ass an déi mer ausgeschafft hunn. De CCP als Ouvrier agricole, eppes, wouru mer och laang mat de Beruffskummere geschafft hunn a wou ech frou sinn, datt mer am September un de Start gi mat där Formatioun. Den DAP Éducation, also eng DAP-Ausbildung am soziopedagogesche Beräich, well et an deem Beräich och um Niveau vum DAP sécherlech e Besoin gëtt a Perspektive solle gebuede gi fir ganz vill jonk Leit, déi eng Beruffsausbildung do wëlle maachen, an et e Secteur ass, dee wierklech no qualifizéiert Personal och freet. An hei kënnen mer wierklech villes beienebrénge, op där enger Säit Jonker, déi an dee Beräich wëlle goen, an e Secteur, dee qualifizéiert Personal och sicht.

An dat ass jo, mengen ech, och den A an den O vun der Beruffsausbildung. An do si mer dann och erëm eng Kéier ganz no bei där Mentalitéitsfro: Wéi gesi mer d'Beruffsausbildung? A wéi kréie mer jonk Leit, déi Interessi hunn, déi Talenter hunn, déi Ambitiounen hunn, eppes ze maachen, dann och wierklech dohinner? Nämlech bei der Orientatioun! An do si souwuel an dem Exposé vum Interpellant wéi awer och an den Interventiounen vu villen anere Kolleegen haut de Mëtten eng ganz Rei vu Propose gemaach ginn – déi awer och scho Realitéit sinn! –, déi eeben net méi mussen ëmgesat ginn an ausgeduecht ginn, mee déi mer op ganz ville Plazen awer och ëmsetzen.

Et gëtt haut vum Luxembourg Science Center zum Beispill de Programm „Découverte des métiers“, wou Schouklasse higin an dann och wierklech ganz konkret kënnen gewise kréien, wat een an engem Beruff

dann och mécht, fir datt se sech ganz konkret eppes dorënner kënnen virstellen, well et ass e Problem. Wann doheem de Papp, de Monni, d'Mamm, d'Tatta, wien och ëmmer, eeben net méi un der Wierkbänk schafft an net méi ganz konkret och emol vläicht eng Kéier selwer um Auto kniwwelt, da kann e Kand sech dat net wierklech virstellen. An da muss een och emol eng Kéier an en Atelier eragoen an engem iwwert d'Schëlker kucken a sech wierklech e Bild dovunner maachen.

Duerfir hu mer Projeten, „Wëssens-Atelier“ genannt, déi Dir och an Ärem Communiqué zitëiert hutt, wou eeben och Maison-relais, awer och Grondschoule kënnen an d'Ateliere vun de Lycéee kucke goen an do och emol eng Kéier selwer Hand uleeën, fir ze spieren, ob dat dann och eppes fir si kéint sinn. Den Dan Biancalana an ech, mir haten d'lescht Woch d'Chance, eng nei Maison relais – dat wësst Der, wou se steet, nämlech zu Diddeleng – anzeweien. An do si mer an e Sall erakomm, do stoung fënnf Wierkbänken! Well et ass ganz normal, datt an enger Maison relais haut och en Atelier do steet. A wann d'Kanner wëllen eppes kniwwele a wa se wëllen eppes do bastelen an och mat Geschier wëllen do schaffen, da solle se och déi Expérience kënnen maachen, fir datt mer se spilleresch och un handwierklech Aktivitéite kënnen erukéieren an datt se hiert Talent do kënnen entdecken. An dorëms geet et jo: säin Interessi entdecken, säin Talent entdecken an da spéiderhin och iergendwann eng Kéier säi Liewenswee kënnen skizzéieren a vläicht an eng handwierklech Aktivitéit kënnen eragoen.

Well et dorunner feelt, och un den Efforten an der Orientatioun, hu mer net nëmmen d'Maison de l'orientation geschafen, mee mir maachen och dat, wat de Charles Margue nach eemol als wichteg hei gefuerdert huet, nämlech eng Foire vun der Schoul, mee awer och vun de Beruffer, wou mer sämtlech Méiglechkeete vu Formatioune presentéieren. Déi riicht sech virun allem u Schüler schonn aus dem Fondamental, am Cycle 4, wou een da seng Decisioun hëlt, ob een éischter an de Classique oder an de Général soll orientéiert ginn, riicht sech awer och virun allem un d' Cinquième aus dem Général an aus dem Classique, fir och do nach eng Kéier ze kucken, wat fir eng Formatiounen et gëtt.

Ganz dacks ass et jo esou, wann ech an engem Lycée bis dobanne sinn, da bleiwen ech éischter do a konzentréiere mech jo emol op déi Formatiounen, limitéiere mech heiansdo op déi Formatiounen, déi da vun deem Lycée selwer ugebuede ginn. Mee an der Beruffsausbildung gëtt et 120 verschidde Formatiounen an déi soll een och kënnen kenne léieren, an eeben och eng Formatioun am Général oder am Classique, eng Sektoun, déi vläicht an engem anere Lycée ugebuede gëtt. Och déi soll ee kenne léieren an dat kann een do maachen.

Dat riicht sech also u Schoulen, u Schouklasse, u Maison-relais, awer och un Eltere mat hire Kanner oder déi Jonk, déi selwer dohinner kënnen kucke kommen. Et ass vum 2. bis de 4. Mee an der Luxexpo a mir freeën eis eigentlech dorobber. An e ganz besonneschen Akzent leeë mer op d'Beruffer aus dem Handwierk, well d'LuxSkills wäerten och do stattfannen. Dat sinn d'Beruffsmeescherschafte vun deene Jonken, déi dann allkéiers och wäerte ganz konkret erëm eng Kéier do weisen, wéi an hirem Beruff geschafft gëtt, fir datt d'Kanner an déi Jonk, déi do laanschtkommen, sech och e Bild kënnen maachen, mat deene Jonken aus deem Beruff do kënnen schwätzen an hir Impressiounen kënnen mathuelen.

Eppes vereent eis sécherlech och, datt ass, datt et wichteg ass, wann een eng Beruffsausbildung mécht, datt ee Perspektiven huet duerno. An et ass e puermol hei gesot ginn, datt d'Impressioun esou ass, datt ee muss de Choix fréi treffen: Maachen ech elo eng

Léier oder wëll ech duerno studéiere goen? An et muss esou sinn, datt, wann ech eng Léier maachen, ech duerno nawell nach ëmmer ka studéiere goen. Ech muss net, mee ech hunn déi Perspektiv awer nach ëmmer, soudatt eigentlech och mam Choix, fir an d'Beruffsausbildung ze goen, fir sengem Talent nozegoen an en Handwierk ze léieren, dat duerno keng Dieren zoomécht, mee awer ganz vill Dieren do kënnen opleiwen.

Duerfir si mer amgaangen, bei alle Formatiounen, déi mer konzipéieren, och ëmmer ze probéieren ze kucken, wat déi nächst Formatioun ass: e sougenannten Trapemodell, wou ech nom CCP wa méiglech en DAP ka maachen, wou ech nom DAP wa méiglech och en Technikerofschloss ka maachen a wou ech nom Technikerofschloss och wa méiglech e BTS ka maache respektiv e Bachelor ka maachen op enger anerer Héichschoul oder Universitéit. An dee Wee, dee gëtt ageschloen! D'TEVA-Etüd zum Beispill, déi reegelméisseg erauskënn, seet, datt en Drëttel vun deene Jonken, déi en Technikerdiplom ofgeschloss hunn, dann an eng Héichschoulformatioun weidergeet an e BTS oder e Bachelor oder duerno vläicht souguer nach e Master mécht. An dat weist, datt do Potenzial ass, datt, wann ech no der Cinquième an eng Beruffsausbildung ginn, mäin DAP maachen oder mäin Techniker direkt ufänken, datt ech all Perspektiv nach duerno hunn, fir doriwwer eraus mech weiderzebildeden.

An eng aner Perspektiv ass sécherlech déi vun der Meeschterprüfung, en Diplom, dee mer vläicht e bësse vergiessen an deen awer haut och nach ëmmer seng grouss Bedeitung huet. An ech si frou, datt mer en zanter enger Rei vu Joren zesumme mat der Chambre des Métiers komplett reforméiert hunn, en och un d'Besoin vun den Entreprisé vun haut ugepasst hunn, well et gëtt ganz vill eenzel Beruffer, déi ee ka léieren am DAP, an et gouf bal gradesou vill Meeschterprüfungen hannendrun.

Mee d'Realiteit an enger Entreprise ass awer haut eng aner. Wann ech Clienten hunn, dann ass et net nëmmen, datt ech vläicht do just den Daach decken, mee et kann awer och sinn, datt ech d'Charpente muss maachen an datt ech den Zénk och nach muss installéieren. Duerfir ass et wichteg, datt mer déi integréiert Struktur vun den Entreprises och an d'Meeschterprüfung eriwuerkréien. An dat maache mer zanter enger Rei vu Joren an eenzelne Beruffsfamilie scho ganz erfollegräich. A mir hunn eis d'Wuert ginn, zesumme mat der Chambre des Métiers, datt mer all d'Meeschterprüfungen no deem dote Konzept och wäerte moderniséieren.

An och dat ass eng Méiglechkeet, fir Perspektiven ze bidden am Handwierk, an och dat ass eng Méiglechkeet, fir als Quereinsteiger an d'Handwierk eranzeklappen, well och do ganz dacks d'Dier opgemaach gëtt fir Leit, déi net nëmmen iwwert den DAP kommen, mee déi och eng aner Formatioun hunn, eng aner Beruffsexperience hunn an an d'Handwierk kënnen iwwert d'Meeschterprüfung eraklappen.

Ech mengen, et ass e puermol ugeklongen hei, eng Perspektiv kann a muss natierlech och e Verdéngscht sinn, deen dem Wäert vun där Aarbecht, déi een do leescht, entsprécht. A bei där Penurie, déi mer hunn – an déi ass jo e puermol hei geschildert ginn –, ass et haut och esou, datt ganz dacks Handwierker ganz gutt, ganz uerdentlech bezuelt ginn an datt se, wa se dobäi och nach schrëttweis Responsabilitéit an hirer Entreprise huelen, och nach besser kënnen bezuelt ginn an och wierklech Karriär kënnen maachen am Handwierk.



Duerfir ass et och wichteg, datt mer net stoe bleiwe bei deem éischten Diplom, deen ee gemaach huet, fir datt een, och wann ee vläicht net direkt en zweete ka maachen, duerno awer och iwwer Weiterbildung sech eeben ëmmer kann um Stand halen an awer och ka fit halen, fir weider Responsabilitéiten ze iwwerhuelen. An do schaffe mer jo och ganz geziilt drun. An ech mengen, wann dat ginn ass, da kann och jidderee säi perséinlechen Erfolleg an engem Handwiersberuff oder no der Berufsausbildung do fannen.

Ech wëll, Här President, eigentlech nach eng Kéier ënnersträchen, datt mer op deenen dote Pisten, déi de Mëtten hei virgeschloe goufen, drop sinn, datt mer aktiv do drop sinn, datt mer dat an enker Concertatioun och mat de Berufskummere maachen an datt mer, mengen ech, och doduerjer eng gewësse Rou an d'Berufsausbildung erakritt hunn an och e positivt Bild no bausse kënnen ausstralen. Well dat, wat mer virun e puer Joer haten, d'Reform vun 2008 – Dir wësst, datt mer laang dru geschafft hunn, eigentlech bis 2019, bis mer nach déi Nowéien dovunner korrigéiert haten –, dat huet awer elo derzou gefouert, datt mer wierklech kënnen a Rou d'Formation professionnelle weiderentwéckelen an eis och kënnen op dat Essenziell konzentrieren, op d'Contenue vun de Formatiounen, op nei Formatiounen an och op den Image vun der Berufsausbildung no bausen.

An duerfir sinn ech och frou, datt mer eis de Mëtte bei dëser Debatt iwwert déi grouss Linnen eens sinn. An et sollt ee sech vläicht och all Joer eng Kéier e kuerze Rendez-vous hei gi fir ze kucken, wéi mer op deenen dote Piste wierklech weiderkomm sinn. An et si bestëmmt och ëmmer nees nei Iddien, déi an d'Diskussioun kommen, déi derwäert sinn diskutéiert ze ginn.

Ech wëll op jidde Fall jidderengem Merci soe fir dee konstruktiven Apport de Mëtten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci Tech och, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ugelaangt.

### Motion 1

Awer mir hunn nach eng Motioun kritt vun der ADR a mir missten nach decidéieren, wat mer mat där Motioun maachen, Här Minister.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif net recommandéieren, déi Motioun do elo esou direkt unzehuelen, well sécherlech awer do méi Reflexioun an och Concertatioun noutwendeg wär.

Ech leien eigentlech ganz no bei der Analys vum Sven Clement, datt d'ëffentlech Hand an déi ëffentlech Entreprises eigentlech och méi mussen ausbilden, well et soss net opgeet, wann nëmme ee Secteur ausbilt an deen aneren, dee stellt an, net se alleguerten, mee der awer och méi an, wéi en ausbilt. Soss hu mer eng Schiflag! Mir hunn als Bildungsministère eng ganz Rei vun Initiative geholl, fir ëffentlech Entreprises, awer och Ministèren a Verwaltungen dozou ze encouragéieren – nach net mat deem Erfolleg, dee mer eis versprach hunn –, zum Beispill, datt mer och finanziell un den Indemnitéiten do participéieren als Ministère. Mee dat schéngt mer awer déi wichtegst Pist ze sinn, well och wa mer ufänken, Primmen ze bezuelen, dann hu mer domat nach net méi ausgebilt an iergendzwousch feelt dann awer ëmmer een.

An da stelle sech eng ganz Rei vu Froen: Ass dat nëmme vum Wiessel vum Privatsecteur an den ëffentleche Secteur? Et gëtt och Wiesselen tëschent privaten Entreprises. Ass dat nëmme innerhalb vun

eise Landesgrenzen? Oder wéi ass et dann, wann ee seng Formatioun an engem auslännesche Betrib gemaach huet, wou de System nach eng Kéier ganz ënnerschiddlech ass an eisen dräi Nopeschlänner?

Also, ech géif warnen, sech elo no där kuerzer Diskussioun de Mëtten hei an esou eng Richtung ze beweegen. An ech hätt éischter eng Präferenz derfir, datt d'Chamber mer och de Réck géif stäipen an deenen Efforten, déi ze maache sinn, déi ech och akloe bei de Kolleegen an der Regierung, fir eebe méi am ëffentleche Secteur an och an den ëffentlechen Entreprises auszubilden. Villmools merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci, Här Minister. Sinn nach Wuertmeldungen zu der Motioun? Jo, den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV), interpellateur | Jo, merci fir d'Erklärungen elo vum Här Minister. Et si vill Froen nach an där Motioun, déi ee muss klären. Mee ech wär awer der Meenung, dass et vläicht net schlecht wär, wa mer géifen an enger Kommissioun – ob dat d'Jointe Travail mat Educatioun ass – awer eng Kéier driwwer schwätzen, well ech der Meenung sinn, dass verschidde Punkten awer diskussionsberechtigt sinn.

Also ech hunn och e Problem, se einfach elo esou ze stëmmen, a mir wäerten dat och net maachen. Mee ech sinn awer der Meenung, et wär awer och e Feeler, einfach ze soen: „Gehei se an d'Dreckschëscht!“ Et waren och nach anerer, déi dat ugeschnidden hunn, dass een iergendepes misst maachen, soudass een dann an enger Jointe vun Travail an Educatioun awer eng Kéier sollt driwwer schwätzen, wat dat bedeit. An ech sinn och mam Minister averstanen, dass doduerch, dass mer esou am Grenzgebitt leien, och all déi Iwwerleeunge musse mat eranhuelen, dass een dee Gest op alle Fall géif maachen. Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci dem Här Spautz. Weider Wuertmeldungen dozou?

*(Interruptions)*

Jo, ech hunn eng Propos vum Här Spautz, déi schéngt net d'Unanimitéit ze maachen. Da musse mer... Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, wa se net an d'Kommissioun zrëckgeet, da wollt ech awer och soen, firwat mir och dergéint stëmmen.

„Level-Playingfield“, mir wëssen net richtig, wat Der domadder mengt. Hätt Der do gären, datt d'Léin am ëffentleche Secteur ugepasst ginn un déi am privaten? Oder ass dat ëmgedrëint gemengt? Well dat kéint et jo net sinn, datt mer deenen engen eppes huelen! Da missten déi aner éischter eppes kréien.

Déi aner Saach ass, dass, wann d'Betrib selwer ausbilden an duerno och besser remuneréieren, dann, denke mir, géife se se och besser behalen. Dat ass jo och eng Pist, déi ee misst da fueren. Dofir, mir mengen och, hei kéint een an enger Kommissioun, an enger Jointe, driwwer diskutéieren. Mee esou, wéi se hei elo ass, kënne mir d'Motioun op alle Fall net matstëmmen.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also ech ginn dem Minister absolutt Recht, datt et definitiv nach Diskussionsbedarf gëtt. Ech hätt mech gefreet, dat doten an der Kommissioun mat ze diskutéieren.

Ech verstinn awer, datt et do grad keng grouss Géigeléift fir d'Propos vum Marc Spautz gëtt. Mir dinn eis elo schwéier domadder, se tel quel unzehuelen, well eeben eng Rëtsch Froen op sinn an, ech mengen, de

Minister zu Recht och ugemierkt huet, datt hei awer och d'Fro sech stellt – an ech hunn dat net fir näischt an der Ried gesot –, ob de Staat net méi muss ausbilden respektiv och op deene richtege Plaze muss ausbilden. An deementspriedend géife mir eis zu dësem Zäitpunkt bei där heite Motioun enthalen, well et eeben e bëssen u Flesch op de Schanke feelt.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Et ass alles gesot. Da géife mer iwwert ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Här President!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | A, jo!

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech wollt awer nach eng Kéier d'Madamm Cecchetti do berouegen. Et geet hei net ëm eng Upassung. Ech hu jo geschriwwen „oppassen“, well et deen Ënnerscheid gëtt. An dat heescht, dass mer net elo d'Paien upassen. Dat ass jo souwisou net machbar, dat wier jo dann um Privatsecteur. Mee hei geet et eeben einfach drëms, fir deene Betriben en Incentive ze ginn, fir méi Leit auszubilden, well se trotzdeem dann nach vläicht duerno déi Leit méi laang kënnen halen oder, wann net, dann déi Primm, déi da géif definéiert ginn, kéinten astiechen, fir et esou ze soen. Voilà.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. A, dann den Här Lamberty.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Nodeems esou vill Leit mech froend ugekuckt hunn, wollt ech awer och nach eng Kéier eppes soen. Also ech mengen – an dat Bild ass virdrun hei benotzt ginn –, eng Ausbildungsplaz ass kee Sportsclub! An ech mengen, dass do eebe genau den Ënnerscheid läit. Och wann d'Problematik, an déi ass de Mëtteg méi wéi eemol ugeschwat ginn, absolutt richtig ass, sinn ech net der Meenung, dass dat einfach esou mat engem Bild vum Sport, vun den „Ablösesummen“, ze léisen ass.

Ech sinn der Meenung, an do ginn ech dem Claude Meisch an dem Sven Clement Recht, dass dat déi richteg Richtung ass, dass mer musse kucken, dass méi ausgebilt gëtt. Et geet net drëm, dass ee fir eppes anescht Sue kritt, well domadder ass nach net eng Ausbildungsplaz oder een Aarbechter méi iergendwou op enger Plaz. Mir mussen also méi ausbilden. Dat hei ass net dat, wat, mengen ech, Äntwerten op d'Fro gëtt, déi do sinn. Dofir géif ech proposéieren, dass mer dat heiten esou net wäerte stëmmen.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Den Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, ech ...

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Eigentlech hat Äre Spriecher ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Et ass net verbueden.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Nee, Dir hutt nach Minutten zegutt, jo.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Voilà, ech mengen. Villmools merci, Här President. Ech wollt vläicht just eng Bemierkung maachen, déi mer awer um Häerz läit. Ech hunn déi Debatt elo hei nogelauschert an ech mengen, mir wëssen alleguer, datt an där Motioun, déi den Här Keup hei presentéiert huet, einfach vill Weisheet ass, well mir kenne jo de Problem.

*(Hilarité)*

Jo, mir kennen de Problem alleguer, Dir kennt en och, datt einfach déi privat Entreprises ausbilden an datt et de Problem gëtt, datt déi Leit, déi se ausgebilt hunn, da bei de Staat ginn. Dat ass e reelle Problem. Ech mengen, mir kennen dat alleguer heibannen.

Wat mech just wonnert, an dofir wollt ech op den Här Lamberty reagéieren, dat ass, datt et eng Zäit gouf, wéi

d'Demokratesch Partei awer op de private Secteur opgepasst huet. An normalerweis hätt se jo haut missen heihinnerkommen a soen: „Majo sécher, wann eis Entreprisé Leit ausbilden, déi herno bei de Staat ginn, da muss mer d'Entreprisé kompenséieren.“ Dat ass jo d'Iddi vun dëser Proposition. Ech sinn enttäuscht, datt Der net méi esou denkt, muss ech Iech éierlech gesot soen!

Mir wäeren op, fir dat an der Kommissioun ze diskutéieren. Mir kënnen et och an enger anerer Form presentéieren. Mir kënnen gär déi Iddien ophuelen, datt d'Privatentreprisé solle méi ausbilden. Mee och wa se méi ausbilden an de Staat sollt méi ausbilden, hu mer dee Problem nach ëmmer!

A wat mir gemaach hunn hei, ass: Mir hu wierklech eng konstruktiv Proposition gemaach, fir de private Secteur ze kompenséieren fir e Verloscht, deen en dauernd erleit. Mir wäerte bei där Iddi bleiwen. Vlächte eeben net elo, well dat dann hei ofgeschmettert gëtt duerch dräi Parteien, dovunner eng, déi fréier fir de private Secteur war ...

(Interruptions)

... mee mir bleiwe bei där Iddi a mir wäerte sécher drop zrëckkommen! Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Verdréit net ëmmer d'Wouerecht!

**Une voix** | Voilà!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Sou. Da stëmme mer elo of.

**Vote sur la motion 1**

An d'Ofstëmme fänkt elo un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. An dann ...

(Brouhaha)

Konzentriert Iech wannechgelift op de Vott!

**M. Pim Knaff** (DP) | Eng Rectification de vote, wann ech gelift.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | An dann d'Procuratiounen. An da kommen d'Rektifikatiounen.

(Hilarité et brouhaha)

Huet jiddwereen ofgestëmmt? Dann ass de Vott eriwuer.

An den Här Knaff wëllt eng Rektifikatioun.

**M. Pim Knaff** (DP) | Jo, ech stëmme natierlech mat Nee.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Elo hate mer awer bal geduecht, Dir hätt eng aner Meenung.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. D'Resultat ass 31-mol Nee, 17 Abstentiounen a 5-mol Jo.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 4 voix pour, 32 voix contre et 17 abstentions.*

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Gusty*

*Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par Mme Lydia Mutsch) ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain (par M. Marc Hansen), Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).*

*Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher (par M. Marc Spautz), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Marc Lies, Georges Mischo, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

Domat, Kollegeinnen a Kollegeen, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Rendez-vous ass muer um 13.30 Auer.

Ech hiewen heimat d'Sitzung op.

(La séance publique est levée à 19.17 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

| Objet   | N°   | Auteur                           | Page | Objet   | N°   | Auteur                             | Page |
|---|------|----------------------------------|------|---|------|------------------------------------|------|
| Compensation écologique   | 5872 | Sven Clement                     | 79   | Chirurgie esthétique  | 6168 | Gusty Graas                        | 84   |
| Différence de coûts de traitements hospitaliers   | 5981 | Fernand Kartheiser, Jeff Engelen | 80   | Autopsies   | 6174 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 84   |
| Accord « Privacy Shield » entre les États-Unis et l'Union européenne  | 6102 | Fernand Kartheiser               | 80   | Gestion du temps dans le secteur de la santé  | 6180 | Jeff Engelen                       | 84   |
| Organisation d'un diplôme d'études spécialisées en psychiatrie adulte et en pédopsychiatrie avec l'Université du Luxembourg | 6107 | Marc Hansen, Josée Lorsché       | 81   | Assistance à l'inclusion dans l'emploi  | 6181 | Sven Clement                       | 85   |
| Vente de homards vivants  | 6110 | Marc Goergen                     | 81   | Nouvelle organisation du Ministère de l'Environnement   | 6183 | Marc Goergen                       | 85   |
| Impact de la hausse des prix sur l'industrie laitière   | 6114 | Jeff Engelen                     | 81   | Avis de la Commission d'aménagement dans le cadre d'une modification ponctuelle d'un plan d'aménagement général | 6188 | Marc Lies                          | 86   |
| Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne relative aux prestataires de services d'intermédiation immobilière        | 6118 | Serge Wilmes                     | 82   | « Burn-out » dans le cadre scolaire   | 6204 | Diane Adehm                        | 86   |
| Gestion définitive des déchets radioactifs  | 6122 | Gusty Graas, Max Hahn            | 82   | Éducation précoce   | 6207 | Martine Hansen                     | 87   |
| Test du système national d'alerte   | 6129 | Jeff Engelen                     | 83   | Flux de passager à l'Aéroport de Luxembourg   | 6208 | Serge Wilmes                       | 87   |
| Test du système national d'alerte   | 6135 | Max Hengel                       | 83   | Astreintes pour les employeurs dans le cadre des fiches d'impôts  | 6209 | Sven Clement                       | 87   |
| Étude sur le temps de travail   | 6138 | Myriam Cecchetti                 | 83   | Vols dans les hôpitaux et les maisons de retraite et de soins   | 6210 | Laurent Mosar                      | 88   |
| Accueil des enfants par les maisons relais  | 6162 | Marc Goergen                     | 83   | Pédagogie sensible au genre et la diversité   | 6211 | Fred Keup                          | 88   |
| Frais de transport des patients à l'étranger payés par la CNS   | 6165 | Sven Clement                     | 84   | Engagement d'un coordinateur sportif par les communes ou syndicats de communes                                  | 6212 | Josée Lorsché                      | 88   |
|   |      |                                  |      | Pollution des eaux souterraines sur le site de l'ancienne brasserie Diekirch                                    | 6215 | Myriam Cecchetti                   | 89   |



|  |      |                    |    |   |      |                             |    |
|--|------|--------------------|----|---|------|-----------------------------|----|
| Fiscalité des cryptomonnaies                                   | 6218 | Laurent Mosar      | 89 | Licenciement suite à la pression politique                                      | 6299 | Sven Clement                | 95 |
| Indexation des salaires  | 6220 | Fernand Kartheiser | 90 | Licenciement suite à la pression politique                                      | 6300 | Martine Hansen, Gilles Roth | 96 |
| Brevet de maîtrise   | 6225 | Fred Keup          | 90 | Communication autour de la variole du singe                                     | 6312 | Josée Lorsché, Marc Hansen  | 96 |
| Fonctionnement du Service national de la jeunesse              | 6240 | Myriam Cecchetti   | 90 | Prise de rendez-vous pour un test tuberculeux auprès de la Ligue médico-sociale | 6313 | Paul Galles                 | 96 |
| Parking de bus à Rodange                                       | 6243 | Marc Goergen       | 93 | Propos de l'ONG « Tax Justice Network »   | 6316 | Fernand Kartheiser          | 97 |
| Production de fraises  | 6249 | André Bauler       | 93 | Éventuelle extradition de Julian Assange vers les États-Unis                    | 6318 | Nathalie Oberweis           | 97 |
| Trafic à Pétange   | 6256 | Marc Goergen       | 93 | Détectives privés   | 6327 | Marc Goergen                | 97 |
| Stations de charge pour bus électroniques à la gare de Rodange | 6261 | Marc Goergen       | 94 | Travaux de peinture du Pont Grande-Duchesse Charlotte                           | 6360 | Max Hahn, Claude Lamberty   | 98 |
| Opérations militaires turques en Syrie                         | 6264 | Nathalie Oberweis  | 94 | Passerelle flottante traversant le lac de la Haute-Sûre                         | 6386 | Carlo Weber                 | 98 |
| Participation aux élections législatives                       | 6271 | Fred Keup          | 94 | Délai de remboursement  | 6389 | Max Hengel, Léon Gloden     | 98 |
| Pression politique sur des employeurs privés                   | 6279 | Fernand Kartheiser | 94 | Maladies transmises par les tiques  | 6395 | Cécile Hemmen               | 98 |
| Maisons relais   | 6281 | Fred Keup          | 95 |   |      |                             |    |
| Évolution du trafic routier depuis la pandémie                 | 6293 | André Bauler       | 95 |   |      |                             |    |

**Compensation écologique** | Question **5872** (04/03/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ökologesch Kompensatiounen si gesetzlech virgeschriwwen, wann duerch nei Konstruktiounen oder aner Bauaarbechten natierlech Flächen oder souguer ganz Biotopen zerstéiert ginn. Duerch e System mat sougenannten „Ecopoints“ soll assuréiert ginn, dass all Verloscht un Natur muss kompenséiert ginn. Dobäi kënnen villfälteg Kompensatiounsmesurë gewielt ginn an net all zerstéiert natierlech Fläch muss duerch eng equivalent grouss nei Fläch ersat ginn. Eng Kompensatioun kann och duerch d'ökologesch Opwäertung vun enger bestoender Fläch geschéien.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltëg Entwécklung dës Fro stellen:

1. Wat d'Problematik vun de Kompensatiounsflechen ueget a virum Hannergrond, datt d'Artificialisatioun vum Buedem immens staark ass, misst hei net allgemeng de Precautiounsprinzip iwwerweien an déi franséisch Reegel « Éviter – Réduire – Compenser » aplizéiert ginn?

2. Wéi dréit de System mat den „Ecopoints“ dem Problem Rechnung, datt eng Plantatioun, déi iwwer Joerzëngte gewuess ass, net einfach duerch eng jonk Plantatioun – souzesoen 1 zu 1 – ersetzen ass?

3. No wéi enger Method a mat der Uwendung vu wéi enge Krittäre ginn d'Terrainen, op deene kompenséiert soll ginn, ausgewielt?

4. Gëtt am Virfeld iwwerpréift, ob dës Kompensatiounsflechen eng Belaaschtung virweisen?

5. Wéi vill Kompensatiounsprojeten, déi opgrond vu staatléche Chantieren néideg gi sinn, lafen am Moment? Wou befanne sech dës Projeten a wéi eng Kompensatiounsmesurë koume konkret zum Asaz?

Wéi vill Fläche ginn hei ökologesch opgewäert a wéi vill Fläche ginn nei erschloss a wéi grouss sinn dës Fläche jeeeweils?

Wéi grouss waren déi Flächen, déi duerch de Bau vun Infrastrukturen dës Kompensatiounen néideg gemaach hunn?

6. Wat geschitt, wann op oder am Buedem vun enger Kompensatiounsflechen Belaaschtungen optauchen? Wéi leeft do dann den Assainissement of? Ginn déi Flächen dann aus dem System erausgeholl an ersat?

7. Wéi laang nom Ofschluss vun enger Kompensatiounsmesurë an unhand vu wéi enge Krittären evaluéiert de Ministère den Erfolleg vun enger Kompensatiounsmesurë?

8. Ginn d'Ëmweltimpaktetüden, déi am Kader vun engem Projet de compensation gemaach ginn, grade-wéi och d'Kompensatiounsmesurë selwer (an eventuell nodréiglech Evaluatiounen vun de Projeten) reegelméisseg a Rapporten ëffentlech gemaach?

Falls jo: Wou sinn dës Rapporten ze fannen?

Falls nee: Firwat sinn dës Informatiounen net ëffentlech?

**Réponse** (08/04/2022) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Reegel vum „Éviter – Réduire – Compenser“ ass net wuertwärtlech am Lëtzebuurger Naturschutzgesetz verankert. Dëst wëllt awer net heeschen, datt de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohaltëg Entwécklung an d'Naturverwaltung net beméit wieren, dësem weltwäit unerkannte Prinzip vun der Kompensatioun gerecht ze ginn. Dat geschitt notament iwwert d'Méiglechkeet, déi de Gesetzgeber am Artikel 61 vum Naturschutzgesetz virgesinn huet, fir Naturschutzautorisatiounen u Konditiounen ze bannen, déi den Impakt vun Infrastrukturprojeten op d'Natur sollen evitéieren oder reduzéieren.

ad 2. Dat groussherzoglecht Reglement vum 1. August 2018 „institutionnant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points“ gesäit vir, datt bestoend Biotope méi en héije Punktwäert hu wéi Biotopen, déi am Kader vun enger Kompensatiounsmoosnam sollen nei ugeluecht ginn. Dëst bréngt mat sech, dass ëmmer muss méi kompenséiert ginn (Surface, Unzuel vu Beem etc.) wéi dat, wat zerstéiert gouf. Bei Bëscher kënn dobäi, dass d'Kompensatioun net nëmme d'ökologesch Valeur vun Ökopunkte muss opfänken, mee datt och déi verluere Bëschfläch muss kompenséiert ginn.

ad 3. Nach virum Akraafttriede vum neien Naturschutzgesetz an dem Ökopunktesystem, gouf eng national Analys gemaach, fir speziell gutt géeeegent Terraine fir Kompensatiounsprojeten am Land ze identifizéieren. Grondprinzip vun dëser Analys war et, fir Gebidder ze identifizéieren, déi schonn e gewëssen ökologesche Wäert haten an déi duerch gezielt

Kompensatiounsprojeten nach kéinte substanzuell opgewäert ginn. Zil war et, fir e reelle Meerwäert fir Aarten, Liewensraum, Biotopen, ökologesch Connectivitéit, awer och z. B. Drénkwaasserschutz duerch d'Kompensatioun ze schafen. Dës Analys huet iwwer d'ganz Land eng 90 Gebidder definéiert, déi d'Basis waren, fir éischt Kompensatiounsprojeten ëmzesetzen. Duerch d'Gestioun vun den Ökopunkten iwwert den nationale Register ass et méiglech ze gesinn, a wéi enge Secteuren de gréisste Bedarf fir Kompensatioun ass. Esou ka gezielt a Secteuren no Fläche gesicht ginn, fir speziellesch Kompensatiounsmesuren ëmzesetzen.

ad 4. Jo, dës gëtt iwwerpréift am Kader vu Virstudien, déi notament ëmmer gemaach ginn, wa gréisser Buedembewegungen am Kader vu Baachrenaturéierung musse gemaach ginn.

ad 5. Den nationale Flächepool bëndelt d'Ökopunkten, déi am Kader vun der Kompensatioun abezuelt ginn. Dobäi gëtt keen Ënnerschied gemaach tëschent Ökopunkten, déi am Kader vu staatléche Chantieren oder vu private Chantieren zerstéiert gi sinn. Am Moment si 15 Flächepool-Projeten um Lafen. Dës Projete si verdeelt op déi 5 ökologesche Secteuren; dovun 2 am südleche Gutland a Minett, 2 am Sandstegebitt Gutland, 5 am Museldall an ëstleche Gutland, 3 am nördleche Gutland an 3 am Éislek. Insgesamt handelt et sech hei ëm eng Gréisst vun 393,27 ha, a Projete beinhalte souwuel kleng Projete wéi och gréisser Projete vun iwwer 50 ha. D'Mesuren, déi hei zum Asaz kommen, sinn:

- a. Strukturéierung vun der Landschaft duerch Uplanzung vu Beem an Hecken
- b. Kreatioun vun neie Bongerten
- c. Restauréierung an Extensivéierung vu Wisen an Aker
- d. Renaturéierung vu Baachen
- e. Ëmwandlung an Uplanzung vun neiem Bëscher
- f. Kreatioun vun Habitater fir geschützten Aarten
- g. Kreatioun vu Fiichtbiotopen a Wisen
- h. Kreatioun vun europäesche geschützte Liewensraum (z. B. 6510 Magere Flachland-Mähwiese)

All d'Fläche profitéieren vun enger ökologescher Opwäertung.

Säit den Ökopunktesystem agefouert gouf, si bis elo 481 Developpement-Projeten enregistréiert, wou d'Taxe de remboursement vun der Kompensatioun

huet misse bezuelt ginn. Fir dës Projeten ass domat eng Kompensatioun iwwert den nationale Flächepool néideg.

ad 6. Wa festgestallt gëtt, dass Belaaschtungen op enger Fläch sinn an eng fachgerecht Entsorgung néideg ass, erhéicht dës natierlech d'Käschte vum Projet. Dofir ass d'Naturverwaltung beméit, sou Altlaste méiglechst virum Kaf vun den Terrainen ze identifizéieren, respektiv d'Projeten sou ze gestalten, datt op kontaminierten Terrainen keng Buedembewegung geplangt ginn.

ad 7. Dës gëtt unhand vu botanesche Kartéierungen an Analyse gemaach. Während der Ëmsetzung gi reegelméisseg Kontrolle gemaach fir ze kucken, dass d'Moossname richteg ëmgesat sinn. No der Ëmsetzung gëtt eng ofschléissend Kartéierung gemaach, fir de Succès vum Projet festzehalen. Wéi gesetzlech virgeschriwwen, gëtt dës Monitoring 25 Joer laang gemaach.

ad 8. Fir all d'Projeten aus dem nationale Flächepool, déi approvüert sinn, goufen um Geoportail Kaarten a Fichen ageriicht. Esoubal d'Monitoring-Rapporte vun dësen Projete virleien, gi se ëffentlech gemaach.

.....

**Différence de coûts de traitements hospitaliers** | Question 5981 (24/03/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Eng héichwärtig Qualitéit an der Betreuung vun de Patienten an de Kliniken muss eng Prioritéit an der Gesondheetspolitik sinn.

Et ass iwwerdeems och wichteg, datt all Patient, egal wou dësen am Land wunnt, déi selwecht qualitativ héichwärtig medezinnesch Versuergung zegutt huet.

De Patientklassifikatiounssystem DRG (Diagnosis related groups) erlaabt et, eng Vergläichbarkeet am Gesondheetsystem a puncto Käschten hierzestellen. Den DRG-Modell bilt e Patientklassifikatiounssystem, bei deem déi eenzel stationär Behandlungsfall duerch bestëmmte Critèren – ë. a. spillen d'Diagnos, déi jee-weileg Operatioun, de Schweregrad vun der Erkrankung an den Alter vum Patient eng Roll – zu Fallgruppe kënnen zesummegefaasst ginn. Soumat léisst sech eng Vergläichsbasis hierstellen.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kascht déi stationär Behandlung vu Patienten, déi zur selwechter DRG-Grupp klassifizéiert kënnen ginn, der gesetzlecher Krankekeess ënnerschiddlech vill Käschte pro Behandlungsfall, jee nodeem a wéi enger Klinik sech de Patient behandelé léisst?

2. Wa jo, wéi kommen dës Ënnerscheeder an de Käschten tëscht den eenzele Kliniken bei der Behandlung vu stationäre Patienten, déi zum nämlechen DRG-Grupp gehéieren, zustanen?

3. Wéi eng Klinik ass déi, déi duerchschnëttlech pro stationäre Patient am meeschte Käschte fir d'gesetzlech Krankekeess produzéiert?

4. Wéi eng Klinik ass déi, déi duerchschnëttlech am mannste Käschte pro stationäre Patient fir d'gesetzlech Krankekeess produzéiert?

5. Bestinn – jee no Region am Land – Opfälligkeiten, wou hei am Land fir stationär Patienten, déi zum selwechten DRG-Grupp klassifizéiert kënnen ginn, d'Behandlung ënnerschiddlech Käschte produzéiert?

6. Kascht d'Behandlung am ländlechen Raum eventuell méi oder manner, ewéi an de gréisseren Ballungszentren?

7. Huet deen Ënnerscheed an de Käschten tëscht de verschiddene Kliniken een Afloss op d'Qualitéit vun der stationärer Behandlung?

8. Wéi ginn d'gesetzlech Krankekeess mat esou Ënnerscheeder ëm?

9. Wéi sinn dës Ënnerscheeder ze rechtfäerdeg?

**Réponse commune** (01/06/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Am Finanzéierungsmodus sinn d'Käschte fir Spidolsopenthalter, déi op änlechen Diagnose baséieren, spréchen dem selwechte sougenannten „Diagnostic related groups“ (DRG) ugehéieren, innerhalb vum engem Spidol, wéi och tëscht de Kliniken, ënnerschiddlech. D'Erklärung fir dës Ënnerscheeder ass, dass de Präis vun engem Spidolsopenthalter, deen an e spezifeschen DRG klasséiert gëtt, vun der Dauer, vun den duerchgeföhrten Spidolsleeschungen oder nach vun den Doktersakten ofhängeg ass, an dës jee no Openthalter am selwechte Spidol oder och a verschiddene Spideeler variéieren.

Generell ass ze bemerken, dass d'Spideeler zu Lëtzebuerg net duerch en DRG-System finanzéiert ginn. D'Finanzéierung vu Spidolsleeschungen zu Lëtzebuerg baséiert op engem System, an dem d'Prestatiounen vun engem Spidol jee no Aktivitéit bezuelt ginn. D'Präisser fir déi verschidde Leeschtungen ginn tëscht de Spideeler an der CNS verhandelt, déi innerhalb vun der „Enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier“ mussen leien. Dës Enveloppe ass am Artikel 74 vum Code vun der sozialer Sécherheet definéiert a gëtt all zwee Joer fixéiert op Basis vun engem Avis vun der Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet an den Avisen, déi mussen virleie laut dem Artikel 74. Zu de Käschte vun de Spidolsleeschungen kommen dann d'Käschte fir déi medezinnesch Behandlung separat dobäi, an dës no engem System „facturation à l'acte“.

De Finanzéierungssystem, wéi en aktuell zu Lëtzebuerg gëllt, erlaabt et net, d'Käschte vun de véier Kliniken mat de Käschte vu Spidolsstrukturen am Ausland ze vergläichen, well keng vergläichbar Donnéeën virleien.

An deem Sënn hunn d'Spideeler stationär an ambulatorisch Aktivitéiten, déi variéieren en fonction vun de Services hospitaliers, déi autoriséiert goufe pro Etablissement. D'Käschte stellen Duerchschnëttkäschten duer déi ofhängeg si pro Beräich vum Case Mix u Patienten, déi traitéiert ginn.

Global wäert dës Sujet deemnächst an enger Analyse vun der Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet verdéift ginn, déi soll publizéiert ginn.

Wat d'Qualitéit vun de Leeschtungen betrëfft, déi an de Spideeler geluecht ginn, esou huet d'Spidolsreform vun 2018 déi gestärkt duerch eng Rei Kritérien an Indicateuren.

.....

**Accord « Privacy Shield » entre les États-Unis et l'Union européenne** | Question 6102 (26/04/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 6. Oktober 2015 huet den Europäesche Gerichtshaff den Datschutzaccord „Safe Harbor“ tëscht der EU an de Vereenegte Staate fir ongültig erkläert. Dës besonnesch mat Referenz op déi staark Zougrëffsméiglechkeeten, déi amerikanesch Geheimdengschrëtt domat op d'Donnéeën vu privaten EU-Bierger krut hätten. Am Bezuch op den Nofolgeaccord „Privacy Shield“ kouw et 2020 op en Neits zu sou engem Urteel. De 25.

Mäerz dëst Joer gouf zu Washington dunn nach eng Kéier e neien Accord tëscht Vertrieeder vun der EU-Kommissioun an den USA ënnerschriwwen.

An deem Sënn géif ech dem Här Staats- an Digitalminister gäre dës Froen stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, a wéi engem prozedurale Stadium deen aktuellen Accord sech befënn, a wéi eng legal Basis aktuell fir den Datentransfert tëscht der EU an den USA applikabel ass?

2. Kann den Här Minister am Sënn vun der Fro virdru matdeelen, ob dësen neien Accord muss vun der Chamber ratifizéiert ginn?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob an op wéi eng Manéier sech d'Lëtzebuurger Bierger beim Notze vu verschiddenen, digitale private Sericer, zum Beispill soziale Medien, gegebenefalls mussen drop astellen, datt dësen Accord och réckwierkend op hir Donnéeën kann applizéiert ginn?

4. Kann den Här Minister matdeelen, ob an op wéi eng Manéier d'Lëtzebuurger Bierger sech am Kader vun dësem Accord nach juristesche dogéint wiere kënnen, datt hir Donnéeën an d'Veereenegte Staaten transferéiert ginn, oder bleift hinne just d'Méiglechkeet op déi entsprechend digital Verzierchen domat och en Deel vun soziale Liewen ze verzichten?

5. Kann den Här Minister elaboréieren, ob wéi eng Manéier garantéiert ass, datt kengerlee Daten, déi d'Lëtzebuurger Bierger am Kader vun der Interaktioun mat staatlechen Institutiounen, och mat privaten Entrepreneuren an ëffentlecher Hand, matdeelen, an d'Veereenegte Staaten transferéiert ginn?

**Réponse** (01/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias

Wat d'Mechanisme fir d'Iwwerdroung vu perséinlechen Donnéeën an Drëttlänner ugeet, besonnesch an d'Veereenegte Staaten, wéi och den Impakt vun den Urteeler vum 6. Oktober 2015 a vum 16. Juli 2020, verweisen ech den honorabelen Deputéierten, sech op d'Äntwerten op déi parlamentaresch Froen N° 2574 vum 22. Juli 2020 an N° 4247 vum 10. Mee 2021 ze bezéien. Zousätzlech zu den Transfertsinstrumenter, déi den néidege Schutzniveau vu perséinlechen Donnéeën garantéieren sollen, huet de Comité européen de la protection des données („EDPB“ op Englesch) am Juni 2021 Recommendationen<sup>1</sup> zu complementaire Mesuren dozou adoptéiert. Am Februar 2022 huet den EDPB och Richtlinnen<sup>2</sup> zu de Codes de conduites fir d'Transferte publizéiert.

Am „Prinzipienaccord“, deen de 25. März 2022 vun der Präsidentin vun der europäescher Kommissioun an dem Präsident vun de Vereenegte Staaten ugekënnegt gouf, geet et haaptsächlech ëm déi regulatoresch Reformen, déi solle bezwecken, op amerikanescher Säit de selwechte Niveau u Garantien ze erreechen, fir dass eng nei „décision d'adéquation“ am Sënn vun Artikel 45 vum RGPD geholl ka ginn. Och wann dësen Accord eng weesentlech Etapp markéiert, mussen virun der Adoptioun vun enger neier „décision d'adéquation“ vun der Europäescher Kommissioun elo nach eng Rei Schrëtt erfollegen. Fir d'éischt mussen déi ugekënnegt amerikanesch regulatoresch Reformen ëmgesat ginn. Dës ginn da vun der europäescher Kommissioun, sou wéi engem Comité, deen duerch den Artikel 93 Paragraph 2 vum RGPD etabléiert gouf, evaluéiert. De

<sup>1</sup> Recommendations 01/2020 : [https://edpb.europa.eu/our-work-tools/our-documents/recommendations/recommendations-012020-measures-supplement-transfer\\_fr](https://edpb.europa.eu/our-work-tools/our-documents/recommendations/recommendations-012020-measures-supplement-transfer_fr)

<sup>2</sup> Lignes directrices 04/2021 : [https://edpb.europa.eu/our-work-tools/our-documents/guidelines/guidelines042021-codes-conduct-tools-transfers\\_fr](https://edpb.europa.eu/our-work-tools/our-documents/guidelines/guidelines042021-codes-conduct-tools-transfers_fr)



Mechanismus vun den „décisions d'adéquation“ favoriséiert d'Zirkulatioun vun den Donnéeën sou wéi fir d'Stabilitéit vun den transatlanteschen Transferte vun Donnéeën. Dës Transferte sollen am Respekt vum europäesche Recht stattfannen, wéi dëst vum Europäesche Gerichtshaff interpretéiert gëtt.

**Organisation d'un diplôme d'études spécialisées en psychiatrie adulte et en pédopsychiatrie avec l'Université du Luxembourg | Question 6107 (27/04/2022) de M. Marc Hansen | Mme Josée Lorsché (déi gréng)**

Le rapport « État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg » de 2019 épingle la psychiatrie comme une des spécialisations en médecine les plus menacées par la pénurie de médecins. En outre, la pandémie du Covid-19 a, d'une part, mis en évidence l'importance des soins en santé mentale et, d'autre part, la pénurie flagrante de psychiatres et pédopsychiatres à laquelle le Grand-Duché de Luxembourg se voit confronté depuis des années.

Pour améliorer cette situation, un concept relatif à l'organisation d'un diplôme d'études spécialisées en psychiatrie adulte et en pédopsychiatrie à l'Université du Luxembourg a selon nos informations été présenté récemment à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

1) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils favorables à l'organisation à court terme d'un diplôme d'études spécialisées en psychiatrie adulte et en pédopsychiatrie à l'Université du Luxembourg ? Endéans quel délai le concept présenté à Madame et Monsieur les Ministres serait-il le cas échéant réalisable ?

2) Est-ce que l'Université du Luxembourg a d'ores et déjà donné son aval pour l'organisation de la formation ?

3) Combien de médecins psychiatres pourraient y être formés et dans quel délai la première promotion pourrait-elle en l'occurrence être prête à renforcer les rangs de leurs consœurs et confrères ?

4) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils favorables à ce que des synergies soient créées à l'Université du Luxembourg entre les filières de neurologie et de psychothérapie déjà existantes et la future filière en psychiatrie, afin que le travail d'équipe, s'avérant incontournable dans la pratique, puisse être ancré dans le système dès les études ?

**Réponse commune (01/06/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Marc Hansen et Josée Lorsché concernant l'organisation d'études de spécialisation en médecine psychiatrique à l'Université du Luxembourg, nous avons l'honneur de vous informer que nous serions favorables à l'organisation d'un tel programme d'études à l'Université du Luxembourg.

Ainsi, en date du 18 octobre 2021, le Ministre de tutelle a saisi l'université concernant une éventuelle introduction d'un ou de plusieurs nouveaux programmes d'études en médecine. Le comité de médecine et santé du conseil de gouvernance de l'université a analysé les différentes options et la filière psychiatrie a émergé unanimement comme étant un des premiers choix. Lors de la réunion du conseil de gouvernance du 20 mai 2022, ce dernier a invité le recteur à analyser de

façon plus approfondie l'opportunité et les modalités pratiques de l'organisation d'un programme d'études menant au diplôme d'études spécialisées en médecine dans la discipline de la psychiatrie dans la perspective du prochain plan quadriennal de l'Université du Luxembourg portant sur la période 2026-2029.

Rappelons que les formations de spécialisations en médecine sont en grande partie tributaires des capacités de formation clinique dans les établissements hospitaliers luxembourgeois. Pour les spécialisations ouvertes en 2021 (oncologie et neurologie) elles sont de trois à cinq médecins en voie de spécialisation engagés par année, soit d'un total de 15 à 25 postes en régime constant. Toute nouvelle spécialisation aura probablement une capacité de formation similaire.

Concernant la disponibilité des futurs diplômés pour le système de santé luxembourgeois, il y a lieu de signaler que la mise en place de programmes d'études en médecine présuppose l'ancrage des critères de formation par voie législative moyennant adaptation de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg, dont notamment la durée minimale de formation. Signalons que pour les spécialisations en psychiatrie, une durée minimale de formation de quatre années est requise en vertu de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

**Vente de homards vivants | Question 6110 (27/04/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Hei am Land kritt een op verschiddene Plazen Homarden an aner Krustendéieren als lieweg Iesswuer ze kafen. D'Homarde gi mat Keefeger um Mieresbuedem gefaangen a verhungeren deelweis an dësen, ier se aus dem Waasser gezu ginn. Homarde si schmierzempfindlech Déieren, déi virun allem Hëtzt net verdroen. Trotzdeem ginn hinnen nach ëmmer d'Schéieren zesummegebonden a si gi lieweg a kachend Waasser gehait.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministeren fir Wirtschaft a Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi eng Autorisatiounen a Pabeiere brauch eng Persoun oder Firma fir de Verkaf vun liewegen Déieren am Allgemengen? Brauch et eng speziell Autorisatioun fir de Verkaf vu liewegen Homarden?

2. – Wat fir Haltungsstandarde ginn et bei der Haltung vun Homarden ze respektéieren, vun der Aféierung an eist Land bis zum Verkaf an engem Geschäft oder Restaurant un de Consommateur?

– Wat fir Standarde si beim Transport vum Déier bis bei de Consommateur anzehalen?

– Sinn d'Ministeren der Meenung, dass dës Standarde genügend sinn?

3. Wat fir weider Déiere kënnen, wéi den Homard an aner Krustendéieren, als lieweg Iesswuer verkaaft ginn?

4. Deelen d'Ministeren d'Meenung, dass et net am Sënn vum Déiereschutz ass, fir den Déieren d'Schéieren zesummen ze strécken, se a klengen Aquariumen ze halen, fir se da schlussendlech lieweg a kachend Waasser ze geheien?

5. Gesinn d'Ministeren hei ee méigleche Konflikt mat der Verankerung vum Déiereschutz an der neier Verfassung souwéi am Déiereschutzgesetz vun 2018?

6. Wäert de Verkaf vu liewegen Déieren zu Lëtzebuerg weiderhi legal bliewen?

**Réponse (31/05/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

ad 1. D'Punkten 1 an 2 vum Art. 6 (2) vum Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 schreiweng ministeriell Erlabnis fir den Handel mat liewegen Déiere vir, déi ënnert d'Déiereschutzgesetz falen. Den Art. 2 vum Déiereschutzgesetz präziséiert, wat fir eng Déiere ënnert d'Déiereschutzgesetz falen. Homarde falen net ënnert d'Déiereschutzgesetz. Homarde sinn ugesinn als Fëschprodukter, déi am liewegen Zoustand konservéiert ginn.

ad 2. Vu dass et sech ëm Liewesméttel handelt, déi lieweg konservéiert ginn, falen dës Produkter ënnert déi europäesch an national Liewesméttelgesetzgebung, an et muss séchergestallt sinn, dass si beim Fang, beim Transport bis bei den Endkonsument dëse liewegen Zoustand behalen. Donieft muss selbsterständlech, wéi bei all anere Liewesméttel och, hei d'Liewesméttelsécherheit garantéiert sinn. Standarde berouen op wëssenschaftleche Krittären, a wann et op deem Niveau nei Erkenntnisser gëtt, soll d'Gesetzgebung un dës ugepasst ginn.

ad 3. Muschelen an Austere ginn och lieweg als Iesswuer verkaf.

ad 4. An deem Beräich gëtt et sécherlech nach Handlungsbedarf. Lëtzebuerg ass bereet do Efforten ze maachen a matzehëllefen, d'Gesetzgebung op EU-Niveau am Sënn vum Déierewuel ze verbesseren.

ad 5. Wéi ënnert dem Punkt 1 präziséiert, falen d'Homarden net ënnert d'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018.

ad 6. De Verkaf vu liewegen Homarden als Liewesméttel ass legal soulaang et keng Gesetzgebung gëtt, déi dat verbitt.

**Impact de la hausse des prix sur l'industrie laitière | Question 6114 (28/04/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)**

De Generalsekretär vum europäesche Mëllechindustrieverband European Dairy Association (EDA), Alexander Anton, huet rezent iwwert d'Auswierkung vum Krich an der Ukrain op déi europäesch Mëllechproduktioun geschwat. Deemo géif sech ofzeechen, dass vill Molkereie wéinst der Deierecht vun den Energiepräisser a wéinst dem héije Präis vun der Rohmilch seriö Problemer hunn, fir nach kënnen weider ze fonctionéieren. An der Belsch ass scho konkret eng Molkerei dowéinst faillite gaangen.

Weider heescht et vum Generalsekretär, dass een sech virun allem Suerge wéinst den héije Gaspräisser mécht. Déi weider Entwécklungen am Hibleck op déi europäesch Versuergung mat Gas si bis dato schwéier anzuschätzen. Et zeechent sech awer of, dass, wann d'Gaspräisser staark klammen, respektiv wa verschidde Länner carrément vun der Gasversuergung ofgeschnidde ginn, d'Molkereibetriebe an deem Fall just nach a ganz begrenztem Ëmfank fonctionéiere kënnen – wann iwwerhaapt.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung iwwert eventuell Problemer, mat deenen déi Lëtzebuerg Molkereien am Hibleck op d'Energie- a Gasversuergung konfrontéiert sinn, informéiert? Wa jo, wéi gesinn dës Problemer konkret aus?

2. Wann d'Problematik iwwert d'Energiechierecht an d'Versuergung mat Gas sech weider verschäerft, wéi gedenkt d'Regierung, de Lëtzebuerg Molkereibetriebe ënnert d'Äerm ze gräifen?

**Réponse commune** (01/06/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

De Landwirtschaftsminister suivéiert d'Auswirkungen, déi de Krich an der Ukrain op de Secteur agricole huet, ganz intensiv. Op europäischem Niveau stinn d'Landwirtschaftsministeren aus den einzelnen Länner am Kader vum Agrarconseil a ganz enkem Austausch. National huet de Landwirtschaftsminister de 15. März d'Verrieder vum Lëtzebuurger Schwéngssekteur gesinn, de 22. März an de 30. Mee d'Verrieder vum Lëtzebuurger Kären- a Fuddermëttelsekteur.

Zesumme mat der Landwirtschaftskammer huet de Landwirtschaftsminister de 20. Mee een éischten Zwëschenbilan, iwwert déi bis dohi sechs verschidde Mesuren fir de Secteur ze ënnerstëtzen, gezunn. Am Detail kënnen dës Mesuren um Site vum Landwirtschaftsministère ënnert follgenden Link nogelies ginn: <https://agriculture.public.lu/de/actualites/2022/mai-2022/crise-ukraine-mesures-soutenir-secteur-agricole.html>.

Betreffend déi speziell Situatioun, mat deenen déi Lëtzebuurger Molkereien am Hibleck op d'Énergie- a Gasversuergung konfrontéiert sinn, war de 25. Mee 2022 eng Aarbechtsreunioun tëscht dem Landwirtschaftsminister souwéi der Direktioun an dem Comité vun der gréisster Lëtzebuurger Molkerei. Et ass gewosst, dass d'Mëllechveraarbechtung Energie intensiv ass an datt dofir den Impakt vun den aktuellen Energiekäschte grous ass.

Den Tripartite-Accord vum 31. März 2022 gesäit zwou Bähillefe vir, fir d'Betriber am Kontext vun der Energiedierecht ze ënnerstëtzen: engersäits e Garantiesgesetz fir de Betriber am Fall vu Liquiditéitsproblemer, wéinst dem Impakt vum Krich an der Ukrain, den Accès zu Bankpréten ze vereinfachen, an anerersäits en Energiekompensatiounsregimm. Den Detail vun dëse Mesurë gouf an der Äntwert op d'Question parlementaire N° 6070 vum 15. Abrëll 2022 erkläert. Molkereibetriber, déi d'Konditiounen erfëllen, wäerte vun dësen Hëllefe profitéiere kënnen, ënnert der Bedingung, dass se eng Autorisation d'établissement hunn.

**Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne relative aux prestataires de services d'intermédiation immobilière** | Question 6118 (28/04/2022) de **M. Serge Wilmes** (CSV)

An engem rezenten Urteel (C-674/20) Airbnb Ireland huet den europäesche Gerichtshaff mat Sëtz um Kierchbierg festgehale, dass „[u]ne législation régionale belge obligeant les prestataires de services d'intermédiation immobilière et, notamment, les responsables d'une plate-forme électronique d'hébergement à transmettre à l'administration fiscale certaines données relatives aux transactions d'hébergement touristique n'est pas contraire au droit de l'Union“.

Airbnb Ireland hat geklot, dass dës Legislatioun méiglecherweis géint EU-Recht a méi spezifesch d'Direktiv betreffend den elektronischen Handel kéint verstoussen. Deem ass wéi gesot net esou.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftminister, un den Här Mëttelstandsminister, un d'Madamm Inneministesch an un den Här Medien- a Kommunikationsminister stellen:

– Wéi bewäert d'Regierung dëst Urteel?

– Wäert d'Regierung een änleche Wee aschloen, wéi d'Regioun Bréssel, an déi betreffen Dëngschtleeschter dozou verpflichten, ofgeschlossenen Transaktiounen dem Lëtzebuurger Fiskus matzedeelen?

• Wa jo, ass d'Regierung gewëllt zäitno eng legislativ Initiativ an deem Sënn ze huelen?

• Wann nee, wéi eng Argumenter (juristescher Natur an anerer) schwätzen dogéint?

– Géif esou eng Dispositioun hei zu Lëtzebuerg net dofir suergen, dass déi oft beschriwwen deloyal Konkurrenz tëscht Airbnb als Vermëttler an Hotellsbetriber, zumindest zum Deel, behuewe kéint ginn?

– Sinn d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg legal dozou ermächtigt, eng änlech Reglementatioun wéi d'Regioun Bréssel ze erloossen?

• Wa jo, op wéi enger Basis?

• Wann net, wat schwätzt dogéint?

**Réponse commune** (01/06/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

A senger parlamentarescher Fro referéiert den honorabelen Deputéierten sech op dat rezent Urteel „Airbnb Ireland UC – C-674/20“ vum Europäesche Gerichtshaff vum 27. Abrëll 2022.

An dësem Arrêt ass et ënnert anerem ëm d'Fro gaangen, ob eng Reglementatioun, déi fir Vermëttler vun touristeschen Hebergementer eng Informatiounsflucht vis-à-vis vun der Steierverwaltung virgesäit, géint d'Direktiv 2000/31/CE vum 8. Juni 2021 („d'Direktiv 2000/31/CE“) oder géint d'Dëngschtleeschungsfräiheet verstéisst. Am Urteel kënn den Europäesche Gerichtshaff zum Schluss, datt sou eng Reglementatioun net an den Uwendungsbereich vun der Direktive 2000/31/CE fällt an och net géint d'Dëngschtleeschungsfräiheet verstéisst.

D'Direktiv 2021/514 vum 22. März 2021 („d'DAC 7 Direktiv“) féiert nei deklarativ Obligatiounen fir déi digital Plattformen an.

D'DAC 7 Direktiv verstärkt den Austausch vun Informatiounen am Steierbereich tëscht den EU Länner. Déi betreffen Operateure mussen zum Beispill eng ganz Rei vun Informatiounen iwwert d'Transaktiounen (zum Beispill d'Identitéit vum Proprietär, d'Adress vun der Immobilie, d'Montante vun den Transaktiounen an d'Locatiounsperioden), déi iwwert hir Plattformen ofgewéckelt ginn, un d'Steierverwaltung vun deem Land, wou se hire Sëtz hunn iwwermëttelen. Dës Informatiounen ginn da mat de Steierverwaltung vum den anere betreffenen EU-Länner ausgetosch, fir eng besser Applikatioun vum Steiergesetz ze erlaben. Dës Direktiv soll bis den 1. Januar 2023 ëmgesat ginn, an de Gesetzesprojet iwwert d'Ëmsetzung vun der DAC 7 Direktiv an nationaalt Recht wäert deemnächst agerecht ginn.

Wéi schon an den Äntwerten op viregt parlamentaresch Froen ugedeit, huet de Minister fir Mëttelstand e Gesetzesprojet (N° 7989) op den Instanzewee bruecht, dee jiddereen obligéiert, dee méi wéi dräi Méint an engem Joer Hebergementer un Touristen zur Verfügung stellt, eng Handelsermächtigung fir Hotelaktivitéiten ze froen. Domat wäerten dës Aktivitéiten deene selwechte Reegelen ënnerleie wéi déi vun den Hotellsbetriber.

D'Gemenge sinn net kompetent, fir eng Reglementatioun anzeféieren, déi als Objet eng Informatiounsflucht fir Vermëttler vun touristeschen Hebergementer vis-à-vis vun der Steierverwaltung huet.

**Gestion définitive des déchets radioactifs** | Question 6122 (29/04/2022) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

Une décision sur la gestion définitive des déchets radioactifs en Belgique semble se concrétiser, comme la

Ministre fédérale de l'Énergie belge a annoncé lors d'une conférence de presse le 27 avril. En effet, un large processus participatif sera organisé prochainement avec la société civile et tous les acteurs concernés, dont le point de départ sera le stockage géologique, qui semble être décidé, et qui selon l'Organisme national des déchets radioactifs (ONDRAF) serait non seulement technologiquement faisable, mais dont la sûreté à long terme pourrait également être garantie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois au sujet du stockage géologique définitif de déchets radioactifs ?

2) Monsieur le Ministre est-il en contact avec les autorités belges dans le cadre du processus de prise de décision en cette matière pour insister sur la position luxembourgeoise et le risque inacceptable qu'une telle installation présenterait pour notre pays, si jamais elle était localisée près de notre frontière, ou même dans la région du bassin versant du lac de la Haute-Sûre ?

3) Monsieur le Ministre est-il au courant de sites potentiels concernant le stockage définitif de déchets radioactifs ? Dans l'affirmative, quels sont ces sites ?

**Réponse commune** (15/06/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) La directive 2011/70/Euratom prévoit que tous les États membres sont responsables de la gestion des déchets radioactifs et du combustible nucléaire usé générés sur leur territoire. Par ailleurs, tous les États membres doivent mettre en œuvre un programme national couvrant toutes les étapes de l'élimination des déchets jusqu'à leur évacuation.

C'est dans ce contexte que la Belgique a engagé un processus décisionnel qui, dans la phase actuelle, vise à prendre la décision politique du stockage géologique. Avant d'acter cette décision, un processus participatif avec la société civile et tous les acteurs concernés est engagé. Ceci constitue donc une démarche transparente vis-à-vis du public, afin de remplir les obligations de la directive 2011/70/Euratom.

Le stockage géologique est considéré au niveau international comme la seule solution de gestion permettant d'isoler les déchets de haute activité et/ou de longue durée de vie de l'homme et de l'environnement.

ad 2) Le 15 avril 2020, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable luxembourgeois, a été informé par courrier électronique du lancement de la procédure de consultation du public sur le projet de plan de l'ONDRAF pour la gestion à long terme des déchets de haute activité et/ou de longue durée de vie et sur le rapport sur les incidences environnementales y afférent (ci-après le « Rapport »). Le courrier contient également les informations relatives aux modalités de la consultation du public belge et indique le site Internet sur lequel se trouvent les documents soumis à enquête publique en Belgique.

Des informations ont été portées à la connaissance du public luxembourgeois le 12 mai 2020 lors d'un point presse, d'un avis dans quatre quotidiens luxembourgeois et sur le site Internet [www.emwelt.lu](http://www.emwelt.lu). Les remarques et observations du public et des administrations concernées, ensemble avec la position du Gouvernement, ont été transmises le 11 juin 2021 aux autorités fédérales belges compétentes en la matière.



ad 3) À ce stade, la discussion porte sur le principe du stockage géologique dont il s'agit d'acter la décision politique. Le choix d'une formation géologique hôte, et par conséquent d'un site, n'est pas à l'ordre du jour pour la fixation de la base de la politique nationale belge de gestion à long terme de ces déchets.

Toutefois, depuis maintenant 40 ans, la Belgique exploite un laboratoire de recherche dans l'argile peu indurée à Mol. En fait, la région de Flandre est la seule région en Belgique disposant de ce type de formation géologique. Alors que cette argile est désormais bien connue et que d'autres formations géologiques n'ont pas fait l'objet de recherches en Belgique, il est à ce jour peu probable qu'une décision pour un site autre qu'un site dans une argile peu indurée ne soit prise rapidement.

Il est à noter que de telles recherches prennent des années, voire des décennies, et sont donc accompagnées d'un processus lors duquel les avis de nombreux acteurs seront sollicités.

#### Test du système national d'alerte | Question 6129 (02/05/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)

Am Kader vum Lëtzebuerger Warnsystem kritt haut déi gesamt Bevëlkerung eng Test-Warn-SMS geschéckt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Innenministesch:

1. Op wat fir eng Manéier kënnst de Staat un d'GSM-Nummere vun allen Awunner vum Land? Ass garantéiert, datt all Awunner erreecht gëtt?
2. Kënnen esou Messagen iwwer SMS och differenziéiert ginn, z. B. nëmmen u Leit, déi no beim Waasser wunnen, oder cibléiert op verschidde Gemengen?
3. Ass dës Aktioun konform zu de gesetzleche Bestëmmungen iwwer den Dateschutz?

**Réponse commune** (01/06/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation

Bei enger nationaler Alerte schécken d'Mobilfunkbedreier SMSen un alleguer d'Handyen, déi sech dee Moment vun der staatlecher Initiativ, fir eng Warnung erauszeschécken, an enger ausgewielter Zon befannen (national oder lokal). D'Warnung kënnst doropshi bei dësem Leit op den Handy. De Staat huet zu kengem Moment Zougrëff op perséinlech Donnéeën vun dësem Leit. Den Dateschutz ass deemno garantéiert.

#### Test du système national d'alerte | Question 6135 (03/05/2022) de M. Max Hengel (CSV)

Den nationale Warnsystem vun SMSen a Sireenen ass haut, den 2. Mee landeswäit getest ginn. An deem Kader sollten all Awunner eng Test-Warn-SMS geschéckt kréien. D'EU-Direktiv 2018/1972 iwwert den europäesche Kodex fir elektronesch Kommunikatioun gesäit jo bekanntlech fir, datt fir de Summer 2022 europawäit performant effentlech Warnsystemer am Asaz sinn. Laut mengen Informatiounen a laut Aussoe vu Biergerinnen a Bierger op de soziale Reseau krute vill Leit dës SMS ze spéit respektiv iwwerhaapt net. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 5917 hunn d'Ministère d'Grënn fir d'Afféiere vum SMS-System erkläert a firwat ee momentan nach net op de Cell Broadcast kann zeréckgräifen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Innenministesch an den Här Minister fir d'Digitaliséierung stellen:

– Kënnen d'Ministère d'Informatioun konforméieren, dass vill SMSen ze spéit, respektiv guer net ukomm sinn? Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir a wéi sollen dës Problemer behuewe ginn?

– Sinn d'Ministère der Meenung, dass een aus den uewe genannte Grënn de Cell Broadcast net awer eng besser Alternativ par Rapport zum SMS-Warnsystem wär? Wa jo, wat ennerhëlt d'Regierung fir den Develloppement vum Cell Broadcast weider virun ze dreiwelen?

**Réponse commune** (01/06/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5917 schonn erkläert gouf, setzt d'Regierung hiren neie Warnsystem an e puer Phasen en place. Dëse System soll et an Zukunft erlaben, Alerten iwwer eng zentral Warnplattform (woubäi méi Kanäl ugesteiert kënnen ginn) un d'Bevëlkerung ze schécken. Bis den neie multikanale System operationell ass, ginn d'Leit an enger éischter Phas och schonn iwwer SMS alertéiert. Nodeems dëse Moyaen déi éischte Kéier bei den Intempérien am Februar 2022 agesat gouf, gouf den 2. Mee och den éischten Test am Kader vun der nationaler Teststrategie duerchgefouert.

De gréissten Deel vun den SMSen, déi d'Mobilfunkbedreier verschéckt hunn, sinn an engem akzeptablen Zäitraum ukomm. Bei engem Operateur goufen et deelweis méi laang Delaien, wat op en technesche Problem zréckzuféiere war, deen an der Tëschenzäit awer identifizéiert konnt ginn. Dëst ennersträicht d'Wichtigkeet vu regelméissegen Tester, a bestärkt d'Regierung op dësem Wee. De Cell Broadcast-System wäert et an Zukunft erlaben, ganz vill Leit a ganz kuerzer Zäit ze errechen.

Aus verschidde Grënn kann et virkommen, datt SMSen guer net ukommen, well den Handy net am Reseau connectéiert ass. Grënn dofir kënnen de „Flugmodus“ oder schlechten Ëmfank (Keller, Funkloch) sinn. Wann een no un der Landesgrenz wunnt, kann et och virkommen, dass een an engem auslännesche Reseau connectéiert ass. Dës Onerreechbarkeet ka bei all techneschem Moyaen virkommen, wat och erkläert, wéisou d'Regierung Warnungen an Zukunft iwwer e multikanale System wëll diffuséieren, mam Zil, souvill Leit wéi méiglech ze errechen.

#### Étude sur le temps de travail | Question 6138 (04/05/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

En date du 28 avril 2022, Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a annoncé à la tribune de la Chambre des Députés la commande d'une étude sur la réduction du temps de travail.

Monsieur le Ministre n'a pourtant pas donné plus d'indications sur la finalité et la portée de l'étude.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- 1) Quel organisme sera chargé de l'élaboration de la dite étude ?
- 2) Quelle échéance Monsieur le Ministre envisage-t-il pour la finalisation voire la publication de l'étude ?
- 3) Quelle sera la portée de l'étude ? Se limitera-t-elle aux aspects économiques du temps de travail ou l'accent sera-t-il également mis sur d'autres aspects, notamment les effets d'une réduction du temps de travail sur la santé et le bien-être des travailleurs ou sur la protection du climat ?

4) Quel est l'objectif visé par cette étude ? Monsieur le Ministre envisage-t-il de légiférer en vertu d'une réduction du temps de travail ?

**Réponse** (14/06/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Actuellement, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est en train de recenser les différents organismes pouvant réaliser une telle étude.

ad 2) Cela dépend de la durée que l'élaboration de l'étude prendra.

ad 3) Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est d'avis qu'il faut analyser la question de la réduction du temps de travail dans sa globalité. Il est primordial d'analyser aussi les éventuels effets de la réduction du temps de travail sur la santé, sur l'égalité entre hommes et femmes, sur le climat, le bien-être au travail, la qualité de vie, etc.

ad 4) Une telle étude analysant la réduction du temps de travail dans sa globalité devrait faciliter la discussion relative au sujet en question.

#### Accueil des enfants par les maisons relais | Question 6162 (10/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

De 5. Mee war an der Chamber den effentlechen Debat zur Petitioun N° 2061, déi Hëllef fir Eltere gefuerdert huet, déi hir Kanner net an eng Maison relais ginn. Am Kader vun dësem Debat war d'Méiglechkeet ugeschwat ginn, fir ausrechnen ze loossen, wéi vill de Staat am Schnëtt fir d'Betreiung an enger Maison relais fir ee Kand bezuelt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung an der Innenministesch dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministère mir eng Estimatioun ginn, op wéi vill sech d'Fonctionnementskäschte vun enger Maison relais an enger grousser Gemeng (iwwer 10.000 Awunner) chiffrieren?
2. Wat fir ee Montant pro Kand géing sech hei eraus erginn?
3. Kënnen d'Ministère mir eng Estimatioun ginn, op wéi vill sech d'Fonctionnementskäschte vun enger Maison relais an enger grousser Gemeng (ënner 10.000 Awunner) chiffrieren?
4. Wat fir ee Montant pro Kand géing sech hei eraus erginn?
5. Wéi vill Kanner stinn op Waardelëschte fir eng Plaz an enger effentlecher Maison relais?

**Réponse** (14/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Laut dem Joresdekont vun 2019 beleeft sech de staatleche Käschtepunkt vun de Fonctionnementskäschten (Personal a Fonctionnementskäschten) vun enger Maison relais (Betreiungs- a Bildungsstruktur vu Schoulkanner) an enger grousser Gemeng am Schnëtt op ongeféier 4,4 Milliounen Euro d'Joer.

ad 2. De Käschtepunkt vun enger Betreierungsplaz an dëse Strukture läit bei 5.575 Euro d'Joer.

ad 3. Laut dem Joresdekont vun 2019 beleeft sech de staatleche Käschtepunkt vun de Fonctionnementskäschten (Personal a Fonctionnementskäschten) vun enger Maison relais (Betreiungs- a Bildungsstruktur vu Schoulkanner) an enger klenger Gemeng am Schnëtt op ongeféier 0,9 Milliounen Euro d'Joer.

ad 4. De Käschtepunkt vun enger Betreuungsplaz an dëse Strukture läit bei 4.455 Euro d'Joer.

ad 5. D'Waardelëscht gi vun den eenzele Gestionnaire gefeuert an de Staat huet keen Abléck an dës Waardelëschten.

**Frais de transport des patients à l'étranger payés par la CNS** | Question 6165 (10/05/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Heiansdo kënn et vir, dass Leit, déi zu Lëtzebuerg net kënnen medezinnesch behandelt ginn, fir hir Behandlung an d'Ausland mussen fueren. D'CNS iwwerhëlt a verschidene Fäll een Deel vun de Transportkäschten, wann ee Patient am Ausland muss behandelt ginn.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Sozialversicherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mol goufen an de leschte fënnf Joer d'Transportkäschte vu Patienten am Ausland iwwerhollt? (opgeschlësselt no Joer)

2. Wéi vill Euro goufen an deene leschte fënnf Joer vun der CNS fir Transportkäschte vu Lëtzebuerg an d'Ausland bezuelt? (opgeschlësselt no Joer)

**Réponse** (01/06/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Fir d'Statistiken iwwert d'Transportkäschten opzestellen ass op déi administrativ Datebank vun der Gesondheetskeess zeréckgegraff ginn. D'Zuelen, déi hei presentéiert ginn, concernéieren déi gesamt Populatioun, déi bei der Lëtzebuurger Krankeversicherung assuréiert ass an hiren Transport vun der Krankeversicherung zeréckbezuelt krut. D'Joer 2017–2021 sinn analyséiert ginn. D'Joer 2021 ass awer nach net komplett.

ad 1. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 2. D'Transportkäschten, déi an der Tabell 2 virgestallt ginn, sinn op d'Trajeten, déi an der Tabell 1 affichéiert goufen, zeréckzeféieren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Chirurgie esthétique** | Question 6168 (11/05/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Une étude de l'International Master Course in Aging, un congrès européen réunissant les professionnels du secteur de la chirurgie et de la médecine esthétique, a révélé que depuis 2019, les 18 à 34 ans ont davantage recours à la chirurgie esthétique que les 50 à 60 ans.

En France, le nombre d'interventions en chirurgie esthétique a ainsi bondi de 20 % en 2020.

Cet intérêt accru pour les interventions esthétiques attire également des faux professionnels sans formation adéquate. Cela représente un réel risque pour les patients, qui peuvent se retrouver avec des déformations du visage, une peau rétractée ou des croûtes noires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que le nombre d'interventions esthétiques par année est connu au Luxembourg ?

2) Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils de chiffres concernant les patients traités au Luxembourg pour des effets secondaires indésirables causés par

des interventions de chirurgie ou médecine esthétique ?

3) Dans l'affirmative, quel est l'âge des patients traités ?

4) Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations sur des « faux professionnels » qui proposent des traitements dans le domaine de la médecine esthétique au Luxembourg ? Dans l'affirmative, comment le Ministère de la Santé entend-il lutter contre ces traitements médicaux illégaux ?

**Réponse commune** (14/06/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Le nombre d'interventions esthétiques n'est pas connu au Luxembourg.

ad 2) et 3) Le Ministère de la Santé ne dispose d'aucune information sur le traitement de patients pour des effets secondaires indésirables causés par des interventions de chirurgie ou de médecine esthétique.

ad 4) Le Ministère de la Santé n'a pas connaissance de « faux professionnels » qui proposent des traitements dans le domaine de la médecine esthétique au Luxembourg.

En ce qui concerne la lutte contre d'éventuels traitements médicaux illégaux, les fonctionnaires de la Direction de la santé disposant de la qualité d'officiers de police judiciaire sont autorisés à effectuer des contrôles dans les cabinets et peuvent ainsi constater d'éventuels exercices illégaux.

**Autopsies** | Question 6174 (11/05/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En Belgique, la problématique des homicides qui échappent à la justice pénale fait actuellement débat. On estime que chez nos voisins, au moins 75 morts suspects passent annuellement sous les radars.

1) L'un des moyens les plus efficaces pour faire la différence entre mort naturelle et homicide étant l'autopsie, nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Santé combien d'autopsies sont annuellement effectuées dans le service du Laboratoire national de santé (LNS) et quelles en sont les raisons ?

2) Comment se situe notre pays par rapport à d'autres pays comme l'Allemagne (8 % d'autopsies), USA (12 %) et même 30 à 50 % dans les pays scandinaves ?

3) Dans combien de cas des décès jugés comme naturels ont pu être détectés comme meurtres après autopsie ?

4) La Ministre dispose-t-elle d'estimations sur le nombre d'homicides qui passent pour des morts naturelles ?

**Réponse commune** (14/06/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Une centaine d'autopsies médico-légales sont réalisées chaque année par le Département de médecine légale du Laboratoire national de santé, ainsi qu'une trentaine d'autopsies cliniques par an sont effectuées par le « Centre national de pathologie » du Laboratoire national de santé.

Les autopsies médico-légales sont effectuées à la demande des autorités judiciaires compétentes alors que les autopsies clinico-pathologiques sont généralement réalisées à la demande du médecin traitant.

À noter que les autopsies médico-légales sont pratiquées dans le but de confirmer ou d'infirmer une suspicion de mort non naturelle – s'il existe déjà à la

base des indices d'une mort non naturelle – et donc de clarifier le type de décès alors que l'autopsie clinico-pathologique sert généralement à contrôler la qualité du prétraitement médical en déterminant l'étendue de la maladie sous-jacente, voire de mesurer l'efficacité des mesures thérapeutiques et de clarifier la cause immédiate du décès.

ad 2) Au Luxembourg, le taux des autopsies médico-légales se situe entre 2 et 2,5 % de toutes les personnes décédées. Ce taux est comparable à celui de l'Allemagne, qui se situe entre 2 à 5 %. En revanche, le taux global (autopsies médico-légales et clinico-pathologiques confondues) est d'environ 3 % et se situe bien en deçà des taux allemands et américains.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 3) Des décès initialement jugés comme naturels, qui se sont avérés être des homicides après autopsie, n'ont pas encore été identifiés (depuis avril 2014). À noter que les décès jugés comme naturels ne font généralement pas l'objet d'une autopsie médico-légale.

ad 4) Le nombre d'homicides non détectés au Luxembourg (et aussi dans d'autres pays) ne peut être qu'estimé. En Allemagne, les études menées à ce sujet aboutissent à la conclusion que jusqu'à 10.000 décès non naturels sont classés annuellement comme décès naturels et jusqu'à 1.200 homicides par an restent non détectés. Par rapport au Luxembourg, cela signifierait qu'environ 45 décès non naturels supplémentaires et environ 5 homicides non détectés devraient être supposés chaque année.

Pour détecter les indices d'une mort non naturelle, il demeure fondamental qu'une autopsie médicale soit effectuée consciencieusement et que le certificat de décès soit rempli correctement. L'autopsie n'étant pas seulement un moyen pour déterminer la mort, mais cette dernière permet également de définir si d'autres examens demeurent nécessaires avant l'enterrement, voire l'incinération, ou si d'autres investigations doivent encore être menées. Une deuxième autopsie avant la crémation pourrait conduire à un meilleur taux d'élucidation. Cela permettrait notamment de vérifier la plausibilité des certificats de décès et de découvrir les décès non naturels (initialement classés comme naturels). Le Gouvernement a entamé des réflexions en ce sens.

**Gestion du temps dans le secteur de la santé** | Question 6180 (11/05/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den „Time Management“ huet sech an der Wirtschaft duerchgesat. Säin Zil ass et, d'Produktivitéit ze steigern, andeems fir all Aarbecht, déi am Betrib ufält, eng Zäit errechent gëtt, déi d'Salariéen anhalen mussen. Déi Praxis, déi an alle Secteure scho fir vill Onzeffriddenheet gesuergt huet, ass och am Gesondheetswiese verbreet. An och hei héiert ee vu Gesondheetspersonal, datt déi Zäite fir vill Patienten ze knapp bemooss sinn an datt déi knapp Zäit zu Laaschte vun der Qualitéit vum Service a vun der Gesondheet vu Patient a Personal geet. Duerfir hätt ech dës Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an den Aarbechtsminister:

1. Kontrolléiert d'Regierung um Aarbechtsmaart, wéi realistesch d'Zäitvirgawe vun Entreprisë fir hir eenzel Missiounen sinn, fir sécherzestellen, datt den Drock op d'Salariéen net ze grouss gëtt?

2. Wa jo, wéi eng Verwaltung ass fir esou Kontrollen zoustänneg?

3. Wann neen, wär net op d'mannst am Gesondheetswiesen esou eng Kontroll ubruecht, well et hei jo net just ëm d'Produktivitéit vun engem Betrib geet, mee



haaptsächlech ëm d'Wuelbefanne vum Patient? Wéi eng Verwaltung aus dem Gesondheetswiesen ass fir esou Kontrolle gëeegent?

4. Ass et net um Gesondheitsministère fir bis an den Detail Zäitvirstellung fir medezinesch Handlung festzleeën an dës mat der Realitéit an de Spideeler a besonnesch de personelle Méiglechkeete vun dësen ze konfrontéieren – dëst am Kader vun der Suerg ëm eng qualitativ héichwäerteg Medezinn?

5. De Problem vun de Maternitéen ass jo an der Aktualitéit. Mee net nëmmen hei geet et bei Dokteren, Infirmieren an Infirmières ëm d'Attraktivitéit vum Beruff a leschten Enns drëm, genuch Personal ze fanen. Gëtt et eng Lëscht vun deene Spidolsdénsgchter, déi am meeschten ënner Personalout leiden, zum Beispill Radiographie oder Anästhesie?

6. Wat mécht d'Regierung fir Lëtzebuerg, fir Spidolspersonal an Dokteren attraktiv ze maachen? Gëtt et en Dialog mat de Spideeler fir Prioritéiten ze setzen a Personalproblemer ze diskutéieren?

**Réponse commune** (14/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. D'Organisatioun vun den Aarbechtssofleef an d'Kontroll vum „Time Management“ falen ënnert déi legal Dispositioun vum Aarbechtsrecht an d'Responsabilitéit vun den Entreprises an d'Prinzippe gi spezifesch respektiv am gewerkschaftlechen Echange duerch Kollektivvertrëg festgehalen.

ad 2. D'Inspection du travail et des mines (ITM) ass fir d'Kontroll a puncto Aarbechtsrecht zoustänneg.

ad 3. Am Gesondheitssecteur gi fir d'Spideeler d'Aarbechtsorganisatioun an dorobber baséierend d'Normen fir d'Fleegepersonal duerch déi paritétesch Commission des normes am Kader vun der Convention FHL-CNS fixéiert. D'Commission des normes stellt d'Methodologie op am Zesummenhang mat den Normen wat d'Personal an de Spideeler betrëfft a kontrolléiert och, dass dës Normen à jour sinn (cf. <https://fhlux.lu/web/lassociation/commissions/>). De Suivi vum Wuelbefanne vum Spidolspersonal gëtt assuréiert vum SIST-FHL, deen de Service de santé au travail fir d'Etablissementer vun der FHL duerstellt.

Am stationäre Beräich erlaabt den Outil PRN, fir d'Aktivitéiten ze norméieren an dotéieren. Am ambulante Beräich ass et eng paritétesch Verhandlung tëschent FHL a CNS, déi d'Norme fixéiert an aktualiséiert.

Global kann ee fir d'Spidolswiesen awer ervirhiewen, dat déi nei Technologien och sollen eng Entlaaschtung fir d'Personal mat sech bréngen, duerch e méi einfachen Echange vun Informatiounen, en automatiséierten Traitement vun den Donnéeën etc., déi d'administrativ Aarbecht sollen erlichteren a reduzéieren. Dëst ass och ee vun den Ziler vun der Digitaliséierung am Gesondheetswiesen an haaptsächlech an de Spideeler.

Den Chief Nursing Officer, dee beim Gesondheitsministère ugesidelt ass, ass ënner anerem och fir d'Wuelbefanne vum Gesondheetspersonal zoustänneg a stellt eng Ulafstell fir d'Gesondheetsberuffer duer. D'Wuelbefanne vum Gesondheetspersonal geet „de pair“ mam Wuelbefanne vum Patient.

Doriwwer eraus ass den Chief Nursing Officer och am regelméissegem Kontakt mat der Association nationale des infirmières/iers de Luxembourg (ANIL) an tauscht sech iwwer eventuell Problemer a Verbesserungsméiglechkeeten am Beruff aus.

D'Universitéit vu Lëtzebuerg, a Collaboratioun (oder en collaboration) mat der ANIL, huet am Abrëll 2021

d'Etüd „LetzCare“ lancéiert. Den Objektiv vun dëser Etüd ass erauszefannen, wéi d'Infirmières/iers, déi zu Lëtzebuerg schaffen, hiren Alldag empfangen an den Exigenzen, déi mam Ausübe vun hirem Beruff verbundene sinn, gerecht ginn. 735 Infirmières/iers hunn un der Etüd deelgeholl. Déi definitiv Resultater vun der Etüd wäerten dem Gesondheitsministère viraussichtlech am Hierscht presentéiert kënnen ginn.

ad 4. Am Gesondheitssecteur gi fir d'Spideeler d'Aarbechtsorganisatioun an dorobber baséierend d'Norme fir Fleegepersonal duerch déi paritétesch Commission des normes am Kader vun der Konventioun FHL-CNS fixéiert.

Am Kader vun der Reform vun den Attributiounen vun den Gesondheetsberuffer wäert doriwwer eraus och de Fokus verstärkt op den alleegeleche Ratio Zäitopwand-Aktivitéite vun de Gesondheetsberuffer geluecht ginn, sou wéi och op d'Kommunikatioun an d'Relation thérapeutique zwëschen dem Patient an dem Soignant, dëst fir souwuel d'Wuelbefanne vun de Soignanten wéi och vun den Patientene ze garantéieren.

ad 5. Déi verschidden Organismen vun der sozialer Sécherheet hu keng Donnéeën, déi et géifen erlaben, op d'Froe vum honorabelen Deputéierten iwwer de Recrutementmangel ze äntweren.

D'Determinatioun vun de Besoine a puncto Personal vun deene verschiddene Spidolsdénsgchter baséiert op engem standardiséierte System, wou d'Zäite fir déi verschidden Aktivitéiten definéiert sinn. Doraus ergëtt sech d'Unzuel u Personal, wat néideg ass, fir d'Aktivitéit ze bewältegen. Wann awer d'Aktivitéit méi héich ass, dann ass et natierlech méiglech, Upassung virzehuelen (temporär oder permanent), esou ewéi dat bei der Covid-19 Pandemie de Fall war. Mëttel- a laangfristeg soll awer en neie System den aktuelle „PRN“-System ersetzen, deen dann d'Besoine vun de Spideeler, grad ewéi d'Exigenzen vun enger Budgetisatioun, besser erfaasse kann.

ad 6. Verschidde Punkten am Zesummenhang mat dëser Fro ginn am Kader vum Gesondheetsdësch diskutéiert. Ënnert anerem wäert eng Campagne am September lancéiert ginn, déi de Fokus op d'Promotioun an d'Valorisatioun vun de Gesondheetsberuffer leet.

**Assistance à l'inclusion dans l'emploi** | Question **6181** (11/05/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Op meng parlamentaresch Fro (N° 6128) huet den Aarbechtsminister erkläert, dass säit der Aféierung vun der Assistance à l'inclusion dans l'emploi keen enzege Patron a Mataarbechter dovunner profitéiert huet. Hei schéngt et also, wéi wann dës Projet keen Uklang dobausse fënnt oder wéineg Persounen doriwwer Bescheid wëssen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Fro stellen:

1. Wäert de Minister zousätzlech Schrëtt huelen, fir d'Assistance à l'inclusion dans l'emploi bei de Patronen an Aarbechter mat engem Statut de travailleur handicapé méi bekannt ze maachen?

– Wa jo, a wat fir enger Form an a wat fir engem Delai ass hei mat Moosnamen ze rechnen?

– Wann nee, firwat net?

2. Wéi steet de Minister dozou, d'Organisatiounen a Gewerkschaften, déi sech fir d'Rechter vun de Persounen mat Handicap asetzen, an esou ee Projet matanzebezéien?

**Réponse** (31/05/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Bis elo huet nach kee Patron an och kee Salaré vun der Aféierung vun der assistance à l'inclusion dans l'emploi profitéiert. Dat heescht awer net, dass se net no bausse promouvéiert gi wär.

All Entreprise, déi eng „participation au salaire“ fir Salarés handicapés kritt, huet e courrier d'information iwwer d'assistance à l'inclusion dans l'emploi vum deemolegen Aarbechtsminister Dan Kersch kritt.

Dat selwecht gëllt fir all Demandeur d'emploi, deen de Statut vun engem Salaré handicapé huet.

Déi Informatioun ass och un all Acteur aus dem Beräich Handicap (InfoHandicap, INDR, IMS, ATVA, FEDAS, ...) geschéckt ginn.

Bei all nei Demande fir eng Participatioun gëtt e Flyer matgeschéckt. Aktuell ginn et zwou Zorte vu Flyeren: ee fir d'Demandeurs d'emploi an ee fir d'Entreprises.

Donieft sinn d'Internesitte vum Familljeministère a vun der ADEM iwwerschaaft ewéi ugepasst ginn.

Et ass och eng Presentatioun zesumme mat IMS (Inspiring More Sustainability) gemaach ginn am Kader vun enger virtueller Konferenz mam Intitulé „Passerelles entre entreprises et AIP (Ateliers d'insertion professionnelle) au Luxembourg“.

Des Weideren ass och nach eng Entrevue mat der APEMH virgesinn, fir op d'Froen zu dem Sujet ze äntweren.

**Nouvelle organisation du Ministère de l'Environnement** | Question **6183** (12/05/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Als „Invité vun der Redaktioun“ am RTL-Interview vum 12. Mee, huet d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung bestätegt, neit Personal age stellt ze hunn, dat si bei hirer Aarbecht am kommende Joer am Ëmweltministère soll ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Fro stellen:

1. Wéi vill Persoune goufen zousätzlech age stellt?

2. Wéi laang huet d'ASTellungsprozedur am kierzeste Fall an am längste Fall gedauert, vun der Ausschreibung vum Poste bis zum Ënnerschreiw vum de Kontrakter?

3. Goufe Persoune gekënnegt oder versat oder koume just Mataarbechter dobäi?

**Réponse** (15/06/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Et goufe keng Persounen zousätzlech age stellt. Et goufen awer dräi Persoune vun der Ëmweltverwaltung op de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung transferéiert, an zwee Fäll mat hiren Posten. Déi drëtt Persoun gouf iwwer de Staatsministère an d'Carrière vum „Conseiller de Gouvernement“ beruff an uschlëssend un de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung detachéiert.

ad 2. Et gouf keng Ausschreibung vu Posten an och keen Ënnerschreiw vu Kontrakter. Dëst, well et keng normal Astellungsprozedur gouf, mee just een Transfert vun zwee Mataarbechter mat hiren existente Posten.

ad 3. Et gouf kenger Persoun gekënnegt. Wéi scho gesot, sinn dräi Persounen transferéiert ginn. Dës dräi Persounen hunn d'Unzuel vun de Mataarbechter um

Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung  
ëm dräi Persounen erhéicht.

**Avis de la Commission d'aménagement dans le cadre d'une modification ponctuelle d'un plan d'aménagement général** | Question **6188** (13/05/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

Avant qu'une commune puisse procéder à une modification ponctuelle d'un plan d'aménagement général, la Commission d'aménagement doit émettre un avis quant à la conformité et la compatibilité du projet en question. Dans le libellé de la loi du 28 juillet 2011 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, un délai de quatre mois de la réception du dossier est prévu pour la Commission d'aménagement à émettre son avis. Cette disposition ne figure d'ailleurs plus dans la loi du 17 avril 2018 et n'a cependant pas été remplacée par un nouveau délai, ce qui engendre que les communes ne savent pas à quel délai elles doivent s'attendre. En plus, dans l'alinéa 4 de l'article 11 de la loi du 17 avril 2018, le libellé mentionne toujours un délai – délai qui n'existe d'ailleurs plus – après lequel le conseil communal pourrait passer au vote même sans réception de l'avis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire :

– Les ministres savent-ils m'expliquer pourquoi ce délai ne figure plus dans la loi actuelle ?

– Les ministres ne pensent-ils pas qu'un délai pourrait permettre aux communes d'avancer plus vite pour leurs projets de modifications ponctuelles ?

– Quel est, d'après les ministres, un délai raisonnable pour la Commission à émettre son avis ?

**Réponse commune** (14/06/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire

La modification de l'article 11, alinéa 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain a effectivement été effectuée par la voie d'amendements parlementaires au projet de loi n° 7065 concernant l'aménagement du territoire, adoptées lors de la session de la Commission du Développement durable du 20 novembre 2017.

L'instauration d'un délai d'ordre en soi n'accélère pas le fonctionnement de la Commission d'aménagement alors que celle-ci s'évertue toujours à aviser le plus vite possible les dossiers qui lui sont soumis. Il arrive cependant, lorsque la Commission se voit saisie simultanément d'un nombre conséquent de dossiers de révision complète d'un plan d'aménagement général, qu'un délai ne soit pas respecté, alors qu'il s'agit de privilégier des avis de qualité qui nécessitent un temps d'élaboration certain.

De manière générale cependant, l'instauration d'un tel délai reste souhaitable alors qu'il a pour avantage de garantir pour tous les acteurs concernés une sécurité de planification qui est indispensable à la réalisation d'un projet urbanistique. Par conséquent, il est envisagé de procéder à la modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, et ce afin de réintroduire le prédit délai pour la Commission d'aménagement.

Le délai dont disposait la Commission d'aménagement avant sa suppression était, de manière générale, considéré comme raisonnable par les soussignés

(quatre mois à partir de la réception du dossier complet).

**« Burn-out » dans le cadre scolaire** | Question **6204** (17/05/2022) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

De nombreuses recherches ont été menées sur le stress en milieu professionnel et ses conséquences sur la santé des travailleurs. Mais cette notion de l'épuisement émotionnel et physique (« burn-out ») est aujourd'hui aussi largement intégrée dans le cadre scolaire. La pression scolaire, dont notamment la pression de la performance permanente, s'installe dans le parcours scolaire et ceci de plus en plus tôt.

L'épidémie de Covid-19 est venue renforcer ce phénomène du burn-out pour de nombreux élèves, suite aux annulations ou reports d'épreuves, le passage à l'enseignement à distance et les divers confinements.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Messieurs les Ministres disposent-ils de chiffres concernant le nombre d'élèves qui sont annuellement diagnostiqués/pris en charge du « burn-out scolaire » ?

2) Comme la prévention est la meilleure réponse au phénomène croissant du burn-out en milieu scolaire, j'aimerais savoir quelles mesures le Gouvernement a prises, respectivement entend prendre en la matière ?

**Réponse commune** (22/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Au niveau de l'assurance maladie-maternité, il n'y a pas d'actes spécifiques relatifs au « burn-out scolaire » qui permettraient de fournir des chiffres concernant la prise en charge de cette problématique.

La Division de la médecine scolaire du Ministère de la Santé, qui est chargée de l'organisation de la médecine scolaire au niveau de l'enseignement postprimaire, ne dispose pas non plus de données sur le nombre de cas de burn-out dans le milieu scolaire postprimaire.

Lorsque de potentiels cas sont constatés lors des bilans de santé effectués par les équipes de la médecine scolaire, ceux-ci sont, dans la plupart des cas, redirigés vers le Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le recueil national sur le bien-être des jeunes au lycée, effectué par le Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) en 2021-2022, donne une indication portant sur deux semaines consécutives et sur les élèves ayant fréquenté le SePAS de leur lycée et ayant bénéficié d'un entretien en lien avec le bien-être scolaire. Ce recueil a mis en évidence que sur les 2.003 entretiens réalisés, un quart des élèves ayant eu recours aux services du SePAS était concerné par le stress scolaire et 28 % par l'anxiété ou la dépression.

ad 2) Le burn-out étant principalement causé par la charge de travail personnelle et la pression ressentie, ce phénomène a tendance à se manifester plus fréquemment au cours des études secondaires. Différentes mesures de prévention de nature structurelle ainsi que des dispositifs nationaux et des analyses systémiques

visant l'amélioration des facteurs institutionnels impactant le bien-être ont été mises en place par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Classes et écoles internationales : une des contraintes scolaires les plus marquantes est liée à l'apprentissage des langues nationales. Or, le Luxembourg, en tant que pays d'accueil, est confronté à de nombreux défis sur ce plan. Afin de favoriser l'adaptation et la réussite de tous les élèves, des écoles et classes internationales viennent compléter l'offre scolaire nationale.

– Classes alternatives : classe Portail, Liewensschoul, classe Mosaik et classe Pass sont autant de dispositifs permettant d'envisager le système scolaire autrement et d'améliorer la confiance en soi des jeunes.

– Centres de compétences : depuis 2018, neuf centres de compétences en faveur du développement des enfants œuvrent pour favoriser l'inclusion scolaire, adaptée aux besoins spécifiques des enfants et des jeunes, ont été mis en place.

– Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire : la création de l'Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire « a pour mission d'évaluer et de superviser la qualité de l'enseignement dispensé dans le système éducatif. Il s'agit d'une structure indépendante qui a un rôle d'expertise, en apportant une vision objective sur l'état du système scolaire. L'Observatoire évalue de manière systémique la qualité du système scolaire et la mise en œuvre des politiques éducatives. Il n'évalue donc pas le travail individuel des enseignants, mais l'organisation et le fonctionnement des écoles, des lycées et des services du ministère responsable de l'enseignement. »

– Création des services socio-éducatifs (SSE) avec un cadre de référence spécifique pour l'offre périscolaire dans les lycées : afin de favoriser le bien-être scolaire, un service socio-éducatif (SSE) a été créé dans chaque lycée. Composé d'éducateurs diplômés et gradués, il a pour objectif de mettre en œuvre des projets visant tant le développement personnel que social. Avec les services SePAS, ils sont 400 collaborateurs psycho-socio-éducatifs, présents dans l'ensemble des lycées et travaillent en collaboration avec les enseignants, les représentants des élèves et les parents. Une de leurs principales missions depuis la pandémie a été celle de communiquer intensivement afin de déstigmatiser la santé mentale. Dans une grande partie des lycées, des espaces de rencontre informels ont été mis en place.

– Augmentation du personnel psycho-socio-éducatif au cours des trois dernières années : création de 38 postes pour la démarche psycho-sociale au sein des SePAS et de 32 postes pour la démarche pour l'offre périscolaire et la participation des élèves au sein des SSE.

– Groupe de travail au sein du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire : le Collège des directeurs de l'enseignement secondaire a instauré, depuis plus d'un an, un groupe de travail spécifiquement dédié à la qualité et au bien-être des élèves en milieu scolaire. Il organise des réunions régulières pour faire le point et élaborer des propositions et des pistes concrètes.

– PDS – Plan de développement scolaire 2021-2024 : les PDS réalisés pour la nouvelle période mettent en évidence que de nombreux établissements scolaires (lycées et écoles fondamentales) ont inscrit principalement trois objectifs prioritaires liés au burn-out scolaire autour des thématiques du développement des compétences transversales, de l'amélioration de la qualité de l'enseignement et du bien-être à l'école.



– Le travail curriculaire en faveur du bien-être autour des programmes scolaires : le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), au travers de sa division curriculum, a retenu cinq objectifs pédagogiques liés aux compétences du 21<sup>e</sup> siècle, à savoir le jeune confiant, le jeune connecté, le jeune curieux, le jeune créatif et le jeune citoyen. Le but principal de ce travail est de permettre aux commissions des programmes de réfléchir, discuter et s'inspirer de ces visions dans les mises à jour et des contenus et des didactiques d'enseignement.

– L'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) propose par ailleurs une panoplie de formations destinées aux enseignants en matière de relations interpersonnelles.

– En ce qui concerne le personnel psycho-social et éducatif (PSE), celui-ci constitue un support important au sein des établissements du secondaire et le CePAS met en place, selon les axes thématiques de promotion du bien-être, un plan de formation continue via un catalogue annuel. L'objectif principal est d'outiller ces professionnels afin d'enrichir leur pratique au quotidien en intégrant leur réalité quotidienne. Pour renforcer la relation entre le personnel PSE et les élèves, une campagne accessibilité-confidentialité a été lancée dès 2021. Dans le même ordre d'idée, un Vademecum secret professionnel permet le partage d'un savoir sur les pratiques de la confidentialité en milieu scolaire, point déterminant pour la notion de confiance entre professionnels et élèves.

#### Éducation précoce | Question 6207 (17/05/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

D'Éducation précoce adressé(e) sech un déi Kanner, déi den 1. September vum lafende Joer dräi Joer al sinn. Dëst Schouljoer virun der „Spillschoul“ ass fakultativ an huet als Zil, den intellektuelle Virwëtz vum de Kanner ze stimuléieren, hiert soziaalt a kognitiivt Verhalen ze fërderen a si beim Léiere vum Lëtzebuergeschen zousätzlech ze ënnerstëtzen.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Wéi vill Prozent vum de Kanner ginn aktuell am Alter vum dräi Joer an den Enseignement précoce?

2. Kann den Här Minister en Tableau mat der Evoloutioun vum den Aschreiwungen iwwer déi lescht zeng Joer opstellen?

3. Wéi huet sech an deem selwechten Zäitraum d'Verhältnis vum der Unzuel vum de Kanner am Enseignement précoce an deenen am Cycle 1.1 (Spillschoul) entwéckelt?

**Réponse** (24/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Fir d'Schouljoer 2021/2022 si 66,57 % vum de Kanner am Precocéalter an enger entsprecherender Klass beschoult ginn.

ad 2. an 3. An de leschte Jore sinn am Schnëtt 85,51 % am Cycle 1.1 vum der öffentlecher Grondschoul betreit ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

#### Flux de passager à l'Aéroport de Luxembourg | Question 6208 (17/05/2022) de M. Serge Wilmes (CSV)

An engem rezente Presseartikel geet vum enger Iwwerlaaschtung vum Terminal A vum Fluchhafen virum Ouschtere rieds. Passagéier hätte sech iwwer laang Schlaange virum Check-in, weider Waardezäite

bei de Sécherheetskrollen an deelweis och eng onkloer Beschëlderung beklot, wat de Flux nach weider negativ beaflosst hätt.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

– Huet den Här Minister Kenntnis vum der beschriwener Situatioun?

– Wa jo, wat sinn d'Grënn fir déi deelweis schwéierfällg Offäerdegung vum de Passagéier an der Ouschtervakanz?

– Wéi eng Moosname plangt den Här Minister ze huelen, fir dass de Fluchhafen Findel dem Passagéier opkommes aus dem In- an Ausland an der Grousser Vakanz ka gerecht ginn?

**Réponse** (28/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

No méi wéi zwee Joer Pandemie a Restriktionen, ass de Wonsch ze reesen an domat de Besoin u Fluchreese méi grouss wéi jee. Dëst féiert zu enger erhéichter Nofro op eenzelen Deeg während de Vakanzperioden, an dëst an der ganzer Industrie. Konkreet heescht dat, datt fir vereenzelt Deeg méi Aktivitéit an Undrang um Fluchhafen ass wéi 2019, ier d'Pandemie ugefaangen huet.

Ouschtere war den éischten Héichpunkt am Joer 2022, wou de Passagéiervolume vum 2019 deelweis bis zu 30 % iwwerschritt gouf. Donieft huet sech d'Verdeelung iwwer d'Woch vum de Fluch, an domat och de Passagéiervolumen, däitlech verännert.

Gläichzäiteg sinn d'Auswierkunge vum der Pandemie op d'Disponibilitéit vu Personal a Krankheetsfäll nach ëmmer en Thema. Déi meescht europäesch Fluchhäfe hu mat Enkpäss am Personalberäich ze kämpfen a sinn doduerch un der Limit vum hire Kapazitéiten. D'Enkpäss sinn op Personalschwankungen a verschiddene Services um Fluchhafen an am Sécherheetsberäich zréckzeféieren. De Lofftaartsecteur war ee vum den éischten a schwéierste vum der Pandemie betreffenen, wat dozou gefouert huet, dass vill qualifizéiert Personal dëse Sektuer verlooss huet.

Fir d'Organisatioun vum dem Flux vum de Passagéier ass net de Minister fir Mobilitéit, mee d'Bedriewfirma vum Fluchhafen, lux-Airport, zoustänneg. D'Sensibiliséierung vu de Passagéier, fir matzäiten op de Fluchhafen ze kommen a sech gutt op hire Fluch virzebereeden, ass essenziell. Engersäits muss kloer gemaach ginn, datt a Spëtzenzäiten den Check-in vum Fluch däitlech méi Zäit brauch an datt de Passagéier mindestens zwou Stonne virum Depart beim Check-in sollt sinn. Dës Sensibiliséierung ass schonn amgaang a wäert och an den nächste Wochen weider ausgebaut ginn.

Fir méi Personal zur Verfügung ze hunn, virum allem am Sécherheetsberäich, gëtt säit Méint rekrutéiert an ausgebild. D'Ausbildung vum Sécherheetspersonal um Fluchhafen dauert e puer Méint, an net all Kandidat entsprécht de strenge Rekrutéierungskriterien.

Fir d'Passagéier ze ënnerstëtzen an op de Sécherheetscheck virzebereeden, gëtt an de Spëtzenzäite vum Sécherheetsberäich zousätzlech Personal agesat.

Déi strukturell Konditionen um Lëtzebuerg Fluchhafen entsprechen nach ëmmer der Auslaaschtung, och mat den aktuelle Spëtzen.

#### Astreintes pour les employeurs dans le cadre des fiches d'impôts | Question 6209 (18/05/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

2021 goufen d'Fiches d'impôt vum der Steierverwaltung digitaliséiert, esou dass d'Salariéen hir Fiches d'impôt net méi mussen un den Employeur weiderginn. Den

Employeur muss dës Fichen da vu MyGuichet eroflueden. Mécht en dëst net, kann d'Steierverwaltung eng Astreinte oder Sommatioun aussprechen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Finanzministersch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Astreinten a Sommatiounen goufen an dësem Kader scho geschpach? Wéi héich falen dës Strofen an der Reegel aus?

2. Wéi vill Astreinte goufen un Entreprisé geschpach,

– déi iwwer 250 Salariéen hunn,  
– déi tëscht 50 a 250 Salariéen hunn,  
– déi tëscht 50 a 1 Salariéen hunn?

3. Schwätzt d'ACD och Astreinten oder Sommatiounen géint Entreprisen aus, déi keng Salarié beschäftegen?

**Réponse** (15/06/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Wéi am Koalitionsaccord vu 2018 virgesinn, ass d'Digitaliséierung eng Prioritéit fir d'Regierung. Deemno ginn ëmmer méi Prozeduren an Demarché moderniséiert an digital ugebueden.

An dësem Kontext sinn am Joer 2021 d'Steierkaarten digitaliséiert ginn, an d'Employeuren an d'Pensiounskeese kënnen d'Steierkaarte vum hire Salarié a Pensionären elektronesch ënner MyGuichet.lu agesinn an och vum do eroflueden.

Wann am Joer 2021 déi Asiicht nach fakultativ war, esou ass et zënter dem 1. Januar 2022 obligatoresch, fir d'Steierkaarte vum de Salarié a Pensionären op MyGuichet.lu anzegesinn. Dës Pflicht betrëfft all Steierkaarten, déi ab dem 1. Januar 2022 dem jeeweilegen Employeur an/oder Debiteur vum enger Rent am Guichet zur Verfügung gestallt ginn.

De Paragraf 202a AO gesäit fir d'Net-Beuechte vum dëser Bestëmmung Strofe vir, déi sech kënnen bis op maximal 10.000 Euro belafen.

Enger Fixatioun vum enger Astreinte geet ëmmer ee Rappel an eng Sommatioun vum enger Astreinte viraus.

Déi éischt Fixatioun vum Astreintë sinn den 2. Mee 2022 virgeholl ginn, an et waren där 1.880 insgesamt, mat folgender Verdeelung:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

D'Betrag vum den Astreinten hänken of vum der Unzuel vu Salariéen, déi de betreffenen Betrieb op de leschten Dag vum dem Mount hat, fir deen d'Astreinte fixéiert gëtt.

Ech bieden den honorabelen Deputéierten ënnen drënner, déi respektiv Betrag am Fall vum enger éischer Astreinte ze fannen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Wann den Employeur weiderhi senger Pflicht, d'Steierkaarte vu senger Salariéen anzegesinn, net nokënnit fir ee Mount, fir dee schonn eng Astreinte verhaange ginn ass, ginn déi Astreinten erhéicht.

Als Salarié gëtt vum der Steierverwaltung jidderee betruecht, deen ee Revenu kritt, deen ënner d'Bestëmmung vum den Article 95 a 95a L.I.R. fällt. Zu de Salarié gehéieren och déi Leit, déi bezuelt ginn, fir sech ëm d'Gestion journalière vum enger Gesellschaft ze bekëmmern (Associés-gérants an Administrateurs-délegués), obschonn dës Populatioun vum Centre commun de la sécurité sociale als Indépendant behandelt gëtt.

Betrieb, déi keng Salarié hunn, kënnen natierlech keng Astreinte verhaange kréien, an déi ginn och net fir d'Lounsteier vum der Steierverwaltung opgeholl.

**Vols dans les hôpitaux et les maisons de retraite et de soins** | Question 6210 (18/05/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Am Gespréich mat de Leit héiert een ëmmer méi vun Déifstáll an de Lëtzebuerger Spideeler an Alters- a Fleegeheimer. Dachs gi Patienten, respektiv Bewunner, perséinlech Wäertgéigestänn ewéi Bijouen oder Auere geklaut.

An deem Zesammenhang géing ech gär follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun wéi och un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Kënnen déi concernéiert Ministère confirméieren, dass et dëst Joer zu enger Hausse vun de Fäll vun Déifstáll an den uewe genannte Strukturen komm ass?

– Wa jo, wéi gedenken déi concernéiert Ministère deen entgéintzewierken?

– Kënnen déi concernéiert Ministère ons Statistiken iwwert d'Abréch an de Spideeler an an Alters- a Fleegeheimer ginn?

**Réponse commune** (24/06/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Et leien dem Gesondheitsministère keng Indikatioune vir, dass d'Zuel vun den Déifstáll an de Spideeler weesentlech variéiert huet. Abréch an d'Spideeler goufen net signaléiert.

D'Alters- a Fleegeheemer sinn net verflucht, dës Informatiounen un de Familjeministère weiderzeleeden. Et ginn deementsprechend keng Statistiken. Dem Familjeministère ass deemno och net bekannt, dass et zu enger Hausse vun de Fäll vun Déifstáll oder Abréch an den Alters- oder Fleegeheemer komm wier.

**Pédagogie sensible au genre et la diversité** | Question 6211 (18/05/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Ënnert dem Här Schoulminister huet de Schoulministère ee „Leitfaden für geschlechtersensible Darstellung in Sprache & Bild in Schulbüchern“ erausginn. Dëse Leitfaden huet op Grond vun enger Partie ëmstridene Aussoen zënter senger Verëffentlechung ëmmer erëm fir Erstaunen an Onverständnis gesuergt.

An deem Kontext wollt ech eng Partie Froen un den Här Minister rüchten:

1. Am Leitfaden steet geschriwwen: „Nicht der Staat reguliert durch Erlasse, sondern die Menschen durch ihren alltäglichen Sprachgebrauch“. Op der anerer Säit gëtt awer am Leitfaden festgeschriwwen, wéi d'Mënschen (an deem Fall d'Schüler an d'Léierpersonal) an Zukunft ze schwätzen hunn a wat fir Wieder an de Schoulbicher ze stoen hunn. Esou sollen elo Wieder wéi „Lehrende“ (amplaz vu Lehrer) benotzt ginn, déi awer am alldeegleche Sproochgebrauch vun de Mënschen net virkommen. Kann den Här Minister preziséieren, firwat de Staat hei eng Benotzung vu Wieder virschreift, entgéint dem alldeegleche Sproochgebrauch vun den Mënschen an entgéint der uewegeannanter Premisse?

2. Weider steet am Leitfaden: „Frauen sollten nicht grundsätzlich kleiner und zierlicher abgebildet werden. Auf stereotype sexualisierte Darstellungen [Geschlechtermerkmale wie Brüste (...)] sollte in bildlichen Darstellungen grundsätzlich nicht zurückgegriffen werden.“ Zu Lëtzebuerg läit d'Duerchschnittsgréisst vun den Frae bei ronn 165 cm an déi vun de Männer bei ronn 179 cm. Kann den Här Minister an deem Zesammenhang erklären, firwat d'Realitéit an de

Schoulbicher also soll gefälscht duergestallt ginn? Kann den Här Minister weider erklären, firwat d'Fraen ouni Broscht duergestallt solle ginn? Ass den Här Minister net der Meenung, dass ee Fra a Mann esou sollt duerstellen, wéi se a Wirklechkeet och sinn?

3. Weider soll een an de Schoulbicher, laut Leitfaden, „die bildliche Darstellung von Frauen als (...), (ein Kind) Stillende, (...) vermeiden“. Kann den Här Minister hei seng Oppositioun géint Mammen, déi hir Kanner nieren, erklären? Aus wéi enge Grënn solle Mammen, déi nieren, net a Schoulbicher virkommen?

4. Plangt den Här Minister eventuell Ännerungen un deem Leitfaden, respektiv de Leitfaden zréckzezéien?

**Réponse** (24/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

ad 1. De Leitfaden für geschlechtersensible Darstellung in Sprache & Bild ass en Dokument, dat sech haaptsächlech un d'Auteure vu Schoulbicher a -materialien am SCRIPT riicht. Et ass deemno keng Virschrëft vum Staat un d'Bierger.

ad 2. Ech deelen dem honorabelen Deputéierte seng Aschätzung, datt Fraen a Männer an där Diversitéit sollen duergestallt ginn, wéi se a Wirklechkeet och sinn. Dofir solle Fraen a Schoulbicher net grundsätzlich méi kleng an zierlech duergestallt ginn an op eng stereotypesch sexualiséiert Duerstellung verzicht ginn.

Wat d'Duerstellung vun der weiblicher Broscht ugeet, sou steet am „Leitfaden“: „(...) Die bildliche Darstellung mit expliziten sexuell herausgestellten Attributen (wie großen Brüsten; tiefem Ausschnitt oder kurzen Röcken) vermeiden.“

ad 3. Hei goufen am „Leitfaden“ fir Auteuren vu Schoulmaterialien e puer Beispiller ugefouert, déi verdäitliche sollen, wéi stereotypiséiert Duerstellungen verhënnert kënnen ginn: „(...) Die bildliche Darstellung von Frauen als passiv Zuhörende, (ein Kind) Stillende, zu Männern Aufschauende und Frauen bei der häuslichen Arbeit (am Kochtopf oder beim Putzen) vermeiden.“ Dat heescht natierlech net, datt an engem Léierkontext, an deem et z. B. ëm d'Niere geet, dat net och gewise soll ginn.

ad 4. Sou wéi all „Leitfaden“ am SCRIPT, deen intern gebraucht gëtt, gëtt och dëse „Leitfaden“ stänneg weiderentwéckelt.

**Engagement d'un coordinateur sportif par les communes ou syndicats de communes** | Question 6212 (18/05/2022) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng)

En date du 5 juin 2020, le Ministère des Sports a adressé une lettre circulaire aux communes et syndicats de communes ayant pour objet les aides financières relatives à la Relance Sport.

Ainsi, les communes et syndicats de communes furent informés que le Ministère des Sports préconise « la mise en place d'un concept permettant aux enfants de 0 à 12 ans de profiter d'un développement moteur adapté. Pour faciliter la collaboration et assurer une mission de coordination entre les différents acteurs, à savoir, communes, écoles, clubs sportifs, LASEP, parents et structures d'accueil, le Ministère des Sports participe au financement des frais de personnel d'un coordinateur sportif, engagé auprès des communes, voire de plusieurs communes ou de syndicats de communes en sus des projets pilotes conventionnés et déjà cofinancés par le Ministère des Sports. Le rôle de ce coordinateur sportif est de favoriser le dialogue entre les acteurs impliqués,

d'assumer une mission d'intermédiaire, de relais, voire de facilitateur, afin de garantir notamment l'intégration de l'activité physique et sportive dans le cadre du programme journalier des enfants. L'élaboration d'un plan communal d'activités physiques et sportives avec implication de tous les acteurs, basé sur l'établissement d'un état des lieux, pourrait constituer une des premières missions de ce coordinateur sportif. »

Dans ce contexte, j'aimerais me référer au refus du Ministère des Sports de cofinancer un coordinateur sportif engagé auprès d'un syndicat de deux communes de la région sud et répondant clairement aux critères fixés par le ministère, tel qu'il a été confirmé dans un courrier électronique datant du 10 janvier 2022. En effet, dans ledit courrier, le gérant du syndicat a été informé que le ministère a décidé de ne pas cofinancer un poste de coordinateur sportif si ce dernier est engagé auprès d'un syndicat de communes. Il a encore été précisé qu'une telle convention ne peut exclusivement être établie entre le ministère et une commune.

Considérant que cette décision ne correspond pas aux informations diffusées dans la circulaire susmentionnée, j'aimerais poser les questions suivantes :

1) Quelle est la raison pour laquelle le cofinancement d'un coordinateur sportif est dorénavant refusé si ce dernier est engagé par un syndicat de communes, sachant qu'un tel refus ne correspond pas aux explications fournies aux communes et syndicats de communes par voie de lettre circulaire ?

2) Combien de coordinateurs sportifs sont actuellement cofinancés par le Ministère des Sports et quelles sont les communes qui peuvent en bénéficier ?

3) Est-ce qu'il existe des syndicats de communes qui ont engagé un coordinateur sportif dont le cofinancement est assuré par le Ministère des Sports et de quels syndicats s'agit-il le cas échéant ?

**Réponse** (20/06/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

Le plan de relance de juin 2020, tout comme le plan de relance 2.0 de juin 2021, contenant des aides financières spécifiques au profit des acteurs du monde sportif face à la lutte contre le Covid-19, prévoyaient une participation financière de l'État aux frais de personnel d'un « coordinateur sportif » engagé auprès des communes, voire de plusieurs communes. Le rôle de ce « coordinateur sportif » est de favoriser le dialogue entre les acteurs impliqués, de jouer un rôle d'intermédiaire, de relais, voire de facilitateur, afin de garantir le bon déroulement de l'activité physique notamment dans le cadre du programme journalier des enfants.

Dans un but de généraliser cette offre et de permettre au plus grand nombre d'enfants possible de bénéficier d'une éducation motrice de base adaptée, le Ministère des Sports avait, à l'époque, vivement encouragé les communes à recourir aux services d'un « coordinateur sportif », dont le Ministère des Sports participera financièrement à raison de 50 % aux frais salariaux (charges patronales comprises), plafonnés à 150 % du salaire social minimum pour salariés qualifiés, pendant trois ans.

Saisi en date du 21 septembre 2021 d'une demande de participation aux frais salariaux d'un « coordinateur sports » engagé depuis le 15 août 2014 par le Syndicat intercommunal Bettembourg/Leudelange – Centre de natation « An der Schwemm » et entre-temps intégré dans le service Sport Loisir Bettembourg/Leudelange, sous-service du syndicat de communes précité, le Ministère des Sports, après examen du dossier, avait



retenu la demande de prise en charge, tout en suggérant au gérant du syndicat de communes de fixer les conditions de la participation dans une convention avec l'une des communes membres du syndicat de communes. Je m'empresse cependant d'informer l'honorable Députée que le Ministère des Sports contactera prochainement les responsables du syndicat de communes en question pour régulariser la situation.

À l'heure actuelle, des conventions de participation ont été signées avec les communes de Bissen, Hesperange, Roeser et Niederanven. Aucune convention n'a été signée avec un syndicat de communes.

Finalement, je me permets de préciser que, comme annoncé lors de la Journée des bourgmestres en date du 2 juin 2022, le Ministère des Sports a réitéré l'initiative des plans de relance et continuera à participer aux frais salariaux générés par l'engagement d'un coordinateur sportif dans les communes qui en ont été informées par voie de circulaire en date du 16 juin 2022.

### Pollution des eaux souterraines sur le site de l'ancienne brasserie Diekirch | Question 6215 (18/05/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

En réponse à la question parlementaire n° 5743, Madame la Ministre de la Culture a indiqué qu'une pollution des eaux souterraines aurait été constatée dans les alentours de l'ancien site de la brasserie à Diekirch :

„Effektiv ass, am Géigesaz zum Buedem, d'Situatioun am Grondwaasser extreem schlëmm. Esou goufen an engem Betribspëtzt, dee sech an de Gebaier befënnt, extreem héich Belaaschtunge mat Phenol an Ammonium nogewisen. Déi entspriechend Sanéierungs- wäerter sinn 900-fach (Phenol) an esouguer 3.500-fach (Ammonium) iwwerschratt ginn.

Nach guer net gewosst ass, wéi wäit déi Pollutioun schon am Ënnergrond, baussent de Gebaier gestreet huet. D'Fléissrichtung vum Grondwaasser geet iwwert de Site no Südosten an Direktioun vun der Sauer. “

Les polluants constatés sur le site risqueraient donc de se propager via les eaux souterraines et pourraient même menacer la Sûre.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Des prélèvements ont-ils déjà été réalisés dans les alentours du site contaminé pour déterminer si la pollution s'est déjà propagée dans les eaux souterraines autour du site ? Dans l'affirmative, quels ont été les résultats de ces prélèvements ? Dans la négative, pourquoi vos services n'ont-ils pas effectué des prélèvements ?

2) Les mesures nécessaires telles que prévues par la législation sur la protection et la gestion des eaux ont-elles entre-temps été prises sur le site pour prévenir, voire réduire la pollution des eaux souterraines ? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il ? Dans la négative, pourquoi vos services n'ont-ils pas mis en place des mesures de prévention, voire de réduction de la pollution ?

3) La pollution en question aurait-elle pu être détectée grâce à d'autres prélèvements effectués dans les puits en question depuis la fin de l'activité économique sur le site de l'ancienne brasserie ? Dans l'affirmative, quelles conclusions ont été tirées à la suite de ces prélèvements ? Dans la négative, pour quelles raisons de tels prélèvements n'ont-ils pas été effectués sur ce site à risque ?

4) Des contrôles en matière de pollution ont-ils été effectués par vos services pendant que l'ancienne

brasserie était encore en activité ? Dans l'affirmative, vos services ont-ils imposé des mesures à l'exploitant afin de répondre à des pollutions détectées ?

**Réponse** (21/06/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Des analyses du sol, des eaux souterraines et des constructions ont été réalisées en 2019 dans le cadre de la procédure de cessation d'activité de l'ancienne brasserie, procédure entamée sur base de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Dans ce contexte, des échantillons des eaux souterraines ont été prélevés le 02 octobre 2019 dans dix piézomètres et le puits 1, qui sont situés dans l'enceinte de l'ancienne brasserie à Diekirch.

Concernant les paramètres cités dans l'introduction de la question parlementaire, les résultats des analyses ont mis en évidence que :

– l'indice phénol et les concentrations en ammonium sont respectivement de l'ordre de 180 µg/l et 350 mg/l dans le puits 1 ;

– les valeurs de l'indice phénol étaient inférieures à la limite de détection (<10 µg/l) d'après les analyses réalisées dans les dix piézomètres précités, y compris les piézomètres situés en aval hydraulique de l'ancienne brasserie ;

– les concentrations en ammonium diffèrent d'un point à l'autre (sachant que la valeur de référence « oSW » de la version la plus récente du document « ALEX Merkblatt 02 – Orientierungswerte für die abfall- und wasserwirtschaftliche Beurteilung » émis par le « Landesamt für Umweltschutz und Gewerbeaufsicht » du Land de Rhénanie-Palatinat est fixée à 0,1 mg/l) avec :

- une concentration inférieure à la limite de quantification (<0,03 mg/l) dans 1 piézomètre ;
- des concentrations comprises entre 0,064 et 0,5 mg/l dans 4 piézomètres ;
- des concentrations comprises entre 1,2 et 5,2 mg/l pour les 5 autres piézomètres.

En date du 7 mai 2021, les eaux souterraines du puits 1 ont été de nouveau analysées et des concentrations de 24 mg/l en ammonium et 130 µg/l pour l'indice phénol ont été mesurées.

D'autres analyses ont également été réalisées les 25 février 2022 et 24 mars 2022 au cours des travaux de nettoyage du puits 1 et après la finalisation de ces travaux. Les résultats de ces dernières analyses ont permis de constater qu'une fois le puits 1 nettoyé (enlèvement de différents déchets, de câbles rouillés et de boues polluées), la valeur de l'indice phénol est inférieure à la limite de détection. La teneur en ammonium a également fortement diminué et est de 0,25 mg/l.

ad 2) Des mesures ont en effet été mises en œuvre, notamment le nettoyage complet du puits 1, y compris son regard, dans lequel des déchets, tels que des câbles rouillés ou encore des boues polluées, ont été trouvés.

Le nettoyage du puits a consisté à évacuer tous les déchets trouvés dans le puits et à pomper les eaux souterraines jusqu'à l'observation d'une eau claire dans le puits 1.

Des analyses ont également été réalisées au cours du nettoyage du puits et après la finalisation de celui-ci pour suivre l'évolution des concentrations en ammonium et en indice phénol dans les eaux souterraines dans le puits 1 (voir réponse au point 1 ci-dessus).

ad 3) Comme indiqué précédemment, les prélèvements et analyses des eaux souterraines ont été réalisés dans le cadre de la procédure de cessation d'activité. Ce cadre légal permet notamment d'identifier la présence d'éventuelles pollutions et de fixer des conditions de sauvegarde et de restauration du site. Ces conditions ont été fixées dans l'arrêté modifié 1/18/0550/A.

ad 4) Entre 1995 et 2003, les eaux souterraines du forage « Brauerei » (code national : FCP-704-03) ont été analysées à six reprises. Les concentrations en ammonium mesurées étaient inférieures à la limite de détection (<0,1 mg/l) et l'indice phénol n'avait pas été mesuré. La présence de déchets dans le puits 1 et dans son regard n'avait pas été rapportée et les boues observées dans le regard du puits, qui ont entre-temps été évacuées, sont très probablement responsables des concentrations élevées en ammonium et en phénols exposées ci-dessus.

### Fiscalité des cryptomonnaies | Question 6218 (18/05/2022) de M. Laurent Mosar (CSV)

Le Ministère fédéral des Finances allemand a communiqué récemment dans un document sur les règles entourant les gains en cryptomonnaies. Il y est notamment précisé que les bénéficiaires en cryptomonnaies sont exonérés d'impôt, dans le cas où l'investisseur les a détenues pendant plus d'un an.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre a-t-elle connaissance de ce document publié par le Ministère fédéral des Finances allemand ?

– Est-ce que le cadre législatif actuel du Luxembourg en ce qui concerne la fiscalité des cryptomonnaies est satisfaisant ?

– Quelles améliorations du cadre législatif actuel en ce qui concerne la fiscalité des cryptomonnaies Madame la Ministre entend-elle proposer avant la fin de cette période législative ?

**Réponse** (20/06/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à un document du Ministère fédéral des Finances allemand dans lequel il a été précisé que les bénéficiaires en cryptomonnaies sont exonérés d'impôt dans le cas où l'investisseur les a détenues pendant plus d'un an.

L'on présume que l'honorable Député se réfère au communiqué de presse du Bundesministerium der Finanzen du 11 mai 2022 dans lequel il annonce la publication d'un BMF-Schreiben avec le titre « Einzelfragen zur ertragsteuerrechtlichen Behandlung von virtuellen Währungen und von sonstigen Token », laquelle prévoirait que les bénéficiaires générés par la vente de cryptomonnaies ne seraient imposables que si la période entre l'acquisition et la cession des cryptomonnaies ne dépassait pas un an.

En ce qui concerne le cadre législatif applicable au Luxembourg, l'Administration des contributions directes a publié le 26 juillet 2018 la circulaire L.I.R. n° 14/5-99/3-99bis/3 qui précise le traitement fiscal des revenus réalisés moyennant une monnaie virtuelle, notamment dans le cadre d'opérations d'aliénation ou de la création de telles monnaies virtuelles. Lors de l'échange d'une monnaie virtuelle contre une autre monnaie virtuelle, des euros ou une autre monnaie pour laquelle la BCE établit et publie le cours de change de l'euro contre ladite autre monnaie étrangère ou lors

du règlement d'une transaction, notamment l'achat d'un bien ou d'un service, par le biais d'une monnaie virtuelle, le contribuable est considéré avoir cédé à titre onéreux la monnaie virtuelle donnée en échange, suivie de l'acquisition à titre onéreux de la monnaie, du bien ou du service reçu en échange conformément à l'article 102, alinéa 1a L.I.R. Tout bénéfice ou perte réalisé dans le cadre d'un tel échange constitue un bénéfice ou une perte de spéculation au sens de l'article 99bis L.I.R. lorsque l'intervalle entre l'acquisition de la monnaie virtuelle et la réalisation ne dépasse pas une période de six mois.

Le traitement fiscal applicable aux cryptomonnaies, déjà décrit dans les questions parlementaires n°4821 et n° 5579, est donc identique au traitement fiscal général applicable à d'autres réalisations de biens meubles.

Eu égard à ce qui précède, le cadre législatif fiscal applicable aux cryptomonnaies est clair et satisfaisant. Le Gouvernement n'envisage donc pas à ce stade de proposer des changements législatifs en matière de fiscalité des cryptomonnaies.

.....

**Indexation des salaires** | Question 6220 (19/05/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Trotz där weiderhi staarker Inflation soll 2022 keng weider Indextranche ausbezuel ginn. A senger Roll als Patron spuert de Staat doduerch Käschten, déi bei der Remuneration vum öffentlechen Déngscht entstane wieren, anerersäits ginn awer och Recettë verluer, déi iwwert déi allgemeng Besteuerung vum der Indextranche vum öffentlechen a private Personal entstane wieren an zousätzlech iwwert déi kal Progression generéiert gi wieren.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung chiffréieren, wéi vill Zousazugaabe brutto am Staatsbudget entstane wieren, wann den öffentlechen Déngscht 2022 eng weider Indextranche ausbezuel kritt hätt?

2. Kann d'Regierung am Sënn vun der Fro virdu chiffréieren, wéi héich eng weider Indextranche de Staatsbudget am Kader vun der Remuneration vum öffentlechen Déngscht netto belaauscht hätt, wann een all déi doduerch zousätzlech generéiert Steuerrecettë mat berécksiichtegt?

3. Kann d'Regierung chiffréieren, wéi vill Recetten de Staat duerch eng weider Indextranche bei der Akomessteuer insgesamt kritt hätt?

**Réponse commune** (27/06/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique

Als Éischt sief dorop higewisen, datt d'Regierung zum Index steet. Am Kader vun den Tripartite-Verhandlungen am März ass et der Regierung an alleréischter Linn dorëms gaangen, zesumme mat de Sozialpartner an am Interêt vum Land, Äntwerten ze fannen op déi schwierig Situatioun, déi duerch déi militäresch Aggression vu Russland géint d'Ukrain entstanen ass, an dat haaptsächlech, wat d'Präisdeierecht ueget. Mam Tripartite-Accord gétt all zousätzlech Indextranche bäibehalen, an nom Prinzip, laut deem bis Ene 2023 et all 12 Méint just eng Indextranche soll ginn, verréckelt.

Op Basis vun der aktueller Masse salariale beim Zentralstaat huet eng Indextranche vun 2,5 % e finanziellen Impakt vun ongeféier 7 Milliounen Euro pro Mount op de Staatsbudget, wouvunner ronn 1 Millioun Euro nees u Steieren zréck an d'Staatskeess fléissen.

Eng Indextranche bedeit deementspreechend eng Nettobelaaschtung vun ongeféier 6 Milliounen Euro pro Mount.

Insgesamt kann een dovunner ausgoen, dass eng Indextranche schätzungsweise zwëschen 20–25 Milliounen Euro de Mount u Recetten bei der Lounsteuer sou wéi och fir de „Fonds pour l'emploi“ erabréngt. Gläichzäitig bedeit eng Indextranche fir d'Entreprise méi héich Chargen, déi si vun hirem Benefice ofzelen an doduerch d'Recetten vun der Gesellschaft respektiv der Gewerbesteuer erofginn. Den Nettoimpakt ass net mat der néideger Präzision ze chiffréieren.

.....

**Brevet de maîtrise** | Question 6225 (19/05/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Roll vum Handwierk an der Gesellschaft an notamment der entsprecherender Berufsausbildung souwéi hir Intéegratioun an dem öffentlechen Schoulsystem ass en Thema, wat zu Lëtzebuerg ëmmer rëm kontrovers diskutéiert gétt. D'Remuneratioun vu Leit mat engem Meeschterbréif ënnerscheet sech am öffentlechen Déngscht nämlech deelweis staark vun där vum Personal mat engem akademeschen Ofschluss.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill Meeschterbréiwere an de Joren 2000–2020 jee weils insgesamt ofgeschloss goufen a wéi se sech op déi eenzel Branche verdeelen?

2. Kréie Persounen, déi hire Meeschterbréif an Éisträich, an der Schwäiz, an Däitschland oder an Ostbelgien gemaach hunn, dësen hei zu Lëtzebuerg unerkant sou wéi dat bei hinnen de Fall ass (Niveau 6 laut dem europäesche Qualifikationsrahmen)?

**Réponse** (24/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. An den Tableauen hei ënnendrenner fannt Dir d'Zuele vun den ofgeschlossenen Meeschterbréiwere aus de Joren 2000–2020, sou wéi och d'Opschlësslung op déi eenzel Métiers.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 2. D'EU Staten hunn ënnerschiddlech Bildungssystemer mat ënnerschiddlechen Ofschlëss. Fir ze wëssen, wéi eng Kompetenze respektiv Learning Outcomes op wéi engem Niveau kënnen a sollen agestuift ginn, gouf den europäesche Qualifikationsrahmen geschaf.

Do dernieft huet all Land, dorënner och Lëtzebuerg, säin nationale Qualifikationsrahmen fixéiert. Leit, déi e Meeschterbréif am Ausland hunn, an dëse wëllen zu Lëtzebuerg unerkant kréien, gi laut dem Lëtzeburger Qualifikationsrahmen am Niveau 5 agestuift, deen och fir de Lëtzeburger Meeschterbréif géllt.

.....

**Fonctionnement du Service national de la jeunesse** | Question 6240 (23/05/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Après la fusion en 2017 du Service national de la jeunesse et de l'Antenne locale pour jeunes, dans le contexte de leur regroupement au sein de la nouvelle Maison de l'orientation, les services et activités du SNJ se sont largement développés. En accord avec cette évolution le SNJ est passé par une restructuration de son organisation. Dans la mesure où cette restructuration interne a probablement eu un impact sur l'organisation du travail et les conditions de travail du

personnel de même que l'expansion des services du SNJ a probablement nécessité de nouvelles ressources humaines, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Combien de personnes ont été recrutées depuis la fusion du SNJ et de l'ALJ et l'intégration du service à la Maison de l'orientation en 2017 jusqu'à aujourd'hui ?

2) Quelle est l'évolution du personnel en termes de « turn over » sur les cinq dernières années ? Combien de personnes ont été embauchées et combien ont démissionné ?

3) Quel est le nombre de départs enregistrés en moyenne sur les cinq dernières années en comparaison avec les départs enregistrés en moyenne sur la même période pour l'ensemble des administrations de l'État ?

4) Quels sont les raisons les plus fréquemment indiquées de ces départs ?

5) Quel est le taux d'absentéisme enregistré en moyenne sur les cinq dernières années parmi le personnel du SNJ ?

6) Quels sont les taux d'arrêt de travail et de congés de maladie enregistrés en moyenne sur les cinq dernières années parmi le personnel du SNJ ?

7) Quels services du SNJ recrutent le plus ? Quels services enregistrent la plupart des démissions ?

8) Le SNJ dispose-t-il d'un service psycho-social à disposition du personnel ?

9) Le SNJ dispose-t-il d'une délégation du personnel ?

10) Le SNJ dispose-t-il d'un(e) délégué(e) à l'égalité des chances ?

11) Comment la garantie de qualité au travail est-elle assurée dans l'organisation ?

12) La direction du SNJ publie-t-elle régulièrement un rapport d'activité ?

Les activités du SNJ sont soumises à la tutelle du Ministère de la Jeunesse. La gestion des finances pour la plupart des administrations et services de l'État est en règle générale soumise à la Trésorerie de l'État. Or, selon des critères exceptionnels, certaines administrations et certains services publics pratiquent une gestion séparée des finances. Le SNJ en fait partie. Partant j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

13) Selon quels critères et quelles conditions les administrations et services de l'État sont-elles en droit de pratiquer une gestion séparée des finances ? Sous quels aspects le SNJ répond-il à ces critères et conditions ?

**Réponse** (24/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Myriam Cecchetti au sujet du fonctionnement du Service national de la jeunesse, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Afin de pouvoir interpréter les chiffres ci-dessous, il convient d'apporter des précisions sur l'ensemble des évolutions ayant eu lieu au cours des cinq dernières années au sein du Service national de la jeunesse (SNJ). En effet, ces années ont été marquées non seulement par la reprise de l'ancienne Action locale pour jeunes (ALJ), mais également par l'attribution de nouvelles missions et l'abandon d'une activité. Ces changements ont mené à une réorganisation du SNJ et à des adaptations au niveau de l'organisation du travail dans une bonne partie des équipes.



L'Action locale pour jeunes (ALJ), service qui était affecté initialement au Service de la formation professionnelle, a été reprise par le SNJ en 2017. Ceci dans le but de créer des synergies, d'améliorer les offres pour les jeunes décrocheurs et les jeunes inactifs et d'améliorer la visibilité de ces offres. La loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse a été modifiée dans ce sens en 2017. Depuis, le SNJ a parmi ses missions, celle de soutenir la transition des jeunes vers la vie active. Les agents de l'ALJ ont tous été affectés à la division « Soutien à la transition vers la vie active ». Cette division, en charge de programmes de soutien pour jeunes inactifs (services volontaires, ateliers pratiques), disposait déjà de cinq antennes locales avant la reprise de l'ALJ. Avec la reprise en question, les antennes locales ont été réorganisées pour regrouper les équipes et pour éviter d'avoir deux adresses dans une même commune. Ceci a engendré des changements au niveau de l'emplacement de certains bureaux locaux. Désormais, la division « Soutien à la transition vers la vie active » comprend onze antennes locales. Une seule de ces antennes est située dans la Maison de l'orientation à Luxembourg-ville qui regroupe sous un même toit différents services liés à l'orientation tout au long de la vie.

La même année, le SNJ a abandonné la fonction d'« agence nationale » pour le volet « jeunesse » du programme européen « Erasmus+ » au profit de l'agence « Anefore » qui était déjà en charge des volets enseignement scolaire, formation professionnelle, enseignement supérieur et éducation des adultes. En effet, il a été décidé qu'il y aurait dorénavant une seule agence sous la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour les programmes européens.

En parallèle à ces réorganisations, la loi du 24 avril 2016 modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse a introduit un dispositif de l'assurance de la qualité pour les services d'éducation et d'accueil, les services pour jeunes et les assistants parentaux. Dans ce contexte, la nouvelle fonction d'agent régional, chargé du suivi de la qualité éducative dans ces structures, a été introduite. Ces agents régionaux, affectés au SNJ et embauchés pour la majorité en 2016 et 2017, font partie d'une nouvelle division appelée « Développement de la qualité », créée dans ce contexte.

Le programme gouvernemental 2018-2023 stipule : « le Service national de la jeunesse (SNJ) sera restructuré afin de créer un département indépendant et spécialement dédié à l'innovation et au développement de la qualité dans le secteur de l'éducation non formelle ». Ceci a mené à la création d'une nouvelle division « Innovation » à partir de l'année 2019.

Le même programme gouvernemental prévoit en outre : « L'offre de formations continues pour les agents éducatifs de l'éducation non-formelle sera améliorée tant au niveau de la qualité que de la quantité. Une cellule 'assurance de la qualité de la formation continue' sera mise en place à cette fin. Il est en outre prévu de mettre en place des agences de formation continue accréditées qui proposeront aux professionnels une offre de formations de haut niveau. » Le Gouvernement a décidé d'instaurer la cellule « assurance de la qualité de la formation continue » auprès du SNJ à partir de l'année 2020.

Il est évident que ces changements ont eu un effet majeur sur l'organisation du SNJ dont l'organigramme a dû être revu en profondeur. Deux divisions « Centres pédagogiques » et « Formations et soutien aux projets pédagogiques » ont été fusionnées dans ce contexte et l'organisation des services de soutien (ressources humaines, finances, etc.) a été revue afin de pouvoir répondre aux besoins d'un SNJ agrandi.

La réorganisation a été clôturée en 2021. Depuis, le SNJ est organisé en quatre divisions et un service opérationnels, qui mettent en œuvre des programmes ou activités s'adressant aux différents publics cible. Il s'agit des entités suivantes : Offres pédagogiques, Soutien à la transition vers la vie active, Développement de la qualité, Innovation et Accueil au pair. À côté de celles-ci, des services de soutien ont été mis en place : Gestion des ressources humaines, Gestion financière, Gestion administrative, Gestion des infrastructures, Enquêtes & Études et Communication. L'organigramme détaillé peut être consulté sur le site [www.snj.public.lu](http://www.snj.public.lu).

Il convient de remarquer, qu'en plus de cette réorganisation, il y a eu un certain nombre de déménagements dont le plus important a été celui du siège du SNJ vers Clausen en 2021.

Il était prévisible que la croissance, la réorganisation et les déménagements auraient un impact sur le personnel. Comme une partie des changements ont été mis en place en 2020 et 2021, période pendant laquelle il était par moments impossible d'organiser des réunions de concertation et d'échange, il y avait un certain risque que les changements en question affecteraient de manière négative le personnel.

Par conséquent, et afin de limiter l'impact sur le personnel, des efforts importants ont été entrepris pour accompagner au mieux les changements : informations régulières, consultations et échanges, supervision d'équipes, etc. En dehors des réunions d'information et d'échange à différents niveaux, la direction envoie depuis deux ans, à la fin de chaque semaine (hors vacances scolaires), un courriel d'information résumant les points les plus importants de la semaine à toute l'équipe du SNJ. De plus, l'élaboration du programme de travail 2022-2024, particulièrement important au vu des changements récents, a donné lieu à plus de 30 réunions d'échange dans différents formats avec le personnel. Les efforts d'information et d'échange se poursuivent vu que la réorganisation est encore récente.

ad 1) à 3) L'évolution des effectifs se présente comme suit :

| Année | Effectif total |
|-------|----------------|
| 2017  | 139            |
| 2018  | 156            |
| 2019  | 168            |
| 2020  | 177            |
| 2021  | 184            |

(chiffres du 31 décembre de l'année considérée)

Par année, les embauches ont été :

| Année | Embauches (CDI) |
|-------|-----------------|
| 2017  | 43              |
| 2018  | 19              |
| 2019  | 21              |
| 2020  | 25              |
| 2021  | 23              |

(chiffres du 31 décembre de l'année considérée)

Les recrutements comprennent les remplacements suite à des démissions, des départs en retraite, des mises en invalidités, etc., les postes accordés dans le cadre du numerus clausus, des reprises de personnel (dont l'ancienne ALJ en 2017), les reclassements

internes, l'embauche d'agents sous le statut de « travailleur handicapé », ainsi que des fusions de parts de tâches libérées suite à des réductions de tâches de certains agents.

Par année, les démissions ont été :

| Année   | Démissions | Taux   |
|---------|------------|--------|
| 2017    | 6          | 4,32 % |
| 2018    | 7          | 4,49 % |
| 2019    | 9          | 5,36 % |
| 2020    | 8          | 4,52 % |
| 2021    | 6          | 3,26 % |
| Moyenne | 7,2        | 4,39 % |

(chiffres du 31 décembre de l'année considérée)

Pour des raisons évidentes, le SNJ a un intérêt majeur à limiter les démissions dans la mesure du possible. Il est normal que certains collaborateurs veuillent changer de poste après avoir travaillé un certain temps dans un domaine spécifique. Dans certains cas, un déménagement privé peut générer des trajets plus longs, poussant la collaboratrice ou le collaborateur à chercher un poste plus près de son domicile. Dès lors, les collaborateurs sont invités dans le cadre de l'entretien individuel annuel à informer leur supérieur hiérarchique s'ils sont intéressés à changer de poste. Dans la mesure du possible, il est essayé de répondre en interne à ces demandes. Ces mobilités internes ne sont pas considérées dans le tableau ci-dessus.

L'État est un employeur qui offre de nombreuses possibilités de mobilité à ses agents. Celles-ci prennent normalement la forme de « changement d'administration » ce qui n'est pas formellement une démission. Dans le cas du SNJ, la grande majorité (environ 75 %) des 36 démissions sur cinq ans s'avèrent être des changements vers une autre administration de l'État ou une administration communale. Parmi les 36 personnes ayant démissionné du SNJ, deux ont été réembauchées à nouveau par le SNJ. Six personnes ont intégré le secteur conventionné et deux personnes ont décidé d'arrêter de travailler.

Les taux de rotation (« turn over »), calculés selon la formule [(Nombre de départs sur l'année N + nombre d'arrivées sur l'année N) / 2] / Effectif au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N ont été :

| Année | Taux de rotation |
|-------|------------------|
| 2017  | 27,04 %          |
| 2018  | 11,15 %          |
| 2019  | 13,78 %          |
| 2020  | 11,61 %          |
| 2021  | 11,58 %          |

Il n'existe pas encore de tableau de bord à destination des gestionnaires RH reprenant les données « globales » de l'État relatives aux départs.

Le SNJ suit le taux des démissions avec attention. En 2019, il avait demandé au Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) comment devait être interprété le taux des démissions du SNJ à cette date. La réponse était alors que le taux des démissions du SNJ se situe dans les normes par rapport au reste du secteur public.

Un taux de rotation compris entre 5 % et 15 % est considéré comme « moyen » (INSEE, France).

Toutefois, ce taux doit être interprété avec précaution et il convient de considérer l'évolution du service. Un service en pleine expansion génère forcément un taux de rotation élevé. Dès lors, il n'est pas étonnant que l'année 2017 ait connu un taux de rotation élevé, vu que pendant cette année, l'ALJ a été reprise et, simultanément, a été recrutée la moitié de la nouvelle équipe des agents régionaux.

ad 4) Il est difficile d'obtenir des informations fiables concernant le motif de démission. Les raisons sont très variées et parfois multiples.

La raison la plus fréquemment citée est celle d'une réorientation professionnelle : changement de secteur d'activité, opportunités intéressantes, proposition de poste, etc. À ce sujet, il faut noter que pour un peu plus de la moitié des personnes ayant démissionné, le poste auprès du SNJ fut leur premier emploi et leur départ est à considérer comme évolution professionnelle normale.

Une deuxième raison fréquemment citée concerne le trajet vers le lieu de travail, qui est parfois considéré comme étant trop fastidieux.

ad 5) et 6) Un agent ne peut s'absenter sans justification et le taux d'absentéisme du personnel du SNJ correspond au nombre d'absences pour cause de maladie.

Le taux d'absentéisme exporté depuis le système de gestion de temps du travail correspond au pourcentage des absences pour cause de maladie (en heures centième) par rapport au nombre d'heures prévues sur une période définie.

Les chiffres correspondants à la période antérieure au 1<sup>er</sup> mai 2018 ne sont pas disponibles étant donné qu'à cette date le SNJ a changé de système informatique pour la gestion du temps de travail. En raison des incertitudes quant à la comptabilisation administrative des absences Covid-19, surtout en début de pandémie, il n'est pas possible de fournir des chiffres précis et pertinents quant aux absences dues à celle-ci.

Sans les absences dues à la Covid-19, les taux d'absence pour cause de maladies ont été : 4,72 % (2019) ; 4,27 % (2020) ; 5,54 % (2021).

ad 7) Il est difficile de répondre à ces questions de manière précise, vu les différentes réorganisations sur les cinq dernières années. Néanmoins, au niveau des recrutements, il peut être affirmé que ce sont les divisions qui sont concernées par les programmes gouvernementaux (voir remarque préliminaire) qui ont recruté le plus grand nombre de nouveaux agents au cours des cinq dernières années, à savoir : divisions Innovation, division Développement de la qualité et division Soutien à la transition vers la vie active (par ordre croissant).

Au niveau des démissions, il peut être constaté que les services de soutien, qui comprennent davantage de profils administratifs, connaissent proportionnellement un peu moins de démissions que les divisions opérationnelles. Il n'y a que des différences insignifiantes entre les taux de démission des quatre divisions opérationnelles.

Les divisions opérationnelles sont composées d'agents dont la grande majorité présente des profils d'éducatrices, d'éducateurs ou de pédagogues. 67 % du total des démissions concernent ce profil. On constate encore que les démissions concernent davantage les éducatrices graduées ou éducateurs gradués de la carrière A2 (42 %) que les pédagogues de la carrière A1 (25 %). À ce sujet, il faut noter qu'au cours des dernières années les opportunités pour ce type de qualification se sont fortement développées à la fois dans le secteur public et dans le secteur conventionné. De plus, la mobilité interne au sein de l'État, mais également de l'État

vers les administrations communales (et vice versa), est encouragée.

ad 8) Le SNJ travaille en étroite coopération avec le Service psycho-social de la fonction publique et oriente les agents vers ce service en cas de besoin. Les offres de ce service sont connues et certains agents s'adressent de leur propre initiative au service en question.

De plus, les chefs de services et les gestionnaires RH sont sensibilisés aux risques psycho-sociaux. Ils sont informés sur les services proposés par le Service psycho-social de la fonction publique.

Des membres de la direction et du service RH ont suivi une formation spéciale du Service psycho-social de la fonction publique sur les techniques d'intervention et de prévention des risques psycho-sociaux.

Au besoin, le SNJ propose à ses équipes des supervisions par une personne externe, qualifiée et indépendante de la direction. Lors d'une supervision les agents sont invités à s'exprimer sur le fonctionnement de leur service et à élaborer en équipe des propositions d'amélioration. Ces propositions sont normalement mises en œuvre par la suite.

ad 9) La délégation du personnel ne concerne que les salariés et non les employés et fonctionnaires de l'État. Si le nombre de salariés de l'État est inférieur à 15 salariés à prendre en compte, une délégation du personnel n'est pas requise selon le Code du travail et selon la Convention collective des salariés de l'État.

Le SNJ ne dispose pas d'une délégation du personnel. Pendant les douze mois précédant le premier jour du mois de l'affichage annonçant les élections en 2019, le nombre de salariés de l'État au service du SNJ était inférieur à 15 salariés à prendre en compte, de sorte qu'une délégation du personnel n'était pas requise et ne l'est toujours pas actuellement.

Dès que les conditions prévues par la loi seront remplies, une délégation du personnel sera mise en place.

ad 10) Oui, le SNJ dispose d'un délégué à l'égalité des chances.

ad 11) Le SNJ met en place les instruments prévus par la loi et suit les recommandations du CGPO. Ainsi, le SNJ met en œuvre la gestion par objectifs des administrations et services publics qui comprend : programme de travail du service (celui portant sur les années 2022-2024 a été approuvé en décembre 2021 par le Ministre de Tutelle), description des fonctions, description des tâches, plan de travail individuel et entretiens individuels annuels. Cette démarche permet au SNJ de reconnaître les efforts et la qualité du travail des agents ; de mieux planifier et suivre l'impact de ses activités et d'améliorer la gestion des ressources humaines du service.

En plus, des éléments prévus par la fonction publique, le SNJ a développé un certain nombre d'initiatives propres visant à offrir un cadre de travail serein à ses collaborateurs :

Lors du recrutement :

- entretien avec les responsables de division ou d'équipe pour clarifier la description du poste et les attentes ;
- questionnaire et entretien avec le CGPO pour s'assurer au mieux de l'adéquation du profil de la candidate ou du candidat avec le poste ;
- entretien avec un membre de la direction et un membre du service RH.

Accueil des nouveaux collaborateurs :

- « Guide du nouveau collaborateur » : document spécifique, complémentaire à la « Note de fonctionnement interne », aux « manuels de procédures », au

« concept pédagogique » de l'équipe ou autres documents sur le travail au sein du SNJ ;

– organisation de l'accueil par le supérieur hiérarchique (accueil au premier jour de travail, proposition d'un programme d'introduction pour les premiers jours, etc.) ;

– formation spéciale d'initiation pour nouveaux collaborateurs. Lors de cette formation les nouvelles recrues sont – entre autres – informées sur les différents points de contact auxquels elles peuvent s'adresser en cas de problème ou mécontentement (supérieur hiérarchique, déléguée à l'égalité des chances, services RH, direction, Service psycho-social) ;

– formation spéciale sur le cadre de référence sur l'éducation non formelle pour les agents éducatifs.

Réunions d'échange pour tout le personnel :

- Journée SNJ : journée d'échange annuelle s'adressant à tous les agents du SNJ ;
- Journée innovation : journée pédagogique s'adressant prioritairement au personnel éducatif ;
- Réunion du Nouvel An : réunion s'adressant à l'ensemble des agents du SNJ et permettant de faire le point sur les activités écoulées et les priorités futures.

Autres :

– entretien individuel annuel de chaque agent avec son supérieur hiérarchique lors duquel la satisfaction au travail (quantité/charge de travail, nature du travail, collaboration service/équipe, soutien par la hiérarchie, information et participation, possibilité de formation et de développement) est un élément important. Lors de cet entretien une question porte sur un intérêt éventuel quant à une mobilité interne ou un changement d'administration. À noter que cet entretien est prévu tous les trois ans par la fonction publique ;

– analyse des entretiens individuels par les gestionnaires RH et démarche proactive envers l'agent en cas de problèmes ou d'insatisfactions constatés. Le bilan de l'ensemble des entretiens individuels permet par ailleurs d'identifier des domaines dans lesquels l'organisation, les procédures internes ou les outils à la disposition des agents doivent être améliorés ou développés ;

– entretien « retour au travail » après une absence prolongée ;

– démarche proactive en cas de constatation d'absences fréquentes dans le but de détecter d'éventuels problèmes ;

– entretien de départ lors duquel l'agent est invité à donner un retour à la direction concernant son milieu de travail au SNJ. Ces entretiens mènent parfois à des réorganisations internes ponctuelles, des révisions des procédures, des adaptations de tâches ou des modifications des profils pour remplacer le poste. Ceci dans le but d'améliorer l'organisation interne, mais aussi la satisfaction au travail des agents.

Il peut encore être noté que chaque année sont organisés deux moments conviviaux auxquels l'ensemble des membres du personnel du SNJ sont conviés (grillade en été, fête de fin d'année). De plus, une équipe coordonne une newsletter informelle, voire humoristique, mensuelle à destination de l'ensemble du personnel.

ad 12) Oui, le SNJ publie son rapport d'activité dans le cadre du rapport annuel du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE).

En plus, le SNJ publie trois rapports annuels qui entrent davantage dans le détail de certaines matières : suivi des décrocheurs et jeunes inactifs, suivi de la qualité éducative dans les services d'éducation et d'accueil, action de BEE SECURE ([www.snj.public.lu/publications](http://www.snj.public.lu/publications)).

ad 13) L'article 74 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État



stipule : « La loi budgétaire peut constituer une administration, un établissement ou un service comme service de l'État à gestion séparée. » Une des raisons principales pour la création de services de l'État à gestion séparée était la flexibilité dans l'exécution de leur budget.

En dehors des lycées, de nombreux services du MENJE sont constitués « service de l'État à gestion séparée » : Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE), Service de la formation des adultes (SFA), Service de la formation professionnelle (SFP), Service des restaurants scolaires (Restopolis), etc. Le fait que le SNJ soit constitué « service de l'État à gestion séparée » ne constitue donc pas une exception.

Les services qui nécessitent une certaine flexibilité ou qui veulent gérer des recettes, et qui sont prêts à assumer les changements au niveau de leur fonctionnement, demandent à être constitués service de l'État à gestion séparée dans le cadre de la préparation du budget.

Le SNJ a été constitué service de l'État à gestion séparée à partir de l'année budgétaire 2008. La demande a été motivée par un besoin de flexibilité et par le besoin de pouvoir gérer les recettes provenant de participations aux frais d'activité, d'hébergement de groupes dans les centres ou de fonds européens (Erasmus+, Digital Europe, etc.).

**Parking de bus à Rodange | Question 6243 (24/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Zu Rodange gëtt aktuell d'Gare ganz frësch gemaach an ausgebaut. Am Kader vun dësen Aarbechte gëtt och d'Busgare aktuell nei gemaach an erweidert. Bis dës Aarbechte fäerdeg sinn, mussen d'RGTR-Busser anzwousch anescht stoe goen. Verschidde Busser fueren deemno quescht duerch d'Gemeng op der Sich no enger Parkplaz.

De Busparking beim Lycée Mathias Adam (Kadasterparzell 933/4221) wier eng adaptéiert Plaz dofir. Op dësem Parking, engem Staatsterrain, deen zentral läit, wier flächeméisseg genuch Plaz, fir dass d'Buslinien hei eng Paus aleë kéinten. Ausserhalb vun de Schülertransportzäite gëtt dëse Parking net déi ganzen Zäit genotzt an ass net komplett ausgelaascht. Ech gouf awer gewuer, dass d'Schouldirektioun vum LMA refuséiert, hiren Terrain fir aner Busser wéi dem Schülertransport zur Verfügung ze stellen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a Bildung dës Froe stellen:

1. Sinn d'Servicer vu béide Ministären um Courant dovunner, dass den RGTR-Linnen den Accès op de Busparking vum LMA refuséiert gouf?
2. Wäerten d'Ministernen an dësem Fall intervenéieren, fir d'Notzung vun den öffentlechen Infrastrukture méi effizient ze gestalten?
3. Wat fir eng Aarbechte kéinte gemaach ginn, fir dass de Busparking beim LMA als Aire de repos genotzt kéint ginn?

**Réponse commune (08/07/2022) de M. François Bausch**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'parlamentaresch Fro vum 24. Mee 2022 vum honorabelen Deputéierte betrëfft de Busparking zu Rodange.

Wéi de Lycée Mathias Adam seng Dieren opgemaach huet, hunn eng Partie Busfirmen de Quai vum Lycée als Parking genotzt, fir hir Pausen ze maachen; deelweis si souguer Bussen iwwer Nuecht do geparkt ginn. Dëst huet eng Rei vu Nuisancë mat sech bruecht: doduerch dass keng sanitär Anlagen an net genuch Poubellë beim Quai installéiert sinn, huet sech net ëmmer dat beschte Bild presentéiert; donieft huet de Lycée misse fir déi néideg Botzhaarbechte suergen.

D'Administration des bâtiments publics huet doropshin Polleren installéiert, déi erop- an erofgeuer kënnen ginn: op déi Manéier ass de Quai fir d'Schoulbusse reservéiert ginn. Et handelt sech also net ëm eng rezent Moosnam an och net ëm eng Initiativ vum Lycée.

Et sief betount, datt sech hei och e Sécherheetsproblem stellt: de Quai vum Lycée ass als Aire de rassemblement am Fall vun engem Feieralarm virgesinn, dëst fir iwwer 1.800 Schüler a Membere vum Personnal. Et ass net virstellbar, dës Plaz ze notzen, „fir dass d'Buslinien hei eng Paus aleë kënnen“, sou wéi den honorabelen Deputéierten dat proposéiert.

**Production de fraises | Question 6249 (24/05/2022) de M. André Bauler (DP)**

Un certain nombre d'agriculteurs et d'horticulteurs cultivent des fraises afin de diversifier davantage leur palette de produits.

Dans ce contexte, j'ose poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- 1) Combien d'exploitations sont engagées actuellement dans la production de fraises ? Sont-elles obligées de recourir le plus souvent à des travailleurs intérimaires ou saisonniers au moment de la récolte ?
- 2) Pour ce qui est de la production de fraises, quelle est l'évolution de leur chiffre d'affaires agrégé depuis 2015 ?
- 3) Comment la distribution de ces fraises est-elle généralement organisée ? Quel est donc le rôle des grandes chaînes de distribution en la matière ?
- 4) Quelles sont les différentes sortes de fraises qui sont généralement cultivées au Luxembourg ?

**Réponse (21/06/2022) de M. Claude Haagen**, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) La production de fraises est une culture de faible envergure au Luxembourg. Ceci s'explique en partie par la vulnérabilité de la production de fraises face aux risques climatiques tels que gels tardifs et surtout les périodes de pluies lors de la maturation et de la récolte des fruits.

Dans le cadre des déclarations des surfaces agricoles, les fraises sont renseignées dans des codes de culture qui incluent aussi les cultures de légumes. Il en résulte que mon département ne peut pas indiquer avec précision le nombre d'exploitations agricoles produisant des fraises.

Néanmoins, seulement cinq producteurs ont cultivé au moins dix ares de fraises en 2021. À partir de l'année 2023, les fraises seront recensées séparément dans les déclarations de surfaces obligatoires.

Comme la récolte des fraises se fait exclusivement à la main, les exploitations dont la surface de production est plus importante, ont en général recours à des travailleurs saisonniers pour affronter les pics de travail lors de la récolte. Le coût élevé de la main-d'œuvre au Luxembourg est certainement aussi un frein au développement de cette production au Luxembourg.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend les estimations relatives aux surfaces de production de fraises des sept dernières années.

| Année | Surface (ha) |
|-------|--------------|
| 2015  | 2,2          |
| 2016  | 5,7          |
| 2017  | 6,5          |
| 2018  | 6,0          |
| 2019  | 7,9          |
| 2020  | 8,0          |
| 2021  | 7,5          |

Mon département ne dispose pas des données fiables relatives aux quantités commercialisées et au prix de vente des fraises produites au Luxembourg qui seraient nécessaires pour l'estimation du chiffre d'affaires.

ad 3) Tous les canaux de vente sont visés par les producteurs, que ce soit la vente directe au consommateur final, la vente à travers le commerce local ou la vente au grossiste qui fournit soit aux supermarchés, soit au secteur de la restauration. Il y a aussi une production biologique de fraises qui est distribuée de la même manière.

Alors que presque tous les producteurs proposent leurs fruits en vente directe à la ferme, seulement les plus grands producteurs fournissent leurs produits aux grossistes ou à des grandes chaînes de distribution.

ad 4) Les fraises cultivées au Luxembourg sont en général des variétés dites non remontantes adaptées à la consommation directe, c'est-à-dire que les variétés ne fructifient que pendant une période de trois à quatre semaines.

Comme la production de ces variétés est courte et importante, les producteurs choisissent le plus souvent différentes variétés de façon à pouvoir offrir des fruits sur une période de temps étendue.

**Trafic à Pétange | Question 6256 (27/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

A menger parlamentarescher Fro N° 3847 hat ech dem Minister verschidde Léisungsvirschléi fir d'Trafficksituation op der Péitenger Collectrice proposéiert. Zur Iddi vun enger Ënnerféierung ënnert dem Rond-point beim LMA hat de Minister gesot, dass an enger spéiderer Phas eng Ënnerféierung beim Rond-point virgesi wier an dass zu deem Zäitpunkt Trafficksimulatioune missten duerchgefouert ginn, fir dat Ganzt richtig kënnen ofzeschätzen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt envisagéiert, de Projet vun der Ënnerféierung beim Rond-point an deenen nächste fënnef Joren unzegoen?
2. Wéi steet de Minister zur Aféierung vun engem Turbo-Rond-point op dëser Plaz, esou wéi en op der Collectrice no der Sortie Suessem-Déifferdeng gebaut gouf?

**Réponse (08/07/2022) de M. François Bausch**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro mat der Nummer 3847 vum 12. Mäerz 2021

beschriwwen, ass d'Achs vun der N31 tëscht der Biff an der belsch/franséischer Grenz eng wichteg Verbindungsstrooss, déi och an den neie konzeptuellen Iwwerleeunge Bedeitung behält, wou de regionale Stroossereseau am Sënn vun enger „classification fonctionnelle“ analyséiert gouf.

Am Plan national de mobilité 2035 (PNM 2035) stinn déi ugeduechte Mesurë fir de Mobilitéitskorridor N5/CFL70 (Säit 145), déi ënner anerem virgesinn, datt d'N31 ausgebaut muss ginn, fir d'Uertschaften aus der Regioun ëm Péiteng signifikant ze entlaaschten an do entspriechend Verkéiersberouegungsmoossname kënnen ze realiséieren.

Momentan sinn déi entspriechend Etüde lancéiert, bei der verschiddenen Optiounen op hir Wierksamkeet a Machbarkeet ënnersicht ginn. Zu dësem Zäitpunkt kann awer nach keng Ausso gemaach ginn, wéi d'Kräizungen an d'Ueschlosspunkten optimal amenaagéiert kënnen ginn.

Deementspreechend kann och am Abléck keen Timing vu méiglechen Aarbechten op dëser Plaz annoncéiert ginn.

### Stations de charge pour bus électroniques à la gare de Rodange | Question 6261 (30/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Aktuell gëtt d'Gare zu Rodange komplett frësch gemaach an erweidert. Och d'Haltestell fir d'Busser gëtt erweidert. Bis 2030 soll d'Busflott beim RGTR, dem Minister no, komplett elektresch fueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Fro stellen:

– Sinn op der Bushaltestell zu Rodange, déi jo een Terminus vu verschiddene Buslinnen ass, Luedstatione fir Elektrobusser virgesinn?

Falls jo, wéi vill Borne kommen dohinner a wat fir eng Leeschtung hunn se?

Falls nee, firwat net?

### Réponse (07/07/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Et ass net virgesinn, op der neier Busgare zu Rodange Luedstatione fir Elektrobusser ze installéieren. No Récksprooch mam Service RGTR vun der Administration des transports publics kruten d'CFL d'Information, dass keng Luedstatione fir Elektrobusser op der Gare Rodange gebraucht ginn.

### Opérations militaires turques en Syrie | Question 6264 (30/05/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Selon les déclarations du Président turc Recep Tayyip Erdoğan, la Turquie s'apprête à lancer une nouvelle offensive militaire dans le nord de la Syrie contre les territoires kurdes. Les plans en vue d'une nouvelle incursion ont été avalisés, jeudi 26 mai, par le Conseil de sécurité de la Turquie.

Si cela se confirme, il s'agirait de la quatrième opération récente lancée par la Turquie sur le territoire de la Syrie après celles de 2016, 2018 et 2019. Rappelons que suite à l'offensive de 2019, condamnée par l'Union européenne, des sanctions en matière d'exportations d'armes avaient été introduites par les pays européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Quelle est la position du Luxembourg par rapport à cette nouvelle offensive annoncée de la Turquie dans le nord de la Syrie ?

2) Quels efforts sont actuellement entrepris par le Luxembourg et/ou l'UE pour empêcher une nouvelle escalade de la situation militaire dans le nord de la Syrie ?

3) Quelle réaction peut-on attendre de la part des pays européens si cette nouvelle offensive militaire de la Turquie venait à se concrétiser ?

4) Jugez-vous l'occupation de certains territoires de la Syrie par la Turquie conforme au droit international ? Quelle est la position du Luxembourg par rapport à cette occupation ?

### Réponse (27/06/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le Luxembourg estime qu'il convient de répondre aux préoccupations de la Turquie en matière de sécurité par les voies politique et diplomatique. Le Luxembourg, tout comme l'UE et les Nations Unies, continue de souligner que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie doivent être respectées. De ce fait, le Luxembourg a par le passé condamné les opérations militaires turques dans le nord de la Syrie. Il ne saurait y avoir de solution durable au conflit syrien par des moyens militaires. Une reprise des hostilités armées dans le nord du pays risquerait d'aggraver encore les souffrances des civils. Les chances que le processus politique mené sous l'égide des Nations Unies puisse permettre d'instaurer la paix en Syrie s'en trouveraient compromises.

ad 2) Les Nations Unies, les États-Unis et la Russie ont appelé la Turquie à renoncer à une nouvelle offensive. Le Luxembourg et l'Union européenne soutiennent les efforts de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Geir Pedersen.

ad 3) À ce stade, il ne convient pas de spéculer sur des réactions face à une éventuelle nouvelle offensive turque en Syrie.

ad 4) Nous demeurons attachés à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'État syrien, qui ne peuvent être assurées qu'au moyen d'une véritable transition politique, conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies et au communiqué de Genève de 2012, négocié par les parties syriennes dans le cadre du processus de Genève mené sous l'égide des Nations Unies.

### Participation aux élections législatives | Question 6271 (31/05/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Bei de leschte Chamberwalen 2018 waren all d'Lëtzebuurger op der ganzer Welt opgeruff, fir hiert Parlament ze wielen. Vun deene ronn 100.000 Auslandslëtzebuurger hunn der awer nëmmen 1.529 ee Walziedel ugefrot. Dat geet aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3658 vum 7. Februar 2021 ervir.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un d'Häre Staatsminister an Ausseminister:

1. Kann d'Regierung preziséieren, wéi vill vun deenen 1.529 Auslandslëtzebuurger tatsächlech hir Stëmm ofginn hunn?

2. Bei de Chamberwalen 2018 ware vun den deemolege ronn 320.000 Lëtzebuurger Awunner 259.887 walberechtigt, a vun deenen hunn der 233.014 (89,7 %) och tatsächlech gewielt. Vun deene ronn 100.000 Auslandslëtzebuurger hunn der 1.529 e Walziedel gefrot, esou dass een dovun ausgoe kann, dass, wann ee bei dëser Rechnung déi circa 20 %

Mannerjäreg ofrechent, ronn 2 % vun de walberechtigten Auslandslëtzebuurger vun hirem Walrecht Gebrauch gemaach hunn. Am Ganze läit d'Walbedeelegung bei de Chamberwalen deemno bei circa 69 % an d'Abstentioun bei 31 %. Kann d'Regierung dës Schätzung confirméieren, respektiv korrigéieren?

3. Wéi schätzt d'Regierung eng Walbedeelegung vun 69 % vun de Wieler bei de Chamberwalen an? Ass dëst an den Ae vun der Regierung een zefriddestellend Resultat?

4. Gesäit d'Regierung ee méiglechen Handlungsbedarf, fir méi Leit zum Wielen ze motivéieren?

### Réponse commune (15/06/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3658 schonn erkläert gouf, gëtt de Walziedel vun engem Lëtzebuurger, deen am Ausland wunnt, direkt un de Walbüro vun der zoustänneger Gemeng geschéckt. D'Regierung huet also keng Kenntnis dovunner, wéi vill vun de betraffene Persounen effektiv och gewielt hunn.

ad 2. an 3. Wéi och schonn an der uewen zitierter Äntwert erwänt, ass et net méiglech anzuschätzen, awéifern déi offiziell Zuel vu Lëtzebuurger Staatsbürger der reeller Zuel entsprécht. Genau sou ass déi an der parlamentarescher Fro opgefëiert Berechnung reng spekulativ an duerch déi nämmelecht Grënn net ze iwwerpräiwen, respektiv ze korrigéieren.

Et ass och drun ze erënneren, dass d'Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen, laut dem Walgesetz net verpflichtet sinn ze wielen, mee fräiwëllig entscheede kënnen, ob si per Brëifwal un de Wale wëllen deel huelen.

ad 4. Fir d'Lëtzebuurger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, gëllen d'Dispositiounen iwwert d'Walpflicht. Des Weidere verweise mir nach eng Kéier op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3658 an där duergeluecht gouf, dass eng Campagne fir méi Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen, zum Wielen ze motivéieren, schwéier ze realiséieren ass.

### Pression politique sur des employeurs privés | Question 6279 (01/06/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

E Lëtzebuurger Doktorand huet, no senger Kritik un der Regierung hirem Héichwaasser-Dispositiv, seng Plaz bei enger Lëtzebuurger Start-up verluer a Schwieeregkeeten op senger Uni kritt. Et gëtt en Dementi vum Patron, vu Politiker oder der Regierung ënner Drock gesat ginn ze sinn. Hien hätt de Mann entlooss, fir politischem Drock aus dem Wee ze goen.

Duerfir wëll ech dës Froe vun der Regierung beäntwert kréien:

1. Wéi reagéiert d'Regierung op dës Situatioun? Bekennt si sech zu de Prinzippe vun der Fräiheet vun der Wëssenschaft an der Meenungsfräiheet? Huet si schonn Drock op ekonomesch oder aner Entitéiten ausgesat, fir eng wëssenschaftlech oder politesch Meenung ze ënnerdrécken, déi hir net gepasst huet?

2. Wou kënn Wëssenschaftler, Instituter oder Entrepreneure reklaméieren, wann hir wëssenschaftlech Fräiheet vu Politiker oder politesch Entitéite mësuecht ginn?

3. Mat wéi enge Konsequenze misste Politiker rechnen, déi probéieren, wëssenschaftlech fundéiert Meenungen, déi hinnen net passen, ze ënnerdrécken?

4. Wéi stellt sech déi aarbechtsrechtlech Situatioun vun engem Wëssenschaftler duer, dee wéinst sengen, der



Politik onbequeemen, wëssenschaftleche Resultater entlooss gëtt? Misst hien net nees engagéiert an indémniséiert ginn?

**Réponse commune** (27/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

ad 1. D'Regierung bekennt sech ausdrécklech zum Prinzip vun der Meenungs- a Fuerschungsfreiheet. Et ass eng gängeg Praxis, datt Wëssenschaftler an Experten sech kritesch mat der Regierungsaarbecht ausenanesetzen. Kritik un der Regierungsaarbecht ass an enger Demokratie en normale Virgang an ass a kengster Weis verbueden oder unerwünscht. Deemno mécht och kee Regierungsmember Drock, fir eng wëssenschaftlech oder politesch Meenung ze ënnerdrécken.

ad 2. Chercheure vun der Uni Lëtzebuerg, déi sech politeschem Drock géifen ausgesat gesinn, kënnen sech un hir Hierarchie bei der Universitéit oder direkt un den Ombudsman vun der Universitéit wenden, dee keen hierarchesche Lien mam Recteur huet mee direkt dem Conseil de gouvernance rapportéiert. D'Universitéit ass och amgang, Prozedure fir Whistleblower opzestellen, déi am Aklang si mat dem legale Kader, deen dofir virgesinn ass.

ad 3. D'Regierung verweist op hir Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6299.

ad 4. D'Aarbeitsrecht applizéiert sech hei an d'Regierung ka sech net zu arbeitsrechtliche Virgänge äusseren, iwwert déi si weeder Informatiounen nach Afloss huet.

**Maisons relais** | Question **6281** (01/06/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'„maisons relais“ gehéieren zu de wichtigste kollektive Betreuungsstrukturen hei am Land. Geréiert gi si vun de Gemengen oder vu gemengnëtzege Veräiner. Nieft hire Betreuungsopgaben erfüllen d'Maisons relais och eng wichteg Roll bei der Integratioun vun auslännesche Kanner.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi vill Kanner sinn 2021/2022 an eng „maison relais“ gaangen?
2. Wéi vill Personal schafft an de „maisons relais“?
3. Wéi deelt sech dëst Personal op no Geschlecht an no Nationalitéit?
4. Muss d'Personal, dat am Kontakt mat de Kanner ass, eis Landes- an Integratiounssprooch Lëtzebuergesch kennen?
5. Op wéi engem Niveau a wéi gëtt dëst kontrolléiert?
6. Wéi eng sproochlech Qualifikatioun si soss nach gefrot?
7. Ass am Kader vun enger Fërderung vun der Lëtzebuergescher Sprooch ee lëtzebuergesche Numm geplangt, fir dat franséisch „maison relais“ ze ersetzen?

**Réponse** (27/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Oktober 2021 ware 36.417 Schoulkanner an engem Bildungs- a Betreuingservice fir Schoulkanner (fréier „maison relais“ genannt) ageschriwwen. Dës Servicere sinn entweder vun enger Gemeng, enger ASBL oder engem private Bedriewer geréiert.

ad 2. D'Personal an de Bildungs- a Betreuingsservices fir Schoulkanner gëtt vun ënnerschiddleche Gestionnairen agestellt. D'Zuele vun Personal ginn net zentral erfaasst.

Eng Ëmfro, déi Enn vun leschte Joer vun Service national de la jeunesse gemaach gouf, huet dës Zuelen erginn:

– Personal a Strukturen, déi ausschliesslech Schoulkanner encadréieren: 259 Strukturen, 2.983 Mataarbechter a Mataarbechterinnen.

– Personal a Strukturen, déi esouwuel Klengkanner wéi och Schoulkanner encadréieren: 83 Strukturen, 1.249 Mataarbechter a Mataarbechterinnen.

D'Zuele berouen op dem Personalstand vum 31. August 2021.

ad 3. Dem Ministère ass d'Opdeelung no Geschlecht an no Nationalitéit net bekannt.

ad 4. D'Reglement, dat d'Konditiounen fir den Agreement vun de Bildungs- a Betreuungsstrukturen (SEA) festleet, gesäit vir, datt de Gestionnaire dat edukatiivt Personal esou zesummesetze muss, datt déi dräi offiziell Landessproochen, wéi am Gesetz vum 24. Februar 1984 virgesinn, verstan a geschwat ginn.

ad 5. D'Sproochekenntnisser ginn am Kader vun de Kontrolle vum Educatiounsministère gekuckt. Um Niveau vun der Agreementdemande muss den Träger eng Attestatioun ënnerschreiw, datt an senger Struktur d'Ufuhrerungen, wat d'Sproochen ubelaangt, erfëllt sinn.

ad 6. Am Schoulkandberäich si keng weider sproochlech Qualifikatiounen gefrot, ausser wa Kanner encadréiert ginn, déi eligibel fir de Programme vun der „éducation plurilingue“ sinn. An deem Fall muss, ënner anerem, den Niveau C1 fir mindestens 40 Stonnen am Lëtzebuergeschen nogewise ginn.

ad 7. D'Reglement vun 2005, deen d'Maison relais geschafent huet, ass 2013 ersat ginn duerch en neit Règlement. Laut deem neie Règlement gouf de Begrëff vun der Maison relais ersat duerch „Service d'éducation et d'accueil“, woubäi de lëtzebuergesche Begrëff „Bildungs- a Betreuingservice“ ass.

**Évolution du trafic routier depuis la pandémie** | Question **6293** (02/06/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Nodeems verstärkt den Teletravail während der Kris agefouert gi war an och elo nach etlech Leit dovunner profitéieren, kéint een zäit- a plazeweis den Androck gewannen, datt et zu manner laange Stauwe kënn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froen stellen:

1. Kann den Här Minister dësen Androck op Basis vun Zielunge confirméieren?
2. Wéi huet sech d'Verkéiersopkommes generell a speziell op eisen Autobunnen an der Period 2020–2022 am Verglach zur Period 2018–2020 entwéckelt?

**Réponse** (08/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Ufank vun der Pandemie war e kloren Abroch am deegleche Verkéier ze erkennen, deen sech awer relativ séier op 80-90 % vum Verkéiersopkommes vu virun der Pandemie stabiliséiert huet.

Haut sinn déi meeschten Dageswäerter vun de permanenten an automatesche Verkéierszähler um Autobunnsreseau erëm quasi op dem Verkéiersniveau wéi virun der Pandemie an zum Deel sinn och méi héich Spëtzen ze erkennen. D'Variatiounen sinn natierlech saisonal bedéngt ze betruechten.

D'Dagesbild vum Verkéiersopkommes op den Hauptachsen ass generell awer méi diffus ginn an et stiechen och d'Spezialdeeg (z. B. Freidegesspëtzt) net méi esoueraus.

ad 2. An der Period 2018/2020 hu mir eng lichte Augmentatioun vum Verkéiersopkommes festgestallt. Am Ufank vun der Pandemie ass d'Verkéiersopkommes um Autobunnsreseau generell an zäitweis em bis zu 80 % gefall. Op d'Gesamtjoer 2020 gekuckt, stellt een awer fest, datt sech d'Verkéiersopkommes op ronn 80 % vum deegleche Verkéier, deen an de Joren 2018/2019 gezielt gouf, agependelt huet.

Am Joer 2021 ass d'Verkéiersopkommes erëm gréissendeels un den Niveau vun 2019 erukomm. Fir 2022 weist sech ee weidere lichte Zouwuess vum Verkéier.

Déi aktuell Zuele sinn och um Site <https://travaux.public.lu/fr/infos-traffic/comptage.html> ersichtlech.

**Licenciement suite à la pression politique** | Question **6299** (03/06/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 6267 hunn ech de Minister gefrot, ob de Minister der Meenung wier, dass dee vun 100,7 beschriwwene Fall, wou e Mataarbechter vun RSSHydro no effentlecher Kritik u Regierungshandlung gekënnegt kritt huet, misst mat Bléck op den Deontologieskodex iwwerpréift ginn, sollt sech eraustellen, dass ënner de politesche Vertrieeder, déi Drock op den Employé an d'Firma ausgeübt hunn, och Regierungsmembere waren. De Minister huet geäntwert, dass kee Regierungsmember Drock ausgeübt hätt. D'Fro, ob d'Ausübe vun Drock e Fall fir den Deontologieskodex wier a wéi eng Konsequenzen et hätt, sollt sech awer eraustellen, dass Drock säitens der Regierung ausgeübt gi wier, ass esou net beäntwert ginn.

Weider ass net kloer, ob héich Beamten, déi nom Arrêté royal-grand-ducal vum 9. Juli 1857 iwwert d'Organisatioun vun der groussherzoglecher Regierung der Regierung rattachéiert ginn, hei eventuell involvéiert waren.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froen stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass dee vun 100,7 beschriwwene Fall misst mat Bléck op den Deontologieskodex iwwerpréift ginn, sollt sech eraustellen, dass ënner de politesche Vertrieeder, déi Drock op den Employé an d'Firma ausgeübt hunn, och Regierungsmembere oder héich Beamten waren?

Deckt den Deontologieskodex esou Situatiounen of?

2. Mat wéi enge Konsequenzen misst an deem Fall gerechent ginn?

**Réponse** (27/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

Fir Regierungsmembere gesäit den Artikel 1 §2 vum Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement follgendes vir: « Les membres du Gouvernement sont au service de tous les citoyens. Ils sont tenus d'accomplir leurs fonctions dans un esprit d'intégrité, de désintéressement, de transparence, de diligence, d'honnêteté, de responsabilité et d'impartialité. »

Laut Artikel 27 vum nämlechten Arrêté kënnen d'Regierungsmembere den Ethikcomité saiséieren, wann d'Applikatioun vun dese Reegele Froen opwerfen.

Eventuell Konsequenzen wieren an sou engem Fall politescher Natur.

Fir d'Regierungsreit applizéieren sech d'Reegele vum Beamtestatut, deen a sengem Kapitel 5 d',devoirs du fonctionnaire' virgesäit, dorënner och den Artikel 10 (1):

« Le fonctionnaire doit, dans l'exercice comme en dehors de l'exercice de ses fonctions, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ces fonctions ou à sa capacité de les exercer, donner lieu à scandale ou compromettre les intérêts du service public.

Il est tenu de se comporter avec dignité et civilité tant dans ses rapports de service avec ses supérieurs, collègues et subordonnés que dans ses rapports avec les usagers de son service qu'il doit traiter avec compréhension, prévenance et sans aucune discrimination. »

Verfeelunge vu Beamten géint d',devoirs du fonctionnaire', wéi se am Beamtestatut virgesi sinn, si laut Kapitel 14 vum Beamtestatut disziplinarescher Natur.

.....  
**Licenciement suite à la pression politique** | Question 6300 (03/06/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Gilles Roth** (CSV)

Dans la foulée de critiques émises par rapport à la gestion des inondations en juillet 2021 par les autorités gouvernementales, un jeune scientifique s'est vu licencié par son employeur, une entreprise œuvrant entre autres dans le domaine de la cartographie de zones inondables. D'après certains articles de presse, le directeur de cette entreprise aurait dit à son employé avoir été interpellé par plusieurs personnes à l'occasion de la foire « ICT Spring » ayant eu lieu du 14 au 15 septembre 2021.

C'est dans ce contexte que nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre :

– Monsieur le Premier Ministre peut-il nous fournir une liste exhaustive de tous les représentants du Gouvernement ainsi que de tous les collaborateurs de ministères, voire administrations ayant visité l'édition 2021 de la foire « ICT Spring » ?

**Réponse** (27/06/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

Le Gouvernement ne participe pas à la suspicion générale contre tous les collaborateurs de ministères, voire administrations ayant visité l'édition 2021 de la foire « ICT Spring », d'autant plus que ces derniers ne sont en aucun cas spécifiquement visés par les déclarations mentionnées qui ne font référence qu'aux « verschidde Leit » qui auraient interpellé le directeur de l'entreprise.

.....  
**Communication autour de la variole du singe** | Question 6312 (08/06/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

La variole du singe étant une maladie virale transmissible aux êtres humains par des animaux et de manière interhumaine, le site Internet « sante.lu » informe qu'aucun cas d'infection n'a jusqu'à présent été confirmé au Luxembourg. Quant aux modes de transmission, il y est expliqué qu'elle a lieu par contact sexuel ou avec les fluides corporels d'une personne atteinte. Les personnes ayant des partenaires multiples et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes sont présentés comme courant un risque élevé.

Dans ce contexte, plusieurs membres de la communauté LGBTQI+ ont fait allusion aux débuts de la crise du SIDA qui avait mené à une stigmatisation des hommes bisexuels ou homosexuels. Une communication axée sur l'orientation sexuelle est doublement

contreproductive : D'un côté les personnes concernées pourraient cacher leur maladie par crainte d'être exposées à des réactions discriminatoires. De l'autre côté, les personnes ne faisant pas partie des groupes susmentionnés pourraient ne pas se sentir concernées et négliger les mesures de protection nécessaires.

S'il est vrai que le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) a confirmé qu'actuellement les hommes ayant eu des rapports sexuels avec des hommes se retrouvent davantage parmi les personnes infectées, il rappelle la communication autour des risques doit souligner que la variole du singe se transmet par contact étroit entre les personnes, en particulier au sein d'un même foyer, y compris par voie sexuelle et ce indépendamment de l'orientation sexuelle.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) quant à elle insiste sur le fait que tout le monde ayant eu un contact physique proche avec une personne infectée est à risque. Elle rappelle également l'importance d'éviter toute stigmatisation en la matière.

Dans cet ordre des idées, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quelle est la raison pour laquelle le Ministère de la Santé ne s'est pas aligné sur la communication de l'OMS en insistant sur le fait que les contacts étroits, y compris sexuels sont les principaux modes de transmission du virus, et ce indépendamment de l'orientation sexuelle ?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait d'ores et déjà tenir compte du risque de stigmatisation liée à une communication se focalisant sur l'orientation sexuelle et adapter la communication sur la variole du singe en modifiant la terminologie y afférente sur le site « sante.lu » ?

**Réponse** (27/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Toute communication autour d'une maladie et notamment d'une maladie transmissible, doit se faire d'une part en évitant toute stigmatisation d'individus ou de groupes de personnes, et d'un autre côté doit fournir assez d'informations factuelles afin de permettre aux personnes les plus exposées de prendre les mesures de prévention utiles qui s'imposent.

Considérant cette double exigence, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) insiste sur la nécessité d'éviter toute stigmatisation d'un groupe de personnes sur base d'une maladie et rappelle que la stigmatisation peut devenir rapidement un obstacle aux actions de santé publique et ainsi même être à l'origine d'une prolongation d'un épisode épidémique, puisqu'elle peut conduire des personnes à ne pas se faire soigner ou à éviter des mesures de prévention.

En même temps, l'OMS et le Centre européen de contrôle et de prévention des maladies (ECDC) n'hésitent pas à rapporter des données factuelles sur l'épidémie actuelle de la variole du singe, y inclus le fait que la quasi-totalité des personnes qui ont été infectées en 2022 en Union européenne (EU) et dans l'Espace économique européen (EEE) étaient des hommes (1.786/1.796 cas détectés en EU/EEE, soit 99,4 %) et que sur les 676 cas où une orientation sexuelle a été rapportée, 672 personnes (99,4 %) s'identifient elles-mêmes comme des hommes qui avaient eu des relations sexuelles avec des hommes (1). À noter cependant que pour presque deux tiers des cas des informations sur les pratiques sexuelles n'ont pas été recueillies ou rapportées. S'il est donc vrai qu'en principe toute personne peut s'infecter par le virus, force est aussi de constater que les données épidémiologiques actuelles pointent vers la circulation privilégiée du virus en Europe dans une partie restreinte de la population.

Afin de remplir leur devoir d'information et de prévention, l'OMS n'a d'ailleurs pas hésité à publier rapidement un dépliant ciblant spécifiquement un groupe à risque (2).

Le Ministère de la Santé est d'avis que sa communication est parfaitement en ligne avec celle de l'OMS et de l'ECDC, et ne vise en aucun cas à stigmatiser des personnes, mais à donner des informations factuelles pour les protéger. Les informations sur le site sante.lu en relation avec la variole du singe ont été mises à jour régulièrement.

Références :

(1) Joint ECDC-WHO Regional Office for Europe Monkeypox Surveillance Bulletin, 22 June 2022, accessed at <https://monkeypoxreport.ecdc.europa.eu>

(2) WHO: Public health advice for gay, bisexual and other men who have sex with men on the recent outbreak of monkeypox, accessed under: Monkeypox: public health advice for gay, bisexual and other men who have sex with men

.....  
**Prise de rendez-vous pour un test tuberculine auprès de la Ligue médico-sociale** | Question 6313 (08/06/2022) de **M. Paul Galles** (CSV)

Leit aus Drëttstaate muss sech enger medezinnescher Kontroll ënnerzëien, fir eng Carte de séjour ze kréien, wann si méi laang wéi dräi Méint wëllen am Land bleiwen. An deem Kader gëtt och en Tuberculostest verlaangt. Eisen Informatiounen no dauert et am Moment méi wéi zwee Méint, bis ee bei der Ligue médico-sociale e Rendez-vous kritt, fir en Test ze maachen.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Ausseminister a Minister fir d'Immigratioun stellen:

– Kënn Dir des Informatiounen bestätegen?  
• Wa jo, kënnen déi betraffe Persounen och op enger anerer Plaz esou en Test maachen?

– Wat fir Konsequenzen huet déi laang Waardezäit fir déi betraffe Persounen?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Waardezäit bei den Tester ze verkierzen?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir méiglech negativ Konsequenze fir déi betraffe Leit ze verhënnern?

**Réponse commune** (08/07/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

D'Ausstelle vun enger Openthaltsgeneemegung fir Leit aus Drëttstaten ass gereegelt am modifizéierte Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'fräi Zirkulatioun vun de Persounen a vun der Immigratioun, an am groussherzogleche Reglement vum 3. Februar 2009 betreffend de Contrôle médical vun den Ausländer.

Dës Texter fuerderen, dass d'Persoun, déi esou eng Openthaltsgeneemegung freet, een Examen médical bei engem Generalist, Spezialist an der interner Medezinn oder an der Pediatrie mécht. Den Dokter mécht déi Ënnersuchungen, déi hie fir néideg fënnt a stellt dono en Zertifikat aus op engem Formulaire vum Gesondheetsministère. Dësen Zertifikat gëtt dann, maximal bannent engem Mount, vum Dokter un ee Medezinner („médecin délégué“) an der Gesondheetsdirektioun geschéckt.

Parallèl dozou muss den Demandeur och e Rendez-vous froe bei der Ligue luxembourgeoise de prévention et d'actions médico-sociales fir eng Tuberkulosekontroll.



Säit dem 29. Abrëll 2022 ass heibäi d'obligatorescht Röntgebild vun de Longen duerch eng Blutanalys ersat ginn. Dëst huet den Avantage, dass den Demander kenger Röntgestralung méi ausgesetzt gëtt, an dass och vill Blutanalysen a relativ kuerzer Zäit gemaach kënnen ginn. D'Blutanalyse ginn am Nationale Gesondheetslaboratoire gemaach.

D'Resultater vun der Tuberkulosekontroll kommen och bei de „médecin délégué“, deen dann een definitiven Avis a Zertifikat ausstellt an dem Ausseministère iwwermëttelt.

Et gouf effektiv rezent eng Rei Retarden duerch déi grouss Zuel vu Leit, déi virum Krich an der Ukrain geflücht sinn an déi och bei der Ligue médico-sociale hir Tuberkulosekontroll hu misse maachen. Do ass awer du schnell d'Kapazitéit vun den Ennersuchungen eropgesat ginn an aktuell huet dës Situatioun sech erëm normaliséiert an et gëtt ëmmer fräi Rendez-vous bei der Ligue.

D'Dauer vun der ganzer Prozedur hänkt natierlech dovun of, wéi schnell d'Leit e Rendez-vous beim Dokter a bei der Ligue huelen a kréien, a wéi schnell d'Resultater dann der Gesondheidsdirektioun iwwermëttelt ginn. Esoubaal d'Resultater virleien, geet den definitiven Avis am Prinzip bannent den 72 Stonnen eraus, ausser bei ganz komplexe Situatiounen, wou et bis zu 14 Deeg dauere kann.

Esoulaang d'Resultater vum Examen médical net virleien, ka vun der Direction de l'immigration vum Ausseministère d'Prozedur fir d'Ausstelle vun engem Ophenthaltsstitel net ofgeschloss ginn. Déi concernéiert Persoun sinn awer duerch hir Umellung op der Gemeng an hir temporär Ophenthaltsgeneemegung legal am Land – dëst och ouni Titre de séjour. Et sief nach notéiert, dass am Kontext vum Ausstelle vun engem Carte de séjour keen Examen médical gefrot ass, dëst limitéiert sech eleng op den Titre de séjour.

#### Propos de l'ONG « Tax Justice Network » | Question 6316 (08/06/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Am Artikel „Mehr als eine Handvoll Dollar“, deen den 28. Mee am „Tageblatt“ publizéiert gouf, heescht et, datt d'ONG „Tax Justice Network“, mat Sëtz zu Bristol a Groussbritannien, Lëtzebuerg nach ëmmer als „Steieroas“ bezeechent. Dëst, well Entrepreneuren hei am Aklang mat der nationaler Legislatioun deelweis manner Steiere bezuelen wéi an anere Länner. Weider heescht et an deem Artikel, datt déi genannten ONG Lëtzebuerg dobäi, op Basis vun enger selwer gewielter, subjektiver Definitioun, uprangert. Op der Lëscht vun hiren Donateuren fënnt sech ënner anerem d'EU-Kommissioun.

An deem Sënn géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Gesäit d'Regierung et als opportun, datt d'EU-Kommissioun trotz dem Brexit eng ONG mat Sëtz am Vereenegte Kinnekräich finanziert, där hir Aktivitéiten dem Lëtzebuurger Image zu Onrecht schueden?
2. Gedenkt d'Regierung am Sënn vun der Fro virdrun, bei der EU-Kommissioun ze intervenéieren, fir dës Finanzéierung ze stoppen? Falls net, kann d'Regierung elaboréieren, wéi déi Decisioun motivéiert ass a wéi se sech mat der Regierung hirer Politik vum „Nation Branding“ verdréit?

**Réponse commune** (08/07/2022) de M. Jean Asselborn, Ministère des Affaires étrangères et européennes | M. Yuriko Backes, Ministère des Finances  
Lëtzebuerg setzt sech weltwäit fir de Schutz vun der Aarbecht vun ONGen an. Onofhängeg dovunner, wou

eng ONG baséiert ass, ënnerläit se weeder enger Regierung nach internationalen Organisatiounen.

Der Europäescher Kommissioun steet et fräi, och ONGen ausserhalb vun der EU ze ënnerstëtzen.

Och wann eng Regierung net onbedéngt ëmmer all Stellungnahmen deelt, esou ass eng oppen Zivillgesellschaft e wichtige Piliere vun enger Demokratie. Et ass also der EU-Kommissioun iwwerlooss, mat der Diskrepanz tëschent der Conclusioun vun dëser ONG an den eegene Conclusiounen a puncto Steuerregimenter vun de Memberstaaten ëmzegoen.

#### Éventuelle extradition de Julian Assange vers les États-Unis | Question 6318 (08/06/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Julian Assange, éditeur, lanceur d'alerte et fondateur de la plateforme d'information Wikileaks, est détenu dans une prison au Royaume-Uni. Fin avril, la justice britannique a autorisé l'extradition de Julian Assange vers les États-Unis. Toutefois, la décision finale revient à la Secrétaire d'État à l'Intérieur de la Grande-Bretagne.

Récemment, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe Dunja Mijatović a adressé une lettre à la Secrétaire d'État à l'Intérieur de la Grande-Bretagne. Dans ce courrier, Dunja Mijatović appelle le Gouvernement britannique à ne pas extraditer Julian Assange vers les États-Unis en argumentant que cela aurait des graves conséquences sur la liberté de la presse et le journalisme d'investigation dans nos sociétés démocratiques. Elle réitère également des craintes formulées par des experts quant au traitement qui serait, le cas échéant, réservé à Julian Assange aux États-Unis. En effet, selon Amnesty International (AI), Assange risque la torture et la prison à vie. AI et d'autres organisations formulent également des craintes quant à la liberté de la presse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Partagez-vous l'opinion de Madame Mijatović que l'extradition de Monsieur Assange vers les États-Unis aurait des conséquences négatives sur la liberté de la presse ? Comment expliquez-vous ces craintes ?

2) Est-ce que vous partagez l'avis que le Gouvernement devrait renoncer à une extradition ? Dans l'affirmative, êtes-vous prêt à intervenir envers le Gouvernement britannique dans ce sens ?

#### Réponse (08/07/2022) de M. Jean Asselborn, Ministère des Affaires étrangères et européennes

Le Luxembourg est un fervent défenseur de longue date des droits fondamentaux que sont la liberté de la presse et la liberté d'expression. L'engagement du Luxembourg en faveur de la protection de ces droits, consacrés tant par les normes nationales qu'internationales, est régulièrement renforcé, comme le prouve le dépôt, en janvier 2022, du projet de loi transposant la directive européenne sur la protection des lanceurs d'alerte.

Nous constatons que l'affaire de Monsieur Assange a connu de nouveaux développements depuis la lettre officielle de Madame Dunja Mijatović du 10 mai 2022 à laquelle se réfère la présente question parlementaire. Les autorités britanniques ont signé un décret en date du 17 juin 2022 ordonnant l'extradition de Monsieur Assange vers les États-Unis. Monsieur Assange a interjeté appel contre cette décision devant la Cour suprême du Royaume-Uni. L'affaire est actuellement pendante devant la Cour suprême et Monsieur

Assange a d'ores et déjà indiqué vouloir saisir, si nécessaire, la Cour européenne des droits de l'homme. S'agissant d'une procédure judiciaire en cours dans un autre État, une intervention politique des autorités luxembourgeoises ne serait pas opportune.

En tant que Commissaire aux droits de l'homme, Madame Mijatović a agi dans le cadre de son mandat qui est d'améliorer la sensibilisation aux droits humains et leur protection dans les États membres.

#### Détectives privés | Question 6327 (10/06/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Bei engem Privatdetektiv handelt et sech ëm eng Persoun, déi als Selbstännege géint Bezuelung Ermëttlungen duerchféiert. Geet et dobäi meeschtens ëm finanziell Streidegkeeten, sou kann et virkommen, dass sech d'Privatdetektive während hiren Ermëttlungen a legale Grozone, voire an der Illegalitéit bewegen.

Virun allem aus Filmer a Bicher bekannt, stelle Privatdetektiven allerdéngs keng Fiktioun duer. Si offriéiere Servicer, op déi theoretesch all Mënsch zeréckgräife kéint. Sou geet eng Internetrecherche duer, fir eng Rëtsch vun Ubidder vun esou Servicer am Raum vun der Groussregioun ze fannen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministeren dës Fro stellen:

1. Wéi ee Gesetz reegelt de legale Kader fir d'Professioun vum Privatdetektiv a wéi eng eethesch Grondprinzipie mussen si respektéieren?
2. Awéifern dierfe Privatdetektiven op d'Date vun enger anerer Persoun zeréckgräifen?
3. Wat sinn d'Ausbildungskrittären, fir de Beruff vum Privatdetektiv ausüben ze kënnen?
4. Wéi kann ee Bierger sech dogéint schützen, wann e mierkt, dass een Detektiv op en ugesat ass? Wat fir Ulafstelle kënnen Bierger a sou engem Fall consultéieren?
5. Sinn der Ministesch Fäll bekannt, an deenen Amts-/Mandatsträger oder Staats-/Gemengebeamte vu Privatdetektive ausspionéiert goufen? Falls jo, wéi oft gouf dëst konstatéiert a wat fir Mesurë goufen geholl?
6. Wéi vill Fäll goufen et an de leschte fënnef Joer, wou Privatdetektive vun hiren Zilpersounen ugesicht goufen?
7. Kann et virkommen, dass d'effentlech Hand op Servicer vu Privatdetektive zeréckgräift? Falls jo, wéi oft ass dëst an de leschte fënnef Joer virkomm a wéi eng effentlech Instanz waren den Optraggeber?
8. Kënnt et och vir, dass de SREL oder d'Police mat Privatdetektiven zesummeschaffen?

#### Réponse commune (08/07/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministère d'État | M. Henri Kox, Ministère de la Sécurité intérieure | Mme Sam Tanson, Ministère de la Justice

ad 1. D'Aktivitéit vum Privatdetektiv ass zu Lëtzebuerg net speziell reglementéiert. Privatdetektive brauchen awer eng Autorisation de commerce.

ad 2. Privatdetektive mussen sech un déi allgemeng geltend europäesch an national Dateschutzgesetzgebung halen.

ad 3. D'Aktivitéit ass net reglementéiert, deemno gëtt et och keng Ausbildungskrittären.

ad 4. Bei potenzielle Violatiounen vum Code pénal duerch Privatdetektive kënnen déi concernéiert Bierger sech un d'Police oder un d'Justizautoritéit

wenden. Doriwwer eraus gëtt et keng spezifesch Ulafstell.

ad 5. Nee.

ad 6. Op Nofro confirméiert de Procureur général d'État, datt hir eng esou eng Affär bekannt ass.

ad 7. Nee.

ad 8. Nee.

**Travaux de peinture du Pont Grande-Duchesse Charlotte** | Question **6360** (15/06/2022) de **M. Max Hahn** | **M. Claude Lambert** (DP)

Nodeems d'Usträichaarbechten un der Rouder Bréck fir eng Zäit ënnerbrach gi waren, well déi betrafte Firma faillite war, sollten d'Aarbechten uganks 2020 nees ulafen a bis de Fréijoer 2021 fäerdeggestallt ginn. Allerdéngs huet een den Androck, dass sech schonn zënter längerer Zäit näischt méi gedoen huet.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten folgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Usträichaarbechten un der Rouder Bréck aktuell drun?

2. Wat ass de Grond, firwat d'Aarbechte bis ewell nach net ofgeschloss konnte ginn?

3. Bis wéini sollen d'Aarbechte laut aktuellen Estimatioun fäerdeg sinn?

**Réponse** (08/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Usträicheraarbechten un der Rouder Bréck sinn aktuell an hirer finaler Phas.

De leschten Deel un de Stëtze vun der Sprengwierkbréck ass am Juni fäerdeg ginn an de leschten Deel ënnert der rouder Bréck, säitens dem Echer Bierg, ass ugefaange ginn.

ad 2. Déi weltwäit sanitär Kris an déi unhalend Problematik mam Manktem u Materialien hunn dozou bäigedroen, dass d'Aarbechten net konnte matzäiten ofgeschloss ginn. Zudeem hunn eng sëlleg Onwiederer duerch hire staarke Wand d'Usträicheraarbechten zousätzlech ënnerbrach.

ad 3. D'Usträicheraarbechte gi viraussichtlech fir de kommende Kollektivcongég 2022 fäerdeg. Uschlëssend ginn nach vereenzelt d'Finitiousaarbechte realiséiert an d'Baugerüster ofgebaut.

**Passerelle flottante traversant le lac de la Haute-Sûre** | Question **6386** (22/06/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Selon les médias, la passerelle flottante traversant le lac de la Haute-Sûre a été endommagée par des actes de vandalisme au cours du week-end dernier et a dû être fermée. Ceci est d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'une liaison importante entre Lultzhausen et Liefrange pour les promeneurs et les cyclistes.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les dégâts ont été causés par un acte de vandalisme ? Dans l'affirmative, est-ce qu'une enquête a été lancée contre les auteurs de ces actes ? Sinon, y avait-il trop de monde sur le pont à un moment donné ? Est-ce qu'il y a une limite maximale de personnes autorisées à monter sur le pont ?

2) De quels dégâts s'agit-il au juste ?

3) Combien de temps faudra-t-il pour réparer les dégâts et quand le pont pourra-t-il à nouveau être utilisé ?

**Réponse** (08/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) La nature des dégâts occasionnés au pont flottant de Lultzhausen suggère qu'ils sont dus à des actes de vandalisme. Par conséquent, les services de la Division des ouvrages d'art (DOA) de l'Administration des ponts et chaussées ont établi des procès-verbaux « Pro Justitia » contre « inconnu ».

En ce qui concerne le dimensionnement du pont flottant, il est conforme aux dispositions et exigences des normes en vigueur de l'Eurocode (et de ses annexes nationales luxembourgeoises).

En effet, il n'y a pas de limite maximale au nombre de personnes qui peuvent utiliser le pont flottant en même temps. Néanmoins, le pont ne devrait être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné.

ad 2) Les dégâts occasionnés lors du weekend du 18 et 19 juin 2022 se présentent comme suit :

– endommagements ponctuels des mains courantes situées le long du pont ;

– destruction et arrachement des fixations d'une partie entière du garde-corps, garantissant la sécurité des usagers ;

– vol des bouées de sauvetage, fixées sur le pont.

ad 3) La fin des travaux de réparation des dégâts était initialement prévue pour le 29 juin 2022 inclus, entraînant une réouverture du pont flottant aux usagers le 30 juin 2022.

Cependant, grâce à l'avancement rapide des travaux, le pont a pu être rouvert dès l'après-midi du 27 juin 2022.

**Délai de remboursement** | Question **6389** (22/06/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Laut Informatioun vum Repondeur vun der CNS ass den Delai de Remboursement minimum sechs Wochen. En Zoustand, dee Säit uganks dësem Joer unhält. Laut Aussoe vum zoustännege Minister vum Mäerz 2022 ass et engersäits bedéngt duerch eng Hausse vun den Demanden, op der anerer Säit e Personalmangel duerch Covid-19 a well Personal intern op aner Poste reafektéiert goufe fir Digitalisatioun vum System en place ze setzen. Laut CNS gëtt versicht ze rekrutéieren, mee vill Kandidaten entsprechen net ëmmer de gefrote Qualifikatiounen.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Här Minister, säit sechs Méint sinn d'Delais de remboursement bei minimum sechs Wochen. Wéi steet et de Moment mam Rekrutement vun neiem Personal?

2. Wéini geet de Prozess vun der Digitalisatioun virun?

3. Wéini rechent de Minister mat engem méi kuerzem Delai fir d'Remboursementer?

**Réponse** (24/06/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

D'Froe vun den honorabelen Deputéierte goufe schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 6239 vum 23. Mee 2022 an N° 5758 vum 14. Februar 2022 beäntwert.

**Maladies transmises par les tiques** | Question **6395** (22/06/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Selon un article relayé par la plateforme RTL le 14 juin 2022, le nombre de personnes qui ont déjà été en contact avec la maladie de la borréliose est très élevé. L'article renvoie à une étude selon laquelle 20 % de la population en Europe centrale auraient déjà été en contact avec la maladie, également appelée maladie de Lyme et transmise par morsure de tique. Dans la réponse à la question parlementaire n° 6147, Madame la Ministre indique que 23 cas de maladie de Lyme ont été déclarés en 2019 au Luxembourg, 47 en 2020 et 13 en 2021.

Dans ce cadre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Au vu du faible nombre de maladies de Lyme déclarés en 2019 et en 2021, faut-il s'inquiéter du fait que des personnes aient pu être infectées, mais que la maladie n'aurait pas été détectée en tant que telle ?

– Un bon diagnostic au stade précoce de l'infection augmente les chances de guérison par un traitement adéquat, s'il en est. Pour cela, il serait souhaitable que les médecins aient le réflexe d'inclure systématiquement une analyse suite à une éventuelle piqûre de tique chez leur patient. Est-il prévu de sensibiliser le monde médical concernant cette thématique ?

– La morsure d'une tique peut aussi entraîner une neuroborréliose. Combien de cas de neuroborréliose ont été déclarés depuis 2019 ?

– Afin de diagnostiquer avec certitude une neuroborréliose, des analyses coûteuses, au frais du patient et effectuées à l'étranger, peuvent être nécessaires. Quels types d'analyses sont faits à l'étranger et lesquels sont faits au Luxembourg ? Au vu de l'évolution de la population de tiques, est-il prévu que le Luxembourg se dote de moyens propres pour détecter la neuroborréliose ?

– Dans la réponse à la question parlementaire n° 6147 Madame la Ministre indique que des campagnes d'informations sur les tiques sont prévues régulièrement. Une campagne est-elle prévue pour cet été ?

**Réponse** (07/07/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Le règlement grand-ducal du 15 février 2019, qui définit les maladies à déclaration obligatoire en application de la loi du 1<sup>er</sup> août 2018, prévoit que seules les formes de maladie de Lyme de type érythème migrant et les formes neurologiques sont à déclarer par le médecin traitant. Ceci est conforme aux recommandations de l'European Centre for Disease Control and Prevention (ECDC) qui se limite d'ailleurs à ne suivre que les formes neurologiques au niveau européen (1).

Comme pour tout système de surveillance se basant sur une déclaration, il n'est jamais garanti que tous les cas soient rapportés et que les déclarations soient exhaustives.

La très large majorité des maladies de Lyme guérissent rapidement et complètement, soit de façon spontanée, soit idéalement après un traitement adéquat.

Contrairement à ce que l'honorable Députée propose, il n'y a aucune indication à faire un test sanguin systématique lors de toute piqûre de tique. Bien au contraire, toutes les recommandations de pratique médicale émises par des sociétés savantes en Europe et aux États-Unis (16 guidelines différentes en provenance de 7 pays) (2), déconseillent de faire des tests



**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



---

**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

---

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

de laboratoire systématiques en cas de piqûre de tique, et même en cas de forme cutanée initiale (érythème migrant). En effet, la sensibilité des tests est faible à ce moment, et le risque de faux négatif est très élevé, simplement parce que la réponse immunitaire nécessite parfois trois à cinq semaines pour s'établir et que le taux d'anticorps est donc sous la limite de détection lors du test. Le médecin risque donc d'être induit en erreur par un test de laboratoire négatif. À ce stade précoce, le diagnostic de la maladie est essentiellement clinique. En cas de haut risque de maladie de Lyme un traitement antibiotique en dose unique peut être prescrit d'emblée en cas de piqûre de tique, respectivement un traitement antibiotique de 7 à 14 jours (en fonction de l'antibiotique choisi) doit être prescrit devant un tableau d'érythème migrant.

Passé le stade initial, le diagnostic de maladie de Lyme se fait par la sérologie selon des algorithmes standardisés au niveau européen (3).

Deux cas de neuroborréliose ont été déclarés en 2020, aucun les autres années. À nouveau, il est fort probable que les déclarations ne soient pas complètes.

Certains cas de neuroborréliose surtout pour les formes tardives sont difficiles à diagnostiquer. Un avis d'un médecin spécialiste en neurologie ou en infectiologie est généralement alors indispensable. Selon les recommandations de la Haute Autorité de santé en France (4), les laboratoires d'analyses

médicales au Luxembourg proposent en cas de suspicion de neuroborréliose de faire la recherche d'une synthèse intrathécale d'anticorps spécifiques de type IgG permettant de différencier un passage passif d'anticorps au travers de la barrière hémato-méningée d'une production locale d'anticorps. Ceci se fait grâce à un calcul d'index, en divisant le rapport des titres d'IgG spécifiques et non spécifiques dans le liquide céphalorachidien par le rapport des titres d'IgG spécifiques et non spécifiques dans le sérum. Si cet index est positif, cela plaide en faveur d'une synthèse intrathécale d'anticorps.

Lorsqu'il existe une forte présomption clinique de neuroborréliose, en l'absence d'anticorps spécifiques dans le LCR, on peut améliorer la sensibilité du diagnostic en réalisant une PCR Borrelia sur le liquide céphalorachidien. Celle-ci a toutefois un rendement modeste de 20-30 % et uniquement dans les formes précoces.

Le Laboratoire national de santé envisage d'implémenter le dosage de la molécule CXCL13 dans le liquide céphalorachidien. Cette molécule est considérée comme marqueur d'une infection à Borrelia active.

De même, ce laboratoire envisage d'évaluer prochainement un test de production cellulaire d'interféron gamma. Il s'agit probablement de ce type de test auquel l'honorable Députée fait référence quand elle parle d'analyses coûteuses, aux frais du patient, faites à l'étranger. Une étude très récente, publiée au mois de juin 2022, (5) conclut cependant que la valeur clinique de ces tests cellulaires n'est pas encore établie

(„cellular tests are unfit for clinical use at this stage“), et il convient donc d'être prudent avant d'engager des sommes importantes pour des tests diagnostiques dont la fiabilité n'est pas avérée.

Le Ministère de la Santé communiquera cet été sur le risque des morsures de tiques et des moyens de prévention, largement par voie des médias sociaux. Une brochure d'information sur les tiques reste également disponible sur [www.sante.public.lu](http://www.sante.public.lu).

Références :

- (1) van de Wijngaarden C.C. et al. Surveillance perspective on Lyme borreliosis across the European Union and the European Economic Area. *Eurosurveillance* 2017 (22) ; 27
- (2) Eldin C. et al. Revue des recommandations européennes et américaines concernant le diagnostic de la maladie de Lyme. *Médecine et maladies infectieuses* 2019 ; 49 : 121-32
- (3) Baarsma M.E. et al. Diagnostic parameters of modified two-tier testing in European patients with early Lyme disease. *European J Clin Microbiol & Inf Diseases* 2020 ; 39 : 2143-52
- (4) Haute Autorité de Santé. Guide du parcours de soins de patients présentant une suspicion de borrelie de Lyme. 3 mars 2022 ([www.has-sante.fr](http://www.has-sante.fr))
- (5) Baarsma M.E. et al. Diagnostic parameters of cellular tests for Lyme borreliosis in Europe (VICTORY study) : a case-control study. *Lancet Infect Dis* 2022 Jun 14 ; S1473-3099(22)00205-5

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:  
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ  
PS/799